AHMED MAHSAS

# LE MOUVEMENT REVOLUTIONNAIRE EN ALGERIE

de la 1re guerre mondiale à 1954



L'HARMATTAN

AHMED MAHSAS

# LE MOUVEMENT RÉVOLUTIONNAIRE EN ALGÉRIE

## de la 1re Guerre mondiale à 1954

*essai sur la formation du mouvement national*



Librairie-Éditions L'Harmattan
18, rue des Quatre-Vents
75006 Paris

## DU MÊME AUTEUR

*Réflexions sur le mouvement d'unité arabe et ses perspectives,* imprimerie de Carthage (15, rue Oberkampf, 75001 Paris), 1974.

*L'autogestion en Algérie,* données politiques de ses premières étapes et de son application, Éditions Anthropos, Paris, 1975.

*Algérie, Démocratie et Révolution,* Imprimerie spéciale, 1978.

*Le dessin, en page 1 de couverture, représente un fantassin de l'armée d'Abdelkader, vers 1840. Extrait d'une reproduction parue dans la brochure* La conquête militaire de l'Algérie, *éditée par la Commission centrale d'information et de documentation du M.T.L.D. (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques), Alger, 1951, p. 32.*


ISBN : 2-85802-135-X

# INTRODUCTION

Qu'elle soit celle d'hier ou celle d'aujourd'hui, l'Algérie suscite toujours autant d'intérêt, et de nombreux auteurs lui consacrent leurs efforts. Leurs travaux variés, aussi bien par les périodes que par les thèmes qu'ils recouvrent, constituent une importante bibliographie reflétant des opinions, des méthodes d'analyse et des problématiques diversifiées.

Par cette étude, nous ajoutons une contribution, en nous efforçant de concilier la subjectivité de l'acteur engagé avec l'impératif de l'analyse objective. Il nous semble utile, en dépit des insuffisances d'une telle entreprise, de porter à la connaissance du public les préoccupations et les points de vue, émanant de l'« intérieur », qui concernent une période du développement du Mouvement National, dans leur authenticité.

Cependant l'objet de ce livre n'est pas l'analyse exhaustive de l'ensemble de ce mouvement. Il s'agit de l'étude de certains aspects de ce dernier, comme la formation du courant révolutionnaire et le déroulement, dans ses grandes lignes, du processus de libération. C'est-à-dire que nous en proposons une synthèse, articulée sur les principaux faits, afin de mieux appréhender, dans son ensemble, la signification de la période située entre la Première Guerre mondiale et 1954. Cette période surdétermine directement le déclenchement de la lutte armée et exerce des effets, même après l'accession de l'Algérie à l'indépendance nationale.

L'évolution de ce pays avec près de huit ans de guerre, ses crises, ses options et ses contradictions ne pourraient être cernées et expliquées convenablement et entièrement sans le recours à une rétrospective.

D'autre part, notre hypothèse est que l'Algérie, société de civilisation arabo-islamique, renferme assez de ressources, non seulement pour assurer sa défense, mais dispose également d'un potentiel d'énergie suffisant pour accomplir les réadaptations nécessaires à sa libération. Une telle société est capable, confrontée aux nombreux défis, de produire à toutes les périodes, les valeurs et les mécanismes sociaux et politiques (comme le courant révolutionnaire) qui en assurent la permanence, le changement dans un monde en transformation.

En tant qu'expression de cette formation sociale, le Mouvement National condense la conscience nationale, le patriotisme, la représentativité politique, culturelle et les aspirations socio-économiques des masses populaires.

Selon notre point de vue, l'origine de ce Mouvement est lointaine. Elle remonte aux insurrections et à la résistance populaire contre l'occupation étrangère. Après les années 1920, il ne s'agissait donc pas, comme on l'admet en général, de la naissance du Mouvement National, mais de sa Renaissance, de sa réadaptation aux nouvelles conditions. C'est dans ce sens qu'il est question de formation ou de transformation du Mouvement National. En effet, l'impact de la colonisation a rendu indispensable la réadaptation de la société algérienne et la modification des méthodes d'organisation de la lutte.

Sans nier l'importance et le rôle des facteurs socio-économiques qui ont présidé à cette évolution, nous avons délibérément choisi d'aborder principalement l'aspect politique du développement du Mouvement National. Analyser cet aspect met davantage en évidence les facteurs constants de la vie de la société, ses valeurs mises en action, ses changements et sa capacité d'adaptation et de défense face aux défis de l'histoire. Car un Mouvement National signifie avant tout la mobilisation, la restructuration de la société par sa propre volonté de survie, spécifique et autonome.

C'est aussi l'ensemble de ses aspirations, la conjonction de ses motivations, des engagements, son action collective pour libérer son territoire et rétablir sa nationalité et sa souveraineté. Les changements, les adaptations ne sont pas autre chose que la recherche implicite ou explicite de l'efficacité et de la maîtrise du devenir. Pour cette fin, la société fait appel à toutes ses ressources, réactive ses valeurs et s'en crée de nouvelles.

Pour soutenir l'effort de redressement, les facteurs politiques, idéologiques et culturels prennent une importance remarquable. C'est la raison pour laquelle le Mouvement National, s'il constitue l'expression de ces changements et des innovations, assume entièrement la société. En tant que structure d'action, son but est de la conduire à recouvrer son identité, sa personnalité culturelle et son indépendance nationale. Il s'oppose aux agressions et aux influences qui, sous le terme de modernisation, tendent à soumettre la société à la domination et à l'exploitation. Il permet de « filtrer », de « nationaliser » les apports étrangers positifs et de rejeter les normes et les modèles inadéquats. Les innovations et les changements ne s'effectuent pas sous la pression externe pour rendre la société

conforme à ces derniers. Au contraire, ils doivent, pour être bénéfiques, procéder de la dialectique interne de la conservation et du changement, de l'ancien et du nouveau. Chaque terme apporte à l'autre la dynamique nécessaire au progrès et à l'adaptation. C'est en effet la société (avec ses réalités et ses valeurs endogènes), dans sa globalité, qui se met en mouvement, développe toutes ses énergies et s'assume elle-même.

Ce mouvement, cette marche, ne sauraient se passer d'une orientation, d'une organisation et de moyens stratégiques. La structuration de ce mouvement en fonction de ces nécessités n'est pas monolithique. Elle reflète les diversités des composantes qui forment la globalité et leurs options. Celles-ci tiennent en général au degré d'engagement, de sensibilité nationale, d'appartenance aux milieux socio-économiques et culturels. Ainsi, la diversité du corps social donne naissance aux clivages plus ou moins accentués des courants politiques qui aspirent à assumer la question nationale.

Malgré ces clivages et la diversité des expressions politiques, le Mouvement National se présente globalement comme l'antithèse du système étranger de domination, mettant en relief la contradiction principale que ce dernier voudrait occulter. Néanmoins, il renferme, du fait de la diversité de ses composantes, des contradictions secondaires qui se résorbent ou s'intensifient en fonction des luttes, des convergences ou des divergences stratégiques et tactiques.

Les contradictions secondaires trouvent parfois leurs solutions dans les ententes sur des programmes portant sur des périodes plus ou moins longues. Il arrive également que l'un des courants politiques parvienne à exercer son ascendant sur les autres formations du Mouvement National. Il établit son hégémonie lorsqu'il réussit à élargir sa représentativité populaire, à exprimer au mieux les aspirations de la communauté nationale et à améliorer son organisation et ses méthodes d'action d'une manière décisive. Cela signifie qu'il s'impose dans les faits, face au pouvoir colonial, comme le meilleur défenseur de la Cause Nationale.

Pour occuper la place d'avant-garde, ce courant doit non seulement exprimer avec justesse la réalité nationale, mais surtout faire preuve d'un engagement et d'une détermination permanents. Cela nécessite la formation de militants résolus, prêts à consentir tous les sacrifices et capables d'agir et de résister à la répression.

Le point essentiel de sa stratégie à long terme est de créer la force apte, le moment venu, à remporter la décision contre le pouvoir colonial. C'est là un critère qui permet de qualifier

ce courant de révolutionnaire. Car il ne suffit pas de proposer des objectifs révolutionnaires, il est indispensable que la voie, les moyens, la capacité de mobilisation et d'organisation répondent également aux mêmes critères. En un mot, il s'agit de transformer les rapports de force en faveur du peuple dominé et de créer les conditions véritables de sa libération.

On comprend aisément que la formation d'une telle organisation ne puisse être spontanée, mais qu'elle soit le résultat d'un long processus de luttes avec son corollaire d'expériences positives et négatives.

Comme il a été souligné plus haut, ce travail concerne l'aspect politique du Mouvement National, mais au sein de ce dernier, la formation du courant révolutionnaire revêt un intérêt particulier. C'est ce courant qui jouera, en effet, le rôle moteur parmi les autres composantes de ce Mouvement. Notre problématique est que la Révolution n'est pas l'apanage d'une théorie déterminée ou de certains types de pays. Elle peut naître et se développer dans des pays où les conditions nécessaires sont réunies, même si celles-ci ne correspondent pas entièrement aux normes fixées par les théories établies. Dans ce domaine, la réalité s'avère souvent plus riche que la théorie, comme le prouvent les enseignements de l'histoire de la vie des sociétés.

La révolution, selon nous, n'est pas seulement un brusque et violent soulèvement populaire dont le dessein est de renverser une autorité ou un régime et de modifier une situation. Bien qu'elle soit un « temps chaud dans l'histoire », la révolution est d'abord une préparation, une organisation, une formation d'hommes qui s'étend parfois sur une longue période. Son « temps chaud n'est que l'aboutissement d'un processus ». Si on peut en dater l'aspect événementiel, il est par contre plus complexe d'en connaître les limites réelles dans le temps, le commencement et la fin. La révolution se distingue du mouvement de mécontentement en ce sens qu'elle porte un projet de changement de régime et non de quelques corrections. Elle va au-delà du mécontentement. Elle le transforme en mouvement conscient des causes fondamentales qui engendrent un état permanent de domination, d'exploitation et de répression, soit de tout un peuple, soit d'une classe sociale en particulier.

En Algérie, la cause lointaine de la Révolution est surtout l'occupation et la domination étrangères, bien que les causes culturelles et socio-économiques aient joué un grand rôle dans les motivations et les engagements. C'est pourquoi elle n'est

pas basée à ce stade sur la stratégie de la lutte des classes et que le rôle principal est celui des masses populaires et non celui du prolétariat. Cette révolution n'occulte pas les différenciations sociales et la lutte de classes, elle les englobe et les transcende. Mais les masses populaires, bien qu'elles soient capables de déclencher des mouvements spontanés et conjoncturels, ne peuvent assurer une action permanente avec un objectif difficile à atteindre, sans organisation. C'est pourquoi la révolution est l'organisation, en premier lieu, de la partie la plus disponible de la population et de la société et qui en constitue, en quelque sorte, la composante sociale la plus engagée et la plus vigilante. Elle signifie la volonté et l'action organisée de changement au sein de la société.

La révolution exprime ainsi, à travers une partie de la population, l'ensemble des aspirations populaires, face aux défis et aux dangers. Mais, dans une société, il existe plusieurs virtualités de réponses à ces derniers, les unes plus ou moins efficaces que les autres. Ces réponses s'expriment par le truchement des divers courants politiques ou socio-culturels, comme des solutions variées à un même problème.

Tout en reconnaissant les contributions, parfois importantes, des autres formations du Mouvement National, nous soutenons la thèse selon laquelle c'est bien le courant révolutionnaire qui présente la solution la plus appropriée au problème de la libération nationale (en ce qui concerne l'Algérie). Aussi nous sommes-nous consacrés principalement à l'analyse, à travers le Mouvement National, du fait révolutionnaire. Il a fallu auparavant rechercher l'origine, la continuité de celui-ci, ses caractéristiques et ses diverses formes d'expression afin d'en souligner la filiation avec le Mouvement de résistance multiforme mené par le peuple algérien contre la colonisation. En effet, les interruptions dans la vie et l'histoire des sociétés ne sont qu'apparentes. L'aspect authentique et le processus historique de la formation du courant radical s'affirment nettement malgré l'obscurcissement consécutif à la période coloniale. Mais l'authenticité n'est pas une donnée fixe et immuable à laquelle on se réfère sans cesse. Elle est ce qui appartient en propre à la société et qui en caractérise la personnalité en mouvement, qui émane réellement d'elle, qui en exprime la profonde réalité, par opposition à l'exogène et au superficiel.

Lorsqu'un mouvement politique s'enracine dans l'authenticité, il s'identifie aux caractères fondamentaux qui distinguent la société dont il est le produit. Il signifie la spécificité qui apparaît aussi bien dans les objectifs que dans les modalités

d'organisation, la stratégie et les méthodes d'action. Elle se reflète également dans le contenu idéologique et culturel. La notion de spécificité recoupe celle de personnalité et d'identité en tant que dynamique sociale de l'action autonome, irréductible (compte tenu des lois universelles) aux concepts hégémoniques de généralisation. Ceux-ci, en effet, appliqués dans toute leur logique, auraient pour résultat la perte de l'initiative des groupes humains ou des sociétés. Cette forme d'intégration à l'universel est à maints égards aliénante. Elle implique la réduction de toutes les spécificités à l'une d'entre elles, érigée arbitrairement en modèle universel. Mais le véritable « universel » est bien celui qui englobe des composantes humaines spécifiques et qui en permet la manifestation distincte et autonome. C'est à partir de là que peuvent s'établir les rapports d'égalité au niveau de l'humain, c'est-à-dire, au lieu où se rejoignent, dans leurs diversités, toutes les sociétés humaines.

C'est la signification profonde d'un Mouvement National authentique, cherchant à restructurer la réalité nationale et luttant pour en imposer l'existence libre dans la différence et l'égalité, parmi les autres sociétés. Quand cette existence nationale est niée et combattue par un système, la réponse réside dans la réactivation du fond national, la mobilisation des énergies, la capacité d'organisation et le choix des moyens de lutte adéquats. Mais, afin d'atteindre le niveau d'efficacité optimum, le Mouvement National (notamment la plus avancée de ses composantes) doit s'identifier à la société, à son idéologie, à ses valeurs, à sa culture et à sa civilisation.

Cette identification permet à la société d'effectuer, par sa propre dynamique interne, les changements indispensables exigés par l'impératif de l'évolution. À défaut de cette capacité, les transformations lui seront imposées quasi exclusivement par les dynamiques externes et auront pour effet de l'assujettir aux forces de domination. Car la société forme un système où tous les éléments se tiennent et se complètent, créant un certain état d'équilibre sans lequel elle ne pourrait survivre. La destruction d'une partie excessive de ces éléments, sous couvert du progrès, risque au contraire de réduire la société à un état inférieur et à l'incapacité de maîtriser son destin. Aussi n'est-il pas étonnant qu'un certain type de progrès, d'ordre spirituel ou matériel, ait rencontré de fortes résistances déclenchées par les mécanismes d'autodéfense de la société algérienne.

N'est-il pas alors permis de considérer le Mouvement National comme l'ensemble conscient et organisé d'une partie de ces mécanismes qui se reflètent sur le plan politique, idéologique et culturel ? Cependant, l'ensemble société-Mouvement

National n'est pas mû par une sorte de déterminisme où les événements, les actions humaines obéissent à des mécanismes automatiques. Etant donné la réalité et la complexité humaines, aucun groupe organisé ne pourrait prétendre en assurer totalement le contrôle, lui assigner des objectifs et en déterminer l'évolution avec une entière exactitude. L'action des hommes demeure en général approximative. Elle est limitée par les aléas, les erreurs, les faiblesses, les insuffisances et les conditions objectives. Un mouvement collectif a surtout une valeur quantitative, il serait outrancier de l'apprécier selon des critères strictement qualitatifs.

Le Mouvement National signifiant globalement la volonté de libération, il est nécessaire d'identifier, parmi les forces qui le constituent, celles qui représentent au plus haut niveau cette volonté. En effet, les principales composantes de ce mouvement se différencient par leurs objectifs et le degré de leurs engagements. Il s'ensuit que les rapports établis entre elles ne concourent pas toujours à une action concertée ou coordonnée. Ces rapports sont fixés non seulement en fonction de leurs positions politiques réciproques, de leurs orientations idéologiques ou sociales, mais également par les conditions objectives de la lutte et ses nombreuses contraintes. La voie et les moyens que choisit chacune des composantes du Mouvement National pour atteindre ses objectifs provoquent des divergences et des luttes d'influence plus ou moins accentuées. Au cours du processus de cette lutte sur deux plans (externe contre le pouvoir colonial et interne entre ces composantes), chacun de ces courants cherche à propager ses idées et à se constituer en force politique. Cela engendre, entre ces courants, des situations conflictuelles, implicites ou explicites, que tempèrent parfois les ententes tactiques ou stratégiques. En tout état de cause, l'interaction (qu'elle soit négative ou positive), les rapports conflictuels ou non, contribuent à la maturation de tout le Mouvement National et en constituent les facteurs de transformation. C'est en dernier ressort l'adhésion des masses populaires qui détermine la tendance générale du Mouvement National, à condition que la lutte politique ne soit pas faussée par une absence totale de liberté.

Il est assez fréquent que les masses populaires dans une période de faible « idéologisation » conjuguée avec l'effet de la répression, ne s'orientent pas d'emblée vers le bon projet. Elles se laissent alors attirer par un projet qui ne représente que partiellement leurs profondes aspirations.

Cette situation est due à plusieurs causes parmi lesquelles

se distingue l'action de « dénationalisation » entreprise de longue date par le système colonial, conjuguée avec des appareils répressifs. Il faut noter le fait important que la répression frappe toujours avec plus de force les partisans du projet d'indépendance nationale. Les autres causes ressortissent aux ambiguïtés et aux erreurs des partisans du projet réformiste aussi bien qu'à l'incapacité (provisoire) du courant révolutionnaire (indépendantiste) à mobiliser les masses.

Par ces exigences, ce courant qui préconise une voie difficile, impliquant des risques, ne suscite pas encore des adhésions spontanées et en nombre suffisant.

L'efficacité du courant révolutionnaire est liée à sa capacité de démontrer, au cours de diverses phases de lutte et des expériences vécues, aussi bien son propre niveau opérationnel que la validité de son projet. Ainsi, la maturation du Mouvement National et du courant révolutionnaire qui en est le fer de lance, s'est effectuée au cours d'un long processus historique. C'est le caractère total et violent de la colonisation qui explique la lenteur relative de cette maturation et en même temps la formation de la tendance politique révolutionnaire. Celle-ci s'avérera progressivement la seule solution valable face à un système qui s'oppose par la force politique, militaire, économique et culturelle, à l'expression de la personnalité nationale du peuple algérien et à sa libération.

En effet, la nature de la colonisation rendait inopérant un Mouvement National de type réformiste ou modéré. Ainsi le choix de la voie révolutionnaire est imposé par les conditions objectives de la lutte pour la suppression du système colonial.

Dans ce travail nous avons tenté de décrire l'évolution globale du Mouvement National dans sa confrontation à ce système et à la formation en son sein du courant radical. Une telle évolution ne pouvait se comprendre sans mettre en évidence l'action et les positions des diverses formations du Mouvement National. Les critiques adressées à ces formations n'ont pas pour objet de nier leur contribution historique à la défense du peuple algérien opprimé. Elles procèdent de la nécessité de l'analyse du changement et des forces politiques qui en assument le cours avec plus ou moins d'efficacité.

Le développement du Mouvement National global et de ses diverses composantes ne peut être cerné, pensons-nous, qu'au cours d'une longue période. C'est la raison pour laquelle cette étude s'étend de la Première Guerre mondiale à 1954. Cette période a été divisée en phases, chacune marquant ou annonçant un changement. Ainsi, nous n'avons pu

échapper à une certaine chronologie. Nous avons essayé d'éviter autant que possible la personnalisation excessive des faits et des événements, car aussi grand que soit l'apport des personnalités, il ne doit pas se substituer à l'action collective qui reste seule décisive. C'est grâce à elle que le courant révolutionnaire, notamment, a pu s'organiser, surmonter les obstacles et les contradictions, pour s'imposer comme un fait politique et social irréversible.

L'action collective, que ce soit au niveau des militants ou des masses populaires, s'inspire avant tout du fond culturel, des expériences, des aspirations fondamentales de la société et de ses constantes historiques. Les apports universels nécessaires s'intègrent pour renforcer ce fond culturel, la personnalité nationale et le caractère authentique du Mouvement de libération.

Cette étude comprend donc trois parties : dans la première qui s'intitule « Origine et formation du Mouvement National », nous nous sommes proposés, par un chapitre préliminaire, de montrer la réalité nationale algérienne et ses caractéristiques, avant et après 1830. La guerre de libération menée par l'Emir Abdelkader et les insurrections populaires qui lui succéderont, ont signifié, à nos yeux, un même mouvement de lutte contre l'occupation étrangère. L'installation de la colonisation, la fin de cette forme de lutte, les changements intervenus, ont apporté aussi des modifications dans l'expression du sentiment national. Et ce fut l'ère de la revendication des « droits français » et de la naissance du mouvement revendicatif des « Jeunes Algériens ». Mais c'est après la Première Guerre mondiale que virent le jour les principaux courants plus engagés, comme l'Étoile Nord-Africaine qui revendiquait l'indépendance de l'Algérie. Cette période est celle de la renaissance du Mouvement National et de la structuration de ses composantes, elle se termine en 1939, au début de la Seconde Guerre mondiale.

La deuxième partie s'échelonne sur une période où le Mouvement National se renforce considérablement avec l'abandon, par les réformistes, de toute politique d'assimilation et leur adhésion à une politique nationale. Ce changement s'est concrétisé par l'union des tendances nationalistes au sein d'un vaste rassemblement, « Les Amis du Manifeste et de la Liberté ». Ce mouvement se désintégra après les événements de mai 1945, ce qui fit du P.P.A.-M.T.L.D. la principale organisation révolutionnaire, majoritaire dans le pays. Cette période consacra l'apogée de cette formation et le déclin des

courants nationalistes modérés à la veille des élections à l'Assemblée algérienne.

Quant à la troisième partie, elle concerne principalement l'évolution du P.P.A.-M.T.L.D., ses organismes annexes, sa puissance, ses contradictions, ses crises internes et sa division en trois tendances. Elle est marquée, en dépit des contradictions, par une mutation qualitative et la création des conditions pour le déclenchement de la lutte armée en novembre 1954. Dans cette partie nous avons essayé d'expliquer pourquoi, au moment où l'effondrement de la principale formation politique était un fait évident, il existait des conditions favorables à l'engagement révolutionnaire et à la transformation du Mouvement National.

Ainsi, à chaque partie chronologique, découpée selon un choix apparemment arbitraire, correspond en réalité un aspect significatif de la progression du Mouvement National. Le premier a trait à la structuration de ce mouvement autour de la revendication des « droits », mais celle de l'idée d'indépendance fait son chemin. Ensuite, cette structuration s'opère sur la base du fait national. Enfin, le Mouvement National s'organise et se développe selon une dynamique nettement révolutionnaire.

PREMIÈRE PARTIE

# ORIGINE ET FORMATION DU MOUVEMENT NATIONAL

# 1. ORIGINE ET RÉALITÉS NATIONALES

Au cours de l'histoire, les rapports entre les deux rives de la Méditerranée (Sud-Nord) ont été marqués par un antagonisme des périodes de guerre, de paix et parfois d'alliances ou d'invasions. Cet antagonisme n'a pas empêché l'établissement de relations d'échanges dans les domaines commercial, culturel, et une certaine interpénétration des civilisations, depuis des époques lointaines. L'hégémonie s'est alternativement déplacée du Sud au Nord et vice versa, avec des périodes d'équilibre entre les puissances. L'avènement de l'Islam, la constitution d'un ensemble politique, économique et militaire sur une vaste étendue, le développement d'une riche civilisation, ont assuré au Maghreb une puissance hégémonique (perdue depuis longtemps) qui s'étendait au Sud de l'Europe (Espagne, France, Italie).

Après quelques siècles de rayonnement, la puissance islamo-arabe reflua vers la rive sud, devant la poussée occidentale et à la suite de la dislocation du Khalifat Abbasside en Orient et de l'Empire Almohade du Maghreb au XIII[e] siècle. Une sorte d'équilibre précaire s'établit entre les puissances des deux rives. Cette période marquée par des rapports de nature variée, les guerres intérieures ou extérieures, correspondait en réalité à un changement profond en faveur de l'Occident. Alors que celui-ci connaissait un mouvement ascendant, le monde islamo-arabe suivait la pente du déclin. Celui-ci ne parvenait pas à renouveler ses structures politiques et à se doter d'institutions capables de préserver son unité et d'assurer son évolution harmonieuse. Il tombait dans la stagnation, dans les luttes internes stériles et perdait peu à peu l'initiative historique d'une grande puissance.

Malgré les efforts du Khalifat Ottoman qui prit la relève et l'édification d'un État central, le processus de désintégration continua d'agir en profondeur. Si l'Empire Ottoman redonna un regain de vigueur et d'organisation à la communauté islamique, il ne put empêcher la création d'entités politiques autonomes sans force et sans consistance réelles face aux puissances européennes. Grâce à sa force militaire, il assura tant bien

que mal la défense de la communauté, sans éviter l'oppression et l'emploi des méthodes expéditives qui provoquèrent le ressentiment dans de nombreuses régions de la communauté, notamment dans certains pays arabes. C'est pourquoi l'État Ottoman est toujours resté extérieur à la société, sans identification véritable, sauf en cas de danger imminent. En tout état de cause, son influence ne s'exercera que tardivement au Maghreb qui sombra dans la division et les luttes internes après la disparition de l'État unitaire Almohade.

Partagé en plusieurs royautés ravagées par les luttes pour le pouvoir, hostiles les unes aux autres, le Maghreb s'installait désormais dans la faiblesse politique et militaire, créant un dangereux déséquilibre au profit des puissances occidentales en pleine renaissance. Celles-ci vont tenter d'établir leur domination sur la rive sud de la Méditerranée. Sous l'instigation de L'Église, l'Espagne et le Portugal se répartissaient déjà les territoires à y conquérir deux ans après la chute de Grenade (1494). Leur succès fut rapide. Ces deux pays s'assurèrent le contrôle du commerce maritime et occupèrent les principales villes du littoral, d'Agadir à Tripoli. Si leurs forces furent refoulées ou empêchées de pénétrer plus loin à l'intérieur du Maghreb, c'est souvent grâce à la résistance populaire.

En l'absence d'un État unitaire puissant (1), les royaumes et les cités autonomes n'étaient pas en mesure d'opposer une force suffisamment dissuasive. Néanmoins, le Maghreb, dans son ensemble, avait assez de ressources pour lutter contre ces tensions extérieures, les agressions étrangères. Les guerres hégémoniques que se livraient les pouvoirs à l'intérieur du Maghreb, sans que l'un de ces derniers parvienne à s'imposer à toute la contrée, ont eu pour résultat la formation, au cours du XV^e^ et XVI^e^ siècle, des trois entités politiques distinctes, la Tunisie, l'Algérie et le Maroc, dans les limites géographiques approximatives de 1830. Mais ces entités fragiles, réduites à la défensive, ne pouvaient tenir tête à la puissance ibérique, fer de lance de la croisade européenne. Et ce d'autant moins que le Maghreb central (l'Algérie) s'effritait en royaumes et en cités autonomes incapables d'organiser un pouvoir central efficace.

Au moment où le Maghreb était en proie aux luttes intestines et à la menace de la croisade de l'Occident, l'Empire Ottoman, grâce à l'établissement du Khalifat, redonnait espoir

(1) A. Laroui, *L'histoire du Maghreb,* Éd. Maspero, Paris, 1970, p. 222.

au monde musulman pour relever le défi de l'Espagne chrétienne. Au XVIe siècle, cet empire en expansion étendit son influence au Maghreb.

## Spécificité de l'État algérien

Ces attaques répétées de l'Espagne, l'occupation de certaines parties du territoire, amenèrent les Algériens à faire appel au Turc Aroudj dont les prouesses guerrières se répandaient au-delà de Djidjelli où il se trouvait depuis 1514 (2). Auparavant, il s'était distingué, avec ses frères Khaïr ed-din, Elias et Ishaq, dans sa lutte contre les Espagnols et en sauvant des milliers de musulmans fuyant l'Espagne (1504 à 1510) vers le Maghreb. Mais c'est bien son frère Khaïr ed-din qui fut le véritable fondateur de la Régence d'Alger avec l'accord du pouvoir Ottoman et son soutien. Après maintes péripéties, les révoltes, les attaques chrétiennes, l'État algérien (3) s'organisa sur de nouvelles bases, non sans avoir rencontré des résistances notamment de la part des tenants des pouvoirs locaux qui s'étaient déshabitués d'une autorité centrale et de ses contraintes.

De caractère militaire, cet État s'appuyait sur un corps d'infanterie (les janissaires turcs) et d'une cavalerie (les spahis) formés principalement d'autochtones. Il disposait d'une puissante marine qui reprit le contrôle de la Méditerranée. Ce nouvel État rétablit la puissance du Maghreb central et s'opposa victorieusement aux entreprises étrangères, notamment à celle de Charles Quint (1541) qui se termina par un désastre. Il établit son autorité sur les provinces comme Tlemcen, soutenue par les Espagnols (4). Son évolution connut, comme d'autres États de l'époque, des situations positives et négatives tant sur le plan intérieur qu'extérieur. Elle devait se traduire (sous le règne des Pachaliks) au XVIIe siècle, par la rupture des liens d'autorité de la Régence d'Alger avec la Sublîme Porte. L'Algérie devenait un pays autonome et connut une ère de prospérité qui permit le développement des villes comme Alger, dont la population était évaluée à plus de 100 000 habitants. Dans la dernière moitié du XVIIe siècle,

(2) Ch.-A. JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord,* t. 2., p. 254, Payothèque, éd. 1978.

(3) Ch.-A. JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord,* t. 2., p. 259, Payothèque, éd. 1978.

(4) *Ibid.,* p. 277.

elle subit la recrudescence des attaques menées par les États européens, sous le prétexte de la lutte contre la piraterie (5).

A la fin du règne des Deys (1671-1830), la puissance d'Alger a semblé péricliter pour plusieurs causes, parmi lesquelles la régression du commerce, la sécheresse et les épidémies qui décimèrent une partie de la population. En réalité, l'Algérie, comme d'autres pays musulmans, était entrée dans un cycle de stagnation. Elle ne parvenait pas à remonter le courant de l'histoire, malgré quelques sursauts qui pouvaient faire illusion.

Un décalage important séparait de plus en plus le monde arabo-musulman et les puissances occidentales. Celles-ci s'étant lancées dans l'ère de la Révolution industrielle et scientifique, elles n'allaient plus connaître d'obstacles sérieux à leur volonté expansionniste. Ce fut là un changement décisif dans les rapports de puissance en faveur de l'Occident. L'Algérie sera ainsi la première victime, au Maghreb, des conséquences de ce changement fondamental et des nouvelles conditions géopolitiques défavorables aux États du Maghreb.

Après avoir repoussé pendant une longue période les attaques des puissances européennes, elle fut finalement envahie par la France qui la convoitait depuis longtemps. Les mobiles et les prétextes avancés pour justifier cette invasion ne constituaient qu'un voile qui s'est déchiré au cours de l'histoire. En revanche, il faut souligner le fait important qu'au moment de l'agression ce qu'on appelait la Régence d'Alger formait un État organisé, jouissant de l'autonomie, de la souveraineté et de tous les attributs (6) de l'existence nationale des États reconnus par les usages internationaux de l'époque. Ces attributs seraient enviés, même de nos jours, par de nombreux États dont l'indépendance est pourtant reconnue par le consensus international. Ces attributs de l'État algérien acquis progressivement concernaient plusieurs domaines dont celui de la diplomatie, de la guerre, la frappe de la monnaie, etc. Son autorité s'exerçait sur un territoire et un peuple déterminés, par le moyen d'une administration (7).

(5) Ce terme vague pouvait justifier toutes les agressions. Quant à l'activité de la piraterie ou la course, elle était pratiquée par la plupart des pays en mesure de le faire.

(6) Les droits et usages internationaux posent comme attributs de l'État les éléments suivants : 1) Le territoire national — 2) Un gouvernement — 3) Une administration — 4) Une défense nationale — 5) Une diplomatie.

(7) Claude BONTEMPS, *Manuel des Institutions algériennes,* t. 1., Éd. Cujas, 1976, p. 27 et suiv.

Les liens de cet État avec la Sublîme Porte étaient basés sur la solidarité et la reconnaissance quasi-symbolique du pouvoir du Khalifat, commandeur des croyants. Ces liens découlaient des institutions politiques de l'Islam. Ils répondaient aussi bien à l'esprit qu'à la pratique et au consensus de la communauté islamique. Bien qu'il fût d'origine turque, ce pouvoir étatique ne saurait être considéré, dans le contexte ou il s'exerçait, comme l'émanation d'une puissance étrangère. Sa légalité du point de vue institutionnel ne souffre pas de contestation même si certaines écoles juridiques en rejettent la légitimité historique. Ne procédait-il pas de la communauté islamique à propos de laquelle le Coran insiste tout particulièrement sur l'égalité, la fraternité et l'unité de ses membres, quelle que soit leur appartenance ethnique ? Assimiler l'État algérien au pouvoir de l'occupation étrangère paraît relever de l'anachronisme tant cette assimilation méconnaît les réalités historiques et les notions du pouvoir en Islam. Mais la légalité et l'« Algérianité » de cet Etat ne signifie point que celui-ci s'identifiât toujours à la société (8) ni qu'il exprimât la totalité de ses aspirations. Cela ne légitime en aucune manière ses pratiques lorsqu'elles se caractérisent par l'oppression, l'injustice et la répression. C'est à cause de ses aspects qu'il fût combattu par les musulmans algériens, comme d'ailleurs ils ont lutté contre d'autres pouvoirs « autochtones ». Leurs révoltes ou leurs contestations s'inspiraient surtout du droit dévolu aux croyants de s'opposer à tout pouvoir qui porte atteinte aux intérêts de la communauté ou qui leur semble être en contradiction avec l'enseignement de l'Islam. D'autre part, face à l'État, les « sujets » ne se sentent avant tout solidaires entre eux, qu'en dehors du Souverain. « La Oumma est sous la garde de la Oumma elle-même » (9). Car l'Etat ou le Souverain sont éphémères tandis que la communauté est permanente.

Comme de nombreux Etats, celui d'Alger ne pouvait être séparé de la part répressive et de la coercition liée à toute forme étatique. Ses méthodes de gouvernement allaient parfois à l'encontre des principes qui assuraient le fondement de sa légitimité et la base de son existence. Cette contradiction est universelle, elle se retrouve à divers degrés dans tous les

(8) Georges GURVITCH, *Traité de sociologie*, Presses Universitaires de France, t. 2, p. 195 [« L'État que tant de juristes ont identifié à tort avec la société globale (la Nation par exemple), n'est en réalité que les blocs des groupements de localités, s'appuyant sur la contrainte inconditionnée, à laquelle on ne peut pas se soustraire »].

(9) Claude COHEN, *L'Islam des origines...*, Histoire Universelle (14), Bordas, 1970, p. 102.

systèmes politiques. Le monde a connu et subit encore des États ou des pouvoirs dont les pratiques ne sont pas de nature différente par rapport à cette époque. Le despotisme (oriental ou occidental), la tyrannie, l'oppression et l'exploitation ont toujours soulevé la réprobation des peuples. Les luttes pour y mettre fin ont jalonné le cours de l'histoire. Aussi, l'opposition du peuple algérien aux pouvoirs « turques » ou autres, qui ne fut d'ailleurs ni aussi systématique, ni aussi généralisée, est celle qui se dresse contre les aspects négatifs d'un pouvoir quel qu'il soit. D'une manière générale, elle traduit les rapports contradictoires entre État et société. Cependant, l'État algérien, étant d'essence islamique, représentait, au niveau global, les intérêts spirituels et matériels de la communauté et en assumait la défense vis-à-vis de l'étranger. C'est la raison pour laquelle il bénéficiait de la solidarité et de l'engagement des croyants musulmans au cours des guerres défensives ou offensives. Sans cette identification, il n'aurait pu, avec l'aide de 10 à 15 mille janissaires, repousser pendant plusieurs siècles les agressions étrangères tout en maintenant son autorité sur un peuple qui lui aurait été radicalement hostile.

Ce qui précède permet d'affirmer que l'Algérie constituait bien un État similaire aux autres États, qu'on peut qualifier de national, une société et une Nation (10) si l'on veut se référer à ce concept. Il en découle qu'il n'est nullement absurde de soutenir l'idée que l'État national algérien existait avant l'invasion, contrairement aux thèses qui datent son avènement à la fin de la « décolonisation ». En effet, l'affaiblissement de Khalifat, qui représentait en quelque sorte un État multinational, a donné naissance à de nombreuses dynasties étatiques se réclamant du Khalifat, mais n'exerçant leur autorité que sur une partie de la Oumma qu'ils tendaient à diviser. Du dernier Khalifat Abbasside, à celui des Almohades et au Khalifat Ottoman, la communauté islamique a connu de nombreux États et n'a pu résoudre le problème de son gouvernement unitaire. Elle s'est transformée ainsi progressivement en Communauté multi-étatique.

La formation de l'État algérien résulte de ce processus de diversification politique, sans que celle-ci puisse entamer le fondement et l'idéologie unitaires de la Oumma. En dépit de ses similitudes apparentes avec l'État national ou la Nation-

(10) Mostefa LACHERAF, *L'Agérie, Nation et Société*, Cahiers Libres 71-72, Maspero, 1965, p. 9.

État (11) européen, la formation étatique algérienne en diffère à maints égards, car elle n'est pas le produit d'un nationalisme basé sur un clivage ethnique. Elle se superpose en tant qu'organisation politique délimitée à une entité humaine dont la réalité est plus étendue et qui l'englobe. Étant mise dans l'incapacité de se doter d'un État central unitaire, la Communauté islamique s'est organisée en entités politiques différenciées, sans pour autant perdre sa force unitaire de base qui maintient son intégration et sa cohésion globale. En cela, tout État « régional » se trouve plus ou moins en contradiction avec la Communauté islamique qu'il tend, par sa nature, à compartimenter afin de se donner une réalité humaine propre, condition indispensable à son existence effective. Cette contradiction est en fait atténuée par le caractère musulman qui définit l'État régional. Celui-ci, malgré ce caractère, tendra à se diversifier, à partir de données ethniques ou culturelles, par rapport et aux dépens de la dialectique de l'unité et du pluralisme. Ce phénomène explique qu'à la période de la prédominance unitaire, l'État Khalifat ait pu englober plusieurs entités ethniques unies au sein de la Communauté. Et qu'à une autre période cette dernière a donné naissance à plusieurs États sans disparaître en tant que réalité ni de la conscience des musulmans, ni de leur vie sociale et culturelle. C'est l'une des particularités du monde musulman qui reflète sa complexité et la difficulté à en suivre l'évolution historique.

On comprend, dès lors, pourquoi quelques Algériens, suivant la voie tracée par les théoriciens étrangers et la thèse colonialiste, parlent du régime de l'occupation ou de la domination turques, en l'assimilant à un État étranger comme celui de la France qui lui a succédé. En confondant ces deux régimes de nature différente, ces Algériens obéissent à un mimétisme idéologique ou à une conception réductionniste de l'histoire. Ils croient ainsi prouver la réalité d'une nation algérienne dont l'existence était niée par le système colonial. Mais ils emploient des concepts européens inadéquats à la réalité algérienne profonde et à son environnement historique. L'idéologie nationaliste formée à partir de ces concepts ne pouvait s'intérioriser sans risquer d'être en contradiction avec cette dernière.

Le concept de Nation plus encore que celui d'État a soulevé de nombreuses controverses au sein de l'intelligentsia algérienne entre les deux guerres. Ce débat a été provoqué par

(11) Voir Henri LEFEBVRE, *De l'État*, t. 1, Union générale d'éditions, 1975, p. 10-18.

le développement du Mouvement de libération nationale d'une part, et de l'autre, par la thèse colonialiste de l'assimilation de l'Algérie à la France. Cette thèse présupposait l'absence de toute identité nationale algérienne à partir de fausses prémisses sur la négation d'une nation algérienne. Elle était liée à une politique de dépersonnalisation et d'effacement du caractère national du peuple algérien afin de justifier l'intégration de l'Algérie à la France. Par contre, le Mouvement national, par sa composante la plus radicale, s'est attaché à affirmer l'existence d'une nation algérienne comme base de sa doctrine et idée-force de son action. Toutefois, cette affirmation ne signifiait point une différenciation par rapport à la communauté arabo-islamique de base, mais l'existence de l'identité nationale contre l'occupant étranger.

Nation préexistante à l'invasion coloniale, nation en formation, communauté, peuple ou populations musulmanes, l'Algérie constituait de toute évidence une entité historique politiquement différenciée. Que cette entité qu'on appelle nation soit un groupe humain « généralement assez vaste qui se caractérise par la conscience de son unité et de la volonté de vivre en commun, constituant une communauté politique établie sur un territoire défini ou encore un ensemble de territoires définis et personnifiés par une autorité souveraine », son existence est attestée au cours de l'histoire (12).

L'Algérie était tout cela à la fois et encore davantage. Elle s'est formée, comme toutes les communautés, les peuples ou les Nations, au cours de l'histoire, par une longue symbiose culturelle et ethnique, avec ses forces et ses faiblesses, pour acquérir finalement le caractère qu'on lui connaissait à l'époque. Elle occupait, sous l'autorité d'un État, un territoire bien défini. Elle faisait partie d'une vaste communauté et possédait sa propre culture participant de la civilisation arabo-islamique,

(12) Staline, approuvé par Lénine, donne la définition suivante de la Nation : « La Nation est une communauté humaine stable qui s'est constituée historiquement, née sur la base de la communauté de quatre caractères fondamentaux, à savoir : sur la base de la communauté de langue, de territoire, de vie économique, de conformation psychologique, manifestée par la communauté des propriétés spécifiques de la culture nationale. »

Cette définition fut reformulée par Staline le 18 mars 1929 sous le titre : La question nationale et le Léninisme. Réponse aux camarades, Mechtow, Kôtoltchouk et autres. Il y ajouta un 5e caractère, celui de « l'État national propre, distinct, sans lequel il n'y a pas de Nation... » (in *Le Marxisme et la question nationale et coloniale* par Staline, Éd. sociales, 1949. Réédition Norman Béthume, 1974). Ce 5e caractère s'opposait aux réalités de nombreuses nations sous le joug de l'étranger et qui de ce fait ne pouvaient organiser un État national. La réalité est qu'une Nation peut exister sans État...

une langue nationale et des langues locales comme de nombreuses Nations. Il faut cependant mentionner l'importance du rôle de l'Islam comme facteur constitutif de l'entité nationale algérienne. Cette religion lui assure la cohésion sociale et l'intègre dans une communauté humaine avec laquelle elle partage le même destin, les périodes de gloire, comme celles des malheurs.

En dépit des limites de la formation étatique, de la spécificité de certains aspects culturels et historiques, cette entité forme un tout indissoluble avec les autres entités arabo-islamiques. A tel point qu'aux frontières des pays du Maghreb, il n'y a pas plus de différences entre les populations limitrophes que celles qui existent au sein des populations d'un même pays, entre l'Est ou l'Ouest, le Sud, le Nord ou entre les villes et les campagnes. Ce caractère unitaire, au-delà des particularismes locaux, se retrouve plus ou moins accentué entre tous les pays arabo-musulmans.

C'est dans cette réalité historique et ce cadre bien déterminé que s'emploie le concept de Nation et de patrie, avec son contenu différent de celui de l'État-Nation. Ainsi il correspond aux réalités humaines et historiques et aux exigences globales de la permanence de la communauté de civilisation. Conscience nationale, patriotisme, nation ou peuple sont inséparables chez les croyants de la conscience qu'ils ont d'appartenir à la Oumma dont la signification universelle est dénuée de tout esprit de racisme. C'est au niveau populaire que ces deux consciences se confondent le plus, sans exclure pour autant ni les conflits, ni les contradictions qui apparaissent dans toutes les sociétés humaines.

L'attachement des croyants à leur histoire, à leurs valeurs, au souvenir des temps glorieux, à la défense de la terre islamique, de leurs biens matériels, constitue une forme « d'expression nationale et patriotique » aussi valable et honorable qu'une autre. Elle n'a rien de « fanatique » ou de « rétrograde » contrairement à certaines affirmations. Ce n'est pas autre chose que la manifestation de la volonté de survie spécifique, le refus des modèles culturels de domination et la défense d'une personnalité historique. Et ce d'autant moins que cette communauté est menacée dans son existence par l'agression étrangère. Elle a alors le droit de mobiliser toutes ses forces et d'employer tous les moyens à sa disposition pour assurer sa continuité, sans se soucier outre mesure des concepts et des critères préétablis.

## L'invasion française, la destruction de l'État algérien et la résistance armée

L'invasion française est inséparable du mouvement expansionniste européen désormais appuyé sur la puissance industrielle et militaire qui allait donner aux pays occidentaux la suprématie. Contrairement aux affirmations de nombreux historiens, il est permis de douter « qu'elle fût à la fois un expédient improvisé et un geste de politique intérieure, accomplis par un gouvernement en difficulté qui recherchait une opération de prestige » (13).

Ces aspects, comme l'affaire des créances entre la France, le Dey et les deux commerçants juifs, Buchnac et Bacri, d'Alger, comme le coup d'éventail, ne forment que des prétextes diplomatiques et des arguments de propagande d'une opération préméditée de longue date contre le monde arabo-musulman. La France prenait le relais, après l'échec, notamment, des tentatives ibériques, pour réaliser à son profit un vieux projet. Ch.-A. Julien nous dit que : « ... Napoléon songea à revenir à la politique de Louis XIV. S'il ne put mettre son projet à exécution, du moins fit-il faire par le commandant du génie Boutin (juillet 1808) des levées et des études sur place qui aboutirent à un rapport remarquable, dont le corps expéditionnaire de 1830 tira grand parti » (14).

Cette invasion intervint donc à la suite d'une préparation méthodique et dans une période propice. L'État algérien était en crise due à l'instabilité intérieure et à une situation économique précaire aggravée par le blocus maritime imposé par la France pendant trois ans (1827-1830). De plus, le Dey ne reçut pas les renforts de troupes turques qu'il avait demandés au gouvernement ottoman et la marine algérienne, amoindrie lors des batailles navales précédentes, n'était pas d'un grand secours.

Lorsque l'Armée française, l'une des plus puissantes de l'Europe, débarqua le 14 juin 1830, avec 37 000 hommes, à Sidi-Ferruch, elle ne rencontra qu'une armée régulière de 15 000 soldats appuyés des contingents au nombre d'une quinzaine de milliers d'hommes (15). Les forces algériennes, malgré leur contre-attaque, ne pouvaient rien contre une armée supérieurement organisée et équipée. Leur échec eut

(13) R.-Charles AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, P.U.F., p. 8.
(14) Ch-A. JULIEN, *Histoire de l'Afrique du Nord*, t. II, *op. cit.* p. 29.
(15) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 8-9. Selon A. LAROUI, il n'y aurait eu que 6 000 soldats de l'Oudjak *(Histoire du Maghreb, op. cit.)*.

pour conséquence la prise d'Alger et la destruction de l'État algérien qui, comme nous l'avons souligné plus haut, ne s'identifiait qu'imparfaitement à la société. Celle-ci, en proie aux divisions entre factions et tribus, allait prendre conscience, mais tardivement, du danger de l'invasion étrangère.

La prise de la ville d'Alger, jusque-là invulnérable, fut le signe qui annonçait une nouvelle période, celle où la société de base allait être directement confrontée avec l'occupant étranger. Cela fut encore plus clair quand la ville fut soumise au pillage de la soldatesque en dépit de la convention signée entre le Dey et le général français et qui devait garantir aux « habitants de toutes les classes, le respect de leur liberté, de leur religion, de leurs propriétés, de leur commerce, de leurs femmes... »

Malgré l'action répressive et la politique de division menées par les autorités d'occupation, les trahisons inhérentes dans pareilles circonstances, la société n'acceptait pas le fait accompli. La résistance s'organisa pour empêcher la progression de l'armée française à l'intérieur du pays. La ville se vida de ses habitants qui émigrèrent vers l'intérieur. Des tribus entières, comme celle d'El Aoufia, furent anéanties, inaugurant ainsi un long combat meurtrier (16). Mais cette résistance, si elle ne revêtit pas dans l'immédiat la forme d'un soulèvement général contre les envahisseurs chrétiens, c'est qu'une direction lui faisait défaut. D'autre part, la disparition de l'État laissait l'administration dans la confusion. Les pouvoirs locaux eux-mêmes s'effondraient sous l'action des pouvoirs des tribus ou des confréries qui voyaient là une occasion de régler leur compte aux représentants de l'ancien pouvoir central. Les autorités françaises attisaient les contradictions et tentaient de se présenter comme des libérateurs contre le pouvoir turc, cachant ainsi leur but véritable afin de mettre dans leur jeu des chefs et des notables.

Le Bey de Constantine, Hadj Ahmed, renforça son autonomie et tenta de succéder au Dey. Les pouvoirs régionaux, tout en s'opposant à l'invasion, temporisèrent et ne purent ériger une autorité centrale. Les tribus qui contrôlaient de vastes régions de la Kabylie du Sud ne crurent pas au danger immédiat de la pénétration française à l'intérieur du pays. Mais tout en étant divisée, la résistance n'en avait pas moins un caractère national que représentaient le Bey de Constantine et l'Émir Abdelkader dans l'Oranie.

(16) Ch.-R. AGERON, *op. cit*, p. 12 — (c'est le général Savary qui se distingua tout particulièrement dans cette féroce répression).

## L'organisation de l'État et la guerre de libération nationale

L'efficacité de cette résistance dépendait de sa capacité à se doter d'une autorité nationale et à recréer l'État. C'est ce que comprit rapidement le jeune Émir Abdelkader, issu de la confrérie des Kâdiriya et qui fut proclamé, à 24 ans, le « Sultan des Arabes » pour la région de Mascara, et devint un héros national. Il s'efforça à partir du soubassement religieux et notamment des confréries maraboutiques les plus avancées, de constituer une force politique et militaire. Pour cette fin il eut à combattre aussi bien l'occupant étranger que certains notables algériens qui, après avoir été les suppôts du régime disparu, refusaient de se mettre au service de leur pays. Sa politique a consisté à unifier soit par la persuasion et les alliances, soit par le combat, toutes les forces susceptibles de résister à l'armée française. L'intérêt de cette politique résidait dans le fait que la mobilisation ne s'effectuait pas uniquement autour d'un homme prestigieux, mais sur la base d'un pouvoir organisé, c'est-à-dire, un État (17). C'est bien la reconnaissance de ce caractère que l'Émir tenta d'imposer par la guerre et la diplomatie aux autorités d'occupation et par la recherche d'alliances à l'extérieur, particulièrement au Maghreb.

Bien que l'influence de cet État fût limitée (par l'opposition des forces d'occupation et les comportements de certains pouvoirs autonomes algériens), il représenta réellement la résistance nationale la plus fondamentale à l'occupation étrangère. Cette affirmation qui souligne l'aspect novateur de la politique de l'Émir, ne diminue en rien la valeur de la résistance au niveau des autres régions et principalement celle du Bey Ahmed de Constantine. Mais cette dernière, aussi acharnée fût-elle, s'inscrivait davantage dans la tradition défensive et du maintien des pouvoirs traditionnels.

Face à la politique de l'État français, il était indispensable, pour le succès de la résistance, de former un pouvoir unitaire algérien. Car, en dépit de tergiversations et des « désaccords » grossis par la littérature, la première obéissait à un plan d'ensemble et visait un but déterminé : la conquête, sous une forme ou une autre, de l'Algérie. Dès lors, les hésitations ou les divergences de cette politique, suscitées d'ailleurs par la résistance inattendue rencontrée par les Français croyant que

(17) Voir Ch.-R. AGERON, *Politiques coloniales au Maghreb,* Éd. P.U.F., 1973. Les traités Desmichels et celui de la Tafna, reconnaissant la souveraineté de l'État d'Abdelkader (de fait) sur une grande partie du territoire algérien.

la prise d'Alger signifiait la conquête de tout le pays, revêtent peu d'importance.

La réalité pour les Algériens est que (quels que fussent les aspects de cette politique) l'armée française ouvrait la voie à une nuée de spéculateurs, de colons, qui s'appropriaient par tous les moyens les territoires occupés et les biens.

On peut s'étonner que, face à cette réalité, les Algériens n'aient pas opposé une résistance unifiée. Compte tenu de cette carence, on serait tenté d'infirmer la thèse même de l'existence d'une Nation, d'une société à cette époque. Mais ce serait là faire preuve d'une sévérité excessive. À ce propos, il est frappant de constater à quels critères a été soumis le peuple algérien pour mériter son existence nationale, et ce au cours de toute la durée de la période d'occupation et de domination. Ces critères sévères établis par des étrangers, ne s'appliquaient qu'aux peuples qu'on voulait soumettre. On tirait argument soit de l'organisation sociale différente, soit de la prédominance de l'esprit religieux, des différences régionales, des contradictions comme de l'absence d'unité du mouvement de résistance, pour conclure à l'inexistence nationale.

Or, les exemples ne manquent pas qui attestent que de nombreuses Nations connaissent aussi les mêmes phénomènes. Et dans des situations de crise profonde, subissent de graves défaillances, sans pour autant que leur qualité de Nation ou de société soit contestée.

D'autre part, il est connu que les mouvements de résistance, et ce, à toutes les époques, sont le fait d'une minorité qui assume à ses risques et périls toute la communauté. Il est patent aussi qu'une force d'occupation, par les moyens de coercition qu'elle détient, parvient presque toujours à provoquer la collaboration d'une minorité d'importance variable au sein d'une Nation dominée. Ainsi, la Nation algérienne a été sommée, chaque fois, de consentir à la mort de ses fils afin de prouver son existence en tant que Nation. Et lorsqu'elle fait appel, pour mobiliser ses forces et susciter les sacrifices nécessaires au combat, à la notion de Djihad, ceux qui n'hésitent pas devant les massacres crient au scandale.

La notion de Djihad, comme on le sait, signifie pour les musulmans l'effort, la lutte d'abord contre soi-même dans le but de se perfectionner (grand Djihad) et ensuite la défense de la communauté par les armes (petit Djihad). Dans le contexte algérien de l'époque, l'appel au Djihad n'était rien d'autre qu'un signe de ralliement, de mobilisation et de lutte face à un danger réel qui menaçait l'existence de la communauté. Il n'était point dirigé contre les « chrétiens en tant que tels,

mais contre une puissance se disant elle-même chrétienne, qui s'apprêtait à soumettre par les armes un peuple musulman ». Aussi, les notions de Djihad, de la résistance nationale et de l'État musulman, conformes à l'esprit et à la pratique de l'Islam, sont loin d'être en contradiction avec la réalité d'un Mouvement national de libération. Bien que celui-ci prît souvent un caractère différentiel, il était mû par la même force, celle qui découle de la volonté de survie de la communauté.

La guerre menée par Abdelkader pendant plus de 15 ans, les nombreuses batailles remportées par son armée, son action politique et diplomatique, l'édification d'un État éphémère (18), comme la résistance jusque dans les Aurès, celle de la Kabylie et de nombreuses autres régions, constituent la manifestation, dans une situation déterminée, de cette volonté nationale. Grâce à celle-ci, la résistance enregistra d'importants succès. Mais confrontée à l'une des premières puissances mondiales et à son armée, héritière de l'Empire de Napoléon, elle ne put empêcher l'occupation progressive du territoire algérien.

La destruction de l'État d'Abdelkader, si elle marqua un tournant quant à la forme généralisée et organisée de la lutte armée, ne mit pas fin à cette résistance. Par contre, elle signa l'échec de ce mouvement de rénovation nationale, lequel pouvait difficilement réussir dans le contexte et les conditions de l'époque. L'expansion du capitalisme donnait une puissance quasi irrésistible à l'Europe et permettait à des États de se transformer en mouvement colonialiste qui s'étendit à une grande partie de la planète. D'autre part, les Algériens, les pouvoirs du Maghreb et au Machrek, les musulmans en général n'avaient pas apprécié à sa juste importance la signification de l'événement de la prise d'Alger. Les positions politiques des uns et des autres reflétaient une pensée anachronique par rapport aux données de l'évolution mondiale et des nouvelles forces en présence.

Les musulmans, et particulièrement les maghrébins, ne surent pas opposer une action solidaire contre un danger qui les visait à terme, tout aussi bien que l'Algérie. Celle-ci fut le maillon dont la rupture allait précipiter la chute des structures étatiques sclérosées et consacrer la décadence effective des pays musulmans et leur réduction au rôle d'objets de l'histoire. Leur incapacité manifeste déjà depuis longtemps à renouveler les bases matérielles et intellectuelles de leur puissance, à orga-

(18) Voir Ch.-R. AGERON, *op. cit,* p. 15. Le traité de la Tafna (30 mai 1837) reconnaissent l'existence de cet État sur les deux tiers du territoire algérien.

niser et à maintenir un État unitaire dynamique, a eu pour résultat la stagnation, la division et la récession. La formation d'entités « nationales », la lutte pour le pouvoir, loin d'avoir marqué leur renaissance, a eu pour effet, au contraire, d'accélérer le processus de décadence et de son corrolaire, l'occupation et la domination étrangères. Ce sont, parmi d'autres, les raisons pour lesquelles la première phase de la résistance algérienne, malgré l'héroïque combat, ne fut pas couronnée de succès.

## La résistance et les insurrections populaires

Quant à la phase suivante, elle fut le théâtre de nombreuses insurrections armées et démontra la volonté indomptable d'un peuple en lutte pour reconquérir sa liberté, alors que ses chances étaient faibles comme d'ailleurs ses moyens. La plus importante de ces insurrections fut celle de 1871 avec El Mokrani et Cheikh El Hadad. Elle s'étendit à une grande partie de l'Algérie, du Constantinois à la Kabylie jusqu'à la Mitidja. Elle mit sérieusement en péril la colonisation. Les masses rurales animées par les confréries religieuses (dont celle des Rahmania) souvent organisées en comités libres (19), élus par les douars et doublant l'administration coloniale, firent preuve d'une grande combativité révolutionnaire. Ce véritable soulèvement populaire contre l'accaparement des terres par l'administration et les colons n'était pas dénué d'objectif politique. Il eut lieu dans une conjoncture propice, la guerre franco-allemande et les événements de la Commune de Paris. Il fut néanmoins réprimé avec une férocité qui se voulait exemplaire et qui fit des milliers de victimes parmi les Algériens. Ceux-ci perdirent des centaines de milliers d'hectares de leur terre et plus de la moitié de leurs capitaux. Près d'un demi-siècle après le débarquement français, le peuple algérien ne s'était pas résigné au sort qui l'accablait et tentait encore de secouer le joug de l'oppression. Car la lutte ne cessa point depuis la reddition d'Abdelkader. Elle se transforma en guerre des partisans, illustrée, de temps à autre, par des faits héroïques comme aux Zaâtcha (1849), à Laghouat (1852), à Ichéridène (1857), aux Ouled Sidi Cheikh (1864). L'insurrection de

(19) Mostefa LACHERAF, *op. cit.* Ces véritables comités libres élus par les douars, groupaient 10 à 12 membres. Ils étaient chargés de surveiller les caïds, d'infliger des amendes, de saisir les biens des récalcitrants ou des dissidents de la cause commune, d'acheter des chevaux, des armes et des munitions.

1871 fut ainsi le sommet d'un mouvement de résistance opiniâtre qui porta au plus haut niveau le courage et la ténacité de ce peuple engagé dans un combat avec des armes inégales. Ce mouvement devait se prolonger, en dépit des conséquences de la répression, par les soulèvements des Aurès (1878), du Sud-Oranais (1881), de Marguerite (1904) encore dans les Aurès (1916) et Béni Chougrane (Mascara).

Toutes ces insurrections administraient la preuve de la vitalité et de la volonté indomptable d'un peuple. Elles exprimaient les moments forts d'une résistance variée et continue et traduisaient le caractère de la permanence du patriotisme populaire. Car la résistance nationale algérienne a été avant tout la résistance d'un peuple, d'une volonté collective et non pas celle de quelques grandes personnalités quel que fût l'héroïsme de ces dernières.

Au cours de la période de grande résistance armée (1830-1871) contre la conquête française, le peuple algérien paya un très lourd tribut en pertes humaines et matérielles, étant donné les méthodes de « pacification » de l'armée française. M. Lacheraf note, à propos du caractère de cette conquête, qu' « il est vraisemblable d'ailleurs, et en grande partie prouvé, que cette extermination directe ou indirecte du fait de la guerre de conquête et de ses conséquences se soit soldée, entre 1830 et 1860 environ, par plusieurs millions de victimes dans un milieu rural acculé aux famines par les destructions, les combats et l'exode, et un million de citadins contraints à l'exil » (20).

Certes, ces affirmations peuvent être contestées par le fait qu'il n'existait pas de véritable recensement connu en 1830. La thèse de l'extermination a été combattue par de nombreux auteurs à l'aide de divers arguments comme le montre la controverse entre Lacheraf et J.-C. Vatin, où celui-ci tente de démontrer qu'« il n'y a jamais eu vraiment la volonté d'extermination du côté français » (21). Il avance des arguments d'ordre économique liés au développement du capitalisme et à la colonisation. Sa thèse, négligeant les réalités de la conquête au profit de l'abstraction « économiste », est loin d'être convaincante. Elle ne parvient pas, comme d'autres, en minimisant le danger encouru par le peuple algérien, à « normaliser » en quelque sorte la colonisation armée et, à la limite, à la présenter comme un fait historiquement bénéfique

(20) M. LACHERAF, *op. cit.*, p. 25.

(21) Jean-Claude VATIN, *L'Algérie politique, histoire et société*, Fondation nationale des Sciences politiques, Éd. A. Colin, Paris, 1974, p. 152-154.

pour le pays colonisé. Aucune théorie ne peut nier les faits historiques, les immenses sacrifices d'un peuple pour conserver sa liberté et défendre ses biens, et que, pour cette fois, il a frôlé réellement le danger d'extermination. Il n'y a pas de meilleur exemple pour illustrer l'existence nationale d'une société consciente d'elle-même, attachée farouchement à son système de valeurs ainsi qu'à son territoire. Mais cette longue période de résistance ne pouvait plus se prolonger par la lutte armée. La paysannerie qui l'animait (les villes étant toutes occupées, sévèrement contrôlées et peuplées d'Européens) était saignée à blanc. Dépossédée de ses biens, destructurée, privée de ses enfants les plus résolus, elle n'avait plus désormais, ni la force, ni les moyens pour organiser la lutte armée sur une grande échelle. Sans pour autant se soumettre, elle allait se replier sur elle-même, résister pas à pas, souvent par la force de l'inertie, et refuser, encore chaque fois qu'elle le pourrait, l'état de fait colonial.

Ce « refus », quotidien, anonyme, au niveau individuel, familial, souvent tribal, n'en eut pas moins un caractère national (22). S'il n'a pas pu, comme la lutte armée, empêcher la mainmise colonialiste sur tout le pays, il a, néanmoins, constitué un investissement pour l'avenir. Il a mis en échec, à long terme, la politique colonialiste dans ses conséquences les plus dangereuses : la destruction des valeurs et de l'âme nationales de la communauté.

Cette résistance morale, après l'échec de la résistance armée, demeurait le seul capital dont disposait la société. La colonisation, elle, grâce à sa force répressive, à la législation d'exception imposée aux Algériens, à une administration à son entière dévotion, spoliait les richesses matérielles du pays.

Au cours de cette période, bien des voix s'élevèrent pour repousser les excès de l'entreprise coloniale, mais aucune tendance politique française n'en dénonça le principe. Aussi louables que furent les intentions des « indigénophiles » de rendre moins dure la colonisation, celle-ci, dans ses effets réels, fut un long cauchemar pour tout un peuple.

Bien que réduit à un état précaire, le peuple algérien n'avait pas perdu ses profondes facultés de résistance et gardait toute sa fierté. Victime du sort des armes, il pouvait toujours remettre en cause la conquête, s'il restait attaché à ses valeurs nationales, à son idéologie, et adopter les comportements qu'elles impliquent. Aussi s'opposa-t-il de toute sa force spiri-

(22) Voir LACHERAF, *Algérie, Nation et Société, op. cit.*

tuelle au démantèlement de sa personnalité. Il ne voulut jamais abandonner son statut arabo-musulman, garantie de sa survie nationale.

## Assimilation et résistance nationale

Conscient du danger que représentait la politique dite « d'assimilation » (23), il trouvait en lui-même l'énergie pour opposer sa résistance à une telle politique et tenter d'imposer son existence autonome. En effet, le pouvoir colonial, malgré la domination qu'il exerçait sans partage, ne se rendait pas compte, devant l'hostilité populaire, que la force armée et la répression ne suffisaient pas à assurer définitivement sa suprématie. C'est à cette fin qu'il inaugura par le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 cette politique d'assimilation selon laquelle « ... l'indigène musulman est français, néanmoins, il continuera d'être régi par la loi musulmane ». Mais paradoxalement, cette stipulation ne faisait pas de l'Algérien un Français avec tous les droits de la citoyenneté. Pour acquérir ces droits, il était dans l'obligation d'opter pour la naturalisation française et d'abandonner le statut musulman.

Les juristes français, et l'opinion en général, jugeaient comme un fait incompatible la loi française avec le statut musulman. On demandait donc aux Algériens de renier leur religion, leur culture, leur patrimoine de civilisation, leur passé, qui constituaient leur personnalité historique. Dans la réalité, la politique d'assimilation prenait le relai de la force armée pour détruire la communauté algérienne dans ses fondements existentiels, moraux, matériels et physiques (24). Elle visait à faire subir à l'Algérien le complexe du vaincu, à briser son âme, à dévaloriser son mode de vie, sa culture, à l'aliéner pour mieux s'emparer de ses moyens d'existence économique et l'exploiter. Son but était d'amener l'Algérien sinon à disparaître complètement, du moins à se marginaliser, à se confiner à la périphérie de la colonisation, désemparé et sans vitalité.

Parallèlement, la politique du peuplement appliquée depuis

(23) L'assimilation a signifié tout d'abord l'intégration du territoire algérien à la France et ne s'appliquait initialement qu'aux Français et aux Européens naturalisés ; elle leur reconnaît les droits et les libertés des citoyens.

(24) De 1865 à 1875, l'une des périodes la plus dure pour le peuple algérien : il y eut 371 Musulmans naturalisés et on ignore dans quelles conditions. Ils étaient mis au ban de la société algérienne. Voir Ch.-R. AGERON, *Les Algériens musulmans* (1871-1919), t. I., P.U.F., 1958, p. 344.

le début de l'invasion, devait favoriser une population européenne submergeant progressivement la population autochtone. Dans l'esprit des colonisateurs, un peuple placé dans de telles conditions aurait eu peu de chance de survivre en tant que peuple et devait s'éteindre lentement selon la dynamique de la conquête et de sa finalité réelle.

La politique d'assimilation qu'on retrouvera sous diverses formes tout au long de la période coloniale, n'a jamais signifié autre chose qu'une doctrine de combat contre la société algérienne et son caractère national. Mais étant donné la phase de dépression traversée par l'Algérie à la fin du XIX[e] siècle, certains courants politiques algériens ont cru pouvoir utiliser cette politique comme tremplin de leurs revendications (25).

### La naissance du mouvement revendicatif — Les « Jeunes Algériens » et la politique d'« assimilation »

Les conséquences de la guerre meurtrière et de la répression, celles de la politique de dépersonnalisation, furent aggravées par la nature radicale de la colonisation de peuplement. La société algérienne en fut complètement bouleversée et déstructurée, au point de perdre toute possibilité d'expression politique reflétant ses véritables aspirations. Elle fut acculée à la lutte quotidienne pour la survie pendant qu'un pouvoir étranger renforçait son oppression et veillait à étouffer dans l'œuf toute velléité patriotique. D'autre part, la nouvelle situation créée par l'installation en force de la puissance coloniale, les moyens dont disposait celle-ci, rendaient de plus en plus caduques l'action et les formes de lutte traditionnelles de la société algérienne. Réduite à la défensive, celle-ci, malgré sa résistance morale, ne parvenait pas à se restructurer sur des bases nouvelles afin de relever le défi.

Certes, des initiatives ne manquèrent pas et manifestèrent les premiers signes d'expression politique et culturelle, à caractère revendicatif, plus ou moins organisée. Mais ces activités ne portaient que sur des objectifs mineurs, comme ceux du Mouvement dit des « Évolués ». Ces tentatives de restructuration politique et culturelle timorées, étaient rendues d'autant plus difficiles que la société algérienne avait subi une régression dans tous les domaines. Elle avait perdu la plupart de ses

(25) Du fait de sa longue résistance, le peuple algérien ne disposait plus des moyens suffisants pour mener la lutte armée, c'est ce qui explique cette dépression et non le changement de société.

cadres disparus au cours des insurrections, exilés et non renouvelés à cause des entraves portées à l'enseignement de la langue nationale. La politique coloniale consistait à dévaloriser tout le patrimoine de civilisation du pays, à dénaturer aussi bien la culture que la religion. Aucun secteur de l'existence morale et matérielle n'échappait à l'action dissolvatrice de la colonisation. Le vide et le désarroi ainsi créés ne favorisaient aucune tentative de renouveau politique ou culturel national. Pour résister à cette politique, le peuple se réfugiait désespérément dans ses valeurs nationales, sans disposer des moyens pour les réactualiser au fur et à mesure de l'évolution et des changements. Faute de pouvoir les réadapter et de les rendre plus efficaces, ce peuple se figeait dans la fixation des traditions. En face, le système colonial bénéficiait d'une avance scientifique et technique indiscutable, déployait son dynamisme et permettait à la population d'origine européenne d'imposer sa domination.

La « réussite » des Européens servait l'idéologie colonialiste et l'« œuvre civilisatrice » de la puissance occupante. Pour justifier et appliquer sa politique, cette puissance attirait, grâce à cette vitrine de propagande, une mince couche d'Algériens. Car, si l'antagonisme entre la colonisation et le peuple était profond et irréductible, il n'empêchait point, comme dans les situations analogues, des crénaux de passage et de contacts, de l'une à l'autre. Une puissance occupante parvient toujours, « pour des raisons multiples », à mettre dans son jeu une faible partie de la population. Cela est d'autant plus vrai que cette puissance contrôle toutes les activités vitales du pays, rendant chaque Algérien, dans son existence individuelle et collective, dépendant de l'administration.

Comme il s'avérait impossible d'éliminer tout un peuple de son territoire, la puissance coloniale se devait d'aménager au mieux ses intérêts, son système de domination et d'exploitation. Par une volonté contradictoire qui consistait à exclure le peuple de la vie culturelle et politique et d'en détacher une minorité pour servir la cause coloniale, le pouvoir colonial poussa à la formation d'une « frange d'autochtones ». Celle-ci était nécessaire à l'administration et à son jeu politique de contrôle des « indigènes ». Les éléments composant cette frange devaient jouer le rôle de simples « supplétifs » subalternes. Mais cette nouvelle « intelligentsia » (26) qui se réclamait

(26) Il s'agissait de quelques centaines de personnes (publicistes, avocats, médecins, enseignants diplômés des medersas officielles) groupées en Amicale depuis 1919, comme le note Ali Merad (in *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940,*

plus ou moins de la « civilisation française » et de ses valeurs, demeurait néanmoins attachée, à des degrés divers, au milieu autochtone, sans lequel, d'ailleurs, elle ne pouvait prétendre jouer un rôle quelconque. Elle se trouvait ainsi soumise à une double pression, celle de l'administration, d'en haut, et celle du peuple, s'exerçant d'en bas d'une manière plus ou moins explicite. C'est au sein de cette catégorie d'Algériens « francisés » (comme la terre) que prit naissance le Mouvement revendicatif modéré. Il se proposait d'apporter des améliorations aux conditions de vie des musulmans dans le cadre de la politique française officielle et en s'appuyant tout particulièrement sur les principes appliqués en France même. Étant donné le procès d'évolution en Algérie, il faut bien considérer que c'était, du reste, la seule voie possible au cours de cette époque, pour des hommes qui portaient en eux (encore) tout le poids des vaincus.

Cette intelligentsia donna naissance aux « Évolués », plus tard appelés les « Jeunes Algériens » (27), qui commencèrent à s'intéresser aux questions sociales et politiques aux environs de 1900. Ils furent la première manifestation de l'esprit revendicatif algérien de la période nouvelle, dans l'histoire de l'Algérie. Par ces revendications bien timides (28), les Jeunes Algériens s'efforçaient surtout d'échapper à la dictature des colons. Ils réclamaient le bénéfice des droits contenus dans la politique officielle d'assimilation, mais qui demeuraient lettre morte pour les Algériens. Qu'elle procède de la tactique ou de la conviction, la revendication de la citoyenneté française,

Mouton et Cie, 1967, p. 48) et dont l'importance était dérisoire. Il y avait en 1917-1918 : 51 étudiants ; 41 normaliens ; 403 instituteurs.

(27) A l'instar des mouvements « Jeunes Turcs », « Jeunes Tunisiens », etc., ce qui montra le caractère général du Mouvement revendicatif dans les pays du monde musulman.

(28) Les revendications des « Jeunes Algériens » portaient sur les points suivants :

« ... — modification du service militaire indigène, égalité avec les Français et suppression de la prime,

— des réformes politiques étendues :

1) la réforme du régime répressif,

2) une juste répartition des impôts et l'affectation équitable des ressources budgétaires, une représentation sérieuse et suffisante dans les assemblées de l'Algérie et de la Métropole, c'est-à-dire, outre l'élargissement du corps électoral, un nombre de représentants musulmans égal au 2/5 de l'effectif total des assemblées, le droit pour les conseillers municipaux de participer à l'élection du Maire, enfin l'incompatibilité des mandats publics et des fonctions de caïd.

— une représentation au Parlement français ou à défaut dans un conseil élu siégeant à Paris,

— le droit d'opter pour la qualité de citoyen français, pour ceux qui auront satisfait à l'obligation du service militaire sans être soumis aux formalités actuelles et sur simple déclaration.

même sans le rejet du statut musulman, est la négation du fait national algérien. On ne peut donc accorder à ce mouvement naissant le titre de nationaliste, quoique les représentants des colons, mûs par leurs intérêts exclusifs, le considéraient comme tel. Toutefois, les « Évolués », en essayant de se soustraire au rôle d'inconditionnels assigné par l'administration, ont contribué à mettre en évidence les contradictions et la duplicité de la politique coloniale. La non-satisfaction de leurs revendications pourtant convergentes avec la doctrine officielle de l'assimilation, provoquait le mécontentement parmi cette nouvelle « intelligentsia » algérienne qui n'aspirait qu'à jouir de la même considération que les Européens. Bon nombre des « Évolués » se défendaient avec véhémence contre l'accusation de nationalisme. D'autres allaient jusqu'à renier totalement le passé et la culture de leur peuple dans lesquels ils voyaient la cause de l'arriération de ce dernier (29).

Il serait toutefois erroné de croire que tous les « Évolués », c'est-à-dire ceux qui avaient pu bénéficier d'une certaine instruction, partageaient les opinions de ce groupement. Certains restaient attachés à leur culture et croyaient à la renaissance du monde arabo-islamique et leur patriotisme s'exprimait par cette voie.

Le phénomène des « Évolués » s'explique par le fait qu'ils sont les premières victimes de l'aliénation colonialiste, n'étant pas devenus français à part entière et ayant cessé d'être des Algériens authentiques. Animés de bonnes intentions, ils ne pouvaient concilier les deux réalités antagonistes (dont ils étaient eux-mêmes le produit accidentel) : le colonialisme et le peuple algérien.

Il est vrai aussi que l'administration coloniale exerçait un tel contrôle qu'il n'était possible à aucun Algérien de s'exprimer hors du cadre de la politique française sans attirer les foudres de la répression. En dépit des certitudes officielles, elle se rendait compte de son échec face à la résistance multiforme et acharnée du peuple à toutes les agressions. En effet, la moindre étincelle risquait encore de provoquer le réveil des masses populaires (30) dont les aspirations allaient au-delà des revendi-

(29) Comme le note Ch.-R. AGERON *(op. cit.*, p. 1043-1044), tous les « Jeunes Algériens » n'étaient cependant pas aussi francophiles. Exemple de l'hebdomadaire « El H'aqq » (la vérité, le droit) sous-titré le « Jeune Égyptien », expression d'option différente. Ce journal reflétait l'opinion, certainement la plus répandue à l'époque, « tournée à la fois vers l'Islam traditionnel et la renaissance islamique d'Orient », le patriotisme islamique.

(30) Des soulèvements populaires pouvaient en effet éclater spontanément. Le dernier en date était tout récent en 1916, dans les Aurès.

cations des « Évolués » bien que non encore formulées et non exprimées par un courant politique.

Prenant conscience de l'évolution du monde, les tenants de l'idéologie coloniale craignaient la pénétration des nouvelles idées de libération propagées par les mouvements nationaux. Aussi suspectèrent-ils les « Jeunes Algériens » de constituer potentiellement des prémisses à partir desquelles se développerait le mouvement national en Algérie, comme c'était le cas dans de nombreux pays : en Orient, en Tunisie et ailleurs. Suspicion qui ne fut pas altérée par l'attitude patriotique des « Évolués » pendant la guerre de 1914-1918, n'hésitant pas à militer pour le service militaire obligatoire malgré l'opposition, parfois violente, des Algériens (31). Ils pensaient ainsi remplir les conditions pour acquérir progressivement les mêmes droits politiques que les citoyens français. Ne voulant pas être concurrencés, les Européens rejetaient le recrutement des Algériens dans l'armée française, montrant par là leur volonté constante de maintenir une position de suprématie totale sur le peuple algérien, constamment infériorisé. Au contraire, une partie des représentants de l'opinion française soutenait les revendications des « Jeunes Algériens » dans lesquels elle voyait les meilleurs propagateurs des idées de la métropole et le rempart contre la menace du nationalisme algérien latent et de sa jonction avec le mouvement arabo-musulman en pleine ascension.

Quant aux masses algériennes, toujours fidèles à elles-

(31) L'affaire de la conscription en 1908 souleva une grande émotion parmi la population musulmane et accéléra l'émigration des Algériens vers l'Orient, notamment la Syrie. L'exode de Tlemcen en 1901, notoirement connu, fut suivi un peu partout à travers le territoire. Il exprimait une forme de la résistance contre l'ordre colonial. Et lorsque le gouvernement français prit la décision d'étendre cette conscription (décret du 31 janvier et du 3 février 1912), il provoqua des oppositions violentes. Des incidents eurent lieu dans la région de Médéa, de Bordj Bou Arréridj, à Nédroma, à Tlemcen où les Algériens (plusieurs milliers) manifestèrent violemment contre le service militaire.

Ce mouvement devait connaître sa plus grande intensité avec les soulèvements de Béni Chougrane, Mascara, Miliana et finalement dans les Aurès en 1916. Ces soulèvements reflétaient l'hostilité du peuple algérien à la colonisation qui, une fois encore, recourut à la force militaire et à la répression pour les étouffer.

Les « Évolués » croyaient au contraire qu'en soutenant l'effort de guerre de la France contre l'Allemagne, ils bénéficieraient des réformes comme le dénote cette pétition : « Nous ne saurions trop insister pour demander au gouvernement de la République française, dont nous connaissons parfaitement l'équité, la justice et la bienveillance, de bien vouloir nous accorder le droit de citoyen français, sous réserve de notre statut personnel, en compensation de l'impôt du sang qu'il nous impose. » André NOUSCHI, *La naissance du Nationalisme algérien,* 1914-1954, Éd. Minuit, 1962, p. 22

mêmes, elles se tenaient sur la réserve vis-à-vis de ces « Évolués » dont certains s'étaient naturalisés français, ce qui constituait pour elles un grand scandale. Cette attitude de réserve, sinon d'hostilité, exerça une forte influence sur l'évolution du courant « Jeune Algérien ». Ce dernier, privé du soutien des masses musulmanes, combattu par les Européens pour des raisons différentes, pris dans les méandres de la politique colonialiste, ne reposait sur aucune base sérieuse et se trouvait en porte à faux.

## La crise du mouvement des « Jeunes Algériens »

A la fin de la guerre, les « Jeunes Algériens » eurent à se prononcer sur la loi du 4 février 1919 qui offrait aux indigènes choisis en dehors des ouvriers agricoles et urbains illettrés et n'ayant pas fait de service, la possibilité, en renonçant au statut personnel musulman, de devenir citoyens français de plein droit. La question de l'abandon du statut personnel divisa les « Jeunes Algériens » en deux tendances : l'une espérant tirer profit des nouvelles naturalisations et d'une éventuelle représentation à la Chambre des députés ; la seconde animée par l'Émir Khaled, refusa net l'abandon du statut musulman pour la simple raison que les masses ne voulaient pas de cette réforme dont l'application restait par ailleurs hypothétique du fait de l'opposition radicale des Européens d'Algérie.

L'attitude de Khaled, petit-fils du grand Abdelkader, lui valut un prestige certain auprès des masses musulmanes, très attentives à l'intérêt que suscitait le débat autour du sujet fondamental de la naturalisation. Ce débat prit tout son sens lors des élections municipales de 1919. La liste de Khaled était composée de candidats non naturalisés, celle de Ben Tami réunissait des personnalités naturalisées ou acceptant la naturalisation française.

L'Émir Khaled mena la campagne électorale sur les thèmes de l'Islam et de la référence à la lutte héroïque d'Abdelkader. Il traita Ben Tami et ses co-listiers de renégats. Les Algériens furent très sensibles à ces thèmes qui faisaient appel à leur mémoire collective et soulevaient en eux un grand espoir. Khaled fut dénoncé par ses adversaires et les Européens comme « nationaliste » et « anti-français ». Sa liste triomphalement élue à Alger, il se vit lui-même déclaré inéligible par le conseil de Préfecture. Ce dernier motiva sa décision par le fait que Khaled vit le jour à Damas, en Syrie, et

ne jouissait donc pas de la qualité de sujet français. De surcroît, il avait « réveillé le fanatisme musulman par sa propagande antifrançaise ». Cette décision unique entraîna la démission de tous les conseillers musulmans pour la première fois dans les annales des élus algériens. Pour la première fois aussi, Khaled sut établir un rapport (certes encore ténu, mais significatif tout de même) entre un groupe politique algérien et les masses populaires. La signification de ce rapport dépassait l'intérêt du programme des revendications, somme toute très modéré ; Khaled renouait les liens de l'affectivité patriotique du peuple algérien et de son histoire.

Depuis sa naissance, le mouvement « Jeunes Algériens » fut l'objet d'attaques des colonialistes extrémistes. Il était taxé d'anti-français, de nationaliste, de panislamique ou pan-arabe. Mais ces accusations avaient pour but de le discréditer aux yeux de l'opinion française et d'empêcher la « métropole » d'entreprendre les réformes jugées indispensables à Paris, pour la consolidation de la présence française. Ces attaques servaient d'épouvantail à l'abri duquel les colons protégeaient leurs privilèges. En réalité, ni par leurs idées et encore moins par leur comportement, les Jeunes Algériens ne représentaient ce danger. Ils semblaient sincèrement attachés à une certaine « image de la France » et tentaient d'obtenir une égalité des droits par le bénéfice de la citoyenneté française. Mais la lutte pour les réformes, en mobilisant les forces populaires, pouvait ouvrir à ces dernières d'autres horizons.

## L'exemple des réformes de 1919

C'est pour cette raison que le mouvement des Jeunes Algériens fut combattu par l'administration, en dépit d'un programme modéré. Le pouvoir colonial s'acharnait à briser ce mouvement, sans pour autant procéder à des réformes pour adapter la colonisation aux nouveaux changements. C'est ainsi que le gouvernement français, ayant eu besoin d'enrôler les Algériens musulmans pendant la guerre 1914-1918, avait promis des réformes importantes pour récompenser l'effort de guerre algérien. A cette occasion un débat aussi stérile que contradictoire s'était engagé entre les partisans du statu-quo (les colons et l'administration de l'Algérie) et le gouvernement français qui tergiversait pour tenir ses engagements. Ce dernier s'est, en définitive, toujours incliné devant la volonté du colonat qui rejetait systématiquement toute tentative timorée de réforme. Cette opposition qu'on retrouve comme une cons-

tante de l'histoire coloniale, reflète deux conceptions politiques niant toutes les deux les intérêts du peuple algérien : celle de la colonie européenne et celle du pouvoir de la métropole. Elle ne laissait pratiquement aucune possibilité sérieuse pour le développement d'un courant autochtone réellement réformiste.

Les colons considéraient toute réforme, aussi minime fût-elle, comme une atteinte à leurs intérêts et à leur suprématie. Pour justifier cette attitude, ils avaient recours à l'idéologie raciste la plus rétrograde. Pour eux, les « indigènes sont congénitalement mineurs », comme s'ils étaient d'une autre nature humaine, ne concevant d'être « gouvernés que par voie d'autorité », et « qu'ils n'étaient pas accessibles à l'esprit et à la pratique des idées démocratiques », que « leurs sociétés ne connaissent d'autre alternative que le régime féodal ou l'anarchie ». Enfin, « l'Arabe est une race inférieure et inéducable », comme le proclamait, en 1894, le Conseil Supérieur de l'Algérie (32).

Les colons n'étaient pas loin de penser que « le meilleur Arabe est un Arabe mort » et qu'ils concevaient l'assimilation comme la fusion, la disparition de l'indigène de la scène sociale, politique et culturelle qui est la sienne. Ils n'acceptaient en aucun cas qu'il soit porté atteinte à leurs privilèges et à leur « supériorité raciale » en dépit de l'évolution et des changements survenus dans le monde. Le gouvernement (métropolitain) par contre, tenait compte, dans une certaine mesure, de ces phénomènes auxquels il tentait d'adapter sa politique dans l'intérêt même de la colonisaiton. Les réformes mineures autour desquelles on menait grand bruit étaient inspirées d'une stratégie de lutte contre le développement de la conscience nationale du peuple algérien et la renvendication de la nationalité algérienne. Ce qui nécessitait quelques réalisations au profit d'une catégorie restreinte d'Algériens qu'on séparait ainsi de la grande masse. Il s'agissait de priver cette dernière des cadres qui risquaient de devenir les porte-parole de ses réelles aspirations. Mais si le gouvernement s'inspirait d'une telle stratégie, il n'avait nullement la volonté de la mener à terme devant l'hostilité des colons et la résistance de la société algérienne (pour des raisons contraires). Il se trouvait ainsi astreint à une politique de compromis et à des réformes décidées à retardement et qui, finalement, manquaient leur impact et ne satisfaisaient pas les groupes concernés. En effet, que pouvaient représenter pour le peuple algérien le droit

(32) Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord en Marche, Nationalismes musulmans et souveraineté française*, Éd. Julliard, 1972, p. 31.

individuel à la naturalisation (qu'il rejetait depuis le Sénatus-Consulte de 1865), l'élargissement de la représentation élue dans les assemblées algériennes où l'élément européen minoritaire restait prépondérant, la promesse d'égalité ou la réactivation de la Djémâa, alors que les tribunaux répressifs et les lois d'exception restaient en vigueur ?

Les colons, opposés par principe à tout changement au profit des autochtones, avaient toujours le dernier mot et prouvaient leur capacité à empêcher toute réforme sérieuse en Algérie où ils entendaient rester les maîtres absolus. Ni par sa nature, ni par son idéologie, le système colonialiste ne pouvait permettre une assimilation radicale de tous les Algériens bénéficiant des mêmes droits français, sans aucune restriction. Et il ne permettait pas (légalement) l'évolution vers l'autonomie. C'était là sa contradiction fondamentale. C'est pourquoi le fond de la politique de répression n'avait d'autre objectif que celui de soumettre le peuple algérien, le réduire à l'état d'incapacité chronique d'assumer son destin.

## Gestation du Mouvement National moderne ; l'action de l'Émir Khaled et ses limites

A partir de la fin de la guerre (1914-1918) et de la discussion autour des réformes, les positions politiques marquèrent davantage de contrastes. Les Algériens avaient de plus en plus tendance à différencier leurs problèmes de ceux des Européens et de l'administration, à développer leurs propres cadres d'activités politiques et leurs associations religieuses, culturelles et sportives dans les villes. Ce déplacement du centre d'activité vers le milieu urbain est dû à plusieurs facteurs parmi lesquels l'éclatement des structures rurales, la déculturation et la paupérisation continue de la paysannerie (33). D'autre part, l'accaparement des richesses, de tous les leviers de commande par la colonisation, le système répressif d'exception (le code de l'indigénat, entre autres) exercé à l'encontre des masses rurales, aggravaient leur déséquilibre. De plus, la courbe ascendante de la démographie des Algériens (que ne suffit pas à expliquer le progrès sanitaire comme on l'a affirmé) accélérait l'exode des campagnards vers les villes. A la périphérie du pôle colonial dans les cités, se constituait progressivement un nouveau centre de vie urbaine spécifiquement algérien, sans

(33) Conséquence des bouleversements provoqués par la conquête et la politique coloniale.

rupture avec le milieu d'origine. L'apport d'éléments de plus en plus nombreux avec leur mentalité, leur culture et leurs aspirations de sous-prolétaires allait provoquer des changements décisifs dans les rapports socio-politiques.

La prolétarisation d'une partie de la paysannerie et son afflux vers les centres urbains avaient pour effet de modifier les données politiques et sociales du problème algérien. De plus en plus peuplées d'Algériens, les villes seront les bases potentielles du Mouvement national quelques années plus tard (34).

La société algérienne s'adaptait progressivement, par sa dynamique interne, aux changements. Devant l'amorce de la remontée des masses populaires aux aspirations de plus en plus affirmées, la colonisation s'acharnait à maintenir le statu-quo du sort des armes. Les promesses insignifiantes faites par le gouvernement français aux évolués algériens ne furent même pas tenues. Lorsque certaines d'entre elles aboutissaient à la décision législative, l'administration coloniale et les dirigeants européens en limitaient la portée ou en empêchaient tout simplement l'application. Dans ces conditions, un mouvement tel que celui des Jeunes Algériens (tendance Khaled) ne pouvait connaître un grand essor. Sa politique basée sur des réformes limitées, ses moyens d'action « électoraliste » et une administration prompte à briser toute velléité d'action nationaliste l'empêchaient de concrétiser ses revendications, de les capitaliser et de les développer en Mouvement national. L'Émir Khaled s'en est bien rendu compte puisqu'il démissionna (35) à maintes reprises des assemblées où il défendait les intérêts des musulmans qui l'y avaient élu. Il se heurtait à l'obstruction systématique des représentants largement majoritaires de la minorité européenne, à leurs campagnes de presse haineuses et mensongères. Bien qu'ayant nettement évolué vers la fin de son activité, il affirmait toujours le principe de

(34) Jacques BERQUE, que nous citons ci-après, note avec perspicacité les conséqences de cet exode *(Le Maghreb entre deux guerres,* Éd. du Seuil, 1962, p. 60) : « ... Répandant sur plusieurs millions d'hectares des meilleures terres un droit productif sans doute, mais directement concurrentiel de celui du paysan, il (le symbole de la ferme au toit rouge) reportait sur les faubourgs des villes, le dynamisme des masses déracinées. La prolétarisation de la cité, dès lors, ferait pendant à la colonisation des campagnes. Et pas plus que celle-ci n'avait su ménager au paysannat traditionnel un champ de coopération libre, la ville ne connaîtrait de réelle existence ; et la politique ne trouverait de moyen terme dans le duel des extrêmes... Et l'on verrait, une fois la contradicition venue à son comble, s'insurger un peuple sans terre. »

(35) Notamment en octobre 1920 où tous les conseillers municipaux musulmans avec Khaled, donnèrent leur démission, comme le note Ch.-R. AGERON, in *Politiques coloniales au Maghreb,* P.U.F., p. 268.

l'accession à la citoyenneté française en préservant le statut personnel musulman et le caractère arabo-musulman du peuple algérien. Cette contradiction, imposée par les circonstances difficiles de la lutte, n'était pas de nature à radicaliser la lutte des masses populaires.

Son combat courageux et inlassable contre l'oppression coloniale, a revêtu une signification réellement nationale malgré la contradiction de son programme politique. L'Émir Khaled ne cessa pas de dénoncer les inégalités du système colonial et d'exalter l'attachement à l'Islam et les valeurs de la société algérienne. Il réclama l'enseignement de la langue arabe et critiqua sévèrement les Algériens naturalisés français, naturalisation qu'il refusa toujours énergiquement pour lui-même. En s'opposant aux colonialistes, il acquit sinon l'engagement net des notables, du moins l'estime et la sympathie des musulmans à travers l'Algérie. Il fut ainsi une grande figure de ce pays et sans aucun doute le révélateur de l'expression moderne du sentiment national algérien. L'administration n'eut aucun doute à ce sujet et l'expulsa (36) d'Algérie en 1923. Khaled se retira en Égypte, comme le feront, quelques décennies plus tard, plusieurs nationalistes maghrébins.

Cet exil forcé privait l'Émir du soutien des forces sociopolitiques en Algérie et marqua le déclin de sa politique et le découragement de ses compagnons. Il revint à Paris en 1924, année où le Cartel des Gauches remporta les élections. Mais celui-ci déçut son espoir et c'est auprès de l'émigration ouvrière algérienne (37) et des communistes français, à l'époque soutenant la libération des peuples coloniaux, qu'il trouva de l'appui. Khaled n'a jamais adhéré au P.C.F., ni fait sienne sa doctrine ; par contre, il voyait dans l'Union Intercoloniale un moyen de faire entendre la voix du peuple algérien. Il tenta de poursuivre son activité en France où il tint plusieurs conférences afin de mobiliser les Algériens et de sensibiliser les milieux de gauche à la question algérienne.

Après s'être efforcé de traduire les aspirations des Algériens, il devait de nouveau s'exiler en Égypte.

Face à l'hostilité de l'administration, la trahison de notables algériens qui le combattaient, l'incompréhension de la gauche française, sa politique s'avérait inadaptée aux nouvelles exigences de la lutte. Mais la jonction de l'Émir avec l'émigration ouvrière algérienne en voie d'organisation, si elle mar-

(36) Ch.-R. AGERON, *Politiques coloniales au Maghreb*, P.U.F., le même auteur penche pour la thèse de l'exil volontaire après l'échec.

(37) Elle passa du nombre de 52 000 en 1921 à celui de 92 000 en 1923.

quait la fin d'une expérience, constituait un changement qualitatif dans le développement ultérieur du mouvement national algérien. En effet, l'insuccès de la formule de Khaled et des Jeunes Algériens, tendance composée surtout de notables, contribua à la prise de conscience d'une partie de l'opinion sur la nécessité de dépasser la politique de « revendication des droits français ». Politique qui devint la ligne de démarcation et de clivage entre les tendances politiques en formation et caractérisa leur orientation.

Le rôle de l'Émir fut plus celui d'un révélateur du fait national que celui du promoteur de la doctrine nationaliste. En effet, c'est cette dernière qui sera l'expression des véritables aspirations du peuple algérien et non la politique des « Jeunes Algériens ». Car l'idéologie nationaliste, avant d'être exprimée par un groupe ou une organisation politique, est d'abord contenue à l'état diffus, dans les faits culturels de la société. Sa formulation moderne et sa propagation en tant qu'instrument de lutte sont provoqués par les rapports dialectiques entre le fait colonial et le fait national de la société dominée.

Ces deux faits antagonistes caractérisent la situation coloniale qui se définit comme : « la domination imposée par une minorité étrangère, ''radicalement'' et culturellement différente, au nom d'une supériorité raciale (ou ethnique) et culturelle dogmatiquement affirmée, à une majorité autochtone matériellement inférieure ; la mise en rapports de civilisations hétérogènes : une civilisation à machinisme, à économie puissante, à rythme rapide et d'origine chrétienne s'imposant à des civilisations sans techniques complexes, à économie retardée, à rythme lent et radicalement ''non chrétiennes'' » (38).

Cette définition, sous certaines réserves, s'appliquait à l'Algérie. La domination imposée à celle-ci n'est pas tant le propre de la minorité, mais d'une puissance étrangère. De plus, à l'origine de la colonisation, les contrastes entre les techniques des civilisations étaient moins accentués, le sont devenus au cours du développement du système colonial.

La société colonisée résiste au rôle d'instrument économique auquel on veut la condamner par la force des armes et le système idéologique. C'est cette situation conflictuelle qui opère des changements au sein de la société colonisée, favorisant la naissance de forces nouvelles et la transformation des modalités de lutte. Ces rapports revêtent un caractère global non seulement en ce qui concerne la société dominante et la

(38) Georges BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire*, P.U.F., 1971, p. 34-35.

société dominée, mais aussi à l'échelle mondiale. Ce « choc entre les civilisations » s'inscrit dans un mouvement général, au cours duquel les sociétés occidentales ont disposé de la supériorité dans tous les domaines scientifiques et techniques, et ont assuré leur suprématie sur les autres sociétés. Suprématie qui s'est traduite par la colonisation, c'est-à-dire la domination et l'exploitation.

La colonisation, quelles que soient ses formes, a rencontré la résistance des peuples, laquelle s'est transformée en un mouvement général de libération nationale. Souvent, après l'échec du mouvement de résistance traditionnel, ces peuples ont cherché parmi les facteurs de puissance des systèmes dominants les concepts et les techniques afin de les adapter à la défense de leur cause et à se libérer de la domination.

Dans la phase initiale de la lutte de libération (moderne), l'emprunt a consisté principalement dans les idées. C'est ainsi que le « nationalisme » sous sa forme élaborée est passé des nations européennes aux mouvements de libération, souvent par l'intermédiaire de l'intelligentsia militante formée à l'école occidentale. Ce concept du nationalisme est néanmoins adapté aux conditions des pays en lutte pour leur émancipation. A l'origine il signifiait « l'exaltation du sentiment national, l'attachement passionné à la Nation ». Il s'identifiait parfois à la xénophobie, à une volonté d'isolement et au développement exagéré de la puissance nationale à l'intérieur et à l'extérieur, avec ses conséquences bellicistes. Par contre, son emploi par les mouvements nationaux sert à affirmer l'existence nationale souvent niée par le colonisateur et devient une idée force de libération.

En Algérie, comme dans la plupart des pays arabo-musulmans, le nationalisme, au niveau des masses, restait inséparable de l'Islamisme et de l'Arabisme. Pour ces dernières, ce concept signifiait autant l'affirmation de leur identité nationale que la réalisation de leurs aspirations profondes dans de plus grandes communautés auxquelles ils appartiennent. Pour une certaine partie des politiciens, sa signification était plutôt restreinte à l'édification d'un État national plus ou moins laïc.

Ce qui constitue la spécificité du nationalisme « moderne » dans ces pays, c'est qu'il se confond dans une certaine mesure avec le patriotisme (El Watanya) et s'édifie sur un fond idéologique arabo-musulman unitaire qui sous-tend un mouvement historique. L'idéologie nationale formait ainsi une combinaison de concepts apparemment contradictoires, mais en réalité complémentaires et opérationnels, répondant aux aspirations réelles de ces peuples. Car ceux-ci n'ont jamais renié leur apparte-

nance à une communauté globale, la civilisation arabo-islamique. Cette conscience communautaire leur a donné l'énergie nécessaire pour résister, préserver leur personnalité et se mobiliser pour leur libération. C'est la raison pour laquelle les diverses composantes du Mouvement national, à des degrés différents, s'inspirèrent de cette idéologie afin d'assumer avec le maximum d'efficacité les aspirations de la société. Celle-ci ne se reconnaissait que dans les courants qui représentaient au mieux ses aspirations.

Si le courant de l'Émir Khaled s'est distingué au sein du Mouvement des Jeunes Algériens et des autres groupements politiques, c'est parce qu'il était le plus rapproché à cette époque de l'expression de ces aspirations bien qu'il fût inadéquat à la situation. La volonté de renouveau national s'exprimait ainsi par des voies multiples et de plus en plus sélectives, cherchant à s'insérer dans le Mouvement historique et à l'infléchir désormais dans le sens opposé à celui de l'invasion de 1830. Inexorablement, elle mettra en échec le système colonial, son efficience économique, technique et sa puissance militaire.

Au cours de cette période de résistance et de lente remontée, nous soulignons tout particulièrement le rôle fondamental qui revient à l'Islam, comme l'écrit Ch.-R. Ageron : « ... Les Algériens trouvèrent dans leur foi islamique leur refuge et leur espérance. Quelle que soit sa philosophie personnelle, ou l'interprétation qui paraît l'emporter, l'historien doit noter que la résistance de ce peuple se manifeste tout entière dans et par l'Islam. Certes, l'Islam algérien pouvait passer aux yeux des Orientaux pour grossier, peu orthodoxe ou dangereusement contaminé par le matérialisme et le scepticisme français, mais ce n'était là qu'apparences : la foi populaire était intacte. En fait, l'Algérie musulmane n'avait pas encore, en 1919, été pénétrée en profondeur par l'influence française ; elle n'était francisée qu'à la manière de ces terres dites francisées en droit algérien, lesquelles étaient soumises à la loi française, mais pouvaient demeurer la propriété des musulmans » (39).

(39) Ch.-R. Ageron, *Les Algériens musulmans...*, *op. cit.*, p. 1242-1244.

# 2. RENAISSANCE ET COURANTS FORMATEURS DU MOUVEMENT NATIONAL

Les changements survenus, notamment pendant la 1re Guerre, constituent la transition entre le mouvement traditionnel de résistance et la renaissance du mouvement national sous sa forme moderne.

Les structures d'expression et d'action, telles que celles de la zaouia, des tribus et de la famille, animées par l'idéologie populaire, plus ou moins sclérosées, n'avaient plus d'efficacité suffisante face au système colonial. Elles allaient perdre leur rôle dominant dans la lutte et laisser la place à de nouvelles formations socio-politiques plus ou moins adaptées à la phase déterminée par ces changements. Le recours aux moyens d'action politique, à la presse, aux élections et à la revendication organisée contribuait à donner au mouvement national une expression moderne et davantage de vitalité. Cependant, si l'on peut parler globalement de la formation moderne du mouvement national, il faut préciser que cette « modernité » ne provoquait pas de rupture avec les valeurs du passé, mais tentait de les réactualiser. D'autre part, les courants politiques qui composaient le mouvement national se différenciaient sensiblement sur le contenu de cette modernité. Comme on a pu le voir dans le chapitre précédent, celle-ci signifiait, chez les « Jeunes Algériens », une sorte de francisation politique, qui, malgré le maintien du statut personnel, conduisait à une francisation tout court.

Le courant religieux et culturel des Oulama préconisait la modernisation par le retour au purisme des pratiques religieuses et le rejet des superstitions introduites par l'ignorance et les confréries (le maraboutisme). Ces deux composantes du mouvement national, les « Elus » (dénomination ultérieure du courant issu des Jeunes Algériens) et les Oulama, bien qu'à des degrés différents, prônaient une « modernité » restreinte par leurs objectifs politiques et leurs moyens d'action. Ils surestimaient des facteurs secondaires ; comme les Elus, ils

comptaient avant tout sur les bonnes dispositions des gouvernants pour satisfaire leurs revendications.

Les Oulama, tout en privilégiant les valeurs islamiques, se gardaient d'aller jusqu'au fond des implications de ces dernières et se cantonnaient souvent dans l'expectative politique. Malgré une certaine audience au sein des milieux populaires, ces deux composantes, formées en majorité de notables, reflétaient moins les aspirations et les idées de modernisation du peuple que celles d'une couche intellectuelle et bourgeoise, prise entre le système colonial et les aspirations populaires. Elles ne pouvaient par conséquent, ni offrir des objectifs clairs au peuple, ni le guider efficacement sur la voie du combat pour l'indépendance, condition nécessaire de l'authentique modernisation (1).

L'absence de cette dimension politique n'interdit pourtant pas de considérer les « Elus » et les Oulama comme facteurs, dans l'ensemble du mouvement national, d'une certaine modernité, par comparaison à l'expression traditionnelle. Mais si l'on prend en considération le critère d'efficacité par rapport au futur, c'est bien l'Etoile Nord-Africaine qui présente les meilleures potentialités. C'est d'ailleurs ce que nous allons tenter de montrer par les caractéristiques de ces trois composantes du mouvement national.

## La fédération des élus indigènes d'Algérie

Créée au Congrès tenu à Alger, le 11 septembre 1927, et présidée par le Dr Benthami, cette fédération regroupait une partie des Jeunes Algériens, comme F. Abbas, et le Dr Bendjelloul qui accédera plus tard à la présidence de cette association. Ces Jeunes Algériens, pour la plupart des élus dans diverses assemblées, se réclamaient de l'Emir Khaled, mais aux engagements plus limités, étaient en majorité de formation française, et partiellement assimilés. Ils représentaient cette nouvelle intelligentsia qui, sans remettre en cause le système dominant, refusait néanmoins le rôle de serviteur qui lui était assigné. Rôle que remplissait une autre partie des intellectuels qui étaient à la solde de l'administration coloniale.

Les « Elus », eux, avaient opté pour la défense de la cause de leurs compatriotes, mais dans un cadre et par des moyens frappés d'inefficacité qui les acculaient aux contradictions. Si

(1) J. Berque, *L'Orient second,* Éd. Gallimard, Paris, 1970, p. 44 : « L'authentique n'est pas l'antique comme rabâchage, mais l'inavoué comme retrouvaille ».

leurs objectifs ne correspondaient pas aux exigences de la véritable solution du problème algérien, leur action, par contre, contenait un aspect positif. Elle suscitait l'éveil à la politique et contribuait, par là, à une lente prise de conscience du milieu intellectuel francophone. Leur lutte contre le colonat et l'administration encourageait la population à relever la tête contre l'oppression et l'injustice.

Bien que les Elus fussent hostiles à toute idée d'indépendance de l'Algérie que certains d'entre eux, comme F. Abbas, croyaient sincèrement impossible, ils s'intégraient, malgré tout, au large éventail des courants politiques du mouvement national en voie de formation. Ils constituaient, au sein de ce dernier, l'aile la plus modérée, refusant même d'être qualifiés de nationalistes.

Leur intégration parmi les courants du mouvement national se justifie par les conditions de cette époque de gestation et les forces qu'ils représentaient. Ces forces ne voyaient d'ailleurs dans l'action des Elus que la défense contre les exactions de l'administration et la revendication des droits d'égalité, sans songer sérieusement à l'abandon de la nationalité. Par ailleurs, sur le plan individuel, certains de ces Elus, comme F. Abbas, en dépit de ses déclarations, avaient le comportement d'un nationaliste qui s'ignore. Aussi ces Elus étaient-ils avant tout les victimes de la condition coloniale, à une phase charnière, entre le complexe de la défaite et la volonté de renouveau. C'est cette situation qui a engendré leur courant politique et leurs revendications qui se résumaient aux points suivants :

— représentation des indigènes au parlement (français),

— égalité de traitement et d'indemnités dans les emplois confiés aux indigènes se rendant en France,

— suppression du code de l'indigénat,

— développement de l'instruction professionnelle des indigènes,

— application des lois sociales en Algérie,

— réorganisation dans les communes mixtes des collèges électoraux constitués par la loi de 1910 pour les élections aux conseils généraux et aux délégations financières.

Ces revendications de caractère nettement assimilationniste sont à l'opposé de celles de l'Etoile Nord-Africaine aussi bien par leur contenu que par leur but qui tend à faire entrer les Algériens dans la cité française. Alors que l'E.N.A. revendiquait l'indépendance nationale, celle-ci est rejetée par les Elus dont le théoricien F. Abbas écrivait dans le « Jeune Algérien » : « L'Algérie est terre française. Nous sommes des Français avec le statut personnel musulman... Il n'y a rien

dans le livre saint qui puisse empêcher un Algérien musulman d'être nationalement un Français, aux bras forts, à l'intelligence éveillée, au cœur loyal, conscient de la solidarité nationale. Il n'y a rien, sinon la colonisation. »

Les Elus et la plupart des « Evolués » de formation française, plongés dans l'abîme de l'aliénation colonialiste et frappés d'une sorte d'amnésie, se détachaient des réalités historiques de leur pays et oubliaient les aspirations profondes d'un peuple asservi par une puissance étrangère. Obnubilés qu'ils étaient par la puissance de cette dernière, ils ne croyaient pas aux forces potentielles des masses ni aux données modernes de l'évolution mondiale. Et malgré les refus répétés, opposés à leurs revendications minimes par les divers gouvernements français, ils s'obstinaient à réclamer l'assimilation. De ce fait, il paraît difficile de les qualifier, eux aussi, de promoteurs du nationalisme même le plus timide. Ce n'est que bien plus tard que la pression des événements amènera certains d'entre eux, après les échecs de leurs politiques, à adopter des vues plus réalistes. Si les tenants du colonialisme le plus étroit les combattirent, les gouvernants français de gauche ou de droite surent les utiliser, par des promesses aléatoires, assez fréquemment dans leur jeu.

## *L'Étoile nord-africaine* : origine et contexte de sa formation

Dans le processus de formation du mouvement national moderne, l'avènement de l'E.N.A. fut un facteur déterminant pour la renaissance de ce mouvement aussi bien par la nature socio-politique que par l'organisation et les objectifs de ce courant. Etant donné son importance, une attention spéciale leur sera accordée dans cette étude.

L'origine de l'E.N.A. se situe en France, au sein de l'émigration algérienne et selon les auteurs entre 1924 et 1926. Pour Ch.-A. Julien (2), elle prit naissance en mars 1926 à l'ombre du P.C., sous l'impulsion de Abd el-Kader Hadj-Ali, membre du comité directeur de ce parti. Son but était « la défense des intérêts matériels, moraux et sociaux des musulmans Nord-Africains et l'éducation de ses membres ».

Ch.-R, Ageron (3) retient la même date et précise que

(2) Charles-André JULIEN, *Afrique du Nord en Marche*, p. 105.

(3) Charles-Robert AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine*, P.U.F., Que sais-je, p. 74.

Messali en prit la direction en 1927. Il semble y rattacher le nom de l'Emir Khaled parmi les initiateurs, lors de son passage en France en 1924. L'Emir, après quelques conférences tenues à Paris, dut s'exiler à la suite de sa condamnation à 5 ans de prison par le Tribunal Consulaire d'Alexandrie et de la menace de son emprisonnement sous le gouvernement du Cartel des gauches.

Abd el-Kader Hadj-Ali (4) revendique la paternité de la fondation de cette organisation qui aurait vu le jour, en 1924, 49, rue de Bretagne, dans un local appartenant à la coopérative « La Famille nouvelle », sous l'obédience du P.C.

Un autre ancien militant, Akli Banoun apporte un témoignage concordant avec Hadj Ali, mais avance la date de 1925 (16 mai) comme point de départ de l'E.N.A. (5).

Amar Khider, également ancien militant, mais plus jeune que Banoun, en attribue la création à l'Emir Khaled (6).

Dans les documents diffusés par les organisations successives issues de l'E.N.A., c'est la date de 1925 qui ressort comme celle de la fondation de l'E.N.A., mais il semble que c'est en 1924 que fut créée la première organisation (7).

En réalité, le plus important n'est pas la précision chronologique, mais les conditions dans lesquelles cette organisation a vu le jour. Il nous semble certain tout d'abord que Hadj-Ali Abd el-Kader et le P.C.F. ont joué un rôle dans l'avènement de l'E.N.A. au moment où l'Emir Khaled et de jeunes militants algériens étaient déçus par la politique des « Jeunes

(4) « La République algérienne », n° du 24 décembre 1948, journal de l'U.D.M.A.-F. Abbas. Dans une lettre publiée par le journal de l'U.D.M.A. (F. Abbas), la « République algérienne » du 24 décembre 1948, Hadj-Ali Abdelkader revendique la paternité de la fondation de l'Étoile nord-africaine (1924) 49, rue de Bretagne, dans un local appartenant à la coopérative « La famille nouvelle », sous l'obédience du parti communiste. Selon Hadj-Ali, Messali était un simple adhérent jusqu'en 1926 et il n'aurait pris la direction de l'E.N.A. qu'en 1928. Hadj-Ali, hospitalisé à Bobigny, se plaignait de l'oubli dans lequel il se trouvait et du fait que les « amis de Messali continuaient à l'enterrer vivant ». Il tentait manifestement de diminuer le rôle de Messali, mais, en même temps, il reconnaissait que ce dernier a créé une mystique. Il affirmait son désaccord avec la politique de Messali et se considérait comme partisan de la politique de l'Emir Khaled qu'il croyait identique à celle suivie par l'U.D.M.A. Il se déclarait en parfait accord avec la doctrine et la tactique de combat de ce parti. Cette lettre vient à l'appui de l'opinion soutenue ici sur le changement d'orientation imprimée par Messali à l'Étoile nord-africaine à partir des années 1926-1927.

(5) *L'histoire par la « bande »*, publication de la Bibliothèque nationale, S.N.E.D., Alger, 1974, p. 33-51.

(6) *Ibidem*, p. 36-51-52.

(7) Jacques Jurquet, *La Révolution nationale algérienne et le P.C.F.*, Éd. du Centenaire, t. II, p. 241 (1974).

Algériens » et recherchaient une autre voie plus adaptée à la lutte. D'autre part, le P.C.F. (fondé au congrès de Tours en 1920) tente à cette époque de mettre en application les thèses de Lénine sur la question nationale et coloniale que le deuxième congrès de l'Internationale communiste fit sienne en 1920 (8). Le P.C.F. éprouvait quelques difficultés à faire adopter ces thèses par sa base et tout particulièrement en Algérie, à la section de Bel-Abbès et au Congrès Interfédéral qui s'est tenu à Alger. Ces deux instances rejetèrent le document de l'exécutif de l'Internationale « pour la libération de l'Algérie et de la Tunisie » en termes d'un racisme dépassant celui des colons eux-mêmes (9). Ce qui amena la condamnation de ces positions par le Congrès de l'Internationale, du mois de juillet (1922), comme colonialistes et soutien aux « intérêts impérialistes ».

Ce n'est qu'en 1924, après le 5e Congrès de l'Internationale, que le P.C.F. applique la politique de ce dernier et entreprend la fondation de l'Union Inter-Coloniale, composée entre autres de la section de l'Afrique du Nord. Celle-ci créée comme organisation satellite sous le nom de l'Etoile Nord-Africaine prendra progressivement son autonomie par rapport au P.C.F. C'est à partir de là que se propage la confusion qui a amené certains auteurs à insister sur le caractère de l'E.N.A. (10).

Ferhat Abbas (11) semble être d'un avis différent, il parle

(8) Le congrès considérait que « ... La domination étrangère entrave le libre développement des forces économiques » et que sa « destruction est le premier pas de la révolution dans les colonies, etc. » ; l'aide apportée à la destruction de la domination étrangère dans les colonies n'est pas en réalité une aide apportée au mouvement nationaliste de la bourgeoisie indigène, mais l'ouverture d'un chemin pour le prolétariat ouvrier lui-même. On remarquera que cette conception « économiste » de la lutte laisse de côté la réalité nationale composée principalement des masses populaires déshéritées et que le concept scientifique du prolétariat n'englobe qu'imparfaitement.

(9) « ... Si une souveraineté égyptienne est nécessaire, une souveraineté d'anthropophages n'est pas désirée (...) les indigènes de l'Afrique du Nord sont composés en majeure partie d'Arabes réfractaires à l'évolution économique, sociale, intellectuelle et morale, indispensable aux individus pour former un État autonome capable d'atteindre à la perfection communiste... »

(10) Ch.-R. AGERON écrit qu'en réalité l'E.N.A., organisation communiste métropolitaine, revendiquait l'indépendance totale et immédiate de l'Algérie, conformément à l'appel de l'Internationale communiste de 1922 (*Études maghrébines*, P.U.F., Paris, 1964, p. 241).

(11) F. ABBAS, *Révolution en Algérie — Nuit coloniale I*, Éd. Julliard, Paris, 1962, p. 135) — relate ainsi la genèse de l'E.N.A. : « chronologiquement la première manifestation publique des nationalistes remonte à 1924. Lors d'une conférence organisée par l'Émir Khaled à Paris, les émigrés nord-africains qui assistaient à la réunion, s'étaient séparés au cri de « Vive l'Afrique du Nord indépendante ! » Cette même année, vers la mi-septembre, l'E.N.A. fut créée à Paris. Sa raison sociale

## MEMBRES DU COMITÉ CENTRAL ÉLU LE 2 JUILLET 1926

| *Fonctions* | *Noms* | *Professions* | *Origines* | *Appartenance politique* |
|---|---|---|---|---|
| Président | Abd el-Kader Hadj-Ali | Commerçant | Relizane | Communiste |
| Secrétaire Gal | Hadj Messali | Marchand ambulant | Tlemcen | |
| Trésorier | Djillali Chabila | | Blida | Communiste |
| Membres | M$^{ed}$ Said S. Djillali | Ouvrier | Larba-Nath-Iraten | |
| Membre | Akli Banoum | Ouvrier et marchand de légumes | Sidi-Aïch | |
| Membre | M$^{ed}$ Marouf | Syndicaliste | El-Asnam | Communiste |
| Membre | Kaddour Far | Mutilé | Laghouat | |
| Membre | Saâdoun | Ouvrier | Beni-Abbès | |
| Membre | Megrourech | Chômeur | Beni-Abbès | |
| Membre | Abd er-Rahmane Sebti | Maître d'école | El-Guelma ou El-Kroub | |
| Membre | Aït Toudert | Mutilé | Larba-Nath-Iraten | Communiste |
| Membre | M$^{ed}$ Sour | Mutilé | Larba-Nath-Iraten | |
| Membre | Salah Ghandi | Ouvrier | Bou Saada | |
| Membre | Rezki | Ouvrier | Khenchla | |
| Membre | Boutouil | Ouvrier | Djidjel | Communiste |

de nationalistes. Nous allons à l'aide des témoignages de Akli Banoun, l'un des rares militants encore en vie de cette époque et avec la réserve que nécessite l'emploi d'un tel document, fournir quelques éléments de nature à éclairer davantage la genèse de l'E.N.A. Voici la narration de ce pionnier : « ... En 1924, l'Emir (12) se rendit à Paris où il prononça deux conférences, la première dans la salle des Ingénieurs civils, rue Blanche, dans le 2e arrondissement, et la deuxième au siège des syndicats, rue Auguste Blanqui, dans le 13e arrondissement. Au début de son discours, il remercia en langue arabe les personnes venues l'écouter et le Parti communiste français pour l'avoir aidé à organiser la réunion, puis il s'excusa de continuer en langue française... ».

« En 1926, un voisin originaire de Tamazirt qui « travaillait » au syndicat m'invita à assister à une réunion du 49, rue de Bretagne. C'était le 16 mai, au cours de cette réunion, que vit le jour l'Etoile Nord-Africaine. C'est le nom qui lui a été donné, je ne connaissais de l'assistance que Si Djillali que j'avais entendu prononcer un discours, lors d'une précédente réunion syndicale » (13).

« Le siège de l'Etoile Nord-Africaine était au 49, rue de Bretagne. Elle a été fondée sur l'initiative de Abd el-Kader Hadj-Ali de Relizane (communiste). La première réunion eut lieu à Paris le 12 juin 1926 au 163, boulevard de l'Hôpital (13e arrondissement). »

« Le 2 juillet 1926, fut convoquée une assemblée générale

était la défense des intérêts matériels, moraux et sociaux des musulmans nord-africains ; mais derrière cette façade se cachait la revendication de l'Indépendance. Ceci confirme la thèse de l'alliance de militants algériens révolutionnaires avec le P.C.F. (représenté par Hadj-Ali Abdelkader). Dans cette première phase, l'E.N.A., présidée par Si Mohamed Djeffal, commerçant du 18e et dont le bureau se composait notamment de Messali Hadj, Ahmed Belghoul et Hadj-Ali Abdelkader.

(12) Dans l'une de ces conférences, l'Émir Khaled aurait préconisé l'adhésion de tous les Nord-Africains à l'Union Intercoloniale (dépendant de la commission coloniale du P.C.F.).

(13) Dans les documents officiels du P.P.A.-M.T.L.D., la naissance de l'E.N.A. est relatée ainsi : « Le Parti Communiste français lui-même lutte contre cette guerre (la guerre du Riff). Par la voix de ses leaders, Semard et Doriot, il soutient Abdelbrim et s'attire de nombreuses sympathies, en l'absence d'une organisation nationale révolutionnaire : des Algériens, des Tunisiens, des Marocains, que l'impérieux besoin de travailler pour vivre a conduits en France, s'enrôlèrent dans ses rangs. D'autres, tout en lui témoignant des sympathies, créèrent en 1925, une association de bienfaisance dont la tâche était l'aide matérielle aux émigrés Nord-Africains. Cette association prit le nom de « l'Étoile Nord-Africaine ».

Durant un an, celle-ci n'eut aucune activité politique mais en 1926, sous l'impulsion de son nouveau président, un jeune Algérien de vingt-huit ans (Messaldi Hadj), elle allait devenir un véritable mouvement politique... » Document : « Le problème algérien — Le Mouvement national algérien », p. 11.

des militants à la salle Grange-aux-Belles. Lors de cette réunion fut dégagé et élu un comité central composé des membres dont les noms suivent ».

Le témoin ne semble pas avoir participé dès 1924 à la section de l'Afrique du Nord, bien qu'il ait assisté aux conférences de l'Emir Khaled. La date de 1926 qu'il donne comme celle de la création de l'E.N.A. est sans doute celle de ses nombreuses réorganisations.

Les indications sur la composition du comité central présentent un certain intérêt et corroborent l'idée « d'alliance » réalisée avec le P.C., en application de sa nouvelle ligne. On y retrouve, selon le témoin, cinq « communistes » dont un membre du comité directeur du P.C., Hadj-Ali. A remarquer également la condition sociale très modeste de la composante humaine bien que le nombre des ouvriers ne constitue que huit sur quinze de l'effectif total au niveau de la direction et qu'il n'y ait qu'un seul intellectuel.

A cette époque, le siège de l'Etoile se situait 3, rue des Patriarches (5e). L'organisation lança un journal en deux langues, arabe et français (« El Ikdam ») qui fut interdit après quelques numéros (3 ou 4) « parce qu'il comportait une page en arabe » dit le témoin. Réédité de nouveau sous le titre de « Ikdam de Paris », il fut de nouveau suspendu.

L'activité de l'organisation fut caractérisée par une campagne de propagande pour expliquer la situation de l'Algérie, mais ne dépassait pas encore les milieux ouvriers de Paris et de la banlieue. Son implantation a débuté dans le 13e arrondissement, Saint-Denis, Clichy, Gennevilliers, et s'étendit au 18e, 19e et 20e arrondissement.

Bien qu'une certaine similitude d'objectifs soit indéniable entre l'E.N.A. et le P.C.F., les désaccords n'étaient pas minces et rendaient les rapports difficiles entre les deux formations.

« En novembre 1927 » nous dit Akli Banoun (14), « une deuxième assemblée générale fut tenue au 11, rue des Gracieuses. Au cours des débats les tendances nationalistes se précisaient nettement. Une motion réclamant l'indépendance de l'Algérie ayant été adoptée à une forte majorité, tous les éléments, tel Abd el-Kader Hadj-Ali, qui pensaient utiliser les Algériens comme une masse de manœuvre au profit du P.C.F., ont protesté puis quittèrent la salle. Des Français,

(14) *L'Histoire par la bande, op. cit.*, p. 53.

sympathisants de l'Etoile Nord-Africaine, les suivirent. Par la suite, les communistes commencèrent à bouder l'E.N.A. En 1928, Hadj-Ali a quitté l'Etoile Nord-Africaine ». La question nationale était ainsi la principale cause du conflit au sein de l'E.N.A., elle traduisait la difficulté d'intégrer une réalité socio-politique différente à un système qui en nie la vraie nature et la dimension.

Malgré la conjoncture dans laquelle s'est formée l'E.N.A. et le rôle joué par le P.C.F., un besoin nouveau d'organisation autonome fut ressenti par une jeunesse issue des milieux populaires dont les aspirations sociales ou nationales n'étaient représentées ni par le P.C.F., ni par les intellectuels de l'Association des Oulama ou de la Fédération des Elus.

Si le mouvement communiste défendait les intérêts sociaux des Algériens, il apparut peu à peu qu'il n'était pas apte à assumer leurs intérêts nationaux. L'E.N.A. constitua une sorte d'alliance contractée entre le P.C.F. et des militants prenant de plus en plus conscience de la nécessité d'une ligne politique nouvelle, celle de l'indépendance nationale perçue à travers l'optique populaire. Les conditions de vie et de travail contribuaient à développer en même temps la conscience sociale des travailleurs émigrés et à inciter la partie la plus avancée parmi eux à s'organiser et à chercher de nouvelles formes de lutte. Et ce, d'autant plus que la tentative de l'Emir Khaled avait échoué. Ils comprenaient que le soutien du P.C.F. aux luttes de libération obéissait à des objectifs différents des leurs et obéissait à une stratégie où leur problème national occupait une place secondaire et qu'ils servaient de force d'appoint ou d'intermédiaire au P.C.F. pour toucher les masses musulmanes (15). Néanmoins, ils se sentaient plus près de ce parti par leur condition sociale, et ils ne disposaient point d'autre soutien en France.

Un aperçu de cette stratégie est contenu dans le numéro spécial des *Cahiers du bolchevisme* de mai 1932. Le P.C. voyait le nationalisme dans les pays dominés sous deux aspects, dont l'un « groupe la haute finance et la grosse propriété terrienne : c'est le nationalisme des capitalistes capables de transaction et de compromission avec le capitalisme métropolitain ». L'autre « groupe les parties bourgeoises et les prolé-

(15) *Bulletin communiste* n° 3, le 18 janvier 1924, p. 93-96.

taires ; c'est le nationalisme démocratique dont seule peut bénéficier la bourgeoisie naissante ».

« Les deux courants sont incompatibles avec la doctrine communiste, mais le Parti a le devoir de combattre énergiquement le premier (...), il a le devoir de soutenir le second qui affecte une attitude révolutionnaire dont il s'agit de démasquer le caractère antiprolétarien (16). C'est la stratégie que le P.C. tentait de mettre en application vis-à-vis des mouvements de libération coloniaux et qui lui causera de nombreux déboires, car souvent une lutte d'hégémonie forcera ce parti, par une interprétation purement dogmatique de sa doctrine, à « se dresser contre des organisations concurrentielles et qu'il tentera de dénigrer pour leur caractère bourgeois et antiouvrier. »

Même au cours de sa « période révolutionnaire » (1925-1935), le P.C. persista dans sa négation du nationalisme libérateur, qui s'avérait la plus sûre voie pour accéder à l'indépendance nationale, comme il ressort de cette citation : « ... Parmi les formes de travail de masse, il faut recommander la création, autour des syndicats, d'amicales d'ouvriers coloniaux. Il ne s'agit pas de créer des organisations centralisées qui deviendraient rapidement, comme l'a montré l'exemple de l'E.N.A., des organisations politiques nationalistes (...). »

« ... Nous devons veiller à ce que ces amicales ne se transforment pas en organisations nationalistes ; c'est pourquoi il faut dès leur création, assurer l'existence d'une fraction communiste pour la direction du travail (17). »

Il s'agissait pour le P.C., se basant sur sa doctrine, d'empêcher le développement du nationalisme, lequel exprimait, dans la plus grande plénitude, la personnalité des travailleurs et des masses populaires nord-africaines et leurs aspirations profondes. La position du P.C. découlait de cette « incompatibilité » doctrinale avec le nationalisme considéré dogmatiquement comme rétrograde et bourgeois. La généralisation du concept de la classe ouvrière (18), de sa primauté, et son application universelle à toutes les situations sans distinc-

(16) Dans les *Cahiers du bolchevisme* n° 7 du 2 janvier 1925, on retrouve cette conception du P.C.F. : en soutenant l'Émir Khaled et même son programme de revendication démocratique, le parti (P.C.F.) s'est attiré la sympathie des Nord-Africains et les réunions syndicales ou politiques organisées par ces travailleurs ont depuis le plus grand succès. Ou encore que : la partie de la bourgeoisie militante (indigène) est révolutionnaire.

(17) *Cahiers du bolchevisme,* n° spécial mai 1932, sur le VII[e] Congrès du P.C.F., p. 72-75.

(18) Le prolétariat en tant que classe n'existait que dans les pays ayant atteint le stade du mode de production capitaliste.

tion (sinon dans la forme ou la tactique) constituait la cause initiale de l'inadaptation stratégique du P.C.F. (19). Lorsque celui-ci, après des contradictions et des luttes internes, s'alignait finalement sur la politique de l'Internationale communiste et proclamait la libération des peuples coloniaux, il continuait à pratiquer une « assimilation idéologique » au niveau des travailleurs coloniaux. Ce qui avait pour effet de réintégrer ceux-ci dans la stratégie du P.C. et de les soumettre objectivement à la direction de la classe ouvrière française.

Une telle conception des « alliances » montre la cause (entre autres) de l'échec du P.C. dans les pays sous domination coloniale où les masses populaires opprimées et exploitées avaient pourtant le plus grand besoin de révolution politique et sociale.

Cette divergence de conception entre les militants de l'E.N.A. et les dirigeants du P.C.F. ne manqua pas de se transformer en crise dans leurs rapports en 1928. Les militants de l'Etoile rejetaient énergiquement la prétention du P.C.F. de « vouloir faire de leur mouvement une simple organisation parallèle sous contrôle communiste ». Ce à quoi les dirigeants communistes rétorquaient qu'ils ne faisaient qu'entériner la « volonté effective des militants nord-africains de la base ».

Pour mettre un terme à cette controverse et sous l'initiative de Belghoul (E.N.A.), on décida de réunir les deux directions avec les militants nord-africains de la base (plusieurs centaines). Ceux-ci devaient trancher le différend et répondre à la question suivante : « Désirez-vous dépendre du Parti Communiste français ou constituer une organisation indépendante sur la base nationale ? » L'Assemblée des militants choisit unanimement l'indépendance de l'Etoile nord-africaine (20).

Néanmoins, après cette clarification, il n'y eut pas de rupture entre les deux mouvements. Les militants de l'E.N.A.,

(19) Il surévaluait le concept de conscience de classe au détriment du concept de conscience nationale. Dans une société dotée de l'État national indépendant de type capitaliste, la conscience de classe se développe à partir des rapports sociaux de domination et d'exploitation intérieures. C'est la dialectique des luttes de classe qui prédomine. Dans une société privée de l'État national par la domination et l'exploitation étrangère de type colonial, c'est la conscience nationale qui s'y développe et c'est la dialectique de lutte de libération et de l'indépendance qui prédomine. Les deux situations objectives ne sont pas identiques et engendrent une sensibilisation différente du milieu des travailleurs.

(20) Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le Parti Communiste français*, t. II, Éd. du Centenaire, Paris, 1974, p. 290-291.

par leurs conditions sociales et leurs aspirations politiques, étaient conscients, à cette phase, de la nécessité de leur alliance avec le P.C.F. Par ailleurs, ils ne pouvaient escompter de soutien auprès des autres mouvements français de gauche. Mais la stratégie du P.C.F., dans la pratique, répondit de moins en moins à leurs vœux.

Cette stratégie s'inscrivant elle-même dans celle de l'Internationale Communiste (et du Kommintern), tenait peu compte des aspirations et de la volonté des mouvements nationalistes révolutionnaires et s'opposait même à certains courants marxistes comme ceux de Sultan Galièv (21) (U.R.S.S.), de Tan Malakka (Indonésie) et de Roy (Inde) pour ne citer que les plus importants. Elle fut l'une des causes de l'inadéquation des partis communistes aux peuples sous domination coloniale et de l'affaiblissement des mouvements révolutionnaires de libération. Elle a produit des résultats négatifs dont les conséquences se feront sentir à long terme. Ces conséquences amènent bien tardivement, comme l'écrit Anouar Abd el Malek, de nombreux dirigeants marxistes des Trois Continents à penser que l'une des raisons principales de leur échec tenait à ce qu'ils n'avaient pas su mettre sur pied des partis socialistes révolutionnaires capables d'intégrer le fond national culturel, avec sa dimension religieuse, dans une formulation, un cadre général, un style d'action et une méthodologie qui soient celles du marxisme » (12).

D'autre part, en privilégiant un type de civilisation (européenne) et en l'identifiant comme l'unique « civilisation », les marxistes réduisaient le monde entier à l'Europe. Ils étaient ainsi amenés à un certain européo-centrisme et à négliger d'autres types de civilisation non moins valables. Ils ne reconnaissaient pas leurs valeurs dans le présent et le futur et souhaitaient leur substituer le « modèle occidental ». A leurs yeux, seul ce dernier offrait la possibilité de la révolution socialiste à cause du développement élevé de la production matérielle et par conséquent des « forces économiques ». La

(21) Le cas de Sultan Galièv est à cet égard révélateur de ce genre de rapports, comme l'écrit justement Maxime Rodinson : « L'attitude de Sultan Galièv et des Communsites tatars de 1918 découlait d'un refus. Ils ne voulaient pas servir de force d'appoint à un mouvement prolétarien européen, fût-il tout à fait justifié. La Révolution devait se faire pour eux aussi et ils devaient en recueillir les fruits sous la forme qu'ils choisiraient eux-mêmes, non sous la forme que le déciderait le grand frère, un peu trop paternel, qu'était le prolétariat russe ». (Voir *Marxisme et Monde Musulman*, Éd. Seuil, 1972, p. 386).

(22) A. ABDELMALEK, *Le Centenaire du Capital* (Tiré à part), Mouton, Paris, p. 279.

révolution socialiste devait transformer le mode de production capitaliste en mode de production socialiste, sans remettre en cause le primat de l'Europe. Bien au contraire, l'avènement du socialisme devait accentuer le rôle et la suprématie du modèle européen (socialiste) dans lequel viendraient se mouler les peuples plus ou moins « barbares ». Le mot d'ordre de la libération des peuples colonisés ne signifiait donc pas le recouvrement de l'identité, de la personnalité de leur civilisation par ces derniers, mais une nouvelle forme de domination. Réduits à l'état d'éternels élèves, ils perdaient tout pouvoir réel de concevoir leur avenir et toute détermination autonome (interne) des voies et des moyens pour leur libération et leur édification nationale. Puisqu'un modèle leur était offert avec sa théorie, son idéologie et sa direction, ils n'avaient plus qu'à suivre et à se conformer aux directives élaborées par le centre de décision.

Cette vision simplifiée des rapports entre le Mouvement communiste et les Mouvements nationaux de libération, déniaient à ceux-ci toute spécificité (sinon la spécificité folklorique). Rejeter cette forme de rapports ne veut pas dire nier les apports positifs d'une expérience humaine comme celle des peuples européens ou la contribution du Mouvement communiste à la lutte contre l'exploitation aussi bien des classes que des peuples. Néanmoins, ces apports doivent être placés dans le cadre des échanges réciproques inévitables entre les sociétés humaines. Ce qu'il faut rejeter, c'est le caractère de domination que revêtent ces échanges et l'établissement de l'hégémonie par des sociétés ou des mouvements, profitant d'un « développement inégal » à l'échelle mondiale, sur d'autres sociétés ou organisations issues de ces dernières.

Aucune formation humaine ne saurait déléguer ou abandonner son pouvoir d'auto-détermination sans disparaître en tant que formation historique spécifique, peuple, nation ou civilisation. C'est la raison pour laquelle nous considérons le phénomène du Mouvement national de libération comme l'expression fondamentale de survie d'une communauté humaine menacée dans son existence essentielle. Pour la même raison, nous ne croyons pas que cette expression puisse utilement être déterminée ou surdéterminée d'une manière trop accentuée de l'extérieur. Les changements nécessités par la réadaptation aux conditions de continuité doivent être assumés et opérés au cours d'un processus dialectique, par les forces internes de la communauté concernée. C'est celle-ci qui définit et met en pratique les choix et les orientations, en fonction de ses réalités et de ses aspirations profondes.

## Situation spécifique et libération

La naissance de l'E.N.A. se place au centre de ce problème que posent le changement et la spécificité dans une période conflictuelle où les forces extérieures (étrangères) tentent d'imposer une solution contraire aux intérêts du pays.

En tant que Mouvement socialiste (et potentiellement révolutionnaire), l'E.N.A. s'oppose le plus radicalement, bien qu'à des degrés différents, à ces forces extérieures, ce en quoi elle constituait elle-même un facteur de changement. Son efficacité comme courant politique, dépendait de son aptitude à opérer la meilleure synthèse entre les nécessités du changement et l'impératif vital de la spécificité.

Bien que visant une situation historique ultérieure, Jacques Berque décrit justement ce phénomène qui apparaît déjà à la période du Mouvement national que nous analysons ici. Il écrit : « Devant cette résurrection d'identités collectives, l'embarras de beaucoup traduit une égoïste déception. On croyait à une expansion mondiale rayonnant autour de certains foyers, de certaines idées. Ce jacobinisme universel peut n'être plus conquérant, ni marchand, ni même prédicant. Il serait plutôt insidieux et non moins tyrannique pour autant. Car il n'envisage pas moins la neutralisation, suppression ou édulcoration des spécificités qui s'opposent à lui. Spécificité : ce mot dialectique ne se comprend que par référence à celui de généralité. N'est-il pas trop abstrait. Voilà pourquoi je lui préfère la personnalité qui ressortait déjà en négatif aux plus noires époques de tous les combats de récupération... » (23).

Un mouvement national authentique comporte, selon la nature de la société où il se produit, une certaine spécificité ; il vise à la différenciation de l'entité qu'il représente en tant que personnalité distincte par rapport aux autres entités, notamment lorsqu'il se trouve en état de conflit avec l'une ou plusieurs d'entre elles. Sans quoi il se dissoudrait dans la « généralité », terme qui dissimule dans la plupart des cas des tendances hégémoniques (ayant accompli leur propre spécificité). Il s'agit donc là d'une spécificité essentiellement opérationnelle dont la signification ressort d'abord de la nécessité et de la volonté des formations humaines de préserver leur autonomie et leur initiative historiques. Pendant de longues décades, les peuples dominés ou colonisés furent seuls à résister au

(23) Jacques BERQUE, *L'Orient Second,* Éd. Gallimard, Paris, 1970, p. 46-47, *op. cit.*

rouleau compresseur et réducteur étranger en affirmant leur spécificité ; c'est-à-dire leur liberté d'être comme ils l'entendent et de choisir la voie et les moyens adéquats à réaliser leurs aspirations. Nombre de ces peuples étaient porteurs de culture et de civilisation d'intérêt universel. D'autres qu'on appela « sociétés primitives » ou tout simplement « sauvages », n'en contribuèrent pas moins aux différents stades de l'évolution humaine par d'intéressants apports. La diversité de leurs cultures aussi « primitives » qu'elles fussent, permit aux chercheurs des sciences humaines d'enrichir leurs connaissances sur le passé de l'humanité, de comprendre les mécanismes de fonctionnement des sociétés retardataires » (qui ont permis souvent de les asservir davantage). Aussi bien en Afrique, au Moyen-Orient qu'en Asie, c'est bien au nom de la spécificité que les peuples explicitement ou implicitement rejetaient le primat d'universalité dont se parait le centre hégémonique européen. Mais cette spécificité n'est pas exactement « ce principe de spécificité historique (Marx) » qui « désigne d'abord un repère : toute société doit se comprendre en fonction de la période spécifique où elle s'inscrit... » (24). Alors que la première est essentiellement opérationnelle (comme nous l'avons dit plus haut), c'est-à-dire vécue comme une pratique de survie, le « principe de spécificité historique » ne semble viser que la connaissance d'une « société » et « expliquer ses traits contemporains, c'est-à-dire les envisager comme les parties intégrantes... ». Bien que A. Abd el Malek affirme que le « principe sociologique de spécificité historique agit dans l'étude de la société américaine tout autant que dans les sociétés non occidentales », ce n'est que très tardivement qu'une certaine attention fut accordée à la problématique de la spécificité et de l'universel dans le développement historique de ces dernières. Cependant, cette attention « scientifique », malgré les efforts de ces chercheurs, n'obéit pas toujours au souci de l'édification de la « spécificité » et sa reconnaissance comme réalité historique. Elle est souvent motivée soit par le souci de comprendre les parties intégrantes » de la société afin de pouvoir l'influencer, soit par la constatation de l'échec ou des difficultés du « Marxisme officiel » (et traditionnel) dans la plupart des pays colonisés non occidentaux et notamment dans les pays arabo-musulmans.

En tout état de cause, si ces efforts devaient se générali-

(24) Anouar ABDELMALEK, *La dialectique sociale,* Éd. du Seuil, Paris 1972, p. 358-359-360.

ser, ils ouvriraient de nouvelles perspectives. Ils permettraient, tout en débarassant le marxisme de ses scories, des aspects idéologiques, culturels et stratégiques qui ont marqué aussi bien sa naissance que son application dans les sociétés occidentales, de le rendre « opérationnel » pour les sociétés ayant la volonté de développer leur spécificité, pour mieux s'intégrer dans l'universel. Il faut bien reconnaître que si la sauvegarde de celle-ci avait été laissée aux seuls soins du Marxisme, elle aurait disparu ou serait sérieusement réduite. Car les partisans (25) de cette doctrine ne considéraient comme nations civilisées que les nations occidentales, l'autre partie de l'humanité est répartie en barbare ou semi-barbare. Il est connu que « les pays » autres que les « nations civilisées de l'Occident, n'entraient nullement dans (...) l'horizon historique » de Marx et de la majorité des marxistes. Les peuples « périphériques » ne présentaient d'intérêt que dans la mesure où ils existaient et où ils acceptaient la suprématie de l'Occident en même temps que leur propre dépersonnalisation.

A la même période où s'élaboraient ces conceptions (vers le milieu du XIX[e] siècle et bien après) des peuples versaient leur sang et luttaient contre cette suprématie et la négation de leur spécificité (comme l'Algérie) (26). Malgré quelques rectifi-

(25) *Les marxistes — Présentation de Kostos Papaioannou* — Éd. « J'ai lu » (vente exclusivement en librairie Flammarion), Paris, 1965, p. 196. « La bourgeoisie a réussi là où tous les empires et toutes les religions soi-disant universelles ont échoué ; de même qu'elle a subordonné la campagne à la ville, elle a assujetti les pays barbares et demi-civilisés, les nations paysannes aux nations bourgeoises, l'Orient à l'Occident » (Marx et Engels, *Manifeste communiste, ibid.*, p. 339). Marx ira jusqu'à dire que la domination britannique en Inde a constitué la seule vraie révolution sociale que l'Asie ait jamais connue. Le bas prix de ses marchandises (la bourgeoisie est la grosse artillerie avec laquelle elle démolit toutes les murailles de Chine et obtient la capitulation des barbares les plus opiniâtres « xénophobes ». « Les pays neufs, économiquement et culturellement sous-développés, n'entraient nullement dans son (à Marx) horizon historique ». N'avait-il (Marx) pas loué la bourgeoisie d'avoir soumis « les pays agraires, barbares ou semi-civilisés » de l'Orient aux « Nations industrielles et civilisées de l'Occident ? ».

(26) Voici un extrait de Engels (paru dans The Northern Star, volume XI, 22 janvier 1848, n° 535, p. 7), présenté par Gallissot et Badia, in *Marxisme et Algérie*, Éd. U.G.E., 10-18-1976). Engels écrit : « ... En gros, notre opinion est qu'il est très heureux que le chef arabe, Abdelkader, ait été pris. La lutte des Bédouins était sans espoir, mais bien que la façon dont la guerre a été menée par les soldats brutaux comme Bugeaud, soit condamnable, la conquête de l'Algérie est un fait important et propice au progrès de la civilisation... Et si l'on peut regretter que la liberté ait été détruite, nous ne devons pas oublier que ces mêmes Bédouins sont un peuple de voleurs dont les principaux moyens d'existence consistaient à faire des incursions chez les uns et les autres, ou chez les villageois sédentaires, prenant ce qu'ils trouvaient, massacrant tous ceux qui réssitaient et vendant le reste des prisonniers comme esclaves... »

cations, ces conceptions «initiales » ont continué à susciter des exégèses aux étapes ultérieures lorsque les « Nations semi-civilisées ou barbares » se sont imposées par leur lutte et leur résistance comme « entités à part entière ». En dépit de cette évidence et des efforts de la direction révolutionnaire soviétique (notamment Lénine), l'appareil conceptuel et organique du Marxisme occidental continuait sinon à nier les spécificités nationales, du moins à leur dénier la capacité de déterminer la voie spécifique de leur libération et de leur édification historique.

Cette position, selon A. Abd el Malek, s'inspire de l'idéologie dominante, celle du fonctionnalisme, qui s'exprime tout autant dans le secteur idéologique conservateur, réactionnaire, que dans sa variante « Marxiste », plus peut-être dans cette dernière dans la mesure même où l'on sera tout naturellement porté à rechercher dans la filiation marxiste-léniniste un enrichissement des théories sur l'impérialisme » (27).

Tout en apportant notre adhésion à cette constatation de l'auteur, nous nous demandons si « l'idéologie dominante » est réellement celle du fonctionnalisme. Ne serait-elle pas plutôt l'idéologie de la « civilisation dominante » occidentale qui imprègne toutes les classes sociales et la plupart des intellectuels qui les expriment ?

L'idéologie de la civilisation occidentale hégémonique influence ces derniers et les surdétermine quant à l'emploi des méthodes et des techniques de recherche, lesquelles reflètent et reproduisent cette hégémonie (28). N'a-t-on pas vu Marx et Engels eux-mêmes, sans compter les premiers socialistes, privilégier la civilisation de l'Occident et se faire les instruments de son idéologie par rapport au reste du monde ?

Dès lors, la spécificité se comprend comme une attitude vigilante aussi bien vis-à-vis du « secteur idéologique » conservateur-réactionnaire que face à « sa variante marxiste ». D'une manière générale, elle permet ainsi de désigner, dans les deux systèmes, l'aspect réellement scientifique de l'aspect idéologique qui le recouvre et qui véhicule des préjugés, des concepts ou des idées en rapport contradictoire avec le pre-

(27) A. ABDELMALEK, *op. cit.*, p. 382-383.

(28) A l'apogée de leur puissance et tant que celle-ci sera prépondérante, presque toutes les civilisations s'affirment comme supérieures et hégémoniques. Le cas de la civilisation occidentale n'est pas unique dans son genre, bien que les progrès scientifiques et techniques lui donnent stratégiquement les moyens d'exercer une domination effective à l'échelle mondiale, notamment par ses projections, le colonialisme et l'impérialisme.

mier. Elle implique donc la nécessité de développer l'indépendance de l'esprit et de la capacité créatrice devant les tâches nécessitant une approche nouvelle et assure par là une meilleure efficacité.

Ce « désenclavement » idéologique provoque par voie de conséquence d'autres désenclavements en chaîne dans les divers domaines de l'idéologie « hégémonique ». En supprimant les vecteurs, les canaux par où se propage l'idéologie hégémonique, on en empêche la reproduction à l'échelle mondiale.

Ce n'est pas l'universalisme humaniste ou scientifique, en tant que tel, qui se trouve remis en question, mais sa version stratégique, laquelle sert à couvrir les visées de domination de type économique, culturelle, politique ou idéologique.

La pluralité des foyers de civilisation constitue une richesse inestimable pour toute l'humanité. Elle serait irrémédiablement perdue si celle-ci devait se soumettre à la « standardisation » et au monolithisme que tentent d'imposer quelques nations dotées de la puissance ou des centres politiques érigés en pôles de direction pour toute l'espèce humaine.

C'est contre cet envahissement qui revêt des formes multiples, aux divers stades historiques, que résistent les peuples et les mouvements nationaux et qu'ils défendent leur spécificité. Sans doute, le phénomène le plus marquant de l'époque contemporaine est bien cette résistance qui se poursuit encore. C'est là le combat des peuples et des civilisations (de l'Asie, du Monde Arabe, de l'Afrique à l'Amérique latine) qu'on croyait éliminés de la scène de l'histoire.

Le processus de l'émergence fut long, semé d'obstacles, d'erreurs, parfois d'échecs comme toute action des formations humaines en voie d'édification de leur devenir. Car il a fallu que puissent s'opérer des transformations, des changements pour que les sociétés concernées aient pu remonter la pente. Ce rôle fut celui des mouvements de libération comme le Mouvement national algérien dont la genèse et le développement sont l'objet de notre étude. Mais c'est l'E.N.A. qui représente particulièrement un cas type concret de recherche sur le rapport dialectique de la « spécificité », du changement et des centres hégémoniques : le capitalisme et le marxisme (29). Nous avons tenté dans ces pages de chercher les causes profondes des divergences entre cette organisation E.N.A. et le

(29) Le Marxisme n'est mis en parallèle avec le capitalisme que par son origine comme produit de la même aire de civilisation et subissant lui aussi, bien qu'il soit l'antithèse du capitalisme, une surdétermination idéologique.

P.C.F. qui à nos yeux représente le « général » et s'oppose aussi à la spécificité. Cette contradiction entre les deux formations apparaîtra encore davantage dans la pratique, mais ne sera pas pour autant une contradiction principale. Celle-ci ne revêtira cet aspect antagoniste que face au système colonial.

Lorsque l'E.N.A. rejeta le rôle de satellite et marqua ses distances vis-à-vis du P.C.F., elle ne remit pas pour autant en cause les liens de solidarité anticolonialiste et anti-impérialiste. Elle se tint toujours du côté des travailleurs et des peuples opprimés. Son évolution fut provoquée par la prise de conscience individuelle et collective des militants algériens devant la particularité de leur problème national et du caractère national de leur voie révolutionnaire, pour lesquels la politique du P.C.F. était inadéquate.

Les mots d'ordre de ce parti s'adressaient indistinctement aux prolétaires de France et à ceux d'Algérie (autochtones) alors que les conditions accusaient une nette différence. Quant à la minorité ouvrière européenne de la « colonie », elle s'identifiait bien plus à la colonisation privilégiée qu'aux masses populaires arabo-musulmanes victimes de cette dernière. Le P.C.F., comme son nom l'indique, est une formation sociologique, politique et culturelle française, sa composition humaine, aussi généreux que fût son engagement, restait marquée par ce caractère et se trouvait étrangère aux vraies préoccupations de la communauté nationale algérienne opprimée. Ses vues d'ensemble, malgré les efforts des dirigeants convaincus de l'internationalisme, reflétaient en premier lieu celles de la classe ouvrière française dont les réflexes étaient plus ou moins conditionnés par l'idéologie colonialiste diffuse. Ni sur le plan des motivations profondes, ni sur celui des aspirations fondamentales, il n'y avait de concordance entre la société française et la société algérienne dans l'état colonial.

L'adoption (par le P.C.F.) des mots d'ordre de la libération des peuples, du socialisme, de la lutte des classes et de l'internationalisme prolétarien, était insuffisante pour surmonter la contradiction plus profonde, antagoniste, entre le système colonial et le peuple qui cherche à s'en libérer. La politique du P.C.F. visait à la tranformation sociale par la lutte de la classe ouvrière française et algérienne sans « séparatisme ». Ce faisant, elle maintenait d'autres formes de dépendance dont celle constituée par le P.C.F. lui-même en tant que centre principal de décision. Cela est confirmé par le fait que jusqu'en 1936 (30) l'Algérie ne représentait dans l'organigramme du parti

(30) Création du Parti Communiste algérien.

que des sections érigées ensuite en Fédération algérienne (1924).

Comme on a pu le voir dans les pages précédentes, la pensée européo-centriste était largement répandue aussi chez bon nombre de marxistes. Il en découlait que les prolétariats des sociétés occidentales s'arrogeaient la mission de diriger et d'éduquer les travailleurs des colonies (les Etats européens apportent le progrès industriel créateur du prolétariat, qui à son tour...).

On rejoint là, sous une autre forme, l'idée de la « mission civilisatrice » dont se servaient les puissances coloniales pour justifier la domination et l'exploitation des peuples sous leur joug. Le dogme de la supériorité de l'Occident sur le reste du monde surdéterminait, pour des motifs et des buts différents, les courants politiques les plus avancés, dans leurs rapports avec les pays soumis aux puissances occidentales.

Le fait que la révolution socialiste se produisit en Russie, le pays le moins industrialisé de l'Europe, considéré comme sous-développé, alors qu'elle devait éclater dans les contrées les plus avancées (telles que l'Angleterre ; l'Allemagne ou la France), n'amena aucune correction à ce dogme (31).

Les peuples colonisés restaient toujours assujettis à la direction et à la stratégie des P.C. métropolitains, eux-mêmes étroitement liés au P.C. de l'U.R.S.S. (l'avènement de l'U.R.S.S. fut salué avec joie et espoir par tous les opprimés de la terre).

Les partis des classes ouvrières d'Europe avaient certes des raisons d'adopter la même stratégie que l'U.R.S.S. où la cause des travailleurs triomphait et le socialisme se construisait pour la première fois dans le monde. Il en était tout autrement pour les peuples asservis par des puissances étrangères, dont les mouvements de libération suivaient une autre voie et un objectif différent. Les astreindre à suivre cette stratégie et les méandres de sa ligne d'application, équivalait à ignorer la spécificité de leur situation et de leurs aspirations. C'était les réduire à de simples forces d'appoint qu'on déplacerait au gré des vicissitudes et des intérêts politiques des centres de décision éloignés de leurs préoccupations vitales (comme cela fut avéré par la suite). Les militants les plus patriotes et les plus

(31) Il ne s'agit pas évidemment de se démarquer de ces partis et de l'U.R.S.S. parce qu'ils luttent pour le socialisme ou parce qu'ils pratiquent une idéologie athée, ce qui est une autre affaire. Ce démarquage consiste à assurer l'indépendance dans l'appréciation des situations, les moyens, les étapes et l'originalité des aspirations des peuples dominés.

révolutionnaires de l'E.N.A. furent certainement conscients de ces facteurs. Ils entreprirent donc d'imprimer à leur mouvement un caractère national plus concordant avec la réalité et les aspirations de leur pays. Cette orientation progressive devait aboutir plus tard à la rupture (32) lorsque le P.C.F. amorça le tournant qui l'amena au Front Populaire et à l'abandon des mots d'ordre de libération des peuples colonisés.

Cependant, elle provoqua, avant ce tournant, des dissensions au sein de l'E.N.A. Les militants directement sous l'influence du P.C.F. et exprimant certainement sa position ne montraient pas un zèle particulier pour les activités de l'E.N.A. Ils n'assistèrent, comme Abd el-Kader Hadj, qu'épisodiquement à ces activités et à ces réunions. Ils semblaient avoir misé sur l'échec de l'équipe issue de l'assemblée générale de 1925. C'est ainsi que cette organisation connut des difficultés dans son développement jusqu'en 1930-31, difficultés aggravées encore par la répression (lorsqu'elle fut dissoute en 1929).

L'alliance réalisée entre deux catégories de militants algériens de condition sociale identique, mais au projet politique sensiblement différent, s'effritait au fur et à mesure que se précisait ce dernier. Les militants « communistes » (dans le sens de l'appartenance organique et idéologique du P.C.F.) ne représentaient pas plus les travailleurs émigrés que les militants (tel Messali) qui voyaient le P.C.F. comme mouvement de soutien pour leur peuple opprimé. Si les premiers acceptaient une intégration entière dans ce parti, les seconds se considéraient comme entité distincte dans cette alliance et aspiraient à former une organisation répondant aux réalités de leur pays. Il serait erroné à notre sens de voir dans ce clivage le résultat d'une position de classe, selon laquelle les premiers seraient « prolétariens » et les seconds des « petits-bourgeois », cherchant une voie à leur convenance. Comme il serait faux

(32) Cette rupture n'a pas concerné uniquement l'E.N.A. et le nationalisme, et ne fut pas conjoncturelle. Les causes en sont plus profondes, plus générales et permanentes. On verra la grande rupture au sein des P.C. et entre l'U.R.S.S. et des pays communistes, comme la Yougoslavie, la Chine, etc. D'autre part, les pratiques qui amènent ces ruptures ont été, en U.R.S.S. et dans les pays de l'Est, de véritables drames, longtemps cachés, et une fois connus, on s'est hâté d'en faire supporter la responsabilité au stanilisme. Outre que ces explications relèvent de la psychologie et de la phénoménologie et sont en contradiction avec une explication marxiste, elles ont pour effet d'éluder l'analyse qui détermine les véritables causes de ces « perversions ». Ces causes sont, pour nous, inséparables du système lui-même et sont le résultat de certains présupposés théoriques que la pratique, dans des conditions particulières, a aggravés.

d'y trouver le début « du populisme » (33) d'après une pseudo-théorisation en contradiction avec le réel. Si l'on argue du fait que Messali n'était pas un travailleur (un ouvrier), mais un employé, un petit marchand ambulant, Hadj Ali n'était pas non plus ouvrier à l'usine, mais tenait un petit commerce de droguerie. Nous ne partageons pas le point de vue outrancièrement ouvriériste qui veut qu'un chômeur, un travailleur, un petit employé, un petit marchand ambulant soient déclarés « petits bourgeois » quand ils ne sont pas embrigadés dans le P.C.F. (ou autre organisation de même genre) et prolétaires lorsqu'ils se soumettent à celui-ci. D'autre part, nous ne voyons pas pour quelle raison on admet que des « intellectuels » issus des classes bourgeoises deviennent les défenseurs du « prolétariat » et on refuse à des travailleurs issus de milieu modeste de représenter des travailleurs qui partagent exactement les mêmes aspirations. Si Marx, Engels ou Lénine, Staline, Mao ou Chou en Laï et tant d'intellectuels marxistes ne sont pas d'origine ouvrière, on nous dira alors que ceux-là ont embrassé définitivement la cause du prolétariat et la lutte des classes. Est-ce abandonner la cause de ce dernier que de constater d'après la pratique qu'une politique est inadéquate à résoudre les problèmes concrets et vitaux d'un pays et à chercher à en promouvoir une autre plus révolutionnaire ?

## Orientation révolutionnaire de l'E.N.A.

Considérer la direction de l'E.N.A. comme petite-bourgeoise ou « populiste » ne relève pas de l'analyse scientifique, mais plutôt d'une polémique qui tend à instaurer une sorte de dictature des dogmes et des concepts (souvent transposés mécaniquement) et une variante du terrorisme intellectuel (34). Le fait de contester les dogmes et les concepts ou leur validité à un certain stade, à une situation donnée, signi-

(33) L'idéologie populiste qui, selon Lénine, « est réactionnaire, signifie l'idéalisation du paysan, de sa communauté, des structures traditionnelles. Elle considère la communauté paysanne supérieure au capitalisme qui est, en Russie, un phénomène de décadence, de régression... », n'a pas d'équivalence dans le Mouvement National algérien.

Tenter de l'appliquer à ce dernier équivaudrait bien plus à l'action psychologique qu'à la nécessité de l'analyse. Voir Lénine, *Quel héritage renions-nous ?*, Œuvres choisies, Éd. de Moscou t. I, p. 98 à 116.

(34) Malheureusement ce terrorisme est souvent devenu une pratique de direction après avoir engendré des systèmes dictatoriaux que n'imposait aucun impératif révolutionnaire, sinon celui du dogmatisme et de la déviation. C'est là que se trouve l'explication du stalinisme qui n'est pas plus un phénomène accidentel que personnel.

fie dès lors être « petit bourgeois ». L'effort de mobiliser les masses en tenant compte de leurs aspirations, de frayer une voie apte à les réaliser, à employer tous les moyens pour le faire, en dehors des « schémas » inopérants, relèverait du « populisme ». Les termes de « petit-bourgeois » et de « populisme » servent ainsi à dévaloriser (dans l'ordre) le prolétaire et le révolutionnaire rebelles au cadre dogmatique et obéissant aux réalités. De là découle leur caractère dictatorial et terroriste et leur emploi comme qualification péjorative.

Si l'E.N.A., organisation de travailleurs, prend ses distances vis-à-vis du P.C.F., organisation des travailleurs français (les membres algériens du P.C.F. représentaient davantage celui-ci auprès des travailleurs algériens que le contraire), elle n'abandonne pas pour autant sa position de « classe ». Sa raison principale n'est pas d'ordre psychologique, ni d'ordre subjectif. Elle est la constatation que la classe des travailleurs algériens, en tant que formation sociale de l'entité nationale algérienne, n'avait pas les mêmes intérêts à défendre, ni les mêmes objectifs politiques que la classe ouvrière française (en tant que formation sociale de l'entité nationale française). Il était donc pour elle de la plus haute importance de rejeter toute tactique ou stratégie en désaccord avec ses intérêts et ses objectifs. Et c'est la raison pour laquelle l'objectif de l'indépendance que l'E.N.A. s'est assigné impliquait, dans l'immédiat, le choix d'une voie indépendante. Eviter toute subordination et établir des rapports d'égalité dans les domaines et les situations où les intérêts convergent et où s'exprime la solidarité nécessaire, sera la nouvelle ligne de l'E.N.A.

En engageant la lutte sur le terrain de l'indépendance nationale, l'E.N.A. marqua le début du processus de la révolution. Pendant que le P.C., malgré ses justifications, prenait la voie du réformisme et se rapprochait de plus en plus des courants qui le pratiquaient : les Oulama et les Elus. L'Etoile se démarquait ainsi nettement de la politique coloniale, dite d'assimilation, et en même temps de la stratégie communiste qui englobait la question algérienne dans l'ensemble des luttes en France. Elle s'opposait aux réformistes algériens dont la politique timorée éludait le problème fondamental de l'indépendance du pays risquant par là de fausser les aspirations profondes du peuple algérien et de l'égarer sur des revendications sans effet. Cette dernière politique se fondant sur le rapport de force de l'époque se traduisait, dans la réalité, par un comportement défaitiste.

Les réformistes partaient de la constatation évidente de la puissance coloniale et en déduisaient la nécessité d'une politi-

que modérée traduisant les rapports de force en présence à l'époque, défavorables à l'Algérie. Ils limitaient donc leurs revendications aux possibilités offertes par ces mêmes rapports de force qu'ils ne croyaient pas modifiables.

Cette tactique (car les réformistes ne semblaient pas avoir de stratégie) du « possible », permise par le système colonial, caractérise les réformistes dont le souci est de paraître « raisonnables », « réalistes » et ouverts aux compromis, même sur les questions fondamentales. L'attitude révolutionnaire, au contraire, dénonce ce « possible permis » comme un piège, elle se base sur le possible réel, celui que permettrait d'atteindre la mobilisation maximale du potentiel populaire. Celle-ci ne peut se réaliser sans la motivation profonde que suscite la revendication fondamentale de l'inaliénable indépendance. Le problème stratégique ainsi posé est celui de la constitution, dans les vicissitudes de la lutte, d'une force capable d'imposer ou d'arracher cette indépendance. Mais cela apparaissait comme un projet irréaliste et utopique aux yeux du réformiste, car lui ne conçoit pas d'atteindre ses objectifs en termes de changement radical des rapports de force. La violence qu'il conçoit ne dépasse pas le stade de la protestation, d'une certaine forme de désobéissance et d'une sorte de rébellion morale conjoncturelle, sans effet.

A terme, le révolutionnaire s'avère objectivement plus réaliste, car il inscrit son action dans le changement historique, en découvre le virtualités (souvent cachées) et les transforme en énergie et en action. Par ailleurs, la position radicale de l'E.N.A. traduisait la continuité historique de la résistance du peuple algérien au colonialisme et revalorisait son combat séculaire. Si elle assume comme les réformistes musulmans son héritage culturel, elle s'en distingue en s'identifiant à la totalité de la société et surtout aux masses populaires. Cette jonction s'opérait toutefois sur des bases nouvelles (et non pas par le retour au passé). Elle nécessitait la transformation qualitative de l'esprit et de la pratique des révolutions traditionnelles, en mode d'action plus efficace, mieux adapté aux conditions de la lutte moderne.

Le terme de « masses populaires » comme force potentielle de la révolution, englobe les catégories sociales majoritaires qui constituent la société réelle. Les travailleurs des villes et des campagnes, les petits paysans, les ouvriers, les petits employés et commerçants, les chômeurs et tous les déshérités étaient les premières victimes de l'exploitation et de la domination. Leur condition était ressentie au niveau individuel, catégoriel et national, tant sur le plan matériel que moral. Ce sont ces

mêmes forces qui représentent la continuité et le besoin de changement.

Ces masses populaires négligées par la politique « élitiste » des Oulama ou par celle du P.C.F. basée sur le concept de la classe ouvrière, alors que cette classe ne représentait (parmi les autochtones) ni quantitativement, ni qualitativement, une force de direction, jouent en réalité le rôle le plus déterminant. Même si elles ne pouvaient plus organiser des insurrections, leur inertie n'était qu'apparente. Elles continuaient à résister au colonialisme et maintenaient une authenticité qui, à distance, exerçait encore une pression sur le comportement des hommes politiques algériens, tendant à les réintégrer au « national » (35).

Réadapter ces masses aux conditions nouvelles de lutte est une tâche complexe pour l'EN.A. (encore minoritaire) qui de plus a pris naissance loin du territoire national, chasse gardée de la colonisation. Car il ne suffisait pas d'assurer la jonction « idéologique » et de se placer dans la trajectoire des masses populaires pour qu'elles se mettent en mouvement. Bien qu'elles recèlent les véritables forces historiques de gauche, elles ne peuvent agir qu'en parvenant au stade de l'organisation politique. Celle-ci concrétise dans la pratique la jonction idéologique (36) en établissant des liens permanents (organisationnels) entre les membres les plus engagés d'une part, et les masses d'autre part. C'est à l'extension et au renforcement de ces liens que consacraient leurs efforts les militants de l'E.N.A. Depuis sa naissance, celle-ci a connu des crises, mais sa progression au sein de l'émigration ouvrière connaissait un certain succès. Son travail d'implantation dans plusieurs secteurs de la région parisienne et en province rencontra un écho favorable. L'administration française s'en inquiétait de plus en plus et commençait à recourir à la répression : brimades, saisies ou interdictions de journaux (37).

L'Etoile s'attacha à faire connaître le problème algérien en dehors de la France. C'est ainsi qu'elle participa au Congrès de Bruxelles convoqué par la Ligue contre l'oppression colo-

(35) Sans la signification de civilisation et par rapport à deux idéologies dépersonnalisantes, celle de l'assimilation et celle du Mouvement communiste.

(36) Guy ROCHER, *Introduction à la sociologie générale*, t. 3, Changement social, p. 87. Nous employons le concept d'idéologie dans la définition que lui donne cet auteur : « c'est un système d'idées et de jugements explicite et généralement organisé qui sert à décrire, expliquer, interpréter ou justifier la situation d'un groupe ou d'une collectivité et qui, s'inspirant largement de valeurs, propose une orientation précise à l'action historique de ce groupe ou de cette collectivité ».

(37) *L'Histoire par la « bande »*, *op. cit.*, p. 53.

niale (1927). Son délégué, Messali, y présenta les revendications de l'Algérie (relaté par le journal Errayat el-Hamra, le Fanion Rouge) dont les thèmes étaient les suivants :

— indépendance de l'Algérie,
— retrait des troupes françaises d'occupation,
— constitution d'une armée nationale,
— confiscation des grandes propriétés agricoles accaparées par les féodaux, agents de l'impérialisme, les colons et les sociétés capitalistes privées,
— remise de la terre confisquée aux paysans qui en ont été frustrés,
— respect de la petite et moyenne propriété,
— retour à l'Etat algérien des terres et forêts accaparées par l'Etat français,
— élargissement du crédit agricole aux petits fellahs,
— abolition immédiate du code de l'indigénat et des mesures d'exception,
— amnistie pour les emprisonnés, qu'ils soient en surveillance spéciale ou exilés pour effraction à l'indigénat (code de l'indigénat),
— liberté de presse, d'association, de réunion,
— droits politiques et syndicaux égaux à ceux des Français qui sont en Algérie,
— remplacement des délégations financières élues au suffrage restreint par un Parlement algérien élu au suffrage universel,
— élection des assemblées municipales au suffrage universel,
— accession à l'enseignement à tous les degrés,
— création d'écoles en langue arabe,
— application des lois sociales.

Comparé aux revendications réformistes, ce programme tranche nettement par son caractère politique audacieux et le contenu social avancé puisqu'il posait déjà la revendication de l'indépendance et esquissait une politique sociale et économique tendant à la suppression de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il s'attaquait notamment à la transformation des structures agricoles, sur lesquelles étaient bâties la colonisation. Il faut souligner le fait que les « féodaux musulmans n'étaient nullement épargnés, étant considérés comme des exploiteurs au même titre que les colons. La visée générale de ce programme apparaît ainsi comme révolutionnaire et socialiste.

## La première dissolution de l'E.N.A.

L'action de l'E.N.A., sans connaître une ampleur particulière, inquiétait les autorités coloniales, car elle apportait une note discordante dans le concert ronronnant des revendications assimilationnistes et de la propagande impérialiste.

Les autorités françaises ne tardèrent pas à voir le danger que représentait l'E.N.A. pour la colonisation française. Elles décidèrent sa dissolution en 1929, sous le motif que son programme portait atteinte à la souveraineté française en Afrique du Nord. A cette date, l'E.N.A. ne s'était pas encore assez ramifiée en Algérie (38). Néanmoins, le colonialisme craignait la propagation irréversible du mot d'ordre de l'indépendance auprès des masses populaires algériennes. Celles-ci devaient être maintenues à l'écart de ce mouvement capable de les sensibiliser au plus haut point, les entraîner à l'action, et ce, à la veille de la célébration inopportune du centenaire de la prise d'Alger.

Cependant, la dissolution de l'E.N.A. en 1929 et la répression qui s'ensuivit ne mirent pas fin à l'activité des militants. Rompant avec l'attitude plus ou moins docile des principaux courants algériens, ils continuèrent leur action dans la clandestinité. Le refus de la répression, le comportement combatif, résolu, énergique, constituaient un nouveau style dans l'arène politique algérienne et annonçaient déjà les caractéristiques d'un authentique mouvement révolutionnaire. L'idée d'indépendance était désormais assumée par des hommes qui en appelaient à l'action des masses et en acceptaient d'avance les implications : la lutte inlassable, les sacrifices, l'abnégation sans lesquels aucun idéal révolutionnaire ne peut être défendu et réalisé. En effet, l'affirmation du principe de l'indépendance est inopérante si les conditions humaines de sa réalisation ne sont pas réunies. C'est pourquoi le plus grand mérite de l'E.N.A. n'est pas seulement d'avoir posé le problème de l'indépendance au moment où les courants politiques et religieux niaient cette perspective, mais c'est d'avoir esquissé une voie nouvelle de lutte par des comportements qui incitaient le peuple algérien à retrouver l'énergie dans sa foi, à mobiliser ses forces et à forger lui-même son propre instrument de combat.

En toutes circonstances, les militants de l'E.N.A., malgré

(38) L'existence de quelques groupes de militants, recevant et lisant les journaux n'était pas assez importante.

leurs faibles moyens, poursuivirent la lutte pour le renforcement de la conscience nationale. Ils dénoncèrent toutes les manœuvres et les erreurs, les fausses conceptions dont l'effet était d'obscurcir les esprits et d'affaiblir la volonté de combat pour la libération. Ne se faisant pas d'illusions sur la nature du colonisalisme, ils ne pouvaient laisser berner le peuple et hypothéquer son avenir par la politique fallacieuse des promesses et des revendications réformistes. Cette attitude n'était pas dictée par le « goût de l'extrémisme », mais par une connaissance lucide du machiavélisme de la politique colonialiste. Depuis cent ans, celle-ci s'est manifestée par le feu, par le sang, la spoliation des biens, par des juridictions d'exception, par la déculturation (code de l'indigénat, etc.). Elle visait à désintégrer la société algérienne et finalement la supplanter par une population étrangère jouissant de tous les privilèges.

Cette entreprise de destruction nationale, parée de l'inévitable « mission civilisatrice », fut mise en échec, pour l'ensemble, grâce à la vitalité et à l'opiniâtreté de la résistance populaire. La dernière carte politique, celle de l'assimilation, qui servait encore de justification au colonialisme, allait connaître, après un siècle d'occupation, un certain regain, au moins chez les réformistes. Mais le développement du Mouvement national et notamment de son aile révolutionnaire, l'E.N.A., en démasquera le caractère réel aussi truqué que nuisible. Ce mouvement national formé des trois composantes, la Fédération des Elus, les Oulama, et l'E.N.A., malgré ses contradictions et ses divergences, s'opposera de plus en plus fermement, et à des degrés divers, au système colonial.

Pendant que les dirigeants de ce système célébraient en grande pompe ce siècle d'occupation et de « présence », le cours de l'histoire allait connaître une orientation nouvelle.

### L'association des Oulama musulmans d'Algérie

Le courant réformiste musulman en Algérie se confond à l'origine avec le Grand Mouvement de la Nahda qui traversait le monde musulman depuis les dernières décades du XIXe siècle et dont les principaux initiateurs furent Ahmed Khan (1817-1898), en Inde, Djamal Eddine el-Afghani, pour l'Orient, et le Cheikh Mohamed Abdou (1849-1905) pour l'Egypte.

La diffusion des idées de ce mouvement par la presse (El Manar et l'action du Cheikh Réda) et le voyage que fit le Cheikh Abdou en Algérie en 1903, ont favorisé la naissance de ce courant au moment où une minorité de lettrés commen-

çaient à s'interroger sur l'avenir du pays. Malgré le nombre encore limité de ses membres, ce courant exerça une certaine influence sur le milieu des intellectuels arabophones. Mais c'est après la première grande guerre que le mouvement réformiste musulman prit de l'extension avec la nouvelle génération d'Oulama formés pour la plupart à Tunis (Zitouna) et en Orient. Les plus en vue parmi eux furent les Cheikhs Abdel Hamid Ben Badis, Embarek el-Mili, Tewfik el-Madani, Tayeb el-Okbi et Bachir el-Ibrahimi. Ils se regroupèrent en 1925 pour constituer le premier noyau de ce qui allait devenir l'association des Oulama, autour de Ben Badis et de son journal *El Mountakid* (le Censeur), remplacé quelque temps après par *El Chihab* (Le Météor). De son côté, El Okbi lançait son journal *El Islah* (La Réforme) à Biskra en 1927, puis s'installa à Alger où il participa à la création du « Cercle du Progrès » qui joua un rôle important comme centre de diffusion des idées des Oulama.

Tewfik el-Madani fit ses débuts en Tunisie (il était issu d'une famille algérienne émigrée dans ce pays à la suite de l'insurrection de 1871). Après avoir fait partie en 1920 d'un « Comité révolutionnaire » et participé à la création du Parti du Destour et à sa direction avec le Cheikh Thaâlibi, nationaliste de tendance arabo-musulmane, il fut expulsé de ce pays et revint en Algérie. Il garda de son militantisme politique un engagement que ne partageaient pas les autres Oulama, lesquels se déclaraient résolument réformistes, soucieux avant tout de promouvoir le vrai Islam, la langue, la culture arabes et d'engager la lutte contre la maraboutisme et les superstitions.

L'Association des Oulama musulmans d'Algérie proprement dite ne fut fondée qu'en mai 1931, sous la présidence de Ben Badis. Parmi les membres de cette association, certains (qui devaient s'en séparer par la suite), ne faisaient pas leur la doctrine du réformisme. Le but de l'Association était de libérer le culte de la mainmise de l'administration. Elle réclamait la séparation de l'« Eglise » et de l'Etat, et la liberté pour tout musulman de prêcher dans les mosquées. Ses moyens d'actions étaient essentiellement la parole et l'écrit (elle disposait de plusieurs périodiques). Elle encourageait la fondation des écoles et des medersas libres pour l'enseignement arabe ainsi que les cercles pour la diffusion de sa doctrine et diverses associations (39).

(39) Tewfik El MADANI, *Mémoires* (en arabe) « Hayatou Kifah » (Une vie de lutte) S.N.E.D., Alger, n° 77/687.

Tout en rejetant la francisation culturelle, les Oulama acceptaient l'aspect politique du projet d'assimilation dans lesquel ils voyaient l'avantage de la légalité pour propager leurs idées. Selon leur point de vue, l'assimilation politique dans le « cadre de la souveraineté et des lois françaises » était conciliable avec l'affirmation de l'Islam et de la « Quawmya » (individualité nationale du peuple algérien). Cette double affirmation de la « Quawmya » et du loyalisme envers la France ne sera jamais démentie, du moins tant que les réformistes n'auront pas définitivement désespéré du « libéralisme de la République française ». On se rend compte de la contradiction que contient la pensée des Oulama et de l'ambiguïté de leur ligne de conduite. Pour échapper à cette grave contradiction, Ben Badis a tenté de faire la distinction entre « nationalité ethnique » (el djinsiya el qawmiya) et « nationalité politique » (el djinsiya essiyasiya). « La première est l'ensemble des caractères sociaux et culturels propres à une communauté humaine. L'autre est constituée par les conditions civiles et politiques propres à cette communauté, à un moment donné de son histoire. Il affirmait qu'il pouvait s'établir une union entre deux peuples de nationalité ethnique différente si l'un et l'autre assument en toute égalité et loyauté des liens mutuels qui découlent de leur commune nationalité politique instituée en vertu des circonstances et commandée par l'intérêt commun » (40).

Cette ingénieuse exégèse, quoique valable théoriquement, constituait un trait caractéristique du « réformisme algérien » qui, par tactique ou par conviction, croyait pouvoir infléchir la politique française par une attitude modérée et des revendication conciliant l'intérêt du dominant et celui du dominé. Une erreur aussi flagrante procédait de la méconnaissance de la nature fondamentale du colonialisme, de ses buts et de ses moyens. Elle avait pour conséquence de faire miroiter, aux yeux du peuple, de fausses solutions. Elle l'empêchait ainsi de se mobiliser réellement et de lutter par ses propres forces pour se libérer de ce colonialisme.

Bien que l'apport des Oulama ait été positif sur le plan religieux et culturel, il faut reconnaître que leur action politique et surtout leur conception de la lutte (implicite ou explicite) s'inscrivaient bien plus dans le passé que dans l'avenir, et n'ouvraient pas de réelles perspectives.

L'Association des Oulama garda toujours ce caractère (au long de toute cette période jusqu'en 1939, au moment de la

(40) Ali MERAD, *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940*, p. 387 (op. cit.)

guerre) ambigu, tantôt loyaliste, acceptant l'assimilation politique, mais rejetant la naturalisation, tantôt affirmant l'existence de la Nation algérienne, témoin la déclaration de Ben Badis, en réponse à une autre fameuse déclaration de F. Abbas, dans laquelle celui-ci niait l'existence de la Nation.

Ben Badis soutenait que : « ... Nous avons cherché dans l'histoire et le présent, et nous avons constaté que la Nation algérienne musulmane s'est formée et existe comme se sont formées toutes les nations de la terre. Cette nation a son histoire illustrée par les plus hauts faits, elle a son unité religieuse et linguistique, elle a sa culture, ses traditions et ses caractéristiques bonnes ou mauvaises, comme c'est le cas de toutes les nations de la terre. Nous disons ensuite que cette nation n'est pas la France, ne peut être la France et ne veut être la France, même si elle veut l'assimilation. Elle a son territoire déterminé qui est l'Algérie avec ses limites actuelles » (41).

Dans la déclaration qui a provoqué cette énergique protestation, F. Abbas y avait affirmé que : « Si j'avais découvert la Nation algérienne, je serais nationaliste et je n'en rougirais pas comme d'un crime. Les hommes morts pour un idéal patriotique sont journellement honorés et respectés. Ma vie ne vaut pas plus que la leur et cependant, je ne mourrai pas pour la patrie algérienne parce que cette patrie n'existe pas. Je ne l'ai pas découverte. J'ai interrogé l'histoire, j'ai interrogé les vivants et les morts, j'ai visité les cimetières, personne ne m'en a parlé... On ne bâtit pas sur du vent. Nous avons écarté une fois pour toutes les nuées et les chimères pour lier définitivement notre avenir à celui de l'œuvre française dans ce pays... » (42).

Malgré leur désaccord sur l'existence de la Nation algérienne, les deux représentants du courant réformiste convergent néanmoins pour revendiquer l'assimilation politique, mais pour des visées certainement différentes. Certes, l'Association des Oulama contribua puissamment à la rénovation et au développement de la culture arabo-musulmane. Elle apporta au mouvement national un fondamentalisme religieux auquel étaient sensibles les masses populaires. Ses attaques contre les confréries religieuses que la colonisation avait plus ou moins domestiquées, contre les superstitions de toutes sortes, donnèrent à l'Islam une nouvelle vitalité. Cependant, la lutte sans rémission contre les confréries n'a pas toujours été menée de

(41) *El Chihab* d'avril 1936 (Organe des Oulama).
(42) *Entente* de février 1936 (Organe de la Fédération des Élus).

la meilleure manière. Elle risqua de créer une diversion à la lutte principale dirigée contre le système colonial. S'il est vrai que les chefs des confréries étaient dans l'ensemble soumis à l'administration, la grande majorité des adeptes ne nourrissaient aucune sympathie pour cette dernière. Les adeptes des confréries constituaient un énorme potentiel de lutte qu'il ne fallait pas attaquer de front et rejeter dans le camp adverse (43).

C'est ce que les Oulama n'ont pas toujours compris, car leur stratégie excluait le recours à la force organisée des masses qu'ils n'étaient pas loin de considérer comme ignorantes et inaptes à une quelconque action. Il fallait d'abord les faire passer par la réforme (El Islah), les rééduquer dans le sens religieux, celui de l'Association. Ce n'est qu'une fois atteint le progrès selon les critères définis par cette dernière que les masses seraient susceptibles de jouer un rôle utile.

Les Oulama ignoraient qu'une prise de conscience révolutionnaire des masses, de leurs vrais problèmes et de leur force, constituait la seule réponse correcte à la question de la libération nationale. D'autre part, étant donné le caractère antagoniste des rapports entre la colonisation et le peuple, il aurait été de bonne politique d'éviter des conflits théologiques profonds au sein des masses. Du point de vue révolutionnaire, il fallait au contraire soulever globalement celles-ci contre l'oppresseur.

Mais le réformisme, qu'il soit de la Fédération des Elus (version francophone) ou celui des Oulama (version arabo-musulmane), péchait par défaut de dimension historique et par limitation des perspectives. Ce défaut allait s'accentuer à l'avènement du Front Populaire en France et des espoirs qu'il suscita auprès de la classe politique algérienne (1936). Les réformistes auraient dû méditer sur les espoirs placés par l'Emir Khaled dans la victoire du Cartel des gauches en 1924 et sa déception. Ils auraient dû tirer un riche enseignement des échecs de la Fédération des Elus de Ben Djelloul et de F. Abbas lorsque leur délégation réclama l'application du projet Violette (1933) et ne fut même pas reçue par le gouvernement et les Chambres françaises (44). La démission de 950

(43) Les conféries religieuses jouèrent un rôle important dans la vie sociale, politique et culturelle ainsi que dans la résistance à l'occupation. Mais elles tombèrent en décadence ou furent déformées par l'administration coloniale ; cependant, si leur influence s'est réduite avant la IIe Guerre mondiale, elles conservèrent leurs structures et une partie de leurs adeptes. (Selon les diverses sources entre 250 000 et 400 000.) Julien, *op. cit.*

(44) Mao Tsé-toung définit ainsi la contradiction principale (et l'aspect principal

élus « indigènes » n'y changea pas grand-chose (Messali Hadj, de l'E.N.A., aurait pris contact avec la délégation pour la mettre en garde contre une telle démarche. Mais la délégation ne se présenta pas au deuxième rendez-vous, dans le souci de se démarquer « des agitateurs anti-français »).

De même, le voyage en Algérie du ministre Régnier ne laissa espérer aucune amélioration du sort des Algériens ; il répondit aux revendications des Elus par le fameux décret qui porte son nom et qui renforçait le système répressif.

de la contradiction) : « ... Dans un processus de développement complexe d'une chose ou d'un phénomène, il existe toute une série de contradictions, l'une d'elles est nécessairement la contradiction principale, dont l'existence et le développement déterminent l'existence et le développement des autres contradictions ou agissent sur eux ». (Les transformations de la Révolution, Éd. 10/18, Paris, 1970).

En Algérie, cette contradiction était formée par les rapports entre le système colonial et le peuple algérien ; les confréries religieuses comme d'autres phénomènes, tels les rapports de classes, constituaient des contradictions secondaires.

# 3. SITUATION AU CENTENAIRE

# (1930)

## *Structuration et clivages du Mouvement national*

La société algérienne dont la domination ne fut acquise que grâce aux armes, à un système politique et économique implacable, à une infériorisation sociale et culturelle constante, était refoulée au plus profond d'elle-même. Ecrasée au point de se confondre, comme une sorte de trame, à la réalité physique du pays, elle gardait néanmoins assez de présence et d'énergie, assez de mémoire collective pour renouer son présent au passé. Ce qui lui permit d'assurer, tant bien que mal, la continuité de son histoire, de préserver sa personnalité et de former les conditons nécessaires à sa nouvelle émergence politique.

Après cent ans de colonisation, cette société, par sa résistance, posait toujours le même problème au régime colonial, mais dans des termes nouveaux et dans tous les domaines. L'économie conçue par ce régime, au profit d'une minorité européenne, constituait une sorte d'entreprise étrangère dont le seul mobile est le profit par le moyen de l'exploitation de tout un peuple. Il est vrai qu'initialement l'idéologie coloniale visait à réduire ce dernier à une quantité négligeable et lui substituer un peuplement européen. L'évolution des faits a montré que non seulement la population algérienne ne fut pas réduite, mais après une période de stagnation, elle a progressé, pour atteindre, vers 1930, plus de cinq millions d'âmes. La population européenne, elle, n'allait pas dépasser un million de personnes.

Mais, en raison de l'iniquité du système colonial, la croissance démographique aggravait la paupérisation de la grande majorité de la population musulmane. L'inadéquation de l'organisation économique à la réalité humaine a engendré ainsi une contradiction fondamentale. Le pouvoir central, prenant conscience de la gravité de cette situation, n'avait recours qu'à des expédients qu'il tentait de présenter comme

une nouvelle orientation. Cependant, celle-ci relevait bien plus des promesses que des réalisations qui restaient bien modestes du point de vue des Algériens. En effet, la diffusion bien que limitée de l'instruction, avait finalement pour résultat d'augmenter le nombre des « Evolués ». Et un certain nombre d'entre eux, échappant de plus en plus au contrôle de l'administration, commençait à dénoncer les injustices les plus flagrantes du système. Les « Evolués » se rendaient bien compte de l'impasse devant laquelle se trouvait leur pays, mais ils ne voyaient pas clairement la voie pour l'en sortir. Une population en croissance rapide marginalisée disposait d'une nouvelle « intelligentsia » francophone et arabophone, certes en nombre limité, mais devenant un milieu potentiel de la contestation. De plus, renaissant de la réalité algérienne, le Mouvement national amorçait son développement. Il apportait ainsi le démenti le plus cinglant à l'idéologie de l'assimilation et à la fiction de l'Algérie française. Cette politique, prônée depuis des décennies par le pouvoir colonial, n'a servi en réalité qu'à maintenir la domination et l'exploitation.

Vers le centenaire, l'Algérie était parvenue à la phase où l'opposition à cette politique allait s'exprimer par des courants d'opinion de plus en plus structurés. Ces courants se diversifiaient en fonction des objectifs politiques et socio-économiques qu'ils s'assignaient, des forces qu'ils représentaient et de leurs moyens d'action.

Cette diversification, sans toujours recouper les contours de forces sociales distinctes, répondait néanmoins à une certaine réalité de la stratification sociale de l'Algérie. Ce pays a connu un grand bouleversement de ses structures socioéconomiques et culturelles. La croissance démographique, la paupérisation, le déracinement des populations et leur exode des campagnes vers les villes, un taux extrêmement élevé d'analphabètes et de chômeurs, un immense prolétariat agricole, étaient les principales caractéristiques de la société et déterminaient son mouvement. Mais l'exiguïté du champ politique, économique, social et culturel du système colonial ne pouvait contenir ce mouvement qui devait dès lors déborder ce cadre inadéquat et s'étendre dans son propre espace, c'est-à-dire l'espace national. Devant ce fait, le pouvoir colonial n'aura d'autre politique que celle qui consistait, par les moyens de la répression, de la division et des promesses, à tenter d'endiguer ce mouvement et à le détourner de la voie nationale.

Le système colonial, après son expansion et malgré sa position dominante, était réduit virtuellement à la défensive. Le Mouvement national, en dépit de ses contradictions et de

ses faiblesses, dues à la période de transition et de transformation, occupera de plus en plus la position offensive. Cette situation n'était pas le produit conjoncturel et seulement subjectif des forces en présence, mais le résultat d'un long développement de deux processus parallèles mettant en action deux forces distinctes : celui de la colonisation et celui de la société algérienne. En dépit des interactions entre les deux processus, la colonisation en tant que système obéissait à sa propre logique et à sa dynamique. La société algérienne, bien qu'ayant subi de grands bouleversements, a conservé l'essentiel de ses éléments constitutifs, ses mécanismes d'autodéfense, sa dynamique sociale autonome et ses propres aspirations. Mais l'échec du système colonial à soumettre définitivement la société à son ordre, ne signifie pas pour autant que celle-ci avait déjà remporté avec certitude la victoire.

Le recouvrement de son identité politique dépendait préalablement de la justesse avec laquelle seraient transformées ses potentialités et ses aspirations en action politique organisée. Autrement dit, il était lié à la capacité des courants formateurs du Mouvement national à traduire le plus fidèlement possible les virtualités de la société en réalité nationale. C'est aussi cette capacité qui servira de critère objectif pour déterminer la nature de ces diverses formations et leurs clivages les unes par rapport aux autres.

L'extension du Mouvement national après 1930 marque une effervescence politique, sociale et culturelle particulière. Toutes les formations s'efforcent de s'intégrer aux forces sociales, d'y étendre leurs structures et de définir davantage leurs positions et leurs options. Elles subissent ainsi les premières épreuves pratiques face à une situation où seront confrontées leurs revendications aux réalités du système colonial d'une part, et aux aspirations profondes du peuple algérien de l'autre.

## La célébration du « centenaire » et les clivages politiques

La montée du sentiment national et du mouvement revendicatif s'inscrivait dans une série de faits politiques, sociaux et culturels, les uns plus ou moins importants que les autres, mais qui constituaient ensemble la trame de l'évolution.

Tout d'abord il faut noter la célébration du centenaire du débarquement des troupes françaises à Sidi Ferruch (14 juin 1830) et de l'occupation d'Alger (1). Le faste donné à ces fes-

(1) J. BERQUE, *Le Maghreb entre deux guerres*, *op. cit.*, p. 233.

tivités, la propagande et les moyens déployés, des manifestations de caractère nettement provocateur et humiliant pour le peuple algérien, furent profondément ressentis par ce dernier. La reconstitution du débarquement (soldats vêtus des uniformes de l'époque), l'inévitable délégation des musulmans de service, ajoutaient à ces festivités les marques de la futilité et du mépris.

La célébration du centenaire qui se voulait une démonstration de la puissance et de la pérennité coloniales, n'a pas manqué d'accélérer la prise de conscience nationale et la structuration des courants d'opinion algériens les plus avancés. Ceux-ci ont tous désapprouvé l'opportunité d'une telle manifestation. Certains des notables les plus acquis à l'administration cachaient mal leur embarras et leur gêne quant au rôle que leur imposait cette dernière ; quelques-uns d'entre eux, bien que d'une manière timorée, manifestèrent tout de même leur réprobation. De même, certaines autorités ecclésiastiques apportèrent dans leurs déclarations un relent de l'esprit de croisade (2).

Le centenaire fut l'occasion pour le pouvoir colonial d'exalter la réussite de la colonisation et ses grandes réalisations. De nouvelles promesses furent prodiguées aux « indigènes » alors que les plus modérées des revendications n'étaient pas satisfaites. Du côté algérien, il contribua dans une certaine mesure à clarifier les rapports colonisation-peuple algérien, qui apparurent toujours basés sur la force. La plupart des courants politiques algériens contestaient de plus en plus le système colonial sinon en sa totalité, du moins dans plusieurs de ses aspects et de ses effets. Cette contestation de portée inégale, selon les options des formations comme celle des « Elus administratifs » ou celle de la Fédération des Elus, plus indépendante de l'administration, portait sur des revendication quasi identiques.

La contestation des Oulama, centrée sur la question religieuse et culturelle, revêtait un caractère national dans la mesure où les Oulama se distinguaient des formations précédentes par la reconnaissance de la Nation algérienne, sans toutefois remettre en cause les liens politiques établis par la puissance coloniale. Mais c'est l'Etoile Nord-Africaine (qui porte inscrit dans son programme, la Nation et l'indépendance natio-

(2) *Ibid.*, p. 231. Congrès eucharistique célébré en mai 1930 à Tunis ; comme l'archevêque de Carthage, Mgr. Le Maître, ou la proclamation dénotant l'esprit du Congrès : « Le but réel du Congrès est une violente croisade contre l'Islam en Afrique du Nord. »

nale) qui est, parmi toutes les formations, la plus nettement nationaliste et radicale. C'est en effet à cette période que commencèrent les luttes politiques et sociales où intervenaient les masses populaires. La réussite technique de la colonisation, c'est-à-dire sa domination totale dans le domaine politique, économique et culturel, allait être contestée de plus en plus, à divers degrés, par tous les courants politiques algériens. Ceux-ci, à part l'Etoile Nord-Africaine qui revendiquait l'indépendance, comme on le sait, se situaient dans le cadre de la politique française.

### Les « élus administratifs »

Ces Elus ont pour caractéristique de dépendre directement, quant à leur existence politique, de l'administration. Ils représentent la lignée la plus docile de ses serviteurs indigènes, sans lesquels le pouvoir colonial n'aurait pu exercer son contrôle répressif et sa domination sur les populations. Nous allons donner quelques exemples illustrant les positions politiques de ces Elus, à l'occasion des fêtes du centenaire. Par exemple, le conseiller municipal Kerrad Khélifa « voulait écarter tout souvenir, toute manifestation pouvant froisser, vexer l'élément musulman, notamment le simulacre du débarquement des troupes françaises à Sidi Ferruch ». Pour lui, « le centenaire devrait marquer et sceller à jamais une entente parfaite, une collaboration entière, franche et loyale ». Un autre conseiller municipal, Ben Larbey, n'hésite pas à protester avec force contre le simulacre du débarquement. Mais il atténue sa protestation en affirmant que « six générations s'étaient succédées depuis la conquête, qu'elles ignoraient ce qui s'était passé et qu'on allait semer dans leurs cerveaux une graine malfaisante ». Celle-ci signifiait l'esprit de résistance et de revanche partagé par les masses et que la célébration du centenaire ne faisait que raviver davantage.

Hadj Hamou, notable « modérés » (enseignant) déclarait au nom du personnel enseignant des mosquées que : « Nous avons le droit de nous réjouir maintenant et louer Allah d'avoir appelé sur nous le bonheur en nous envoyant ces hommes, aujourd'hui nos amis, nos frères qui vinrent nous délivrer de l'ignorance le 14 juin 1830, date merveilleuse ». Le Bachagha Bou Azziz Ben Gana devait dire à son tour :

(3) Les « Élus administratifs » ne sont pas à confondre avec les « Élus », ceux de la Fédération de Ben Djelloul et de F. Abbas.

« Si les arabes avaient connu les Français en 1830, ils auraient chargé leurs fusils avec des fleurs ». Ces déclarations illustrent le degré de soumission et de servitude où étaient parvenus les notables, collaborateurs de l'administration coloniale.

Le centenaire fut aussi l'occasion pour ces Elus de constater que les promesses des dirigeants français, malgré leur modestie, n'étaient pas honorées. Et dans la glorification de la colonisation, on avait oublié la contribution de « l'indigène » sans lequel les réalisations matérielles n'auraient pu avoir lieu. Aussi, ils s'agitèrent vainement pour rappeler les revendications « indigènes » telles que :

— développement de l'enseignement en français et en arabe,
— égalité du service militaire (durée, grades, traitement, retraites et pensions identiques),
— accession à tous les emplois civils et militaires, application du principe à travail égal, salaire égal,
— pleine et entière liberté de voyager en France et à l'étranger aux mêmes conditions que les autres citoyens,
— application des lois sociales et de l'assistance publique,
— adoucissement des lois forestières,
— suppression radicale, absolue, de l'internement administratif et de ce qui reste du code de l'indigénat appliqué par les juges de paix (les pouvoirs des administrateurs ayant été supprimés par le gouvernement sur proposition du gouverneur général),
— augmentation de la représentation indigène dans la proportion des 2/5e dans les assemblées électives de la colonie avec la participation des indigènes à l'élection du président des délégations financières,
— représentation parlementaire des indigènes (Parlement français) (4)

Les Elus se battaient pour ces revendications de portée bien restreinte, sans parvenir à les faire aboutir à cause de l'opposition des colons et de la mansuétude du pouvoir colonial central.

La vie politique officielle (que tolérait l'administration pour les « indigènes ») ne débordait pas le cadre de « l'assimilation ». Certains hommes politiques français, comme Violette

(4) Mahfoud KADDACHE, *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*, S.N.E.D., Alger, 1970, p. 191 à 198.

(5) (gouverneur général de l'Algérie de 1926 à 1929) voyaient dans la politique d'assimilation le seul moyen de désamorcer la revendication nationale. En effet, ils préconisaient d'intégrer d'office, comme Français à part entière, la catégorie d'Algériens issus des anciens combattants, de la couche instruite, ou des serviteurs de la colonisation. Quelles que fussent les motivations de ses partisans, cette politique ne visait pas moins, en séparant ces catégories du peuple, qu'à atomiser celui-ci, à le dépersonnaliser et à renforcer, par là même, son exploitation. En octroyant la citoyenneté française dans le statut musulman, on pensait ainsi élargir la nouvelle catégorie socio-politique et renforcer les liens de ses intérêts avec « la présence française » (6). Cette catégorie servait d'alibi à l'intérieur du système pour en dénoncer les injustices les plus flagrantes, sans pour autant le remettre en cause. Bien plus, son rôle visait à détourner le peuple de ses revendications nationales et à l'empêcher de concevoir des solutions à ses problèmes vitaux en dehors du cadre colonial. Or, ce dernier a montré tout au long du siècle son caractère totalement inapte à prendre en considération les intérêts autochtones. Aussi, cette politique qu'on prônait depuis le sénatus-consulte (7) de 1865, n'a constitué qu'un paravent à l'entreprise colonialiste. Et lorsqu'il y eut quelques esprits bien intentionnés vis-à-vis des « indigènes, ils se heurtèrent à l'hostilité du colonat, à l'indifférence ou à l'esprit colonialiste prédominant dans l'opinion française. C'est ainsi qu'en ce « centenaire » l'Algérie représentait « le type même de la colonie ».

En dépit du fait qu'elle formait juridiquement trois départements français, elle était soumise aux lois et aux institutions d'exception. Le code répressif de l'indigénat (8) demeurait toujours en vigueur, de même que le gouvernement général (9),

(5) M. VIOLETTE, *L'Algérie vivra-t-elle ?* Alcan, 1931.

(6) G. ROCHER, *Le changement social,* t. 3, Éd. HMH, Paris, 1972, p. 228 *(op. cit.)*

(7) C. BONTEMPS, *Manuel des Institutions algériennes de la domination turque à l'indépendance,* t. 1, Paris, Ed. Cujas, 1976, p. 350. — Le Sénatus-Consulte du 14 juillet 1865 conférait aux Musulmans et aux Israélites, la qualité de sujets français... — Par le décret Crémieux (1870) les Israélites devinrent citoyens français à part entière, tandis que les Musulmans ne pouvaient obtenir cette citoyenneté qu'en se naturalisant.

(8) Ch.-R. AGERON, *Les Algériens musulmans et la France (1871-1919),* t. 1, P.U.F., Paris 1968, p. 165 : « La loi de 1881 a consacré en Algérie le régime pénal sous le nom de l'indigénat, lequel a disparu seulement en 1944... » Il permettait aux administrateurs et plus tard aux juges de pratiquer une justice expéditive et répressive légalement.

(9) Claude BONTEMPS, *op. cit.*, p. 182 : « L'ordonnance du 22 juillet 1834 (Art. 1er) stipule : Le commandement général et la haute administration des possessions

instauré au début de l'occupation, par la nécessité de la guerre, a survécu à tous les régimes. Un simple regard sur les revendications les plus modérées (celles des Elus administratifs) montre les nombreuses inégalités et les discriminations dont étaient victimes les Algériens par rapport aux Européens, dans tous les domaines : l'enseignement, le service militaire, l'accession aux emplois, la liberté de voyager en France et à l'étranger, les lois sociales, l'assistance publique, etc.

Quant à la représentation dans les assemblées électives, elle n'atteignait même pas les 2/5e pour les indigènes malgré leur supériorité numérique. D'autre part, les indigènes ne pouvaient ni participer à l'élection du président des délégations financières (10), ni être députés au Parlement Français. Il s'agit là d'une situation tout à fait paradoxale si l'on se réfère à l'énoncé de la politique d'assimilation. Il est vrai que cette notion ambiguë signifiait initialement absorption ou élimination de la population autochtone (11).

## La politique dite de « l'assimilation », le réformisme et la mobilisation des masses

La politique de l'assimilation n'a pas signifié autre chose qu'un instrument de domination et d'exploitation. Elle a servi à combattre l'identité nationale du peuple algérien tout en faisant miroiter des promesses sur l'octroi de l'égalité des droits dans la « cité française ». Mais en réalité, les musulmans algériens n'ont jamais pu jouir des mêmes droits que les Français, à l'exception d'une très faible minorité de naturalisés qui ont abandonné leur statut personnel. Ce qui signifie qu'ils ont renié leur appartenance à l'Islam et rompu avec leur communauté d'origine qui les considérait comme des renégats.

françaises dans le Nord de l'Afrique (ex-Régence d'Alger) sont confiés à un gouverneur général... »

(10) Sylain WISNER, *L'Algérie dans l'impasse*. Ed. Spartacus, Cahiers mensuels, 2e s., n° 9, oct.-nov. 1948, p. 49-53. Nouveau statut promulgué le 19 décembre 1900, créant les délégations financières, avec rôle de voter le budget établi par le gouverneur général. On voulait par ce statut conférer une certaine autonomie à l'Algérie (des Colons) et rompre timidement, avec la loi de rattachement de 1884 d'assimilation législative.

(11) Claude BONTEMPS, *op. cit.*, p. 208 : « ... Elle consiste (la conception assimilationniste) dans l'introduction en Algérie des institutions de la Métropole ; c'est le placage pur et simple des rouages de l'administration française sur le territoire de l'Algérie. Sa conséquence sera de déposséder les Algériens de tout pouvoir, de toute liberté politique et de favoriser l'extension de la colonisation par le refoulement, le cantonnement et la dépossession des musulmans », écrit l'auteur.

Certes, les courants algériens partisans de l'assimilation s'opposaient à la naturalisation et militaient pour le maintien du statut personnel. Par tactique ou par conviction, ils voyaient dans l'intégration politique un moyen d'acquérir progressivement des droits pour améliorer le sort de leurs compatriotes. Selon leur politique, la meilleure voie qui conduit à cette amélioration est celle des étapes successives et des revendications en accord avec la doctrine officielle du gouvernement français et ne remettant pas en cause la « présence française » en Algérie. Les Oulama, par exemple, ne jugeaient pas incompatibles la nationalité culturelle algérienne et l'intégration politique dans l'ensemble français (avec la citoyenneté française). Dans leur for intérieur, ils pensaient qu'une fois la nationalité culturelle préservée, le peuple algérien parviendrait progressivement à une certaine autonomie. Mais ce faisant, ils intégraient leur politique dans la stratégie coloniale, car ils abandonnaient la revendication principale (le droit à une existence politique nationale), sans aucune contrepartie réelle. Le pouvoir colonial, disposant de tous les moyens de coercition et d'action, restait toujours maître du jeu.

Qu'elle procède de considérations tactiques ou de conviction, la politique d'intégration conduisait à l'impasse et s'avérait ainsi fausse dans les deux hypothèses. Cet aspect du réformisme, s'il n'apparaît pas toujours en théorie, ne peut être esquivé dans la pratique. Son autre aspect négatif est qu'il diffuse de fausses conceptions qui apparaissent comme des solutions possibles à l'opinion, il crée des illusions et retarde objectivement la prise de conscience des vrais problèmes.

C'est bien cet état d'esprit qui prédominait dans la classe politique algérienne, laquelle en l'absence d'une puissante organisation nationaliste, exerçait encore son influence sur une bonne partie de l'opinion. Celle-ci n'était alimentée que par l'idéologie développée par les courants réformistes et ne voyait pas clairement son avenir. Dans un tel contexte, les thèmes développés par les courants réformistes, leurs mots d'ordre politiques et sociaux demeuraient forcément limités. C'est pourquoi la mobilisation des masses populaires et leur intervention dans l'action, bien que très positive à cette époque, risquait de s'égarer sur des objectifs secondaires.

La mobilisation des masses et les objectifs des luttes, l'interaction des facteurs politiques, sociaux et économiques créaient des conditions favorables à la naissance et à l'extension du mouvement radical. En effet, la crise politique se doublait d'une crise économique et sociale, laquelle aggravait les conditions déjà précaires des masses populaires. Les paysans

pauvres, les ouvriers agricoles, les travailleurs des villes, les petits commerçants qui supportaient tout le poids de l'exploitation, subissaient en plus les répercussions de la crise économique mondiale.

A la différence des travailleurs européens qui disposaient des syndicats pour défendre leurs intérêts, les Algériens furent longtemps absents de ces syndicats et livrés au patronat.

C'est grâce à la C.G.T.U., syndicat sous l'influence du P.C.F., que fut amorcée l'organisation des travailleurs algériens, en France et en Algérie, après la 1er Guerre. Le caractère engagé de ce syndicat, l'amenait plus que les autres syndicats, comme la C.F.T.C. ou la C.G.T. (pro-socialiste), à prendre en charge plus complètement les intérêts des travailleurs algériens. La C.G.T.U. répercutait les mots d'ordre du P.C.F. sur l'indépendance de l'Algérie. Ces mots d'ordre étaient susceptibles d'intéresser les Algériens. D'ailleurs, la plupart des courants politiques, et tout spécialement l'Etoile nord-africaine, recommandaient aux Algériens l'adhésion à ce syndicat. Celui-ci s'est signalé dans les grèves d'Alger en 1927 et 1929. Lors du VIe Congrès de la C.G.T.U. tenu à Paris en 1931, les délégués algériens défendent la thèse sur l'importance du prolétariat urbain algérien en tant que potentiel révolutionnaire et sur la nécessité de la création d'une centrale algérienne.

Le 1er mai 1932, la C.G.T.U. lance les mots d'ordre « contre la guerre impérialiste et le régime capitaliste, pour la révolution mondiale et les soviets, vive l'indépendance de l'Algérie ». Ces mots d'ordre tendant à intégrer le prolétariat algérien dans la stratégie de la révolution mondiale n'étaient pas d'une adéquation sans reproche à la situation de l'Algérie. Mais le mot d'ordre de l'indépendance, déjà lancé par l'E.N.A., se propageait lentement au sein de l'opinion parallèlement à celui de l'intégration. La crise économique et son corrolaire le chômage rendaient les travailleurs plus réceptifs à l'action de la C.G.T.U.

Il faut souligner que cette dernière, dont l'encadrement, composé en grande majorité d'Européens, ne rassemblait qu'une faible partie de syndiqués algériens. Sur un effectif de 31 421 membres, les Algériens n'étaient que 3 487. Même si les travailleurs algériens participaient de plus en plus aux mouvements sociaux, aux grèves, il n'était pas toujours tenu compte de leurs conditions et de leurs aspirations spécifiques. Les organisations dont la composition et la direction étaient en grande majorité européenne, avaient tendance à orienter ces mouvements sociaux selon leurs propres préoccupations et

leurs intérêts. Malgré ces insuffisances, les travailleurs algériens répondaient aux mots d'ordre socioéconomiques concernant l'ensemble des ouvriers. Pour les débuts de leur action sociale (12), ils montraient une grande combativité pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de vie et de travail.

Si l'on est frappé par le nombre relativement peu élevé du nombre des grévistes, en Algérie (et de celui des syndiqués), cela était dû à l'attitude particulièrement répressive du patronat et de l'administration, à l'égard des Algériens. Cette répression s'affirmait davantage dans les campagnes où les colons s'opposaient aux syndicats et dénonçaient tout travailleur algérien syndiqué comme élément subversif et anti-français.

Les travailleurs algériens surexploités et victimes de nombreuses discriminations disposaient donc de peu de moyens pour défendre leurs intérêts, et ce d'autant moins qu'un chômage endémique régnait en Algérie. Mais ces nombreux obstacles n'empêchaient pas le développement des mouvements sociaux au fur et à mesure que s'élevaient la conscience des travailleurs et leur volonté de lutte. Au-delà de ses imperfections, le syndicalisme ouvrait de nouveaux horizons aux travailleurs algériens, lesquels se familiarisaient avec les méthodes d'action modernes. Ces derniers formaient une nouvelle force sociale d'une valeur essentielle au Mouvement national.

Au cours de cette période (1930 à 1936), on assiste à de nombreuses grèves et manifestations à caractère social, mais qui se confondent souvent avec les revendications politiques. On compte 288 grèves avec 69 523 grévistes (dont 220 grèves avec 52 885 participants pour la seule année de 1936). Elles ont lieu chez les dockers, les ouvriers du bâtiment et les mineurs où les syndicats sont implantés, notamment dans les villes. Dans l'agriculture, elles sont moins nombreuses et ce n'est qu'en 1936 qu'on note dix grèves avec 2 433 grévistes dans le Constantinois.

Devant l'agitation politique entretenue par les revendications des diverses organisations et la lutte contre la répression, le pouvoir colonial tentait de briser l'élan populaire naissant, mais ne parvenait surtout qu'à attiser les tensions. C'est ainsi que, dans le but de parer à cette agitation, le gouvernement prit les mesures restreignant la liberté de presse, de réunion et interdisant le prêche dans les mosquées (13). Cette mesure

(12) J. BERQUE, *Le Maghreb entre deux guerres, op. cit.*, pp. 285-286.

(13) Voir A. NOUSCHI, *Naissance du Nationalisme algérien*, pour les luttes sociales, circulaire Michel du 16 février 1933, p. 69 et suiv.

visait particulièrement les Oulama dont l'action inquiétait la colonisation et les conservateurs musulmans à sa solde. A la suite de l'empêchement du Cheikh El Okbi de prêcher dans la grande mosquée, un millier d'Algériens se rassemblèrent pour protester contre cette mesure et se heurtèrent à l'opposition brutale de la police et de l'armée. L'état d'esprit des Algériens, surtout après la tournée faite auparavant par Ben Badis à travers l'Algérie, se transformait dans le sens de la contestation. On acceptait de moins en moins l'immixtion directe de l'administration dans les affaires religieuses, et le mécontentement grandissait à travers le pays, notamment dans les grandes villes. Des religieux soutenus par cette dernière étaient souvent conspués et traités de « vendus ». Cette agitation s'étendait en 1934 et coïncidait avec les affrontements entre la gauche et la droite en France et leurs répercussions en Algérie. Les musulmans n'hésitaient pas, pour exprimer leur mécontentement et leurs revendications, à participer avec les forces de gauche aux diverses manifestations. Le défilé antifasciste organisé (12 février 1934) dans les rues d'Alger, rassembla plusieurs milliers de personnes avec un grand nombre de musulmans (50 % environ). Bien qu'on y chanta l'Internationale et qu'on criait : « Vive les Soviets ! », cette manifestation ne doit pas être attribuée exclusivement aux organisations européennes. Des nationalistes algériens y participèrent avec leurs mots d'ordre et leur emblème national. En effet, à cause de la répression qui sévissait spécialement sur l'Etoile Nord-Africaine, les membres de cette dernière n'avaient souvent d'autre possibilité que de s'allier aux organisations de gauche et de s'intégrer à leurs manifestations (un meeting de l'E.N.A. et du journal El Oumma, organisé à Paris, est interdit ; il a dû se tenir dans la clandestinité). Le pouvoir colonial tentait toujours de limiter la portée des manifestations à caractère nationaliste et le mot d'ordre de l'indépendance.

La répression aggravée par la décision de la commission ministérielle des affaires musulmanes approuvant la circulaire « Michel », rencontra une grande opposition dans le pays. A Constantine, devant plus de dix mille personnes, le Cheikh Ben Badis et le Docteur Ben Djelloul dénoncèrent les « atteintes portées aux libertés religieuses et aux libertés démocratiques ». Cette décision (suppression de la presse, surveillance policière des mosquées, suppression des écoles en langue arabe) souleva ainsi une explosion de colère. Au mois de mai 1934, plus de 60 000 travailleurs manifestaient dans les douze principaux centres d'Algérie. A la fin de ce mois, 15 000 se

rassemblaient à Constantine et, au mois de juillet, 5 000 ouvriers d'Oran faisaient la grève pendant une semaine (14).

Ce mouvement populaire, sans précédent en Algérie, marquait la fin de la résignation et le développement d'un processus qui ne sera interrompu que par la IIe Guerre. En cette période (1934), la tension montait dangereusement d'autant que ce mouvement n'était pas suffisamment structuré. L'inquiétude du pouvoir colonial, la crainte d'être débordé, même si les revendications demeuraient circonscrites dans les limites de l'assimilation, ne mettaient pas cette agitation à l'abri d'une provocation. Celle-ci devait se produire à l'occasion des événements de Constantine qui se déroulèrent du 3 au 5 août 1934 (15). Pour des causes sans grande importance, des heurts se produisirent entre la communauté juive et la population musulmane, qui firent 27 morts (23 israélites et 4 musulmans). Les forces de l'ordre habituellement si promptes à intervenir, ne s'interposèrent, entre les protagonistes, que dans le courant de l'après-midi du 5 août, c'est-à-dire après l'irréparable. Cette carence de l'administration a donné à penser que cette dernière était impliquée dans la responsabilité de cette tuerie incompréhensible. Elle aurait ainsi tenté de détourner le mécontentement des musulmans contre la communauté juive et créer par là une diversion et un antagonisme entre les deux communautés.

Tous les courants algériens et les organisations de gauche ont regretté ces événements. Quelques-uns comme l'E.N.A. et le P.C. en ont rendu l'administration responsable et ont vu là une manœuvre pour « agiter la menace du péril indigène » et accentuer la politique de répression. Les événements de Constantine montrent à quel point les esprits étaient échauffés face au refus du pouvoir colonial de satisfaire la moindre des revendications. Au contraire, celui-ci brandit la menace d'une répression plus rigoureuse comme l'affirme le directeur des affaires indigènes devant les délégations financières (7 novembre 1934) : « Le premier aspect (de la politique indigène) le plus important, le plus urgent, c'est le maintien de l'ordre ; c'est avant tout une affaire de police, de sécurité ». La plupart des officiels français ne veulent pas entendre parler des promesses faite aux musulmans pendant la célébration du centenaire. Ils considéraient les réformes de 1919 comme le maximum.

Après le retour de la tournée d'inspection effectuée en

(14) A. Nouschi, in *Etudes Maghrébines,* P.U.F., p. 205 à 210.
(15) J. Berque, *Le Maghreb entre deux guerres, op. cit.* p. 269.

Algérie, le ministre de l'intérieur, Régnier, déclarait devant le Sénat : « Il faut que l'autorité soit respectée ». Il précisait qu'en cas de nécessité, la France « usera de la force ». Les représentants de la colonisation réclamaient une plus grande fermeté et l'emploi du « cautère qui guérit le malade et fait honneur au médecin ».

Comme si l'arsenal répressif était insuffisant, le gouvernement prit un nouveau décret, du nom fameux de Régnier, le 30 mars 1935, ouvrant la voie à la répression la plus arbitraire. On renforça en même temps les forces de sécurité en Algérie au lieu des réformes attendues. Cette politique répressive, devenue classique dans ce pays, montrait les limites de l'action réformiste (mais ce fait ne fut pas évident pour toute la classe politique algérienne). Cependant, elle ne découragea pas pour autant le mouvement de revendication et de protestation. Elle eut pour effet de rapprocher les forces sociales et politiques tant européennes que musulmanes, les communistes, les socialistes, les libéraux, les nationalistes de l'E.N.A., les Oulama, la fédération des Elus. Toutes ces forces s'unissaient contre la répression, mais sans parvenir à s'entendre sur des objectifs politiques communs.

Les organisations de gauche (européennes) d'Algérie, avec un certain retard sur la France, se mettaient d'accord sur un pacte. Elles se proposaient de « mobiliser toute la population laborieuse contre le code de l'indigénat et toutes les lois d'exception ; pour les droits politiques et syndicaux ; pour la défense des libertés démocratiques ; pour la liberté de presse et de réunion, pour la défense des mœurs et des coutumes des musulmans ; pour l'application en Algérie des lois de séparation de l'Eglise et de l'Etat ; contre les décrets-lois ; pour la défense des organisations syndicales et pour l'application en Algérie des lois sociales... ».

Ce pacte de contenu nettement réformiste ne fait pas la moindre allusion à la question nationale ; il correspond essentiellement à la nécessité de l'unité d'action entre deux formations de gauche françaises et à la stratégie du Front populaire. Le P.C.F. amorçait un tournant qui l'amènera à l'abandon du mot d'ordre de l'indépendance de l'Algérie. Ce qui n'ira pas sans difficultés internes, car certains militants communistes, comme Ferrat, s'opposaient énergiquement à cette ligne « révisionniste » jusqu'en 1936, au 8e Congrès du P.C.F. (16). Mais ce changement n'influa pas, dans l'immédiat, sur

(16) J. JURQUET, *La Révolution nationale algérienne et le P.C.F.*, *op. cit.*, pp. 329 et 340.

le contexte social où l'agitation continuait à s'étendre, par de nombreuses manifestations et des grèves dans toute l'Algérie.

Le pouvoir colonial, impuissant à briser ce large mouvement populaire, tenta de modifier sa politique en nommant un nouveau gouverneur (Le Beau). Celui-ci devait réparer les dégâts causés par la politique précédente et « rétablir le contact avec l'élite indigène ». Ces demi-mesures tardives et de surcroît timorées, l'opposition radicale des colons et le sabotage de l'administration d'Algérie, laissaient peu d'espoir à une quelconque modification sérieuse de la politique coloniale.

Nous avons décrit brièvement la formation et le développement du mouvement socio-politique populaire entre 1930 et 1936, dans lequel se sont distingués notamment les syndicats et les principales organisations réformistes. Parallèlement, l'évolution de la situation en France allait se traduire par la constitution du Front populaire et son arrivée au pouvoir, après les élections législatives (23 avril et 3 mai 1936). L'espoir soulevé par cet événement dans les milieux politiques et religieux en Algérie, et dans la gauche française, se cristallisait autour du projet d'assimilation.

Le mot d'ordre de l'indépendance, qui ne figurait d'ailleurs dans aucun programme réformiste, abandonné par le Parti communiste, demeurait l'emblème de la seule Etoile Nord-Africaine. Aussi, avant d'analyser la position des courants réformistes face à la politique du Front Populaire, nous allons suivre l'évolution et l'action de cette organisation dont l'influence sera de plus en plus déterminante au sein du Mouvement National.

### *L'Étoile nord-africaine* dans le mouvement national : processus de développement

Si la description rapide du mouvement socio-politique en Algérie n'a pas fait apparaître le rôle de l'E.N.A., c'est que celle-ci, après son lancement, a connu la répression et la difficulté d'implantation dans ce pays. Son activité principale, depuis sa participation au Congrès anti-impérialiste contre l'oppression coloniale et pour la libération des peuples opprimés (Bruxelles, 25 février 1927), s'est limitée à l'émigration maghrébine en France. Son responsable, Messali Hadj, et d'autres militants, déployaient une grande activité et étendaient leur champ d'action. Ils multipliaient l'organisation des meetings et les contacts avec les partis de gauche français. Le mot d'ordre de l'indépendance suscitait une réaction favorable au

sein des travailleurs nord-africains qui adhéraient nombreux à l'Étoile. Des sections se créaient, tant à Paris, en banlieue, que dans les principaux centres de province.

L'extension de ce mouvement ne laissa pas le gouvernement sans réaction. Celui-ci, y voyant un danger, soumit les travailleurs nord-africains à une surveillance accrue, puis décréta, en 1929, la dissolution de l'E.N.A., son programme portant atteinte à la souveraineté française en Afrique du Nord. Pour déjouer l'effet de cette dissolution, l'E.N.A. changea de nom et devint la « Glorieuse Etoile Nord-Africaine ». Elle se ramifia définitivement dans l'émigration. Mais elle se heurtait toujours à l'obstacle de s'implanter en Algérie et au Maghreb.

L'action menée en France était insuffisamment relayée par la propagande orale répercutée par les travailleurs qui retournaient au pays. Il était donc nécessaire de créer un courant d'opinion plus puissant qui favoriserait l'organisation de l'E.N.A. en Algérie. La fondation, en 1930, du journal « El Oumma » (La Nation) allait remplir cette fonction et permettre à l'Étoile de traverser la Méditerranée et de prendre corps au pays. La diffusion de la doctrine nationaliste rencontra les échos les plus favorables au sein des couches populaires.

« El Oumma » fit une grande impression en Algérie. C'était la première fois qu'un journal algérien traduisait fidèlement les véritables aspirations du peuple algérien (17). Les demandes d'abonnement affluent. Des comités d'aide et de défense d'« El Oumma » sont créés. La diffusion de ce journal s'organise par des volontaires. Grâce à cette diffusion, le courant nationaliste se développe rapidement donnant naissance à de nombreuses sections de l'E.N.A. Une activité politique nationaliste s'organise non sans remettre en cause les comportements et les idées.

A l'occasion du « centenaire », l'E.N.A. mène une campagne pour dénoncer le colonialisme en Algérie. Messali reçoit d'une assemblée générale, un mandat pour adresser à la Société des Nations un mémoire réfutant les allégations françaises et démontrant la réalité de la situation. Ce mémoire est repris par « El Oumma » qui lui assure une large diffusion. « El Oumma » joue alors le rôle de trait d'union non seulement entre l'émigration en France et l'Algérie, mais aussi et surtout à l'intérieur de ce pays. Il contribue à y populariser l'idée d'indépendance face à la politique réformiste assimila-

(17) Depuis l'interdiction, en 1927, d'El Ikdam (Le Progrès), organe de l'Étoile.

tionniste. Son influence se fait sentir sinon sur la majorité des intellectuels, encore réticents, du moins sur la partie de la jeunesse alphabétisée. Le tirage de ce journal qui était de 12 000 en 1932, monte à 44 000 numéros en 1934 (18).

Le courant nationaliste progresse régulièrement dans tous les milieux. Par exemple, au deuxième Congrès des Etudiants musulmans Nord-Africains, tenu à Alger (1932), Moufdi Zacarya, membre de l'E.N.A., prit la parole pour exalter l'idée d'indépendance nationale. Devant le succès et le prestige grandissant de l'Etoile, les dirigeants décidèrent de doter leur organisation d'un programme adapté à la nouvelle situation (en plus de sa doctrine initiale, celle de l'indépendance totale de l'Afrique du Nord). L'assemblée générale qui eut lieu le 28 mai 1933, au 49, rue de Bretagne, adopta à l'unanimité le programme présenté par la section algérienne de l'E.N.A. (La Glorieuse Etoile Nord-Africaine).

Les militants nationalistes entreprennent méthodiquement le travail d'organisation et de recrutement en France et en Algérie. Leur action s'étend également par des manifestations de masses. C'est ainsi que l'E.N.A. participe, aux côtés des organisations démocratiques, aux démonstrations contre le fascisme, le 6 février 1934 à Paris. Elle combat, avec l'accord des Oulama (qui changeront de position par la suite), le projet Violette d'octroyer à quelques milliers d'Algériens la citoyenneté française.

Dans le cadre du mouvement de protestation contre les atteintes à la liberté religieuse et l'interdiction faite aux Oulama de prêcher dans les mosquées, l'E.N.A. organise un important meeting à Paris (25 juin 1934). Celui-ci est interdit, mais les organisateurs passent outre et tiennent la réunion. Ce prétexte déclenche la répression : des perquisitions ont lieu dans les domiciles des dirigeants. De nombreux militants sont arrêtés, fouillés et matraqués dans les commissariats par la police.

Au début de novembre 1934, Messali Hadj, Amar Immache et Belkacem Radjef sont arrêtés. Ils sont condamnés à six mois de prison et 6 000 francs d'amende, pour reconstitution de ligue dissoute. L'E.N.A. est encore une fois interdite, mais elle continue sous le nom de l'Union Nationale des Musulmans Nord-Africains.

A sa libération, Messali est poursuivi devant les tribunaux d'Amiens et de Lyon.

(18) J. JURQUET, *op. cit.* p. 326.

Mais cette répression n'arrête pas l'activité de l'E.N.A. qui participe à la campagne en faveur de l'Ethiopie envahie par l'Italie (1935). Messali fait partie de la délégation du Rassemblement populaire (19) (futur Front populaire) chargée de protester auprès de la Société des Nations, contre l'agression italienne. Il y prononce un discours devant le président de cette organisation.

Toujours en 1935, il assiste quelques temps après, à Genève, au Congrès islamo-européen, aux côtés de Chekib Arslan, de Djamil Mardam Bey et Riadh Solh, personnalités marquantes du mouvement de libération arabo-musulman.

Le 16 avril 1935, la Cour de Cassation ayant reconnu l'irrégularité de la dissolution de l'E.N.A. (1929) et de l'arrestation de Messali, celui-ci est libéré le 1er mai. Recherché et condamné à nouveau, il se réfugie en Suisse pendant six mois, tandis que Radjef et Immache sont arrêtés. L'accession (en France) du Front populaire au pouvoir qui, comme on le sait, a soulevé de grands espoirs, allait apporter un certain changement dans la politique française. Le nouveau président du Conseil, Léon Blum, socialiste (aux côtés duquel Messali s'était trouvé lors de la manifestation anti-fasciste du 6 février 1934), abroge le décret de dissolution de l'E.N.A., Messali est amnistié.

Mettant à profit la nouvelle situation et le climat de liberté relative, les dirigeants de l'Etoile présentent un cahier de revendications au ministre de l'Intérieur français. Ils organisent un imposant défilé, avec la participation de 40 000 nord-africains, aux manifestations du 14 juillet 1936, avec les mots d'ordre de : « Libérez l'Afrique du Nord, libérez la Syrie, libérez le monde arabe ! ». Cette manifestation montrait la capacité de l'E.N.A. à mobiliser les masses autour des mots d'ordre qui les concernaient. Aussi, l'enthousiame fut grand pendant tout le courant de l'après-midi ; on vit flotter les emblèmes syrien et nord-africains pendant que la foule clamait les mots d'ordre.

Cette organisation prenait une influence sans précédent au sein de l'émigration et son audience s'étendait à toutes les organisations des peuples sous domination, présentes en France. Une plus grande coordination s'établissait à ce niveau, comme celle qui s'est concrétisée, en août 1935, par la création d'un comité, entre le Néo-Destour, l'Action marocaine et

(19) L'E.N.A. adhère officiellement au Comité du Rassemblement populaire devenu « Front populaire », au côtés du P.C.F., du P.S., des Radicaux socialistes et de la C.G.T. (voir Brochure, Problème algérien, Le Mouvement National algérien).

l'Etoile nord-africaine (Section algérienne). D'autre part, elle entretint des rapports étroits avec diverses organisations, comme le Comité d'amnistie pour l'Indochine et les peuples colonisés, la Ligue syrienne des droits de l'homme, l'Association pour l'indépendance de l'Éthiopie, l'Union des travailleurs nègres, etc. Toutes ces formations trouvaient souvent une aide précieuse auprès de l'E.N.A. Au cours de cette période, celle-ci a connu, malgré d'innombrables difficultés, une extension qui en fait un véritable parti, mais un parti dont le centre se situe parmi l'émigration en France et qui risque d'être débordé par le nombre de sections qui se créent à une cadence rapide en Algérie. Elle avait à résoudre un problème d'organisation et de stratégie face au mouvement réformiste qui tentait d'entraîner le peuple dans la voie du projet Violette.

La relation de quelques aspects des obstacles rencontrés par l'E.N.A., depuis sa naissance jusqu'en 1936, permet de montrer les causes qui ont empêché cette organisation, la première à revendiquer l'indépendance nationale, de s'étendre dès le début à l'Algérie. A défaut de prendre en considération ces causes, on serait tenté, comme l'ont fait certains, d'expliquer ce retard tout autant par la force du courant réformiste que par l'absence d'écho, au sein de l'opinion, du mot d'ordre de l'indépendance. En effet, l'action répressive joue un rôle quant au développement des organisations contestataires du système. Elle s'exerce avec plus de force sur celles dont l'action remet en cause plus radicalement ce dernier. Et c'était le cas de l'Etoile.

On ne saurait assez insister sur cet aspect de la répression qui ne manquait pas de peser sur les rapports de force entre les divers courants du mouvement national. Il apparaît donc que cette organisation a dû consentir bien plus d'efforts, de sacrifices et faire preuve d'un plus grand engagement pour « exister » et modifier ce rapport de force en sa faveur.

Au cours des dix années environ de son existence, ponctuées de répression, d'arrestations de ses principaux responsables, l'E.N.A. a affronté des difficultés internes. Celles-ci étaient liées à l'origine même de sa création, comme nous l'avons souligné dans le chapitre précédent, et aux conditions objectives qui influaient sur sa formation.

Développer son action pour l'indépendance, son autonomie organique, tactique et stratégique vis-à-vis des organisations françaises de gauche tout en maintenant avec elles une coopération nécessaire, requérait un effort novateur non négligeable. Ce contexte explique, en partie, la lenteur de la progression de l'Etoile à s'organiser, à réunir un effectif suffisant de militants

aguerris, aptes à mener une activité politique efficace d'une certaine envergure. Bien qu'il soit peu aisé d'avancer des chiffres exacts des effectifs de l'E.N.A. et de leurs progressions, nous en citerons quelques-uns à titre indicatif.

En 1927, l'Etoile aurait rassemblé quelques 3 000 adhérents et 4 000 en 1929. Cependant, ceux-ci, comme on peut l'imaginer, ne remplissaient pas tous les conditions de militants. Ces derniers ne constituaient alors qu'une minorité, assurant la permanence des activités et de l'organisation. Certains d'entre eux faisaient, en même temps, partie des formations de gauche, soit du P.C.F., soit des syndicats ou des organisations anticoloniales.

Après l'assemblée générale du 28 mai 1933, il semble que la question de la double appartenance (E.N.A. - P.C.F.) ait été résolue dans le sens de l'interdiction. L'Etoile s'organisait davantage et devenait de plus en plus influente au sein de l'émigration si l'on en juge par sa capacité de mobilisation des travailleurs lors des manifestations comme celles de 1934.

Un an après, elle aurait constitué (en France) sept sections. A la fin d'octobre 1936, l'E.N.A. revendiquait 11 000 adhérents dans l'ensemble, et 30 sections en Algérie, dans les principaux centres tels que Alger, Blida, Constantine, Bône, Philippeville, Tlemcen, Oran, Mostaganem, etc. Il faut noter l'existence de nombreux noyaux dans les autres villes et villages.

L'implantation de l'organisation en Algérie, où les conditions de l'activité politique sont plus difficiles qu'en France, notamment en ce qui concerne la revendication de l'indépendance, place l'Etoile au cœur du débat. Le répit offert par l'avènement du Front populaire en France, a été mis à profit pour une profonde réorganisation des structures internes de l'E.N.A., l'adaptant aux nouvelles tâches et aux exigences d'un combat national.

Ce combat revêtait une grande importance car il avait pour enjeu la transformation du mouvement national, subissant les influences réformistes, en force nationaliste révolutionnaire.

Mûrie par plus d'une décennie de luttes intenses, disposant enfin d'une organisation sur le sol national et d'un programme révolutionnaire, l'Etoile nord-africaine possédait des atouts sérieux pour prendre la tête du mouvement populaire, et ce au moment où ce dernier risquait d'être fourvoyé par la politique des courants réformistes et leurs espoirs exagérés quant à la capacité du nouveau gouvernement français à satisfaire leurs revendications.

## Les clivages au sein du mouvement national

### *Premier Congrès Musulman : positions des principales formations*

L'amplification du mouvement populaire tant sur le plan social, politique, que culturel, l'extension de l'action revendicative, la consolidation des formations politiques, l'accession du « Front populaire » au pouvoir en France, créaient des conditions favorables à un changement qualitatif au sein du Mouvement national. Mais loin de mettre à profit une telle conjoncture, l'Association des Oulama, la Fédération des Elus et le P.C.A. se laissèrent emporter par l'euphorie du Front populaire. Ils s'alignèrent sur la position des « Evolués » prêts à toutes les concessions en contrepartie de quelques droits dont ils étaient les premiers à bénéficier.

Dans l'espoir de faire aboutir des revendications « dans le cadre français », ils firent ainsi abstraction de la « question nationale » au déni de toute prudence politique. C'est dans cet esprit que ces formations organisèrent, le 7 juin 1936, le premier Congrès Musulman. Celui-ci rassembla la plupart des courants politiques algériens, à l'exception de l'Etoile nord-africaine qui revendiquait l'indépendance nationale et qui s'opposait de ce fait à toute forme d'assimilation. Les représentants de l'Etoile tentèrent de mettre en garde les organisateurs du Congrès contre les conséquences de leur politique. Ils tentèrent aussi de se faire entendre lors de la tenue de cette réunion, mais ils furent expulsés avec l'aide des communistes. D'ailleurs, ils ne furent pas les seuls à contester l'objectif que se fixaient les réformistes. Un membre notoire de l'Association des Oulama, Tewfik El Madani, s'efforça auprès de Ben Badis et des dirigeants de la Fédération des Elus, de donner à cette première assemblée un caractère de revendication nationaliste. Il ne fut pas entendu et dut se livrer à un compromis pour ne pas assister au Congrès et sans que son absence ne parût comme un désaccord. Il se prévalut de son appartenance au Destour pour ne pas participer aux débats « algériens » et se rendit en Tunisie jusqu'à la fin du Congrès (20).

Ce dernier, présenté souvent comme un événement positif, fut en réalité un Congrès de dupes et celui d'une occasion manquée. Aucun problème sérieux n'y fut débattu et après quelques heures de discussion sur des thèmes éloignés des pro-

(20) Ahmed TEWFIK EL MADANI, *Vie de lutte*, Mémoires, t. II, *op. cit.* p. 251.

fondes aspirations du peuple algérien, on vota la Charte revendicative des musulmans algériens et on créa un comité exécutif pour veiller à son application. En voici le contenu :

1) la suppression de toutes les lois d'exception,
2) le rattachement pur et simple à la France, avec suppression des rouages spéciaux (délégations financières, communes mixtes, gouvernement général),
3) le maintien du statut personnel avec réorganisation de l'administration judiciaire musulmane dans le sens rationnel et plus conforme à l'esprit du droit musulman (codification de ce droit),
4) séparation de l'Eglise et de l'Etat,
• application de toute loi édictée en vertu de ce principe, etc.
• abrogation de toutes les dispositions concernant la langue arabe et tendant à la classer comme langue étrangère,
5) liberté d'enseignement pour la langue arabe et liberté d'expression pour la presse arabe,
• revendications sociales : instruction obligatoire pour tous les enfants ;... programme de constructions scolaires ; fusion des deux enseignements européen et indigène ; développement des caisses de chômage pour tous les chômeurs,
• revendications économiques : à travail égal, salaire égal ; à mérite égal, grade égal ; répartition de l'aide qu'apporte le budget algérien à l'agriculture, au commerce, à l'industrie, à l'artisanat, proportionnellement et sans distinction d'origine ; création de coopératives et de centres d'éducation du fellah ; arrêt des expropriations ; répartition des grands domaines inexploités entre les petits fellahs et les ouvriers agricoles ; suppression du code forestier,
6) revendications politiques : amnistie pour tous les délits politiques, collège électoral commun pour tous les électeurs, suffrage universel, représentation au Parlement (français) (21).

Dans l'esprit des congressistes, la revendication du « rattachement pur et simple » de l'Algérie à la France, le collège électoral commun pour tous les électeurs (français et musulmans), placeraient les Algériens sur le même pied d'égalité que les Européens d'Algérie dans le cadre de la citoyenneté française. En réclamant l'assimilation politique dans le statut musulman, les Algériens seraient devenus des Français à part entière et auraient ainsi contrebalancé l'influence des Euro-

(21) NOUSCHI, *Naissance du Nationalisme algérien, op. cit.* pp. 85-86.

péens d'Algérie qui exerçaient leur domination sous le prétexte d'assurer la présence française. L'égalité de droit entre le deux communautés aurait entraîné l'égalité de fait entre des citoyens d'un même Etat et la disparition du système colonial.

Pour justifier cette politique hasardeuse, ils faisaient entendre qu'en cas d'échec ils prendraient une autre voie plus radicale. Quels que fussent les commentaires, les explications et la tactique mise en œuvre, les congressistes se trompaient sur la nature du colonialisme. De plus, leur politique allait à l'encontre d'une véritable revendication nationale : au lieu de développer la conscience nationale, elle créait l'illusion et la confusion.

L'argument selon lequel le peuple algérien n'était pas prêt pour l'émancipation n'était qu'un prétexte pour tenter de légitimer, aux yeux des masses populaires, une politique qu'il faut bien appeler défaitiste. Que les Elus de la Fédération et Ben Djelloul aient vu dans le projet de la Charte la réalisation de leurs aspirations, il n'y avait là rien d'étonnant. Ils ont toujours revendiqué les droits de citoyen français et répudié la notion même de nationalisme. Par contre, on est en droit de s'étonner de voir participer le P.C.A. (se disant révolutionnaire) à cette mise en scène. Cela montre tout simplement que depuis sa création en tant que parti algérien, c'était toujours la ligne du P.C.F. qu'il appliquait fidèlement, sous le contrôle des « instructeurs français ». Ce dernier avait déjà amorcé un tournant depuis quelques années et le mot d'odre de l'indépendance avait progressivement disparu de son vocabulaire. Toutes ses analyses et exégèses aussi laborieuses que vaines, ne pouvaient masquer le fait qu'il trahissait ses positions précédentes. En effet, il était difficile de faire admettre comme position logique de hisser le drapeau de l'indépendance un jour et de réclamer l'assimilation le lendemain (22).

Quant aux Oulama qui se réclamaient du fondamentalisme arabo-islamique, inconciliable avec les visées réelles de la politiques d'assimilation, leur acceptation du projet de la Charte revendicative constituait une grave contradiction. Leur position ambiguë devint évidente. Ils tenaient des discours contradictoires sur l'existence de la nation algérienne, sur l'indépen-

(22) Jacques JURQUET, *La Révolution nationale algérienne op. cit.* p. 316 et suiv., sur 4 lignes de lutte à propos de l'Algérie, à partir de 1933-1934, sur les « positions unilatérales ne prenant en considération que les problèmes du seul prolétariat français jusqu'aux théories paracolonialistes de 1937-1939 ». Voir aussi p. 331-346 sur la nouvelle évolution du P.C.F. Pour une information plus complète, voir également *Communisme et nationalisme en Algérie, 1920-1962,* par Emmanuel SIVAN, Fondation nationale des Sciences politiques, Paris, 1976.

dance et revendiquaient en même temps la politique d'assimilation. Témoin cette déclaration de Ben Badis : « ... L'indépendance est un droit naturel pour tout peuple de la terre. L'Algérie jouira d'une large indépendance et la France pourra alors compter sur elle comme une nation libre. Voilà l'indépendance telle que nous la concevons et non l'indépendance sanglante et incendiaire telle que se la représentent nos adversaires criminels. C'est sur cette indépendance que nous pouvons compter avec le temps et la volonté de la France » (24). La volonté de la France était de faire de l'Algérie une province définitivement française. Le projet Blum-Violette ne visait pas d'autre objectif aux yeux des politiciens français les plus lucides. L'historien Ch.-A. Julien écrit que le projet Blum-Violette « ... eût été le plus sûr obstacle au nationalisme et, plus encore, au panarabisme en établissant un écran de « francisation » entre la Tunisie et le Maroc. Les colons unanimes firent échouer un texte d'où pouvait sortir leur salut... » (24). Ch.-R. Ageron abonde dans le même sens lorsqu'il dit : « ... Du point de vue français, cette accession désirée à la citoyenneté eût été, comme l'indique le rapport Lagrosillière, l'obstacle le plus efficace au nationalisme... » (25).

L'Etoile nord-africaine eut de ce fait parfaitement raison de diriger ses attaques, quelques mois plus tard, contre le gouvernement Blum, lorsqu'il se dévoila comme le « gérant loyal de l'empire ». Elle l'accusa d'être devenu aussi impérialiste que ses prédécesseurs, de même le Parti communiste d'être « passé de l'internationalisme au nationalisme colonisateur ».

La position de l'Etoile qui désapprouva avec force la Charte revendicative, avait le mérite de la logique. Elle traduisait un grand courage politique et une clairvoyance certaine. Elle déjouait le dangereux piège dans lequel le peuple algérien risquait d'être engagé malgré lui. En conséquence, les militants de l'Etoile menèrent une grande campagne de dénonciation de « l'assimilation et de ceux qui la revendiquaient ». Le prestige de l'Etoile grandit auprès des masses tandis que celui des réformistes allait connaître le déclin (26). C'est ainsi que le Congrès envoya une délégation à Paris afin d'exposer aux

(23) *El Chibab*, avril-juin 1935.
(24) Ch.-A. JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche, op. cit.*, p. 184.
(25) Ch.-R. AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine, op. cit.*, p. 90.
(26) Ali MERAD, *Le réformisme musulman, op. cit.*, p. 184 : « ... L'année 1936 sera certainement l'année de son apogée ; mais ce sera également le début de sa dispersion... ».

dirigeants français la Charte revendicative. Bien que reçue par L. Blum, Violette et J. Moch, cette délégation, présidée par Ben Djelloul, après des échanges de points de vue assez divergents, n'obtint aucun engagement ferme de la part du gouvernement (27), à l'exception de quelques mesures telles que la libération des musulmans nationalistes emprisonnés ou déportés, une amnistie, la suppression du code de l'indigénat, l'application des mesures sociales intervenues en France (semaine de 40 heures, congés payés, organisation légale des syndicats). Point d'autres décisions, sinon quelques projets de loi d'intérêt secondaire ou répressif, comme l'institution de la police d'État dans certaines communes d'Algérie.

Malgré ce maigre résultat, la délégation voulut faire passer sa mission pour un grand succès. Grâce à la confusion, elle fut accueillie à Alger avec un certain enthousiasme par une partie de la couche lettrée de la population. Quant aux masses populaires, dans leur immense majorité, elles ne se sentaient pas réellement concernées sans toutefois se désintéresser des faits politiques, sociaux et culturels. Elles sentaient plus ou moins clairement que le bruit fait autour de ces revendications ne trouvait pas de résonnance avec la réalité de leurs aspirations.

## L'E.N.A. en Algérie, le meeting du 2 août 1936

Le 2 août 1936, un meeting fut organisé au stade municipal d'Alger, afin de permettre aux membres de la délégation d'exposer les résultats de leur séjour à Paris. Messali Hadj arrivé ce même jour dans cette capitale, put, après quelques difficultés, prendre la parole devant 20 000 auditeurs qu'il sut conquérir à la politique de son organisation.

Après avoir apporté l'appui de l'E.N.A. aux revendications immédiates contenues dans la Charte, « malgré leur modestie et leurs faiblesses » et souligné l'intérêt de « la revendication la plus infime », étant donné « la misère de cette malheureuse population » (algérienne), il déclara : « ... Ici, je prends l'engagement, au nom de mon organisation, devant le vénérable Cheikh Ben Badis, de faire tout ce qu'il est humainement possible pour appuyer ces revendications et pour servir la noble cause que nous défendrons tous. Mais

(27) Dans ses *Mémoires*, Tewfik EL MADANI *(op. cit.*, p. 253) écrit que devant l'insistance de Ben Badis au cours de l'entrevue, un ministre aurait déclaré : « Souvenez-vous que la France dispose des canons ! », ce à quoi Ben Badis aurait répondu : « Sachez, Monsieur le Ministre, que Dieu est avec l'Algérie. »

nous disons franchement, catégoriquement, que nous désapprouvons la Charte revendicative quant au rattachement de notre pays à la France et la représentation parlementaire. En effet, notre pays se trouve aujourd'hui administrativement rattaché à la France et dépend de son autorité centrale. Mais ce rattachement a été la conséquence d'une conquête brutale, suivie d'une occupation militaire qui repose présentement sur le 19e Corps d'Armée, et auquel le peuple n'avait jamais donné son adhésion. Or, le rattachement dont il est question dans la Charte revendicative, est demandé volontairement au nom d'un Congrès qui, soit disant, représente l'unanimité du peuple algérien. Il y a, par conséquent, une différence fondamentale entre le rattachement de notre pays acquis contre notre volonté et le rattachement volontaire accepté de plein gré au Congrès qui s'est tenu le 7 juin à Alger (Congrès bâclé en trois heures de temps). Nous sommes nous aussi les enfants du peuple algérien et nous n'accepterons jamais que notre pays soit rattaché à un autre pays contre sa volonté ; nous ne voulons sous aucun prétexte hypothéquer l'avenir, l'espoir de liberté nationale du peuple algérien. Cet avenir appartient à la génération qui vient et c'est à elle seule qu'appartiendra le droit de décider comment elle entend diriger son sort et sa destinée. Nous sommes aussi contre la représentation parlementaire pour de multiples raisons. Et nous sommes pour la suppression des Délégations financières, du Gouvernement général et pour la création d'un Parlement algérien, élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. Ce Parlement national algérien étant sur place, travaillera sous le contrôle direct du peuple et pour le peuple. Nous pensons, quant à nous, que c'est là le seul moyen pour permettre au peuple algérien de s'exprimer librement et franchement, à l'abri de toute oppression et intrigue administrative... »

« ... J'ai entendu, tout à l'heure, les orateurs qui m'ont précédé, dire avec combien d'égards et de bienveillance ils ont été reçus par le Gouvernement du Front populaire. Je ne veux pas discuter ou amoindrir l'atmosphère dans laquelle cette réception s'est déroulée, mais je dis que le peuple algérien se doit d'être vigilant. Il ne suffit pas d'envoyer une délégation présenter un cahier de revendications, ni trop se leurrer sur les réceptions et attendre que les choses se réalisent toutes seules. Mes frères, il ne faut pas dormir sur vos deux oreilles maintenant et croire que toute l'action est terminée, car elle ne fait que commencer... » (28).

(28) Mahfoud KADDACHE, *La vie politique à Alger de 1919 à 1939*, *op. cit.*, p. 302-303.

Il conclut son discours par un appel à l'organisation et au regroupement en masse autour de l'Etoile nord-africaine qui « vous conduira sur le chemin de l'émancipation ».

L'intervention de Messali Hadj apportait un souffle nouveau, un ton résolu et des idées claires sur le « problème algérien ». Elle mettait à nu les atermoiements, les tactiques, les contradictions des autres courants politiques et leurs conséquences dangereuses pour le peuple algérien. Les auditeurs présents au meeting firent une grande ovation à l'orateur et manifestèrent ainsi leur adhésion à la politique de libération à travers le territoire national. Pendant trois mois, Messali, Lahouel Hocine et d'autres dirigeants sillonnèrent l'Algérie y tenant réunions et meetings. De nombreuses adhésions furent enregistrées dans les sections nouvellement créées, notamment dans les villes. L'Etoile s'implantait en Algérie et ses militants menaient une activité débordante, prêchant par la parole et par l'écrit les mots d'ordre de leur mouvement.

Les masses populaires et la jeunesse voyaient se dessiner une voie et un nouvel espoir pour réaliser leurs profondes aspirations. Les partisans du « Congrès et de la Charte revendicative » perdaient de leur audience acquise dans la confusion. Ils constataient avec une certaine appréhension le développement du courant révolutionnaire, sans abandonner pour autant leurs revendications reflétant un esprit réformiste dépassé.

L'assassinat du Muphti Ben Dali Mahmoud (dit Kahoul) à la solde de l'administration, par le nommé Akacha, intervint à point pour inspirer une plus grande circonspection aux « modérés ». L'un des dirigeants des Oulama, Tayeb El Okbi, fut accusé d'avoir fomenté ce meurtre et arrêté (il s'avéra plus tard innocent et fut relâché non sans avoir proclamé son loyalisme à l'administration).

## L'incapacité du front populaire, la répression

Cependant, une grande agitation régnait dans le pays frappé par la crise économique et sociale, et où sévissait le chômage. Les grèves, les manifestations de travailleurs se multipliaient et se transformaient parfois en échauffourées avec la police. Au Kouif, dans l'est algérien. il y eut cinq morts parmi des mineurs musulmans en grève (29).

Les masses populaires algériennes participaient de plus en plus aux luttes revendicatives et politiques, mais aussi davan-

(29) A. NOUSCHI, *Naissance du nationalisme algérien, op. cit.*, p. 92.

tage pour leur compte. Leurs problèmes se différenciaient des préoccupations des organisations européennes sous l'effet de l'action nationale de l'Etoile nord-africaine. Cette prise de conscience mettait dans l'embarras les courants modérés, l'administration et les groupements européens qui tentaient d'embrigader les masses algériennes pour leurs propres objectifs. Mais celles-ci suivaient de plus en plus le mot d'ordre lancé en octobre 1936 par l'Étoile : « Peuple algérien, si tu veux vivre et vaincre, organise-toi » (30).

Le Gouvernement du Front populaire ne parvenait toujours pas à faire passer les réformes (contenues dans le projet Blum-Violette) promises aux membres du Congrès. Par suite de ces tergiversations, l'inquiétude gagna ce dernier, qui, par le truchement de la commission interdépartementale (du Congrès), apporta son appui au Gouvernement et au Front populaire et condamna par la même occasion l'agitation et ses conséquences. Mais le Gouvernement hésitait devant l'opposition des colons et de la droite en France. La Fédération des maires d'Algérie (aux mains des colons) faisait la grève administrative. La presse colonialiste menait une vaste campagne contre les réformes et menaçait de mobiliser les Européens et de « sortir de la légalité ». Le Front de la droite s'opposait avec violence au Front populaire, chacun d'eux essayant de recruter des forces, le premier auprès des « petits blancs », l'autre auprès des journaliers, des mineurs et des fellahs. Disposant de grands moyens financiers et politiques, le colonat accroissait ses pressions.

Le Gouvernement Blum ne resta pas insensible à cette campagne. Au lieu des réformes attendues par les « Congressistes », il prononça la dissolution de l'Etoile nord-africaine (le 26 janvier 1937) (31). Attaqué par la droite, ce Gouvernement de gauche soutenu par le P.C. dissout une organisation dont le seul crime était de voir rapidement grandir son audience auprès des masses algériennes grâce à la justesse de sa politique et l'abnégation de ses militants.

La dissolution de l'Etoile marqua un tournant de la politique du Gouvernement du Front populaire. Malgré les velléités d'Albert Sarraut souhaitant transformer l'Algérie en un « Etat algérien » et la réponse de Ben Badis, rejetant cette fois-ci l'assimilation (il s'agissait là de l'assimilation intégrale) :

(30) Le journal *El Oumma*, septembre-octobre 1936.

(31) *Le problème algérien, Le Mouvement national algérien*, brochure éditée par la Commission centrale d'information et de documentation du M.T.L.D. en Algérie, S.E.D.I.C. (S.A.R.L.), Paris, p. 33.

« C'est précisément ce que nous voulons, nous les Algériens du parti de la liberté. Nous voulons que l'Algérie devienne un protectorat... c'est-à-dire, une nation démocratique sous la protection de la France... Nous ne voulons pas de l'assimilation parce qu'elle est impossible et qu'elle nous fait perdre notre personnalité. Nous ne voulons pas non plus de l'indépendance absolue parce que nous ne sommes pas assez forts pour la défendre... Ce nationalisme musulman algérien... n'est nullement un séisme destructeur, ni un dynamisme agressif et perturbateur. Non, c'est le sursaut d'une Nation qui entend rester vivante, garder le souvenir de ses ancêtres, sauvegarder ses caractéristiques nationales, conserver l'héritage de son passé. Cette nation tendra la main du loyalisme, de l'amitié, de la sympathie, de l'attachement à la République française, à la condition que celle-ci, de son côté, lui tende une main loyale et amie » (32).

Le succès auprès des masses du mot d'ordre de l'indépendance propagé par l'Étoile n'est probablement pas étranger à la prise de position « plus avancée » de Ben Badis. Le débat politique engagé au niveau de la base faisait apparaître de plus en plus la position erronée des Réformistes devant les promesses non tenues du gouvernement et l'opposition aussi radicale que bornée de la colonisation et des milieux impérialistes. Il devenait de plus en plus clair que la voie conduisant à l'indépendance n'était pas celle de la « main tendue », mais celle de la révolution du peuple. La politique des notables compréhensifs et bienveillants, laissait progressivement la place à celle des masses, de leur organisation, de leur action lucide et courageuse.

La répression qui s'abattait sur les militants de l'Etoile, n'avait pas d'autre but que celui de détruire le courant qui luttait avec le plus d'efficacité contre le colonialisme et qui préparait les conditions indispensables à son élimination radicale. Cette élimination ne pouvait être réalisée que par l'accession à l'indépendance véritable et l'action organisée du peuple. L'Etoile constituait justement l'instrument de cette politique qui redonnait l'initiative au peuple, seul responsable de son avenir. Faire dépendre la vie d'un peuple des conditions politiques en France, de la bonne prédisposition d'une classe sociale ou des combinaisons entre partis et non de la volonté de ce peuple, c'est l'erreur grave que commettaient les réformistes (y compris les communistes). Aussi se trouveront-ils dans

(32) A. Nouschi, *La naissance du nationalisme algérien*, *op. cit.*, p. 90.

l'impasse lorsque le gouvernement Blum, après maintes hésitations, décida en 1938 l'abandon de son projet.

### Création du Parti du Peuple algérien et participation électorale

Quant à Messali et à ses amis, ils ne se laissèrent pas décourager par la répression. Après la dissolution de l'Etoile, ils fondèrent (le 11 mars 1937) à Nanterre (Paris), le Parti du Peuple algérien. « Entre la dissolution de l'E.N.A. et cette naissance, la lutte pour l'indépendance n'a pas cessé un seul instant. Le siège du P.P.A. est transféré à Alger, ce qui revêt une importance capitale pour le Mouvement national algérien... » (33).

Le P.P.A. prenait ainsi le relais de l'Étoile nord-africaine dissoute pour la troisième fois.

En France, le jeu des libertés démocratiques était relativement plus ouvert qu'en Algérie pour la création d'une organisation nationaliste. Dans ce pays, considéré pourtant comme terre française, l'administration, entre les mains des colons, en plus de la législation d'exception, opérait une telle restriction dans l'application des lois en vigueur qu'elle faisait de l'Algérie un pays à part. Il était donc nécessaire pour mener une action légale en Algérie, d'utiliser les possibilités juridiques relatives existant en France pour fonder le Parti du Peuple algérien, ce qui d'ailleurs ne mettait pas ce dernier à l'abri de la répression.

Dans ces années décisives (1930-1939), il était de la plus haute importance, pour le développement du Mouvement national, que le courant révolutionnaire (Etoile — P.P.A.) puisse s'exprimer, propager ses idées et s'organiser au sein des masses populaires algériennes. Il fallait éviter que sous l'effet de la répression et de l'hostilité des courants réformistes, ce courant soit réduit à une minorité agissante certes, mais contrainte à la marginalisation.

Les courants réformistes regroupés au sein du Congrès persistaient, par leur position, à imprimer à ce Mouvement national un caractère réformiste sous le contrôle du pouvoir colonial. Ce danger de déviation était représenté par la politique d'assimilation dans toutes ses variantes. Aussi, les militants révolutionnaires accordaient-ils la priorité au contact le

(33) — *Le problème algérien, op. cit.*, p. 33.

plus large possible avec le peuple afin de proposer une autre voie, plus conforme à ses aspirations. Populariser le mot d'ordre de l'indépendance constituait la tâche la plus urgente pour couper court aux faux espoirs que pouvaient susciter le réformisme et le Front populaire. L'entente objective de ces derniers avait pour but l'étouffement du courant révolutionnaire qui gênait l'un et l'autre en dénonçant auprès des masses, leur politique erronée. Ce combat urgent et vital devait être mené sur une grande échelle par la participation à toutes les manifestations politiques. L'activité clandestine forcément restreinte ne permettait pas d'atteindre ce but. C'est la raison pour laquelle les dirigeants de l'Etoile (dissoute) furent contraints de modérer dans la forme le programme du Parti du peuple algérien pour éviter de tomber sous le coup de la « reconstitution d'une association dissoute ». Dans ce programme, la référence à l'indépendance de l'Afrique du Nord disparaît pour démarquer le P.P.A. de l'Etoile nord-africaine. Le parti revendiquait toujours l'indépendance (Parlement algérien élu au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion). Ce repli tactique ressort dans cette déclaration faite par le Bureau politique du P.P.A. et diffusée par tract à Alger : « Le programme du parti consiste tout d'abord à lutter immédiatement pour l'amélioration morale et matérielle des Algériens, il défendra tout le peuple algérien et travaillera pour que l'ensemble de la population, sans distinction de race ni de religion, puisse jouir des mêmes droits, des mêmes libertés, en accomplissant les mêmes devoirs. Il prend comme devise « Ni assimilation ni séparation, mais émancipation ». Il considère l'assimilation comme une chimère. « L'Algérie forte de plus de six millions d'hommes parlant la même langue, ayant la même religion et le même passé auxquels le peuple reste fidèlement attaché, ne peut s'assimiler ou s'effacer, mais elle peut s'allier. Le parti n'est pas séparatiste ; tout en étant libres intérieurement, la force des choses, les intérêts obligent les peuples à s'unir et à s'allier afin de s'assurer leur sécurité réciproque et permettre les échanges de leur production et de leurs économies » (34).

Parmi les revendications immédiates du parti, il faut citer la liberté pour toute la population de l'Algérie, la défense du petit commerce, de l'artisanat, des ouvriers, des petits fellahs, des étudiants et des professions libérales, la question de l'eau et du crédit dans les territoires du sud.

(34) *El Oumma* (La Nation), 10 avril 1937.

La modération tactique du P.P.A. aurait dû en toute logique inciter les Oulama, notamment Ben Badis, à se rapprocher de Messali. Bien au contraire, l'Association des Oulama et encore davantage la Fédération des Élus tenaient plus que jamais à se démarquer du P.P.A. et à se rapprocher du P.C.A. Quant à ce dernier, s'il dirigeait sa propagande calomnieuse contre le parti nationaliste, c'est parce qu'il y voyait un concurrent dangereux. Par son travail de clarification, le parti de Messali dévoilait de plus en plus les inconséquences de la politique du parti communiste algérien. Grâce à son dynamisme, ses mots d'ordre rencontraient une audience de plus en plus large auprès des masses populaires. Le P.C.A. se trouvait ainsi dépassé sur sa gauche par un mouvement qu'il n'avait aucune chance de contrôler.

Les Oulama, la Fédération des Elus et les Communistes pensaient à juste titre, que si le P.P.A. présentait un programme modéré dans la forme, il n'avait pas changé dans le fond. Pour cela ils considéraient que les raisons qui les avaient amenés à refuser l'alliance avec le courant révolutionnaire demeuraient toujours valables. Ils ne concevaient d'alliance que sur la base d'un programe réformiste et « assimilationniste ».

Le P.P.A., pour sa part, refusait une telle base et restait attaché effectivement à la revendication principale de l'indépendance. Il rejetait catégoriquement toute forme d'assimilation. Il continuait à éduquer ses militants dans ce sens et à orienter ses activités pour la préparation d'une génération de combattants capables de résister à la politique de répression et de consentir les sacrifices nécessaires exigés par la lutte révolutionnaire.

Ch.-A. Julien, partisan convaincu de la politique d'assimilation, avait de la peine à comprendre que le mot d'ordre de l'indépendance nationale revêtait pour le peuple algérien plus d'importance que celui de « l'esprit de classe ». Il écrit : « Loin du prolétariat indigène de Paris et de Lyon, les revendications sociales s'estompaient et les visées nationalistes prenaient le dessus... ». Il affirme plus loin, que « ...En réclamant pour l'Algérie une indépendance lointaine, obtenue avec le concours de la France, Messali rejoignait les Oulama d'Algérie, les Néo-destouriens et l'Action marocaine... Le révolutionnaire cédait le pas au musulman... » (35).

Cet auteur, qui a eu le mérite de s'élever contre la politique des colons représente toute une lignée de démocrates fran-

(35) Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord...*, *op. cit.*, p. 109.

çais qui ne pouvaient s'empêcher de voir le problème algérien à travers le prisme des réalités françaises. Cette attitude conduisait la gauche française à l'incompréhension quasi générale du fait national et des mouvements révolutionnaires de libération des peuples dominés. La plupart des courants de cette gauche ne concevaient le « progrès » que dans les structures politiques françaises ou inspirées directement d'elles. Ils considéraient comme antinomiques les revendications sociales et la revendication de l'indépendance, l'engagement révolutionnaire et l'attachement aux valeurs arabo-musulmanes. Ils contestaient notamment cette dernière attitude alors qu'elle constituait la personnalité de tout le peuple algérien. L'Etoile nord-africaine, ensuite le P.P.A., revendiquaient cette personnalité dont la réalité s'est manifestée tout au cours de la guerre coloniale et de l'occupation. D'ailleurs, l'Etoile et le P.P.A. n'étaient pas les seuls à se réclamer de la réalité arabo-musulmane. Les Oulama s'en faisaient les champions et les Élus comme Ben Djelloul et F. Abbas se proclamaient musulmans. Ces deux derniers courants revendiquaient bien les « droits français », mais dans le cadre du statut musulman. Le mouvement de Messali n'eut donc pas à rejoindre les Oulama (et les néo-destouriens et l'action marocaine). En donnant une dimension politique à la « réalité arabo-musulmane », il s'affirmait, au contraire, comme révolutionnaire, ce qui le différenciait fondamentalement des courants de gauche d'obédience française comme le P.C.A. et des réformistes algériens. Il fut aussi, en Algérie, le précurseur de la revendication de l'indépendance en même temps que celui du mouvement de l'indé-musulman de libération et de l'unité. Il se différenciait des réformistes non seulement au niveau de la revendication, mais surtout à celui de la voie et des moyens pour réaliser les aspirations du peuple algérien.

Lorsque, le 12 septembre 1935, au Congrès islamo-européen de Genève, les délégués de l'Étoile affirmèrent la fraternité et l'unité de l'Islam », ils ne faisaient que traduire les sentiments des millions de musulmans dominés par les États colonialistes. Certes, l'Islam de l'Étoile et du P.P.A. n'était pas celui des notables, mais celui auquel étaient attachées les masses populaires dont il constituait l'univers et l'espoir de lutter et de vivre. La mobilisation de ces masses au nom des valeurs qui les sensibilisaient au plus haut point pour leurs propres objectifs relevait d'une stratégie révolutionnaire que ne partageaient pas les courants de la gauche française. Le parti communiste tenta de justifier son acceptation du projet Blum-Violette d'assimilation et son attitude réformiste en

accusant Messali de s'être rallié à « l'idéologie petite-bourgeoise et pan-islamiste » sous l'influence de Chekib Arslan (celui-ci militait pour la libération nationale des peuples arabo-musulmans et leur unité). Il rejoignait en cela les autres courants et personnalités de gauche qui voyaient dans le mouvement arabo-musulman de libération un danger pour la présence française. Ceux qui pratiquaient l'idéologie petite-bourgeoise étaient bien les courants qui préconisaient l'assimilation et non ceux qui luttaient aux côtés des masses pour l'indépendance nationale. A la lumière de l'expérience historique des peuples, on peut affirmer, d'une façon générale, qu'il n'y a aucune espèce d'antinomie entre révolution et Islam. On décèle mal ce qui aurait pu empêcher un musulman de s'affirmer subjectivement et objectivement dans la lutte révolutionnaire. Encore faut-il rejeter les préjugés accumulés contre l'Islam, l'Arabisme et les peuples musulmans en général. Ces préjugés ont des racines lointaines et sont entretenus par les divers courants de pensée de l'Occident (du christianisme aux marxistes). Ils ont été systématisés et utilisés en dernier ressort, par le colonialisme, les colons, pour dominer et exploiter ces peuples. Ils ont connu leur expression la plus extrême (chez les colons et la droite) dans la politique raciste qui consiste à inférioriser les peuples asservis ainsi que leur civilisation pour leur dénier les capacités et les droits fondamentaux de tous les peuples à s'autodéterminer.

Dans un autre passage, Ch.-A. Julien, abordant la constitution du P.P.A., parle de « l'imitation des Croix de feu qui s'étaient reconstituées sous le titre de parti social français (P.S.F.)... » (36). Cette forme d'expression risque de créer un amalgame chez le lecteur et de présenter le parti du peuple algérien comme un parti de droite. L'historien laisse percer ici une certaine rancœur, il tient grief au courant révolutionnaire de Messali d'avoir dénoncé la position d'un « colonialisme paternaliste » dont une partie de la gauche française ne parvenait pas à se départir.

C'est justement parce qu'il a dénoncé sans complaisance le colonialisme sous toutes ses formes, qu'il est devenu le véritable représentant des aspirations du peuple algérien à l'indépendance nationale. Quant au mot d'ordre de l'indépendance de l'Afrique du Nord, le P.P.A. a toujours œuvré dans ce sens. Mais il ne pouvait se substituer aux mouvements nationaux, marocain et tunisien. L'Action Marocaine et le Néo-Destour

(36) Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord...*, *op. cit.*, p. 109.

avaient leurs propres stratégies unitaires qui ressortissaient de leur situation juridique de protectorat. Les dirigeants de ces partis considéraient cette situation plus favorable à la libération de leurs pays que celle de l'Algérie « terre française ». La politique de la puissance coloniale (diviser pour règner), celle du réformisme algérien, n'ont pas été étrangers à l'absence d'un mouvement maghrébin plus unifié. Néanmoins, le P.P.A., comme l'Étoile, maintint toujours des contacts avec le Néo-Destour et l'Action Marocaine dans le but de coordonner les politiques des trois partis et de promouvoir une solidarité qui se manifestait naturellement au niveau des peuples. Ce fut par exemple le cas lors des événements d'avril 1938 de Tunisie et la répression qui s'abattit sur le peuple tunisien. Les nationalistes algériens dénoncèrent la répression comme ils l'avaient fait le 20 novembre 1937 en déclenchant une grève de soutien à la grève générale décidée par le Néo-Destour. Le repli tactique du P.P.A. était dicté par les nouvelles conditions de lutte et l'impérative nécessité de mobiliser les masses populaires. La participation aux campagnes électorales offrait la possibilité de contact avec ces dernières.

# 4. LUTTES, CHANGEMENTS POLITIQUES ET ELECTORALISME

## La première campagne électorale du P.P.A. (juin 1937)

Trois mois après sa constitution, le P.P.A. allait affronter la première épreuve électorale dans l'histoire du mouvement nationaliste. Malgré le renforcement de ce courant pendant les dernières années et notamment à partir de 1936, c'était un test difficile, car en plus de la répression, il rencontrait l'hostilité de toutes les formations comme l'Association des Oulama, la Fédération des Élus et le Parti communiste. Face à celles-ci et à l'administration, il ne pouvait compter que sur le courage, l'abnégation de ses militants et le soutien des masses populaires. Son audience auprès de ces dernières, étant donné le système électoral, ne signifiait pas la victoire acquise d'avance. Le nombre des électeurs (à Alger) ne reflétait pas l'importance numérique des masses musulmanes mobilisées par la formation nationaliste. Pour une population musulmane algéroise de 120 000 personnes environ, il n'y avait que 3 163 électeurs. Les élections municipales furent ainsi l'occasion pour le P.P.A. de participer et de se familiariser à une campagne électorale. Celle-ci ne ressemblait pas aux campagnes précédentes : elle fut beaucoup plus politisée. La propagande des candidats en présence déborda le cadre des affaires municipales pour s'étendre à l'explication des positions politiques sur les grands problèmes du moment.

En face de la liste du P.P.A., trois listes se trouvaient en présence (1) :

1) « La liste républicaine d'égalité politique et sociale » se composait de la majorité des conseillers sortants, de Tamzali, Tiar et deux membre du parti socialiste S.F.I.O. avec Bel Hadj (secrétaire du congrès musulman). Elle passait pour la liste des intellectuels qu'animait Tiar (homme d'affaires bien connu). Les candidats se présentaient comme des démocrates,

(1) M. KADDACHE, *La vie politique...*, *op. cit.*, p. 305.

militants du congrès musulman, partisans de la Charte revendicative du congrès et du projet Violette.

2) « La liste d'union populaire » (P.C.A.) rassemblait des employés, des petits fonctionnaires sous la direction de Ben Ali Boukort (secrétaire général du P.C.A.). Elle s'engageait pour le programme du Front Populaire, du Congrès musulman et la réalisation de la charte revendicative du 7 juin 1937. Elle considérait le vote du projet Violette comme une étape vers le suffrage universel, le droit de réunion pour tous et la mise à la disposition des organisations du Congrès et du Front Populaire de tous les locaux et des stades municipaux.

3) « La liste de concorde et d'union » était formée par des propriétaires, de riches commerçants, d'un Européen, M[e] Ladmiral, de Bouderba (tête de liste) et de Chekiken. Elle œuvrait pour le programme de défense des intérêts de la population indigène, concrétisé par le projet Violette. C'était la liste la moins politisée.

A l'exception de la liste du P.P.A., toutes les autres listes soutiennent le projet Violette ; deux listes (la liste républicaine de Tiar et celle de Boukort, union populaire) se réclament du congrès musulman. Les partisans de ce dernier n'ont pas présenté de liste commune, comme on aurait pu le penser. Aussi n'étaient-ils pas bien placés pour reprocher au P.P.A. de constituer un élément de division.

La campagne électorale connut une grande intensité du fait de la participation du P.P.A. dont les militants firent preuve d'une activité débordante. Mais ces derniers, dans leur grande majorité, n'étaient pas électeurs à cause de leur jeunesse. Ils purent organiser des meetings, prononcer des discours et expliquer leur politique. Ils ne pouvaient compter que sur leurs propres moyens, tracts, journaux, etc. Les autres candidats s'attaquèrent comme en pareille occasion, avec tous les arguments, portant sur les questions politiques, mais plus souvent sur des questions personnelles.

*La Défense,* journal de Lamine Lamoudi (président de la « jeunesse du congrès ») et très proche de l'Association des Oulama, soutint la « liste d'union populaire » (P.C.A.). Le Cheikh el-Okbi fit connaître la position du congrès qui consistait « officiellement » à ne pas prendre parti dans cette campagne. En réalité, les sympathies des Oulama se partageaient entre les candidats des deux listes faisant partie du congrès. Il est à noter qu'aucun journal, ne serait-ce qu'à titre d'information, ne publia le programme de la liste du P.P.A.

Cette campagne, qui intéressa vivement le public algérien,

se termina au premier tour par un ballottage. La liste d'union populaire — P.C.A. — arrivait en tête, devant les « notables » et les « intellectuels ». Le P.P.A. dont ce fut la première expérience électorale, ne pouvait espérer, cette fois, placer en tête ses candidats, et ce d'autant plus qu'une bonne partie de ses militants et de ses sympathisants n'étaient pas inscrits sur les listes électorales (sur 3 163 électeurs, 2 188 prirent part au vote, soit 69 % qui se répartissaient ainsi : Liste républicaine : 550 ; Liste d'union populaire : 700 ; Liste du P.P.A. : 210).

Mais les idées exposées au premier tour faisaient leur chemin. Le P.P.A. décida de maintenir ses candidats au second tour, ce qui eut pour effet d'accentuer l'hostilité du P.C.A. dont la campagne fut en grande part dirigée contre ce Parti. La liste soutenue par le Parti communiste se vit renforcée par la présence de Lamine Lamoudi, membre de la direction de l'Association des Oulama. La bataille fit rage entre les réformistes de la liste communiste et les nationalistes du P.P.A.

Jouant de l'amalgame facile, les communistes tentèrent de présenter le P.P.A. comme un parti fasciste et ses militants comme des « agents provocateurs et aventuriers camouflés en P.P.A. », prolongement du P.P.F. (Parti populaire français de droite). « Le P.P.A. est le prolongement du P.P.F., il a la même position que ce dernier, il est contre le Front populaire, contre le congrès, spécialiste dans l'art de la provocation, de la violence. Il y a une collusion entre les maires fascistes et le P.P.A. » (2).

Au deuxième tour (4 juillet 1937), la liste d'Union populaire soutenue par une large coalition de réformistes fut élue en entier avec 1 050 voix. Celle de Tiar (intellectuels) obtint 870 voix et celle du P.P.A. rassembla 320 voix (110 voix de plus qu'au premier tour). Les communistes comprirent que leur succès risquait d'être provisoire devant la vague de fond nationaliste déclenchée par le P.P.A. Au lieu de s'en approcher, ils entreprirent une campagne de calomnies pour tenter de l'isoler des autres courants politiques.

## Le deuxième congrès (juillet 1937)

Les thèmes, repris contre tout adversaire du P.C., n'eurent aucune influence sur les masses, les travailleurs et la jeunesse. Ceux-ci, au contraire, ressentaient au fond d'eux-mêmes un

(2) *Lutte sociale*, 13 juillet 1937.

nouveau sentiment de dignité et d'espoir, éveillé par le travail en profondeur effectué par les militants du P.P.A. L'écho du mot d'ordre de l'indépendance se répercutait au loin auprès de la grande masse du peuple qui suivait avec scepticisme l'agitation entretenue par les réformistes autour du projet Violette. Au moment où les réformistes, encouragés par le succès électoral, redoublaient d'activité pour relancer le Congrès musulman afin de réclamer l'application de la politique d'assimilation (représentation parlementaire), le P.P.A. renforçait son audience auprès des masses.

Ce clivage allait montrer que le sort des groupements composant le Congrès musulman était lié à la politique du gouvernement du Front populaire, tandis que celui du P.P.A. dépendait de plus en plus de l'adhésion des masses populaires et particulièrement de la jeunesse.

La préparation du deuxième congrès musulman de juillet 1937 fut l'occasion pour ces deux principaux courants de clarifier leurs positions. Au cours des nombreuses réunions qui précédèrent le congrès, le P.P.A. (n'ayant pas été invité, sous la pression des communistes) dirigeait ses attaques contre celui-ci, lui déniant « la qualité de musulman et d'algérien puisque son comité est formé de staliniens, de francs-maçons et de naturalisés français ». Ses militants intervenaient dans la plupart des réunions pour exiger des positions claires sur « la question nationale ». Cette action touchait le point faible des réformistes et les gênait considérablement devant le public. Les militants du P.P.A. continuaient inlassablement leur travail malgré leurs expulsions fréquentes des réunions, où ils tentaient d'apporter la contradiction. Leur but consistait à éclairer les masses sur les dangers du projet Violette qui ne faisait que relayer, devant la montée du mouvement national, la politique de naturalisation individuelle. Ce projet constituait une diversion, un « os à ronger » pour lutter contre le « nationalisme arabe ». Celui-ci était considéré comme le danger principal par tous les groupements de gauche, de droite et des réformistes. Même l'Union Fédérale des Etudiants prit à son tour position pour le projet du gouvernement. Elle adhéra au principe de l'assimilation et lança un cri d'alarme car « si l'on devait décevoir une troisième fois les musulmans après 1919 et 1930, « on risquait d'acculer la population à un nationalisme arabe dont les conséquences sont imprévisibles (3). Les partis appuyant le Front populaire préféraient « voir entre les mains de l'indigène un bulletin de vote qu'un fusil ».

(3) M. KADDACHE, *La vie politique, op. cit.*, p. 312.

Le projet Blum-Violette autour duquel on faisait un grand bruit ne permettait qu'à une minorité d'en bénéficier (21 000 électeurs musulmans environ) et le bulletin de vote considéré comme une arme efficace ne pouvait jouer que dans le sens du maintien de l'Algérie sous la domination française (il avantageait en fait la catégorie des bourgeois et des serviteurs de l'administration).

Les Oulama eux-mêmes qui proclamaient tour à tour leur adhésion à ce projet et leur affirmation de l'existence de la Nation algérienne, s'enfermaient dans cette contradiction. Il est vrai que les réformistes ne pouvaient admettre que dans certaines circonstances historiques le recours « au fusil » soit l'unique moyen de faire aboutir les aspirations populaires. Pour eux, le projet Violette signifie que : « Les musulmans qui ont accepté et soutenu ce projet... veulent surtout faire admettre le principe que le musulman algérien peut jouir des droits du citoyen français sans renoncer à son statut. Le peuple attend, mais sa patience s'émousse... Cependant qu'il ne s'énerve pas et qu'il demeure ferme jusqu'à ce que l'avenir lui dévoile les choses, à ce moment-là, il suivra la politique que lui dicteront les faits nouveaux, s'ils sont bons, elle sera bonne, s'ils sont mauvais, elle sera mauvaise » (4).

Ils oubliaient seulement que l'avenir ne dicte rien qui ne soit le résultat de l'action dans le présent. Les Oulama et toutes les autres organisations croyaient, comme le comité algérois du congrès, que le collège unique pour une infime catégorie de musulmans et de tous les Européens constituait « un pas vers le suffrage universel, revendiqué par la charte revendicative du congrès de juin 1936 ».

Malgré toute la modération des partisans du Congrès, de leur déclaration plus ou moins « loyaliste », du soutien des hommes politiques français de gauche, le projet Violette demeurait à l'état de projet.

Le P.P.A. faisait exception dans cette campagne et rejetait nettement le projet dans lequel il ne voyait qu'un leurre et une œuvre de dissociation du peuple algérien. Dans son journal « El Oumma », il affirmait que le « projet ne passera pas » et « qu'il était impossible de changer de nationalité comme on change de cravate... Notre nationalité c'est avant tout notre passé, notre histoire, nos mœurs, nos souvenirs de jeunesse, nos habitudes d'esprit, tout ce qui entre dans la

(4) *El Bassair*, mai 1937 (organe de l'Association des Oulamas).

composition de notre moi et on ne peut vider la personnalité de son contenu par un acte de volonté... » (5).

La pression politique exercée sur les réformistes par l'action du P.P.A. amena ces derniers à tenter de justifier leurs positions par les aspects positifs du projet Violette. Ils prétendirent que la majorité des Algériens avait accepté ce projet comme une partie de leurs revendications. En fait, cette majorité n'allait pas au-delà du cercle des politiciens, des personnalités, des notables. La majorité : les paysans, les travailleurs, la jeunesse, les chômeurs n'étaient pas sensibles aux « bienfaits du projet ». Par crainte d'être davantage embarrassés, les communistes et les Oulama s'opposaient à la participation du P.P.A. au congrès. Ils croyaient ménager ainsi de meilleurs rapports avec le gouvernement du Front populaire. Un congrès prétendu musulman excluait de son sein les meilleurs défenseurs de l'Islam.

Malgré l'optimisme affiché par les congressistes, le congrès s'est déroulé dans une atmosphère de discorde. La Fédération des Élus, ou plutôt Ben Djelloul montra quelque réticence à la présence des communistes. L'absence de résultat concret, les tergiversations du Front populaire, ne manquèrent pas de susciter un certain désenchantement. Le Parlement français, malgré les promesses du gouvernement Blum, ne semblait pas prêt à donner vie au projet Violette qui n'était même pas passé en discussion. Les dirigeants du Congrès musulman purent constater que la pression des représentants de la colonisation pesait plus lourd en France que ce congrès qui se voulait le représentant de tous les « indigènes ».

Aussi, c'est avec désappointement qu'ils recommandaient aux Élus musulmans de démissionner de leur fonction en cas de non-promulgation du projet Blum-Violette. L'un de ses porte-parole, Lamine Lamoudi, dirigea ses attaques contre Messali, coupable à ses yeux de complicité avec les gros colons et l'administration dans le but de faire avorter le congrès musulman (6). C'était là un argument communément utilisé par les congressistes pour répondre aux attaques du P.P.A. Cette prétendue connivence entre celui-ci et la réaction coloniale était le produit d'une mauvaise foi évidente.

Si le P.P.A. s'opposait au congrès, c'est parce qu'il considérait les revendications et l'action de celui-ci contraires aux aspirations et aux intérêts du peuple algérien. Ses militants

(5) *El Oumma,* 10 mai 1937.
(6) *La Défense,* 23 juillet 1937.

partageaient la conviction que la voie du congrès conduisait ce dernier à l'impasse. Le projet Blum-Violette s'opposait dans l'esprit et dans la lettre à l'indépendance, seule solution du problème algérien. C'est à partir de convictions et d'une position révolutionnaire que les militants nationalistes combattaient toutes les formes d'assimilation et ceux qui les soutenaient comme les communistes et les Oulama. Ce débat politique montrait deux attitudes : l'une révolutionnaire (P.P.A.) et l'autre réformiste (congrès).

Quant à la réaction coloniale (qui rejetait le projet) représentant l'ultra-colonialisme, elle voyait dans chaque changement, même infime, une atteinte à sa suprématie et à ses intérêts. Ses conceptions rétrogrades et bornées, son racisme viscéral, l'amenaient à une évaluation erronée de ses propres intérêts à long terme. C'est ce que lui reprochaient par exemple Violette et bien d'autres (7).

Ces derniers considéraient la politique coloniale traditionnelle inapte à la nouvelle situation. Ils se préoccupaient, en priorité, du maintien de la présence française dont la continuité exigeait un réaménagement de pure forme du système colonial, à l'aide de réformes mineures. Mais ce qui importait le plus au peuple algérien, c'était avant tout la destruction de ce système.

Le P.P.A. (s'avérant lucide) rejetait une politique inefficace et antinationale pour lui substituer une politique révolutionnaire, seule apte à détruire à la base « la présence coloniale ». En réalité, ces accusations reflétaient le désarroi des courants réformistes qui commençaient à douter de la capacité du gouvernement du Front Populaire, après avoir tenté de polariser les espoirs du peuple sur sa politique, de promouvoir les réformes revendiquées par le Congrès musulman. L'action soutenue du P.P.A. transformait progressivement l'opinion algérienne dans un sens radical et faisait apparaître, par la même occasion, les faiblesses de la politique réformiste. De même, elle mettait à nu la politique colonialiste et dénonçait avec force le piège du projet Blum-Violette qui tendait à perpétuer la domination et l'exploitation du peuple algérien.

En mettant en cause globalement le système de la colonisation, le P.P.A. devait provoquer l'hostilité de toute la droite qui le taxait d'« antifrançais ». Il s'attirait les foudres de l'administration parce qu'il « portait atteinte à la souveraineté française ». Il n'y avait là rien d'étonnant de la part des défenseurs du colonialisme. Mais bien curieux apparaît l'acharne-

(7) Voir « L'Algérie vivra-t-elle ? » de Maurice VIOLETTE, Éd. Alcan, 1931, Paris.

ment mis par la gauche, des modérés à l'extrême gauche, à le combattre. On tentait de le discréditer devant l'opinion en l'accusant d'être composé « d'analphabètes », de « voyous » ou de « provocateurs » ou de faire preuve de peu de réalisme en revendiquant l'indépendance comme le fit par exemple un militant des « Jeunesses du congrès » (8), lors d'une réunion contradictoire à Alger (cinéma Diamont, 12 juillet 1937), qui devait dire : « Qu'on le veuille ou non, on est rattaché à la France ». C'était là l'opinion de tous les partisans du congrès musulman.

La plupart des critiques portaient sur Messali dont le courage et l'action imprimaient un grand dynamisme au parti. La campagne anti-P.P.A., loin de décourager les militants, les galvanisait au contraire. Ils se mettaient à l'école révolutionnaire de l'action, de l'abnégation et du sacrifice. Ils se préparaient à sacrifier leur vie pour l'indépendance de l'Algérie, comme l'atteste le serment prêté par les assistants du meeting du 18 juillet 1937 (cinéma La Perle d'Alger). Ils répondaient aux calomnies en s'organisant davantage comme au défilé du 14 juillet 1937 à Alger, de loin le plus important et qui remporta un grand succès. « Ils étaient les plus nombreux et les plus disciplinés » comme devait le reconnaître le journal *Lissane Eddine* (15 juillet 1937).

« Les ignorants », comme les appelaient les Oulama, savaient « accepter les bastonnades, les privations, les sévices de l'impérialisme et clamer à la face du monde que l'Algérie musulmane n'abdiquera pas sa nationalité, et restera toujours musulmane ». Ainsi répondit Messali à ses détracteurs. Ceux-ci, qui s'exprimaient par la voie des journaux « La défense » et la « Justice sociale » (P.C.A.) comptaient, par les pressions, amener le P.P.A. à leur position modérée. Après l'avoir empêché d'assister au congrès, ils tentaient ainsi de le dissoudre dans un front à objectifs limités. En refusant ce jeu, Messali se fit taxer par le P.C.A. « d'agent du colonialisme, des affaires indigènes, de l'impérialisme ».

Le P.P.A. dénonçait à son tour avec plus de violence le congrès musulman, utilisé par le P.C.A., pour toucher la masse musulmane hostile à l'idéologie athée. Messali devait dire : « Le congrès n'est pas un congrès musulman, n'est pas libre dans ses délibération, dans sa marche et dans ses décisions, les directives viennent d'un parti étranger. »

(8) « Les Jeunesses du Congrès », organisation dirigée par Lamine Lamoudi. La réunion s'est tenue dans un cinéma d'Alger, « le Diamont », le 12 juillet 1937.

Il est vrai que les communistes noyautèrent le congrès et la plupart des comités Front populaire-congrès constitués pour réclamer l'application du projet Blum-Violette.

D'autre part, cette campagne des partisans du congrès contre les nationalistes paraissait suspecte. L'administration colonialiste, qui n'avait pas cessé de réprimer ce courant, trouvait là un encouragement pour les frapper encore davantage. Le développement du courant révolutionnaire causait de sérieuses inquiétudes au pouvoir colonial, en même temps qu'il dévoilait le caractère antinational de la politique réformiste des partisans du congrès.

### L'arrestation de Messali

C'est le 27 août que Messali et quelques-uns de ses amis (Khyder, Lahouel, Zakarya, Gherafa, etc.) furent arrêtés pour « excitation à des actes de désordre contre la souveraineté de l'État ». Il fut condamné à deux ans de prison, privé de ses droits civils, civiques et politiques. Il subit un traitement aussi humiliant que mesquin (9) à la prison de Barberousse (à Alger) où il fut enfermé avec ses compagnons. Par une telle mesure et un tel traitement, on voulait porter atteinte à la dignité d'un homme dont le prestige grandissait rapidement auprès des masses algériennes. Ces pratiques avaient lieu sous un gouvernement de Front populaire, soutenu par les communistes, espoir des Oulama et des Elus de la Fédération. Mais ce coup porté au P.P.A. le grandit davantage aux yeux du peuple qui accordait de plus en plus sa sympathie à des militants que n'arrêtait pas la prison et qui tenaient leur serment.

Lors de son procès, Messali expliqua le programme de son parti : « Notre principale revendication politique est certes la création d'un parlement algérien, mais il ne faut pas oublier que celui-ci existe à travers les délégations financières, malheureusement d'une façon antidémocratique. Nous demandons sa transformation en une assemblée, élue au suffrage universel sans distinction de race ni de religion. »

Ferhat Abbas, les Oulama, Lamine Lamoudi, protestèrent tardivement contre la mesure qui frappait Messali. Quant au Parti communiste, il le fit après la condamnation. De nom-

(9) L'administration pénitentiaire poussa la bassesse jusqu'à lui épiler les sourcils et raser la barbe qu'il portait depuis plusieurs années. Mesure que confirme Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord, op. cit.*, p. 118.

breux militants nationalistes l'accusèrent d'être, plus ou moins, l'instigateur de l'arrestation des dirigeants nationalistes. C'est ce qui ressort d'un appel du comité directeur du P.P.A. « La vérité est que Messali n'a voulu recevoir d'ordre ni de l'émir Chekib Arslan, ni de Staline, et c'est justement parce que l'Etoile Nord-Africaine a refusé d'écouter le P.C. qu'elle a été frappée (10). »

L'administration, comme le P.C.A. pour des motifs différents, visait à la destruction de la seule organisation politique qui exprimait fidèlement et authentiquement les aspirations nationales du peuple algérien. Pour l'administration, elle avait le tort de revendiquer l'indépendance. Le P.C.A. considérant en priorité son existence propre, y voyait un mouvement en progrès constant qui mobilisait les masses. Aussi s'acharnait-il à présenter les militants comme « des jeunes sans expériences qui réveillaient les mauvais instincts du peuple ». L'attachement à la religion, sa réactualisation comme idéologie de combat contre le coloniaslisme, une lucide compréhension de l'intérêt du peuple algérien, sa culture et sa personnalité étaient pour les communistes de mauvais instincts, même lorsqu'ils servaient la révolution. Ce qui n'empêchait pas le P.C.A. de chercher désespérément l'alliance avec les Oulama, musulmans modérés, et de refuser de reconnaître à d'autres musulmans, issus du peuple (les militants du P.P.A.), les mérites dus à leur combat, à leur abnégation et à leur clairvoyance politique. Au contraire, il tentait de les discréditer, aidé en cela par la répression qui s'abattait sur eux et maintenait depuis des générations le peuple dans la crainte.

Les communistes constituant l'une des forces principales du Front populaire, ils utilisaient ce pouvoir (11) pour dénoncer « le faux nationalisme du P.P.A. », et ce d'autant plus qu'ils soutenaient la politique d'assimilation. Afin de dissiper la confusion que tentaient de semer leurs adversaires, les responsables de ce parti expliquaient la nature de leur organisation et le contenu de leur politique, dans leur journal « El Oumma » : « C'est une organisation exclusivement composée d'Algériens. Elle n'est pas l'organisation des indigènes en général. Elle est celle, plus précisément, des travailleurs qui

(10) *El Oumma,* décembre 1937. Depuis que se dégradèrent les rapports entre le P.C. et l'E.N.A., Messali fut souvent taxé par les communistes d'être à la solde de Chekib Arslan. Bien que le leader algérien eût un grand respect pour ce dernier et qu'il partageât le même idéal arabo-islamique, il en différait sur de nombreux points tactiques ou stratégiques.

(11) Sans participer directement au gouvernement, le P.C. appuyait de toute sa force la politique du Front populaire.

forment la majorité de ses adhérents, des basses couches de la bourgeoisie moyenne, et des petits industriels ; les professions libérales et intellectuelles représentent une minorité dans son sein ». « Sa politique reflète sa composition sociale, elle appuie les revendications sociales interprétant les desiderata et les aspirations des masses profondes, dont le P.P.A. est l'émanation. Le P.P.A. est indépendant politiquement et organiquement ; il est indépendant de tout parti quel qu'il soit. Ce sont les indigènes algériens, et uniquement eux, qui tracent sa ligne de conduite. »

« Si les indigènes organisent un parti formé uniquement d'indigènes, c'est une pensée légitime qui est l'expression même des aspirations profondes de tout un peuple opprimé qui tend par tous les moyens à forger l'instrument de sa libération. » « Les Algériens ont constitué leur propre parti et se sont donné leur propre journal, car les préoccupations quotidiennes des partis ouvriers métropolitains sont différentes des nôtres ; le manque de continuité dans l'effort sur la question coloniale, la subordination de cette question à la politique générale avec toutes ses variations, avancées, reculées, hésitations, changements de tactique, tournante, volte-face, avec massacre de militants ne permettent pas une collaboration désirable... ». « Le P.P.A. ne comprend pas la haine et est prêt à toute collaboration éventuelle avec toutes les organisations démocratiques et en particulier les organisations prolétariennes de "la métropole", à une collaboration loyale basée sur l'égalité des partis et non sur l'assujettissement et la subordination (12). »

## Les rapports entre le P.P.A. et le P.C.A.

La déclaration posait le problème des rapports entre le P.C. et le P.P.A. C'est la grande question qui n'a jamais été résolue, car le P.C. a toujours adopté une attitude de supériorité dans la plupart des cas (notamment en Algérie) qui n'est basée sur aucune réalité. C'est simplement par volonté unilatérale que le P.C. s'imposait en centre principal, détenteur de la vérité idéologique et politique. On lit dans le même journal que « c'est sa composition sociale, son indépendance politique (du P.P.A.) qui en font un objet de haine du P.C. C'est un rival dangereux du P.C., car il tend de plus en plus à étendre

(12) *El Oumma*, décembre 1937.

son influence sur les couches de plus en plus larges des travailleurs algériens ».

« Si les Algériens se détournent du P.C. et vont au P.P.A., c'est à cause de la fermeté de la politique du P.P.A. ». « Le P.C., persona grata de la République, puissant parti du rassemblement populaire, pilier du gouvernement du même nom, prépare l'opinion publique à l'annonce de la dissolution du P.P.A. S'il réussit, aux pages glorieuses pleines d'abnégation et de dévouement infini qu'il a inscrites lors de la guerre du Riff et de Syrie dans le livre d'or du mouvement ouvrier, s'ajoutera une page pleine de honte et chargée d'opprobre portant ce titre : en 1937, le P.C. a abandonné les dernières positions du matérialisme dialectique qui sont celles de Marx et de Lénine pour celles de la réaction et du colonialisme » (13).

Ces citations de M. Kaddache, que nous reproduisons, sont d'une grande importance ; elles résument parfaitement les causes du conflit entre le P.P.A. et le P.C. ; elles éclairent les raisons qui ont amené le P.P.A. à dénoncer l'opportunisme du P.C. sans que celui-ci puisse apporter une critique concrète et objective à la ligne politique du P.P.A., sinon par la propagande calomnieuse ou l'insulte.

Cette méthode, employée constamment par le P.C., fut inopérante, même ultérieurement, car le P.P.A. sortait de la bataille encore plus renforcé et le prouva à l'occasion des élections cantonales en octobre 1937.

## Les élections cantonales d'octobre 1937

La participation du P.P.A à ces élections constituait davantage un moyen de lutter contre la répresion et les attaques de ses adversaires qu'une foi dans les vertus du mandat de conseil général. C'était avant tout un bon moyen pour susciter au sein des masses un élan de solidarité avec son chef Messali, emprisonné, sur la base d'un choix politique. De la prison de Barberousse, Messali était désigné candidat.

Il se montra plus modéré dans la formulation de son programme pour éviter la dissolution de son parti : « La nation colonisatrice doit acheminer l'Algérie vers une émancipation morale et matérielle ; le but du P.P.A. est d'élever l'Algérie au rang des autres nations majeures » devait-il déclarer. Trans-

(13) Mahfoud KADDACHE, *Vie politique à Alger, op. cit.*

formation des délégations financières en une assemblée algérienne élue au suffrage universel sans distinction de race, ni de religion, abolition du code de l'indigénat, du code forestier, respect des libertés démocratiques, enseignement de la langue arabe, application des lois sociales, rétablissement de l'impôt progressif sur le revenu, nationalisation du crédit, les industries, telles étaient quelques-unes des revendications contenues dans le programme du P.P.A. (14).

Le mot d'ordre de ces élections était : « Votez pour Messali, contre la répression et pour l'union. Une plate-forme pour notre union existe ; c'est notre terrain revendicatif, chacun peut conserver sa propre idéologie, tout en unissant nos efforts dans une action commune pour sauver notre peuple de la détresse dans laquelle il se bat. »

Le choix politique que proposait le P.P.A. aux électeurs visait à la dénonciation de la politique d'assimilation qui avait « fait faillite sur ce vieux sol musulman ». « Votez nationaliste et vous rappellerez à la France les engagements qu'elle a pris d'acheminer le peuple algérien vers un avenir radieux d'émancipation sociale et humaine. »

Le journal « Ech Chaâb » lançait un appel pour provoquer un mouvement de solidarité avec les emprisonnés politiques : « Ô peuple algérien généreux ! Tu peux désormais être fier de tes nobles fils et de tes héros qui souffrent et sont incarcérés pour ta cause. Ta liberté était leur pensée et ton bonheur, leur foi et leur volonté, en votant pour eux, tu condamnes la politique de force et d'arbitraire du colonialisme » (15).

Les militants du P.P.A. déployèrent une intense activité au cours de cette campagne, malgré la répression et les attaques des autres partis qui avaient aussi présenté des candidats : A. Ouzagane (P.C.A.) défendait le programme du Front Populaire et le projet Blum-Violette, Ben Hadj (S.F.I.O.), Chekiken (notable) se réclamaient du programme du congrès.

A l'issue du premier tour, le candidat du P.P.A., Messali, arriva en tête avec une confortable avance sur les autres candidats, et ce en dépit de l'obstruction de l'administration, avec 2 485 voix ; Chekiken : 711 voix ; Ouzegane : 580 voix ; Hafiz : 984 voix ; Zerrouk : 188 voix ; Ben Hadj : 955 voix. Cette victoire éclatante du P.P.A. déconcerta tous ses adversaires. On vit les communistes qui avaient appelé à la répression contre le P.P.A., reprocher à l'administration d'en avoir incar-

(14) *El Oumma*, octobre 1937.
(15) *Ech Chaâb* (journal en arabe) du 15 septembre 1937.

céré les militants. Ils prétendaient que l'arrestation « créa pour eux une auréole de martyrs et amena de nombreuses voix à se porter sur le candidat du P.P.A. ». Cette attitude se passe de tout commentaire.

Au second tour, il ne restait plus que trois candidats : Messali, Ben Hadj (ayant bénéficié du désistement de Ouzegane) et Zerrouk, le candidat de l'administration, auquel il faut ajouter la candidature impromptue de Lamine Lamoudi avec comme prestige « la parution de 165 numéros de *La Défense* et quatre ans de lutte acharnée ». Le mot d'ordre de ses amis de la Jeunesse du congrès musulman fut : « Votez pour Lamine Lamoudi car Messali n'est pas éligible ».

Messali eut effectivement 3 450 voix, Lamoudi 1 535, Zerrouk 1 730 voix et Ben Hadj 800 voix. Les résultats officiels étaient les suivants : Zerrouk Mahiedine : 2 432 voix, élu ; Messali : 1 754 voix ; Lamoudi : 961 voix et Ben Hadj : 800 voix (16). Le P.P.A. revendiquait 4 063 voix ; *La Défense* (17) devait écrire : « C'était un défi ! Pour permettre à Zerrouk de venir en tête, on avait annulé 2 300 voix à Messali. »

On inaugurait le système du truquage électoral qui sera l'une des caractéristiques des élections en Algérie. L'immixtion de l'administration fut à ce point flagrante que le conseil de préfecture admit que les bulletins de vote au nom de Messali avaient été annulés sans raison valable : « Considérant qu'il est exact et non dénié que si les bulletins annulés à tort par certains bureaux de vote d'Alger avaient été comptés comme il se devait au sieur Messali, il eût dû certainement être proclamé élu au lieu et place de Zerrouk Mahiedine. » Ce qui n'empêcha pas de proclamer l'élection de Zerrouk Mahiedine et de rejeter les protestations de Messali comme non fondées, par application des articles 10 et 13 du décret du 6 février 1919, en vertu duquel Messali était inéligible. Mais les communistes et ceux qui les soutenaient étaient les plus grands perdants de ces élections. Un véritable tournant politique s'amorçait au profit du nationalisme. Les organisations politiques voyaient leurs adhérents rejoindre le parti le plus conséquent, sinon encore le plus efficace. Le nom de Messali pénétrait les bidonvilles et les « gourbis » et son organisation s'enracinait progressivement dans le pays. Le mouvement national, jusqu'alors dominé par les courants réformistes, prenait une autre consistance avec le renforcement du P.P.A. et la

(16) *L'Écho d'Alger*, 25 octobre 1937.
(17) *La Défense* (Lamine Lamoudi), 24 octobre 1937.

propagation de ses idées au sein des masses populaires. Ni la politique en dents de scie des communistes, ni celle des Oulama ou des Elus, ne pouvaient faire obstacle au développement du nationalisme révolutionnaire basé sur l'action des masses et incarné par le P.P.A. Celui-ci, conscient de sa victoire, tirait ainsi la conclusion de cette campagne : « Si l'union, l'entente et la fraternité avaient un sens en Algérie, et à Alger particulièrement, aucun candidat n'aurait eu l'indécence de se dresser contre Messali. »

« Hélas, ce n'est pas Zerrouk Mahiedine, valet servile de l'administration, ni l'autre valet Ouzegane, à tribut fixe celui-là, qui eussent cherché l'intérêt du peuple algérien ailleurs qu'à la direction des affaires indigènes ou dans une autre organisation aussi tyrannique. »

Le même journal s'insurgeait contre les « 144 mois de prison infligés aux défenseurs d'un peuple opprimé, affamé, qui gémit sous les bottes du régime le plus odieux qui puisse se concevoir ».

## Le procès de Messali et les élections municipales de 1938

Le procès de Messali sensibilisa à un haut point le public dont l'opinion se polarisa sur le nom du leader nationaliste. Les dirigeants réformistes furent amenés bon gré, mal gré à dénoncer ce procès. Mais ils ne profitèrent pas de ces conditions favorables à l'union pour s'entendre avec le P.P.A. sur une plate-forme politique plus avancée que leur programme. Le déplacement du centre de gravité du mouvement national vers le nationalisme révolutionnaire devait se confirmer en novembre 1938 lors des élections partielles de deux conseillers municipaux (le conseil de préfecture avait prononcé l'annulation de l'élection de Lamoudi et Boukort). Le P.P.A. apportait son soutien à la liste d'union économique et sociale avec les candidatures de A. Boumendjel (avocat de Messali) et Abbas Mohamed (18).

Le P.C.A. présenta Haddou et Boukort sur la liste d'union populaire avec le même programme que celui des élections précédentes. Ses candidats furent nettement battus et n'obtinrent que la moitié des voix que recueillirent Boumendjel et Abbas Mohamed (union économique et sociale) appuyés par le P.P.A.. L'électorat musulman glissait ainsi, en l'espace

(18) *El Oumma*, novembre 1937.

d'un peu plus d'une année, vers les positions du P.P.A. et condamnait, par là même, toute politique réformiste. Il se rendait compte de plus en plus que les espoirs mis par les partisans du Congrès musulman dans le Front populaire et ses vaines promesses s'avéraient sans fondement.

Le Congrès musulman perdait ses illusions, à l'exception des communistes qui continuaient à défendre la politique du Front populaire.

Au sein des Oulama, Ben Badis prit le plus nettement conscience de l'impasse où se trouvait le congrès, mais c'est pour affirmer un nationalisme musulman modéré qu'il tentait de concilier un loyalisme à toute épreuve à la puissance occupante et des positions politiques contraires à ses professions de foi.

Des gouvernements du Front populaire, celui de Chautemps-Blum décevra le plus les réformistes qui adoptèrent une position de réserve et ne lui renouvelèrent pas leur confiance comme à l'accoutumée. Ce qui eut pour effet de leur attirer les critiques de Boukort au nom du P.C.A. Celui-ci persistait à manifester une confiance inébranlable au Front populaire, malgré la carence de ce dernier.

Ben Badis devait répondre à ces critiques que : « La France promet et manque à sa parole parce qu'elle a vu son intérêt dans ce manque à la parole, donc aucun espoir de la voir se départir de cette attitude tant qu'elle y verra son intérêt. L'Algérie se leurre et se laisse tromper, il se peut que ce leurre et que cette tromperie durent, il se peut également qu'apparaisse à ses yeux le mirage de ses illusions, elle ne se laissera pas tromper alors, ni se leurrera, elle tombera dans le désespoir, en subira tous les effets et fera ce qu'il lui dictera... Le retardement nous poussera au combat, au corps à corps, sans souci du danger et du sacrifice » (19).

Cette mise en garde aussi significative que vaine, montre que le Cheikh n'était pas dupe de l'impasse où conduisait la politique du congrès musulman. Il n'en tira pas pour autant de conclusion pratique et ne changea pas d'orientation. S'abstenir d'accorder sa confiance au gouvernement français, comme le firent les Oulama, ne constituait pas une politique capable de montrer une nouvelle voie au peuple algérien, ni d'influer sur les décisions du gouvernement français.

L'une des raisons profondes qui amenaient les Oulama à persévérer dans une voie qu'ils savaient sans issue est qu'en

(19) M. KADDACHE, *op. cit.*, p. 349.

leur for intérieur ils ne croyaient pas à l'indépendance. Car ils sous-estimaient les capacités de lutte du peuple et surestimaient celles de la colonisation. La conception « élitiste » (20) de la lutte politique, leur composante humaine (de vénérables cheikhs éloquents, mais répugnant à l'action directe), une tactique basée essentiellement sur le bon vouloir et la lucidité de l'adversaire à admettre des concessions dans son véritable intérêt, faisaient de l'Association des Oulama le courant type du réformisme. Par son prestige encore important, elle cautionnait une politique vouée à l'échec au lieu de renforcer de son poids la tendance révolutionnaire du mouvement national (P.P.A.) avec laquelle elle partageait maintes affinités. Elle s'obstinait à suivre le P.C.A. obéissant lui-même à la stratégie du P.C.F., laquelle consistait à subordonner les intérêts du peuple algérien aux intérêts de la combinaison politique du Front populaire.

Les Oulama se rendaient bien compte des ambiguïtés de ce dernier en affirmant que : « Le gouvernement conserve bien l'étiquette « Front populaire », mais les sièges sont occupés par des hommes hostiles à son idéal. Les véritables champions de cet idéal n'ont plus aucun pouvoir et se contentent de discourir. C'est pourquoi nous informons le peuple que désormais nous ne devons plus compter que sur nous-mêmes et sur Dieu » (21). Ces déclarations ne faisaient que dresser un constat d'échec de leur politique, et ce d'autant plus que le gouvernement du Front populaire avait déclenché une vaste campagne de répression contre les mouvements nationalistes dans toute l'Afrique du Nord. Cette politique montrait bien que le colonialisme français n'était pas prêt à envisager la satisfaction des revendications nationales des peuples du Maghreb. Il apparaissait clairement que les promesses du Front populaire n'étaient qu'un leurre pour susciter la division du mouvement national algérien, endormir son aile modérée et isoler le P.P.A.

Les membres algériens du P.C.A., malgré leurs « analyses scientifiques » ne décelaient pas l'enjeu véritable de la bataille. Ils se sont laissés entraîner à lutter contre la tendance révolu-

(20) Ben BADIS, l'un des délégués, écrivait : « ... Nous ne sommmes pas allés en France pour demander l'indépendance de l'Algérie car il nous faudrait au préalable libérer nos esprits et les affranchir du maraboutisme » (*Écho de la presse musulmane*, 5 septembre 1936).

(21) *Ech Chibab*, novembre 1937. Il est évident que les Oulama ont surestimé la capacité du Front populaire à promouvoir des réformes et qu'ils ont cru que le P.C., en tant que membre influent de ce Front, pouvait jouer un rôle déterminant. Ils s'étaient donc alliés, par le truchement de ce Parti, au pouvoir du Front populaire.

tionnaire du P.P.A.. Au lieu de se solidariser avec celle-ci et sur sa position juste, ils en appelaient au rassemblement sur la politique du Front populaire marquée par la réaction contre les mouvements nationaux authentiques.

Le projet Violette ne passa même pas devant le Parlement français, ce qui entraîna la protestation des Élus, et leur démission plongea les réformistes de toutes tendances dans un profond désarroi. Ce qui n'empêcha pas le P.C.A. de manifester par l'intermédiaire de Boukort sa confiance au cabinet Chautemps et de dénoncer ceux qui voyaient l'avènement de ce dernier comme « l'enterrement du Front populaire ». Il confiait son espoir de voir les élus musulmans retirer leur démission et reprendre leur place de défenseurs « de nos populations musulmanes dans les assemblées et faciliteront ainsi l'œuvre de progrès du gouvernement du Front populaire en faveur de l'Algérie musulmane. Nos populations musulmanes et toutes les forces de la démocratie française amies de notre cause, ne pourront qu'applaudir à ce geste » (22).

A l'époque de cette déclaration, très rares étaient ceux qui croyaient au Front populaire en Algérie. La ligne du P.C.A., encore plus que celle des Oulama, tendait à conduire le pays à l'impasse. Comme on le voit, tout l'avenir de l'Algérie était lié par le P.C.A. au destin du Front populaire et aux forces de la démocratie française.

Lamine Lamoudi (Jeunesses du congrès) conseillait au gouvernement français de réaliser « immédiatement cette réforme anodine » par simple décret et d'éviter le débat parlementaire qui « lui ferait perdre un temps précieux et qui pourrait déchaîner les passions et surexciter les esprits, au moment où tout le monde a le plus besoin de calme et d'apaisement. Il pensait « qu'un peu de bonne volonté, une signature, et la conquête morale de l'Algérie sera faite » (23).

Lamoudi proposait la conquête totale de l'Algérie alors que le peuple a résisté pendant plusieurs générations à cette même conquête morale. Le Cheikh El Okbi (Oulama) employait un langage qui n'avait rien à envier à celui des notables au service de l'administration coloniale et de leurs déclarations de loyalisme. « Nous sommes pour la France, avec la France, dans la mesure où la France est avec nous et nous traite sur un pied d'égalité avec ses autres enfants » (24). Il se tint effectivement dans cette ligne, ne changea pas

(22) *La Lutte sociale*, 8 janvier 1938.
(23) *La Défense*, 16 mars 1938.
(24) *La Justice*, 7 mars 1938.

de position et s'éloigna progressivement de Ben Badis pour prêcher la collaboration avec la France.

En juin 1938, il devint évident que le projet Violette, renvoyé sine die, ne verrait pas le jour. Ses partisans les plus résolus doutèrent sérieusement de la volonté de la gauche et de la démocratie française de satisfaire leurs revendications.

Ben Djelloul, représentant de l'aile la plus modérée du congrès musulman, traduisait bien l'inquiétude et le scepticisme des réformistes lors d'une réunion au Cercle du progrès en présence du député Lagrosillière. Il mit en garde le gouvernement français contre les conséquences de son attitude négative : « Malgré l'immense désillusion qui s'est emparée des masses populaires musulmanes, malgré les interventions des décrets sur les cercles et l'enseignement de la langue arabe, ne perdons pas courage, car, je tiens à le dire publiquement, les partis de gauche ont actuellement en nous, membres de la Fédération des Elus musulmans, leur plus ferme soutien, mais la coupe est pleine et risque de déborder. Je tiens à déclarer pour dégager ma responsabilité et celle des Elus musulmans de notre Fédération qu'une trop longue attente pourrait donner lieu à des mouvements que nous, élus musulmans, nous ne pourrions plus endiguer » (25).

Les Elus, de leurs propres aveux, constituaient l'un des derniers barrages face au nationalisme révolutionnaire. Mais le gouvernement français comptait de moins en moins sur le barrage du réformisme désormais dépassé, et d'avantage sur la répression pour maintenir la domination coloniale. Il prit un nouveau décret (24 mai 1938) qui prévoyait que : « Quiconque aura entrepris par quelque moyen que ce soit, de porter atteinte à l'intégrité du territoire national ou à l'autorité de la France sur les territoires où cette autorité s'exerce, sera puni d'un emprisonnement d'un à cinq ans et d'une amende de 100 à 5 000 francs (article 80) ». Il préparait ainsi la répression sur une plus grande échelle, pendant que les réformistes (Oulama, Fédération et P.C.) tergiversaient et persistaient à suivre une politique dont l'inefficacité était devenue si évidente. En dépit de leur mécontentement, ils ne changeront pas d'attitude.

(25) *L'Entente,* 27 avril 1938.

# 5. L'ÉCHEC DE LA POLITIQUE DU CONGRÈS ET L'AFFIRMATION DU COURANT RÉVOLUTIONNAIRE

## Rôle du P.P.A.

L'évolution de la politique du Front Populaire réduisait à néant les espoirs des réformistes. Et si ces derniers continuaient encore à tergiverser, c'est qu'ils avaient épuisé tous leurs moyens et leur crédit sans résultat tangible ; fait plus grave, ils n'avaient aucune politique de rechange. Les dernières ambiguïtés étaient levées et le problème algérien allait apparaître dans ses données véritables, c'est-à-dire en termes de rapports de force.

Le P.P.A., l'unique parti algérien à avoir dénoncé le projet Violette, voyait se confirmer la justesse de sa politique. Dès janvier 1938, il avait tiré les conclusions qui s'imposaient dans son journal : « Nous savions bien nous-mêmes, déclarait-il, qu'en nous opposant au projet Violette, nous allions nous en aliéner les bénéficiaires tout au moins, mais nous l'avons fait parce que nous sommes persuadés que c'est un élément de désagrégation de la société musulmane et que, comme tel, il fallait tout faire pour empêcher le peuple musulman trop confiant dans ses intellectuels, de se faire l'artisan de sa propre perte » (1).

En mars 1938 (toujours dans le même organe), le P.P.A. passa en revue les activités du Congrès pour dire : « Le Congrès musulman (7 juin 1936) présente une charte revendicative au gouvernement. Le 26 janvier 1937, l'Etoile nord-africaine est dissoute, sans doute une première revendication du Congrès musulman. Par la suite, la charte revendicative se confond avec le projet Blum-Violette. Les staliniens mènent un grand tam-tam. En mars 1937, une délégation du Congrès se rend à Paris, les staliniens pensent pouvoir collaborer avec les marabouts, les radicaux, « aïssaouas » (2) et catholiques. En

(1) *El Oumma,* 12 janvier 1938.

(2) Secte musulmane rétrograde. Il s'agit là d'une boutade, cette secte n'était pas représentée au Congrès.

juillet 1937, le deuxième Congrès du « Nadi Tarraki » (3) est manœuvré par les communistes, le président du Congrès démissionne, le Congrès n'était pas ce qu'il croyait, c'est-à-dire un Congrès musulman groupant les tendances d'Algérie ».

Après l'échec du Congrès, la clairvoyance du P.P.A. apparut plus éclatante. Elle lui a valu une sympathie chez les jeunes militants des groupements du Congrès et notamment les jeunes du Congrès musulman. Ils rejoignirent progressivement les positions du P.P.A. comme le témoigne cette résolution votée au cours de la réunion du 6 janvier 1938, groupant les jeunes du P.P.A. et du Congrès : « Considérant les événements aussi bien extérieurs qu'intérieurs, qui nous dictent l'urgente nécessité de l'union du peuple algérien », « considérant que cette entente et cette union sont possibles sur un programme commun de revendications immédiates et inspiré de toutes les organisations et partis formant l'opinion du pays, tout en respectant leur idéologie propre », « les jeunesses du Congrès et les Oulama en tant que congressistes et le parti du peuple algérien s'engagent devant Dieu et le peuple à déléguer des représentants afin de discuter et d'arrêter un programme commun d'entente et d'action entre tous. Les représentants prendront le nom de comité d'entente qui rendra compte de sa mission au peuple et rien qu'à lui » (4).

L'action des militants du P.P.A. influait sur la jeunesse qui échappait au contrôle du Congrès. Les attaques contre ce parti cessèrent momentanément et on vit le journal de Lamoudi (5) en reproduire les activités et la motion votée par le Bureau politique du P.P.A. pour dénoncer les visées de l'Italie fasciste sur l'Afrique du Nord et exiger le respect de l'intégrité territoriale du territoire nord-africain.

En dépit de l'aspiration de la base militante, les états-majors réformistes demeuraient sur leurs positions. Le Congrès se décomposait malgré les efforts des communistes pour le maintenir en activité, pendant que le P.P.A. continuait sa progression dans le pays. Cette progression se faisait grâce au combat permanent que menaient les militants à la fois contre l'administration, le fascisme et les organisations politiques algériennes. Celles-ci, au lieu de tirer les conclusions de leur politique erronée, s'entêtaient par leurs attaques et leurs calomnies contre le P.P.A. L'exemple de cette étrange attitude est donné

(3) Cercle du progrès à Alger.
(4) *El Oumma*, 11 mars 1938.
(5) *La Défense*, 4 janvier 1938.

par F. Abbas qui écrivait encore que : « ... Messali, à son insu, apparaît comme l'homme de la Providence. Mais cette manœuvre de grand style (surenchère au congrès musulman par un programme irréalisable) est déjouée. Paris nous maintient sa confiance. El Hadj Messali reste seul en face de son œuvre. Alors ceux-là même qui s'en sont servi le sacrifient. Et c'est la prison et la lourde condamnation » (6).

Une telle analyse dénote l'absence du moindre sens politique et l'état psychologique particulier aux réformistes de cette époque, victimes d'une sorte d'incapacité à appréhender la réalité de la situation.

Le P.P.A., tout en persévérant dans sa ligne politique et afin de dissiper la confusion entretenue, refusait sa prétendue collusion avec le fascisme. Il déclarait à ce propos : « Le P.P.A. n'a rien de commun avec le P.P.F. et entre le P.P.F., nouvel espoir de la bourgeoisie, parti des gros colons en Algérie, et le Parti du peuple algérien, il ne peut absolument rien y avoir de commun, sinon une lutte sans merci » (7). Son audience s'élargissait aux jeunes intellectuels qui prenaient de plus en plus conscience de la nécessité de l'engagement politique comme le montre cette déclaration sur le rôle des intellectuels faite par l'un d'entre eux : « ... Devant l'impérialisme imprudent qui remâche ses vieilles méthodes, Messali fait appel aux hommes de bonne volonté qui ne se contentent pas de savoir, mais qui veulent agir... » « Nous faisons le serment de nous montrer dignes de la confiance que Messali a mise en nous » (8).

Les intellectuels commencèrent peu à peu à rejoindre le P.P.A. et à s'engager dans la lutte pour l'indépendance. Afin de freiner l'essor de ce parti, l'administration accentua la répression sur ces activités publiques ; ses réunions et ses meetings furent interdits. Ces interdictions eurent l'effet contraire, celui de renforcer le prestige du parti auprès des masses à un tel point que le P.C.A. y vit encore que : « ... La mesure d'interdiction a été prise dans des conditions telles qu'elle semble chercher à dresser la population musulmane contre la France du Front Populaire et à contribuer ainsi à la popularité des éléments provocateurs, organisateurs de meetings » (9).

Ce genre d'argument que l'on retrouve tout au long de l'histoire du P.C.A., utilisé pour masquer ses positions erro-

(6) *L'Entente,* décembre 1937.
(7) *El Oumma,* 12 janvier 1938.
(8) *El Oumma,* décembre 1937.
(9) *La lutte sociale,* 19 février 1938.

nées, contribua au même titre que ces dernières à disqualifier les communistes.

Malgré l'attitude hostile des membres du congrès et notamment d'El Okbi, le P.P.A. protesta contre le complot ourdi à l'égard de ce dernier et lança le mot d'ordre : « Assez, assez de division ! Unissons-nous ! Notre ennemi est commun. » (10).

Face à l'aggravation de la répression, il appela les partisans du Congrès à un « rassemblement musulman algérien sur la base d'un progamme minimum à la portée des congressistes ». Ce fut en vain, car ces derniers tenaient plus que jamais à maintenir leurs distances vis-à-vis du P.P.A. et à ne pas encourir les foudres de l'administration. Seuls les militants supportaient tout le poids de la répression, des arrestations, du matraquage et des lourdes condamnations (intervention de la police au siège du parti à Alger, le 19 septembre 1938, 40 blessés et de nombreuses arrestations, dont 4 militants qui furent condamnés à 12 ans de prison).

Aucune organisation n'éleva la moindre protestation, par accord tacite ou par crainte comme le Cheikh El Okbi (qui, après avoir passé quelques jours en prison, trouva celle-ci trop dure et démissionna de l'Association des Oulama).

## Le succès du P.P.A. à l'élection cantonale de 1938

Cette année politique allait marquer la prédominance du P.P.A. en dépit de nombreux obstacles qu'il rencontrait dans son développement. L'annulation de l'élection de Zerrouk Mahiedine (au conseil général) par le conseil d'Etat, provoqua de nouvelles élections. Les forces en présence allaient pouvoir se mesurer devant les électeurs au cours d'une campagne qui constituait un véritable test politique. Le représentant du P.P.A., Douar Mohamed, employé des tramways algérois, fut choisi parmi les militants inconnus du public. La Fédération des Élus appuya la candidature du pharmacien Boukerdenna. Lamine Lamoudi était soutenu par les Jeunesses du congrès et au moins par une très grande partie des Oulama. Quant au parti communiste, il présenta Hadj Amara. Zerrouk Mahiedine comme toujours, était le porte-drapeau de l'administration. Le P.P.A. voulait mettre en évidence les aspirations nationales à l'indépendance et appeler les électeurs populaires à voter pour

(10) *El Oumma,* 22 avril 1938. Il s'agissait de l'assassinat du Muphti d'Alger, Ben Dali dit Kahoul. El Okbi fut accusé d'être l'instigateur de ce meurtre.

un candidat sorti de leurs rangs. Il subit de nouveau les attaques de tous les partis et y répondit avec vigueur en dénonçant Lamoudi comme le « jouet entre les mains communistes, après avoir servi les Tiar, Chekiken, les Elus et fait le jeu de l'administration ».

Au premier tour les candidats obtinrent les résultats suivants (23 avril) :

— Alger plus 21 communes : 13 179 inscrits, 9 072 votants ;
— Douar : 3 277 ;
— Zerrouk Mahiedine : 2 733 ;
— Boukerdenna : 1 599 ;
— Hadj Amara (P.C.) : 458 ;
— Lamoudi : 644.

Au deuxième tour, il ne restait plus que trois principaux candidats en lice (abandon de Boukerdenna, désistement de Hadj Amara au bénéfice de Lamoudi) qui obtinrent :

— Douar : 4 488 ;
— Zerrouk Mahiedine : 4 182 ;
— Lamoudi : 833 (11).

L'élection de Douar Mohamed confirma, s'il en était besoin, la vague de fond qui transformait l'opinion et faisait du Parti du peuple algérien le plus grand parti. Douar recueillit encore plus de voix que Messali (1 000 de plus environ) lors des élections précédentes. Tout le monde dut reconnaître cette grande victoire symbolique, même les adversaires acharnés du parti. Ce fut la débâcle des réformistes de toutes tendances. Si le nombre des voix portées sur Zerrouk était aussi grand, il le devait aux « manipulateurs » de l'administration. Mais les intimidations, les expulsions des bureaux de vote, les pressions de toutes sortes pour faire élire Zerrouk, candidat officiel, n'eurent pas l'effet escompté.

Sorti victorieux, malgré les forces liguées contre lui, le P.P.A. prit pour cible l'administration, le parti communiste et tous ses adversaires. « La suite ininterrompue de ses succès éclatants donne au jeune et grand parti communiste d'Algérie le droit indiscutable de s'accaparer du mot d'ordre de la ''défaite partout'' en remplacement de celui ''des soviets partout''. Le peuple algérien en a ainsi décidé pour montrer qu'il n'est pas dupe du jeu perfide de tous les Boukort et de la trahison du parti communiste qui a renié son programme colonial » (12).

(11) M. KEDDACHE, *op. cit.*, p. 363.
(12) *Le Parlement Algérien*, 18 mai 1939 (organe du P.P.A.).

Dans le même journal, il s'adressait ainsi aux conseillers municipaux indigènes, désormais en minorité après les élections : « La population musulmane d'Alger ne veut plus vous entendre parler en son nom pour la raison bien simple qu'elle vous retire sa confiance qu'elle vous accorda dans un moment de confusion. Messieurs les conseillers municipaux staliniens, partez ! Le peuple vous a vomis ! ». Ce ton violent dénotait le niveau d'hostilité atteint par les rapports entre le P.P.A. et le P.C.A., à la suite de la campagne déclenchée par celui-ci depuis 1936 contre le parti nationaliste.

Essayant de justifier à postériori la position du P.C.A. pendant cette période, le P.A.G.S. (13) affirme que : « Le succès (du P.C.A.) inquiète fortement les colonialistes et amène le P.P.A. à une attitude ''anticommuniste'', ce qui déclenche entre les deux partis une polémique marquée de part et d'autre par le sectarisme qui reflète en même temps une lutte entre deux idéologies : l'idéologie de la classe ouvrière et celle de la petite bourgeoisie. »

Contrairement à cette affirmation, le différend reposait sur deux lignes politiques, celle du réformisme suivie par le P.C.A. (acceptation du projet Blum-Violette) et celle de l'indépendance nationale et de la lutte révolutionnaire que défendait le P.P.A. Celui-ci ne représentait l'idéologie petite bourgeoisie, ni par sa composante sociale, ni par ses alliances et encore bien moins par ses objectifs et ses moyens d'action (14).

En s'imposant comme le parti le plus populaire et le plus radical en dépit de l'administration et des organisations réformistes, le P.P.A. devenait l'avant-garde du mouvement national. Il lui incombait désormais d'assumer la lourde responsabilité de conduire la lutte pour réaliser les aspirations nationales du peuple algérien. On comprend l'acharnement de cette campagne. L'enjeu était de taille ; le P.C.A. voulait empêcher l'implantation d'un parti qui lui disputait la représentation des travailleurs et de tous les déshérités, car le P.P.A. n'est pas, comme le prétend le P.C.A., un parti d'« idéologie petite

(13) *Révolution socialiste* (1972-1973), revue du Parti d'Avant-Garde Socialiste, dénomination nouvelle (après 1968) du Parti Communiste algérien, p. 13.

(14) Objectivement, c'est bien le P.C.A. qui s'inspirait de l'idéologie petite-bourgeoise, par ses alliances (avec les courants politiques, Oulama, Fédération des Élus, Socialistes), ses objectifs découlant d'un réformisme réel (mais inefficace) et par sa stratégie qui tentait de détourner les masses de l'objectif de l'indépendance nationale, révolutionnaire celui-là. Objectivement aussi c'est le P.P.A. qui représentait l'idéologie des masses populaires et des travailleurs algériens.

bourgeoise » appuyé sur la classe moyenne. Bien au contraire, il tirait sa puissance des travailleurs, des chômeurs et de toute la masse des Algériens musulmans (la grande majorité) laissés en marge par les revendications du P.C.A. et les réformistes. Sans négliger les aspects sociaux immédiats, le P.P.A. et de plus en plus le peuple algérien comprenaient que la solution réelle passait par la libération nationale et la fin du colonialisme sous toutes ses formes. La substitution du mot d'ordre de l'indépendance à celui du projet Blum-Violette peut-être considérée comme l'une des grandes victoires du courant révolutionnaire. En mobilisant les masses, jusque-là bernées par la politique assimilationniste des Elus, celle des Oulama ambiguë et contradictoire ou la stratégie réformiste du P.C.A., le P.P.A. posait les premiers jalons de la voie révolutionnaire populaire. Le peuple prenait conscience de son droit inaliénable à l'indépendance et en même temps des conditions à remplir pour le réaliser. Il apprenait d'abord à ne compter que sur lui-même, sur ses propres capacités et non pas sur des personnalités ou des organisations servant d'intermédiaires pour marchander ses droits et dont l'inefficacité se révéla au grand jour.

Quant à l'administration coloniale, son jeu « démocratique » connaissait des limites, il s'arrêtait là où elle pouvait être remise en cause. Bien que Douar Mohamed fut élu régulièrement et que la présence d'un seul élu du P.P.A. ne pouvait influer sur les délibérations du conseil général, il fut destitué et remplacé par le candidat à la dévotion de l'administration, Zerrouk Mahiedine. Le P.P.A. dénonça cet arbitraire car : « A travers la scandaleuse décision du conseil de préfecture qui déshonore la France et son passé, le peuple algérien doit comprendre que le colonialisme se venge grossièrement contre le soufflet retentissant qui a été appliqué à son fidèle instrument : l'administration » (15).

Il y eut quelques protestations de la part des organisations réformistes, contre « la pression et la fraude électorale ». Son activité interdite sur le plan public (interdiction des réunions politiques), le P.P.A. étendait davantage son action aux activités sociales du peuple : les réjouissances et les cérémonies populaires, fêtes de mariage, baptêmes, constituaient des centres d'activité. Les militants y assuraient une animation nationaliste par des entretiens, des discours et des chants patriotiques.

(15) *Le Parlement algérien*, 18 mai 1939.

Ces militants menaient un important travail d'éducation politique à partir des mots d'ordre du parti. Cette action de base d'une forme nouvelle (pour l'Algérie) était un fait important pour l'époque. Elle enracinait le parti dans les masses populaires et constituait la plus sûre parade à la répression. Les femmes, jusque-là en dehors des questions politiques, commencèrent à s'y intéresser. On les vit aux cérémonies d'inhumation de Kehal Arezki (16). Le cortège qui accompagnait la dépouille du martyr au cimetière de Sidi M'Hamed (Belcourt, Alger) réunissait plus de 15 000 personnes dont une partie de femmes. A l'hymne national, entonné par des hommes, elles répondaient par des « You-You » (17). Ces You-You traditionnels exprimaient selon les occasions, les grandes joies, les grandes tristesses ou les appels au courage et à l'abnégation. Ils galvanisaient les plus tièdes et décuplaient les énergies. Ce fut un enterrement des plus impressionnants, suivi, hélas, de beaucoup d'autres.

La manifestation du 14 juillet 1939 consacra définitivement la prééminence du P.P.A. sur les autres partis. Elle rassemble 25 000 Algériens aux côtés du Front populaire avec leurs propres mots d'ordre : « Parlement algérien, liberté pour tous, la terre aux fellahs, des écoles arabes, respect de l'Islam, respect des mosquées. »

Malgré les désaccords et les critiques, le P.P.A., comme l'E.N.A., s'est toujours trouvé aux côtés des forces de progrès. Sa démonstration de force fit une grosse impression, inspira la crainte aux uns (les réformistes) et l'inquiétude aux autres (les colonialistes). Elle fut aussi la dernière, car le ciel s'assombrissait dans le monde, le spectre de la guerre s'annonçait, ce qui allait donner à l'administration coloniale le prétexte pour déclencher une grande vague de répression.

L'idée d'indépendance faisait son chemin et un parti s'organisait rapidement pour la concrétiser. La jonction de ces deux facteurs et leur effet mobilisateur sur les masses constituaient le seul danger pour la colonisation, et ce d'autant plus que Messali et ses amis, ayant purgé leur peine de prison, étaient libérés le 27 août 1939. L'action du parti en fut ren-

(16) L'un des dirigeants de l'E.N.A. et du P.P.A., membre du Bureau politique, Président du Comité Central, arrêté en février 1938 et décédé à la suite des sévices et de l'épuisement. Il se trouvait à la tête de la direction du P.P.A. à Alger après l'incarcération de Messali.

(17) *El Oumma*, 20 avril 1939.

forcée. Mais l'administration jugeait qu'elle risquait de « compromettre la défense nationale » (18).

L'administration frappa fort ; elle interdit le P.P.A. et tous ses journaux *(El Oumma, Le Parlement, Ech Chaâb)* le 29 septembre 1929, c'est-à-dire un mois environ après la libération de Messali. Celui-ci fut arrêté avec des dizaines de militants et de sympathisants. Ces arrestations en masse se voulaient mortelles pour le parti qui revendiquait l'indépendance.

Malgré ses positions modérées sur la question nationale algérienne, le P.C.A. lui-même ne put échapper à la dissolution et ses militants allèrent rejoindre en prison ou dans les camps de concentration, les militants du P.P.A. La répression sous diverses formes s'abattait sur toute l'Algérie et permettait aux forces les plus rétrogrades de la colonisation de faire subir plus durement encore la loi de la domination et de l'exploitation au peuple algérien.

Le colonialisme français a su opposer, par ses promesses, les réformistes au courant de l'indépendance, pendant qu'il exerçait (depuis dix ans) la répression sur ce dernier. Il venait, après avoir manqué de tenir ses promesses, de refuser de satisfaire les revendications les plus timides du Congrès musulman, de se saisir de la première occasion pour déclencher une répression généralisée contre tout le mouvement national.

Sans vouloir réécrire l'histoire, on peut penser qu'il en aurait été autrement si toutes les tendances du mouvement national avaient adopté le mot d'ordre de l'indépendance et s'étaient solidarisées avec le P.P.A. L'impérialisme aurait peut-être hésité à réprimer cette force politique ainsi constituée, de crainte de voir se lever contre lui l'ensemble des représentants du peuple algérien, à un moment aussi délicat. Les communistes pensaient bénéficier de la répression qui s'abattait sur le P.P.A. et occuper le terrain de l'adversaire. Ils ont fait de mauvais calculs et rendu ainsi de mauvais services aux masses. L'Association des Oulama, victime de sa stratégie louvoyante et minée par les discordes (affaire El Okbi) courbait le dos pour échapper à la répression tandis que les Elus, découragés par l'échec du projet Violette, se disputaient sur les nuances de la loyauté à exprimer au gouvernement colonial. Ni Ben Djelloul, avec son « Rassemblement franco-musulman », ni Ferhat Abbas avec son « Union populaire algérienne » (19)

(18) Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord, op. cit.*, p. 110.

(19) En effet, la Fédération des Élus s'effrita en plusieurs groupes d'où émergèrent l'Union Franco-Musulmane de Ben Djelloul, et l'Union Populaire Algérienne de

(qui voulait aller au peuple) n'étaient de taille à comprendre la gravité de la situation et capables de définir une ligne politique conforme aux intérêts nationaux du pays.

### L'affirmation de la ligne révolutionnaire du P.P.A., le P.C.F. et la libération nationale

Nous avons pu suivre, dans les grandes lignes, le développement du mouvement national après la Première Guerre mondiale jusqu'à la veille du deuxième cataclysme qui allait embraser une bonne partie de l'humanité.

Notre propos n'était pas tant la description de ce mouvement, mais d'essayer de dégager au sein de ce mouvement, la formation du courant révolutionnaire à travers les luttes, les débats politiques et idéologiques, ainsi que les positions de combat contre le colonialisme.

A partir de ces données objectives, il est permis d'affirmer que c'est bien l'Étoile Nord-Africaine et le P.P.A. qui ont représenté ce courant et nul autre. Tout en appréciant l'apport de l'Association des Oulama sur le plan culturel et religieux à sa juste valeur, on ne peut pour autant considérer sa politique comme indépendantiste, bien qu'elle ait puissamment contribué à l'affirmation de la personnalité algérienne. Les Élus (de la Fédération) peuvent être considérés comme les plus représentatifs du courant « francophone » assimilationniste avec ou sans statut (musulman). Il est difficile, étant donné la politique des Élus, leur formation et leurs aspirations, de voir en eux les précurseurs du nationalisme le plus modéré fût-il.

Quant au P.C., il était jusqu'en 1936 un parti français au programme généreux, mais préoccupé avant tout par les luttes politiques et sociales en France et la stratégie du communisme mondial. La création du parti communiste algérien ne changea pas grand chose à cette situation. Bien au contraire, le P.C.A. modéra tellement son programme qu'on peut aisément le classer parmi les courants réformistes les plus convaincus. Malgré sa tentative de s'intégrer à ces derniers (avec quelques succès provisoires) dans le Congrès musulman, il resta en fait en dehors des préoccupations nationales essentielles. On serait tenté de dire qu'il œuvrait en Algérie pour un patriotisme d'une France socialiste qui servirait de centre de direction aux pays coloniaux ainsi intégrés. Mais comme cette France socia-

Ferhat Abbas. Ces deux mouvements ne connurent aucune activité digne d'être notée.

liste n'était qu'une aspiration, un vœu du parti communiste et que personne n'en pouvait prévoir l'avènement, l'action des communistes avait pour résultat objectif de subordonner les problèmes coloniaux, qui, eux, sont concrets, à une vague hypothèse.

D'autre part, le P.C. se considérait comme l'artisan essentiel de l'instauration du socialisme en France. Il était donc amené à s'arroger unilatéralement un rôle de direction et à considérer les autres forces alliées comme un appoint à son propre renforcement et à sa stratégie. Même au cours de sa « période révolutionnaire » (1925-1935), lorsqu'il soutenait la lutte de libération des colonies et leur droit à l'indépendance, il incluait ceux-ci dans sa stratégie de lutte mondiale contre le capitalisme et dans la perspective de sa propre expansion.

Bien que les communistes les plus sincèrement anticolonialistes aient lutté dans leurs propres rangs contre le nationalisme et l'esprit de supériorité inculqué aux français, y compris les travailleurs, depuis des générations, ils ne sont pas parvenus à se départir de l'égocentrisme en tant que parti français et en tant que mouvement dont le centre était l'U.R.S.S. Cela ressort nettement de l'analyse de la littérature du P.C.F. (20) et que montre cette citation : « Ne jamais oublier de faire parler des républiques soviétiques musulmanes du Caucase, de Géorgie, d'Azerbaïdjan et des mouvements prolétariens persan et hindou » (21). On peut déduire de l'esprit de cette citation que le P.C. n'était pas loin de concevoir pour la France et ses colonies le même système soviétique qui a fédéré en son sein les anciennes colonies tsaristes (22). Mais le peuple algérien comme les autres peuples colonisés, n'avait ni l'intérêt, ni la volonté de s'intégrer à un tel système qui aurait signifié une autre forme de domination.

L'anticolonialisme sincère des communistes se trouvait limité par leur conception restrictive de la libération, laquelle ne semblait concerner dans leur esprit qu'une classe (les travailleurs) dont ils ne représentaient d'ailleurs qu'une faible partie (23). Ils omettaient aussi l'une des dimensions fonda-

(20) Voir *Bulletin Communiste,* n° 2-3, 11-18 janvier 1923, p. 47-48. Le communisme dans l'Afrique du Nord (projet de programme d'action présenté au Congrès fédéral d'Alger, 14 janvier 1923).

(21) Jacob MONÉTA, *Le P.C.F. et la question coloniale,* p. 27. Voir aussi J. Jurquet, *La révolution Nationale algérienne et le P.C.F.,* 2 tomes, *op. cit.*

(22) Voir BENNIGSEN, C. LEMERCIER, *L'Islam en Union soviétique,* Payot, Paris, 1968.

(23) Dans les faits, cette conception les amenait à privilégier les luttes sociales au détriment du combat pour la libération nationale et à s'accommoder de réformes dans un cadre colonial réaménagé. Le P.P.A., lui, assumait globalement les revendications

mentales du mouvement national qui est celle de l'élimination de la domination étrangère sous toutes ses formes et notamment idéologiques et culturelles. Par exemple, en Algérie, l'idée de la « nation en formation » dans le mélange de vingt races » (Maurice Thorez) (24) rejoignait dans une certaine mesure l'idéologie coloniale qui niait l'existence d'une nation déjà formée et qui tentait d'y transformer en antagonismes les différences régionales dans le but de les aggraver et de faire éclater la société. La conception du P.C. procédait du fait accompli colonial qui introduisit en Algérie des ethnies étrangères pour mieux instaurer sa domination (politique de peuplement), modifier la nature de la nation, et détruire son caractère arabo-musulman. La reconnaissance tardive de la « nation en formation » répondait aux nécessités stratégiques nouvelles par rapport à l'évolution de la situation mondiale.

Le P.C. n'a jamais pris en considération le fait historique que les peuples arabo-musulmans se pensaient comme partie intégrante d'une grande communauté de civilisation formée par des siècles d'histoire. Il sous-estimait les aspirations populaires profondes à la résurrection de cette civilisation et que ni la décadence, ni l'occupation étrangère et ses destructions n'ont réussi à éliminer. C'est là une donnée profonde et constante du nationalisme en Algérie.

Pendant la période où il se déclarait pour l'indépendance des colonies (prenant cause pour l'insurrection du Rif et de la Syrie), le P.C. pensait surtout à élargir son influence et à se renforcer en s'attirant la sympathie des peuples colonisés. C'est dans ce but qu'il orientait son action comme cela apparaît à la lecture de la « résolution pour la commission coloniale du Ve Congrès ». Dans ce document on lit que : « ...Il nous faut maintenant réaliser aussi vite que possible l'influence que nous (communistes) avons acquise, entreprendre un travail plus profond..., établir un contact plus étroit avec les masses indigènes et apporter un appui plus effectif aux mouvements révolutionnaires des colonies dirigés contre l'impérialisme français. Sur ce dernier point, il ne saurait s'agir seulement de notre appui aux mouvements de classe dans lesquels nous tendons à unir les prolétaires indigènes et européens des colonies contre le capitalisme, mais aussi des mouvements nationaux révolutionnaires. L'oppression française fait naître chez les peu-

et les aspirations du peuple algérien, bien que sa composition sociale soit réellement d'origine très modeste, travailleurs, petits paysans, petits commerçants et employés.

(24) Réunion tenue en février 1939, à Alger, devant 9 000 Européens et 1 000 musulmans. Em. SIVAN, *Communisme et nationalisme...*, *op. cit.*, p. 110-111.

ples coloniaux un sentiment national qui domine et prend le pas sur la lutte des classes qu'il masque souvent complètement. Etant pour la libération nationale, nous n'avons pas le droit de rester neutres vis-à-vis de ce mouvement dont nous reconnaissons le rôle historique. Toutefois, notre parti ne saurait fusionner avec le mouvement national sans abandonner son rôle propre qui est l'instauration du régime communiste ; aussi, doit-il en toutes circonstances marquer nettement sa position à l'égard du mouvement nationaliste qu'il soutient contre l'impérialisme français mais dont il reste indépendant » (25). Ainsi, la recherche du contact avec les « masses indigènes », l'appui aux mouvements de classe et aux mouvements nationaux révolutionnaires, la reconnaissance de la force du sentiment national et sa prédominance sur la lutte de classe chez les peuples colonisés (au cours de la période de 1925 à 1935) constituaient pour le P.C.F. des éléments stratégiques pour instaurer le régime communiste, c'est-à-dire que le rôle historique du mouvement nationaliste est de libérer de l'impérialisme le pays colonisé, celui du parti communiste consiste à l'appuyer et à instaurer ensuite le régime communiste. C'est pour cette fin que le P.C.F. devait rester indépendant.

Une telle position peut se comprendre, sinon se justifier, de la part d'un parti communiste français, mais elle deviendra intenable et insoutenable quand il sera créé un « parti communiste algérien » (26). Celui-ci fut organisé à partir de la Fédération du P.C.F (d'Algérie) et demeurera sous son contrôle direct, exécutera à la lettre ses directives et tentera de mettre en œuvre sa « politique coloniale ». En dépit de la création d'un parti algérien et de son « arabisation », les communistes, de par leur doctrine et leur stratégie, ne pouvaient s'intégrer au mouvement national avec les autres formations dont ils tenaient au contraire à se démarquer. « Les résistances nationalistes internes des Français » d'Algérie n'ont pas joué un rôle déterminant sur l'attitude du P.C.A. de même que les erreurs. La cause de ce comportement est à rechercher dans la nature, l'origine et le rôle de tout parti communiste. Les secrétaires et les militants « indigènes » élevés par le P.C.F. aux responsabilités dans le P.C.A. se montraient aussi zélés, sinon plus, que les Français pour veiller à l'application de la

(25) J. JURQUET, *op. cit.*, p. 272.

(26) Le P.C.A. fut créé en octobre 1936, date qui correspond avec l'abandon (par le P.C.F. et le P.C.A.) des mots d'ordre de la libération des colonies.

Le Manifeste du Congrès constitutif du Parti communiste algérien (17-18 oct. 1936) in, *Le Mouvement National algérien. Textes 1912-1954,* L'Harmattan, par Claude COLLOT et Jean-Robert HENRY.

tactique, de la stratégie et de la ligne définie soit par le P.C.F., soit par l'Internationale communiste.

Les fluctuations de la stratégie internationale de cette dernière imprimaient au P.C.F. des changements et parfois des tournants politiques en contradiction avec les intérêts des peuples colonisés et de leurs mouvements nationaux (27).

## Le courant communiste : l'hégémonie et la politique de l'assimilation

Les changements (comme ceux de 1936 à l'avènement du Front Populaire) se répercutaient sur le P.C. (local) qui se trouvait placé en porte-à-faux par rapport aux « mouvements nationaux révolutionnaires » comme l'Étoile Nord-Africaine. Dans ce cas, le P.C. retirait son appui et tentait de dénaturer le mouvement en désaccord avec lui en recourant aux arguments calomnieux pour masquer ses propres défaillances. Celles-ci, comme nous l'avons souligné, résident dans la pensée même du P.C., dans son incompréhension profonde du fondement idéologique du mouvement national révolutionnaire et dans la conception erronée du rôle hégémonique que s'attribue le P.C., comme le montre ce passage des *Cahiers du bolchevisme* : « ... Le P.C.F. et les organisations communistes des colonies, dans les conditions actuelles de développement, ne doivent pas poser pour tâche de créer dans les colonies des partis nationaux révolutionnaires. En même temps, il est nécessaire d'utiliser dans la plus grande mesure les groupements révolutionnaires nationalistes existant dans les pays coloniaux et en France même » (28). Mais les prétentions du P.C. à utiliser les groupements révolutionnaires-nationalistes comme des pions dans son échiquier, se sont avérées aussi vaines que néfastes pour le Mouvement national.

Les nationalites ont dénoncé cette infériorisation de leur rôle et de leur valeur combattante ; infériorisation qui rappelait fâcheusement celle qu'utilisait le colonialisme pour asseoir sa domination sur les peuples au nom de la supériorité de son système. Certes, le P.C. menait un combat courageux contre l'impérialisme et dénonçait « l'aspect des déviations colonialis-

(27) La politique de l'Internationale était elle-même dictée par la direction soviétique érigée en direction mondiale. Les décisions de celle-ci, bonnes ou mauvaises, se répercutaient ainsi sur tous les P.C. et sur les mouvements de libération dans la mesure où ceux-ci étaient inféodés aux premiers.

(28) *Cahiers du Bolchevisme,* n° 4, avril 1930, p. 431-446.

tes », des survivances impérialistes et chauvines dans ses propres rangs et surtout dans les rangs des syndicats unitaires qui sont composés en grande majorité de cheminots et d'employés des P.T.T., presque tous européens. En même temps, il manifestait lui-même une tendance de supériorité sur les mouvements nationalistes révolutionnaires. Et ce, au moment où il estimait « ... le nombre des adhérents de la région algérienne du parti à 130, dont 75 dans le rayon d'Alger avec 8 cellules » (29).

Même en accordant une valeur qualitative toute particulière aux adhérents du parti, ce chiffre paraît dérisoire face aux adhérents des mouvements nationaux de l'époque. Seul le nationalisme exerçait une réelle attraction sur les travailleurs des pays coloniaux, lesquels rejetaient eux-mêmes le paternalisme du P.C. Celui-ci se méfiait des travailleurs des pays coloniaux et recommandait d'éviter la création d'organisations centralisées « qui deviendraient rapidement, comme l'a montré l'exemple de l'Étoile Nord-Africaine, des organisations politiques nationalistes ». Au contraire, il « s'agit de créer à la base des syndicats unitaires, des organisations élémentaires, capables de grouper rapidement les travailleurs coloniaux qui ne viennent pas encore au syndicat et au parti par suite des difficultés de la langue ou autres. Il faut, dès leur création, assurer l'existence d'une fraction communiste pour la direction du travail... ». En clair, le P.C.F. s'efforçait, par des subterfuges et en coiffant ces amicales, de détourner leurs membres des aspirations nationales de leurs peuples sous prétexte de développer leur conscience de classe. Il devait là également se heurter aux mouvements nationalistes révolutionnaires qui, sans négliger la « conscience de classe », établissaient leur stratégie sur l'impératif de la libération nationale et la fin de l'occupation étrangère.

La création du P.C.A. n'apporta pas de modification notable sur toutes ces questions, sinon une tactique plus souple, concordant avec un changement politique du P.C.F. La nouvelle situation en France et les nécessités de la lutte contre le fascisme en alliance avec les autres courants républicains français, firent abandonner au P.C.F. les revendications de l'indépendance et les slogans révolutionnaires. Depuis lors, il déploya toute son énergie pour faire appliquer en France et en Algérie cette nouvelle politique réformiste dont le but réel était de mobiliser des forces pour le Front Populaire au prix

(29) *Cahiers du Bolchevisme*, n° 5, mars 1932, p. 334-337.

de concessions sur les revendications révolutionnaires du peuple algérien. Il devait inévitablement s'éloigner du seul mouvement révolutionnaire : l'Étoile Nord-Africaine, et se rapprocher des courants les plus modérés du mouvement national : les Élus, les Oulama, etc. Il basait toute sa politique sur le projet Blum-Violette conçu dans le dessein de lutter contre le développement du mouvement révolutionnaire (30).

Ce n'est pas la formule ambiguë comme celle-ci : « Et si nous secouons les chaînes d'annexion et d'oppression qui nous ligotent à la France impérialiste, c'est pour créer de solides liens de fraternité qui uniront librement notre peuple au grand peuple de France, dans une communauté d'intérêts, pour réaliser aux côtés d'une France libre et heureuse, une Algérie libre et heureuse » (31), qui pouvait renforcer ce dernier et ouvrir des perspectives de lutte aux masses.

Le P.C. prenait prétexte du fait que les courants nationaux (Oulama, Élus) revendiquaient l'application du projet Blum-Violette pour se faire le champion de cette revendication. Mais ces courants ne se sont jamais réclamés de la révolution et l'un des plus puissants (pour l'époque), la Fédération des Elus, rejetait l'existence d'une nation algérienne. Les Oulama, tout en reconnaissant ce fait, répugnaient à concevoir toute forme d'action révolutionnaire. Le P.C., en dépit de ses affirmations, ne contribuait efficacement ni à la lutte de la libération nationale, ni à l'instauration d'un régime communiste. Son action caractérisée par des louvoiements fréquents, se situait entre ces deux objectifs et ne parvenait à influer sur la réalisation ni de l'un ni de l'autre.

A ce stade du développement historique de l'Algérie, le P.C. se situait lui-même en dehors du mouvement national. Par sa lutte contre le courant révolutionnaire (E.N.A.-P.P.A.) il a, au contraire, affaibli sa progression et tenté de le détourner de l'objectif de l'indépendance. Nous reverrons plus tard, et de plus en plus, le P.C., malgré ses nombreuses autocritiques, persévérer dans les mêmes erreurs (32) et accuser régulièrement du retard par rapport à toutes les phases de l'action de libération nationale. Car les justifications ou les

(30) Les 21 000 Algériens qui auraient bénéficié de l'application de ce projet comprenaient les serviteurs de la colonisation, les notables et les intellectuels, en majorité détachés du peuple, voyant ainsi leurs privilèges légalisés.

(31) Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 120.

(32) Ces erreurs ne sont pas exclusivement le fait des hommes dirigeants successifs du P.C., de leur élaboration tactique et stratégique. Leurs persistances incitent à en rechercher les causes dans l'inadéquation de certains aspects du marxisme aux situations des pays colonisés.

explications postérieures de ces erreurs par le P.C. (qui tente ainsi de se blanchir en déformant ou en minimisant le rôle du mouvement national révolutionnaire) n'apportent aucune lumière sur les causes véritables de son échec. Les communistes se vantent des succès enregistrés au cours de la période du Front Populaire et du congès musulman, mais ils omettent de dire à quel prix et dans quelles conditions ont été acquis ces bien modestes succès. C'est tout d'abord par l'abandon de la ligne révolutionnaire, par l'alliance avec les forces colonialistes comme les socialistes et les radicaux en France (Front Populaire), avec les courants bourgeois et petits-bourgeois du mouvement national (congrès musulman). D'autre part, le courant révolutionnaire (E.N.A.-P.P.A.) subissait une répression permanente qui l'empêchait de s'étendre au sein des masses (et ce, fréquemment avec l'acquiescement du P.C. qui s'acharna, au sein du congrès musulman, à exclure ce courant du deuxième congrès en 1937). Le peuple algérien se trouvait à l'époque dans une telle détresse, écrasé par la colonisation, qu'il voyait avec sympathie tout mouvement qui s'opposait plus ou moins à la colonisation.

C'est ainsi qu'il fit tour à tour, et dans une certaine mesure, confiance aux notables, à la Fédération des Élus, aux Oulama, aux communistes et, déçu par leur politique, il devait s'identifier définitivement au courant révolutionnaire. Ce n'est qu'à partir du moment où les positions des partis se clarifièrent dans la pratique et où apparurent les véritables visées des uns et des autres, où la confusion se dissipa, qu'il pût choisir sa voie en connaissance de cause.

Si les courants réformistes, de par leur nature, étaient amenés objectivement à accepter un projet antinational (Blum-Violette), un mouvement révolutionnaire authentique se devait de le dénoncer avec vigueur. Or, en essayant de faire appliquer ce même projet, le P.C.A. s'est placé délibérément dans le camp des réformistes. Aucune explication tactique ne changera, dans l'histoire, son rôle en position révolutionnaire.

Aussi, lorsque le P.P.A. tenta de relancer l'union du mouvement national, après le naufrage du Congrès musulman, le P.C.A. fut tenu à l'écart du rassemblement musulman autour d'un programme commun (33).

(33) C. Collot et J.-R. Henry, *Le mouvement national..., op. cit.*, p. 133.

## L'échec du réformisme et la montée du courant révolutionnaire

L'échec du réformisme, la montée irrésistible du courant révolutionnaire, la répression et le déclenchement de la deuxième guerre mondiale ouvraient une autre phase de la libération nationale, marquée par la radicalisation du mouvement national et sa transformation qualitative. Au terme de cette période et à la lumière du développement des luttes autour de deux thèmes principaux : la politique d'assimilation (réformiste) et l'indépendance, c'est bien cette dernière politique qui recueillit le plus l'adhésion du peuple algérien dans sa composante sociale la plus populaire.

Il est à considérer que le thème de l'indépendance, par son caractère anti-impérialiste et la nature populaire des forces sociales qu'il mobilisait, était en soi révolutionnaire (à cette époque). Bien que le P.P.A. se soit trouvé dans l'obligation, par la répression permanente, à apporter quelque modération de forme à son programme et à sa revendication principale de l'indépendance (parlement algérien élu au suffrage universel), il n'a jamais cessé en fait de lutter pour cet objectif (34). C'est ce dernier fait qui différenciait principalement le P.P.A. des autres organisations et qui constituait la base du développement du mouvement révolutionnaire, face à tous les régimes successifs du colonialisme français. Les courants réformistes, s'ils ont contribué à des degrés divers à la lutte contre l'oppression, ne se sont jamais trouvés à la pointe du combat pour l'indépendance (jusqu'en 1939, à la déclaration de la deuxième guerre mondiale).

Parmi tous les courants algériens, celui du P.P.A. représentait ainsi le plus nettement les aspirations du peuple algérien à la libération nationale. Il se situait de ce fait au niveau des mouvements de libération des peuples coloniaux, d'Asie, de l'Afrique, et du mouvement de libération des peuples arabes.

Étant donné la situation particulière de l'Algérie, pays dominé fortement par la colonisation de peuplement, et les conditions difficiles de lutte, le courant P.P.A. se présentait comme l'un des plus radicaux et des plus populaires des mouvements de libération. Mais il aura encore de nombreuses épreuves à surmonter pour s'affirmer comme une organisation

(34) Au contraire de ce que prétendent ses adversaires politiques, le P.P.A. ne fut pas partisan de la politique « du tout ou rien ». Il était opposé essentiellement à la politique colonialiste qui consistait à berner le peuple algérien par des réformes mineures pour mieux asseoir sa domination.

révolutionnaire d'avant-garde. La période de guerre, la répression exercée par le régime de Vichy allaient constituer un véritable test de sa solidité, de sa résistance et de sa capacité de développement.

Au moment de sa dissolution, le P.P.A. se trouvait, comme on l'a vu, en pleine ascension. Son influence s'étendait à toute l'Algérie, notamment dans les villes et villages. Sa politique et son dynamisme en faisaient un parti de combat qui suscitait l'admiration des masses populaires. Ses militants et ses cadres politiques, formés au cours des luttes intenses et sélectionnés par les épreuves de la répression, s'avéraient les plus aptes à sensibiliser et à mobiliser ces masses pour des objectifs politiques de portée nationale.

Malgré ces qualités, le P.P.A. n'avait pas encore atteint le stade permettant d'engager une action révolutionnaire d'envergure. Par son orientation, l'engagement de ses militants, il représentait potentiellement une telle organisaton. Il avait accompli une tâche considérable qui eut pour résultat de démythifier la politique colonialiste et le « réformisme ». Durant les années 30, il réussit à faire basculer le centre d'intérêt de la politique d'assimilation vers celle de l'indépendance. Son mérite fut d'avoir défini les aspirations, les préoccupations spécifiques des Algériens et d'avoir dénoncé l'action qui consistait à les fondre dans celles de la politique et des partis français. Le courant révolutionnaire qui se développa sous diverses dénominations (Étoile Nord-Africaine, Glorieuse Étoile Nord-Africaine et Parti du peuple algérien) fut ainsi le premier à poser le problème de l'indépencance de l'Algérie et le seul à militer pour cet objectif, à mobiliser l'opinion et à tenter de forger une organisation de combat pour le réaliser.

Cependant, un long chemin restait encore à parcourir. Le P.P.A. était confronté à une vaste répression qui le privait de ses principaux responsables et qui le contraignait à la vie clandestine.

Pour remplir sa mission jusqu'au bout, il se devait de créer les conditions propices à relever ce défi et devenir le creuset servant à la formation de l'esprit révolutionnaire d'un niveau supérieur. En effet, la nouvelle phase de lutte nécessitait la transformation de ce parti en organisation de lutte multiforme pour être à même de constituer le fer de lance du mouvement national.

Révolutionnaire par ses objectifs et son action politique, il lui restait à subir l'épreuve de la répression et de la clandestinité pour atteindre le niveau révolutionnaire par sa tactique et sa stratégie.

# II

# TRANSFORMATION DU MOUVEMENT NATIONAL PENDANT LA II$^{e}$ GUERRE MONDIALE

# 6. ÉVOLUTION DU MOUVEMENT NATIONAL DE 1939 A 1945

Le déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale n'eut pas d'effet immédiat en faveur du mouvement national, divisé et démoralisé par l'échec du projet Blum-Violette. Le P.P.A., qui seul avait combattu ce même projet, progressait rapidement. Sa dissolution, l'arrestation de ses dirigeants et la répression de ses militants arrêtèrent cette progression, du moins dans sa forme « légale ».

L'Association des Oulama se mit en léthargie et l'un de ses membres, jadis des plus influents, Cheikh Tayeb El Okbi, fit acte de loyalisme au gouvernement français (1).

Il en était de même de la Fédération de Elus, désormais scindée en deux branches, celle de Ben Djelloul (Union franco-musulmane) et celle de Abbas Ferhat (Union populaire algérienne) qui se porta volontaire dans l'armée française. Le P.C.A., lui-même dissous après avoir soutenu la politique du Front populaire jusqu'à la dernière limite, essayait de lutter contre la politique de Vichy sans pour autant remettre en cause fondamentalement la domination colonialiste française. Pour toutes ces raisons, le mouvement national n'eut ni les moyens ni la volonté politique de transformer en faveur de l'Algérie les changements intervenus du fait de la guerre et notamment l'affaiblissement des positions du colonialisme. Le régime de Vichy continua donc, en l'aggravant, la politique traditionnelle de la « défense de l'empire », comme tous ses prédécesseurs. Par ailleurs cette politique faisait l'unanimité de toutes les principales tendances patriotiques françaises qui s'opposaient à l'occupation nazie, aux collaborateurs et luttaient pour la libération de la France. Le P.C.F. et le P.C.A.,

(1) El Okbi a démissionné, en 1938, du Conseil d'administration de l'Association des Oulama, à cause du refus de Ben Badis d'adresser au gouvernement français un témoignage d'attachement. Accusé et arrêté lors de l'assassinat du Muphti Kahoul, pendant quelques jours, il ne pouvait désormais surmonter la crainte de la prison (voir Tewfik el-Madani, Mémoires, p. 261-262).

bien que sous une autre forme, partageaient la même préoccupation, comme l'indiquent leurs slogans sur l'Union franco-musulmane.

Un mouvement national uni et résolu aurait pu, dès 1939, (avant la déclaration de la guerre) imposer pour le moins des conditions politiques à la participation des Algériens à la guerre. Il aurait été en mesure d'exiger la libération du pays à la fin des hostilités. Au lieu de cela, des dizaines de milliers d'Algériens furent mobilisés et des milliers d'entre eux restèrent sur les champs de bataille sans contrepartie pour leur pays. Au contraire, cette contribution par le sang à la lutte contre les forces fascistes fut exploitée dans le but de renforcer les chaînes de la domination en Algérie par le moyen d'une illusoire assimilation.

Les classes politiques françaises firent preuve d'un manque total de lucidité politique en croyant mettre à profit la faiblesse (provisoire) du mouvement national pour maintenir, malgré les grands bouleversements survenus dans le monde, le colonialisme le plus rétrograde. Mais la plus grande responsabilité incombe aux partis de gauche qui faisaient peu cas des revendications du peuple algérien et qui l'acculaient ansi à recourir à l'emploi de tous les moyens pour se libérer.

Les réformistes devaient s'attendre, en toute logique, qu'après la défaite subie par la France le mouvement de résistance à l'occupant nazi allait provoquer une remise en cause des concepts sur lesquels reposait l'impérialisme français. Il n'en fut rien. Un certain nombre d'Algériens (et notamment parmi les jeunes) (2) se confortèrent dans l'idée qu'un colonialisme aussi intériorisé dans les classes politiques françaises (bien qu'à des degrés divers) au point de devenir un réflexe, ne pouvait être éliminé que par la lutte révolutionnaire. Par ailleurs et en dehors des ravages et des malheurs qu'elle causait, la guerre démontrait le caractère relatif de la puissance, la vulnérabilité des structures et des systèmes de pensée qui semblaient solidement établis. C'est l'une des raisons qui amèneront les courants réformistes à une position plus avancée et à abandonner la politique d'assimilation.

Si elle rendait encore plus insupportable la condition du peuple algérien (pénuries, épidémies, faim, répression), elle ouvrait en même temps d'autres perspectives. Aussi les militants du P.P.A. et notamment la nouvelle génération

(2) Il s'agit d'une partie des jeunes sensibilisés par les luttes politiques à la question nationale et qui prenaient peu à peu conscience de la nécessité de la lutte armée.

commencèrent-ils à envisager la lutte d'une manière plus rigoureuse. Ils s'efforcèrent donc de créer une force politique capable non seulement de faire de l'agitation et de la propagande autour du mot d'ordre de l'indépendance, mais d'entreprendre un travail d'organisation en profondeur et préparer la phase de l'action. En effet, la nouvelle situation créée par la guerre, la dissolution du P.P.A., ses prises de position courageuses, l'échec des réformistes, ont constitué autant de facteurs de maturation du courant révolutionnaire et imposé un autre style de lutte. Il ne faut pas entendre par là une coupure de générations entre les militants d'avant 1939 et ceux qui ont rejoint le P.P.A. au cours de la période de la clandestinité. Il s'agit d'une prise de conscience plus nette, par l'ensemble des militants, des problèmes posés par la révolution, et les nouvelles conditions de lutte (3).

A partir de 1939, la plupart des dirigeants étaient soit emprisonnés, soit déportés dans les camps de concentration. L'organisation a dû se transformer sensiblement, de nouveaux militants arrivèrent aux postes de direction. Le recrutement à la base devenait plus sévère et le travail militant plus sélectif. Pour déjouer la répression, les principes de l'organisation clandestine étaient appliqués avec plus de rigueur. L'administration coloniale pensait pouvoir décapiter le P.P.A., mettre fin à son activité. Se rendant compte du mécontentement grandissant au sein du peuple, elle aggravait la répression. Celle-ci frappait (par de lourdes condamnations) (4) les dirigeants d'un parti seul capable de canaliser le mécontentement de la population musulmane et de lui assigner les objectifs politiques nationaux. Ce mécontentement gagnait même les soldats algériens mobilisés dans l'armée française où ils subissaient les brimades et les injustices (les mots d'ordre nationalistes se propageaient aussi parmi les militaires algériens). Il connut sa plus violente expression à la caserne de Maison Carrée, en janvier 1941. Des centaines de tirailleurs algériens « du régiment de marche du Levant » se soulevèrent sous la conduite d'un de leurs officiers et occupèrent la ville et ses alentours immédiats pendant plusieurs jours. Ce mouvement fut réduit par l'arrivée de troupes françaises. Les combats firent quelques dizaines de victimes de part et d'autre. Mais la répression qui s'ensuivit se solda par de nombreuses arrestations d'insurgés, fusillés au

(3) Déjà des militants cherchaient à se procurer des armes, car l'adhésion au P.P.A. signifiait la préparation à l'action armée.

(4) Condamnation de Messali Hadj à 16 ans de travaux forcés, ainsi que ses amis Khyder Mohamed, Khélifa Ben Amar, Memchaoui, etc.

polygone d'Hussein-Dey en grand nombre selon les témoins (5).

On a beaucoup conjecturé sur l'origine et le but de cette « mutinerie » qui est demeurée assez obscure. D'après les mêmes témoins, elle devait être le signal d'un soulèvement à l'échelle de tous les cantonnements de militaires algériens. Pour des raisons inconnues, l'action des militaires de Maison Carrée ne fut pas suivie, ce qui explique son échec. Un fait est certain, elle revêtait le caractère d'une action dirigée contre l'occupant. Elle fut interprétée comme telle par la population musulmane.

## Le procès de Messali

Toujours est-il que cette affaire a dû influer sur la décision des juges du tribunal militaire qui condamnèrent Messali malgré la relative modération de son attitude et de sa déclaration devant le tribunal (6).

Cette condamnation du leader Messali n'allait pas peu contribuer à le vêtir du prestige de chef aux yeux des masses. Aussi, les inscriptions apparues sur les murs d'Alger au lendemain du verdict, « Vive Messali », « L'Algérie aux Algériens » reflétaient bien le sentiment populaire.

Nullement découragés par les condamnations de leurs chefs, les militants y trouvèrent au contraire un exemple à suivre pour continuer la lutte, sans se laisser fléchir par la répression. Leur parti, privé de ses responsables prestigieux, s'adaptait à cette période et se renforçait mettant ainsi en échec le but de l'administration.

A part les communistes qui subissaient la répression fasciste de Vichy (moins à cause de leur action pour la libération de l'Algérie que pour l'application du mot d'ordre de tous les

(5) Témoignages recueillis, par l'auteur, auprès d'anciens militaires qui furent impliqués dans cette affaire.

(6) « Que désire le P.P.A. ? L'Egalité absolue, le respect de nos traditions, de notre langue, de notre religion. Nous ne voulons pas de séparation mais une émancipation avec la France, dans le cadre de la souveraineté française. Si les Français nous l'accordent, nous mourrons pour eux. Ils ont jusqu'ici négligé de se faire aimer dans ce pays. Mais j'espère qu'il y a quelque chose de changé, que de nouveaux rapports vont s'établir. C'est une véritable collaboration que nous voulons ». (Robert Aron, *Les origines de la guerre d'Algérie*, Fayard, p. 79).

Messali refusa catégoriquement toute forme de collaboration avec le régime de Vichy et les autorités de l'Axe, auxquels il était idéologiquement opposé. Et ce, contrairement à certains éléments qui préconisaient de jouer la carte de ces autorités pour libérer leur pays ; ils furent d'ailleurs très rares et exclus du parti.

P.C. contre le fascisme), le P.P.A. supportait le poids de la répression. Il assumait seul la principale opposition nationale au colonialisme et portait l'espoir de libération. Pour lui, la lutte contre le fascisme ne devait pas entraîner l'abandon du droit du peuple algérien d'être indépendant. Il n'avait aucune confiance dans les mouvements de résistance français quant à la satisfaction des aspirations du peuple algérien à la fin de la guerre. Cette clairvoyance fut, plus tard, amplement justifiée par l'attitude du gouvernement français issu de la résistance. Le P.C.A. (7) avait le devoir de lutter contre les forces nazies qui occupaient la France, contre l'hitlérisme, mais il ne devait pas le faire, comme ce fut le cas, au détriment de la lutte pour l'indépendance de l'Algérie. Malgré l'attitude courageuse de ses militants et les sacrifices qu'ils consentirent, le P.C.A. s'est placé encore une fois en dehors de la trajectoire révolutionnaire. Une occasion historique s'offrait à lui pour mettre sa théorie révolutionnaire en pratique et s'allier avec le P.P.A. sur la base du mot d'ordre de la libération de l'Algérie et de la lutte anti-fasciste. Avec l'appui du P.C.F. et des autres groupements de résistance, les événements auraient connu d'autres développements. Cette alliance n'aurait pas manqué d'influencer tout le mouvement national et de rapprocher, peut-être, la période de lutte de libération. Mais la position du Parti communiste algérien (calquée sur celle du P.C.F.) consistait à accorder la priorité à la lutte des pays européens pour leur libération sans y intégrer les intérêts nationaux des peuples colonisés. Pour le P.P.A., au contraire, la légitimité du combat contre l'hitlérisme ne devait pas faire passer sous silence les aspirations du peuple algérien, victime lui aussi d'une longue occupation. L'expérience historique à l'actif de ce dernier lui apprit qu'il ne devait compter que sur lui-même et n'oublier en aucune circonstance ses intérêts fondamentaux. Il ne pouvait s'en remettre à la bonne volonté de tiers, fussent-ils la classe ouvrière et les démocrates de la puissance occupante, pour assurer la défense de ces intérêts.

L'impératif de la lutte contre le fascisme et la solidarité prolétarienne ne devaient en aucun cas, pour un parti révolutionnaire, se substituer au combat pour la libération d'un peuple opprimé, comme l'était le peuple algérien. Certes, la lutte contre l'occupant fasciste requérait tous les efforts. Mais n'est-ce pas en ces périodes privilégiées de l'histoire où les

(7) Voir la brochure : « Révolution Socialiste » éditée en 1974, par le Parti d'avant-garde socialiste (continuateur du P.C.A.), dans laquelle celui-ci tente par une pseudo-autocritique de justifier les positions antécédentes du P.C.A.

idéaux de liberté prennent leur dimension universelle qu'il faut effectuer les changements qualitatifs et étendre ces idéaux à tous les opprimés ? En dépit de grands bouleversements survenus depuis 1939, le P.C.A. se montra, par ses positions réformistes, constamment inadapté à la lutte de libération nationale. Il sera bientôt en retrait même par rapport aux courants réformistes de Ferhat Abbas et des Oulama, qui eux, évoluèrent notablement pendant la guerre et notamment après le débarquement des « Alliés » en Afrique du Nord (8 novembre 1942). Son inadéquation apparaîtra, par contraste avec le développement du mouvement national, encore plus évidente après la naissance des Amis du Manifeste et de la Liberté.

Avant le débarquement des Anglo-Américains, les Oulama, privés de leur deux meilleurs chefs, Cheikh Tayed El Okbi trop compromis avec l'administration ayant quitté l'Association, et le prestigieux Ben Badis décédé en 1941, ne manifestèrent aucune activité politique. Par prudence, ils attendaient des jours meilleurs pour réapparaître et se limitaient aux activités culturelles, d'ailleurs restreintes.

## L'initiative de F. Abbas

La seule initiative politique avant cette date fut prise par Ferhat Abbas qui remit au maréchal Pétain un texte de revendications : « On a modernisé l'Algérie. Les résultats satisferaient les plus difficiles. On n'a omis qu'une chose essentielle : moderniser ses habitants. Et on est arrivé à un anachronisme ! Sur une terre européenne, aux cadre européens, vivent six millions d'orientaux ». Son plan recommandait une série de réformes telles que :

1) « créer une « caisse de paysannat » soumise au contrôle de « comités agraires » d'arrondissement pour maintenir les petits paysans sur leur terre,

2) exproprier les grandes sociétés et livrer leurs terres au paysannat,

3) développer l'enseignement sans lequel aucune réforme ne sera sérieuse,

4) créer une nouvelle forme de commune ayant pour base le douar ».

F. Abbas qui préconisait la politique d'assimilation n'avait pas encore renoncé à celle-ci comme le dénote sa démarche.

(8) Ch.-A. JULIEN, *L'Afrique du Nord en marche, op. cit.*, p. 242.

Sa confiance, en dépit des échecs passés, restait intacte dans les dirigeants français quant à leur capacité de promouvoir les réformes. Il essuya, de la part du régime de Vichy, le même refus que des régimes précédents. Mais cette confiance allait être ébranlée, d'une part par ces échecs consécutifs, et de l'autre par les grands tournants que prenaient les événements avec l'arrivée en Afrique du Nord des troupes anglo-américaines.

## Le débarquement Anglo-Américain

Les Algériens eurent l'impression que quelque chose avait changé. C'est comme si les barrières qui isolaient l'Algérie du reste du monde étaient tombées. Certes, ils ne fondaient pas d'espoir sur les Américains pour les délivrer de la colonisation, mais beaucoup pensaient qu'une nouvelle situation s'était créée par la disparition du régime de Vichy, marqué par la terreur, les maladies et la faim. Le typhus décimait la population, affaiblie par le manque de nourriture prélevée par Vichy pour sa contribution à l'effort de guerre. Les Algériens vivaient dans le dénuement le plus complet. Ils voyaient dans ce changement comme la fin d'un cauchemar et l'amélioration de leur vie matérielle réduite au niveau le plus bas.

Effectivement, après le 8 novembre 1942 (débarquement) et l'installation des autorités « alliées », celle de Giraud pour la France et l'assassinat de Darlan, la vie politique reprenait timidement à Alger. Le gouverneur général Peyrouton prit quelques mesures dont bénéficièrent les communistes, leur parti redevint légal. Les militants du P.P.A., eux, furent libérés de prison mais pour être assignés à résidence loin des grandes villes. Messali, emprisonné à Lambèse, fut libéré en 1943 et placé en résidence surveillée à Boghari. Mais le P.P.A. ne fut pas autorisé à mener ses activités légalement. Si l'administration connaissait ses chefs, elle ignorait sa véritable force constituée dans la clandestinité, comme d'ailleurs ses adversaires politiques. Cette accalmie relative de la répresion lui servit à étendre son organisation par un recrutement intense et la propagation de ses mots d'ordre. Sa position sur la question nationale s'affirmait la plus correcte et s'inscrivait dans les grands changements qui s'effectuaient dans le monde et dans le mouvement général de libération nationale.

Le P.C.A. (9), lui, pris en charge par la délégation du

(9) Em. SIVAN, *Communisme...*, *op. cit.*, p. 119.

P.C.F. présidée par A. Marty, se préoccupait surtout des affaires françaises et se donnait comme mot d'ordre principal « la lutte pour le pain » et escamotait le problème de la libération. Personne ne constestait la valeur de la revendication du pain pour des masses affamées. De par l'importance des événements qui se déroulaient, la politique du pain paraissait dérisoire car elle tendait à faire apparaître le peuple algérien comme incapable d'autres aspirations. De plus, cette politique tendait à polariser l'attention des masses sur le pain (question vitale) au moment où tous ses intérêts nationaux se trouvaient en jeu. C'était là une forme de diversion.

## F. Abbas abandonne la politique d'assimilation

Dans le mouvement politique algérien, le changement politique le plus significatif fut celui de Ferhat Abbas. Il fut considéré par certains milieux politiques français comme une volte-face (presque une trahison) avec une certaine mauvaise foi, alors que ces mêmes milieux se sont opposés ou ont fait peu de choses pour le succès de la politique d'assimilation de F. Abbas. Celui-ci, en fait, n'a fait qu'adapter son attitude à une situation et à une opinion algérienne dont la tendance s'éloignait de plus en plus de ses prises de position antérieures. Ferhat Abbas, partisan d'une assimilation politique impossible, ne croyait pas à l'existence de l'identité nationale algérienne. C'est l'affirmation de cette dernière, allant à l'encontre de ses thèses, qui l'a amené à y insérer sa politique.

Si F. Abbas ne fut pas à proprement parler un nationaliste au vrai sens du terme, son rôle dans le Mouvement national consistant à revendiquer des droits français, il s'efforça courageusement d'améliorer le sort de ses compatriotes quand bien même la voie qu'il préconisait n'était pas adéquate. Néanmoins, sa contribution à la lutte pour l'assimilation et son échec ont été paradoxalement positifs en ce qu'ils ont démontré à l'opinion algérienne que le colonialisme n'acceptait même pas des revendications qui s'inspiraient directement de sa politique officielle d'assimilation maintes fois proclamée (par les gouvernements français).

Dans la situation de l'Algérie, l'évolution de F. Abbas (et d'autres politiciens) vers des positions se rapprochant davantage des aspirations nationales du peuple algérien facilita le ralliement des courants plus modérés au mouvement national dans le sens le plus large. La nouvelle attitude de Ferhat Abbas a consisté d'abord à des prises de contact avec des

politiciens et des diplomates dont le représentant personnel du président Roosevelt (Murphy). Les entretiens portèrent sur l'application à l'Algérie de la charte de l'Atlantique. Le but du représentant américain, comme l'écrit Ch. A. Julien (10), était d'arriver à « une entente qui faciliterait l'union des forces algériennes contre l'ennemi commun ». Et qu'« il n'est pas impossible que le leader nationaliste qui cherchait alors une forme à donner à son programme d'émancipation, se soit laissé aiguiller vers le système fédéraliste par le prestige des conceptions américaines ».

On peut tout aussi bien penser que F. Abbas était parvenu lui-même à la conception du fédéralisme. Conception déjà contenue en filigrane dans sa politique d'assimilation avec le statut musulman qui représentait à ses yeux la personnalité culturelle distincte des Algériens. Il rejoignait tout simplement la conception des Oulama (11) et leurs démarches réformistes qui nécessitaient l'acquiescement des autorités occupantes pour la réalisation des revendications.

C'est bien ce que fit F. Abbas lorsqu'il présenta le 22 décembre 1942 au gouvernement général, aux représentants des U.S.A. et de Grande Bretagne le « message des représentants musulmans algériens aux autorités » signé par les Elus musulmans des trois départements algériens.

Les représentants de la France et de ses alliés n'avaient qu'un but, battre les forces de leurs ennemis. Pour cela ils avaient besoin, pour renforcer leurs armées, du concours des Algériens et de tous les Nord-Africains. Aucune promesse précise n'était faite à ces derniers en contrepartie des sacrifices qu'on leur demandait de consentir. F. Abbas et les Élus voulurent s'assurer que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, proclamé par les Alliés, serait appliqué aussi à l'Algérie. Ils demandèrent en conséquence la réunion d'une conférence pour élaborer « un nouveau statut politique, économique, social de ce pays ».

Sous le prétexte que ce message était adressé aux « autorités responsables » et non pas aux autorités françaises, il fut refusé par le gouvernement général. Ce document revêtait aux yeux des autorités françaises la forme « d'un ultimatum », en subordonnant la participation des masses indigènes à l'effort de

(10) Ch.-A. Julien, *Afrique du Nord en marche, op. cit.*, p. 244.

(11) Les Oulama étaient attachés à la personnalité arabo-musulmane de l'Algérie et ils désiraient le voir reconnaître par les autorités françaises tout en acceptant une assimilation politique (jusqu'au début de la guerre 1939).

guerre à la convocation préalable d'une conférence réunissant les Élus et les représentants qualifiés de toutes les organisations musulmanes (12). Ces autorités trouvaient inconvenant que le peuple dont les fils allaient mourir sur les champs de bataille exigeât au « préalable » que sa propre cause ne soit pas oubliée. F. Abbas ne fut pas découragé par ce refus et remit quelques jours plus tard le même texte « aux autorités françaises » en ménageant leur susceptibilité. Aucune suite ne fut donnée à cette démarche. Le général Giraud, auquel une délégation musulmane présenta les revendications, au mois de janvier 1943, la traita avec mépris en déclarant : « des réformes point, je veux des soldats ». Le commandant en chef, civil et militaire, avait au moins le mérite de la franchise.

### Le manifeste du peuple algérien

Un mois plus tard, F. Abbas durcit sa position reflétée par le « manifeste du peuple algérien ». Celui-ci constituait une critique acerbe de la colonisation qui « n'admet l'égalité avec l'Algérie musulmane que sur un seul plan : les sacrifices sur les champs de bataille. Et là encore, faut-il que l'indigène se batte et meure « à titre indigène » avec une solde et une pension de mercenaire même s'il est diplômé et spécialisé. »

Il dénonça l'assimilation en précisant que : « l'identification et la formation d'un seul peuple sous le même gouvernement paternel a fait faillite... Le bloc européen et le bloc musulman restent distincts l'un de l'autre, sans âme commune... Désormais un musulman algérien ne demandera pas autre chose que d'être un Algérien musulman ».

La première partie du manifeste est une longue critique de la colonisation dont l'objectivité historique est vivement contestée par Ch.-A. Julien qui par la même occasion minimise « sa maturité politique », et se lance dans une diatribe historique anti-arabe (13) où le ressentiment contre l'échec de l'assimilation transparaît de bout en bout. Dans le même but, il soutient l'idée que le manifeste que préparait Abbas fut l'objet de discussions dans les bureaux du gouvernement général et que Murphy et Augustin Berque le tinrent sur les « fonds baptismaux. »

F. Abbas s'en défendit plus tard (août 1946) en affirmant

(12) Ch.-A. Julien, *Afrique du Nord en marche*, p. 245. *(op. cit.)*
(13) *Afrique du Nord en marche, op. cit.*, p. 249 à 255.

que le manifeste « n'a pas été fait au gouvernement général, il a été fait par la population musulmane et il en exprime les aspirations légitimes et réelles ». Que F. Abbas en ait discuté avec des personnalités françaises ou autres n'est pas étonnant. Il a toujours été partisan du dialogue et de la recherche d'entente. Là n'est pas le plus important. Le manifeste constituait un tournant politique décisif car il réunissait des hommes qui, quelques années auparavant, rejetaient toute idée de nation, d'État ou d'indépendance de l'Algérie. De ce point de vue, il dénotait l'évolution considérable de l'opinion algérienne et des courants politiques réformistes.

Parmi les facteurs qui ont présidé à l'élaboration du manifeste, on a tendance à oublier l'existence (dans la clandestinité) du P.P.A., toujours interdit et ne pouvant de ce fait s'exprimer officiellement. Il n'en participait pas moins aux activités politiques. Il ne fait pas de doute que quelques-uns de ses dirigeants ont rencontré à maintes reprises F. Abbas, ce qui eut pour résultat la radicalisation du manifeste sur les points essentiels. Après l'expérience de 1936-1937 (projet Blum-Violette), F. Abbas et ses amis ne pouvaient courir le risque de voir le manifeste dénoncé par le P.P.A. C'est pourquoi ils tinrent compte de ses principales idées dans la rédaction du document. Un regroupement de toutes les forces patriotiques autour du projet national du manifeste n'était pas en contradiction avec la stratégie de ce parti dont l'objectif principal était l'indépendance. Si la rédaction du manifeste fut confiée à F. Abbas, c'est donc après la concertation des représentants des principales tendances du mouvement national (P.P.A. avec Lamine Debaghine, Hocine Assela, les Oulama, etc.) qui donnèrent leur accord sur ce texte nécessaire au rassemblement populaire (14).

Ce texte objet de compromis entre la thèse de F. Abbas et celle du P.P.A. contient les points essentiels suivants :
1) « l'abolition de la colonisation qui n'est que l'exploitation d'un peuple par un autre et l'application pour tous les pays — petits et grands — du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (Déclaration Wilson, Charte de l'Atlantique),
2) une constitution de l'Algérie garantissant :

*a)* la liberté et l'égalité absolue de tous les habitants sans distinction de race ni de religion,

*b)* la suppression de la propriété féodale supplantée par une

(14) D'après l'un des dirigeants du P.P.A. de l'époque, Lamine Debaghine, l'initiative du manifeste revient à quelques responsables de ce parti, mais la direction, en désaccord, préféra finalement cette solution de compromis.

grande réforme agraire et le droit au bien-être de l'immense prolétariat agricole,

*c)* la reconnaissance de la langue arabe comme langue officielle au même titre que la langue française,

*d)* la liberté de la presse et le droit d'association,

*e)* l'instruction gratuite et obligatoire pour les enfants des deux sexes,

*f)* la liberté du culte pour tous les habitants et l'application à toutes les religions du principe de la séparation de l'Eglise et de l'Etat,

3) la participation immédiate et effective des musulmans algériens au gouvernement de leur pays. Ce gouvernement pourra seul réaliser dans un climat d'unité morale et parfaite la participation de tous les condamnés et internés politiques à quelque parti qu'ils appartiennent ».

Ce document fut remis en mars 1943 au gouverneur général Peyrouton, accepté « comme base de réformes » et présenté aux représentants anglo-américains. Toutefois, le gouvernement insista sur des « propositions plus concrètes ». Il créa une commission (15) pour élaborer un programme de réformes réalisables même pendant la guerre. Elle se réunit le 14 avril et le 23 juin 1943 avec le commissaire du gouvernement A. Berque. Les proprositions concrètes furent présentées, sous la forme d'un additif au manifeste, par les délégués algériens, le 10 juin, au général de Gaulle et au général Catroux. L'additif fut adopté « le 26 juin par la commission des Etudes, en présence du commissaire du gouvernement qui donna son accord » (16).

Les principaux points de l'additif ont trait à l'émancipation de l'Algérie, à une constitution autonome, et une fois la paix rétablie « l'Algérie sera érigée en Etat algérien, doté d'une constitution propre élaborée par une assemblée algérienne élue au suffrage universel par tous les habitants de l'Algérie ». On y insistait sur la garantie de l'intégrité et de l'unité du territoire algérien, sur la reconnaissance de l'autonomie politique de l'Algérie, en tant que nation souveraine avec droit de regard de la France et assistance militaire des Alliés en cas de conflit » (17).

Ces réformes devaient se concrétiser par « un gouverne-

(15) La commission des Réformes musulmanes entendit la plupart des leaders algériens exposer leurs points de vue, dont Ouzegane, Cheikh el-Ibrahim pour les Oulama, Messali Hadj, Ferhat, Abbas, etc.

(16) *Manifeste de la République algérienne*, p. 45.

(17) Les textes concernant le Manifeste et les interventions devant la commission des Réformes se trouvent dans le « Mouvement national » *op. cit.*, p. 152 à 184.

ment algérien composé de ministères également répartis entre titulaires français et titulaires musulmans ».

Au gouverneur général sera substitué un « ambassadeur haut-commissaire de France en Algérie ». Le principe de la représentation paritaire était appliqué à toutes les assemblées. Le document contenait une série des mesures comme : « l'accès sans restriction des musulmans à tous les emplois de la fonction publique, l'égalité du service militaire, l'abrogation des lois d'exception, la création d'un office du paysannat et d'un ministère du travail... La liberté de l'enseignement de l'arabe, la liberté du culte musulman, la liberté de la presse arabe et française et les « couleurs de l'Algérie » aux régiments musulmans, etc. ».

L'additif se prononce pour l'organisation avec le Maroc et la Tunisie d'une Fédération d'États ou Union nord-africaine. Ce texte, élaboré dans le souci de le faire accepter par les autorités françaises, il revenait donc à celles-ci de prendre l'initiative pour réaliser les réformes qu'il contenait. Si on y parlait de l'émancipation, de constitution autonome, d'une Assemblée algérienne élue au suffrage universel, il n'y était nulle part question de l'indépendance, mais bien du « droit de regard de la France ». Somme toute, l'additif constituait une plate-forme bien modérée et ne respectait même pas le principe de la démocratie élémentaire puisqu'il préconisait la parité de la représentation à toutes les assemblées.

Les délégués qui avaient fondé des espoirs sur le Comité Français de Libération Nationale de de Gaulle allaient être bien déçus. Après avoir semblé accepter ces revendications, les autorités françaises faisaient marche arrière. Le général Catroux, « Commissaire d'Etat pour les affaires musulmanes » déclarait que « l'Algérie est partie intégrante de la France » et jamais la France ne consentira à voir l'Algérie indépendante » (18). Le Commissaire fit préparer par A. Bergue, directeur des affaires indigènes, des « mesures de portée plus limitée » ; tellement limitées qu'elles paraissaient insignifiantes aux délégués musulmans.

A la session extraordinaire des délégations financières du 22 septembre 1943, ces délégués proclamèrent leur fidélité aux objectifs contenus dans le Manifeste et l'Additif. En réaction, le C.F.L.N. fit arrêter F. Abbas et Sayah Abdelkader et les plaça en résidence forcée (dans le sud) pour « provocation à la désobéissance en temps de guerre ».

(18) A. NOUSHI, *Naissance du nationalisme algérien*, *op. cit.*, p. 136.

Après ce coup de force, on enregistra la défection d'une dizaine (sur environ cinquante) des signataires du Manifeste et de l'Additif, qui firent leur « soumission ».

On assistait là à une réédition de l'affaire du Front populaire qui avait soulevé tant d'espoirs chez les réformistes et qui s'était soldée par l'échec et la répression. Le C.F.L.N., à son tour, venait de commettre une erreur tragique et démontrait son esprit colonialiste. C'est cette attitude du C.F.L.N. avec de Gaulle qui allait accélérer les événements de mai 1945.

Malgré leur évolution politique, F. Abbas et les élus, signataires du Manifeste, n'avaient pas encore compris que des revendications non soutenues par l'action populaire étaient irrémédiablement vouées à l'échec. C'était là l'un des principaux traits qui les différenciait du P.P.A. dont la conception de lutte se basait sur l'organisation et l'action des masses.

Le rejet brutal par les autorités françaises de toute forme de revendication nationale venait confirmer la justesse de la conception du P.P.A. vers laquelle allaient se rapprocher de plus en plus les courants réformistes.

Le C.F.L.N. s'avérait le continuateur de la politique coloniale de ses prédécesseurs qui consistait, tout en considérant l'Algérie comme une terre française, à traiter les Algériens (musulmans) comme une entité étrangère et inférieure. La politique dite d'assimilation préconisée n'avait d'autre but que le maintien de la domination et de l'exploitation du peuple algérien. L'octroi des droits du Français à quelques dizaines de milliers d'Algériens (20 000 pour le projet Blum-Violette) ne changeait rien à cette réalité. Le groupe européen, fer de lance de la colonisation, s'opposant traditionnellement à toute évolution, combattait cette insignifiante intégration. Les Européens étaient les maîtres et ils entendaient le rester indéfiniment, voyant dans toute réforme, aussi infime fût-elle, une atteinte à leurs privilèges exorbitants. Ils s'étaient habitués à « torpiller » tous ces projets de réformes, même ceux jugés par le gouvernement français comme une nécessité afin d'adapter la colonisation aux nouvelles situations et consolider la « présence française » [ils ont lutté tour à tour contre la timide politique des indigènes (Congrès des colons de 1909), les réformes de 1919, le projet Blum-Violette pour ne citer que les principaux projets].

Cette opposition systématique des colons à toute réforme, constituait, pour les gouvernements français successifs, un alibi commode qui leur permettait de ne pas tenir les promesses de réforme faites aux Algériens. En réalité, la politique du pou-

voir central et celle des colons ne différaient point dans leur nature. Elles se complétaient, tout au contraire, et visaient le même but : « garder l'Algérie française ». Elles se différenciaient uniquement dans la forme. Si vraiment le pouvoir métropolitain n'était pas lié à celui des Européens d'Algérie, il avait les moyens d'imposer des solutions qu'il jugeait bonnes dans l'intérêt de la France. On a eu tendance à exagérer la puissance « des colons » pour expliquer l'échec de tentatives de réformes. En fait, cette puissance constituait peu de choses face à celle de « l'hexagone ». Si elle revêtait ce caractère, c'est grâce à la complicité de nombreux intérêts dans tous les domaines. La politique colonialiste française ne pouvait se concevoir sans les Européens qui assuraient physiquement sa présence. Et ces derniers ne pouvaient se passer de la « métropole » pour exercer leur domination sur tout un peuple.

Le mythe d'une France démocratique ou libérale, empêchée par des « colons voraces et obstinés » de combler de ses bienfaits les peuples coloniaux, fut longtemps partagé par les « démocrates ». En fait, la force des colons et leur maintien en Algérie dépendaient directement de la puissance de la Métropole et reflétaient l'idéologie de l'impérialisme français. Chaque fois que, pour des raisons historiques, les métropoles furent contraintes de changer de politique, les « colons européens » furent obligés, à leur tour, de « se reconvertir » (sauf dans certains cas limités comme Sud-Afrique, Rhodésie, etc.). La « politique française de réformes », caractérisée par sa lenteur, et ses objectifs très limités, allait à l'encontre des aspirations populaires et de l'évolution. Étant donné la nature des intérêts de l'État colonial et de la minorité européenne, de leurs biens, cette politique constituait un leurre.

Les réformistes algériens croyaient de bonne foi (comme F. Abbas) au fait que « l'intérêt supérieur de la France » ne coïcidait pas avec celui des colons. Ils pensaient pouvoir amener les dirigeants français à octroyer des réformes aux Algériens pour sauvegarder cet intérêt supérieur. Ce en quoi ils n'avaient pas compris la nature du colonialisme.

# 7. LES AMIS DU MANIFESTE ET DE LA LIBERTÉ

## *Rassemblement national*

C'est au moment où les Réformistes prenaient une nette conscience de cette erreur que le C.F.L.N. (après le discours de la Gaulle à Constantine reprenait les lignes essentielles du projet Blum-Violette (1).

La fameuse ordonnance du 7 mars 1944 n'était autre que le projet Blum-Violette élargi à 50 000 capacitaires de pleins droits civiques (au lieu de 20 000) et portait la représentation dans les assemblées locales au 2/5 au lieu du tiers auparavant (2). Elle divisait la société algérienne en deux catégories, celle (une minorité) qui bénéficiait de la citoyenneté française (article IV) et le reste de la population, tous ceux (1) qui n'ont pas « expressément déclaré leur volonté d'être placés sous l'empire intégral de la foi française » (paragraphe 2 de l'article II). C'est le double collège. Il faut ignorer totalement les intérêts nationaux du peuple algérien pour voir dans cette mesure un quelconque progrès alors qu'elle ne tendait qu'à désintégrer ce peuple et à le mettre hors d'état de poursuivre sa lutte de libération nationale.

Les textes qui ont suivi cette ordonnance constituaient un programe s'échelonnant sur vingt années, c'est-à-dire jusqu'en

(1) On a beaucoup épilogué sur le discours du Président du C.F.L.N. à Constantine (12 décembre 1943) et la conférence de Brazzaville (janvier 1944) comme des hauts lieux de la décolonisation. Il s'agissait là tout simplement de la réadaptation du colonialisme aux changements survenus en France, en Algérie et dans le monde, en vue de poursuivre les mêmes buts avec les mêmes moyens, mais avec un langage différent.

(2) La représentation à égalité (plutôt à inégalité) des deux collèges dans le Parlement français, considérée comme une réforme hardie, était revendiquée (déjà) en 1920 par l'émir Khaled (F. Abbas, *La nuit coloniale*). Huit millions d'Algériens auraient eu le même nombre de députés au Parlement que le million d'Européens.

1964 et ne visaient que le « relèvement moral, social et économique des masses musulmanes ». Cette politique d'assimilation n'était qu'un paravent pour perpétuer l'exploitation et la domination du peuple algérien. L'Algérie retombait dans la situation coloniale la plus rétrograde. Elle devait plus que jamais compter sur elle-même pour se libérer, comme ne cessait de le proclamer le P.P.A. Au moment où le peuple algérien aspirait de toutes ses forces à sa libération nationale, comme tous les peuples opprimés, cette ordonnance constituait une véritable provocation. Elle dénotait le maintien de la politique coloniale anachronique par un régime issu pourtant de la Résistance et dont le pays n'était pas encore libéré entièrement de l'occupation nazie.

Elle souleva contre elle, à juste titre, l'unanimité des courants du mouvement national, Ferhat Abbas (libéré avec Sayah en décembre 1943), les Oulama et le P.P.A.. Il ne s'est trouvé que les communistes pour y découvrir des vertus (4) (sans doute était-ce à cause de la présence dans le C.F.L.N. des deux représentants du P.C.F. : François Billoux et Fernand Grenier entrés au Conseil national en avril 1944). Cette attitude s'expliquait par le fait que le P.C.F. était signataire du programme du C.F.L.N. (comme tous les partis français) ce qui obligeait par voie de conséquence le P.C.A. à appuyer un programe qui ne contenait que « l'extension des droits politiques sociaux et économiques de la population indigène et coloniale ».

Encore une fois le P.C.A. qui prétendait lutter contre le fascisme et la libération des peuples européens, se prêtait à la politique du P.C.F. liée à la relance de l'impérialisme français. En tout état de cause, la position du P.C.A. n'eut aucune répercussion sur l'opinion et fut éclipsée par la campagne déclenchée à l'inititative des courants du mouvement national contre l'ordonnance, par la propagande écrite et orale : « Boycotter le vote dans le collège électoral français, ne pas s'inscrire sur les listes électorales françaises ; si l'on est inscrit

(3) Les huit millions d'algériens restaient musulmans dans le 2e collège, c'est-à-dire des citoyens de seconde zone.

(4) Les communistes soutenaient le point de vue du C.F.L.N. avec quelques nuances, comme au moment du Front populaire. Selon eux, ces projets contenaient des « réformes progressistes », alors qu'elles étaient utilisées comme des moyens de combattre la revendication nationale.

d'office, ne pas voter. » Tels furent les principaux mots d'ordre. Une nouvelle attitude politique, de refus, se généralisait sous l'impulsion du P.P.A.

## Le P.P.A. animateur des masses

Bien que toujours illégal, le P.P.A. menait une intense activité politique et étendait son influence et son recrutement à travers toute l'Algérie. En cette période de 1944, il constituait l'ossature principale du mouvement national et s'avérait le seul courant de caractère révolutionnaire. Il déployait un grand effort d'organisation tout en cherchant à amener les autres courants du mouvement national, vers une plateforme reflétant au maximum les aspirations à l'indépendance. Chaque échec de la politique du réformisme donnait plus de poids à ses thèses révolutionnaires, à savoir, la libération par l'organisation et l'action des masses populaires.

L'attitude du C.F.L.N. et l'ordonnance du 7 mars venaient confirmer encore une fois la justesse de l'orientation du P.P.A. Connaissant les limites de l'engagement des réformistes, quant à la solution réelle du problème algérien, ce parti s'efforça de jouer un rôle déterminant dans l'unification du mouvement national. Instruits par une longue expérience de lutte, aguerris par la répression continue, ses militants n'avaient aucune confiance dans les promesses des dirigeants de la puissance coloniale, de gauche ou de droite. Ils avaient acquis un sens aigu des réalités dans la dureté du combat pour libérer le pays, en même temps qu'une capacité d'organisation méconnue jusqu'alors chez les courants politiques algériens.

Leur rôle, que certains de leurs adversaires ont eu tendance à minimiser, fut, en réalité, déterminant dans les phases les plus importantes traversées par le mouvement national. Aussi, c'est un parti déterminé qui allait participer à la création du mouvement des « Amis du Manifeste et de la Liberté ». Un exemple suffit pour montrer la forte organisation du parti : à Belcourt (quartier d'Alger), l'organisation jeune du P.P.A. se composait de plus de 600 militants disciplinés et répartis en cellules. Il y en avait bien davantage dans les autres quartiers du grand Alger où un comité central des jeunes dirigeait cette organisation. Les militants, en général,

(5) *Révolution socialiste,* n° 7, Revue politique, idéologique et culturelle du Parti de l'avant-garde socialiste, p. 25.

étaient éduqués pour l'action directe et certains d'entre eux pensaient déjà à récupérer des armes (6). C'est cette détermination qui faisait du P.P.A. un parti différent des autres organisations et qui inquiétait le plus l'administration. Après 1942 (débarquement) tous les groupements jouissaient de la légalité, à l'exception de ce parti (toujours interdit et son chef en résidence forcée dans le sud algérois à Reibell). Mais chaque fois qu'il a pu participer à la vie politique dans les mêmes conditions que les autres formations, il s'est imposé par le caractère national de ses positions politiques, le dynamisme de ses militants et a bénéficié de la sympathie des masses.

N'ignorant point la capacité de ce parti, l'administration le maintenait sous sa pression et permettait ainsi indirectement aux autres organisations de s'étendre à son détriment. Elle actionnait par là un jeu de balance au profit des courants modérés tels que les réformistes ou le parti communiste (qui participait au pouvoir). Quant à ses propres représentants (ceux qu'on appelait alors les administratifs) ils se trouvaient complètement disqualifiés. Car l'opinion des Algériens avait évolué rapidement, à un tel point que tous les notables traditionnels comme Ben Djelloul (et d'autres) se trouvaient dépassés. Ce fait n'est pas assez pris en considération par la plupart des auteurs. Dans leurs travaux ceux-ci se contentent d'étudier les faits politiques apparents, l'importance de telle ou telle organisation politique, sans tenir compte de la répression qui s'exerçait de différentes manières sur ces organisations, ce qui faussait l'importance réelle des courants politiques et leur valeur, et infériorisait le courant radical.

Les motivations et les risques, pour militer au sein du P.P.A., étaient nettement plus grands que dans d'autres formations. Il en est de même pour les sympathisants de ce parti qui devaient s'exposer davantage que les sympathisants des autres formations aux coups de la répression. Le travail politique d'un parti révolutionnaire réprimé continuellement était plus difficile. Par contre, les épreuves qu'il subissait et desquelles il triomphait, en renforçaient l'organisation et en endurcissaient les militants. Les sacrifices, les souffrances de nombreux responsables et militants, leur dévouement à la

(6) A Belcourt, un groupe de jeunes prenait l'initiative de la récupération des armes légères, et pour cette fin, ces jeunes n'hésitaient pas à aller les chercher dans les camps anglo-américains au péril de leur vie. De tels cas n'étaient pas isolés sur le territoire algérien. En tant que membre du comité central jeune du grand Alger (et aussi de ce groupe), nous avons pu constater que ces préoccupations étaient partagées par de nombreux militants.

cause nationale, servaient d'exemple aux masses dont ils élevaient la conscience politique.

Le prestige de Messali n'expliquait pas seul la force du P.P.A. Celle-ci dépendait de l'engagement de ces militants et de ces responsables de grande valeur morale, de leur abnégation, leur courage et leur travail inlassable, souvent anonyme. Le P.P.A. constituait ainsi une grande école de patriotisme, de lutte pour la cause nationale et l'espoir des masses populaires. C'est pour ces raisons que le courant révolutionnaire qu'il représentait, s'il s'est parfois affaibli, a toujours fini par se renforcer et à s'identifier aux masses, en dépit de toutes les répressions, de toutes les attaques de ses adversaires et parfois de ses propres défaillances. Tel était le P.P.A. à la veille de la création des A.M.L.

## Les amis du manifeste et de la liberté

La politique du C.F.L.N., concrétisée par l'ordonnance du 7 mars, rejetait brutalement les aspirations nationales du peuple algérien. Elle ne laissait plus aux représentants modérés du mouvement national d'autre voie que celle de la lutte aux côtés des masses populaires.

Une convergence favorable de la situation intérieure et extérieure permettait effectivement de créer un grand rassemblement national après des compromis et des accords entre les trois tendances du mouvement : le P.P.A. (clandestin), les Oulama et les Élus avec F. Abbas.

Le P.P.A. n'envisageait nullement une fusion totale entre ces trois tendances sur la base du Manifeste. Il y voyait plutôt la possibilité de la formation d'un mouvement légal, rendant plus facile le regroupement des forces et l'expression du fait national algérien. Ce mouvement, à l'initiative de F. Abbas, prit la dénomination des « Amis du Manifeste et de la Liberté ». Ses statuts furent déposés par Abbas lui-même à la préfecture de Constantine. L'article III des statuts définissait ainsi les buts de ce groupement : « ... Le groupement se donne pour mission immédiate la défense du Manifeste qui est l'expression d'une pensée libre et honnête ; la diffusion des idées nouvelles, la condamnation définitive des contraintes du régime colonial, de son dogme racial et de son arbitraire. » Quant aux moyens d'action, ils consistaient à « ... secourir toutes les victimes des lois d'exception et de l'oppression coloniale ; convaincre et créer un courant d'opinion en faveur du Manifeste ; rendre familière l'idée d'une nation algérienne et

désirable la constitution, en Algérie, d'une République autonome fédérée à une République française, rénovée, anticolonialiste et anti-impérialiste ; créer chez tous les habitants de l'Algérie, qu'ils soient juifs, chrétiens ou musulmans, la solidarité algérienne, le sentiment d'égalité et le désir d'être ensemble qui est, selon le mot de Renan, l'élément constitutif de la Nation » (article IV).

F. Abbas (7) relate ainsi ses contacts avec les différentes organisations pour la formation des A.M.L.

« ... Les Oulama y adhérèrent immédiatement. Avec le chef du P.P.A., Messali Hadj, nos entretiens furent également fructueux. Quant aux communistes, ils se récusèrent et me reprochèrent d'aller trop vite. Ils préférèrent lancer un autre rassemblement : « Les Amis de la Démocratie et de la Liberté », favorable à la politique d'intégration. »

« Les Elus unis autour du Manifeste avaient obtenu, écrit-il, en mars et avril 1943, la libération des détenus et condamnés politiques. Messali avait donc quitté la prison de Lambèse (Batna). Il passa sa première journée de liberté dans son appartement à Sétif. Après un court séjour à Alger, il fut placé en résidence surveillée à Boghari, près de Chellala (sud algérien). Je me suis rendu à deux reprises auprès de lui. Messali approuvait mon action, mais en faisant certaines réserves. Il me fit confiance sans toutefois engager sa responsabilité ; il comprenait très bien qu'il fallait faire quelque chose. Cependant, me dit-il, si je te fais confiance pour la réalisation d'une République algérienne associée à la France, par contre, je ne fais pas du tout confiance à la France. La France ne te donnera rien. Elle ne cèdera qu'à la force et ne donnera que ce qu'on lui arrachera. »

« Personnellement, j'avais confiance. La France issue de la Résistance, ne pouvait pas nous abandonner. Aux yeux de beaucoup d'amis, il était impensable que le peuple français, qui avait subi durant quatre longues années, la domination hitlérienne, ne fit pas droit à nos légitimes aspirations. L'occupation avait préparé la France à recevoir des idées nouvelles. Je n'ignorais pas les difficultés et les résistances qu'il nous fallait vaincre — toujours les mêmes d'ailleurs. Pour cela, la mobilisation des masses était nécessaire.

« La chose me paraissait possible. Les « ultras » d'Algérie s'étaient compromis avec l'hitlérisme sous le régime de Vichy. Ils baissaient la tête. Les résistants français étaient au pouvoir... Partout, cette liberté et la coopération pacifique s'instal-

(7) *La nuit coloniale, op. cit.*, p. 150 et suiv.

laient dans l'égalité entre anciennes colonies et anciennes métropoles. Pourquoi cette « Révolution » par la loi ne serait-elle pas valable pour l'Algérie, la Tunisie et le Maroc ?... » (8).

## Position du P.P.A.

Cette citation éclaire la pensée profonde de F. Abbas, ses prises de position et son attachement au principe de la transformation d'une situation par la loi, c'est-à-dire sans violence et avec un partenaire (le gouvernement français) décidé à faire le jeu. La thèse de F. Abbas était théoriquement valable, mais elle pêchait par idéalisation de ce partenaire duquel dépendait en définitive la solution. La France en l'occurrence, n'était pas du tout disposée à accepter d'engager ce processus de solution pacifique. Bien au contraire, la politique de ce partenaire consistait à gagner du temps et à ne concevoir d'autres rapports que ceux de la force brutale. Quant à Messali Hadj et les militants du P.P.A. ils s'étaient formé une opinion réaliste sur le colonialisme français et son machiavélisme. C'est la raison pour laquelle ils n'accordaient aucune confiance à ce système qui, en dépit de l'arrivée des « Résistants » au pouvoir, continuait à obéir à sa propre logique, à dominer, à exploiter et à se maintenir par la force.

En acceptant d'adhérer au Manifeste et à participer au rassemblement des A.M.L., le P.P.A. montrait qu'il n'était pas partisan « du tout ou rien ». Il laissait une chance à l'initiative des modérés (tout en maintenant ses propres positions) de faire reconnaître le fait national par les autorités françaises, bien qu'il fût convaincu que « la France ne donnera rien... et qu'elle ne cèdera qu'à la force et ne donnera que ce qu'on lui arrachera ».

Etant donné la persistance de la politique impérialiste et les différences de conception de lutte au sein des trois composantes du mouvement national ainsi constitué, le P.P.A. devait faire preuve de vigilance. Il s'efforça de faire progresser les A.M.L. vers une position révolutionnaire d'instrument de lutte efficace pour sa libération.

La présence des militants P.P.A. au sein des A.M.L. ne procédait pas d'un « noyautage » systématique, comme on l'a parfois prétendu. Elle découle d'abord de l'entente sur les idées du Manifeste et, ensuite, des accords conclus entre les

(8) *Nuit coloniale.*

trois tendances pour lancer ce mouvement. Les représentants des Oulama, F. Abbas et ses Elus, connaissaient parfaitement les intentions politiques, les buts et les réticences du P.P.A. et aussi l'activité de ses militants révolutionnaires. Le souhait de ces derniers était de voir toutes les tendances politiques algériennes se rassembler autour de l'idée nationale (par opposition à la politique d'assimilation), objectif minimum de tout regroupement. C'était d'ailleurs le vœu des masses populaires de voir le mouvement national unifié sur la base de leurs aspirations à l'indépendance.

La création des A.M.L. (14 mars 1944 à Sétif) fut un événement considérable. Pour la première fois, les Oulama, les Élus (F. Abbas) et le P.P.A. se retrouvaient dans le même rassemblement dont le but était la reconnaissance du fait national, une « République algérienne fédérée à une République française rénovée ».

L'opinion algérienne accueillit l'union ainsi réalisée, avec un grand élan d'enthousiasme. Elle voyait là un moyen puissant pour accéder à l'indépendance. Il faut préciser que l'énorme majorité des Algériens n'aspiraient pas au fédéralisme français mais à une formule d'union des pays arabo-musulmans et rejoignait par là les positions du P.P.A. Celui-ci ayant consenti des concessions sur ses objectifs pour permettre l'union avec les courants réformistes, entendait assurer aux A.M.L. un rôle révolutionnaire. Aussi il accrut son action afin de populariser ses mots d'ordre (indépendance, panarabisme, solidarité avec les peuples arabo-musulmans et les pays colonisés). Son radicalisme, son caractère populaire, son organisation et son action efficace plaçaient le P.P.A. à l'avant-garde du combat. Grâce à ses militants éprouvés et à ses idées affirmées depuis longtemps, ce parti se présentait avec son audience auprès des masses populaires comme le garant des aspirations nationales. Aussi, cet événement eut une portée considérable sur l'opinion. Il répondait aux aspirations unitaires du peuple et ouvrait de nouvelles perspectives.

La fondation des A.M.L. créa une situation nouvelle et suscita un élan général favorable à l'élévation de la conscience nationale. Les derniers partisans de l'administration coloniale étaient isolés et démoralisés. Ce mouvement, par son ampleur, pouvait mettre rapidement en échec la politique coloniale à la veille de la fin de la guerre, en exigeant l'application du principe du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. Toutefois, les A.M.L. ménageaient une période de transition en se fixant pour objectif de « rendre familière l'idée d'une nation algérienne et désirable la constitution en Algérie, d'une Répu-

blique autonome fédérée à une République française rénovée anti-colonialiste et anti-impérialiste ». L'idée du fédéralisme dans le cadre français éliminait celle du fédéralisme maghrébin, ce qui était un retrait par rapport au premier manifeste. Cette concession aux conceptions fédéralistes de F. Abbas et de ses amis fut néanmoins compensée par un engagement plus net sur le plan social (tenant compte en cela de la politique du P.P.A.). En effet le manifeste préconisait de « faire la guerre aux privilégiés des classes dirigeantes, prêcher l'égalité des hommes et le droit au bien-être et à la vie nationale du peuple algérien ». Il s'agissait aussi de « démasquer les agissements et les manœuvres des forces réactionnaires et des féodaux musulmans et français et tous ceux qui ont un intérêt quelconque au maintien de l'ordre colonial » (9). Le véritable pas en avant, ce n'était pas l'ordonnance du 7 mars, comme le déclarait le P.C.A. (10), mais la création des Amis du Manifeste et de la Liberté, qui était en fait le grand bon en avant du mouvement national.

De ce point de vue, l'avènement des A.M.L. constituait un changement important, sinon décisif, dans les rapports des courants politiques et des forces qu'ils représentaient. L'évolution nette des Réformistes vers le fait national défendu par le courant P.P.A. entraînait par voie de conséquence l'appui sur les masses populaires. C'est l'émergence de ces dernières à la vie politique qui allait jouer un rôle de plus en plus grand et déterminer le contenu du mouvement national. La politique des personnalités ou des notables laissait progressivement la place à celle des forces de base et des organisations qui reflétaient leurs aspirations.

Dès lors, l'administration coloniale, qui parvenait jusque-là à influencer les notables, à contrôler les mouvements revendicatifs, à isoler le courant révolutionnaire (P.P.A.) par la répression, se trouvait placée devant une situation nouvelle. Elle était confrontée à un mouvement national unifié. Bien que non encore soudé, celui-ci tirait sa force de l'adhésion des masses populaires, elles-mêmes animées en profondeur par le courant révolutionnaire. Cette administration risquait aussi d'être prise de vitesse par la radicalisation de ce mouvement qui connut en quelques mois, un important succès. F. Abbas écrit que : « ... le mouvement obtint le succès que l'on connait. Plus de 500 000 adhésions arrivèrent au siège social, 6, place Cardinal-Lavigerie, à Alger... » (11). Ce nombre d'adhé-

(9) *Du Manifeste*, pp. 61 à 63. *(op. cit.)*
(10) Amar OUZEGANE, Assemblée Nationale Constituante, 5 avril 1946.
(11) F. Abbas, *Nuit coloniale, op. cit.*, p. 152.

rents, qui pourrait sembler exagéré, n'a rien d'étonnant au vu de l'enthousiasme populaire constaté à l'époque. Plus de 150 sections des A.M.L. étaient constituées à travers toute l'Algérie.

Encouragés par l'extension des A.M.L., les Algériens longtemps réduits au silence et à la sujétion par le système colonial, changeaient de comportement et levaient la tête. Ils n'acceptèrent plus les brimades dont ils étaient l'objet quotidiennement de la part de l'administration et de la majorité des Européens. Le nouveau comportement des Algériens se manifestait par le rejet de toute mesure d'humiliation et par la défense de leur dignité. Il suscita la crainte dans les milieux colonialistes et exacerba la haine de l'« arabe », naguère traité par le mépris. La tension entre le peuple algérien d'un côté, l'administration et les Européens de l'autre, règna sur l'étendue de tout le territoire algérien.

Ce clivage faisait apparaître de plus en plus deux forces principales en présence : le peuple algérien affirmant sa volonté de libération, la colonisation s'efforçant de maintenir les rapports de domination et d'exploitation. Cet affrontement datait en réalité de l'époque de l'invasion française. Il connut diverses expressions, de la lutte armée à la résistance passive. Néanmoins, la répression continue exercée sur le peuple algérien, a fait croire à des auteurs ou des politiciens que les colonisés avaient été contraints d'accepter définitivement le fait accompli colonial. Ce point de vue se basait sur le comportement docile de la minorité politique et des privilégiés du système d'exploitation. Ceux-ci jouaient le rôle d'intermédiaire, mais n'étaient en fait que les sous-produits de la confrontation — peuple algérien — colonisation —. Leur « loyalisme » de commande avait pour but de masquer cette même confrontation. Ce qui autorisait les thuriféraires de cette colonisation d'en chanter les bienfaits et de présenter l'Algérie comme pays « pacifié », donc dénationalisé, et sans problème national. Aussi, lorsque ce dernier s'imposa avec une telle ampleur, les milieux colonialistes furent pris d'une crainte sérieuse.

Tant que les manifestations du nationalisme se situaient au niveau des courants politiques tel que le P.P.A., le danger n'apparaissait pas comme tel à la population européenne endormie par la propagande mensongère des colons et sécurisée par une administration prompte à la protéger et à réprimer la moindre atteinte à ses privilèges. Mais à partir du moment où les Algériens montraient, par leur comportement quotidien, le changement intervenu dans leurs rapports avec la colonisa-

tion, les Européens sentirent leur position dominante sérieusement menacée. Accoutumés à traiter les « indigènes » en sujets inférieurs, ils ne pouvaient admettre que ceux-ci puissent se considérer comme leurs égaux et exiger d'être respectés comme des hommes à part entière. Ce sentiment de la dignité que les exploités tenaient à imposer, passait pour une atteinte à la suprématie que s'arrogeait l'écrasante majorité des Européens. Ce comportement nouveau suscitait les plus vives inquiétudes chez ces derniers et attisait en même temps leur hostilité vis-à-vis des Algériens. Rares furent les français qui tentèrent de comprendre cet impératif besoin de dignité qu'éprouvait un peuple longtemps humilié. La soif de dignité dépassait tous les autres besoins, pourtant si grands (12). Ces rares Français ne voyaient, pour redresser l'injustice, que l'égalité des droits avec les Français et l'amélioration des conditions de vie d'une minorité d'Algériens. Ils ne parvenaient pas à saisir la dimension collective de ce besoin de dignité nationale auquel aspirait le peuple algérien. Aussi, en dépit des appels de F.Abbas et de son action vis-à-vis de la minorité française, celle-ci fit bloc derrière les colons et creusa davantage le fossé qui la séparait des musulmans.

## Position du P.C.A.

L'action du P.C.A., dont le but affirmé était de développer la formation de la classe prolétarienne sur la base du clivage social, était loin de combler ce fossé. La cohabitation des éléments d'origine européenne et des éléments d'origine algérienne dans ce parti était le résultat d'une sorte de compromis tacite. Les travailleurs européens se solidarisaient sur un certain nombre de revendications socio-économiques et politiques et s'arrêtaient juste au seuil où leur solidarité pouvait entraîner leur intégration à la patrie algérienne. Une partie des Algériens (du P.C.A.) renonçant aux aspirations nationales de la grande majorité des Algériens, pour se trouver au diapason des Européens, acceptait l'intégration au sein d'un système français (démocrate, socialiste ou prolétarien). Cette sorte de compromis, en plus de la faiblesse numérique du P.C.A., n'apportait aucune esquisse de solution pour résoudre le problème fondamental de la libération nationale (13). Cette solu-

(12) L'immense majorité de la population était réduite, par le système d'exploitation, à des conditions de vie et de travail précaires.

(13) Bien au contraire la formule d'intégration, prévue dans l'ordonnance du 7

tion allait dépendre de plus en plus de l'action des larges masses du peuple algérien. Elle ne pouvait être le résultat que de nouveaux rapports de force, non pas au niveau d'une classe sociale déterminée, mais à celui de toutes les forces populaires aspirant à mettre fin à la domination étrangère sous toutes ses formes.

L'antagonisme entre le bloc des Algériens et le bloc des Européens était inévitable, car ces derniers refusaient toute intégration dans la société algérienne. Ils ont visé au contraire à sa destruction et son remplacement par une société où auraient dominé les valeurs et les intérêts d'une minorité implantée par la force contre le gré de la société algérienne historique. Force est de constater qu'au delà des nuances des programmes ou des positions politiques, la divergence de fond portait sur la nature de la société pour laquelle on prétendait lutter. C'est aussi sur la nature de cette société que se trompait le P.C.A.. Il en niait l'historicité, la spécificité et les valeurs essentielles auxquelles croyaient les masses algériennes.

A cause de son idéologie, de sa stratégie et de sa composante humaine, le P.C.A. n'était pas en mesure d'assumer les aspirations profondes de ces dernières. Le groupement des A.M.L. a connu le succès parce qu'il s'identifiait, à travers ces trois composantes, aux aspirations de la véritable société algérienne dominée et exploitée.

Dès la création des A.M.L., celle-ci s'est affirmée de plus en plus consciente de ses possibilités et tendait même à dépasser les courants modérés du Manifeste. Le P.C.A. sous-estimait les possibilités de lutte de tout un peuple. Il poursuivait la chimérique politique d'intégration qu'il espérait voir appliquée grâce à la participation au pouvoir des ministres communistes sous l'étiquette de la lutte de classe. Il n'admettait pas qu'à certaines phases importantes de l'histoire, les intérêts de classe sont atténués au profit de ceux des masses populaires, à la condition que celles-ci disposent de leur organisation, qui était en l'occurrence le P.P.A.. Dans ces moments, le concept de l'unité nationale, de par les forces de base qui l'animent, offre un contenu révolutionnaire tandis que les concepts du prolétariat et de la lutte de classe, tels que les pratiquait le P.C.A., étaient objectivement réactionnaires.

mars 1944, allait dans les faits à l'encontre de l'indépendance nationale. Au lieu d'opérer un changement de politique (comme les réformistes) et saisir l'occasion d'adhérer aux A.M.L., ils persévérèrent dans l'erreur et l'isolement en créant les « Amis de la démocratie et de la Liberté.

## La lutte de tendances

Certes, le Manifeste n'était pas la panacée ; il constituait néanmoins un cadre de lutte contre l'impérialisme et en même temps un champ où se confrontaient les idées des tendances qui le composaient. Chacune de ces tendances avait ses options, ses préférences. Par exemple, la présence du P.P.A. dans les A.M.L. ne signifiait pas l'abandon de ses options, mais la possibilité de les faire partager à la majorité, car elles correspondaient aux intérêts fondamentaux du peuple algérien. D'autre part, il n'ignorait pas la fragilité des A.M.L. et leurs limites sur le plan de l'organisation et de la lutte. Il mit toute son expérience, ses militants éprouvés pour servir d'ossature aux A.M.L. afin d'en faire un mouvement structuré, capable d'agir et de défendre les aspirations du peuple algérien. Il élargit ainsi de plus en plus son audience auprès des masses réceptives à ces idées révolutionnaires.

Pendant toute cette période (de la création des A.M.L. 14 mars 1944 au Congrès de mars 1945) le P.P.A. (toujours non reconnu) déploya une intense activité en profondeur, dans les villes et les campagnes. Il participa à la création des sections des A.M.L. et en créa lui-même. Souvent, ses militants en étaient les principaux animateurs. Mais par vigilance, il gardait sa propre structure clandestine pour parer à toute éventualité, sachant qu'un coup de force de l'administration ou des défections au sein des A.M.L. n'étaient pas à exclure. Le mouvement était encore en pleine jeunesse et grandissait avec une grande rapidité dans l'enthousiasme général.

Le P.P.A. essayait de transformer cette force quantitative en énergie qualitative, en y développant ses thèmes sur l'indépendance, la solidarité arabo-islamique et anti-impérialiste. Les A.M.L. évoluaient dans ce sens, ce qui ruinait les espoirs des « réformistes français » et des partisans de l'intégration de l'Algérie dans « l'Orbite française » alors que ce pays était partie intégrante d'une autre civilisation.

L'attachement du peuple algérien à ses valeurs et à sa personnalité arabo-musulmane, constituait le moyen le plus efficace pour s'opposer à toutes les tentatives faites pour le diluer dans un ensemble, dont l'idéologie tend à la domination, à l'asservissement et à l'exploitation des autres peuples. Le peuple algérien ne pouvait ni brader son histoire, ni vendre son âme pour quelques réformes dont l'intérêt consistait avant tout à créer des assises au colonialisme et à justifier le système d'exploitation. Aussi, les aspirations de ce peuple devaient être assumées dans leur totalité et défendues avec énergie par tous

les moyens. C'est à quoi s'attachait le P.P.A. depuis de longues années. Il n'allait pas, quand la situation évoluait en faveur de ses thèses, abandonner sa position d'avant-garde et laisser le soin à des hommes aux convictions nationalistes modérées d'assumer seuls la direction du mouvement. Sans diminuer aucunement leur mérite ou leur capacité, force est de constater que leur histoire récente ne les prédisposait pas à ce rôle combien difficile. Et ce d'autant moins que le pays s'engageait de plus en plus dans une phase révolutionnaire. L'action du P.P.A. traduisait sa haute conscience des responsabilités devant les masses populaires. Elle ne consistait pas en une vaine lutte de préséance entre des personnalités ou des factions, mais à créer les conditions nécessaires pour le développement irréversible d'un mouvement national.

Le P.P.A. était le plus important partenaire dans ce rassemblement et son action tendait franchement à infléchir ce mouvement vers les thèses mentionnées plus haut. Ses militants développaient en toute clarté ces mêmes thèses auprès des masses et des adhérents des autres tendances dont beaucoup de membres partageaient progressivement la conception de ce parti. Ceux qui propageaient les idées sur le noyautage des A.M.L. étaient partisans de la politique de l'assimilation à divers degrés. Leur but était de susciter les méfiances et les divisions au sein de ce mouvement. Ils s'efforçaient ainsi d'y créer des contradictions, sachant que les courants qui ont formé les A.M.L. ont été souvent divisés et s'étaient parfois combattus et qu'ils n'avaient pas encore fondu dans la même organisation. Les clivages persistaient et devaient disparaître par le temps, les discussions et les luttes en commun. Le mouvement créé de fraîche date, n'avait pas encore pu surmonter certaines contradictions. L'administration, d'ailleurs, misait sur ces mêmes contradictions et ne manquait pas, à l'occasion, de les aggraver. Prise au dépourvu par le mouvement de masse gigantesque qui transformait à vue d'œil les rapports colonisation-peuple algérien, elle ourdissait dans l'ombre comme à l'accoutumée, ses machinations.

Un an après la création des A.M.L., la tendance au durcissement au sein de ce mouvement plaça l'Algérie au diapason du mouvement de libération des peuples et de la lutte anti-colonialiste. L'évolution de la situation extérieure créait une conjonction favorable à ce mouvement.

## Contexte général et évolution de la situation extérieure

La Deuxième Guerre mondiale approchait de sa fin. Les armées soviétiques refoulaient rapidement les forces allemandes vers l'Ouest, tandis que les Américains, les Anglais et leurs alliés, débarqués, en 1942 en Afrique du Nord et en 1944 en France, resserraient inexorablement leur étau sur l'Allemagne nazie.

L'issue de cette guerre ne faisait plus de doute et la capitulation de l'Allemagne était une question de quelques semaines ou au plus de quelques mois.

La propagande contre le nazisme, le fascisme battait son plein. Les promesses de libération de tous les peuples remplissaient les discours et les déclarations (14) principalement chez les Américains avec Roosevelt. Elles suscitaient un grand espoir au sein des peuples victimes de l'occupation et de l'oppression. Les peuples coloniaux allaient-ils enfin voir leur situation se transformer à la faveur des changements dans les rapports mondiaux qui s'opéraient sous leurs yeux ? Allait-on assister à l'instauration d'un ordre démocratique respectant les droits fondamentaux des peuples à la liberté et à l'indépendance nationale ? Les plus sceptiques pensaient tout de même que ces grands changements seraient de nature à faciliter la lutte de libération. La charte des Nations Unies (15) proclamait bien le « droit de tous les peuples à choisir la forme de gouvernement sous laquelle ils veulent vivre ». Cependant, les idéaux démocratiques propagés par les « Alliés » se trouvaient contredits par l'attitude des anciennes puissances coloniales et le jeu subtil des U.S.A. tendant à substituer au colonialisme traditionnel d'autres formes de domination.

Les Algériens suivaient avec une grande attention le déroulement de tous ces événements. Mais ils se montraient particulièrement attentifs aux mouvements politiques des pays arabo-musulmans comme le Maroc, la Tunisie, la Libye, l'Egypte et surtout la Syrie, le Liban et la Palestine. Le Maroc

(14) Dès le 1er janvier 1942, les Alliés s'étaient engagés par la « Déclaration des Nations Unies » à élaborer un système de paix et de sécurité collective, après la guerre.

(15) Les principes sur lesquels reposera l'Organisation des Nations Unies sont fixés à Dumbarton Oaks en sept-oct. 1944. La Charte de l'O.N.U. est établie à la Conférence de San Francisco (25 avril-25 juin 1945). Elle se donne pour objectif « le maintien de la paix, le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », la défense de certaines libertés, « l'égalité entre les individus et entre les Nations »,... de « favoriser le progrès social » et d'« instaurer les meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande ».

et la Tunisie connaissaient la même situation que l'Algérie malgré leur statut juridique « d'Etats sous protectorat français ». Les mouvements nationaux, notamment l'Istiklal (16) et le Néo-Destour, luttaient pour la libération et se heurtaient au même impérialisme obstiné que rencontrait le mouvement national algérien. Ils subissaient la même domination et souffraient de la même répression.

## Afrique du Nord

Au début de 1944, le Maroc était le théâtre de graves événements dus au refus opposé par le « Protectorat » de prendre en considération la revendication nationale présentée par l'Istiklal, sous la forme d'un manifeste du Sultan Mohamed V, au Résident général et aux représentants des Alliés (17).
Les dirigeants de l'Istiklal comme Ahmed Belafredj et Mohamed Lyazidi, furent arrêtés sous le prétexte fallacieux d'intelligence avec l'ennemi. Aussitôt de grandes manifestations populaires s'organisèrent dans les principales villes du Royaume pour protester contre cet arbitraire. Elles furent réprimées par l'armée sur l'ordre de la résidence, ce qui se traduisit par plusieurs dizaines de morts et de nombreux blessés parmi les manifestants. Les autorités françaises montraient par là leur volonté de briser le mouvement national marocain et s'opposaient à tout progrès allant dans le sens des aspirations populaires. Mais elles obtinrent l'effet contraire ; le peuple marocain s'identifia davantage dans son mouvement national au sein duquel le roi Mohammed V jouait le rôle de symbole national. Et ce, en dépit de la vague de répression qui s'abattait sur les nationalistes.

En Tunisie, le mouvement national prenait de l'extension et rencontrait la même politique colonialiste française et les mêmes conceptions passéistes pratiquées sur l'ensemble du Maghreb par le C.F.L.N.. Celui-ci ne s'embarassait pas de scrupules pour lutter contre les mouvements nationaux. Dans la confusion qui règna en Tunisie à l'arrivée des troupes « Alliées », il manœuvra pour convaincre les Américains et les Anglais de la position pro-allemande des dirigeants tunisiens (comme au Maroc), principalement du Bey Moncef et de

(16) Le Parti de l'Istiklal (indépendance) fut constitué en décembre 1943 (Le Manifeste Marocain).

(17) Ce Manifeste, signé par plusieurs personnalités, réclamait des réformes pour le Maroc, Etat libre et demandant « l'indépendance du Maroc dans son intégrité territoriale sous l'égide de Sa Majesté Sidi Mohamed Ben Youssef... ».

Bourguiba. Malgré la faiblesse de ces accusations, le Bey fut déposé, envoyé en résidence à Laghouat, puis à Cherchel (Algérie) et à Pau où il mourut en 1947 (18).

Après ce coup de force, l'opinion tunisienne marqua sa réprobation contre les autorités françaises. Le mouvement national tunisien s'amplifia au point de priver le Résident « d'interlocuteurs valables ». Celui-ci fut obligé, devant la montée des aspirations nationales tunisiennes, d'octroyer quelques réformes mineures (comme en Algérie) utilisées dans le dessein de lutter contre les mêmes aspirations nationales. Il accentuait au contraire sa main-mise et son contrôle sur les rouages formels, prévus par le Protectorat (ministères et direction tunisienne). A travers le Protectorat et le nouveau Bey Sidi Lamine sans volonté, le résident français dirigeait effectivement le pays, aggravait ainsi l'administration directe au mépris des stipulations du statut juridique du protectorat. Ainsi, dans tout le Maghreb la politique du C.F.L.N. fut identique, en dépit des fictions juridiques, au Maroc, en Algérie et en Tunisie. Elle se traduisit par la répression, les coups de force, l'opposition systématique à l'expression nationale et le maintien par la force des rapports coloniaux.

Cette politique tendait à briser les mouvements nationaux qui canalisaient et exprimaient les aspirations nationales et à les isoler les uns des autres. En même temps elle combattait violemment le caractère arabo-musulman de ces aspirations en déployant ses efforts pour séparer le Maghreb de son aire naturelle arabo-musulmane. C'est en effet ce dernier trait des mouvements politiques maghrébins qui s'opposait le plus fondamentalement à la politique de francisation impérialiste et à la domination occidentale. L'idéologie impérialiste, se basant sur le postulat de la suprématie des puissances occidentales et notamment de celle de la France, insipirait la pensée politique des dirigeants français. Ceux-ci voyaient dans les mouvements nationaux arabo-musulmans, le danger qui menaçait la « présence française », c'est-à-dire en fait le régime colonial d'exploitation et de domination. Aussi, tentaient-ils par de petites réformes de lutter contre ce « danger » et de perpétuer leur main-mise sur des pays dont la personnalité et les intérêts nationaux se différenciaient de ceux du pays colonisateur.

La résurgence du mouvement arabo-musulman constituait une importante force morale pour les peuples arabes dont les représentants tenaient justement compte. Car au-delà de certai-

(18) Ch.-A Julien, *Afrique du Nord, op. cit.*, p. 91.

nes différences, les problèmes de ces peuples étaient identiques : la libération du joug de l'étranger et l'établissement de nouveaux rapports entre eux et avec la communauté internationale.

Le C.F.L.N., au lieu de comprendre les bouleversements survenus dans le monde et les besoins de libération des peuples, reprit tout simplement la politique traditionnelle (coloniale). Ses représentants au Maghreb se montraient insensibles aux changements et agissaient comme au temps fort du colonialisme.

Au Maroc comme en Tunisie et en Algérie, ils ne voulaient entendre parler des aspirations nationales des peuples, même dans le cadre de l'autonomie (que réclamaient le Destour, le mouvement national marocain et le Manifeste algérien). Ils ne voyaient dans ces revendications, comme le déclarait le Résident général Puaux (19), que les ambitions visant à « ... restaurer dans toute sa gloire, l'empire des Khalifes tel qu'il était aux VIIe et au VIIIe siècles en faisant du Sultan et du Bey non plus des associés de la France, mais des membres agissant de la Ligue arabe ». Ils se représentaient le Maroc « comme une sorte de conservatoire de la grandeur française », « ... d'une valeur exceptionnelle au point de vue de la place que la France peut et doit occuper dans le monde ».

C'est dans le même sens qu'abondait la déclaration du général Catroux faite en octobre 1943 à l'hebdomadaire T.A.M. (20) dans laquelle il s'en prit à la fois au panarabisme et au panmaghrébisme. D'après lui, « l'Afrique du Nord devait s'arracher à l'attraction de l'Orient pour graviter dans l'orbite de la France et les deux protectorats nord-africains ne pourraient être inclus que dans une confédération de terres françaises ». Ce genre de déclaration et bien d'autres « sur les liens indissolubles de la France et des possessions » étaient de nature à radicaliser les mouvements de libération et préparaient les affrontements futurs. L'antagonisme, entre ces mouvements et le colonialisme français décidé à faire barrage à toute revendication nationale, atteignait, en 1945, un point de non retour.

## Mouvement arabe, Syrie-Liban

En Syrie et au Liban où l'emprise coloniale était moins forte qu'au Maghreb, la lutte pour la libération prenait l'allure

(19) Cité par Ch.-A. Julien, *Afrique du Nord en marche.*
(20) *Ibid.*

d'insurrections devant lesquelles le colonialisme devait être obligé de s'incliner et de reconnaître l'indépendance de ces pays. Les autres pays arabes prenaient conscience de leur situation et secouaient progressivement l'emprise étrangère. Cette prise de conscience se traduisait par une politique de rapprochement, accélérée par les aspirations des masses arabes à l'unité. Elle se concrétisa, après de multiples réunions, par la formation, au Congrès d'Héliopolis, le 14 avril 1945, de la Ligue des Etats Arabes dont l'avènement suscita un grand espoir chez tous les peuples du monde arabo-musulman.

Les peuples et les militants maghrébins suivaient avec un profond intérêt les événements d'Orient et particulièrement les discussions qui s'y déroulaient depuis 1943 pour la constitution d'une union arabe dont la forme n'était pas encore définie. Il y avait plusieurs formes possibles :
1) un État uni avec autorité politique centrale,
2) un État fédéral avec un Parlement central et un Conseil exécutif muni des pleins pouvoirs politiques,
3) une Confédération dans laquelle l'accent serait mis sur la coordination et la coopération (21).

Les représentants arabes n'eurent pas l'audace nécessaire pour créer une véritable union, ils choisirent la forme de simple coordination et de coopération entre les Etats. Malgré la faiblesse du niveau d'intégration de cette formule, la réunion, en février et mars 1945 au Caire, des ministres des affaires étrangères, pour la constitution de la « Ligue des États Arabes » fut un succès aux yeux des masses. Après la signature, le 22 mars 1945, du Pacte de la Ligue, par l'Egypte, l'Irak, le Liban, la Syrie, l'Arabie Saoudite et la Jordanie, l'opinion arabe voyait le début du rassemblement de tous les peuples arabes.

Jugée aujourd'hui très modeste, la constitution de la Ligue eut un immense écho à travers tout le monde arabe. Le Maghreb, aux prises avec le colonialisme, y trouvait du réconfort pour hâter sa libération et y rejoindre les autres états. Cet élan de libération et d'unité des peuples arabes représentait un danger pour l'impérialisme mondial, bien que certaines puissances comme la Grande Bretagne ne le vissent pas avec défaveur au départ. On se rendit compte rapidement qu'il prenait force dans les aspirations des masses et qu'il risquait de déborder ses propres dirigeants aussi bien que la stratégie impérialiste. Celle-ci avait d'autres atouts dans sa manche. Elle

(21) M. Flory et R. Mantran, *Les régimes politiques des Pays arabes*, Ed. P.U.F., 1968, p. 410.

s'appuya sur le sionisme, en Palestine, pour s'opposer au mouvement arabe de libération, le bloquer et aggraver ses contradictions (la plupart des États de l'époque étaient plus ou moins influencés par les grandes puissances mondiales). C'était donc un large front de lutte anticolonialiste et anti-impérialiste qui se développait à travers le monde arabe et qui s'intégrait dans le mouvement de libération de tous les peuples du monde, en Afrique, en Asie (comme le Viêt-nam, l'Inde, l'Indonésie pour ne citer que les plus grands).

Ces événements et ces changements n'étaient pas ignorés en Algérie et c'est dans ce contexte que le mouvement national de ce pays luttait et recherchait la meilleure voie pour atteindre ses objectifs de libération. Ce mouvement qui s'était unifié à partir de mars 1944 sous la forme des A.M.L. (comprenant les trois composantes, P.P.A., Oulama, F. Abbas) connaissait une extension rapide au niveau des masses. Sa transformation interne, l'attitude intransigeante de l'administration coloniale et la fin très proche de la guerre, rendaient nécessaire la tenue d'un Congrès national pour adapter ce rassemblement aux nouvelles exigences de la lutte tant à l'intérieur qu'à l'extérieur.

# 8. CONGRÈS ET RADICALISATION DES A.M.L.

## *Les événements de mai 1945*

Le rassemblement des Amis du Manifeste et de la Liberté (A.M.L.) parvenait à son apogée en ce printemps de 1945. Sous son égide, les idées de libération progressaient rapidement au sein des masses populaires dont la mobilisation et l'enthousiasme plaçaient l'Algérie au premier plan des préoccupations des autorités coloniales. Car le programme du Manifeste étant relativement modéré l'opinion algérienne, en évolution, se radicalisait autour du mot d'ordre de l'indépendance, rejoignant ainsi la position avancée du courant révolutionnaire (de l'Étoile au P.P.A.). L'administration française s'est toujours acharnée à étouffer ce dernier ou, à défaut, à restreindre son action et le rôle d'avant-garde qu'il jouait au sein des A.M.L. Bien que dissous à la veille de la Deuxième Guerre mondiale, le P.P.A. s'adaptait aux conditions de la clandestinité et poursuivait son action. C'est grâce à sa ténacité que les A.M.L. se radicalisèrent et firent progresser le mouvement national lequel devint l'un des mouvements de libération les plus puissants des pays colonisés.

Bien enraciné dans les masses, il résista aux répressions. Lorsqu'il participa aux A.M.L., ses militants actifs et résolus assurèrent l'expression de la poussée de la base populaire au sein des sections des A.M.L. selon un processus de lutte politique démocratique. Le P.P.A. acquit ainsi une prépondérance dans ce rassemblement et s'efforça d'imprimer à ce mouvement un caractère plus radical. La bataille des idées se déroulait sur deux plans : à l'intérieur des A.M.L. pour faire prévaloir les conceptions révolutionnaires et à l'extérieur contre la politique colonialiste. Si le P.P.A. fit prévaloir ses thèses, c'est parce qu'elles correspondaient aux aspirations populaires. Le changement qui s'opérait au niveau du peuple se concrétisa, déjà au mois de janvier 1945, par le rééquilibre des forces au sein de la direction des A.M.L. où se retrouvèrent plusieurs responsables du P.P.A. (Lamine Debaghine, Asselah Hocine,

Mestoul, Chadli Mekky et d'autres). La présence de ces militants à côté de dirigeants modérés du comité directeur des A.M.L. marquait un tournant important.

Mais c'est au Congrès qui s'est tenu à Alger du 2 au 4 mars 1945 que s'opéra le changement décisif concernant l'orientation de ce rassemblement. Le Congrès, placé sous la présidence d'honneur de Messali (en résidence forcée dans le sud) rejeta les thèses fédéralistes défendues par les partisans de F. Abbas. Il opta pour « un parlement algérien et un gouvernement algérien ». Il refusa que cet objectif fut atteint « sous l'égide de la France et dans le cadre du fédéralisme français ». Il se prononça pour l'élection d'une Assemblée algérienne constituante au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion. Ce qui signifiait l'accession à l'indépendance par la voie démocratique. Il optait effectivement pour cette dernière. En même temps, dans une motion, les congressistes s'élevaient contre la répression qui frappait les militants et la mise en résidence forcée de Messali Hadj, salué en tant que « leader incontestable du peuple algérien ».

Le fait le plus significatif de ce Congrès n'est pas seulement la nouvelle orientation politique ou la reconnaissance de Messali comme le leader national. Il consiste dans le changement considérable qui s'est effectué en l'espace d'une année, du point de vue de l'évolution des esprits et des idées politiques. Le courant révolutionnaire (P.P.A.) devenait majoritaire dans le mouvement national. Ses conceptions de lutte supplantaient celles des courants modérés (les Oulama et F. Abbas) auprès de la majorité des militants et des masses populaires. L'antagonisme entre la colonisation et le mouvement national devenait ainsi plus aigu. Il plaçait le gouvernement français devant une situation insoluble, d'autant que ses réformes n'avaient aucun effet sur le peuple algérien et soulevaient par ailleurs l'hostilité des colons. Cette situation résultait directement de la négation du fait national par le gouvernement français et de son rejet des solutions transitoires préconisées par F. Abbas.

Ch.-A. Julien (1) écrit à propos de ce Congrès que « la majorité voulut réserver au futur État algérien la faculté de s'intégrer au système qui lui plaisait. Si l'on considère que le Congrès d'Alger coïncidait avec celui d'Héliopolis, d'où devait sortir la Ligue Arabe, il est évident que le choix auquel pensaient les musulmans n'était pas douteux ». Il ajoute : « ... Les

(1) Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 260.

congressistes algériens subirent le même choc émotif que les Néo-Destouriens qui envoyèrent Bourguiba au Caire avec la certitude que les temps étaient révolus. Ce fut le point culminant du mythe panarabe. Persuadés que les décisions d'Héliopolis allaient changer la face du monde, les militants firent partager leur foi en une prochaine parousie (2) à des masses toutes prêtes à précipiter le mouvement ». Cet historien, tout engagé dans la politique d'assimilation, ne pouvait comprendre les aspirations des peuples à l'unité et leur attachement à la personnalité arabo-musulmane, que la politique française a toujours tenté de détruire ou de déformer.

La décision du Congrès reflétait ce qu'il y avait de plus fondamental dans les revendications algériennes et réinsérait le peuple algérien dans le mouvement politique arabe. Comme beaucoup d'autres, Ch.-A. Julien voyait dans l'arabisme « un mythe », alors que ce phénomène constitue une dimension essentielle dans la conscience de dizaines de millions d'êtres humains. Le mythe au contraire (que défendait cet auteur et bien d'autres) c'était bien la politique d'assimilation, celle de l'intégration, de l'ordonnance du 7 mars, du statut de l'Algérie et de l'Union française (que reste-t-il aujourd'hui de toute cette mythologie coloniale, alors que le panarabisme en dépit de ses contradictions et de ses faiblesses continue à mobiliser les masses arabes et de faire mouvoir la roue de l'histoire ?).

Ch.-A. Julien et un certain nombre d'auteurs humanistes reprochaient bien aux dirigeants coloniaux leur incompréhension des problèmes. Ils s'opposaient souvent avec courage à l'extrémisme des colons, ils dénonçaient les injustices sociales et l'exploitation que subissaient les masses « indigènes ». Ils n'en restaient pas moins « contaminés » par l'idéologie « coloniale » de gauche ; ils n'intégraient pas dans leurs analyses la dimension essentielle des mouvements de libération. Cette incompréhension (sincère pour les uns, feinte pour les autres) les situait souvent à l'opposé des aspirations fondamentales des peuples. Une telle attitude faussait leur optique quant à l'importance et à la profondeur des modifications apportées par le Congrès à la lutte pour l'indépendance au moment où les tenants du colonialisme s'obstinaient à nier toute aspiratioin nationale.

(2) Parousie : retour glorieux du Christ, à la fin des temps, en vue de l'accomplissement du Jugement dernier.

Le peuple algérien se devait de reconquérir toute la dimension de son identité culturelle nécessaire au combat libérateur. Et ce, d'autant plus que la politique préconisée par F. Abbas consistant à doter l'Algérie d'un statut d'Etat susceptible de réaliser pacifiquement une « révolution par la loi » s'avérait inopérante. « Son dessein de placer la démocratie française au centre d'une association nouvelle (Union Française) basée sur la reconnaissance et le respect de la nationalité des peuples hier colonisés », était battu en brèche par le conservatisme des autorités françaises. Il ne faudrait cependant pas conclure que la nouvelle orientation des A.M.L. tournait le dos à tout processus sérieux de décolonisation pacifique. Elle laissait la porte ouverte à toute possibilité réelle d'atteindre ses objectifs par la lutte politique. On peut affirmer qu'à l'époque, elle avait substitué le concept de la révolution par la force politique à celui de « la révolution par la loi ». Ce concept se basait principalement sur la mobilisaion et l'organisation de tout le peuple.

Le poids et l'action de ce dernier devaient provoquer un changement dans les rapports de force en faveur de l'Algérie, sans exclure pour autant le recours, ultérieurement, à d'autres formes de lutte, y compris la lutte armée. L'intensité de la lutte, le travail d'organisation acharné et la mobilisation populaire dont fut marquée cette période, s'expliquaient par le souci de constituer une force politique capable de garantir dans tous les cas l'objectif de l'indépendance. La colonisation n'eut jamais en face d'elle un mouvement national radicalisé d'une aussi vaste ampleur. Aussi commença-t-elle à recourir aux provocations et aux manœuvres dans un but de répression, d'intimidation et de division. Elle essayait aussi de disloquer les A.M.L. et de semer la discorde parmi leurs dirigeant. Elle comptait pouvoir par ces moyens isoler le P.P.A., élément moteur de ce rassemblement et parer le danger que représentait pour le colonialisme, cette union des forces nationales.

F. Abbas lui-même fut l'objet d'intimidation de la part du gouvernement général qu'il relate ainsi : « un fonctionnaire attira mon attention sur la composition des sections des A.M.L. que publiait notre journal *Égalité*. Dans les bureaux des sections, me dit-il, figurent des éléments connus, de longue date, pour leur appartenance au P.P.A.. Vous êtes noyautés et en train de travailler pour Messali ». F. Abbas lui fit remarquer que « tous les Algériens avaient le droit et le devoir d'adhérer aux A.M.L. et ce qui comptait pour l'Algérie de 1945, c'était la revendication nationale et le programme

de sa réalisation et que le gouvernement devait se féliciter de la présence du P.P.A. dans ce rassemblement » (3).

### La répression et le front colonialiste

D'autre part, la répression visait Messali, en résidence à Boghari. Le 18 avril 1945, le préfet d'Alger, Perillier, monta une provocation, prenant prétexte des opérations contre les « Aâchaba » (4) pour tester son autorité. Les mesures abitraires eurent pour effet de déclencher des manifestations nationalistes et l'arrestation des dirigeants des A.M.L. de cette localité. Messali fut rendu responsable de cette agitation et envoyé plus loin dans le sud algérien, à El Goléa.

La tension déjà grande ne fit que s'aggraver. Le 26 avril 1945, le préfet de Constantine, Lestrade-Carbonnel, déclarait au Docteur Saâdane, dirigeant des A.M.L. et conseiller général : « Des troubles vont se produire et un grand parti va être dissout. » D'autre part, Abbo, le président de la puissante fédération des maires « ne cessait de répéter que des désordres allaient éclater et obliger le général de Gaulle à revenir sur ses réformes et à abroger son ordonnance du 7 mars » (5). Le front des forces colonialistes, surpris tout d'abord par l'évolution de la situation, s'organisait et cherchait par tous les moyens à arrêter la vague du mouvement national.

F. Abbas, secrétaire général des A.M.L. constatait que « les colons étaient également hostiles à l'ordonnance du 7 mars..., aux A.M.L. et à leur programme. Ils ne cachaient pas leur volonté de tout faire échouer en bloc ». « ... Pendant que notre mouvement progressait, les colonialistes conspiraient. Ils préparaient en sous-main la provocation qui leur permettrait de frapper. Pour nos adversaires, les A.M.L. ne devaient pas participer aux élections municipales. Ces dernières venaient d'avoir lieu en France et ne furent différées en Algérie que pour éviter la victoire des forces populaires » (6).

On ne peut s'empêcher, à la lumière de ces faits, de penser à la connivence (au moins tacite) entre la tendance la plus extrémiste de la colonisation et la haute administration française pour barrer la voie au mouvement national. Les diri-

(3) *Nuit coloniale, op. cit.*, p. 213.
(4) Les Nomades avaient coutume de rechercher des pâturages pour leurs troupeaux et se heurtaient souvent à l'administration.
(5) F. ABBAS, *op. cit.*, p. 153.
(6) F. ABBAS, *op. cit.*, p. 153.

geants de ce dernier étaient bien conscients du risque de provocation et ils multipliaient les appels à la vigilance pour déjouer ces manœuvres. Ils contrôlaient parfaitement la situation, mais ils ne pouvaient pour autant mettre en sourdine leurs revendications, ni ralentir leur action. La crainte excessive de ces provocations aurait eu pour effet d'aller dans le sens des objectifs de la colonisation, c'est-à-dire la paralysie du Mouvement national.

Le problème était donc d'assurer le développement de ce mouvement tout en évitant les pièges de la conspiration que « préparaient en sous-main » les colons et l'administration. Les masses populaires supportaient de moins en moins le poids de la domination. Leur mécontentement grandissait de voir le pouvoir colonialiste mépriser leurs aspirations nationales et tenter encore par des « réformettes » de les diviser, de les berner comme au « bon vieux temps du colonialisme ». Elles entendaient briser les chaînes séculaires de leur oppression et le système qui tentait d'étouffer leurs aspirations à la liberté.

## Les événements de mai 1945

Les dirigeants du Mouvement national saisissant l'occasion de la fête du travail du 1er mai et de l'Armistice du 8 mai, avaient décidé d'organiser des manifestations pacifiques. Elles avaient pour but de dénoncer la répression, la politique colonialiste, et d'affirmer à la face du monde les aspirations nationales du peuple algérien. Il fallait, par ces démonstrations de force politique, détruire la fiction de l'Algérie, terre française », entretenue par les dirigeants français dans un but impérialiste. L'Algérie, dont la volonté de libération avait atteint le point de non retour, entendait s'affranchir de cet impérialisme et accéder comme tous les pays à son indépendance nationale.

Etant donné l'importance de ces dates et de leur résonnance dans le monde, l'Algérie se devait de mettre à profit cette occasion pour manifester sa volonté nationale, en dépit des risques de provocations. Le chantage à « la provocation » ou à la répression, était l'arme utilisée par la colonisation pour réduire au silence le peuple à ce moment crucial. Il visait à empêcher l'expression de la revendication nationale et présenter le mouvement algérien comme une minorité « d'extrémistes », « d'antifrançais », de panarabistes ou autres. Le C.F.L.N. devenu le gouvernement français, s'évertuait à l'intérieur et à l'extérieur, à nier l'existence d'un problème

national en Algérie. C'est à peine s'il reconnaissait l'existence de problèmes sociaux et économiques qu'il prétendait résoudre, sans remettre en cause le système colonial lui-même. Il poursuivait la politique « d'intégration » en dépit de son rejet par le peuple algérien. De bons esprits français croyaient en cette intégration qui constituait l'antithèse de la libération nationale et un prétexte pour maintenir la domination. C'est pour dénoncer cette politique que les dirigeants du mouvement national et notamment du P.P.A. décidèrent de célébrer la fête du 1er mai 1945 et celle de l'Armistice comme deux journées de revendications nationales. Cette politique fut bien à l'origine réelle des événements de mai 1945 dont une littérature aussi abondante que tendancieuse a tenté de déformer la signification et la portée.

### *La manifestation du 1er mai*

Donc le 1er mai 1945 le P.P.A. (on sait que tout en participant aux A.M.L., ce parti maintenait sa propre organisation clandestine) prit l'initiative d'organiser des manifestations à travers toute l'Algérie, distinctes des autres formations (du P.C.A.), avec ses propres mots d'ordre et le drapeau national (libération de l'Algérie, fin du colonialisme, libération de Messali). Des dizaines de milliers d'Algériens défilèrent dans toutes les villes d'Algérie, en cortèges bien organisés et disciplinés. Le « service d'ordre » tenta de provoquer les manifestants, mais ceux-ci évitèrent, par leur sang froid, de tomber dans ce piège. A Alger, la police tira froidement à la mitraillette sur les manifestants, tuant deux militants, les porte-drapeau (Belhaffaf et Ziar) et faisant plusieurs blessés. Il faut préciser qu'aucun incident ne s'était produit au cours de la manifestation pour justifier le comportement de la police. Des incidents se produisirent ailleurs, comme à Cherchel, toujours du fait des interventions de la police contre les manifestations pacifiques. Des échauffourées eurent lieu un peu partout, des arrestations furent opérées. L'assassinat de militants à Alger souleva une grande colère à travers le pays. Le climat tendu qui régnait alors se détériora rapidement. La population était excédée par le comportement de l'administration qui prétendait l'empêcher de proclamer sa volonté de libération dans son propre pays. La nouvelle de la répression sanglante à Alger se propagea rapidement et porta à son comble l'exaspération qui ne cessait de grandir depuis longtemps. Il n'est pas difficile d'imaginer la colère que ressentait tout un peuple humilié,

écrasé par l'exploitation et qui se voyait victime quotidiennement du comportement raciste de la minorité européenne. L'opposition systématique du pouvoir colonial à ses aspirations ne faisait qu'accentuer son ressentiment.

En ce mois de mai 1945, l'opposition entre les objectifs et les volontés des deux parties en présence (peuple algérien — colonisation) était à son paroxysme. Le pouvoir colonial comprenait que le succès des manifestations, ses répercussions sur le plan intérieur et extérieur, porteraient un coup décisif à sa politique. Cette révolution politique qui se développait, remettait en cause tout le système colonial et ses mythes. Ce pouvoir, en tournant le dos à l'évolution historique et en refusant de prendre en considération le fait national algérien, s'engageait logiquement dans la voie de la répression et de l'affrontement. Ses tentatives d'intimidation du 1er mai, échouèrent et renforcèrent le peuple algérien dans sa détermination d'aller de l'avant.

### *La manifestation du 8 mai*

C'est cette détermination que tentera encore de briser le pouvoir colonial lors des manifestations du 8 mai 1945. Celles-ci furent organisées, comme on le sait, sous l'égide des A.M.L., sur le plan national, avec les mots d'ordre de l'indépendance, de la fin du colonialisme et la libération de Messali.

Cette fois-ci, le théâtre de la provocation fut choisi dans le Constantinois, à Sétif et Guelma. L'administration monta le même scénario qu'à Alger et son prétexte pour sévir, fut encore une fois, le caractère subversif des mots d'ordre inscrits sur les banderoles et le drapeau algérien. F. Abbas décrit ainsi ces événements : « Le 8 mai 1945 est un mardi. C'est le marché hebdomadaire. La ville de Sétif abrite, ce jour là, entre cinq et quinze mille fellahs et commerçants venus des régions les plus éloignées. »

« La veille, l'administration avait autorisé une manifestation. Des musulmans avaient, paraît-il, exprimé le désir de déposer une gerbe de fleurs au monument aux morts. »

« A qui cette autorisation a-t-elle été accordée ? Le sous-préfet ''pensait'' que c'était un responsable des A.M.L. Il ne lui a pas demandé son identité. Il n'a pas exigé une demande écrite comme le veulent les usages et la loi. Le maire de la ville est laissé dans l'ignorance de cette demande insolite. Enfin, le préfet de Constantine est mis au courant. Il fut d'accord pour

permettre la manifestation, mais il ordonne de tirer sur ces manifestants si ceux-ci arborent le drapeau algérien. »

« Circonstances aggravantes pour les autorités : la semaine précédente, le 1er mai, le P.P.A., parti interdit, avait organisé des cortèges de protestation contre le maintien en résidence forcée de Messali Hadj. A Alger il y eut un mort et des blessés. A Sétif, une manifestation identique fut organisée. Plus de quatre mille paysans suivirent le cortège. C'était un sérieux avertissement... Toujours est-il que, le 8 mai, une manifestation plus importante fut autorisée. C'était le piège. Le cortège se forma au faubourg de la gare, près de la nouvelle mosquée, et se dirigea vers la ville. Il fut encadré par la police. Il parcourut mille mètres environ, drapeau algérien déployé. Les policiers n'interviennent pas. Mais à la hauteur du grand café de France, en plein centre de la ville, un commissaire de police surgit et tenta d'arracher des mains d'un manifestant les couleurs nationales. Le militant résista, la police tira. Un mort, plusieurs blessés. Et ce fut l'émeute » (7).

Contrairement à ce qui s'était passé à Alger, où malgré le tir qui fit des morts, la manifestation fut contrôlée jusqu'à son terme, les organisateurs ne purent contenir la colère d'une partie des manifestants à Sétif. Ceux-ci se répandirent dans la ville, engageant des bagarres avec les forces de répression et attaquant les Européens. Ceux-ci, aux yeux des manifestants, étaient assimilés au colonialisme et considérés comme responsables de la répression de la manifestation.

### Provocation et répression

La population européenne, fait souvent oublié par les auteurs, ne cachait pas son hostilité aux « arabes ». La tension qui régnait alors, l'antagonisme entre les deux populations, la provocation préméditée contribuèrent à faire dégénérer une manifestation qui devait se dérouler dans le calme. Un fait est certain : les organisateurs donnèrent des directives précises : éviter les provocations et pas d'armes. On ne releva effectivement aucun cas d'usage d'armes à feu de la part des manifestants ce premier jour de la bataille où on dénombre « 27 ou 29 morts et de nombreux blessés » (8).

La répression sur grande échelle s'organisait. La population de la région de Sétif, alarmée, s'attaquait aux centres de la

(7) F. ABBAS, *op. cit.*, p. 154.
(8) Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 262.

colonisation, aux bâtiment et aux fonctionnaires. Par cet enchaînement dialectique, la provocation engendra la réaction violente des manifestants ; réprimée, celle-ci se transformait en insurrection. C'est le même processus qui se déroula à Guelma. La suite des événements connut un développement classique, en Algérie. Le pouvoir colonial, issu de la résistance, formé de gaullistes, des socialistes et des communistes, etc., utilisa la police, l'armée et des européens organisés en milices qui s'adonnèrent aux massacres collectifs et à la pratique des tortures. Des mechtas entières furent détruites par les bombardements ; des milliers d'Algériens furent fusillés sans jugement et certains d'entre eux précipités dans les gorges de Kerrata (où l'on pouvait lire encore, gravée dans le roc, par la Légion étrangère, la date de 1945, comme une commémoration de ses exploits). La répression, par ses horreurs, se voulait exemplaire, impressionner la mémoire des Algériens et les dissuader de toute action dans l'avenir. A travers une partie de l'Algérie, la France faisait une démonstration de sa force, voulait ainsi inspirer la crainte à tout le pays et briser l'élan de libération nationale. C'est ce qui explique l'ampleur et la sauvagerie de la répression que ne justifiaient pas les incidents qui ont eu pour résultat la mort regrettable des Européens et de nombreux Algériens. « La répression fut féroce, impitoyable, en vérité inhumaine par son manque de discernement. A Sétif, où la loi martiale fut proclamée, tout arabe ne portant pas le brassard réglementaire était abattu. Dans la campagne, les Sénégalais, les légionnaires et des militaires français pillèrent, incendièrent, violèrent et tuèrent en toute liberté. Le croiseur Dugay-Trouin bombarda sans aucune utilité les environs de Kerrata. Les avions détruisirent 40 mechtas (groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1 000 habitants). La population de Guelma (européenne), devant la mise à sac des villages environnants, fut prise d'une peur obsidionale. Elle organisa une garde civique pour aider la troupe à défendre la ville contre les bandes de plusieurs milliers d'indigènes qui l'entouraient. On fit des expéditions punitives et on fusilla sans jugement des dizaines d'indigènes souvent pris au hasard. Les éléments d'extrême gauche participèrent à la répression au même titre que les ''fascistes'', devait écrire Ch.-A. Julien » (9).

Il faut ajouter à ce récit que des Algériens furent jetés dans les fours à chaux d'Héliopolis (près de Guelma) et c'est

(9) Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 263.

le sous-préfet, Achiari, lui-même qui tira le premier coup de feu sur les manifestants à Guelma.

De l'aveu même de Cuttoli, porte-parole des colons et maire de Philippeville (10) : « cette répression a été violente et excessive, notamment dans la région de Guelma. Obéissant aux ordres du sous-préfet Achiari, les gardes civiques qui avaient été organisés en plein accord avec l'autorité militaire, le maire et les dirigeants des groupements de la résistance et des anciens combattants, se seraient livrées à de déplorables excès. Des indigènes incarcérés à la prison de la ville auraient été arrachés à leurs gardiens et fusillés. » Comme on le constate, l'union sacrée, des fascistes aux communistes, étaient réalisée dans la répression.

La participation directe des communistes de Guelma à cette dernière est attestée par des témoignages, tels que ceux de Germaine Tillon (11) et de C.H. Favrod (12) qui cite les trois membres du P.C.A. qui organisèrent les milices. (Ils furent exclus par la suite). L'état d'esprit des militants communistes de cette ville est reflété par les déclarations (13) du représentant du P.C.A. à la « France combattante », Naïa Aïssa et du secrétaire de l'Union locale des syndicats de Nadji Aïssa. « ... Le sous-préfet (Achiari) a agi comme il fallait qu'il agisse... A sa place, j'eusse fait exactement de même... Il a eu l'énergie qui lui était indispensable », devait dire le premier. Quand au second, il affirmait : « ... Le sous-préfet nous a sauvés... Si j'avais été à sa place, j'aurais agi comme lui. »

La répression armée dura plusieurs semaines et fut « un assassinat méthodique ». Des femmes furent éventrées à coups de baïonnettes, des hommes torturés en public, d'autres furent brûlés vifs par vengeance. Elle se solda par 45 000 morts parmi les Algériens. Ce chiffre fut contesté par l'administration dont l'intérêt était de minimiser le massacre. Elle parla de 1 026 tués. D'autres de 6 000, 15 000 ou 20 000 morts.

Etant donné les moyens mis en œuvre et la sauvagerie de la répression, le nombre de plusieurs dizaines de milliers

(10) Cité par Robert ARON, *Origines de la guerre d'Algérie*, p. 135 (déclaration faite à l'Assemblée consultative, le 10 juillet 1945, Journal officiel, p. 1 348).

(11) Germaine TILLON, *Les ennemis complémentaires*, Ed. de Minuit, 1957, p. 162.

(12) C. H. FAVROD, *La Révolution algérienne*, Ed. Plon, 1959, p 76.

(13) Ces deux déclarations sont citées par le ministre de l'Intérieur de l'époque, Le Troquer, en réponse au député communiste Mohamed Chouadria qui dénonçait la répression organisée par Achiari (séances de l'Assemblée Nationale Constituante du 28 février 1946 et du 1er mars 1946. Journal officiel, pp. 502-503 et 535).

d'Algériens tués n'est nullement exagéré. Il y eut des milliers d'arrestations à travers toute l'Algérie. Ch. A. Julien avance le nombre de 4 560 dont 3 696 dans le Constantinois, 505 en Oranie, 359 dans le département d'Alger (au mois de novembre 1945) (14). « Les tribunaux militaires avaient prononcé 557 non lieux, 1 307 condamnations, dont 99 à mort, 64 aux travaux forcés à perpétuité, 329 aux travaux forcés à temps et 250 acquittements. La plupart des arrestations avaient été faites sans preuve. On se saisit des membres du P.P.A., des amis du Manifeste, des militants syndicaux et des villageois qui n'avaient pas bougé. »

A la suite de ces événements, Messali Hadj fut envoyé en Afrique noire (Gabon) et Ferhat Abbas a été arrêté avec le docteur Saadane au gouvernement général, le 8 mai 1945 à 10 h 30. « Nous étions là au nom des A.M.L pour féliciter les représentants de la France de la victoire des Alliés » devait écrire A. Ferhat (15).

Les principaux dirigeants des A.M.L. et des Oulama avec El Ibrahimi furent arrêtés et inculpés d'atteinte à la souveraineté française et d'atteinte à la sûreté intérieure de l'Etat. Beaucoup d'avocats européens ne voulurent pas assurer la défense des inculpés à la suite de la fameuse lettre du bâtonnier Groslière dans laquelle il incitait les avocats de la Cour d'Appel d'Alger de s'abstenir de défendre les inculpés (sauf s'ils sont nommés d'office) (16).

Les événements de mai 1945 replongèrent, pour un certain temps, l'Algérie dans la période forte de la guerre d'occupation quand l'armée française s'adonnait aux massacres de la population, aux enfumades, à la torture, aux déportations pour briser l'esprit de résistance et permettre l'installation des colons. Lorsque les excès devenaient trop gênants pour le gouvernement français, on nommait des commissions d'enquête. Tel fut le cas quand le gouvernement issu de la résistance décida de confier une mission d'enquête au général Tubert,

(14) Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 264.

(15) F. ABBAS, *op. cit.*, p. 157.

(16) « Mes chers confrères, dans sa séance du 9 juin 1945, le conseil de l'ordre a été amené à examiner la situation éventuelle des avocats dans les affaires de cour martiale qui concerne les inculpés d'atteinte à la sûreté de l'Etat, d'émeutes et d'assassinats, à la suite des événements de Constantine. La législation actuelle permet aux inculpés de chosir librement leurs avocats. Cependant, en raison de la nature même de ces affaires, de l'émotion considérable qu'elles ont causée, des incidents qu'elles peuvent provoquer, le Conseil a estimé éminemment souhaitable que les confrères de notre barreau n'acceptent pas d'être désignés autrement que d'office. Le bâtonnier ; Groslière. (lettre citée par R. Aron, Origine, p. 141).

mission qui fut d'ailleurs interrompue avant que la commission ait pu se rendre à Guelma.

Ce simulacre qui consistait à rechercher d'éventuels excès ou injustices dans l'exercice de la répression, ordonnée par un système foncièrement injuste, ne trompait personne. Il permettait de donner bonne conscience aux uns et d'éviter d'aborder le fond du problème.

Cet extrait du rapport Tubert (17) montre dans quel esprit la commission a mené son enquête. Il justifie ainsi l'emploi, pour les opérations de « ratissages » à Sétif, Djidjelli et Guelma, de l'armée de terre appuyée par l'aviation et des unités de marine :

« ... Les troupes, sous le commandement du général Duval, qui est à la tête de la division territoriale de Constantine, ont dû intervenir. Des éléments marocains, sénégalais et de la Légion étrangère (18), ont été amenés pour réprimer les émeutes. Au cours des expéditions dans les campagnes... l'armée s'est trouvée en présence de rebelles porteurs de fusils de guerre et d'armes automatiques. Elle a découvert un trépied de mitrailleuse (renseignement donné par un capitaine de tirailleurs). Dans la région des Babors, au nord de Sétif, l'émeute a pris l'allure d'une dissidence. Les troupes, appelées pour rétablir l'ordre, étaient accueillies, devant certains douars, à coups de fusil, ou même d'armes automatiques. Ce renseignement nous a été donné tant par le général commandant la division que par le lieutenant colonel de la Légion étrangère et par le préfet de Constantine. »

« La commission a pu constater que deux cloisons de briques, à l'intérieur de la gendarmerie (de Chevreuil) séparant trois pièces, avaient été traversées par le même projectile, de l'extérieur. »

Si les « émeutiers » étaient aussi bien armés, comme il est écrit dans ce rapport, on se demande par quel miracle l'armée française n'eut à enregistrer que 12 militaires tués et 20 blessés (19) pendant toute la durée de la répression, du 8 à la fin mai 1945. Plusieurs thèses tentent plus ou moins de justifier cet « assassinat méthodique » des habitants de la région de

(17) Cité par R. ARON ,*Origine*, p. 141.

(18) L'emploi des troupes composées de « coloniaux » faisait partie de la politique de division pour empêcher la solidarité des peuples colonisés. Bien que le commandement et un fort contingent de militaires fussent français, on faisait supporter les atrocités aux militaires non français.

(19) Déclaration du général Duval devant la commission, Rapport, p. 6.

Sétif et de Guelma. Tout d'abord celle des colons pour qui il s'agissait d'une insurrection organisée par les nationalistes (sans distinction) dont « des groupes de tueurs ont tiré les premiers sur la police et la population civile européenne. Selon eux la répression n'avait d'autre but que de faire avorter cette insurrection. Dès lors, les massacres, « les bavures » devenaient secondaires par rapport à l'intérêt fondamental : sauver « l'Algérie française » (20).

Cette thèse rejoignait celle de l'administration qui rendait les organisateurs des manifestations responsables des événements. Prenant prétexte des mots d'ordre « séditieux » interdits, inscrits sur les banderoles, elle faisait intervenir les « forces de l'ordre » pour les enlever. « Celle-ci furent attaquées par les manifestants et se trouvèrent dans l'obligation de riposter ». Tout ce débat de l'époque tournait autour de l'origine du premier coup de feu (par qui fut-il tiré, par la police ou les manifestants), afin de déterminer la préméditation des événéments. José Aboulker (même séance) déclarait que l'émeute était prévue et organisée, mais c'est un policier qui provoqua le massacre... ».

## Position des communistes (P.C.F.-P.C.A.)

La position des communistes rejoignait quant au fond, celle de la plupart des courants français. Elle passait sous silence la cause réelle de ces événements : l'aspiration du peuple algérien à l'indépendance nationale. Les communistes protestaient bien contre les excès de la répression à l'encontre de la population, mais ils réclamaient avec force le châtiment des responsables nationalistes qu'ils confondaient sciemment avec les provocateurs fascistes et les agents de l'administration.

Durant tout le mois de mai, ils ne cessèrent de mener une violente campagne de calomnies contre le Mouvement national et principalement contre le P.P.A., comme l'attestent de nombreux documents et des témoignages.

Après la manifestation du 1er mai 1945, le P.C.A. (qui s'était isolé de lui-même du mouvement en militant pour l'ordonnance de mars 1944 et en refusant d'adhérer aux A.M.L.) jugea l'occasion propice pour attaquer violemment le P.P.A. Sous le titre : « A bas les provocateurs hitlériens », il déclarait : « ... C'est dans cette grandiose journée du premier

(20) Déclaration de Cuttoli à la séance de l'Assemblée Consultative provisoire du 10 juillet 1945.

mai de lutte républicaine et antifasciste où s'est manifestée la force des masses populaires contre les trusts et le fascisme, que des hommes à la solde de l'ennemi ont fait couler le sang innocent. »

« En Alger, une poignée de provocateurs, trafiquants du marché noir, agents des Borgeaud, Serda, Ben Gana, Belkacem, organisateurs de la famine, entrainant des enfants et des malheureux à amorcer une contre-manifestation face aux 50 000 travailleurs musulmans et européens groupés derrière la puissante C.G.T. Les mêmes faits se sont passés à Oran.

« ... La provocation vient du P.P.A. qui prend ses mots d'ordre à Berlin chez Hitler, celui qui massacre et torture sans distinction les vaillants soldats de l'armée française : européens et musulmans. Ces manifestations du P.P.A., expression de la traditionnelle politique de division de Messali, sont des provocations hitlériennes. Le P.P.A., développant dans les trois départements, ses mots d'ordre de l'indépendance de l'Algérie, de création de maquis algériens, en semant la haine entre Algériens, en organisant les troubles, est le Parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie...

« ... Algériens ! Algériennes ! Rappelez-vous toujours que la division (anti-communisme, racisme, faux nationalisme) est l'arme préférée de l'hitlérisme... l'union est nécessaire pour arracher le masque à ceux qui trahissent les intérêts des populations algériennes et du peuple de France et pour extirper les racines du fascisme partout où il se trouve.

« Musulmans ! La propagande du P.P.A., c'est la propagande de l'ennemi ; chassez de partout ses provocateurs... » (21).

Au lendemain des événements du 8 mai 1945, le P.C.F. lui, explique ces manifestations par le fait que « La population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. » Son comité central prenait nettement position contre le mouvement national dans un communiqué qui déclarait : « Il faut de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute » (22).

Non satisfaits de ce genre d'appels aux meurtres, les communistes n'hésitèrent pas à s'adresser en délégation au gouvernement général (Algérie) pour activer la répression. On peut lire le compte-rendu de cette audience dans « Liberté »

(21) Tract du Parti Communiste algérien (1945).
(22) *L'Humanité* du 12 mai 1945.

du 17 mai 1945, journal du P.C.A. : « Une délégation du P.C.F. et du P.C.A. composée de Joannès, Neveu, Ouzegane et Caballéro, a été reçue jeudi 10 mai par M. Aldhuy, chef du cabinet politique et diplomatique du gouverneur général.

« Elle s'est entretenue des provocations des agents hitlériens du P.P.A., du P.P.F. et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques... Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire éclater les émeutes de la faim, a réussi à faire couler le sang... Elle a souligné que le but recherché par cette coalition criminelle est de provoquer la guerre civile... »

Après avoir demandé le « châtiment rapide et impitoyable des provocateurs » la délégation a estimé que ces mesures appliquées sans délai, contribueraient réellement à ramener le calme.

Dans le même organe et à la même date, figure « Un appel de la délégation du P.C.F., en Afrique du Nord où il est question de l'union de la 5e colonne et de l'impérialisme fasciste » et « pour garantir l'ordre démocratique ». Les mêmes thèmes sont repris contre le mouvement national avec la tactique de l'amalgame, assimilant ce dernier aux colons et aux fascistes.

Pour le P.C.F. les responsables des événements ne sont pas les colonialistes qui ordonnaient le massacre, mais bien leurs victimes. C'est ce qui ressort des extraits de cet appel : « ... Les émeutiers avaient des armes automatiques, qui les en a pourvus ? Et pourquoi n'a-t-on pas saisi ces armes ? »

« ... Les instruments criminels ce sont les chefs P.P.A. tels Messali et les mouchards camouflés dans les organisations se prétendant nationalistes qui, lorsque la France était sous la domination fasciste, n'avaient rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament "l'indépendance" au moment où la France se libère des forces fascistes et marche vers une démocratie toujours plus large.

« En s'inclinant sur la tombe de toutes les victimes, la délégation du P.C.F., en Afrique du Nord, affirme la nécessité du maintien de l'ordre démocratique pour que soit respectée la souveraineté populaire. « Rien ne peut être construit sans l'ordre selon la justice et la liberté ; et ce n'est pas avec des mitrailleuses qu'on détruit les provocations.

« Au contraire, cela ne peut que servir les ennemis de la France et de l'Algérie et favoriser certaines visées impérialistes. Ce qu'il faut faire tout de suite : châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles. Passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui

ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de répression, il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays... Suspendre... tous ceux qui, dans l'administration, la police et l'armée se sont montrés incapables ou complices ; amnistier les éléments honnêtes entraînés par les traîtres ; assurer l'amélioration du ravitaillement des populations rurales ; supprimer les inégalités choquantes entre Européens et Musulmans. Il faut encore : assurer solidement l'ordre et la paix en s'inspirant des mesures préconisées par le Conseil national de la résistance et la France combattante qui prévoient notamment : une extension des droits politiques, sociaux et économiques aux populations indigènes et coloniales... »

Du point de vue révolutionnaire, la position du P.C.F. et du P.C.A. apparaît brutalement colonialiste, anti-nationale. Elle est à l'opposé non seulement de toute révolution, mais aussi de la simple lutte de libération nationale. Au nom du Marxisme-Léninisme, les communistes se solidarisaient officiellement avec la politique répressive de l'impérialisme français. Cette aberrante solidarité les amenait à réclamer l'assassinat des dirigeants du Mouvement national au moment où le peuple algérien engageait le plus grand combat de sa libération nationale. Ils s'identifiaient par là, aux milieux les plus extrémistes de la colonisation, partisans de la répression de masse. La seule différence était que les communistes préféraient la répression « qualitative » dirigée contre les cadres et les militants les plus révolutionnaires.

### Les objectifs de la provocation et de la répression

Les événements de mai étaient pour eux une occasion d'éliminer le P.P.A., parti révolutionnaire sur lequel ils tentaient de jeter le discrédit et d'attirer la répression. Ils pensaient ainsi l'affaiblir par les « châtiments » et détruire par la même occasion l'unité nationale. Cette tactique leur aurait permis de se présenter dans la confusion, comme le parti des masses algériennes et en même temps, celui du gouvernement français. Leurs objectifs convergeaient avec ceux de l'administration et des colons. Ils consistaient en la destruction des forces authentiquement nationales, seules capables de libérer le pays.

L'union des A.M.L. avait rendu possible l'intervention des masses populaires sur la scène politique. Le mouvement natio-

nal se radicalisait rapidement, ce qui eut pour effet d'isoler la colonisation, de faire échouer sa politique « d'assimilation » soutenue par le P.C.A. et de réduire celui-ci à une position marginale « d'arrière-garde ».

Il était de l'intérêt du gouvernement français (y compris les communistes qui en faisaient partie) de « casser » le mouvement en attaquant les trois bases qui en constituaient la force :

1) décourager par une répression féroce les masses populaires et les couper des A.M.L.

2) briser l'unité qui s'opérait à l'intérieur de ces derniers, entre les trois composantes (F. Abbas, Oulémas, P.P.A.).

3) réprimer le P.P.A., réduire son ascendant et l'isoler des deux autres composantes en lui faisant endosser la responsabilité des massacres.

Le pouvoir colonial, dépassé par l'ampleur du Mouvement national et incapable d'instaurer une politique adaptée à la nouvelle situation, eut recours à la provocation pour atteindre ces objectifs. Il prit ainsi la responsabilité de déclencher des événements sanglants en réprimant des manifestations qui devaient se dérouler pacifiquement. En effet, les organisateurs des rassemblements populaires voulaient leur assurer le caractère de démonstration de la volonté de libération nationale. Ils n'avaient cessé, par de nombreuses consignes, de recommander aux manifestants d'éviter les provocations. Les directives du P.P.A. allaient dans le même sens et insistaient tout particulièrement pour interdire tout port d'armes. Ce parti n'avait aucun intérêt à transformer ces manifestations en émeutes incontrôlées. Et ce d'autant moins que ses thèses avaient triomphé au congrès des A.M.L. et rencontraient l'adhésion massive du peuple. Son organisation se renforçait rapidement à travers tout le pays. D'autre part, soucieux de maintenir l'union concrétisée au sein des A.M.L., avec ses alliés modérés (Abbas, Oulama) il ne rejetait pas à priori la réalisation des aspirations nationales par la voie politique. Mais le P.P.A. ne se faisait pas d'illusions quant à l'efficacité de cette voie. La politique du gouvernement français se distinguait en effet par le refus catégorique de reconnaître le moindre fait national algérien.

Suivant la logique de son analyse et comme toute organisation révolutionnaire, il se préparait activement dans tous les domaines et par tous les moyens à la libération du pays. C'était là son rôle, son droit et sa raison d'être. Au moment des événements, le P.P.A. ne jugeait pas encore la situation propice à l'engagement de l'action directe. Pour ce parti, celle-

ci devait découler d'un certain nombre de facteurs préalables parmi lesquels : une situation extérieure favorable, la mobilisation populaire et un niveau d'organisation adéquat. Si les deux premiers étaient réunis, le troisième n'était pas encore atteint. Cette thèse vient à l'appui pour mettre hors de cause la responsabilité du P.P.A quant à l'origine des événements. Ainsi, la politique du pouvoir colonial apparaît comme la seule cause des tueries consécutives à la provocation et à la répression. Le P.P.A. se trouvait lui-même pris dans un complot lorsque la base eut recours à l'autodéfense, dans une situation devenue pré-insurrectionnelle.

C'est à ce stade que se posa à la direction de ce parti, un grave problème, laisser massacrer les populations des régions de Sétif et de Guelma ou transformer ces événements en soulèvement général étendu à tout le pays. Il semble qu'il n'y eut pas d'accord entre les membres de cette direction sur la position à adopter. Néanmoins, des directives de mise en alerte et d'action furent transmises à l'organisation mais furent rapportées quelques jours après.

Il faut souligner que ce fameux ordre de soulèvement ne fut pris qu'à la suite du développement de la répression. Cependant, le contre-ordre ne parvint pas à Saida (Oranais) qui passa à l'action le 19 mai 1945 (coupure des communications et incendies de la mairie) et à la Basse Kakylie (Tigzirt) où eurent lieu quelques actions.

Cette affaire de « l'ordre » et du « contre-ordre » souleva des remous au sein des instances dirigeantes. De nombreux responsables et militants reprochèrent à ces dernières de n'avoir pas engagé, dès cette époque, le processus de l'action armée. Elle montra une défaillance grave au niveau de la direction.

Ch.-A. Julien écrit, à propos de ces mêmes événements (de mai 1945), qu'il « paraît inexact d'attribuer les émeutes aux provocations fascistes qu'à la volonté d'organiser un soulèvement général. La responsabilité directe de F. Abbas ou du Cheikh Ibrahimi ne résiste pas à l'examen (c'est à la suite de l'intervention des policiers ou des soldats dans les villes de garnison, que les bagarres commencèrent). Le meilleur moyen de faire naître une émeute est d'arracher aux manifestants leurs pancartes. Là où on laissait faire, il n'y eut pas de troubles graves. Mais un fait apparaît certain, c'est qu'une minorité organisée, armée et décidée au pire provoqua sciemment et entretint l'émeute. Comment s'était-elle préparée et quels étaient ses chefs ? On l'ignore. Beaucoup pensent que le rôle

du P.P.A. fut décisif. Tout au plus on peut reprocher une solidarité avec le crime par le silence » (23).

### La cause véritable : la politique coloniale

En fait, il n'y eut ni « hommes de main », ni groupes de terreur préparés. Il s'est produit, dans une atmosphère surchauffée par la répression, une réaction d'auto-défense en profondeur chez les Algériens auxquels on voulait barrer la voie de l'expression pacifique de leurs aspirations nationales. Il est certain que des militants locaux ont participé à l'organisation de cette réaction populaire, une fois la répression déclenchée.

Pour sa part, la direction du P.P.A. n'avait pas à se disculper et à prendre parti pour la thèse de l'administration en dénonçant la mort d'européens (aussi regrettable fut-elle) provoquée par les forces policières de cette dernière et par ses directives. Dans cette atmosphère de tension, la mort de manifestants algériens devait inévitablement provoquer la colère de leurs compatriotes et les amener à répondre coup pour coup au meurtre, sans demander l'avis d'un parti quelconque. Ce qu'il fallait avant tout incriminer et condamner c'était bien le système colonial qui engendrait de telles situations et la politique d'exploitation et de répression camouflée sous l'ordonnance du 7 mars et qui s'opposait au mouvement de libération nationale (24). Le même auteur recherche, au contraire, la cause des tueries dans le printemps de 1945, (qui) « fit pour les musulmans du monde entier l'annonce d'une ère triomphale ou que des espoirs hâtifs répandus parmi les farouches Kabyles du Babors leur avaient inspiré l'illusion d'une libération proche et les aient amenés à fournir aux émeutiers des troupes prêtes au sacrifice, cela n'est pas invraisemblable ». Les vraies responsabilités du massacre ne pouvaient être réparties à égalité, par une étrange équité, entre les oppresseurs et les opprimés. C'était faire preuve d'un parti-pris évident en faveur de la colonisation. C'est ce que firent, le parti communiste et le parti socialiste (qui) « réunis le 7 juin, dénoncèrent l'activité des agitateurs fascistes, affirmèrent leur volonté de s'opposer de toutes leurs forces à toute action qui

(23) Ch.-A. Julien, *op. cit.*, p. 264.

(24) C'est la thèse officielle du P.P.A. qu'on retrouve notamment dans la brochure *Le problème algérien — Atteintes aux droits de l'homme*, n° 3, Violation des libertés individuelles, éditée par la Commission centrale d'information et de documentation du M.T.L.D. (1951).

tendrait à séparer l'Algérie de la "métropole" et réclamèrent, entre autres, « l'application intégrale des dispositions de l'ordonnance du 7 mars ».

Cette volonté générale, qu'elle soit de droite ou de gauche, de nier en permanence la réalité des aspirations nationales du peuple algérien, a été la cause principale des événements de mai 1945, des sacrifices, des souffrances et de la lutte prolongée de ce peuple. Il apparaît clairement que le but de la provocation et de la répression était l'organisation politique qui les exprimait avec le plus de fidélité.

Les masses algériennes s'étaient mobilisées aux manifestations le 1er et le 8 mai 1945 bien plus pour leur libération nationale que pour quelques revendications sociales et économiques. Ceci ne signifie point qu'elles ne manquaient pas dans leur écrasante majorité du strict nécessaire. Une bonne partie de la population souffrait de la faim (25) (alors que les européens ne connurent jamais pareille situation). C'est pourtant au nom de l'indépendance nationale, de la fin du colonialisme, de l'idéal de libération que ces masses participèrent aux manifestation. Elles voulaient par là affirmer leur dignité nationale et leur volonté d'en finir avec la sujétion, la répression et l'exploitation.

L'insurrection qui s'est organisée après la répression à Sétif et à Guelma procédait du même sursaut de besoin de dignité. Les masses populaires n'obéissaient pas non plus à un prétendu réflexe belliqueux, comme l'a écrit Ch.-A. Julien (Afrique du Nord en marche), à une sorte de deuxième nature qui les aurait poussées, au cours de l'histoire, à lutter contre toute autorité. En dépit de l'action colonialiste qui tendait à les diviser en fractions rivales, par l'accentuation des différences régionales, elles partageaient la conscience de participer à une seule communauté algérienne, elle-même partie intégrante du monde arabo-musulman. Il est non seulement normal mais heureux que ces masses aient été sensibles au mouvement de renouveau de leur civilisation. Elles démontraient aussi l'échec de la politique impérialiste pratiquée en Algérie pendant plus d'un siècle, visant à la dépersonnalisation et à la division.

Mais, quelles que fussent les interprétations et les considérations, les événements de mai 1945 marquèrent le début de l'intervention des masses dans la lutte révolutionnaire et signifiaient la transformation qualitative du mouvement national. La

(25) Le P.C.A. essayant d'escamoter la revendication politique, l'indépendance tentait de voir (dans *Liberté* du 17 mai 1945) la cause des événements dans la faim, sous les titres « Réparer les fautes criminelles, donner du pain ».

thèse selon laquelle les événements furent provoqués par un ordre insurrectionnel venu de la direction centrale du P.P.A. ne résiste pas à l'analyse, en dépit des affirmations de certains auteurs. L'insurrection était en préparation, elle devait se déclencher plus tard, une fois les moyens de l'action politique épuisés (26).

Certes, dans l'immédiat, ces événements eurent des conséquences négatives sur le mouvement national qui accusa un recul notable. Les populations touchées par la répression passèrent par une période de découragement compréhensif. Mais le peuple algérien tira, dans l'ensemble, un riche enseignement. Il prit conscience définitivement du caractère immuable et répressif du système colonialiste sous toutes ses formes, bien que cela n'apparut pas clairement aux observateurs. Au fond de leur conscience, les Algériens ressentaient de la haine pour ce système et un sentiment de solidarité et de respect vis-à-vis des populations martyre de la région de Sétif et de Guelma.

Les déclarations de « loyalisme » suscitées par l'administration par le truchement de ses valets, ne devaient « guère faire d'illusion. Ni même d'ailleurs les « réformes » entreprises par Châtaigneau et qui consistaient en un saupoudrage de décisions, sur le plan administratif, agricole, industriel et scolaire. Sur le plan politique, l'ordonnance du 17 août 1945 donnait à la minorité européenne le même nombre de sièges qu'à la majorité algérienne, dans deux collèges différents, pour la représentation au parlement français (c'est ce que revendiquait l'Émir Khaled en 1920 !). Mais toutes ces décisions ne parvenaient pas à masquer la gravité du problème algérien. Malgré l'emploi de la force armée, de la terreur, les tortures et l'emprisonnement, il restait sans solution véritable. La politique du gouvernement tendait, dans la psychose créée par la répression et en l'absence des courants du mouvement national, à substituer à ces dernières, d'autres forces de son obédience, c'est-à-dire la minorité de notables, de Ben Djelloul, les socialistes et les communistes.

## Les élections

Cinq mois à peine après les événements de mai et alors que le pays était encore sous le coup de la répression, eurent

(26) Au moment de ces événements nous nous trouvions, en détention au fort de Bouzareah (Prison militaire, en compagnie de Lahouel Hocine Khyder Mohamed, de Taleb Mohamed et de Ali Boukort, tous responsables au sein du P.P.A. Rien ne laissait penser à un déclenchement de l'insurrection.

lieu les élections à la première assemblée constituante (octobre 1945). Les militants du mouvement national (P.P.A., A.M.L.) prêchèrent le boycott de ces élections décidées à un moment aussi dramatique. Des milliers d'Algériens venaient d'être tués et des milliers d'autres se trouvaient dans les prisons et les camps de concentration. Cette situation n'a pas empêché les communistes de faire preuve d'autant de cynisme que d'opportunisme pour présenter des candidats. C'était une occasion qui ne se renouvellerait pas de si tôt et qu'il ne leur fallait pas manquer. Leurs adversaires absents, il était de bonne politique d'occuper la place. Fidèles à leur tactique, les communistes mettaient toujours à profit les périodes de répression déclenchées par le colonialisme contre le mouvement national, ou le malheur du peuple algérien pour appliquer leur « politique révolutionnaire ». Elle consistait à « manger avec le chacal et pleurer avec le berger » comme le dit un dicton algérien.

Ils furent récompensés par deux sièges, de même que les socialistes et les partisans de Ben Djelloul qui obtinrent respectivement quatre et sept mandats. L'abstention fut néanmoins grande dans les villes où les pressions, les menaces et les truquages étaient moins faciles à pratiquer. En moyenne, et d'après les chiffres officiels, le taux de participants fut de 50 % ou 55 % (27). Mais il y a lieu de mettre en doute ce pourcentage en raison de l'habitude de l'administration à falsifier les chiffres. Selon les milieux nationalistes, l'abstention fut plus importante que ne le laissa voir cette administration.

Les opérations « réformes et élections » avec des candidats plus ou moins liés à la politique coloniale, ne renversèrent pas la situation. Elles n'eurent pas pour effet, comme l'escomptait le gouvernement français, de détacher les masses du mouvement national. Les militants poursuivaient la lutte pour la libération nationale et recevaient l'appui de ces dernières.

Malgré les conséquences des événements et la docilité des « Elus », l'Assemblée constituante française rejeta le projet de Ben Djelloul, réclamant l'assimilation intégrale de l'Algérie à la France (avec le statut musulman). Constatant la réprobation que suscitait à l'intérieur et à l'extérieur la politique de répression violente, elle vota néanmoins la loi d'amnistie. La libération des détenus politiques commença à partir des premiers mois de 1946 et ce fut une première victoire contre la

(27) Par exemple, Robert ARON (*Les origines de la guerre d'Alger*, p. 250) cite le chiffre de 55 % en moyenne, mais 25 % seulement à Alger. Ch.-A. Julien donne (*Afrique du Nord en marche*, p. 267) le chiffre de 50 % pour le département d'Alger et de Constantine et de 60 % pour celui d'Oran.

répression acquise grâce à la persévérance des masses populaires dans la voie nationale (il faut souligner le fait que de nombreux courants qui appelaient à la répression, changèrent de cap et réclamèrent l'amnistie). Mais cette victoire et la détente relative qui s'ensuivit après le retour des détenus dans leurs foyers, allaient être tempérées par un nouveau contexte politique marqué par la fin de l'Union Nationale réalisée au sein des A.M.L.

# 9. CONTRADICTIONS ET DIVISIONS DES A.M.L.

## *Le développement du courant révolutionnaire*

En dépit des aspects négatifs des événements de mai 1945, l'idée d'indépendance devenait désormais la principale idée force du Mouvement national. Depuis 1939, celui-ci s'est constamment élargi et renforcé notamment par l'évolution des courants modérés. La politique des « droits français » était complètement abandonnée et ne trouvait des adeptes que parmi une partie des notables et des agents de l'administration.

La création du rassemblement des Amis du Manifeste et de la Liberté répondait aux espoirs des masses populaires. L'audience qu'il rencontra auprès de ces dernières, la mobilisation des énergies qu'il suscita, son évolution radicale, plaçaient le gouvernement français devant le choix inévitable, soit d'une politique de décolonisation réelle et pacifique qui entraînait la reconnaissance du Mouvement de libération comme interlocuteur, soit de persister dans l'usage de la force et de la répression. S'il s'engagea dans cette dernière voie c'est qu'il misait sur la fragilité interne des A.M.L. et notamment de leur direction. En cela, sa tactique n'était pas entièrement erronée.

En effet, la fragilité des A.M.L. provenait en grande partie de la coexistence au sein de ce mouvement de tendances nationalistes réformistes et révolutionnaires aux stratégies divergentes. Par ailleurs, les A.M.L. se trouvaient en état d'organisation et de formation et ne s'étaient pas encore suffisamment consolidés. C'est ce qui explique que la politique de répression enregistra un succès (provisoire) et qu'au lendemain de la libération des détenus, les trois composantes (P.P.A., Oulama, F. Abbas) ne se retrouvèrent plus unies au sein des A.M.L. Le P.P.A. dont l'organisation résista aux coups de la répression s'était attaché à œuvrer pour le maintien de cette unité sur la base de l'indépendance nationale. Il ne voyait, à

juste titre d'ailleurs, aucun intérêt à consentir des concessions sur cet objectif. Et ce d'autant moins qu'il s'avérait plus nettement que jamais (notamment après les événements de mai 1945) que la libération de l'Algérie ne pouvait se réaliser sans la révolution et le recours à la force armée. La défection des Oulama, de F. Abbas et de ses amis, laissait le P.P.A. encore une fois seul devant le problème de la libération nationale. Les tendances modérées, traumatisées par les événements, décidèrent d'insérer leur action dans les limites du « cadre français » alors que la politique française d'intégration s'opposait au Mouvement national et à toute évolution même par étapes, vers l'indépendance de l'Algérie (1).

Le P.P.A., instruit par une longue expérience de lutte, jugeait une telle concession comme un recul et une trahison des intérêts du peuple algérien car ceux-ci ne s'accomodaient nullement d'un tel « cadre ». En choisissant ce cadre, les modérés rejetaient, en réalité, la formule de l'union du mouvement national, basée sur la réalisation des aspirations populaires. Le débat dépassait les formules politiques défendues par les uns ou les autres, il soulevait le problème du choix de la voie et des moyens permettant d'atteindre le but final : la libération.

L'objectif principal visé par le pouvoir colonial étant la désunion du mouvement national, il aurait donc fallu préserver coûte que coûte, le principe de l'union quitte à en améliorer l'application soit aux A.M.L., soit à un autre éventuel rassemblement (1). Mais ce principe ne résista pas aux effets de la répression qui sema le trouble et la crainte dans la conscience des dirigeants modérés, et influa sur leur comportement politique dans le sens d'une excessive prudence les amenant à la rupture de l'unité. Aussi, la désunion fut définitivement consacrée lorsque F. Abbas après sa libération (le 16 mars 1946) décida de fonder un parti politique : l'Union démocratique du manifeste algérien (U.D.M.A.).

La campagne menée par l'administration, le P.C.A., les « assimilationnistes », tendant à présenter le P.P.A. comme le responsable du sang versé par la répression colonialiste, trouvait des échos chez les modérés. Ceux-ci y voyaient ainsi la justification à leur repli devant la nécessité de présenter, face à l'administration, un front uni, le plus cher vœu des masses populaires.

(1) La mise au point du Bureau central des A.M.L. du 18 mai 1945 signée par Aziz Kessous, Ahmed Boumendjel, Ali Bouzerar, Kaddour Sator, Cheikh Kherredine, constitue une véritable capitulation, in *Le Mouvement National, op. cit.*, p. 208.

La dislocation des A.M.L. fit en définitive plus d'effet sur l'esprit de celles-ci que la répression de mai 1945. La cohésion dont elles donnèrent un grand exemple depuis la création des A.M.L. et pendant ces mêmes événements, risquait de se fissurer. Le P.P.A. toujours dissous, jeta toutes ses forces dans la bataille nouvelle afin de développer cette cohésion autour de ses idées, à tous les niveaux et notamment auprès des masses. Les militants étaient conscients de la grande conspiration ourdie pour l'isolement de leur parti révolutionnaire afin de laisser le champ libre à la politique réformiste et à ses partisans. Ils engagèrent la lutte sur le plan des idées et sur celui de l'organisation visant à l'élargissement de l'audience de leur parti et à l'extension de son implantation.

Sur le plan des idées, le débat était différent de celui de 1937 : les anciens partisans de l'assimilation étant devenus nationalistes modérés. Mais il s'annonçait plus serré car il était important de clarifier les positions (nationalistes) réformistes de l'U.D.M.A. qui risquaient d'être confondues avec la position (nationaliste) révolutionnaire du P.P.A. C'est à cette tâche que tendaient les efforts des militants de ce parti, à travers toute l'Algérie, avec des moyens limités et en l'absence de leur leader Messali Hadj, toujours retenu au Gabon. Tout en relevant les contradictions et en les critiquant, il fallait prendre des précautions et éviter de décourager l'opinion par les « luttes de tendances » trop intenses. Par les manœuvres et la répression, le pouvoir colonial s'acharnait à affaiblir le P.P.A. Il tendait par tous les moyens à l'étouffer avec l'aide tacite des courants réformistes.

Grâce au dynamisme des militants et à leur esprit combattif, non seulement ce parti ne fut pas isolé, mais au contraire, il renforçait sa position. Par la qualité de son organisation et le nombre en progression de ses militants, il s'enracinait davantage au sein des masses populaires.

Dans cette bataille, le but du P.P.A. n'était pas d'empêcher la création de l'U.D.M.A. mais de s'efforcer de maintenir sinon l'union des trois composantes (Ferhat Abbas, Oulama, P.P.A.) du moins de conserver le consensus populaire sur la base des décisions prises au Congrès des A.M.L. de mars 1945 (constituante algérienne). Cette revendication pour laquelle le peuple s'est mobilisé et avait versé son sang ne devait pas être abandonnée pour une politique dont les résultats furent toujours négatifs. Elle constituait l'unique réponse valable à la politique coloniale et la base de toute stratégie unitaire du mouvement national. Toute concession sur ce point se traduisait par l'affaiblissement de ce dernier et le ren-

forcement de l'emprise impérialiste sur l'Algérie. D'autre part, rien de sérieux ne laissait prévoir dans la politique française un changement notable qui aurait permis de fonder des espoirs sur des transformations politiques par étapes. La nouvelle ligne suivie par F. Abbas et l'U.D.M.A. présupposait un tel changement. En l'absence de ce dernier, cette ligne ne pouvait conduire qu'à l'impasse. L'exemple du projet Ben Djelloul et son rejet par l'assemblée française (en 1945), alors qu'il ne contenait que l'application intégrale de l'assimilation, était significatif à cet égard.

### Causes de la désunion

Le désaccord entre le P.P.A. et les réformistes portait non pas sur des rivalités partisanes ou personnelles, mais bien sur une question de fond. Le P.P.A. ne croyait guère aux promesses ni à un changement de la politique française. Il s'efforçait en conséquence d'adopter une attitude de lutte. Il cherchait à définir une ligne révolutionnaire capable de mobiliser le peuple en vue d'un conflit désormais rendu inévitable par la politique colonialiste poursuivie par le gouvernement français.

F. Abbas, sans le dire explicitement, rejetait cette ligne, revenait à l'illusoire « révolution par la loi » et s'enfermait ainsi dans une contradiction insoluble. Sa politique affaiblissait le mouvement d'indépendance et plaçait le P.P.A. dans l'obligation de lutter sur deux fronts : contre le colonialisme d'une part, et contre les illusions de la politique réformiste de l'autre. L'appel à la jeunesse algérienne, française et musulmane que lança F. Abbas, en avril 1946, à l'occasion de la création de l'U.D.M.A. dont nous citons l'extrait suivant, reflète la pensée du leader de l'U.D.M.A. :

« ... Ni assimilation, ni nouveaux maîtres, ni séparatisme, un peuple jeune, faisant son éducation démocratique et sociale, réalisant son équipement industriel et scientifique, poursuivant son renouvellement intellectuel et moral, associé à une grande Nation libre : une jeune démocratie française : telle est l'image et l'expression la plus nette de notre mouvement de la révolution algérienne. Ni le républicanisme hypocrite des classes possédantes, ni les illusions entretenues par les formules héritées d'un passé révolu, n'arrêteront notre action réfléchie et notre marche en avant. L'univers ne connaît pas de découragement, il recommencera sans fin l'œuvre avortée. Chaque échec le laisse jeune, alerte, plein d'illusion. Je destine ces paroles à la

jeunesse musulmane et française de notre pays. Que les moins de quarante ans prennent leurs responsabilités et réfléchissent aux graves problèmes de l'heure. Ni la force, ni la basse soumission ne leur apporteront de solution véritable. Il s'agit de libérer l'Algérie du vieux système de domination coloniale, en respectant le principe des nationalités. Il s'agit de bâtir l'avenir de notre pays commun sur des bases réelles et historiques pour l'intégrer sûrement dans la démocratie universelle. Si la jeunesse algérienne ne dominait par ses différences d'origine, si elle n'écartait pas délibérément de la vie politique les antagonismes qui s'inspirent obscurément des concepts religieux, si elle ne répudiait immédiatement les mensonges, le mépris et la haine dans lesquels nos pères ont vécu, elle aboutirait immanquablement à un suicide moral, lourd de conséquences...

« Un double et sincère effort est à réaliser. Le 8 mai 1945 nous a ramenés aux croisades, avec une telle circonstance aggravante pour les français d'Algérie que c'est une partie de leur élite qui, de sang froid, a torturé, assassiné durant des semaines, des êtres innocents. Cela n'a été possible que parce que l'Arabe a toujours été considéré comme un être à part, un ennemi, un homme inférieur. Si tous les européens d'Algérie ne se dépouillaient pas de ce complexe colonial, de cet orgueil de conquérant, alors que, hier encore l'Europe entière gémissait sous la botte allemande, nulle communauté algérienne ne serait possible.

« Du côté musulman, le concept théocratique du Moyen Age doit aussi disparaître. L'époque du prosélytisme est révolue. Ce ne sont plus des enfants de cœur qu'il nous faut, mais de libres citoyens pénétrés du devoir social et du sens de leur simple mission humanitaire. Le nationalisme religieux est un anachronisme. Ce n'est pas une obligation pour les hommes d'une même terre, d'une même partie, d'être de la même religion. Un Algérien chrétien, israélite, doit être le frère d'un Algérien musulman sans que celui-ci cherche à exclure l'autre de la communauté ou que l'autre se croie obligé de l'assimiler ou de le réduire à l'esclavage. S'instruire, comprendre et s'élever aux conceptions des sociétés modernes est un objectif que nous devons atteindre si nous ne voulons pas périr » (2).

Cette déclaration adressée « à la jeunesse algérienne française et musulmane » n'eut pratiquement aucun écho auprès de la première et déçut la seconde. Elle souleva la réprobation

(2) F. ABBAS, *Nuit coloniale, op. cit., p. 160.*

au sein des milieux militants les plus avancés en Algérie. Son contenu, inspiré d'un humanisme aussi louable que naïf, tendait dans l'ensemble à justifier l'attitude « défaitiste » de son auteur qui l'a amené à rompre l'union réalisée au sein des A.M.L. Bien que cet appel condamnât le système colonial et les atrocités commises par les autorités françaises lors des événements de mai 1945, il tendait à mettre sur le même pied d'égalité la responsabilité de ces derniers et celles des « musulmans ». Pour lui, l'origine du conflit provenait de l'esprit des croisades chez les Européens, de leur esprit de supériorité, aussi bien que du concept « théocratique » du Moyen Age et de « l'anachronisme » du nationalisme musulman. Mais ce conflit ne se déroulait pas dans l'une des régions françaises qui luttaient pour une certaine autonomie. Il se situait en Algérie, pays occupé, maintenu par la force des armes sous la domination française et exploité par une minorité d'Européens. Quant au prosélytisme, il n'était plus, depuis longtemps, le fait des musulmans algériens, mais constituait l'une des raisons de la domination, de la dépersonnalisation menée notamment par des chrétiens au nom de l'Église.

## Le point de vue du P.P.A. et la politique de l'U.D.M.A.

D'autre part, le nationalisme révolutionnaire du P.P.A. tout en se fondant sur les acquis et la valeur de la civilisation arabo-musulmane s'ouvrait sur l'avenir avec des perspectives universelles. Il s'inscrivait dans la réalité du mouvement de libération mondial et particulièrment dans celle du mouvement de renouveau arabo-musulman dont il constituait une partie intégrante. Le fondamentalisme du mouvement algérien ne pouvait être objectivement confondu avec un mouvement passéiste, ni taxé « d'anachronisme ». Son radicalisme répondait logiquement à la nature du système colonial. Le renoncement au « nationalisme religieux anachronique » signifiait sous cette formule, le rejet du nationalisme qui englobe toutes les valeurs, les croyances du peuple algérien et son héritage culturel. Ce nationalisme issu d'un contexte historique spécifique impliquait une autre idéologie et une politique différentes de celles que préconisait F. Abbas : la Révolution. F. Abbas tentait ainsi de justifier l'intégration de l'Algérie dans l'Union française (la nouvelle version de l'impérialisme français) et sa politique réformiste foncièrement inefficace comme le stipule

l'article II du projet de constitution, déposé par l'U.D.M.A. le 9 août 1946, au bureau de l'assemblée française (3).

Cette politique conduisait donc au détachement délibéré de l'Algérie de son contexte culturel et géo-politique, le monde arabe en voie de redressement, et accentuait son intégration, à un autre stade, dans le système économico-culturel d'exploitation et de domination, appelé désormais l'Union française. C'est la raison pour laquelle la politique de F. Abbas fut l'objet de violentes attaques du P.P.A. qui rejetait cette Union comme une nouvelle appellation d'un colonialisme qui n'a pas changé. Il lui opposait le concept de « l'unité arabe », comme idée force de mobilisation des masses populaires. La position du P.P.A. consistait à dénoncer tous les liens de sujétion, sous n'importe quelle forme, qu'on voulait imposer à l'Algérie à partir d'une situation de force. Sans exclure une coopération d'égal à égal avec la France, elle rejetait par avance toute politique allant à l'encontre du libre choix du peuple algérien, de son orientation future aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le P.P.A. inscrivait sa politique dans un futur à créer avec la mobilisation et la lutte des masses populaires. L'U.D.M.A. comptait avant tout mettre à profit la légalité de la « France nouvelle » pour réaliser des revendications modérées avec l'approbation de cette dernière. Le projet de constitution de la république algérienne (déjà cité) formule ainsi ses revendications :

« Article I — La République française reconnaît à l'Algérie son entière autonomie. Elle reconnaît en même temps la République algérienne, le gouvernement algérien et les couleurs algériennes. »
« Article II — La République algérienne est membre de l'Union française au titre d'État associé. Les relations extérieures et sa défense nationale sont communes avec celles de la République française et relèvent des pouvoirs de l'Union, à l'exercice desquels l'Algérie est associée. »
« Article III — La République algérienne possède, sur toute l'étendue de son territoire, pleine et entière souveraineté pour toutes les questions d'ordre intérieur, y compris la police. »
« Article IV et V — Tout citoyen français métropolitain jouit en Algérie de la qualité d'algérien. En conséquence, il possède sur le territoire algérien les mêmes droits que les citoyens algériens, y compris le droit de suffrage et l'accès aux fonc-

(3) F. Abbas, *Nuit coloniale, op. cit.*, p. 104.

tions publiques. Réciproquement, tout citoyen algérien jouit en France de la qualité de citoyen français. En conséquence, il possède sur le territoire français les mêmes droits que les citoyens français, y compris le droit de suffrage et l'accès aux fonctions publiques... »

Cette République algérienne (dans l'hypothèse de sa création) associée à l'Union française aurait consacré et légalisé la domination, et pour longtemps, du partenaire français. Étant donné le déséquilibre des rapports de force dans tous les domaines, en faveur de ce dernier, cette association aurait institué aux dépens de l'Algérie, la nouvelle politique néo-colonialiste de la puissance française. Certains milieux modérés, tout en reconnaissant l'aspect chimérique de cette république, s'efforçaient de considérer ce projet comme une étape transitoire qui pourrait déboucher un jour sur l'indépendance. Ils oubliaient que la « France nouvelle », comme l'ancienne, ne voulait pas entendre parler de ce projet et encore moins de l'indépendance. L'exemple de l'Indochine qui a accepté la formule de l'Union française et qui a dû lutter par les armes pendant de longues années, consentir d'énormes sacrifices pour aboutir finalement à la division du Viêt-nam (1) (et à une nouvelle guerre) a montré clairement la réalité de l'Union française. Mais F. Abbas et les partisans de l'U.D.M.A. s'enfermaient de leur propre gré dans un système qui réagissait partout contre les mouvements de libération avec la même violence, que ce soit en Syrie et au Liban, au Maroc, en Tunisie ou à Madagascar. Sans le P.P.A. ils auraient conduit le pays à l'impasse, comme ils l'avaient déjà fait avec le projet Blum-Violette avant la deuxième guerre mondiale (4). Ils n'allaient pas tarder à s'apercevoir, après les élections de la deuxième Constituante française (le 2 juin 1946), que leur politique n'avait aucune chance d'être prise en considération par les autorités coloniales.

### Les élections de la 2e Assemblée constituante française

Le P.P.A. essaya de dissuader F. Abbas de faire participer l'U.D.M.A. aux élections de la 2e Assemblée constituante

(4) Lorsque Hochiminh accepta le compromis de « l'Union française » il disposait d'une puissante force révolutionnaire armée. Ce n'était pas le cas de F. Abbas. Et c'est au bout de 30 années d'une lutte et de sacrifices incalculables que le Viêt-nam fut unifié.

française (2 juin 1946) et de le convaincre d'adopter une attitude commune face à cette campagne électorale. L'une des raisons évoquées était d'éviter dans l'immédiat la dispersion des forces devant les manœuvres de l'administration, qui aurait eu ainsi toute latitude pour mener à bien sa tactique d'affaiblissement du mouvement national. De plus, le P.P.A. était toujours frappé d'interdiction et son chef exilé au Gabon.

Malgré ces objections, l'U.D.M.A. décida de présenter des candidats à l'Assemblée constituante et aggrava ainsi les divergences avec le P.P.A. Celui-ci prêcha sans grande conviction et assez tardivement l'abstension. Les dirigeants de ce parti semblaient hésiter sur la ligne à suivre et la politique définie ne fut pas appliquée avec une grande conviction. L'abstention n'empêcha pas l'U.D.M.A. de remporter 15 sièges sur 18 et de crier victoire alors que le mouvement était de plus en plus divisé, à la satisfaction des autorités coloniales. L'U.D.M.A. eut 438 946 suffrages sur 633 349 exprimés (71 %) (le nombre des électeurs musulmans du 2e collège se situait aux environs de 1 200 000). Le P.C.A. n'obtint que 53 346 voix (alors qu'il avait rassemblé 137 357 voix à la 1re Constituante, en l'absence de l'U.D.M.A. et du P.P.A. qui avaient prêché l'abstention). La S.F.I.O. bénéficia de 96 889 voix (5) (il est à remarquer que ces deux derniers partis participaient au gouvernement français). Le succès de l'U.D.M.A. fit apparaître, par contraste, la défaite des « assimilationnistes » et la chute du P.C.A. Il apparaissait que le report des électeurs musulmans, tantôt sur un parti, tantôt sur l'autre, s'expliquait par le fait qu'un certain nombre de ces électeurs recherchaient les candidatures qui exprimaient le mieux leurs apirations. En l'absence de celles-ci, ils votaient pour les plus proches dans un ordre décroissant ou croissant selon le choix qui leur était offert et la variété des candidatures. Lorsque F. Abbas et le P.P.A. furent absents, une partie des électeurs qui avaient participé aux élections reportèrent leurs voix sur les partisans de l'assimilation et le P.C.A. (6). Quand l'U.D.M.A. se présenta, la majorité de ces voix se reporta sur les candidats de ce parti. Et cela pour autant que l'intervention de l'administration ne se faisait pas trop sentir.

Après leur « triomphe », les députés de l'U.D.M.A. allaient enfin exposer les lignes de leur programme à l'Assemblée française. Au cours des séances du 22 et du 25 août

(5) R. ARON. *Origines de la guerre d'Algérie*, p. 251 *(op. cit.)*.

(6) Ben DJELLOUL et le P.C.A. étaient parmi les courants présents à la campagne électorale, ceux qui s'opposaient le plus aux colons.

1946 où ils prirent pour la première fois la parole, leurs propos furent accueillis avec une grande hostilité par la majorité de cette assemblée. Leurs interventions, pourtant modérées, furent interrompues constamment par les vociférations des députés qui firent preuve d'une rare intolérance. Ce qui devait amener F. Abbas à déclarer : « C'est votre dernière chance, nous sommes le dernier barrage » (7). Le leader de l'U.D.M.A. faisait allusion au P.P.A. et à son intransigeance. Son échec laisserait la France face à ce dernier qui œuvrait pour l'indépendance nationale. L'échec de l'U.D.M.A. fut aussi retentissant que celui de Ben Djelloul lors de la première constituante (1945). Le « barrage » s'écroulait, sans que les dirigeants de ce parti aient pu en tirer les conclusions qui s'imposaient. En réalité, le véritable barrage était celui qu'opposait le gouvernement français aux aspirations nationales du peuple algérien et aux revendications modérées ou intransigeantes, exprimées par les diverses tendances de ce mouvement.

La politique réformiste se trouvait de ce fait bloquée et désormais sans espoir. Il devenait de plus en plus évident que le « libéralisme » relatif toléré dans la vie politique algérienne n'était conçu que pour « désamorcer » le mouvement de libération, le miner par des contradictions, en l'entraînant sur la voie électorale sans issue. Le pouvoir central et les forces coloniales restaient ainsi maîtres du jeu, disposant de tous les moyens de pression, de répression et de manœuvre.

## L'échec du réformisme et le P.P.A.

Cependant, les échecs répétés des partisans de l'assimilation (Ben Djelloul) et des nationalistes réformistes contribuaient à clarifier la situation politique. En effet, la confusion qui était entretenue au lendemain des événements de mai 1945, par la tactique de l'administration et le comportement des partis algériens réformistes (y compris le P.C.A.) se dissipait peu à peu. En pratiquant le jeu des « réformes » rejetées par le colonialisme, ces derniers dévoilaient l'inefficacité de leur politique à l'opinion et renforçaient l'alternative du P.P.A. Ce courant révolutionnaire ne relâchait pas son action et intensifiait son travail de clarification au sein des masses en mettant en pratique le mot d'ordre : « agitation, organisation,

(7) Ch.-R, Ageron, *Histoire e l'Algérie contemporaine, op. cit.* p. 95.

action ». Au sein de ce parti s'engageait un grand débat. Les militants étaient profondément exaspérés par les louvoiements des réformistes et ne croyaient plus à l'efficacité d'un rassemblement à l'image des A.M.L. La défection de F. Abbas et des Oulama était sévèrement jugée. Pour eux, il était inutile de s'allier avec des hommes qui fléchissaient dans les situations difficiles et se montraient inefficaces quand ils étaient livrés à eux-mêmes, dans les périodes de moindre risque. Convaincus que le stade de l'indépendance ne pourrait être atteint que par la révolution, ils s'y préparaient en comptant sur les propres forces du parti et la mobilisation des masses populaires.

De l'analyse des événements de mai et de leurs répercussions sur la situation politique algérienne se dégageaient quelques idées essentielles. Celle qui s'imposait avec évidence était la prédisposition des masses populaires à la lutte armée. Ce facteur revêtait une importance toute particulière du point de vue révolutionnaire. L'adhésion de ces masses à l'idée d'indépendance, leur intervention lors des manifestations politiques, la transformation de celles-ci en tentative d'insurrection spontanée, constituaient un aspect positif.

Cependant, ce dernier devait être tempéré par le nombre des victimes, les dépassements et des défaillances assez graves. Rechercher avec objectivité les véritables causes de ces défaillances, en établir les responsabilités, mettre à profit les enseignements de cette douloureuse expérience pour l'avenir, c'était là le fond et l'objet du débat au sein du P.P.A.

En premier lieu c'est dans la conception et l'organisation du mouvement national qu'il fallait rechercher ces défaillances. Face aux coups de la répression, le rassemblement à trois composantes des A.M.L., fut incapable, étant donné l'état d'esprit et les orientations divergentes de ses dirigeants, d'assurer énergiquement la direction du mouvement populaire. Une direction et une organisation homogènes ne se seraient pas laissées surprendre par le déclenchement des événements. Bien au contraire, une fois ceux-ci provoqués par la répression, elles auraient dû en assurer le contrôle, l'orientation et l'organisation dans un sens révolutionnaire. Ainsi apparaissait l'inadéquation d'un rassemblement du genre des A.M.L. à la lutte et au déclenchement d'un processus révolutionnaire. Les A.M.L. regroupaient trois tendances aux conceptions de lutte très différentes. Ce qui se traduisait, en fait, par une direction tricéphale. Si, sur le plan général, cette formule avait l'avantage de mobiliser les masses, elle n'offrait aucune efficacité sur

le plan pratique de l'action directe. Les Oulémas et F. Abbas répugnaient à envisager cette dernière. Entraînés avant les événements par ce mouvement de masse, ils mirent à profit la première occasion pour revenir à leurs conceptions réformistes.

Au sein de ce rassemblement, le P.P.A., contenu par l'interdiction et la répression, n'était pas complètement le maître du jeu, bien qu'il agît en profondeur et assurât la radicalisation des idées dans ce groupement et dans l'opinion. Sa marge d'action se trouvait limitée d'une part par « la modération » de ses alliés et de l'autre par le système répressif de l'administration. Après les événements il a été la principale cible et la victime des attaques venant des deux côtés. En second lieu l'organisation autonome et clandestine du P.P.A., en progrès constant, disposant de militants résolus et prêts à l'action, n'avait pas, néanmoins, atteint le niveau d'un véritable instrument révolutionnaire. Révolutionnaire, elle l'était depuis longtemps par ses objectifs, par ses prises de position, par l'abnégation de ses militants, par sa composante populaire. Mais elle ne l'était pas encore par sa conception politique et technique de la lutte. Malgré l'apport de milliers de jeunes des villes et des campagnes, l'émergence de centaines de cadres dans la clandestinité, d'une tendance générale à l'action et à l'importance accordée à l'organisation, une partie de ses dirigeants restaient encore à une conception révolutionnaire « politique ». Cette conception se devait d'être sérieusement affinée pour affronter la nouvelle situation (8). A partir de ces réflexions se formait la conviction partagée de plus en plus par les militants de base et les cadres, en grande majorité, de faire du P.P.A. le vrai mouvement national révolutionnaire et de le doter des structures adéquates.

## Évolution et maturation du courant révolutionnaire

Ces enseignements, tirés des dernières phases de lutte, expliquaient la transformation du mouvement national où la tendance du P.P.A. allait prédominer rapidement. Le potentiel populaire de lutte, le rejet de tout rassemblement inapte ne servant que des objectifs limités, la transformation du courant révolutionnaire en organisation majoritaire adaptée à la lutte, par tous les moyens pour l'indépendance, telles étaient les

(8) Et ce d'autant plus que la direction du P.P.A. avait donné quelques signes inquiétants d'indécision. D'ailleurs, un petit nombre de cadres étaient déjà conscient des insuffisances de cette direction.

idées qui mûrissaient à partir de 1946. Aussi, un combat opiniâtre s'engageait pour les réaliser dans les faits, déjouer le plan colonialiste d'étouffement du mouvement national et dénoncer le réformisme vain des autres groupements algériens. Ceux-ci, soit par absence de lucidité politique, soit par manque de conviction, ou pour des considérations idéologiques en porte-à-faux, se permettaient de faire des concessions, sur les droits fondamentaux du peuple, aux tenants du colonialisme. Ils s'efforçaient de faire passer, aux yeux des masses, ces concessions pour de la haute habileté politique qui, d'ailleurs, n'était sanctionnée par aucun résultat positif. Ce n'est pas parce que leurs projets se heurtaient à l'hostilité de l'administration coloniale qu'ils recelaient les intérêts du peuple algérien. Ces derniers ne s'évaluaient pas en fonction des critères établis par le colonialisme mais bien en fonction des rapports de force qui pourraient seuls ouvrir la voie de la libération nationale. Le rapport de force en pouvait être le produit des calculs et des subtilités politiques des états-majors réformistes ou des réajustements régulièrement en retard de la politique du P.C.A. (le P.C.A. après avoir prôné la politique d'assimilation, soutenu l'ordonnance du 7 mars 1944, appelé aux châtiments des nationalistes en 1945, s'était pourvu d'un programme se reprochant de celui de l'U.D.M.A. : République algérienne dans « l'Union française », représentation paritaire aux assemblées des musulmans et des européens).

Ce rapport de force ne pouvait être modifié en faveur de l'Algérie que par l'élévation de la conscience révolutionnaire du peuple, des prises de position sans ambiguïté et un objectif clair : l'indépendance.

Intérioriser le concept d'indépendance, préparer le peuple au combat, développer l'organisation, former des militants résolus, constituait les tâches primordiales auxquelles le P.P.A. accordait la priorité. Cependant, de nombreux problèmes d'orientation exigeaient d'être résolus. L'un de ceux-ci avait trait à l'attitude à définir par rapport aux élections qui allaient se dérouler au mois de novembre 1946 à fin de désigner l'Assemblée nationale française pour toute la législature (la Constitution avait été approuvée par voie de référendum, le P.P.A. s'étant abstenu).

Un autre événement important marqua cette époque : le leader du P.P.A., Messali Hadj, en résidence forcée au Gabon, fut ramené en Algérie le 13 octobre 1946, a Bouzareah (sur les hauteurs d'Alger). Toutefois, il restait interdit de séjour dans les grandes villes y compris la capitale.

## Les manœuvres de l'administration et l'électoralisme du P.P.A.

En maintenant Messali éloigné, l'administration a cru par cette manœuvre, affaiblir l'expression nationale la plus radicale et accentuer la désunion du mouvement national. Il était tenu pour certain que si Messali avait été libéré en même temps que F. Abbas et les dirigeants des Oulémas, ceux-ci n'auraient pas pris l'initiative de disloquer des Amis du Manifeste et de la Liberté. Le prestige de Messali était assez grand, l'organisation du P.P.A. et la pression populaire assez puissantes pour maintenir une orientation unitaire. D'autre part, l'absence de Messali, à cette période critique, privait le P.P.A. de son chef et posait des problèmes de direction.

En effet, l'éloignement de Messali Hadj du parti l'empêchait d'exercer une direction effective et risquait de développer certaines différences de point de vue et d'analyse des situations. Mais son retour même tardif introduisait un élément d'importance sur la scène politique algérienne. Certains n'ont pas hésité à émettre l'hypothèse d'une autre manœuvre de l'administration consistant à opposer à F. Abbas, le leader du P.P.A., à la veille des élections de l'Assemblée nationale française. De là à suggérer que Messali « faisait le jeu de l'administration », il n'y avait qu'un pas. Il ne fut pas franchi, mais des insinuations malveillantes furent propagées au sein des milieux modérés. S'il y eut manœuvre, elle fut rendue possible par les « réformistes qui ont pris l'initiative de diviser les A.M.L. » (9).

A la surprise de nombreux militants, le P.P.A., après le retour de Messali, décida de participer à la campagne électorale. Devant les réticences, des dirigeants du parti expliquèrent à la base que le parti ne changeait nullement d'orientation et réajustait sa tactique. Il était indispensable que le parti ne soit plus confiné dans la clandestinité et qu'il utilise la « légalité » électorale comme tribune pour dénoncer le colonialisme et expliquer ses thèses. Ils donnèrent des assurances sur la détermination du parti à préparer la lutte révolutionnaire, sans pour autant négliger les avantages de l'action « multiforme ». Ils soutenaient que la politique d'abstention ne constituait pas un

(9) Cette hypothèse n'étant pas à exclure car l'administration, après la répression féroce, a tenté de jouer le P.C.A. et les Elus de Ben Djelloul, contre les A.M.L. (élections de 1945). Une fois ceux-ci divisés, elle a essayé de jouer les Modérés (F. Abbas — Oulama) contre le P.P.A., puis celui-ci contre ces derniers, dans le but de paralyser le mouvement national à une période cruciale.

point de doctrine et que le P.P.A. avait déjà participé aux élections avant 1939. Toujours dans ce cadre de la stratégie révolutionnaire, le parti devait utiliser tous les moyens de lutte et devenir, à l'intérieur et à l'extérieur, le représentant authentique des aspirations nationales du peuple algérien.

La décision prise par la direction de participer aux élections, laissa apparaître aux yeux d'une minorité de militants et de cadres un certain décalage entre le sommet et la base du parti. Mais ce n'était là qu'une esquisse, un sentiment d'appréhension de voir le parti s'enliser dans les sables mouvants des luttes électorales (10). Néanmoins, l'ensemble des militants se mobilisa pour affronter cette nouvelle situation.

## Tentative de constitution du front national

A propos de cette participation, F. Abbas devait écrire plus tard que : « L'U.D.M.A. s'abstint de présenter des candidats en novembre 1946, à la première législative, pour permettre à Messali Hadj d'affronter l'opinion publique française et son parlement. Messali qui avait reçu du ministère de l'intérieur et du gouvernement général de l'Algérie, l'assurance que les listes électorales patronnées par son parti seraient agréées, fit donc acte de candidature. Il nous demanda de nous retirer de la compétition pour ne pas diviser les forces nationales. Il affirmait être en mesure d'obtenir l'indépendance de l'Algérie. Comme il était prévisible, l'administration algérienne commença à tricher. Elle exigeait que le P.P.A. changeât de nom. C'est ainsi que prit naissance le « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » (11). Il faut noter qu'il n'y eut pour ainsi dire pas d'accord entre Messali et F. Abbas dont une partie des électeurs s'abstint ou reporta ses voix sur d'autres candidats. Quant à l'affirmation de Messali d'obtenir « l'indépendance », ce n'était là qu'une sorte de boutade, la quasi unanimité des militants P.P.A. ne croyait pas aboutir à l'indépendance en participant à ces élections. La décision de ce parti de faire cavalier seul dans cette campagne répondait à celle de l'U.D.M.A., le 2 juin 1946.

La tentative de « constitution d'un front national » avec

(10) Après la grande répression des événements de mai, l'administration française inaugura une politique « de libéralisme » très relative d'ailleurs. C'est ce qui incita Messali à peser de tout son poids pour faire adopter la ligne électorale malgré l'opposition de la quasi-totalité des membres de la direction.

(11) *Nuit coloniale, op. cit.*, p. 172.

l'U.D.M.A., les Oulémas, le P.P.A. et le P.C.A. contrairement à ce qu'on affirme, n'échoua pas parce que « Messali eut tôt fait de parler en maître » (12). Elle échoua à cause de la plate-forme modérée que proposaient les « réformistes ». L'U.D.M.A. et le P.C.A. s'opposaient, dans leurs projets de « statut » à l'indépendance de l'Algérie. Ils préconisaient l'adhésion à l'Union française et rejetaient le panarabisme. Le P.C.A. maintenait sa thèse sur la nation en formation, en contradiction avec la nation arabo-musulmane défendue par le P.P.A. En outre, leurs conceptions de la « république algérienne » et de la démocratie mettaient sur un pied d'égalité 8 millions d'Algériens et 1 million de Français. Même à titre transitoire, la parité dans la représentation des deux communautés et le double collège étaient inconciliables avec la Constituante algérienne, élue au suffrage universel, sans distinction de race ni de religion, pour laquelle a toujours lutté le P.P.A. (et approuvée au Congrès des A.M.L. de 1945).

Le P.C.A. était opposé au « panarabisme réactionnaire » et aux anglo-saxons et il considérait que « l'indépendance de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie » et que par contre « l'Union française donne actuellement aux peuples d'outre-mer la seule possibilité de marcher à la conquête de la liberté et de la démocratie » (13).

En fait, cette tentative avait pour but, après l'échec de la politique de ses initiateurs à l'Assemblée française, d'amener le P.P.A. à faire des concessions, à se solidariser avec les réformistes, alors que les événements en accréditaient les thèses devant l'opinion algérienne. Les enseignements tirés des événements de mai accentuaient au contraire la détermination du P.P.A. de compter sur ses propres forces, sur la mobilisation du peuple et de maintenir le mot d'ordre de l'indépendance. Ce mot d'ordre devait constituer la base de tout rassemblement pour que celui-ci ne signifiât point la régression du mouvement national. Le projet du front national de 1946 ne connut pas de suite à cause des objectifs limités qui ne tenaient pas compte des intérêts et des aspirations du peuple algérien.

(12) Ch.-A. Julien, *Afrique du Nord, op. cit.*, p. 272.
(13) *Ibid*, p. 273. Une série de contacts eurent lieu entre les Etats-Majors du P.P.A. de l'U.D.M.A. et du P.C.A. aux mois de novembre et de décembre afin de réaliser l'Union nationale. Après le désaccord avec le P.C.A. le Parti de Messali poursuivit ses démarches auprès de F. Abbas et des Oulama, mais sans succès.

## L'action multiforme du P.P.A.-M.T.L.D.

Le P.P.A. préféra alors marcher seul à la campagne électorale sous l'étiquette du M.T.L.D. (14). Sans les manœuvres, les pressions et les truquages exercés par l'administration, les candidats de ce parti auraient tous été triomphalement élus. Les « tricheries » débutèrent par le rejet de la candidature de Messali par la préfecture d'Alger. Les listes de l'Oranie et de l'arrondissement de Sétif furent également rejetées une fois expirés les délais légaux des déclarations de candidatures. A la suite de quoi, le M.T.L.D. n'obtint que cinq sièges (trois dans le Constantinois avec Lamine Debaghine, Derdour Djamal et Boukadoum Messaoud ; deux dans l'Algérois, avec Ahmed Mezerna et Mohammed Khyder). Il y eut huit élus administratifs et deux élus communistes. Cette première participation du P.P.A. aux élections depuis la deuxième guerre mondiale revêtait une grande importance, non pas à cause du nombre des députés mais surtout par les conséquences qu'elle pouvait provoquer sur l'évolution du courant révolutionnaire lui-même. Celui-ci se trouvait en pleine expansion et risquait d'être influencé par les problèmes que ne manquerait pas de poser toute politique électoraliste.

La vigilance s'imposait plus que jamais afin de prévenir tout glissement vers la facilité (toute relative) de cette politique, l'éloignement du sommet de la base et des préoccupations populaires. Comme toute organisation humaine, le P.P.A. se composait d'hommes d'inégal engagement, bien que militant tous pour l'indépendance. Une commune conviction, une même attitude intransigeante anti-colonialiste, ne signifiaient pas forcément le même point de vue sur les moyens de réaliser l'indépendance ni la même appréciation de la phase d'accélération du processus révolutionnaire. Parallèlement à l'activité électorale, par le truchement du M.T.L.D., dans lequel l'ensemble des militants ne voyait qu'une « couverture légale », se développait, au sein du parti, la tendance à la révolution armée. L'attitude de l'administration amenait inéluctablement à l'affrontement. Le courant révolutionnaire devait donc se préparer dans tous les domaines et avoir l'initiative du choix des moyens et du moment pour éviter la situation de mai 1945.

(14) Le P.P.A. restant interdit, il fut décidé de créer un « Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques » afin de participer aux campagnes électorales tout en maintenant l'organisation du P.P.A. Sa présidence fut confiée à Mezerna tandis que Lahouel Hocine en assurait le secrétariat général.

A la différence des autres partis, le P.P.A.-M.T.L.D. ne considérait pas la politique électorale comme une fin en soi, mais l'un des moyens d'élargir son audience (à l'extérieur et à l'intérieur), de populariser ses mots d'ordre et de renforcer son potentiel révolutionnaire. C'est dans ce cadre qu'était tracée la mission des élus. Ils reçurent pour directive de n'intervenir dans les débats, à l'Assemblée française, que pour dénoncer la politique colonialiste et exiger la libération de l'Algérie. Ne reconnaissant pas la souveraineté française en Algérie, ils déniaient à cette Assemblée le droit de légiférer pour l'Algérie (et ne participeront pas à ses votes). Leurs interventions au parlement français traduiront effectivement cette politique et soulèveront une violente hostilité de la majorité des députés. Par opposition aux partisans de l'autonomie de l'Algérie, dans l'Union française, on les appela « séparatistes ».

L'action du P.P.A.-M.T.L.D. se développait sur plusieurs fronts à la fois : une grande campagne politique, la structuration de l'organisation du M.T.L.D. en branche légale, et l'amélioration méthodique de l'ossature mère clandestine (P.P.A.).

En dépit de la répression permanente, des manœuvres de l'administration, de l'opposition des autres partis, le « P.P.A.-M.T.L.D. » devenait progressivement un puissant mouvement national. Sa popularité était de loin la plus grande à l'image de son leader Messali Hadj dont les meetings attiraient de grands rassemblements populaires enthousiastes (quand ils n'étaient pas interdits). L'objectif qui consistait à substituer aux rassemblements disparates des tendances, un mouvement national révolutionnaire homogène était en voie de réalisation. Les événements semblaient confirmer la justesse de la ligne suivie par le parti. Celui-ci devenait le centre principal de la vie politique algérienne. Il jouait le rôle d'animateur et d'organisateur du mouvement populaire et obligeait ainsi les autres partis à tenter de rattraper leur retard.

Les masses populaires se remobilisaient sur une grande échelle, comme en 1945 avant les événements, mais autour de mots d'ordre plus avancés et dans le cadre d'un mouvement mieux structuré. Ainsi, la bataille réelle se déroulait désormais sur tous les plans entre les deux forces principales : celles de la colonisation et celles du mouvement révolutionnaire (P.P.A.-M.T.L.D.). Aussi, lorsque le parlement français se décida à définir le statut de l'Algérie, le 20 septembre 1947, le peuple algérien le rejeta à la quasi-unanimité. Il ne fut

même pas accepté par les modérés qui soutenaient auparavant tous les projets d'assimilation.

« ... Parmi les sept projets proposés par les partis français ou algériens, aucun n'était assimilationniste, aucun non plus n'était favorable à l'indépendance, le M.T.L.D. ne reconnaissant pas la souveraineté française ne présenta pas de projet... trois projets envisageaient le statut d'État associé, dont celui du parti communiste pour lequel l'indépendance de l'Algérie serait une consolidation des bases de l'impérialisme », écrit Ageron (15).

Le même auteur analyse ainsi le nouveau « statut de l'Algérie » : « Le projet général reprenait le projet Bidault, d'inspiration plus conservatrice. L'Algérie y était définie comme en 1900, groupe de départements doté de la personnalité civile et de l'autonomie financière. Le pouvoir exécutif demeurait confié à un gouvernement général assisté d'un conseil de gouvernement, le pouvoir législatif à l'assemblée nationale française. Les délégations financières devenues en septembre 1945 assemblée financière, prenaient désormais le nom d'Assemblée algérienne et voyaient leurs attributions légèrement accrues, mais elles demeuraient pour l'essentiel financières. Les décisions de l'Assemblée restaient soumise à l'homologation et devaient être, sur demande, prises à la majorité des 2/3. La représentation y était dite ''paritaire'' : 60 délégués du premier collège et 60 délégués du deuxième collège. Le premier collège comprenait 464 000 citoyens de statut civil français (hommes et femmes) et 58 000 musulmans ; le deuxième était consitué par environ 1 300 000 électeurs musulmans. On n'avait pas osé répudier les ordonnances qui intégraient l'élite algérienne, on n'avait pas non plus voulu faire de l'Assemblée algérienne une assemblée vraiment représentative de la population algérienne (européens : 922 000, musulmans : 7 860 000) ». On ne peut donc s'étonner que les députés algériens, même modérés, aient refusé unanimement les dispositions gouvernementales et qu'ils se soient retirés des débats pour ne pas accepter ce « statut octroyé », suivant ainsi les députés M.T.L.D.

A la séance de l'Assemblée nationale française du 20 août 1947, les députés du M.T.L.D., appliquant les consignes de leur parti, dénoncèrent avec force la colonisation de l'Algérie. Ils dénièrent à cette Assemblée le droit de légiférer pour un peuple qui a « perdu sa souveraineté par le fait de la guerre ».

(15) Ch.-R. Ageron, *op. cit.*, p. 96.

Ils proclamèrent leurs convictions que seule une « Constituante algérienne souveraine serait en mesure d'apporter une solution au problème algérien. »

Les interventions de Khyder, Mezerna, Boukadoum, Derdour et Debaghine (députés du M.T.L.D.) firent une grosse impression par leur netteté et leur courage. Ils firent ainsi entendre la véritable voix du peuple algérien à la face du monde. Ils soulevèrent aussi l'hostilité de la grande majorité de l'Assemblée et de la presse françaises (16).

Le P.P.A.-M.T.L.D. opposé à tout projet non favorable à l'indépendance, ne fut pas déçu par un projet gouvernemental sans signification. Il n'attendait rien d'un Parlement français où soufflait avec force le vent réactionnaire. Quant aux députés communistes, ils étaient encore à considérer comme le déclarait Caballéro, secrétaire du P.C.A., au congrès du P.C.F. à Paris le 28 juin 1945 que : « Le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple de France et ne veut pas se séparer de la France » et que « ... ceux qui réclament l'indépendance de l'Algérie sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme. Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle ». Cependant, le P.C. ne prenait pas conscience du strabisme de sa politique qui l'amenait « consciemment » ou « inconsciemment » à s'opposer à l'indépendance de l'Algérie et à soutenir les positions de l'impérialisme français. La réalité est que le P.C. sacrifiait les aspirations à l'indépendance des peuples colonisés à ses intérêts de parti (il participait par plusieurs de ses dirigeants, à un gouvernement colonialiste).

Quelques mois avant la discussion des projets de statut de l'Algérie, le P.C.F. définissait ainsi sa position : « Il est clair qu'on ne peut ignorer les difficultés que provoquerait une crise ministérielle ouverte, alors que siège la conférence de Moscou, où le représentant défend les positions de notre pays et alors qu'il s'agit de mener à bien la bataille de la baisse des prix, sous peine de compromettre la stabilité de notre monnaie » (17). Ces raisons, hautement patriotiques françaises, du P.C.F. conduisaient son groupe à l'Assemblée nationale à s'abstenir lors du vote de crédits pour la poursuite de la guerre du Viêt-nam, au lieu de les rejeter. Il préférait tourner le dos au principe de la solidarité des peuples au profit de

(16) Voir l'ensemble de ces interventions, in Brochure du M.T.L.D. Edition de l'avant-garde algérien, Au service du peuple algérien.

(17) *Cahiers du Communisme*, n° 2, février 1947, cité par Monéta, in *P.C.F. et Question Coloniale*, *op. cit.*, p. 157-158.

la solidarité ministérielle pour montrer « à quel point le P.C. a le souci des intérêts du pays et du sens aigu des responsabilités ». Le P.C.A. appliquait cette même politique en Algérie et c'est ce qui fait ressortir la différence entre sa position inspirée d'un autre centre d'intérêt et celle du P.P.A.-M.T.L.D. qui exprimait les aspirations à l'indépendance du peuple. La lutte que ce dernier menait contre le colonialisme montrait une solidarité de fait avec celle des peuples colonisés comme le Viêtnam.

### Le développement du courant révolutionnaire et son contexte

Le nationalisme révolutionnaire du P.P.A. prenait en fait, une dimension plus nette dans le combat des peuples pour la libération nationale que « l'internationalisme » du parti communiste.

Au moment où le gouvernement français venait de claquer les portes au nez des réformistes, la position du P.P.A.-M.T.L.D. apparaissait encore plus claire et plus réaliste aux yeux des masses populaires. La confusion se dissipait et les militants de ce parti, par un travail inlassable, élevaient la conscience révolutionnaire du peuple. Cet effort fut récompensé par le triomphe que connurent les listes des candidats présentés ou soutenus par le M.T.L.D. aux élections municipales d'octobre 1947 et aux élections de Djemaâ (18), en novembre de la même année. La victoire du M.T.L.D. fut d'autant plus grande qu'elle fut acquise malgré les candidats patronnés par l'administration, ceux de l'U.D.M.A. soutenus par les Oulémas et les listes présentées par le P.C.A. Dans certains cas où il y eut ballotage comme à Constantine, les candidats eurent à affronter et à battre la liste unique des courants modérés. La plupart des municipalités des grandes villes d'Algérie (2e col.) furent remportées par le M.T.L.D. (Alger, Oran, Constantine, Bône, Blida, Philippeville, Biskra, Bougie, Miliana, Cherchell, Orléansville, Tlemcen, etc.) sans compter celles des nombreuses agglomérations, villages et djémaâ.

Partout où la pression administrative n'a pas faussé les cours des élections, le M.T.L.D. fit élire ses candidats. Cependant, « cet envahissement du second collège » dans toutes les municipalités citadines nécessitait la définition d'une politique

(18) Assemblées traditionnelles réactualisées dans les campagnes se plaçant à un niveau inférieur à celui des municipalités.

claire afin d'éviter « toutes compromissions » et en même temps faire participer les élus du parti aux activités municipales. D'autre part, une participation aussi importante à la « gestion municipale », face aux élus du 1er collège, posait des problèmes de rapport avec ces derniers. En général, les élus du M.T.L.D. ne connaissaient pas les rouages administratifs et risquaient de commettre des erreurs ou de subir des manœuvres des élus chevronnés du 2e collège. Il fallait aussi veiller à ce que la victoire et l'activité électorale n'affaiblissent pas la ligne révolutionnaire du P.P.A.-M.T.L.D. Celui-ci d'ailleurs, étant donné l'importance acquise (non pas seulement à cause de son succès électoral mais en puissance dans le pays), avait à résoudre de nombreux problèmes d'orientation et de stratégie.

Il était à cette époque au summum de sa force, disposant d'une organisation articulée à travers tout le territoire, ne demandant qu'à passer à l'action. Une pression s'exerçait dans ce sens sur la direction centrale qui en tenait compte dans toutes ses grandes décisions. Une sorte de contrôle, non institutionnalisé, mais effectif, de la base sur le sommet, pesait sur ce dernier. Ce rôle était principalement assumé par les cadres vivant au contact de la base, dont ils formulaient les aspirations, les préoccupations et les opinions par des suggestions ou des critiques à la direction. Ainsi, celle-ci n'ignorait pas qu'une certaine méfiance des élections se manifestait au sein du parti.

La crainte des riques de déviation faisait ressortir la nécessité de renforcer la ligne d'action révolutionnaire. Cette nécessité se faisait davantage sentir par rapport aux prochaines élections à « l'Assemblée algérienne » prévue par le statut de l'Algérie. L'évolution de la situation mondiale, notamment dans les pays sous domination étrangère, incitait à une plus grande vigilance.

On assistait, dans la plupart de ces pays, au développement des mouvements de libération et à l'accession de certains d'entre eux à l'indépendance nationale comme la Syrie, le Liban, l'Inde, le Pakistan et l'Indonésie. Le Viêt-nam luttait par les armes contre le colonialisme français et remportait des victoires qui ouvraient d'autres horizons aux peuples encore colonisés. A Madagascar, le même colonialisme tentait d'étouffer par le massacre (70 000 morts début 1947) la volonté de libération. Au Proche-Orient, l'impérialisme opposait au mouvement de libération arabe, le sionisme en Palestine. L'ensemble des grandes puissances participait au complot qui se tra-

mait contre le peuple palestinien et toute la Nation arabe. La Ligue des États arabes, encore fragile, eut à affronter la coalition des intérêts impérialistes représentés par le sionisme. Au Maroc, le mouvement national, avec l'appui courageux de Mohammed V, affirmait sa détermination de mettre fin au protectorat. La Résidence répondait par la répression comme celle de Casablanca le 3 avril 1947 où des centaines de Marocains furent blessés ou tués. Quelques jours après, le Sultan faisait à Tanger une déclaration historique où il exaltait l'unité du Maroc et celle de tous les peuples arabes : « Nous nous sommes efforcés de montrer les moyens de parvenir au bonheur présent et futur, sans jamais nous écarter des principes de notre Sainte religion qui a regroupé le cœur de tous les musulmans et les a fait battre à l'unisson, qui a poussé les peuples arabes et musulmans à s'aider et à se secourir mutuellement si bien que les bases de cette Ligue sage furent établies, cette Ligue qui a renforcé les liens entre tous les arabes partout où ils se trouvent, qui a, enfin, permis à leurs rois et à leurs chefs, aussi bien en Orient qu'en Occident, d'unifier leur voie et de marcher vers le progrès moral. Celui qui se confie à Allah trouve le droit chemin. » C'était là une option nette pour l'indépendance du Maroc et de son adhésion à la Ligue arabe que les dirigeants français n'ont jamais pardonnée au Sultan.

En Tunisie, le peuple rejetait « les réformes » et le cabinet Kâak, en juillet 1947, créature du pouvoir colonialiste qui, comme en Algérie et au Maroc, entendait, par quelques réformes et la promotion des « fantoches », faire échouer le mouvement de libération. Dans ce pays, la grève de Sfax se transformait en manifestation politique contre la colonisation. Celle-ci se saisit de ce prétexte pour faire tirer l'armée sur les manifestants. Il y eut plusieurs dizaines de morts, des centaines de blessés. Partout le colonialisme répondait par la force armée, les manœuvres de division et la répression, à la volonté d'indépendance des peuples.

Les mouvements d'indépendance nationale rispostaient par le renforcement de leurs rangs, par l'amélioration de leur organisation, de leur tactique et de leur stratégie de lutte. Leur développement ne s'effectuait pas sans erreurs, ni sans défaillances. Néanmoins, leur action prenait progressivement une dimension plus importante. L'impérialisme voyant ses positions et ses intérêts partout menacés, réagissait avec violence à la faveur de la guerre froide. La division du monde en deux blocs hostiles tendait à faire passer au second plan la

libération des peuples dominés. Les puissances coloniales trouvaient là une planche de salut pour se doter des moyens de répression, se placer à la tête de la croisade du « monde libre » et tenter de conserver les situations coloniales. Le camp socialiste, préoccupé par ses propres problèmes, accordait peu d'importance aux mouvements de libération, quand il ne rejoignait pas, par « raisons tactiques », les positions impérialistes comme ce fut le cas dans l'affaire palestinienne. Les pays socialistes ont reconnu dans l'ensemble la création de l'État d'Israël et certains ont fourni des armes aux sionistes pendant la Première Guerre israélo-arabe en 1948 (19).

Cette situation rendait la lutte plus difficile et les mouvements de libération ne pouvaient compter réellement que sur eux-mêmes et sur la solidarité qu'ils étaient capables de promouvoir entre eux. Ils étaient tenus, pour réussir, de mener une action intérieure doublée d'une action extérieure afin de briser l'isolement et donner une résonnance internationale à leurs revendications, leurs luttes et la spécificité de leurs objectifs.

Ces préoccupations allaient se traduire par la formation du groupe arabo-asiatique qui cherchera à faire valoir, sur le plan diplomatique, les intérêts des peuples du « Tiers-monde » (qui n'avait pas encore cette dénomination). En Algérie, le P.P.A.-M.T.L.D. suivait, dès cette époque, la ligne de « neutralité vigilante » entre les deux blocs. Les peuples du Maghreb partageaient le même destin que les autres peuples du monde arabe avec lesquels ils se sentaient unis par des liens très puissants et solidaires dans un commun combat. C'est ainsi qu'ils saluèrent avec une grande joie la création de la Ligue des États arabes et envoyèrent à son siège au Caire, des représentants pour coordonner leurs luttes pour la libération nationale. Ce n'est pas, comme l'ont écrit certains auteurs, que les nationalistes maghrébins croyaient la Ligue capable de libérer le Maghreb. Ils en connaissaient les possibilités et les limites. Mais elle était la seule organisation régionale à s'intéresser à leur sort et à offrir des moyens d'action politique et diplomatique à l'échelle arabe et internationale.

Sensibiliser les masses arabes du Machrek aux problèmes de celles du Maghreb était un facteur non négligeable sur le plan de la lutte anti-impérialiste. C'est ce que firent les trois principaux mouvements maghrébins : l'Istiklal, le Néo-Destour et le P.P.A.-M.T.L.D. (il y avait les représentants d'autres

(19) Comme ce fut le cas de la Tchécoslovaquie.

tendances, notamment des Oulémas pour l'Algérie) dont les délégués s'étaient réunis en congrès au Caire, dès juillet 1945. Le congrès réclama l'indépendance et l'adhésion à la Ligue arabe des trois pays du Maghreb. En janvier 1946, Azzam Pacha, secrétaire général de la Ligue, abondait dans le même sens en déclarant que la Ligue allait demander « l'évacuation totale des troupes françaises ».

En juillet 1946, il précisait ainsi la position de la Ligue : « l'indépendance de ces pays (Algérie, Tunisie, Maroc) serait le régime idéal. Toutefois, nous pensons que si la France reconsidérant la question, donne aux peuples des garanties et des libertés suffisantes et si ces garanties et ces libertés se trouvent satisfaire les peuples, la Ligue n'aura pas lieu de se montrer plus royaliste que les intéressés ». Il est à noter que cette déclaration survint après le succès de l'U.D.M.A. aux élections du 2 juin 1946, sur un programme intégrant l'Algérie dans l'Union française.

En janvier 1947, les maghrébins lancèrent le Front de défense de l'Afrique du nord. Au mois de février se tint le congrès du Maghreb arabe dont le but était de synchroniser l'action des trois mouvements dans les pays arabes et la création du bureau du Maghreb arabe (20).

Après l'arrivée de Allal El Fassi (mai 1947), de Abdel Khalek Torrès et de Abdel Krim (Abdel Krim devait être ramené de la Réunion où il se trouvait en résidence forcée depuis la fin de la guerre du Riff en 1925), en France ; il quitta le bateau à Port Saïd et demanda l'asile à l'Égypte à la fin mai. Le Caire devint la plaque tournante des activités politiques et diplomatiques des mouvements de libération du Maghreb. Les peuples du Maghreb n'étaient pas insensibles à ces activités qu'ils suivaient avec attention et qui rompaient ainsi le sentiment de leur isolement entretenu par le colonialisme. Dans la lutte qu'ils menaient contre la puissance de ce dernier, ce soutien moral avait son importance en dépit de ce que pensaient les réformistes en Algérie (F. Abbas et le P.C.A.) qui minimisaient cette action. Au début de 1948, le P.P.A.-M.T.L.D. signait « le Manifeste d'Abel Krim (5 janvier) » et participait à la création du Comité de Libération du Maghreb arabe.

La contribution de la Ligue ne répondit pas toujours aux espoirs fondés en elle par certains dirigeants maghrébins. Elle

(20) Bien avant cette date, un document sur l'Unité du Maghreb fut signé (1945-1946) entre les trois mouvements nord-africains par Belahouane et Moundji, pour le Néo-Destour, Lamine pour le P.P.A., et le représentant de l'Istiklal à Oudjda.

aurait pu être plus importante, mais telle qu'elle fut, elle a contribué à renforcer le mouvement d'indépendance au Maghreb en se posant comme alternative au projet impérialiste de l'Union française. La faiblesse de la Ligue arabe était le reflet des États qui la composaient et de ce fait, ses moyens d'action se trouvaient forcément limités.

A un certain niveau, les peuples arabes se trouvaient tous dans la même situation, engagés dans une longue lutte de libération qu'ils devaient mener dans la solidarité et l'entraide mutuelle selon leurs possibilités. L'efficacité de la lutte à l'intérieur de chaque pays dépendait essentiellement de la capacité du mouvement de libération à mobiliser les masses et à les diriger dans le combat décisif. Dans cette perspective, l'action extérieure revêtait une grande importance, tant au niveau des pays arabo-musulmans, qu'à celui des autres pays et des organisations démocratiques. Ainsi commençaient à se dessiner les prémisses de la future diplomatie algérienne.

# III

# APOGÉE, DÉCLIN ET MUTATION QUALITATIVE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉVOLUTIONNAIRE

# 10. APOGÉE DU P.P.A. — M.T.L.D. ORIENTATION, STRUCTURES ET PUISSANCE

## Le congrès de 1947 (P.P.A.)

La période de 1947 qui a vu grandir l'influence du P.P.A. — M.T.L.D. rendait impérative la solution du problème stratégique posé par le développement même de ce mouvement. Le risque de voir ce dernier « s'enliser » dans l'électoralisme et s'éloigner de l'objectif du combat décisif, appelait à la vigilance.

C'est à l'étude de cet objectif que se consacra le P.P.A. — M.T.L.D. en Algérie au congrès clandestin tenu à Alger (Belcourt) au mois de février 1947 (1). Le développement de ce mouvement, ses succès électoraux, la consolidation de son organisation, la formation de nombreux militants et cadres, l'évolution de la situation extérieure posaient de sérieux problèmes de stratégie aux instances dirigeantes du comité central et du bureau politique.

A la base, la politique électorale était acceptée à contre-cœur et on s'interrogeait sur l'orientation du parti. Les cadres issus de la période clandestine de la guerre exerçaient une pression constante afin que le parti s'organisât pour la révolution. Cette question suscitait quelques divergences au sein de la direction quant à la forme de la solution qu'il fallait lui apporter. Les événements de 1945, le massacre qui s'ensuivit et l'échec de la tentative d'insurrection populaire rendaient certains dirigeants plus circonspects. Ceux-ci envisageaient bien l'insurrection armée mais par tempérament ou par crainte des responsabilités, semblaient pencher pour la « révolution politique », l'agitation, l'organisation sans pour autant concevoir clairement l'action insurrectionnelle.

Le congrès devait donc trancher ce débat, faire la synthèse

(1) Ce congrès eut lieu le 15.12.1947., dans les locaux d'une petite limonaderie appartenant à un militant. A ne pas confondre avec le congrès du M.T.L.D., tenu légalement le 7 septembre 1947.

des points de vue, en tenant compte de l'opinion de la base et définir la ligne d'orientation du parti.

La tendance, déjà enregistrée au sein du comité central vers la radicalisation, se confirma à la session du congrès. Les délégués engagèrent les discussions sur la politique de la direction, ayant trait à la participation électorale. Mais les débats portèrent principalement sur le problème central posé au parti, à cette phase, par la libération nationale. Il s'agissait de définir, avec précision, une stratégie révolutionnaire et de dégager des moyens pour l'appliquer. Les interventions furent dénuées de tout conformisme, que ce soit vis-à-vis de la direction ou de ses membres en particulier (2). La plupart des délégués venant de l'organisation, c'est-à-dire de structures territoriales, confrontés quotidiennement au travail de base, à ses difficultés, en contact direct avec les militants et les masses populaires n'éprouvaient aucun complexe. Ils exprimaient leur point de vue avec franchise et liberté. L'accumulation des expériences de lutte et l'apport de jeunes cadres aux convictions révolutionnaires enthousiastes (et montrant, en même temps, la lucidité dans l'analyse des problèmes), avaient eu pour résultat la métamorphose interne du Parti. Après avoir fait le point de la situation, le congrès maintint le principe de la participation électorale avec la constitution légale du M.T.L.D. Mais il décida d'accélérer la préparation révolutionnaire dans tous les domaines par la création d'un « appareil d'organisation et d'action capable de se mesurer victorieusement avec l'impérialisme français et de préparer dans l'ordre la phase de l'offensive générale pour l'affranchissement de la nation algérienne ».

Sous la volonté du congrès, la direction fut remaniée et c'est Lamine Debaghine qui reçut délégation, avec Messali, pour appliquer les décisions prises par cette assemblée. La promotion du Dr. Lamine ne signifiait pas une défiance vis-à-vis de Messali, « leader incontesté du peuple algérien ». Celui-ci représentait aux yeux des militants et du peuple le symbole de la résistance, entouré de l'auréole de martyr et d'un grand prestige. Eloigné de la vie réelle du parti par les emprisonnements et les résidences forcées, toujours à la merci d'une décision de l'administration, il n'était plus en mesure de diriger effectivement le parti. D'autant moins que ce dernier a évolué constamment, alors que Messali et certains autres dirigeants ne semblaient pas avoir suivi l'évolution rapide du P.P.A. De

(2) L'auteur a participé à ce congrès, en tant que membre du Comité central du Parti et responsable à l'organisation pour l'ancienne Igamie du Constantinois.

nombreux cadres et militants prenaient conscience des exigences d'une direction révolutionnaire plus conforme à la phase que traversait le pays. Ils pensaient, en assurant davantage de pouvoir au Dr. Lamine, (qui jouait déjà un grand rôle au sein du parti par ses idées radicales) renforcer les garanties pour mener à bonne fin les décisions du congrès.

Mais ce changement dans « la hiérarchie » fit apparaître aussi les signes précurseurs de dissensions entre les dirigeants, à la tête du P.P.A. — M.T.L.D. Malgré ces signes, le parti sortit renforcé et il continuait sa progression avec la mise en place d'une troisième structure clandestine, « l'Organisation spéciale » (3). Cependant cette décision qui donna satisfaction à l'aide la plus avancée du parti allait faire apparaître des insuffisances au niveau de la direction centrale.

La mission de mise sur pied de cette organisation fut confiée à Mohammed Belouizdad, âgé de 24 ans, membre du bureau politique. Militant de grande valeur, il incarnait le type de la jeune génération révolutionnaire. Il se distinguait par sa simplicité, sa grande intelligence lucide, son sens de l'organisation, et une abnégation totale à la cause révolutionnaire. S'il n'était pas connu du grand public, il jouissait par contre d'une grande considération au sein des militants. Avant la décision du congrès, il s'attachait déjà à prospecter les futurs membres de l'organisation. Sous son initiative, des groupes s'étaient formés et des armes récupérées. Ce premier responsable de l'O.S. entreprit avec méthode la construction de l'appareil para-militaire clandestin, recrutant au sein de l'organisation politique qu'il connaissait parfaitement, les militants les plus résolus. Il fondait ainsi la première structure spécialisée où allaient se former des hommes avec des conceptions et des méthodes mieux adaptées à l'action révolutionnaire efficace.

C'est bien plus ce dernier aspect qui revêtait une grande importance et non pas uniquement l'aspect militaire de l'organisation spéciale. Celle-ci, par la fonction qui lui a été assignée, devait constituer une sorte de creuset et forger des militants capables, le moment venu, de passer à l'action. Elle jouait le rôle de « commando », de fer de lance, pour toutes les forces du parti. Les membres choisis d'après des critères sévères parmi les meilleurs militants et les cadres du parti, devaient répondre aux exigences de toute organisation politico-militaire, qualités morales, formation politique et technique.

(3) Les événements de mai 1945 ont montré la nécessité de se pencher sérieusement sur l'organisation technique de la lutte armée.

Le congrès de 1947 marqua ainsi un des plus importants tournants dans l'histoire du P.P.A. — M.T.L.D., du mouvement national du pays. Il contribua, par ses décisions, à préciser l'orientation et accélérer le processus révolutionnaire, même si par la même occasion il aggrava les contradictions internes propres à la direction du parti.

Mais ces contradictions restaient encore masquées par la puissance du P.P.A. — M.T.L.D. à son apogée, par les combats à livrer contre un adversaire qui, lui aussi, préparait son « offensive générale ».

## Structuration et fonctionnement

A la fin de 1947, le courant révolutionnaire (issu de l'Etoile nord-africaine, puis représenté par le P.P.A. légal jusqu'en 1939, ensuite clandestin), formé par la triple structure M.T.L.D. —.O.P. — O.S., submergeait tous les autres groupements politiques. Porté par le mouvement de masse, il constituait, de loin, la force principale et la plus dynamique du mouvement national. Son activité s'étendait à divers domaines, de la préparation politico-militaire aux domaines sociaux et culturels par le moyen d'organisations annexes : l'Association des femmes algériennes, fondée en avril 1947, la Fédération des travailleurs musulmans, la Fédération des scouts musulmans d'Algérie, l'Association des étudiants musulmans algériens et en avril 1948, le Comité de soutien aux victimes de la répression. Il disposait en outre de journaux en arabe et en français, le *Maghreb arabe, L'Algérie libre* et de publications périodiques. Son action culturelle et éducative s'exerçait par une multitude d'associations que fondèrent ou contrôlèrent ses militants, telles que les Medersas (écoles arabes libres), les associations sportives et les troupes de théâtre.

Grâce à ces nombreuses ramifications à la base, les militants et les sympathisants élargissaient leur action au sein des masses et limitaient les effets de la répression. La diversification et la spécialisation des activités à la base trouvaient leur coordination aux échelons les plus élevés de l'organisation mère, de l'O.P. — M.T.L.D. —O.S., dont le congrès, le comité central (de 30 à 40 membres) et le bureau politique (10 à 12 membres) constituaient le sommet de la pyramide et les instances suprêmes.

Dans cet ensemble, Messali Hadj occupait le poste de président tandis que le secrétaire général et le bureau politique en assuraient la direction dans l'intervalle des réunions du C.C.

et du congrès. L'organisation générale s'articulait sur les trois structures distinctes, celle de l'O.P. (P.P.A. illégal), du M.T.L.D., mouvement légal et de l'O.S. clandestine. L'O.P. constituait dans l'ombre l'organisation centrale. Elle incarnait la continuité à travers toutes les péripéties de la répression et les adaptations de la lutte politique. C'est là que se formaient les militants et se développait la conscience révolutionnaire. Centre idéologique, organisation de combat, elle éduquait ses membres pour en faire des hommes capables de tous les sacrifices, prêts à toutes les formes d'action que nécessitait la libération du pays. Elle visait à la formation d'un type de militant de conviction révolutionnaire résistant face à la répression et apte à poursuivre le travail d'explication et d'organisation au sein des masses malgré tous les obstacles. Ce militant devait faire preuve de rigueur dans l'application des principes organiques et politiques au sein des structures dont il faisait partie, et s'adapter avec souplesse aux conditions du milieu de ses activités. Abnégation, discrétion, action et efficacité étaient quelques unes des caractéristiques du militant. Ses rapports quotidiens avec la population devaient être sans reproche afin de faciliter le travail politique et la propagation des mots d'ordre du parti. Par une vigilance atavique, les masses jugeaient les partis et les idées par le comportement de leurs membres. C'est dans la mesure où ce comportement était en accord avec les idées politiques et la morale populaire que la confiance s'établissait d'une manière durable. La constance dans l'affirmation et la défense de l'intérêt du peuple, l'exemplarité de la conduite et les rapports de confiance, créaient cette symbiose entre l'organisation et le peuple, état indispensable à tout mouvement révolutionnaire.

L'effort continu de formation et d'orientation de milliers de militants dans les conditions difficiles de la lutte donnait à l'O.P. une puissance d'action, une capacité d'organisation et d'enracinement dans les masses populaires d'une grande efficacité. Car il ne suffisait pas, face à un colonialisme aussi répressif, que les idées du mouvement soient justes pour triompher. Il fallait pour cela disposer d'une organisation adéquate, formée d'hommes aptes à assurer l'application de ces idées quels que soient les obstacles rencontrés.

### Rôle des cadres

Dans les conditions où se déroulait la lutte, une telle organisation n'avait aucune chance de durer sans le rôle et

l'action des cadres à tous les niveaux. En effet, la conscience révolutionnaire des militants et des masses ne pouvait se traduire spontanément par des actes organisés et répétés. L'appareil répressif colonial était en mesure de tuer dans l'œuf les tentatives de ce genre. Aussi était-il nécessaire de construire un système centralisé, mais suffisamment souple pour susciter les initiatives à la base sans verser dans l'action anarchique.

Le rôle du cadre ne se confinait pas à la transmission des directives du sommet à la base et à la répercussion des aspirations de celles-ci vers la direction. Le cadre avait pour rôle de développer les qualités militantes, l'organisation et de veiller à l'application de la politique du parti. Auprès des militants il était le représentant du Parti et vis-à-vis de la direction, celui des militants. Pour ces raisons, le choix du cadre était important car souvent la qualité du travail dépendait de sa valeur propre. Chaque responsable se devait de détecter parmi les militants ceux qui montraient des aptitudes particulières et les aider à devenir des cadres et à gravir les échelons de la responsabilité. En définitive, la force de l'organisation était proportionnelle à la multiplicité des militants et des cadres capables d'assumer le rayonnement maximum de ses idées et l'efficacité de son action. Elle résultait à la fois du degré moyen de convictions de ses membres et de la justesse de sa politique. La direction centrale ne disposait d'aucun moyen de pression sur les cadres et les militants en dehors de la foi et de l'engagement partagés en commun au service de l'idéal de libération et du patriotisme. Une considération et un respect réciproques s'établissaient ainsi dans les rapports à tous les niveaux. Ils rendaient possible la discipline consciente nécessaire à la poursuite de l'activité organisée.

Malgré cette discipline et la centralisation, les rapports internes reflétaient une certaine mentalité démocratique. Le militant n'était ni un fanatique, ni un robot, comme on pourrait le supposer. Il avait le droit de s'exprimer et ne s'en privait pas quand il le jugeait utile. Les cas n'étaient pas rares où des responsables en tournée à la base étaient interpelés par les militants sans pour autant que ces responsables s'en soient offusqués. Ils encourageaient au contraire la libre expression et l'attitude de dignité sans lesquelles ne pouvait éclore et se développer la conscience des responsabilités.

Le même comportement vis à vis des cadres élevait la valeur de ceux-ci et en faisait les « chevilles ouvrières » du parti, auquel ils consacraient avec fidélité toute leur énergie. Être cadre ou militant au sein de ce parti n'était pas une sinécure. Les conditions de lutte, l'action (souvent les privations,

les sacrifices) et les risques constants opéraient une véritable sélection dans le recrutement. Néanmoins cette sélection n'est pas à confondre avec l'élitisme ; elle permettait dans la pratique de former l'avant-garde militante.

## Les permanents

Parmi les cadres, une catégorie, bien que d'un nombre restreint, doit être mentionnée : celle des permanents (4). Ceux-ci consacraient toutes leurs activités à l'organisation ; ils n'avaient pas d'autres occupations et se vouaient en permanence à la vie du parti dont ils partageaient les vicissitudes, les joies et les peines. Ils n'avaient d'autres compensations que celles de la réussite de la cause du peuple au service de laquelle ils se mettaient corps et âme. Beaucoup d'entre eux « les clandestins » étaient l'objet de recherches par la police. Ils étaient contraints à la vie clandestine et au travail anonyme. Dans la plupart des cas, ces permanents, en contact avec les réalités quotidiennes des militants et du peuple, se déplaçant constamment, devenaient de véritables techniciens de la lutte révolutionnaire. Ils contribuèrent grandement à l'amélioration du niveau organique et politique du parti en mettant à profit leurs connaissances et les expériences des militants.

## Le P.P.A., rôle, composition et stratégie

Le P.P.A. clandestin se présentait ainsi comme une organisation fortement structurée, visant avant tout à constituer une force apte à déjouer la répression, à poursuivre en toutes circonstances la lutte pour l'indépendance du pays. Théoriquement, cet objectif pouvait recueillir l'adhésion de tous les patriotes. Mais la voie, les moyens, les méthodes préconisés par cette organisation constituaient une épreuve difficile et opéraient une sélection rigoureuse. Il fallait au futur militant de profondes motivations et un niveau d'engagement particulier pour en faire partie. Aussi, dans leur plus large majorité, les militants venaient des masses populaires : travailleurs, fellahs, petits boutiquiers, petits employés, chômeurs et une minorité d'intellectuels. On y retrouvait également quelques notables

(4) Les permanents étaient recrutés par voie de volontariat et pris en charge par le parti. Leur nombre a dépassé, à certaine période, la centaine.

patriotes, surtout dans les rangs de l'organisation légale du M.T.L.D. et des organisation annexes.

La majorité des notables, des intellectuels (de culture arabe ou française) étaient attirés par les formations modérées. Etant donné le caractère de la lutte, sa dureté, c'étaient en général les jeunes qui s'adaptaient le mieux aux conditions du militantisme et à ses exigences.

Par sa composante humaine, son but, ses moyens de lutte, le P.P.A. était révolutionnaire sans pour autant se confondre avec un parti de type marxiste classique. Son caractère découlait de l'objectif prioritaire de la libération nationale et non pas de la lutte de classes, au sens qu'on lui donne dans les pays développés. Les conditions créées par la domination et la colonisation étrangères, le niveau d'évolution et le caractère de la société algérienne, ses aspirations les plus profondes, imposaient une conception de lutte spécifique. Celle-ci devait passer tout d'abord par un effort de structuration de tout le peuple et une mobilisation de toutes les forces disponibles, condition de la libération nationale (5).

Dans le contexte de l'époque (intérieur ou extérieur) il était bien difficile, sinon impossible, de mettre fin à la domination et à l'exploitation étrangère par la stratégie de la lutte des classes. Parmi tous les pays colonisés, seul le Viêt-nam, avec le Viêt-Minh et Ho-Chi-Minh, a tenté d'adapter les conceptions marxistes à l'impératif de libération nationale. Il a fallu pour cela la qualité des hommes comme Ho-Chi-Minh et les conditions particulières géo-politiques et historiques du Viêt-nam. Sans minimiser la lutte héroïque du peuple vietnamien, il faut reconnaître le prix exorbitant consenti en souffrances, en morts, en sacrifices incalculables, sans résoudre pour autant les grands problèmes de ce pays.

Le peuple algérien, placé sous l'emprise directe de l'impérialisme et du colonialisme, choisissait une autre voie : celle que lui permettaient ses possibilités les plus extrêmes pour accéder à l'indépendance nationale. Ce qui ne signifiait point que les problèmes sociaux, économiques, étaient négligés. L'indépendance nationale constituait une étape et un moyen pour procéder aux changements sur les mêmes plans, auxquels aspiraient les masses populaires. D'ailleurs, les partisans de la

(5) A cette phase de la lutte, le rôle de ce parti n'était pas tant de se faire présenter comme un modèle réduit de la société future, mais d'être un instrument au service de cette dernière pour accomplir sa libération. Il ne se substituait donc pas à la société à laquelle revient la primauté pour opérer sa propre transformation.

lutte de classe, tels que le P.C.F. et le P.C.A., répudiaient la revendication de l'indépendance de l'Algérie qui, pour eux, constituerait un « leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Afrique du Nord ». Ils privilégiaient l'Union française (après la politique d'assimilation) qui « donne actuellement aux peuples d'outre-mer la seule possibilité de marcher à la conquête de la liberté et de la démocratie », comme l'écrit Léon Feix (6).

Cependant le P.P.A. et le peuple algérien étaient attachés à l'indépendance et considéraient, eux, l'Union française comme un leurre, une version adaptée du colonialisme. Ils y voyaient la consolidation des bases de l'impérialisme française, ce qui pouvait se vérifier tous les jours par la politique colonialiste. Ce parti s'efforçait, tenant compte de la situation du pays, du caractère du colonialisme et des rapports de force en présence, de se doter d'une organisation, d'une stratégie et d'une tactique en fonction de l'objectif de l'indépendance nationale.

En mobilisant et en organisant les masses populaires contre le système d'exploitation coloniale, il développait, par là même, la prise de conscience des forces populaires quant au contenu social du concept de libération. L'élévation de la conscience révolutionnaire des masses et leur intervention dans la lutte, imprimaient déjà au mouvement de libération un caractère nettement social. Les structures d'exploitation coloniale (économico-sociale), la domination culturelle et politique apparaissaient de plus en plus clairement aux masses populaires. En en prenant une conscience aiguë celles-ci assumaient en même temps la défense de leurs propres aspirations dans tous les domaines. Mais au lieu de s'attaquer à une partie de ces structures, comme le préconisaient les réformistes (Oulémas, P.C.A., U.D.M.A.), elles remettaient en cause et combattaient l'ensemble du système colonial (7), en Algérie et dans le monde entier.

La participation des masses à la libération nationale et la remise en cause globale de ce système, créaient ainsi les conditions propres à développer des aspirations socio-économiques avancées (8).

(6) « Quelques vues sur le problème algérien », septembre 1947.

(7) La politique du P.P.A. fut toujours marquée par l'engagement anti-impérialiste et la solidarité avec les peuples opprimés, sans pour autant s'aligner sur les positions de l'U.R.S.S., Elle s'interdisait l'adhésion aux blocs et préconisait déjà le non-alignement ou « la neutralité vigilante ».

(8) Voir notre ouvrage *L'autogestion en Algérie*, Ed. Anthropos, Paris, 1975.

Cette politique que défendait le P.P.A. tendait à polariser les esprits et les énergies sur l'objectif de l'indépendance. Elle ne signifiait donc nullement l'absence de la dimension sociale dans les préoccupations des masses et des militants. L'objectif de l'indépendance était le seul en mesure de remettre en cause radicalement le système colonial et de mobiliser les masses populaires. Une telle conception amenait également à faire appel à l'idéologie de ces dernières, à l'intégrer au niveau de la lutte et assurer ainsi au mouvement un enracinement profond dans la réalité de l'existence populaire. Le mot d'ordre « coller aux masses » n'était pas un vain propos. Il devait être poussé dans ses ultimes implications.

Ce mot d'ordre « coller aux masses » ne rencontrait pas de difficultés majeures pour la simple raison que l'immense majorité des militants issus des milieux populaires, en partageaient les mêmes convictions. L'attachement à la personnalité arabo-islamique du pays ne procédait ni de la « démagogie » ni de la « surenchère politique ». Il était l'expression naturelle et fondamentale d'un peuple et de ses militants les plus résolus. En dépit des atteintes portées par la colonisation à cette personnalité, à l'infériorisation de la civilisation dont elle participait, ses valeurs, dans l'ensemble, étaient aptes à susciter la mobilisation du peuple. Il n'y avait donc aucune raison de les rejeter, d'autant moins que les idéologies qui se réclamaient du concept « scientifique » ou des valeurs de la civilisation occidentale, s'avéraient, elles, incapables d'assumer les aspirations nationales du peuple algérien. Leurs partisans, au contraire, tentaient de leur substituer celles du maintien dans un cadre colonial à peine rénové (assimilation, Union française, etc.). D'autre part, ces militants (du P.P.A.) si attachés à leur personnalité, fidèles aux aspirations populaires, prêts à se sacrifier pour leur idéal, n'étaient pas motivés par « l'esprit anti-français » ou le fanatisme, expressions chères aux politiciens et aux auteurs colonialistes. Victimes eux-mêmes de théories politiques racistes et des haines qu'elles suscitaient, ils puisaient leur force dans l'idéal de libération. Ils se considéraient moralement égaux à leurs oppresseurs, sans tomber dans l'aveuglement d'une xénophonie à rebours. Cette attitude n'excluait pas la fermeté et l'hostilité intransigeante face au système colonial qui leur était imposé au nom de la France. Ils avaient conscience de représenter la résistance de leur société face à l'agression d'une puissance étrangère. Ils s'efforçaient d'incarner au mieux cette résistance en se constituant en collectivité libérée de l'emprise idéologique et politique de cette puissan-

ce (9). De la force d'extension de cette collectivité à une grande partie du peuple, dépendait, en dernier ressort, le processus de libération nationale.

Le développement de ce processus se heurtait principalement à l'action des forces répressives, lesquelles après avoir tenté de l'étouffer, visaient à le freiner, à le détourner de sa voie. Par une répression continue le colonisalisme tendait à désorganiser la force militante qui impulsait ce processus et à l'empêcher d'atteindre un niveau « opérationnel ». Il était donc vital pour l'ensemble des militants d'accorder une importance essentielle à la structuration de leur mouvement. Le combat mené dans ce domaine, les multiples expériences heureuses ou malheureuses ont permis à l'O.P. (P.P.A. clandestin) de porter son sytème d'organisation à un niveau satisfaisant et de mettre en échec les visées de l'administration coloniale.

Ce système a connu au cours de l'histoire du P.P.A. plusieurs formes, en fonction des circonstances que traversait ce parti, pour aboutir en 1947-1948 à un schéma répondant avant tout à l'efficacité de l'action.

Le territoire algérien était découpé en 6 willayas : 2 dans le Constantinois, celles de Constantine et de Sétif, 3 dans l'Algérois, avec celle de la grande Kabylie, la willaya autonome d'Alger, celle d'Alger sud, l'Oranie constituant une seule willaya.

## Organisation territoriale

Chaque Willaya se subdivisait en daïras souvent au niveau de l'arrondissement comprenant les kasmas. Celles-ci se composaient de fractions (de secteurs pour les grandes villes). Plusieurs groupes formaient la fraction. Les membres d'un groupe ne devaient pas dépasser 5 ou 6 militants.

Les chefs de groupe formaient le comité de fraction, et ainsi de suite, les chefs de plusieurs unités de même niveau formaient le comité immédiatement supérieur jusqu'au conseil de willaya. C'est la réunion des chefs de daïras, sous la responsabilité d'un chef de willaya qui constituaient le conseil de cette dernière. Les membres des instances à tous les degrés exerçaient une responsabilité organique effective. En plus, chacun d'eux était chargé d'une fonction spéciale (responsable à

(9) Il ne s'agit pas d'une sorte de contre-société, mais plutôt d'un contre-pouvoir qui oriente la société et l'organise pour résoudre ses problèmes historiques.

l'organisation, aux finances, aux informations, à la propagande, etc.).

D'une façon générale, les responsables étaient permanents à partir du poste de chef de daïra. Lorsque la densité de la population et celle de l'organisation l'exigeaient, d'autres permanents étaient désignés sous cet échelon. Ce schéma s'appliquait en fonction des situations locales et compte tenu des particularités qui pouvaient surgir selon les conditions de lutte.

Les responsables de willaya se réunissaient périodiquement (tous les deux ou trois mois) en comité d'organisation (C.O.) pour rendre compte des activités des willayas, fournir des rapports sur leur marche, les difficultés et les progrès et verser les cotisations. Un membre du bureau politique assistait à ces réunions. Il assurait le lien entre la direction et le C.O., auquel il transmettait les nouvelles directives. La plupart des membres du C.O. faisaient partie du comité central, ce qui rendait la coordination plus facile (en principe inconnus de la police, du moins leurs activités, ils portaient de faux noms). Toutes les réunions, du groupe au C.O., se tenaient dans des lieux particuliers (habitations des militants ou de sympathisants). Les rapports au sein du C.O. se caractérisaient par l'absence de conformisme, la critique saine, exprimée avec franchise et parfois non sans rudesse. La hiérarchisation très poussée n'empêchait pas le dialogue sur un pied d'égalité avec les dirigeants. Le respect dû à ceux-ci et leur autorité découlaient de leur valeur, de leur comportement beaucoup plus que du prestige de leur fonction. Il régnait ainsi au sein des organismes, une certaine forme démocratique qui aidait les militants à assumer leur lourde tâche avec dignité et fierté.

L'O.P. ramifiée de Tebessa à Marnia et du nord au sud, avec ses cadres en déplacement constant, orientait en profondeur la vie politique du pays. Son action dynamique surpassait celle des autres formations et constituait la seule opposition sérieuse et efficace à la politique coloniale. Des milliers de militants et de cadres se formaient dans le combat politique quotidien dans la perspective de l'action directe. Ce travail en profondeur se trouvait relayé par les activités légales menées au nom du M.T.L.D., soit sous la forme électorale, par les réunions et les meetings, soit par la presse *(L'Algérie libre, El Maghreb, El Arabi,* etc.*)* ainsi qu'au sein des institutions municipales.

Le M.T.L.D. était constitué en organisation légalement distincte de l'O.P. Il disposait d'une structure et d'une direction nationale présidée par un membre dirigeant, où se côtoyaient les militants aguerris et des sympathisants ou des personnalités.

Ne faisaient partie du M.T.L.D. que les militants « brûlés » c'est-à-dire connus par les services de police de l'administration. La marge étroite d'action légale que permettait cette organisation facilitait les activités de tout le parti. C'est ainsi que des responsables pouvaient, sous couvert du M.T.L.D., mener d'autres activités au sein de l'O.P. Après la victoire aux élections municipales de 1947, le M.T.L.D. prit de l'ampleur par le nombre des élus dont il fallait coordonner les activités et l'orientation. Cependant au sein des milieux militants les plus révolutionnaires, on redoutait le développement de tendances « électoralistes » et l'éclosion d'une mentalité plus ou moins réformiste.

Ces craintes furent dissipées par le Congrès dont les décisions abondaient dans le sens révolutionnaire et faisaient du M.T.L.D. un moyen d'appoint nécessaire à une phase déterminée de la lutte.

Cette organisation constituait en quelque sorte la façade ou la partie apparente de l'O.P. clandestine, laquelle alimentait et couvrait la formation de l'organisation spéciale créée par décision du Congrès.

## *L'organisation spéciale :* fer de lance de l'action

La création de l'O.S. (Organisation spéciale) marqua une étape déterminante dans la transformation du courant révolutionnaire et du mouvement national en général. Elle constitua un progrès qualitatif notable du point de vue de la théorie et de la pratique révolutionnaires.

En effet, l'Etoile nord-africaine et le P.P.A., avant 1939, incarnaient le courant révolutionnaire par les objectifs et les positions politiques.

L'étape suivante se distinguait par l'effort d'organisation et l'extension de ce courant à une couche de militants plus large et aux masses populaires. La conception de l'action directe procédait de la conscience révolutionnaire des militants et des masses. Ses perspectives étaient encore celles de l'insurrection déclenchée à partir des forces politiques organisées au sein du P.P.A. clandestin, insuffisamment préparées à la technique de l'action généralisée. Les événements de mai 1945 qui ont eu pour conséquence la répression et la division des A.M.L., ont montré également le caractère erroné de cette dernière conception. De ce fait, ils ont conduit à une réflexion plus approfondie afin d'élaborer une stratégie révolutionnaire plus évoluée.

Aux forces disparates des A.M.L. se substituaient celles, plus homogènes, du courant P.P.A..

Des dernières expériences résultait la nécessité d'opposer au colonialisme une force organisée et spécialisée dans les diverses activités révolutionnaires : un appareil capable de se mesurer avec la force colonialiste.

La création de l'O.S. répondait à ce souci. Sa mission consistait en la préparation technique de l'action directe et en la formation d'un nombre restreint de cadres spécialisés. C'était en quelque sorte la structure d'accueil qui servirait, le moment venu, à déclencher l'action et à recevoir de la masse des militants du parti, les futurs combattants.

L'O.S. était donc une structure fortement hiérarchisée et appliquant au mieux les principes de la clandestinité. Un état-major national en assurait la direction. Elle était reliée à la direction du parti par le chef d'état-major national en rapport avec un membre du B.P. spécialement désigné à cet effet. Ses membres étaient, en principe, tenus de s'abstenir de toute activité politique en dehors de leur organisation et d'entrer en contact avec les autres structures du parti (sauf directives). Ils s'efforçaient par le cloisonnement et le secret de maintenir l'organisation et ses activités à l'abri des indiscrétions.

Le recrutement des éléments (au sein de l'O.P.) obéissait à des critères rigoureux et le futur membre n'était admis à l'O.S. qu'après certaines épreuves. Il devait prêter serment sur le Coran et s'engager à servir, de toutes ses forces, la cause nationale et l'organisation auxquelles il sacrifiait sa vie. Il se trouvait ainsi en état de mobilitsation permanente (10).

Les militants sélectionnés recevaient une instruction militaire sous forme de leçons théoriques et pratiques dispensées par des instructeurs. Le niveau de l'instruction militaire classique correspondait à celui de gradé. L'autre partie, la plus importante, avait trait à la lutte de guérilla. Une brochure élaborée à partir des dernières expériences, adaptées aux conditions du pays, servait de base à l'enseignement des principes de cette forme de combat, selon un programme défini par l'Etat major. L'instruction se déroulait sur le plan théorique et pratique autant que le permettait la situation. L'entraînement

(10) L'article 2 du règlement intérieur de l'O.S. stipule que : « ... a) Le recrutement est limité ; b) L'élément recruté doit remplir les conditions suivantes : conviction, discrétion, courage, activité, stabilité, capacité physique ; c) La durée du service est illimitée ; d) L'élément recruté doit satisfaire à l'épreuve et prêter serment. Il ne pourra plus quitter l'organisation à sa guise, et s'il le fait, il sera considéré comme déserteur ».

au maniement d'armes, l'apprentissage de la fabrication d'engins explosifs, de la manipulation radio de transmission et de réception, retenaient d'une façon particulière l'attention des instructeurs. Des stages s'effectuaient sur le « terrain », notamment dans les montagnes, pour la connaissance pratique des futures zones de combat.

L'instruction technique se complétait par l'éducation morale et politique afin de développer les qualités du combattant révolutionnaire. Une brochure rédigée dans ce but aidait à l'uniformisation de la formation à laquelle tendait l'O.S.

Les activités de cet organisme étaient rigoureusement contrôlées. Le respect et l'exécution des directives, la tenue des réunions, l'apprentissage et l'assimilation des leçons, l'assiduité et l'exactitude à ces réunions faisait l'objet d'inspections fréquentes de l'état-major (pour garder le secret, on y employait les masques ou les cagoules). Les activités externes consistaient à réunir les éléments de connaissance sur les objectifs stratégiques, la récupération d'armes, d'explosifs et de divers moyens nécessaires à l'action. La détection des agents (musulmans) et informateurs de la police colonialiste faisait partie de ces activités afin d'assurer la sécurité de l'organisation. L'O.S. disposait en outre d'un service général divisé en plusieurs sections :

1) le réseau de complicité : il constituait un embryon d'infrastructure composé de militants sûrs disposant de refuges clandestins où étaient hébergés les éléments recherchés. Il devait évoluer pour servir de « logistique » à l'action. Le chef du réseau de complicité prenait ses directives auprès du responsable national de l'O.S., auquel il rendait compte des activités du réseau. Une société commerciale, la SIREC (société d'importation, de représentation et d'exploitation commerciale) domiciliée à Alger, 2, chemin Bobillot, servait de couverture aux responsables du réseau.

2) La section des transmissions avait pour rôle de former les éléments radio organisés en groupes et demi-groupes, en les familiarisant avec les moyens de communication. Elle était composée de quelques spécialistes radio dont le rôle était de dispenser l'instruction technique, la récupération du matériel et sa fabrication (11).

(11) Un technicien (Ben Amar) employé dans un atelier de Maison-Blanche, servant à l'aviation, était chargé de la construction de postes-radio, émetteurs-récepteurs. L'un des centres se situait, au 30, rue de Rigodit, à Belcourt, Alger.

3) La section des artificiers formait le génie. Les éléments qui en faisaient partie apprenaient l'utilisation des divers explosifs pour l'action de sabotage. Les spécialistes avaient conçu et réalisé entièrement une grenade à partir du matériel facilement récupérable tel que tuyaux de fonte, etc. Cette arme était susceptible d'être fabriquée, une fois la technique et la formule connues, par un simple plombier, sur tout le territoire algérien. (Resp. Mokrane Arab Md d'Orléansville).

La structure territoriale de l'O.S. s'établissait initialement en zones, régions, brigades, sections, groupes et demi-groupes. Dans la première phase l'Algérie se divisait en zones : celle d'Alger comprenant la Kabylie et celle d'Alger sud (plus tard la W.4.). L'Oranais constituait une seule zone, de même que le Constantinois. Par la suite, le territoire fut divisé en départements, zones, localités, sections, groupes et demi-groupes.

Chaque département était dirigé par un chef et un Etat-major formé des chefs de zone. Au niveau de ceux-ci se retrouvait le même schéma. Les demi-groupes réunissaient trois hommes de base et un chef. Chaque groupe disposait de ses armes d'entrainement : fusil, révolver, mitraillette, grenade. En principe tous les responsables devaient être secondés par des adjoints.

L'effectif global de l'O.S. dépassait largement 2 000 membres (12). Cet effectif peut paraître faible par rapport aux forces colonialistes, mais il ne faut pas oublier que cette organisation para-militaire constituait le cadre dans lequel devait s'intégrer un nombre plus important d'éléments. Le deuxième point qu'il faut préciser est que l'O.S. constituait l'instrument du parti. L'appréciation du moment de la décision générale et la direction de la Révolution armée revenaient au pouvoir politique. Le chef de l'état-major national ne pouvait prendre aucune initiative dans ce domaine sans l'avis du parti. Le déclenchement éventuel des opérations armées était strictement soumis aux prérogatives des instances supérieures, à la discrétion du pouvoir politique. Il reposait en dernier ressort sur sa lucidité, ses appréciations de la situation, ses convictions et sur sa capacité de décision. L'O.S. faisait donc partie intégrante du complexe struturel : P.P.A.-M.T.L.D. et organismes annexes. Il constituait ainsi l'avant garde d'un ensemble de forces qui devaient également être engagées dans ce processus selon la conception de l'action multiforme. On pouvait évaluer ces forces militantes (et sympthisants) à environ 50 000 membres

(12) Initialement il était prévu d'atteindre l'effectif de 4 000 membres environ.

(13), organisés dans la lutte pour l'indépendance. Bien que ce nombre apparaisse restreint par rapport à celui de la population, il constituait en quelque sorte un encadrement capable de mobiliser rapidement les masses partageant ses idées.

Comme l'affirmaient ses dirigeants, le P.P.A.-M.T.L.D.-O.S. était bien devenu le véritable mouvement national révolutionnaire à cette période.

A la veille des élections à l'Assemblée algérienne de 1948, il avait atteint un niveau politique et organisationnel sans comparaison avec celui de 1945. Les partis réformistes étaient en perte de vitesse et se trouvaient relégués à l'arrière plan. Aussi, le pouvoir colonial qui croyait avoir brisé le mouvement national par les manœuvres et la répression, se trouvait-il encore une fois face à une organisation plus puissante, mieux structurée qu'en 1945 et plus engagée dans la voie révolutionnaire.

Ce pouvoir était persuadé de l'enjeu des élections à l'Assemblée algérienne. Une campagne électorale relativement libre aurait assuré un immense succès du P.P.A.-M.T.L.D.. Etant donné la nature de sa politique, il ne pouvait permettre à ce dernier de constituer une puissance irréversible. Cet enjeu revêtait donc une importance primordiale pour les deux parties.

Le Mouvement National s'est donc donné les moyens de sa politique de libération nationale : le P.P.A.-M.T.L.D., organisation politique structurée, implantée dans le peuple fonctionnant selon des procédures démocratiques, et l'O.S., fer de lance de la révolution armée. Mais alors que le Mouvement National atteignait son apogée, les signes précurseurs des dissensions entre les dirigeants du P.P.A.-M.T.L.D. allaient bientôt se transformer en contradictions dangereuses.

(13) Avec la Fédération M.T.L.D. de France, qui a joué un rôle très important au cours de toute l'histoire du Mouvement national.

# 11. CONTRADICTIONS ET DÉCLIN DU P.P.A.-M.T.L.D.

## *Echec d'une politique électoraliste*

L'administration multipliait les répressions sans parvenir à endiguer l'extension du Mouvement (1). Elle s'apprêtait, à l'occasion des élections à l'Assemblée algérienne, à frapper un grand coup, connaissant l'intention du M.T.L.D. de présenter des candidats à l'Assemblée algérienne.

Sur la scène politique il y avait donc deux forces principales en présence : celle de l'administration qui exerçait la répression afin de maintenir la domination coloniale sous la fiction du statut de 1947 et de l'Union française ; celle du mouvement national (P.P.A.-M.T.L.D.-O.S.) qui représentait la volonté d'indépendance du peuple algérien et s'organisait en conséquence. La situation se présentait comme en 1945, avant les événements, mais à un niveau qualitatif supérieur. Le mouvement national se distinguait par une plus grande homogénéité, une plus haute conscience politique et une meilleure structuration. La confusion issue des A.M.L. et de son éclatement en plusieurs tendances se réclamant du fait national s'était dissipée. Les masses populaires n'accordaient plus de crédit au réformisme. Elles aspiraient à l'indépendance nationale et faisaient largement confiance au P.P.A.-M.T.L.D. pour en ouvrir la voie. La responsabilité et le rôle de la direction de ce dernier n'en revêtaient que plus d'importance quant au développement du processus révolutionnaire. A la veille des élections de 1948 — à l'assemblée algérienne — le problème qui se posait désormais était celui de l'aptitude de la direction à orienter le mouvement pour le conduire à sa phase finale.

(1) En fait, la répression n'a jamais cessé même si elle a varié dans son intensité selon les périodes : atteintes à la liberté d'expression, saisie des journaux, arrestations de militants, des sympathisants. Les cas de l'emploi de la torture physique furent nombreux, sans compter les brimades des populations. Voir à ce sujet, *Le problème algérien — atteintes aux droits de l'homme. Violation des libertés individuelles* — Brochure du M.T.L.D., déc. 1951, où sont relatés quelques exemples de cas de torture, de répression politique et économique.

Pour l'ensemble des militants, la voie électorale ne représentait qu'une étape et l'un des moyens de propager les idées du parti et renforcer leur mouvement auprès des masses. Lorsque le parti décida de participer à la campagne en présentant des candidats, toutes ses forces furent mobilisées et engagèrent la lutte avec détermination pour remporter cette victoire. Nombre d'entre eux espéraient qu'elle serait la dernière sur ce terrain, car elle n'offrait que des perspectives limitées. Mais l'administration coloniale qui n'avait pas pu s'opposer par la répression habituelle, à l'extension du mouvement d'indépendance, allait changer de tactique. Elle s'apprêtait à mettre fin à cette extension par un gigantesque coup de force.

## L'Assemblée algérienne

L'institution de l'assemblée algérienne était prévue dans le statut adopté par l'assemblée nationale française, le 27 août 1947. Ce statut confirmait la politique d'assimilation, prétexte pour assurer la prédominance de la minorité européenne (900 000 environ) sur l'ensemble du peuple algérien (8 000 000). Il fut rejeté comme on l'a vu, même par les élus « administratifs » du second collège à cette assemblée (les députés communistes optèrent encore pour l'abstention). Il allait à l'encontre des aspirations les plus modérées des courants algériens et dénotait de la part de ses promoteurs, un esprit conservateur fermé à toute évolution sérieuse de l'Algérie.

Aussi bien par son esprit que par sa forme, il constituait un mépris des aspirations nationales du peuple algérien et une nouvelle arme entre les mains des forces colonialistes. Celles-ci disposaient de 60 sièges sur les 120 prévus à l'assemblée. La parité de représentation qu'on s'efforçait de présenter comme un progrès (60 délégués pour le 1^er^ collège et 60 pour le 2^e^) s'inspirait du racisme. Dans ce système un Européen valait 8 Algériens. De plus, diverses restrictions venaient aggraver cette anomalie. Comme l'écrit Ageron (2) : « Les délégations financières devenues en septembre 1945 assemblée financière, prenaient désormais le nom d'Assemblée Algérienne et voyaient leurs attributions légèrement accrues, mais celles-ci demeuraient pour l'essentiel financières. Les décisions de l'Assemblée restaient soumises à l'homologation et devaient

(2) *Histoire de l'Algérie contemporaine, op. cit.*, p. 96.

d'ailleurs être, sur demande, prises à la majorité des deux-tiers... »

Les clauses qui annonçaient des progrès réels : suppression des Communes mixtes, indépendance du culte musulman, enseignement de l'arabe à tous les degrès, voire droit de vote accordé en principe aux femmes musulmanes, restaient des promesses vaines parce que soumises à des décisions de l'Assemblée algérienne et subordonnééés à l'impossible majorité des deux-tiers... »

Abordant le problème d'ensemble de ce statut, T. Oppermann (3) constate que : « ... Le principe d'assimilation excluait tout pas en avant dont on put supposer qu'il conduirait à une complète autonomie interne, avec passage progressif à une indépendance algérienne. » Autant dire que ce statut bloquait la situation politique et aggravait la tension qui était déjà grande dans le pays. En faisant de l'Algérie un « groupe de départements d'outre mer de nature particulière », il entérinait la politique coloniale traditionnelle. Ces réformes mineures qu'il contenait n'intéressaient pas le peuple algérien revendiquant plus que jamais l'indépendance nationale.

Malgré son caracère réactionnaire et ses restrictions, ce statut allait être vidé de son peu de contenu positif. En effet l'administration coloniale se préparait à tricher et à le transformer dans la pratique en un véritable instrument de répression.

Les élections à l'Assemblée algérienne devaient se dérouler « au plus tard le 15 janvier 1948. Ce décalage a certainement permis la mise en place du système électoral basé sur le truquage systématique. Le gouverneur général Y. Châtaigneau fut remplacé par M.E. Naegelen, ancien ministre socialiste de l'Éducation nationale.

A propos de ce gouverneur général dont le nom allait être lié aux élections « préfabriquées », Ch.-A. Julien écrivait (4) : « ... Naegelen, originaire d'Alsace, était connu pour l'intransigeance de son patriotisme qu'il avait tant affirmé au cours de la guerre... Il entreprenait sa nouvelle tâche non seulement avec une ardeur au travail et une constance dans l'action qui ne reculaient devant aucun obstacle, mais avec une volonté passionnée de rétablir la souveraineté française dans son intégrité. Pour un homme politique, formé dès sa jeunesse, à la lutte contre l'autonomisme alsacien, les nationalistes et tout particulièrement les partisans du M.T.L.D. apparurent comme

(3) Thomas Oppermann — *Problème algérien*, Ed. Maspero, 1961, p. 89.
(4) *Afrique du Nord..., op. cit.*, p. 279.

des « séparatistes » dont il fallait coûte que coûte arrêter le progrès. »

L'auteur semble excuser d'avance l'action de Naegelen, par son patriotisme et sa volonté de rétablir la souveraineté française dans son intégrité. Il fait peu de cas du patriotisme algérien pour lequel cette souveraineté signifiait tout simplement la colonisation et l'exploitation. Quant au séparatisme, il était pour le moins exagéré d'assimiler l'Algérie à l'Alsace.

Le profil que nous donne l'auteur de ce gouverneur était commun à la plupart des politiciens français. Nous ne pensons pas par ailleurs que la politique du « truquage » inaugurée et élevée à une institution d'Etat fut le résultat de l'initiative du gouverneur. Il fut choisi au contraire pour exécuter une politique élaborée par le gouvernement français. Les conséquences qu'allaient entraîner de telles pratiques incombaient entièrement à ce dernier sans exclure pour autant la responsabilité de tous ses agents d'exécution.

Le « coup de barre » visait avant tout à enrayer le renforcement du mouvement national et à l'empêcher de triompher comme aux élections précédentes (législatives et municipales). La répression courante étant insuffisante, on eut recours aux truquages et aux scandales électoraux. Ch.-A. Julien (5) parle du « dossier qui fut présenté à Naegellen et qui était d'autant plus copieux que le P.P.A. fut toujours truffé de policiers ». Il tente de rendre légitime et salutaire la campagne qui allait être lancée contre le P.P.A.-M.T.L.D. qu'il s'efforce de déconsidérer par la même occasion. Dans « ce dossier » l'action du P.P.A.-M.T.L.D. est présentée de façon caricaturale. Il en ressortait que ce parti embrigadait par la force les masses algériennes et celles-ci n'attendaient qu'un libérateur, en l'occurrence le gouverneur Naegellen. Celui-ci « jugea qu'il y allait du salut de l'Algérie si on ne brisait le réseau qui enserrait de plus en plus étroitement le monde indigène ».

Lacoste installé au même poste et issu du même parti que Naegellen, devait plus tard agir de même. On peut s'interroger sur les causes profondes qui poussent certains « socialistes » au moment le plus critique à voler au secours de la droite coloniale et à faire preuve d'un zèle sans faille mis dans la défense des positions colonialistes. Les Algériens n'étaient pas dupes des attitudes faussement paternalistes. Ils y voyaient au contraire, comme dans celles des autres tendances politiques françaises, l'expression du complexe de supériorité, de

(5) *Ibid.*, p. 280.

l'esprit colonialiste et du mépris de leur personnalité arabo-musulmane.

## Campagne électorale, truquages et repression

Aussi la campagne pour l'élection des délégués à l'Assemblée eut lieu dans une atmosphère électrisée. Elle fut marquée par les brimades policières, les séquestrations, les arrestations de militants et de candidats M.T.L.D. sur tout le territoire algérien. Les moyens de propagande tels que journaux, tracts, affiches étaient saisis. Les meetings, à de rares exceptions, tombaient sous le coup des interdictions.

Toutes les forces dont disposait l'administration étaient mobilisées contre le M.T.L.D.. A la veille du scrutin, 32 candidats (sur 59) portant l'étiquette de ce parti sont arrêtés et condamnés à des peines d'emprisonnement et à des centaines de milliers de francs d'amende (sans compter les centaines d'arrestations).

De son côté, le M.T.L.D. ayant aussi mobilisé ses forces, se lançait dans la bataille avec une grande détermination, comptant sur l'appui des masses. Des affrontements eurent lieu un peu partout entre les électeurs et les forces de répression. Celles-ci tentaient de faire voter les électeurs par la force pour les candidats de l'administration. A Deschmya (département d'Alger), des échauffourées se produisirent dans les mêmes conditions, la garde mobile fit usage des armes, il y eut 4 morts et de nombreux blessés (6).

Le plan du gouvernement français était exécuté au-delà de toute espérance par le gouverneur général socialiste et une administration qui voyait ces méthodes répressives légalisées et élevées à une politique d'État. Ces « élections préfabriquées » ne donnèrent au M.T.L.D. que 9 sièges alors que les rapports des préfets lui reconnaissaient près de 90 % des voix. Pour se disculper, l'administration coloniale prétendit toutefois que si les élections s'étaient déroulées normalement, le « nombre de voix n'aurait été obtenu que « grâce à la terreur qu'il (le M.T.L.D.) inspirait même aux éléments les plus fidèles à la cause française » (7). En réalité, le P.P.A.-M.T.L.D. représen-

(6) *Le Problème algérien. Atteinte aux droits de l'homme. Violation de la liberté de vote* — décembre 1951. Brochure du M.T.L.D., p. 7 (notre collection). Le déploiement des forces coloniales, y compris l'Armée, faisait de l'Algérie un pays en état de siège.

(7) Ch.-A. JULIEN, *Afrique du Nord en marche, op. cit., p. 281.*

tait la force réelle du mouvement national et les aspirations nationales du peuple algérien. Celui-ci prenant nettement conscience optait massivement pour sa propre cause. Malgré la protestation de toutes les tendances politiques (8) nationales algériennes, les « candidats élus » frauduleusement furent tous validés. Le gouvernement français apportait ainsi clairement sa caution à l'institution du truquage électoral sur une grande échelle et bafouait la volonté nationale du peuple algérien.

Mais le scandale prit une telle proportion qu'il souleva des remous jusque dans les milieux politiques français peu suspects de sympathie pour le « séparatisme ». C'est ainsi que même les « socialistes » élevèrent une protestation contre les « résultats préfabriqués des élections d'avril 1948 qui devaient être annulées à moins que la France n'accepte de se déshonorer en couvrant de son autorité ce scandale de la démocratie bafouée ». Des députés M.R.P. dénoncèrent avec énergie les abus. Fonlupt Esperaber (M.R.P.) exposa les constatations concordantes de ses camarades sur les irrégularités qui ont faussé les élections (9). Toutes les protestations restèrent vaines auprès des responsables du pouvoir colonial qui violaient ainsi leurs propres lois et leur statut et disqualifiaient en Algérie le système électoral. Ils contribuèrent aussi à confirmer les Algériens dans leur conviction de la vanité de la lutte légale, voie sans issue.

En l'espace de trois ans, le colonialisme français faisait la démonstration, par les massacres de mai 1945 et le coup de force d'avril 1948, qu'il s'opposait à tout développement par les voies de la lutte politique, du mouvement d'indépendance nationale.

S'il avait créé de sérieuses difficultés au P.P.A.-M.T.L.D. représentant cette volonté, il s'était en même temps condamné à ne rechercher les solutions que dans l'emploi de la force brutale et de la ruse. En refusant de tenir compte des profondes aspirations de tout un peuple, il préparait par là même les conditions d'un affrontement sur le même terrain.

La grande majorité des militants du P.P.A.-M.T.L.D. ne furent pas affectés par les résultats des élections à l'Assem-

*(8) La répression frappa particulièrement le M.T.L.D., le truquage électoral, par contre, s'exerça indistinctement contre tous les candidats plus ou moins opposés à l'administration tels que ceux de l'U.D.M.A. et du P.C.A.*

*(9) Lettre de Mr Fonlupt-Esperaber (député M.R.P.) au Ministre de l'Intérieur Jules Moch (socialiste) du 24 avril 1949, reproduite dans la brochure du M.T.L.D. : Atteinte aux droits de l'homme — Violation de la liberté de vote,* Décembre 1951 — Alger.

blée à laquelle ils ne croyaient guère. Avec les masses, ils avaient livré une grande bataille qui fut gagnée (10) sur le plan de l'élévation de la conscience révolutionnaire. Ils pensaient qu'après avoir enregistré l'adhésion de ces masses à sa politique, et constaté l'inutilité des élections, le parti allait enfin tirer les conclusions et prendre les mesures qui s'imposaient. Beaucoup d'entre eux jugeaient la situation politiquement favorable au développement de l'action directe. Le « barrage » dressé par le colonialisme à l'action légale, légitimait, devant l'opinion intérieure et extérieure, la radicalisation du processus révolutionnaire. Sans être particulièrement favorable, la situation mondiale marquée par « la guerre froide », la guerre chaude du Viêt-nam et l'affaire de Palestine, offrait certains avantages.

La préparation technique de l'appareil d'action, sans être tout à fait terminée, pouvait rapidement être amenée au niveau opérationnel. L'organisation P.P.A.-M.T.L.D. se montrait dynamique et efficace dans la mobilisation des masses populaires, convaincues, comme la base du parti, de l'inefficacité de l'action électorale. Dans l'ensemble, les militants et le peuple souhaitaient voir la direction du P.P.A.-M.T.L.D. sortir de cette impasse, au plus vite. En effet, le coup de force de l'administration ne visait pas seulement à priver ce parti d'un certain nombre de délégués. Il s'inscrivait dans un plan d'ensemble dont le but était de « casser » le P.P.A.-M.T.L.D. de ruiner son prestige devant les masses, de bloquer sa progression et d'aggraver ses contradictions. Ce qui lui aurait permis de montrer à l'opinion nationale l'inexistence ou le peu de représentativité du Mouvement pour l'indépendance de l'Algérie.

La phase à laquelle était parvenu le mouvement national, la répression généralisée tendant au contrôle de la situation politique, imposaient à la direction des initiatives hardies. A défaut de celles-ci, le mouvement risquait d'être désorienté, de perdre confiance et finalement de connaître le déclin. Le déclin d'un tel parti, dans l'immédiat, ne signifiait ni la diminution du nombre de ses militants, ni la perte de la confiance des masses. Il se traduisait par des changements internes : l'affai-

(10) Après avoir dénoncé, en s'appuyant sur des faits, le scandale des élections truquées, le M.T.L.D. concluait sur une note optimiste : « ...La presse coloniale a parlé d'une défaite des séparatistes. Mais de l'aveu des gouvernants, 57 sièges sur 60, revenaient sans la fraude et la force, au M.T.L.D. Loin d'avoir affaibli le Mouvement National ces élections l'ont renforcé car les illégalités et les brutalités auxquelles elles ont donné lieu ont exacerbé le ressentiment du peuple (Brochure du M.T.L.D., violation de la liberté de vote, p. 14).

blissement de l'intensité révolutionnaire, la rupture psychologique entre la direction et la base, l'abandon progressif de l'initiative de la lutte et le passage à l'impuissance. Tous ces phénomènes pouvaient se produire à l'intérieur du mouvement, sans pour autant provoquer des changements notables dans son aspect externe, dans son organisation et sa politique officielle. Ce glissement par dégrés, à l'intérieur, conscient ou inconscient, non perceptible, constituait le plus grand danger qui guettait le P.P.A.-M.T.L.D. Seule la direction était en mesure, par le pouvoir qu'elle détenait, de parer à ce danger. On attendit de longs mois pour qu'elle prenne des initiatives, trace une orientation nouvelle dans la ligne des décisions du Congrès de 1947. Elle se contentait d'élever des protestations, d'adresser des pétitions aux organismes internationaux (11). Elle semblait comme paralysée et prise au dépourvu par la situation créée après les élections, malgré les apparences optimistes de ses déclarations.

## L'attentisme

Aussi l'inquiétude et le mécontentement des militants commençaient à sourdre lentement. Des critiques se développaient contre la « modération » des dirigeants. Les masses populaires manifestaient leur lassitude à l'égard des campagnes politiques qui les exposaient, sans possibilité de riposte, à la répression, aux humiliations. La directive « permanente » du parti : « éviter les provocations » se traduisait dans les faits, par le recul, l'impuissance et parfois le découragement des militants et des masses populaires.

Lorsque les responsables de « l'organique » faisaient ressortir dans leurs rapports les dangers de cette situation, l'impossibilité pour un travailleur ou un fellah d'affronter le policier et le gendarme, la direction centrale voyait là des simples prétextes pour fuir la lutte politique. Pour elle, le peuple devait pouvoir, avant toute action d'envergure, affronter les forces répressives, participer aux manifestations ordonnées par le

(11) En 1948, Messali Hadj adressait un « Appel aux Nations Unies » (brochure, Problème algérien) qui tenait ses assises à Paris, dans lequel il traçait l'historique de l'Algérie et de l'occupation française. Il y dénonçait la colonisation, la répression permanente et tous les projets français y compris l'Union française, conçus au mépris de la volonté nationale du peuple algérien. Il s'élevait contre l'inclusion de l'Algérie dans les pactes d'alliance occidentaux et réclamait l'application à l'Algérie des principes de la Charte de l'Atlantique et les recommandations de la Charte des Nations Unies.

parti, sans préciser la durée de cette phase même approximativement. De nombreux cadres doutaient qu'elle le sût elle-même et craignaient au contraire qu'elle ne tombât dans la routine. Dans des milieux restreints on commençait à mettre en doute la capacité de cette direction de « préparer dans l'ordre la phase de l'offensive générale pour l'affranchissement de la nation algérienne » (décision du congrès de 1947).

Les militants de l'O.S. s'impatientaient et cherchaient à obtenir auprès de la direction des éclaircissements sur les causes de cet immobilisme.

En dépit du marasme que traversait le parti, ce n'est qu'en 1949 qu'un comité central élargi fut convoqué. La réunion eut lieu à Zeddine, dans la vallée du Chellif, puis à Blida. Après les débats animés sur la situation et sous la pression de l'aile révolutionnaire, le comité central décida le renforcement de l'O.S. en hommes et en moyens [B. Bella, qui représentait initialement la zone oranaise au sein de l'Etat major de l'O.S. avait été détaché comme responsable à l'O.P. Il cumula celle de l'O.S. en remplacement de Madjid (Aït Ahmed) afin de mieux coordonner les activités des deux organismes]. On crut un moment que le redressement allait s'opérer et qu'à la suite de la réunion du comité central de P.P.A.-M.T.L.D. retrouverait son dynamisme et sa marche vers l'avant. Mais il n'en était rien. Il semblait que des causes sérieuses freinaient le mouvement et paralysaient la direction.

Ces signes précurseurs du déclin du P.P.A. — M.T.L.D. apparaissaient paradoxalement à la période où ce parti parvenait à sa plus haute ascension. Il n'avait cessé de se renforcer depuis les A.M.L., il devenait le mouvement le plus puissant d'Algérie tant au point de vue de sa structuration que de son audience auprès des masses populaires. Il résistait sans grand dommage à l'action répressive, et ses mots d'ordre, comme celui de l'indépendance, étaient largement popularisés et devenaient la revendication nationale. Aussi bien dans la vie politique quotidienne que lors des campagnes électorales, il jouait le rôle principal. Il était devenu le facteur essentiel et déterminant de l'évolution politique du pays et en élevait le niveau de conscience révolutionnaire.

La puissance acquise par le P.P.A.-M.T.L.D. n'était pas du aux erreurs de l'administration ou à l'incapacité des autres organisations algériennes. Elle était le résultat de sa faculté à traduire avec constance les aspirations profondes du peuple algérien et de les avoir défendues avec courage. Sa fermeté, son action persévérante, son effort d'organisation, son

engagement révolutionnaire ont créé les conditions qui ont permis à un nombre toujours plus grand de militants et aux masses de s'identifier à lui. Sa puissance était ainsi constituée par la combinaison des aspirations nationales, de la volonté de libération du peuple et de la qualité de son organisation — celle-ci étant considérée comme moyen de réalisation des objectifs nationaux —. Or, il paraissait évident que ces objectifs ne pouvaient être atteints (étant donné l'opposition catégorique de l'impérialisme à toute évolution nationale de l'Algérie), que par la voie et les moyens révolutionnaires. Toute concession, même tactique, dans ce domaine, était de nature à remettre en cause l'existence du P.P.A.-M.T.L.D., comme instrument de libération nationale. Tout manquement à ce rôle l'aurait placé sur le même plan que les autres partis, pour devenir comme ceux-ci une sorte d'institution soucieuse avant tout de sa survie et de sa permanence. Cette déviation l'aurait contraint à se justifier devant les militants et les masses par toute une série de stratagèmes, plus ou moins sincères.

C'est ainsi que de nouvelles idées pouvaient se glisser à l'intérieur du parti, de haut en bas, distillées consciemment ou inconsciemment par la direction, et transformer le P.P.A.-M.T.L.D. en organisation réformiste sans cesser de réclamer l'indépendance. Il aurait perdu sa substance et son engagement révolutionnaires qui le distinguaient du courant réformiste inefficace, tout en occupant par cette confusion la place d'un parti révolutionnaire.

La crainte de voir imperceptiblement dévier ce parti vers une position modérée était fondée, si l'on considère un certain nombre de facteurs internes et externes qui ont pu amener la direction à une telle situation.

## Contradictions sommet-base

Tant que le parti luttait dans la clandestinité ou la semi-clandestinité, la forme de son action et de son organisation jouait en faveur de sa cohésion pour la survie (jusqu'aux événements de 1945). Les divergences se résorbaient avec une relative facilité, notamment au sommet. Mais sa progression rapide, les succès remportés, ont transformé la structure du parti en un vaste mouvement. La participation électorale élargit son champ d'action et diversifia ses activités en autant de ramifications spécialisées. Des états d'esprit particuliers découlant de ces dernières avaient tendance à se développer et à se former en courant politique, risquant de mettre en cause la

cohésion de tout le système. Le jeu de la répression tendait vers le même but qui s'efforçait de disloquer tout le mouvement, en combattant les forces qui apparaissaient les plus résolues. Les tensions internes du mouvement, la pression externe (répression) (12) et leurs effets se trouvaient alors amortis ou annulés par l'effort d'intégration et de discipline émanant de la direction centralisée. Celle-ci ne remplissait son rôle que dans la mesure où elle-même manifestait une grande homogénéité. Or il apparaissait assez nettement que cette homogénéité diminuait au même moment où grandissait le mouvement, où s'améliorait son organisation et s'étendait son influence. Dans cette pyramide que formait le P.P.A. — M.T.L.D. — O.S., la base se renforçait pendant que le sommet montrait sa faiblesse en tant que direction. Bien qu'elle ne fût pas la seule, la contradiction entre la base dynamique en constant progrès et une direction de plus en plus statique, constituait un facteur important de la crise future du M.T.L.D. Il semble bien que les dirigeants principaux, ceux de la première heure, comme Messali, « ayant passé une bonne partie de leur vie dans les prisons ou les camps de concentration, n'ont pas suivi les transformations du mouvement et les nouvelles exigences des militants ». Ils partageaient certes les mêmes convictions et parlaient le même langage que ces derniers mais avec des contenus et des conceptions de lutte assez différents. Sans que leur sincérité soit mise en doute, ils tentaient davantage à préserver le parti et leurs positions qu'à préparer réellement la phase révolutionnaire armée. Fatigués par les emprisonnements, l'exil, toujours à la merci de la répression, appréhendant les événements comme ceux de mai 1945 et leurs responsabilités, ils tendaient à faire prévaloir une ligne politique prudente reflétant ces préoccupations.

En l'absence de la volonté d'exécution du projet décidé par le comité central de 1947, des divergences surgissaient au sein de la direction, entre ses membres. Messali, chef national respecté, véritable otage de l'administration, voyait avec appréhension d'autres dirigeants tels que Lamine ou Lahouel jouer le premier rôle. Il craignait (humainement et politiquement) de perdre tout contrôle sur le parti. Divergences et suspicions entraînaient à rechercher des appuis sur des forces au sein du parti, suscitaient ainsi des clans ou des tendances. Lamine se prévalait par exemple du fait qu'il était mandaté par le congrès

(12) La répression qui n'a pratiquement jamais cessé est un facteur important dans l'orientation d'un parti. Elle fut tellement fréquente et variée qu'elle pourrait constituer le sujet d'une étude à part.

(1947) et ne supportait pas le contrôle que voulait exercer sur ses activités le comité central. Il cherchait des alliances parmi des jeunes responsables. Lahouel, militant valeureux, s'appuyait sur des éléments modérés et « intellectualistes » dont tout l'effort consistait à spéculer sur les conditions préalables à la révolution qui rendaient celle-ci impossible dans les faits.

Le climat de lutte à l'intérieur de la direction sapait la volonté révolutionnaire et déviait les préoccupations vers la sauvegarde des positions acquises. Alors que la situation exigeait la concentration des efforts de tous vers un seul but : diriger le parti, assurer sa cohésion et le lancer dans la voie de l'action directe.

## Les luttes au sein de la direction

En 1949, Lamine Debaghine, espoir des forces montantes dans le parti, fut exclu du P.P.A.-M.T.L.D., après avoir abandonné ses activités, lassé par les tracasseries d'autres dirigeants et victime de sa propre conception plus ou moins personnelle de l'exercice des responsabilités. Malgré toutes les tentatives de ses amis (nombreux), il persista dans son attitude intransigeante. Il commit l'erreur de chercher des appuis auprès des groupes fractionnels ou de tenter de détacher l'O.S. du parti. La cohésion et l'instinct de parti étaient encore très forts à cette époque. Les éléments « fractionnistes » qu'on appelait « berberistes », furent combattus le plus fortement par les éléments de Kabylie eux-mêmes (Amrane, Krim, Hanafi, le capitaine Saïdi, etc.). Lamine disparut avec quelques uns de ses amis de la scène politique. Cet épisode aggrava tout de même la crise de la direction et annihila dans une certaine mesure, la tentative de redressement opérée par le comité central élargi (Zeddine). L'aile la plus révolutionnaire de la direction du parti se trouva ainsi affaiblie par le départ des éléments qui, en dehors de toute autre considération, affirmaient des positions radicales. Par contre, les éléments modérés (que l'on appellera plus tard centralistes) renforçaient leur courant et investissaient l'appareil central du parti.

Cette crise aggrava la paralysie de la direction et répercuta le malaise du sommet à la base. L'enthousiasme des années précédentes commençait peu à peu à diminuer d'intensité et la bureaucratie prenait le pas sur le militantisme actif grâce auquel le P.P.A.-M.T.L.D. s'était constitué en grand mouvement organisé et efficace.

Néanmoins, les hauts responsables n'affirmaient pas claire-

ment leur opposition à la ligne révolutionnaire. Le courant modéré « intellectualisant » qui se constituait, décrivait les conditions préalables à la lutte armée de telle sorte qu'elle devenait un idéal hors de portée. La préparation technique et organique, le niveau d'éducation des masses devaient, selon les partisans de ce courant, être réalisés simultanément et en conjonction avec des conditions extérieures très favorables. Cette vue théoriquement valable n'avait aucun lien avec la réalité. Elle ne constituait qu'un prétexte pour faire apparaître, par contraste, l'insuffisance du mouvement et rejeter à une période indéterminée l'action révolutionnaire. Cela revenait en fait à lui tourner le dos avec habilité ou ignorance et à infléchir psychologiquement le parti vers une politique de réformisme inavoué.

Elle reflétait l'incapacité de la direction à élaborer la solution stratégique exigée par cette phase. Le choix dans la clarté de cette dernière voie aurait permis un large débat, la confrontation des idées, une nette démarcation des tendances et un clivage politique positif. On prétextait les conditions de la clandestinité pour escamoter le débat par crainte de la réaction des militants et tout se passait dans les coulisses. Quant à Messali dont le prestige restait intact auprès des masses, il ne réagissait réellement que dans la mesure où ses prérogatives étaient remises en cause. En cette période de marasme, il n'a jamais défini une ligne sans ambiguïté et des méthodes de lutte concrètes afin de réaliser les aspirations populaires dont il s'était fait le champion. Ainsi sa conception de la révolution ne paraissait pas aller au delà de l'agitation politique désormais dépassée. Aussi parmi les militants les plus politisés et les plus engagés, s'accrédita l'idée que les différends, opposant les dirigeants les uns aux autres, avaient surtout pour cause des questions secondaires, surgies par suite de leur impuissance devant la situation. Leurs disputes avaient pour objet le contrôle du parti et non pas la recherche de la solution au problème posé après les élections à l'Assemblée algérienne, en avril 1948.

Au sein des organismes dirigeants, la révolution n'était plus réellement soutenue que par une minorité. Le glissement de la plupart des dirigeants vers l'immobilisme et l'opportunisme posait le problème de la stratégie en termes nouveaux. De ce marasme on tira l'enseignement qu'il ne suffisait pas au mouvement d'être révolutionnaire par ses militants, son organisation et son objectif. Il fallait, à sa tête, chose très importante, une direction non seulement de conviction révolution-

naire mais surtout capable de prendre des décisions correctes à tous les stades de la lutte.

## Evolution du contexte extérieur

La défaillance des dirigeants à un moment aussi crucial de l'histoire du mouvement national peut s'expliquer par ailleurs par les fluctuations de la situation extérieure et les conclusions qu'en tirèrent ces dirigeants.

Après les espoirs soulevés dans le monde par la fin de la guerre, l'écrasement du fascisme et l'affaiblissement des États coloniaux, les forces impérialistes tendaient de nouveau à exploiter la nouvelle situation en leur faveur et à réaménager leur domination sur les peuples. Ces États s'intégraient progressivement dans la stratégie de l'impérialisme mondial, et tentaient d'arrêter le processus de décolonisation. Ils essaieront de faire jouer à leur profit l'antagonisme est-ouest qu'on appelait la « guerre froide » pour contrecarrer les mouvements de libération des peuples. En effet, la lutte entre le bloc capitaliste et le bloc socialiste faisait passer au second plan les aspirations nationales des peuples dominés. En 1948-1949 la division de l'Allemagne était consacrée et la tension devint dangereuse avec le blocus de Berlin.

Sous l'influence des États-Unis, les pays européens s'organisaient. Seize puissances se réunirent à Paris, de juillet à septembre 1948, et acceptaient le plan Marshall dans le cadre de l'organisation européenne de coopération économique.

En mars 1948 et 1949 on assistait à une série de réunions et de conférences d'où devaient sortir le pacte de Bruxelles et l'union de l'Europe occidentale. A la même période était signé le pacte de l'Atlantique (13), couvrant

(13) Au mois de mars 1949, par acte d'autorité, l'Algérie a été incluse dans le Pacte Atlantique au titre « de trois départements français ». Le M.T.L.D. a dénoncé cet acte par une résolution affirmant que :

« Le Peuple algérien soulevé d'indignation à l'idée qu'il pourrait être une fois de plus la victime de marchandages éhontés, par la voix de son porte-parole et de son plus fidèle interprète, le M.T.L.D.,

« Flétrit d'ores et déjà tout acte qui serait de nature à aliéner sa personnalité,

« Dénonce toutes tractations qui seraient menées sous le signe d'un esprit rétrograde,

« S'élève énergiquement contre tout état de fait qu'on tenterait de lui imposer,

« Conteste un fois de plus le droit à quiconque de parler en son nom et de légiférer à sa place,

« Affirme solennellement que lui seul est maître de ses destinées et ne veut être à la disposition d'aucune nation ou groupe de nations,

l'ensemble de l'Amérique du Nord et les pays de l'Europe occidentale. Il se développera en organisation politique et militaire avec un conseil permanent et un commandement unique sous la direction des U.S.A. (O.T.A.N.). Grâce à ces organisations, les États impérialistes pouvaient mobiliser les moyens de lutte contre les mouvements de libération. Le Viêt-nam en fut la première victime. Malgré l'indépendance accordée à l'ancien empereur d'Annam, Bao-Daï, créature de la France, la guerre se développait contre le Viêt-Minh. Au nom de la lutte contre le communisme les Américains approvisionnaient la France dans sa croisade contre les peuples du Viêt-nam, le Laos et le Cambodge. La Chine populaire de Mao (libéré depuis 1949) accordait son ancien au Viêt-Minh. En juin 1950 éclatait la guerre de Corée. Les U.S.A. intervenaient sous la bannière de l'O.N.U. avec des contingents de la plupart des pays sous leur domination. Grâce à l'intervention des volontaires chinois cette intervention échoua, mais la Corée restait divisée en deux parties. A l'O.N.U., les puissances impérialistes faisaient la loi, malgré les efforts des autres membres. Sous leur influence, cette organisation était amenée à voter un projet de partage de la Palestine (novembre 1947) et à créer les conditions pour déposséder le peuple palestinien arabe de sa patrie. Le complot

« Entend ne plus servir comme monnaies d'échange et de chair à canon comme il a été au cours des deux guerres mondiales pour, en fin de compte, voir la domination colonialiste règner dans son pays,
« Proclame ne participer à aucun conflit armé ou ses intérêts seraient méconnus et ses aspirations ignorées. » (Opuscule : Mémoire du M.T.L.D. à tous gouvernements membres des Nations Unies).

L'istiklal (du Maroc) adressa un mémoire avec la même conclusion aux gouvernements membres des Nations Unies. Le Néo-Destour préféra s'abstenir d'effectuer une telle démarche voulant tenter une autre expérience.

Quant au P.P.A. (M.T.L.D.) riche d'une longue tradition anti-impérialiste et de solidarité avec les peuples opprimés, il était en quelque sorte un précurseur du non-alignement. Sa politique de neutralité vigilante face aux deux blocs l'amenait tout naturellement à renforcer la solidarité des Mouvements de libération au Maghreb, du Machrek et partout ailleurs, en Asie et en Afrique. C'est ainsi qu'il mena constamment une campagne contre la guerre du Viêt-nam, de Corée, contre la répression à Madagascar. Il ne cessa de se solidariser avec le peuple palestinien victime de l'agression impérialo-sioniste.

Les étudiants musulmans, lors de leur congrès tenu à Tunis en septembre 1950, adoptèrent une motion selon laquelle : « Le Maghreb ne s'allierait en aucune manière à un quelconque des deux blocs qui ne reconnaîtrait les aspirations légitimes du peuple Maghrebin. » « ... Ayant à prendre position sur le problème de la paix, ils ont dénoncé le colonialisme, régime de guerre et de misère. Ils ont estimé que la paix ne sera possible qu'à la condition que le système d'exploitation coloniale soit écrasé. Ayant conscience des liens solides qui les unissent aux autres peuples, ils ont affirmé leur confiance dans une Ligue Arabe libérée des impérialistes et basée sur les peuples, dans une Ligue des peuples arabes à laquelle tôt ou tard ils seront amenés à adhérer. » Cf. *Cahiers Algériens,* n° 3, octobre-novembre 1950.

ourdi depuis la déclaration Balfour en 1917 trouvait là son développement. Le retrait des troupes anglaises en mai 1948 livrait le peuple palestinien aux forces sionistes de connivence avec l'impérialisme mondial. Le sionisme exerçait une telle influence que même les pays socialistes, avec en tête l'U.R.S.S., votèrent le plan de partage et reconnurent de jure l'Etat d'Israël (ils considéraient les sionistes plus près du marxisme que les « réactionnaires arabes »).

L'implantation d'un Etat sioniste en Palestine arabe faisait partie de la stratégie de lutte contre les mouvements de libération arabes afin d'enrayer l'élan qui portait les masses à l'unité et au renouveau. Le développement d'un tel mouvement constituait un danger pour les intérêts impérialistes. Les États arabes encore faibles, ou sous influence étrangère, étaient poussés par les masses et constituaient quand même une menace à ces intérêts. Aussi la présence d'un Etat sioniste, fort et expansionniste, apparaissait comme une garantie et une meilleure défense de ces intérêts, et ce, d'autant plus que sa création et sa survie dépendaient du soutien impérialiste.

La Ligue arabe s'est trouvée juste après sa naissance confrontée au problème de l'impérialo-sionisme sur lequel elle reporta toute son attention. Etant donné sa faiblesse (reflet des États qui la composaient) elle ne put remplir entièrement les espoirs placés en elle par les peuples arabes encore sous domination coloniale. La guerre de 1948 révéla les défaillances et les contradictions des États arabes incapables de traduire la volonté et la force de lutte des peuples. Elle provoqua des déceptions chez un certain nombre de dirigeants maghrébins (comme Bourguiba) qui surestimaient la capacité de la Ligue à contribuer à la libération des peuples arabes.

Il est plausible aussi qu'une partie des dirigeants algériens aient été impressionnés par les événements de Palestine et par le redressement rapide des forces impérialistes dans le monde. La stratégie tortueuse des États socialistes européens (à l'exception de la Yougoslavie, excommuniée par le Komminform en juin 1948) apparue dans l'affaire de Palestine, ne laissait prévoir aucune aide de la part de ces États, sinon en paroles. A des dirigeants manquant de détermination et sous-estimant l'aptitude des militants et des masses à se constituer en force de combat, la situation intérieure et extérieure pouvait apparaître comme défavorable à une accélération du processus de libération nationale.

## L'erreur d'analyse de la direction

L'erreur d'une telle analyse est qu'elle reposait sur des éléments déformés par le manque d'engagement subjectif de ces dirigeants. Elle procédait de la conception fausse, par excès d'idéalisation des conditions préalables, qu'ils se faisaient de la révolution armée. Mais il n'était pas aisé alors de dénoncer le danger de cette analyse et la gravité de ses conséquences sur l'avenir du parti, pour la simple raison que la direction maintenait, en apparence, la ligne tracée au congrès de 1947. Elle semblait seulement différer l'application des décisions qui en découlaient. L'espoir qu'un certain rééquilibre interne redonnerait une nouvelle vigueur à l'action, n'était pas éteint. Des militants connus pour leurs convictions révolutionnaires étaient appelés aux hauts postes de responsabilité, comme Ben Bella qui avait la haute main sur l'O.P. et l'O.S. Un certain mécontentement des militants ne modifiait pas pour autant leur attachement au parti, le meilleur instrument de lutte dont disposait le pays. Cet esprit de corps faisait accepter à ces militants une situation politique qu'ils réprouvaient. Les partisans de la tendance modérée qui manœuvraient dans les coulisses de la direction centrale, profitaient de cette prédisposition pour geler, par divers prétextes, la volonté révolutionnaire.

En dépit des circonstances dans lesquelles s'étaient déroulées les élections à l'Assemblée algérienne et de ses résultats, la direction décida la participation aux élections cantonales de 1949, remportées encore par les candidats de l'administration dont le système du truquage fonctionnait à merveille. Elle faisait accomplir ainsi à tout le parti un pas de plus vers la déviation et suscitait les plus vives inquiétudes au sein des milieux militants et des cadres.

Une telle situation devenait de plus en plus dangereuse pour les structures du mouvement comme celle de l'O.S. Elle amena les dirigeants de cet organisme à présenter (1949) à la direction un rapport dans lequel était souligné ce danger et conclua soit à la mise en action de l'O.S., soit à sa dissolution, en l'absence d'une perspective rapprochée de changement d'orientation. En effet l'O.S., conçu comme un appareil offensif, offrait la plus grande vulnérabilité en dehors de l'action. Il était à la merci de la répression et n'était pas en mesure, étant donné son caractère, de lui résister comme l'O.P. dont l'activité était avant tout politique. La découverte éventuelle et la répression de l'O.S. auraient eu des conséquences catastrophiques. Les services de police, sans connaître l'existence de l'O.S. se doutaient de certaines activités, comme celle de

l'affaire de la poste d'Oran (un coup de main fut organisé par l'O.S. dans le but de se procurer de l'argent. Il réussit à moitié et quelques éléments furent arrêtés. Il rapporta une somme de plus de 4 millions de francs anciens).

Par ailleurs, des membres de l'O.S. furent arrêtés à Bougie en 1948 et se firent passer par un groupe indépendant de solidarité avec le peuple palestinien. La disparition dans la clandestinité d'un certain nombre de cadres devait poser des questions aux services de la P.R.G. (Police des renseignements généraux). Il devenait donc urgent de mettre fin à cette grave situation. Il y avait deux alternatives : l'engagement dans la voie révolutionnaire directe ou la dissolution de cet appareil et sa reconversion dans l'organisation politique. La direction tergiversa et ne choisit aucune des deux alternatives. Elle préféra l'attentisme, devenu l'une de ses méthodes préférées et qui devait conduire au pire. De leur côté, les membres de l'O.S. se sentaient de plus en plus inutiles devant l'évolution de la politique du parti. Des découragements apparaissent déjà chez certains, le moral avait tendance à baisser suivant en cela la courbe de celui de toutes les organisations.

## L'affaire de l'O.S., dite du « complot », comme révélateur de la déviation

C'est dans ce climat que survint l'affaire de l'O.S. dite du « complot », le 18 mars 1950. Elle eut pour origine un fait banal. Un militant exclu de la section du M.T.L.D. à Tebessa (Abdelkader Khiari dit Rhaïem), mécontent, s'employait à dénigrer ce parti et menaçait de divulguer les secrets de l'O.S. dont il connaissait l'existence. Malgré plusieurs tentatives des militants de cette localité pour le ramener à la raison, il persista dans son attitude. Dans le but d'intimidation, l'O.S. de la région prit la malencontreuse initiative de le kidnapper. Il réussit à s'enfuir et pris de panique, il se présenta au commissariat de police où il raconta son histoire et donna les noms des membres de l'O.S.

Ce fut l'aubaine pour les services de police à la recherche du moindre indice pour déclencher les opérations répressives. La police opéra des arrestations et à l'aide des interrogations sous la torture, elle n'eut aucune peine à remonter les maillons de la chaîne. De Tebessa, les arrestations s'étendirent à Souk Ahras, à Bône et finalement à toute l'Algérie. Pendant les premiers jours des opérations policières, la direction ne se manifesta par aucune directive pour sauver l'O.S. de la des-

truction. De nombreux éléments de l'O.S., pris au dépourvu furent arrêtés et les autres ne durent leur salut qu'aux initiatives personnelles et au hasard. L'O.S. était abandonné à son sort et ses militants aux sévices de la répression policière. Le chef national de l'O.S., Ben Bella, sans contact avec le parti fut l'un des derniers à être appréhendé par la police qui n'ignorait déjà plus rien sur l'existence de l'organisation. Des centaines d'arrestations furent effectuées au sein des éléments de l'O.S. dont plusieurs responsables importants, membres de l'état-major. (14).

Outre Ben Bella, il y avait Boutlébis, chef de la région d'Oranie, Reguimi Djillali, chef de l'organisation d'Alger, Ould Hamouda, Region de Kabylie, Bel Hadj Djillali, instructeur national, Ahmed Mahsas, ancien chef de la zone Alger sud, des membres du service général ; les principaux responsables M'Ahmed Yousfi, responsable du réseau de complicité, Arab Mohamed, chef du service du Génie, etc.

Par ailleurs, d'autres responsables échappèrent aux investigations de la police : membres de l'Etat major : Boudiaf Mohamed, Ben Mhidi, Didouche Mourad, Mustapha Ben Boulaïd. Le bilan de cette affaire se chiffrait à près de 400 arrestations. Il y eut 200 condamnations allant jusqu'à 10 ans de prison, des interdictions de séjour, privation de droits civiques et des millions de francs d'amende. La police s'était acharnée non seulement à arracher des aveux par la torture, mais elle tenta de briser le moral des éléments qui passaient entre ses mains.

Elle exploitait la faiblesse de quelques éléments dont un membre de l'Etat major (15), pour les opposer aux autres détenus. Elle cherchait à convaincre ceux-ci de l'inutilité de leurs sacrifices (pendant que leurs dirigeants se « pavanaient » à Alger et à Paris) et de l'invincibilité de la force française. Un commissaire de la P.R.G. déclarait : « l'Algérie sera peut-être un jour indépendante. Mais nous ferons tout pour élimi-

(14) Certains responsables de l'O.P. furent arrêtés, puis relâchés à l'exception de Abbane Ramdane.

Alors que la répression ne touchait encore que l'Est constantinois, un responsable (membre du C.C., de l'état-major, détaché comme contrôleur général du parti), eut la possibilité de prendre contact avec deux membres de la direction. Il tenta de les persuader « de faire quelque chose ». « Nous attendons, quant à toi, retourne à la caserne et n'aie aucune crainte. » Cette réponse symbolisait l'attitude de la direction : attendre (le militant discipliné retourna à la caserne des tirailleurs où il accomplissait le service militaire après avoir été arrêté pour insoumission). Quelques jours après il fut arrêté par la sécurité militaire.

(15) Il s'agit de Bel Hadj Djillali, connu plus tard sous le surnom de « Kobus » et qui organisa des groupes de « harkis », au cours de la Révolution.

ner auparavant ''les antifrançais'' du pouvoir » (les antifrançais étaient tous ceux qui luttaient pour réaliser une véritable indépendance nationale). Après quelques défaillances et une fois passés les moments difficiles, les détenus reprirent courage et combativité. Quelques responsables (à Blida) préconisèrent de prendre sur eux-mêmes la responsabilité de la création de l'O.S. et de mettre ainsi hors de cause les militants de base et la responsabilité du Parti. Cette initiative (la création de l'O.S.) ne manquait pas de fondement. Elle pouvait être justifiée devant les tribunaux par le fait que le colonialisme bloquait lui-même toutes les voies de la lutte politique. Ils étaient prêts à revendiquer le droit au recours à la lutte armée, avec toutes les conséquences, pour venir à bout du régime colonial. La direction refusa l'adoption d'une telle attitude et ordonna celle de la « dénégation ». Il s'agissait de nier l'existence de l'O.S. et présenter les opérations politicières comme un « complot » visant la destruction du Parti. En dépit des preuves et de la matérialité de l'existence de l'O.S. (armes, documents, listes d'indicateurs, plans de lieux stratégiques, etc...) les éléments de l'O.S. s'alignèrent finalement sur la position de la direction (à l'exception de Bel Hadj et Ould Hamouda). Cette position en apparence valable, cachait en réalité d'autres desseins et confirmait la tendance des dirigeants à rompre avec la ligne définie au Congrès de 1947. Sous le prétexte de défendre l'existence du parti, elle renforçait la nouvelle ligne. On s'en aperçut nettement, non seulement par l'attitude passive au cours des opérations policières, mais surtout par la campagne de défaitisme que lançaient les éléments modérés à partir de la « détention ». La même campagne se développait à l'extérieur au sein du parti, prenant comme prétexte les défaillances de l'O.S.,pour dénigrer ses éléments et combattre la ligne révolutionnaire. Les responsables modérés s'efforçaient, à la faveur de la destruction partielle de l'O.S., d'orienter l'ensemble du parti selon leurs idées. Leur comportement facilitait la tâche de l'administration qui consistait à sévir avec le maximum de violence contre les éléments les plus révolutionnaires, sans pour autant permettre à l'ensemble du parti de mener ses activités normalement. Comme l'esprit révolutionnaire diffus à travers tout le corps du parti trouvait son expression la plus concrète dans l'O.S., il fallait éliminer cette dernière. Cette organisation fut en définitive la victime des louvoiements de la direction qui, malgré les avertissements, laissa en attente un appareil vulnérable sans prendre les mesures de sauvegarde qui s'imposaient. Si des erreurs, des conceptions techniques incombaient à l'O.S., la cause fondamentale de

cette affaire était hautement politique et du ressort de la direction. Le fait de vouloir maintenir dans le secret, pendant près de trois ans, l'existence d'un organisme formé de plusieurs milliers d'éléments dans les conditions de répression de l'époque, constituait un défi au simple bon sens.

## La destruction de l'O.S. : sa signification

Aussi, certains responsables ne purent s'empêcher de penser que la direction, étant donné son évolution, voulait aussi se débarasser à bon compte d'une tendance objectivement en contradiction avec la politique réformiste qu'elle tentait d'imposer par touches successives à fin de ne pas heurter l'ensemble de la base militante.

Ils eurent le sentiment d'avoir été bernés et que l'O.S. était condamnée avant 1950. Ce sentiment se renforça lorsque finalement cette direction prit la décision de dissoudre l'O.S. dont une bonne partie des structures et des éléments ne furent pas touchés par la répression (Kabylie, Aurès, Alger, etc.). Malgré la demande de ces responsables de maintenir l'existence de l'O.S., ne serait-ce que symboliquement, cette organisation fut supprimée et ses membres réintégrés à l'O.P. Depuis, ses cadres les plus politisés furent l'objet de la suspicion et de la surveillance de la part des fonctionnaires de l'appareil central passé entre les mains de l'aile modérée.

Ainsi, la direction parachevait la destruction technique de l'O.S. que la police avait entreprise par une décision condamnant en fait la politique révolutionnaire qui a permis la création de cette organisation. Beaucoup de hauts responsables crurent de bonne foi à la raison de sécurité invoquée et à la promesse de mettre sur pied une autre organisation pour justifier la mesure de dissolution. C'est ainsi que cette dernière fut prise à l'unanimité des membres disponibles du comité central, y compris Messali.

Par cette décision, la direction du parti s'éloigna un peu plus des perspectives révolutionnaires. Cependant, les tensions internes suscitées par le mécontentement grandissant de la base, aggravaient le malaise du parti. Des responsables de l'O.S. et de l'O.P. étaient désormais convaincus de l'incapacité des dirigeants en place, à promouvoir une politique révolutionnaire et réfléchissaient sur la position à adopter. Les contacts et les échanges de point de vue se multipliaient. Il fut jugé préférable de recommander une politique de présence et de lutte à l'intérieur des structures du parti et de s'efforcer d'y

maintenir l'esprit révolutionnaire par la critique de l'orientation imprimée par la direction.

L'affaire de l'O.S. dite du « complot » montra clairement la déviation et la faiblesse des dirigeants et joua un rôle révélateur sur les vrais problèmes posés à toute révolution et en premier lieu, celui de la direction. Elle accéléra la prise de conscience d'une minorité quant à la recherche des solutions à ces mêmes problèmes.

Sur le plan public et par l'ampleur que lui a assuré la presse colonialiste, elle suscita de l'étonnement, des regrets et de l'espoir. On pensa que l'échec était provisoire et que c'était une partie remise puisque des militants étaient capables de monter une telle organisation et se préparaient à l'action directe.

La direction, tout en combattant la tendance révolutionnaire cherchait à s'attribuer le bénéfice politique de l'affaire et l'intérêt qu'elle suscita auprès de l'opinion algérienne. Quant à l'administration coloniale, elle croyait avoir réglé définitivement la question algérienne par les « élections préfabriquées », la répression permanente, l'élimination de l'O.S. et de ses membres qui constituaient le plus grand danger. Cette situation lui laissait toute latitude pour manœuvrer les partis, en contrôler les activités dans son cadre politique dominé par ses propres forces.

## La ligne modérée et le cycle des crises

C'est bien dans ce piège que le P.P.A.-M.T.L.D. était amené par ses dirigeants malgré les déclarations et les communiqués qu'ils multiplièrent, une fois l'O.S. disloquée (par exemple ce communiqué paru le 10 avril dans Alger Républicain : « Le mouvement national et la résistance populaire ont mis et continuent à mettre en échec toutes les tentatives de destruction (du P.P.A.) en poursuivant la lutte implacable qu'ils mènent contre l'impérialisme français, jusqu'à la libération nationale »). L'organisation spéciale démantelée et dissoute, ses éléments reconvertis dans l'organisation politique, la crainte dissipée, la direction se préparait de nouveau aux élections législatives de juin 1951. En même temps, elle poursuivait un travail interne visant à orienter la base du parti sur ses propres positions. Elle opérait, par une discrimination subtile, la promotion des cadres acquis à ses conceptions ou ceux dont la sincérité et la discipline les empêchaient de suspecter les mobiles véritables de cette direction ou d'en contester la

ligne de plus en plus modérée. Par contre, les militants et les cadres (notamment ceux de l'O.S.) conscients de la perte de vitesse du parti et qui contestaient cette ligne, étaient plus ou moins écartés des postes de responsabilité, rétrogradés ou surveillés. Certains d'entre eux se voyaient l'objet d'une campagne interne de critiques afin de les déconsidérer aux yeux des militants et des cadres (16). Une opposition se dessinait au sein du parti dont le but était de développer les idées révolutionnaires et de faire contrepoids à celles de la direction. Elle cherchait plus ou moins clairement à expliquer aux militants les causes de leur mécontentement et à préserver le potentiel de lutte qui risquait de se perdre par la faute de la bureaucratie. Celle-ci, disposant de tous les moyens, tentait d'inférioriser les éléments opposés à sa politique en instaurant un climat « d'intellectualisme » tendant bien plus à créer la confusion qu'à éclairer la nature des vrais problèmes. Cet « intellectualisme » par lequel on voulait impressionner les militants servait comme un rideau de fumée pour masquer le glissement, de plus en plus rapide du parti, vers le réformisme et la sclérose. C'est ce rideau de fumée que tentaient de dissiper les militants et les cadres les plus conscients de la situation avec à leur tête les éléments de l'O.S.

Parallèlement se développait la crise au sein de la direction elle-même. En 1951, le Dr. Mostefai Chaouki, Cherchali et quelques membres du comité central démissionnaient avec éclat du parti. Mais ces départs n'étaient pas motivés par des préoccupations révolutionnaires. Il traduisaient les déchirements d'une direction incapable d'assumer son rôle historique et qui se perdait dans les luttes intestines dont la personnalité de Messali était le centre. Face aux dirigeants modérés qui s'accaparaient progressivement des postes de commande et qui y plaçaient leurs hommes, Messali ne pouvait opposer que son prestige auprès des militants et des masses. Fort de l'ascendant qu'il exerçait encore sur ces derniers, il tentait de s'appuyer sur d'autres membres de la direction ou d'y introduire des hommes attachés à sa personne. Le groupe qui soutenait le leader national au sein de la direction dans sa grande majorité, ne se différenciait pas des membres du groupe modéré par des options révolutionnaires nettement affirmées. C'est pourquoi le courant O.S. bien que gardant à Messali un certain respect et de la considération (comme d'ailleurs pour les autres) ne

(16) Afin de désamorcer cette opposition, la direction chercha parfois à diviser les élements de l'O.S. Quelques-uns d'entre eux furent nommés à des postes de responsabilité.

s'engageait pas à ses côtés inconditionnellement, comme l'aurait voulu le leader. Certains membres de ce courant ne désespéraient pas de voir ce dernier rompre avec les pratiques des luttes internes, des compromis, de la recherche de la clientèle et faire résolument confiance à la base et aux militants révolutionnaires pour redresser le parti. Ils étaient prêts à oublier le fait que depuis 1948 (début du déclin de ce parti) il avait partagé la responsabilité de la direction qui amenait tout le mouvement dans l'impasse. Ils furent encore une fois déçus car au lieu d'une telle orientation, cette direction s'aligna sur la position des partis modérés : l'U.D.M.A., les Oulémas et le P.C.A.

Après leur échec aux élections législatives de 1951, le M.T.L.D., l'U.D.M.A., les Oulémas et le P.C.A. décidèrent en août 1951 de constituer un « Front commun pour la défense et le respect de la liberté, dans le dessein de coordonner l'action des organisations et des personnalités progressistes pour l'annulation des prétendues élections législatives du 17 juin 1951..., pour la liberté de vote dans le second collège..., libération de Messali et des détenus politiques, séparation du culte et de l'État ».

La constitution de ce front, aux objectifs très limités, montrait que tous les partis algériens « progressistes » avaient perdu l'initiative. L'administration colonialiste s'assurait le contrôle de la situation politique et les réduisait ainsi à l'autodéfense. Ceci dénotait surtout le bas niveau auquel était arrivé le M.T.L.D., naguère tout puissant, défiant toutes les coalitions politiques, la répression et qui, désormais, acceptait des alliances, non pas sur la base de ses objectifs, auxquels s'identifiaient les masses, mais sur celle de la lutte contre la répression. On était loin de la préparation de « l'offensive générale pour la libération de la nation algérienne ». Après avoir dilapidé le potentiel du parti, affaibli sa volonté de combat et désorienté ses militants, la direction recherchait le salut dans des combinaisons sans portée qui ne pouvaient avantager que les courants réformistes (U.D.M.A., P.C.A., Oulémas). Un tel front ne correspondait ni aux exigences de la situation, ni aux aspirations révolutionnaires des masses populaires. Il ne connut aucun progrès et n'atteignit aucun de ses objectifs, aussi limités fussent-ils. Il disparut comme le « Congrès Musulman de 1936-1937 et les A.M.L. en 1946 ».

Dressant un constat d'échec de ce Front, Abderrahmane Kiouane, membre de la direction du M.T.L.D., écrivait (17)

(17) *L'Algérie libre* organe du M.T.L.D., n° du 1.4.1952.

que : « ... Le Front Algérien n'a pas répondu aux vœux profonds du peuple, il n'a pas su être l'organisme de lutte efficace face au colonialisme, il n'a pas pu être à la hauteur des événements qui secouent le Maghreb...

« ... En Algérie et sur le plan national, l'union anticolonialiste n'est possible qu'entre l'U.D.M.A., le Parti communiste, le M.T.L.D. et l'Association des Oulémas dans la mesure où cette organisation à caractère spécifiquement social et culturel, considère que la réalisation de ces objectifs est liée à la lutte de libération. Ce sont les composantes actuelles du Front.

« Cependant, l'un des éléments constitutifs est d'ores et déjà ou peut-être, à notre sens, à l'origine d'un débat quant à son admission dans une union nouvelle. Nous le disons nettement : le Parti communiste.

« En ce qui le concerne, deux thèses peuvent se heurter. D'après la première, le P.C. n'a pas un caractère national de par son objectif fondamental et sa politique étrangère : l'indépendance n'est pour lui, qu'un moyen pour soviétiser le pays, son alliance avec l'U.R.S.S. demeurera, quel que puisse être le développement de la situation internationale. D'après le second point de vue, le P.C. lutte actuellement contre le même adversaire que nous : le colonialisme et tant que cette tactique est valable pour lui, il est possible de l'admettre dans une union.

« ... Dans les circonstances présentes, le second point de vue l'emporte, puisque des unités d'action ont déjà été conclues avec les Communistes, mais il n'est pas celui de toutes composantes possibles d'une union efficace. C'est pourquoi il serait désirable que chaque mouvement précise sa position dans ce débat.

« ... De plus, il était regrettable de constater dans l'accord de base du Front, l'absence de toute idée de combat pour la libération nationale. Nous estimons que l'idée de libération nationale peut constituer une plate-forme solide, en mesure de rallier l'unanimité des mouvements algériens.

« ... L'élargissement de l'objectif politique du Front est par conséquent, d'une nécessité vitale. Ce n'est qu'à cette condition qu'une union pourra se former utilement ».

Mais au lieu de l'élargissement de l'objectif politique du Front, on assista au contraire au rétrécissement de l'orientation et de l'action du P.P.A.-M.T.L.D. qui allait désormais entrer dans la crise. Celle-ci n'allait pas manquer d'avoir de profondes répercussions sur les développements ultérieurs du Mouvement National.

# 12. LES CLIVAGES POLITIQUES ET LES CONGRÈS DE LA SCISSION

Cependant, au niveau populaire, la situation n'était pas défavorable en dépit des efforts de l'administration dont l'action sur les partis tendait à décourager les masses. L'idée d'indépendance nationale avait fait son chemin grâce à l'action du P.P.A.-M.T.L.D. et à la persévérance de ses militants. Les conséquences de la crise de la direction et ses implications n'avaient pas encore eu de graves répercussions sur le moral de ces derniers. Les luttes décrites plus haut étaient circonscrites dans des cercles restreints qui évitaient de porter atteinte à l'organisation. C'était là un acquis précieux que les uns et les autres cherchaient à contrôler ou à influencer, selon leurs vues et leurs préférences. Néanmoins, les luttes et les divergences se répercutaient tout de même au sein de cette organisation ; elles y provoquaient des réflexions et des discussions. Aussi, sans être directement impliquée et sans disposer de tous les éléments d'information, la base participait à un certain degré au débat, sans pouvoir pour autant déterminer l'avenir du parti d'une manière décisive.

Les dirigeants, notamment ceux de l'aile modérée, s'efforçaient de brouiller les cartes pour empêcher l'instauration du débat sur les véritables causes du marasme, c'est-à-dire la déviation. Dans ce but, ils tentaient d'étouffer la voix des éléments qui dévoilaient ces causes, soit en exerçant sur eux des pressions, soit en les tenant éloignés de l'organisation. La répression obligeait un nombre important de cadres et de militants à vivre dans la clandestinité et posait des problèmes à la direction. Celle-ci, arguant de la sécurité du parti, ne voyait pas d'un bon œil se multiplier les clandestins. Aussi, s'opposait-elle, sous divers prétextes, à l'évasion des cadres de l'O.S. emprisonnés (1).

Après le procès des « 56 » (de Blida), deux responsables de l'O.S., Ben Bella et l'auteur, membres du comité central

(1) Cette politique est illustrée par maints exemples et notamment par celui de la détention de Blida.

du parti, condamnés à 10 et 5 ans de prison, informèrent la direction de leur intention de s'évader de la prison de cette ville avant d'être transférés dans une centrale. Elle leur fit savoir son désaccord prétextant qu'elle-même s'en chargerait plus tard.

Ayant compris l'inconsistance de cette promesse, les deux détenus passèrent outre et commencèrent à préparer leur évasion avec l'aide des militants de l'extérieur. Le responsable à l'organisation, à leur étonnement, invita ces derniers à ne pas s'occuper de cette affaire. Après plusieurs tentatives, des militants de Blida acceptèrent à l'insu du parti, de contribuer à l'évasion qui eut lieu fin 1951 (ces militants furent par la suite exclus de l'organisation pour indiscipline ; l'un d'eux, Sidi Yakhlef Mustapha, sera guillottiné en 1957 à la prison de Barberousse pour ses activités pendant la révolution).

Après l'évasion et maintes difficultés le contact fut établi avec la direction. En accord avec Ben Bella, l'auteur rencontra deux membres de la direction afin de leur exposer les causes et les conclusions à tirer de l'affaire de l'O.S. dite du « complot ». Il mit en évidence l'erreur politique qui a consisté à laisser sans emploi un organisme conçu pour l'action et non pour résister passivement à la répression. Les erreurs techniques et les défaillances découlaient de ce fait. Toujours en accord avec Ben Bella, il proposa pour l'avenir une forme d'organisation différente sur trois points :

1) la période de préparation devrait être réduite au minimum, la révolution s'organisant dans l'action,

2) à la différence de la structure pyramidale, verticale, établir une structure décentralisée, horizontale, avec une large autonomie de décision.

3) conséquence de cette structure, la direction devrait disposer d'une grande initiative politique s'exerçant au niveau horizontal de telle sorte qu'elle puisse échapper en totalité ou partiellement à toute répression,

4) l'organisation et l'action éventuelle devraient disposer de bases hors des frontières de l'Algérie, par exemple au Riff et en Libye. Il ajouta que si la direction du parti acceptait de reconstruire l'O.S. en s'inspirant de ces idées, des responsables de l'O.S. accepteraient eux également d'assumer la responsabilité de cette affaire et de décharger le parti de la sienne.

Il reprocha également la décision pleine de signification de dissolution de l'O.S. qui laissait craindre l'abandon de l'action révolutionnaire et le découragement des éléments les plus décidés. A cela, les deux membres de la direction affirmèrent que le parti allait revoir la question et recruter des militants incon-

nus de la police, affirmation démentie par l'orientation du parti. L'un d'eux devait même déclarer : « Vous êtes encore en plein rêve de jeunesse ! » En effet, malgré les diverses promesses, les dirigeants considéraient à cette époque la révolution armée dans l'immédiat comme « un rêve de jeunesse ».

Cet exemple ne fut pas le seul et d'autres éléments de l'O.S. ou de l'O.P. ont eu à maintes fois l'occasion de déceler l'absence de volonté révolutionnaire de la direction (des détenus de l'O.S. s'étaient aussi évadés de la prison de Bône contre ses directives).

La tension grandissait au sein du parti, accélérée par les militants ainsi impliqués directement et prenant une conscience aiguë de la crise. Ils multipliaient les contacts entre eux et se concertaient sur l'attitude à adopter. L'aile modérée réagissait par des manœuvres d'isolement facilitées par la situation des militants recherchés activement par les services de police. C'est ainsi que Ben Bella et l'auteur ne surent que plus tard que l'organisation de Kabylie avait demandé au parti de les héberger. Bien au contraire, on cherchait à les éloigner de l'Algérie, vers l'Orient. Ils ne furent pris en charge que grâce à l'initiative des militants et ils n'eurent les faux papiers qu'ils réclamaient qu'après qu'ils eurent accepté un compromis : Ben Bella serait dirigé vers l'Orient et Mahsas vers la France. D'autres responsables de l'O.S. connurent les mêmes difficultés comme Didouche Mourad et Larbi Ben M'Hidi. Boudiaf, chargé de l'organisation de la Fédération M.T.L.D. de France, connut un sort plus clément.

On prétextait par ailleurs de la sécurité des militants recherchés qu'on appelait les « lourds » pour les évincer des postes de responsabilité ou des réunions du comité central (du moins pour ceux qui en faisaient partie). De nombreux militants et cadres ne se faisaient pas d'illusions sur le sort qui attendait le parti, mais ils continuaient de prêcher l'unité, non sur la base de la politique suivie par la direction, mais sur celle d'un engagement révolutionnaire en accord avec les décisions du Congrès de 1947. Ils ne voulaient en aucun cas apparaître comme « fractionnistes » et éliminés comme tels. Cependant, sous l'emprise des dirigeants modérés, l'appareil du parti s'embourbait dans une politique sans perspectives et son potentiel de lutte baissait dangereusement. Le M.T.L.D. s'endormait dans la routine pendant que la situation politique évoluait rapidement en Tunisie, au Maroc et au Viêt-nam.

## La réaction de Messali et son éloignement

En 1952, Messali Hadj, inquiet de l'évolution de la situation et voyant son influence faiblir au sein de l'appareil et le marasme grandissant au sein des militants, entreprit une tournée d'agitation dans l'Algérie pour relancer le mouvement. Les déplacements de Messali Hadj attiraient toujours les masses qu'il savait galvaniser. Le meeting de Blida fut marqué par un grand enthousiasme populaire. Mais la tournée fut interrompue brutalement à El Asnam (Orléansville) par l'administration qui mit à profit la manifestation violemment réprimée par la police pour déclarer Messali interdit de séjour en Algérie. Elle le transféra en résidence surveillée en France (à Brie-Comte-Robert. Seine et Marne).

Par cette tournée, Messali Hadj voulait en appeler implicitement aux masses populaires contre la tendance modérée de l'appareil. Il eut le tort, obéissant à une sorte d'égocentrisme, de ne pas faire en même temps confiance, sur la base d'une politique crédible, aux militants et aux cadres révolutionnaires qui pouvaient encore redresser la situation. Il préféra s'entourer d'inconditionnels attachés à sa personne par conviction, par tactique ou par sincère dévouement. Son action n'eut ainsi d'autre résultat que celui de permettre à l'aile réformiste de la direction d'établir son contrôle quasi total sur le parti et d'en accentuer la déviation.

Débarrassée de l'hypothèque de l'O.S., puis de Messali, (celui-ci, sans remplir toutes les conditions d'un dirigeant révolutionnaire indispensable au mouvement national à cette phase de la lutte, représentait tout de même une certaine garantie contre les compromissions trop dangereuses), l'aile modérée eut ainsi l'occasion de mettre en application sa politique. Celle-ci se traduisait dans les faits par la bureaucratisation du parti, et par sa transformation en instrument docile au service de cette aile modérée. Tout en maintenant les mêmes mots d'ordre, cette dernière s'apprêtait à suivre, avec tous les courants modérés, aussi bien algériens que français, une ligne de coopération sur des objectifs limités. Elle substituait en fait la politique d'union nationale à celle de l'unité révolutionnaire, en vue d'une vague libération nationale, sans aucune stratégie bien définie.

## Contexte extérieur

A la période d'infléchissement de la politique du mouvement national algérien vers la modération, la situation exté-

rieure connaissait un nouveau développement, tant au Maghreb qu'au Machrek.

En Tunisie, le mouvement national, en dépit de sa direction réformiste assurée par le Néo-Destour, prenait de l'ampleur notamment après les arrestations en masse des militants destouriens et l'interdiction de leur congrès. Des grèves générales, des manifestations et des émeutes répondaient à la répression exercée par le résident De Hautecloque et le général Garbay. C'était un véritable soulèvement populaire qui s'opposait à la politique du coup de force pratiquée dans ce pays et qui s'illustra par la déposition du Bey Moncef (mort en exil à Pau) et la déposition du cabinet Chenik en 1952.

Le ratissage du Cap Bon en janvier-février 1952, accéléra la prise de conscience des masses et de la base militante. Celle-ci, dépassant les tergiversations des dirigeants et leurs négociations internationales, passait à l'action directe, engageait la lutte pour l'indépendance nationale. La politique des étapes, chère à Bourguiba, nécessitait quand même l'intervention de la lutte armée, déclenchée par les militants les plus avancés.

Au Maroc, la situation évoluait rapidement, notamment après les événements de Casablanca. Les travailleurs marocains organisèrent un meeting de protestation contre l'assassinat du syndicaliste Ferhat Hached. La réunion donna le départ à une gigantesque répression à laquelle participa avec hystérie la population européenne (2). Des marocains furent lynchés et plusieurs dizaines furent massacrés. La résidence opéra de nombreuses arrestations parmi les militants de l'Istiklal qui fut interdit.

L'un des événements significatifs fut la signature à Paris du Pacte nord-africain, le 2 février 1952, par les Partis et les Organisations nationaux nord-africains qui décidèrent la création d'un Comité d'union et d'action (3).

Au Proche-Orient, Mossadegh, soutenu par les masses iraniennes, s'attaquait courageusement à la puissance des compagnies pétrolières, organismes de choc de l'impérialisme mondial. Il fut ainsi le précurseur de la nationalisation des ressources pétrolières dans cette contrée.

En Egypte, les officiers libres avec Nasser, déposaient le roi Farouk et s'emparaient du pouvoir. Cet événement d'une portée considérable pour l'avenir, se produisit en juillet 1952. Ces événements marquaient l'évolution des mouvements de

(2) Ch.-A. Julien, *op. cit.*, p. 336.
(3) *Le Mouvement National algérien, op. cit.*, p. 292-293.

libération et l'extension des luttes des peuples contre la domination impérialiste.

Le P.P.A.-M.T.L.D., après avoir été à l'avant-garde de la lutte et préconisé la lutte directe en commun avec le peuple tunisien et marocain, se trouvait « déphasé » et gagné par la dégradation. (En 1949, il envoya même une délégation avec Ben Bella et Khyder à Tunis pour constituer avec des militants destouriens une organisation spéciale dans la perspective d'une lutte armée commune).

Par les contacts étroits qu'il maintenait avec les mouvements de libération de Tunisie et du Maroc, il ne cessait de militer pour l'unité d'action. Lorsque la lutte se développa dans ces deux pays et que se présenta l'occasion de la réaliser dans les faits, la direction se déroba et tenta de justifier sa passivité par le fait que « ni les Tunisiens ni les Marocains ne l'avaient consultée ». Bien que les dirigeants marocains et tunisiens eurent toujours une tendance à considérer la solution de leurs problèmes moins difficile que celle de l'Algérie, le devoir d'un parti révolutionnaire était de dépasser ces considérations et d'agir dans le sens des intérêts des peuples du Maghreb arabe. Les critiques aux dirigeants algériens s'adressent également à tous les dirigeants maghrébins qui n'ont jamais su se montrer à la hauteur de l'histoire et créer les événements qui auraient scellé dans les luttes, les sacrifices et le sang, l'unité du Maghreb. Ils n'ont pas eu cette grandeur de vue pour déjouer la stratégie impérialiste et réaliser dans le combat les aspirations à l'unité des peuples.

## Situation intérieure

En réalité, les dirigeants algériens se préoccupaient davantage des élections municipales de 1953 (avril) et de la crise interne du P.P.A.-M.T.L.D. Quelques changements mineurs se produisirent dans la situation politique algérienne. La formation, en 1951, à l'Assemblée française, du groupe dit « des libéraux » avec Jacques Chevallier, le milliardaire Blachette et le remplacement du député Naegellen par le préfet Léonard (en avril 1952, au poste de gouverneur général) leur ouvraient quelque perspective. La déclaration de Jacques Chevallier sur l'application loyale du statut et de la nécessité d'un changement de méthodes dans l'administration de l'Algérie correspondait aux tendances des dirigeants modérés de trouver un terrain de coopération et de faire prévaloir les intérêts de la population musulmane au niveau de l'administration locale. La

décision prise par le parti de participer aux élections impliquait une certaine forme de coopération, notamment au niveau des municipalités où les élus du M.T.L.D. tout en maintenant la position politique de leur parti, tentaient d'apporter des améliorations à la vie quotidienne des administrés. Mais jusque-là, ils se heurtaient à l'intransigeance des élus du 1er collège, acquis dans leur très grande majorité à la tendance la plus rétrograde de la colonisation. Au lieu d'une forme de coopération limitée à des réalisations locales, les élus du M.T.L.D. menaient une lutte politique et dénonçaient à chaque occasion les décisions imposées par la majorité du premier collège favorisant surtout la population européenne.

La participation électorale à tous les niveaux était considérée par l'ensemble du parti comme une nécessité provisoire et accessoire, en même temps qu'un moyen de lutte (4) pour le renforcement de l'organisation et la propagation de ses mots d'ordre. L'impulsion de la politique du P.P.A.-M.T.L.D. procédait alors d'une ligne révolutionnaire. Or, la déviation constatée depuis les dernières années rendait cette dernière assez floue pour être interprétée selon les aspirations des courants en présence dans ce mouvement.

Avec l'avènement des « libéraux » et Chevallier, le courant modéré trouvait un partenaire prêt à jouer le jeu et à élargir le cercle des activités aux nationalistes modérés. Ce courant évoluait ainsi vers une conception électoraliste en désaccord avec celle admise par le parti et qui allait revêtir le caractère d'une politique nouvelle de coopération sur la base des idées de Jacques Chevallier et du groupe libéral (5) (la décision de participation fut prise par toute la direction du parti).

Lorsque ce courant, représenté par Lahouel Hocine, Kiouane Abderrahmane et Sid Ali Abdel Hamid, entra en 1953 à la municipalité d'Alger, en pleine crise du parti, cette coopération eut une signification dépassant le cadre de la sim-

(4) Brochure du M.T.L.D., — *Deuxième Congrès National*, p. 43, on peut lire que : « le Parti a toujours fait de sa participation aux élections une tactique politique ; il n'a jamais fait de ces élections un objectif stratégique ou doctrinal, c'est-à-dire une fin en soi ».

(5) La décision de participation fut prise par toute la direction du parti. Donc la critique ne porte pas sur le principe, mais sur l'interprétation qui en a été faite. Il ne s'agissait donc pas d'une collaboration entraînant l'abandon des positions officielles du parti. Nous ne suivons pas les Messalistes dans leurs critiques faisant passer « les Modérés » pour des collaborateurs de l'administration. Le terme de « modérés » est d'une signification relative, il ne s'applique qu'aux clivages à l'intérieur du P.P.A.-M.T.L.D.

ple gestion municipale. La qualité des élus du M.T.L.D. (membres de la direction pour les têtes de liste), la personnalité de Jacques Chevallier et ses positions lui donnèrent la dimension d'une politique de rapprochement. Celui-ci s'effectuait entre les deux courants modérés des deux blocs naguère les plus antagonistes, le P.P.A.-M.T.L.D. et la colonisation. Cette alliance objective et subjective rejetait ce que Jacques Chevalier appelait lui-même « les deux extrêmismes ». Ce politicien, comme une partie des Européens attachés à la colonisation, prenait conscience du fait que la politique colonialiste traditionnelle était dépassée. Il reprochait à celle-ci ses méthodes brutales, arrogantes, ses truquages électoraux, son obstruction systématique à toute évolution réelle de la politique algérienne, lesquelles conduisaient directement à la catastrophe les européens d'Algérie. Il savait mieux que quiconque la part de l'irréalité contenue dans l'auto-satisfaction et le triomphalisme de ces derniers pendant ce temps où l'administration semblait avoir « rétabli l'ordre » et affirmé « la souveraineté française ». En dépit de la dépression que subissait le mouvement national, il n'ignorait pas les aspirations réelles des Algériens. Comme un certain nombre de politiciens, il voulait mettre à profit cette période pour désamorcer la lutte pour la libération nationale. Il se proposait d'attirer une partie des forces nationalistes sur le terrain du réformisme sans pour autant mettre en cause les intérêts fondamentaux de la minorité européenne et la « présence française ». Il pensait qu'en réaménageant intelligemment le cadre colonial, devenu inadéquat, il provoquerait la promotion d'une nouvelle classe sociale et politique composée d'Européens et de Musulmans aux intérêts communs. Ce réaménagement ne devenait crédible que s'il faisait la preuve de la loyauté de ses promoteurs et de l'ouverture de leur esprit à certaines réalités de l'Algérie. Cette politique néo-colonialiste devait intégrer progressivement les « demi-rebelles » algériens et rompre avec la pratique de l'emploi « des domestiques » (les beni-oui-oui) pour être en mesure d'exercer une attraction.

Le fait de renvoyer dos à dos le colonialisme et le « séparatisme » ne constituait pas une innovation politique. C'est ce que proclamèrent tous les projets de réforme, de celui de Blum-Violette au statut de l'Algérie, sans changer en rien les rapports de domination et d'exploitation instaurés par ce même colonialisme. Il est vrai que selon la politique officielle il n'y avait pas de colonialisme en Algérie, « terre française ». En conséquence, la grande majorité des tendances politiques, à des degrés divers, voyaient dans l'aspiration à l'indépendance

nationale du peuple, un séparatisme dangereux. Pour les nationalistes, le terme de « séparatisme » inventé par le colonialisme, ne s'applique pas à un pays comme l'Algérie dont les habitants ne se sont jamais considérés comme français. Ce n'est que par la force des armes qu'ils ont été réduits à la domination étrangère après avoir lutté pendant des générations. Du point de vue algérien, mettre sur le même plan le colonialisme et le « séparatisme », c'est vouloir perpétuer la domination sous une forme néo-colonialiste.

L'épisode de J. Chevallier ayant eu une certaine conséquence lors de la crise de la direction du P.P.A.-M.T.L.D., il est utile de citer quelques passages de son livre (6) où il écrit :

« ... Commençons par substituer à la notion périmée des unions étriquées, telles que les concevaient encore ces temps derniers les collectivités plus ou moins sur la défensive, la notion généreuse, élevée et combien plus constructive d'une véritable union franco-musulmane.

« Cette union, la seule pensable aujourd'hui, est aussi la seule susceptible de créer le climat de confiance dans lequel s'épanouiront des élites insoupçonnées ou négligées. Elles pourront enfin exprimer leur pensée. C'est nécessaire. Nous découvrirons à cette occasion que nous avons trop longtemps méconnu ou voulu ignorer l'aspect moral de nos problèmes algériens... De ce fait notre optique est déformée, nous ne comprenons plus les pensées, les sentiments, les raisonnements des musulmans... »

Et il ajoutait plus loin : « N'avoir point discerné la nécessité d'une évolution générale des idées est peut-être la raison de nos éloignements, du refroidissement des rapports entre les deux collectivités algériennes. Comment n'auraient-ils pas été exploités !... opérons le redressement nécessaire pendant qu'il en est temps encore. Nous condamnerions notre œuvre si nous nous y refusions. »

Cette profession de foi généreuse ne l'empêchait pas de tomber dans les lieux communs des amalgames, quand il déclare : « ...contrairement à ce qu'on prétend, l'Algérie ne manque pas d'hommes aptes à concevoir et à réaliser... Mais une terminologie absurde, souvent employée non sans malice pour maintenir des situations acquises ou rendre suspects les conciliants, provoque l'élimination d'une foule de vocations nouvelles. Cette terminologie abusive limite l'éventail politique

(6) J. CHEVALLIER. *Nous Algériens*, Calman Lévy, 1958, p. 102-103 et suiv.

algérien à deux tendances : l'une dite « colonialiste » et l'autre « séparatiste ». Hors de ces deux extrêmes, point de salut. Cette déplorable et trop élémentaire classification incite à une généralisation non moins regrettable. Nanti de ces préjugés, on a tôt fait de déclarer que la majorité de l'élément d'origine européenne est colonialiste et que la majorité des musulmans est farouchement séparatiste. Certes, il y a des colonialistes, c'est-à-dire des gens d'un égoïsme irréductible que leur intérêt seul attache à l'Algérie, à l'exclusion de tout autre sentiment. Ils tiennent à tirer du pays et des gens, de tous les gens, le maximum aux moindres frais et iraient aussi bien planter leur tente ailleurs s'ils y découvraient matière à exploitation plus lucrative. »

Pour J. Chevalier, « ce type d'individu n'est pas spécifiquement algérien... « On ne saurait, sans injustice, le considérer comme caractéristique du colon ni de la masse d'européens modestes qui vivent en Algérie en partageant la bonne et la mauvaise fortune et n'ont ni le désir ni les moyens d'aller ailleurs ».

## Le néo-colonialisme

Mais le colonialisme n'est pas composé exclusivement de ce « type d'individus » ; ceux-ci n'en constituaient que la catégorie extrême qui n'aurait pu survivre sans la masse d'européens d'Algérie et l'ensemble du système impérialiste français. A partir d'un certain nombre de postulats, tels que « l'algérie française, l'œuvre de la civilisation française, le prestige de la France, etc., les comportements des individus ou des groupes français se diversifiaient, se combattaient parfois, mais pour exprimer la même réalité colonialiste dans ses divers aspects. La majorité des « petits européens d'Algérie » dont parle J. Chevallier montrait parfois des attitudes encore plus racistes que les gros possédants. Il est vrai que ces derniers disposaient de puissants moyens économiques et politiques par lesquels s'exprimait leur racisme.

L'élimination des deux attitudes extrêmes, que cet auteur a réduites à des minorités, ne faisait pas disparaître pour autant les rapports coloniaux qui sont caractérisés par la domination, l'exploitation et la sujétion de tout un peuple. Elle aurait eu seulement pour effet de gommer les excès les plus flagrants et de renforcer les bases de ce système. Elle aurait privé le peuple algérien de son avant-garde (les séparatistes) militante et

l'aurait livré plus sûrement à la merci de ce système réaménagé.

Les « séparatistes » dont parle J. Chevallier étaient les militants les plus résolus, conscients de la vraie nature du colonialisme et en même temps de la voie et des moyens pour en venir à bout. Ils exprimaient courageusement tout haut et en permanence les aspirations profondes du peuple algérien. Celui-ci, chaque fois que les conditions étaient réunies, a montré nettement dans quel sens allaient ses préférences (notamment lors des élections relativement libres et par sa résistance à la répression). De nombreux politiciens algériens modérés ou même pro-gouvernementaux n'adoptaient ces positions que devant la crainte de cette répression. Mais leur prudence imposée par une situation de rapports de force défavorable aux Algériens, n'aurait pas manqué de disparaître (comme plus tard, pendant la révolution). Dans une telle situation, une organisation révolutionnaire était forcément celle d'une minorité qui acceptait le sacrifice, l'abnégation et les dures conditions de lutte. Toutefois, cette minorité en nombre représentait idéologiquement la grande majorité si ce n'est la quasi-totalité. C'est le propre de toutes les authentiques oganisations révolutionnaires, et ce à toutes les époques.

Ces minorités organisées lorsqu'elles s'identifiaient complètement à un peuple le rendaient capable de lutter et de transformer les situations historiques. Elles constituaient l'avant-garde aux luttes populaires. Tenter d'éliminer « les séparistes », comme le faisait J. Chevallier, signifiait affaiblir le mouvement de libération nationale. Il visait par un autre moyen le même but que celui de la répression violente exercée par l'administration coloniale.

Les deux politiques par des voies différentes, se complétaient pour combattre les forces qui militaient pour l'indépendance du pays et la fin de toutes les formes de la colonisation anciennes ou nouvelles.

Les représentants de ces forces étaient qualifiés de « séparatistes, apôtres d'un nationalisme jaloux et exclusif qui ne conçoivent de solution qu'à sens unique... » et que « s'ils étaient de bonne foi, les séparatistes algériens auraient certainement conscience de l'utopie de leur doctrine à une époque où les nationalismes se démantèlent progressivement devant la nécessité de conclure des alliances et des unions internationales de plus en plus intimes ».

J. Chevallier se trompait tragiquement car sa tentative politique constituait, elle, une utopie. Quand aux « nationalismes », il faut éviter les confusions ; le nationalisme des peu-

ples colonisés revêtait le caractère d'une affirmation de survie en tant que communauté nationale que niait le colonialisme pour les besoins de sa domination.

Nous convenons parfaitement de la nécessité des alliances et des unions mais cette nécessité doit tenir, avant tout, compte de tous les intérêts des peuples en présence. Les intérêts du peuple algérien n'étaient à rechercher ni dans la politique coloniale, ni dans l'union française ou franco-musulmane. Son intérêt le plus impératif était de se libérer de cette emprise et d'établir ensuite des alliances, selon ses aspirations et les nécessités de son développement historique. Par exemple le débat sur l'assimilation, le statut et l'union française a fait apparaître sans aucun doute que le peuple algérien rejetait tout ce qui portait atteinte à sa personnalité arabo-musulmane. Son option en matière d'alliance était dictée par l'histoire et la civilisation. C'est d'abord avec les peuples arabo-musulmans qu'il aspirait à tisser des liens étroits, que la colonisation tentait en vain de détruire.

L'Algérie que J. Chevalier voulait bâtir, n'avait que peu de rapport avec l'Algérie réelle, celle des algériens qui n'acceptaient en aucun cas le fait accompli colonial. Le « no man's land », très large, qui sépare ces deux conceptions ne peut être comblé par le rejet des « deux sectarismes, colonialisme et séparatisme ». C'est l'élimination du colonialisme qui constituait le principal problème pour l'Algérie arabo-musulmane. C'est la résurrection de celle-ci en tant qu'entité souveraine qui faisait vibrer les sentiments des millions d'Algériens, lancés dans une lutte historique de grande portée et qu'aucun stratagème ne pouvait plus arrêter.

La politique du groupe des libéraux avec Jacques Chevallier et Blachette reflétait les tendances néo-colonialistes qui commençaient à se manifester devant l'échec des méthodes colonialistes traditionnelles rendues caduques par le développement du mouvement national en Algérie, l'évolution de la situation mondiale et des nouveaux impératifs économiques (développement industriel, etc.). Officiellement, le Comité Central du M.T.L.D. dénonçait ainsi le néo-colonialisme : « Sur le plan tactique, l'impérialisme a recours à des méthodes plus raffinées. Un nouveau colonialisme a tendance à succéder au colonialisme traditionnel terrien. Le colonialisme qui se dit "libéral" mais qui n'est pas moins dangereux que l'ancien, se manifeste actuellement sous deux formes. En premier lieu, il essaie de faire des réalisations sociales et économiques pour mettre en échec le nationalisme. Il oublie seulement que le nationalisme n'est pas un état d'esprit accidentel, mais qu'il

s'inscrit dans la courbe de l'histoire et plonge ses racines dans le peuple, son passé, ses besoins et ses aspirations. En second lieu, il utilise, pour l'éxécution de sa politique, des agents d'un type nouveau. Ce n'est plus aux bachaghas féodaux ignares, "fils de grande tente" que l'impérialisme fait appel, mais à des bachaghas évolués, genre Farès, président de l'Assemblée algérienne (7). »

## La crise et le premier congrès

Si une large place est accordée à l'initiative de ce groupe, c'est parce qu'il fut indirectement mêlé à la lutte des tendances au sein de la direction du P.P.A.-M.T.L.D. C'est avec les représentants de ce groupe et le maire d'Alger (depuis le 4 mai 1953), Chevallier, que les éléments modérés du parti inaugurèrent une certaine coopération au sein de la municipalité pour laquelle ils furent dénoncés par Messali Hadj pour déviation et collaboration, lorsque la crise du parti parvint à sa plus grande intensité.

Cependant, celle-ci se développait inexorablement et se répercutait de plus en plus du sommet vers la base. Si la rupture n'était pas encore consommée, elle n'allait pas tarder à l'être. La pression des militants et des cadres s'exerçait avec assez de force pour le maintien de l'unité du parti. Aucune des tendances qui apparaissaient le plus nettement, les partisans de Messali et ceux de Lahouel, ne tenaient à s'aliéner des sympathies par des prises de positions nettement tranchées. Chacune de ces deux tendances s'employait à mettre le maximum d'atouts dans son jeu. Messali était handicapé par son éloignement de l'Algérie. De Niort, où il résidait, il cherchait à gagner à sa cause la Fédération de France du M.T.L.D. Ses fidèles s'efforçaient de s'opposer au travail des partisans de Lahouel bien implantés dans l'appareil du parti. Les éléments de l'O.S., dispersés, disposant de peu de moyens, essayaient d'éclairer le débat et d'éviter que les adhésions à l'une ou à l'autre des tendances ne fussent motivées que par la passion. D'autre part, ils étaient l'objet de méfiance de la part des deux tendances, car ils refusaient de s'engager sur des thèses qu'ils considéraient néfastes au parti et à la ligne révolutionnaire.

La tension grandissait à un tel point dans le parti, que la

(7) C'est ce qu'on pouvait lire dans l'*Algérie Libre*, organe du M.T.L.D., du 11 décembre 1953.

direction consentit enfin à organiser un congrès qui se tint les 4, 5 et 6 avril 1953, 2, place de Chartres à Alger (siège du M.T.L.D.). La tendance modérée (Lahouel, etc.) qui détenait la quasi-totalité du pouvoir, prit la précaution d'empêcher, par divers prétextes, de nombreux responsables, qu'elle savait en désaccord avec son orientation, d'assister à ce congrès. Le choix du siège du parti pour la tenue de cette assemblée, constituait à lui seul une option. Ainsi on justifiait la non-participation des éléments les plus révolutionnaires et recherchés par la police par des « raisons de sécurité ». De cette manière les organisateurs du congrès, en grande partie amis de Lahouel, éliminèrent les principaux cadres de l'O.S. et de l'O.P. susceptibles de poser différemment le problème de la crise du parti. Les congressistes écoutèrent le discours d'ouverture prononcé par Ahmed Mezerna (Président du M.T.L.D.) et prirent connaissance du « message » adressé par le leader Messali Hadj au congrès. Les deux responsables ne firent, officiellement, aucune allusion à la crise qui couvait au sein du parti.

On n'en trouvait, d'ailleurs, aucune trace dans le rapport (8) présenté par le comité central à cette instance. Dans ce document on analysait l'action du parti, ses réussites, la politique de répression, le développement de la situation et les insuffisances. De ce point de vue, ce rapport reflétait un réel effort de théorisation, mais il n'apportait aucune réponse, dans l'immédiat, aux préoccupations « révolutionnaires». Si l'on y soulignait le caractère révolutionnaire quant aux « buts et aux moyens », on y dénonçait, par contre, « le gauchisme » qui était, en réalité, inconnu dans le M.T.L.D. Le « réalisme » qu'on opposait à ce prétendu « gauchisme » dissimulait l'abandon de la politique révolutionnaire. Cet abandon est confirmé sous cette forme sibylline : « Si nous sommes révolutionnaires quant aux moyens cela ne veut pas dire que nous devons employer exclusivement ou inconsidérément ces moyens.... »

Par ailleurs, il est question dans ce rapport de deux périodes : l'une qualifiée d'offensive (de mars 1947 à mars 1948) et l'autre de défensive (1948 à la tenue du congrès). Aucune explication sérieuse n'est avancée pour justifier une telle analyse, sinon par la répression.

Ces restrictions, de même que les omissions, n'avaient d'autre but que celui de masquer la défaillance de la direction (après les élections à l'Assemblée algérienne de 1948) qui s'est placée d'elle-même dans la position défensive et ouvrit

(8) Brochure, *2e Congrès national du M.T.L.D., op. cit.*

ainsi le processus de dégradation de tout le mouvement (alors que le Congrès de 1947 l'avait investie au contraire de la mission de « préparer l'offensive générale »).

Aussi, en dépit des travaux du congrès et de la résolution générale qui y fut prise, les vrais problèmes du parti restaient posés et allaient s'aggraver, faute de solutions véritables. Les questions de fond furent escamotées lors des discussions. On évita de parler des causes de dissension entre les dirigeants. On s'ingénia par des manœuvres stériles, à distribuer quelques sièges à de nouveaux membres au sein des organismes dirigeants (C.C. et B.P.), en remplacement de la plupart des Messalistes qui se trouvaient évincés. Bien que réélu président du parti, Messali (absent) devint minoritaire au sein du comité central et de la direction.

Par les manœuvres qui s'y déroulèrent et le retard avec lequel il fut réuni, le congrès aggrava davantage la crise et en précipita le développement. L'aile révolutionnaire n'ayant pu être représentée et exprimer ses griefs, elle accentuait désormais ses critiques contre toute la direction, l'accusant de mener le parti à la ruine et de se soucier bien peu des aspirations de la base et de la préparation révolutionnaire. Elle dénonçait la déviation « attentiste » des dirigeants et leur compromission avec le réformisme inefficace qui conduisait le mouvement dans l'impasse. Bien que ses critiques rejoignaient en partie ceux des Messalistes, elle se démarquait de ces derniers, les considérant également responsables des causes de la crise. Pour elle leurs attaques contre les centralistes étaient motivées surtout par la volonté d'éliminer des adversaires politiques, afin de contrôler le parti. Et s'ils avaient recours au « verbalisme révolutionnaire » c'était pour gagner les militants à leur cause sans pour autant définir et suivre une vraie ligne révolutionnaire. En fait, ils avaient contribué comme les « centralistes » à la déviation du parti depuis le tournant de 1948. Ils semblaient davantage défendre la cause de Messali que celle de la révolution malgré leurs allégations.

Les partisans du « comité central » continuaient à reprocher à Messali son despotisme, ses violences verbales, son goût de l'agitation pour l'agitation, son incapacité d'agir efficacement (sans indiquer dans quel sens). Leurs thèses trouvaient une certaine audience auprès des cadres de l'appareil organique, sans atteindre la base acquise en majorité au prestige du chef national. Ils expliquaient la position de Messali par l'inaptitude de celui-ci à diriger le parti et le caractère dépassé de ses conceptions politiques. Ce qui était vrai dans une certaine

mesure et qui s'appliquait également à eux-mêmes. L'« intellectualisme » dont ils se prévalaient, en toutes circonstances, s'avérait encore plus nocif au parti et à la révolution que le « simplisme » dont ils taxaient Messali et ses partisans.

Aux militants qui posaient le problème central de l'orientation du parti, ils affirmaient leur attachement au « réalisme révolutionnaire », mais ils tentaient en même temps de démontrer que les conditions n'en étaient pas encore réunies et qu'il faudrait une longue et sérieuse préparation. Cependant eux-mêmes évoluaient dans la pratique vers une ligne de plus et plus modérée qui apparaissait nettement dans leur stratégie politique. Les cadres et les militants qui partageaient leur point de vue ou qui subissaient l'influence ne se préoccupaient pas du tout de cette préparation. Leurs idées correspondaient de moins en moins aux exigences révolutionnaires et leurs activités se limitaient à un travail organique de routine, désormais sans grande portée. C'est bien plus dans ce domaine que se manifestait la déviation des partisans du « comité central ». Leur orientation avait pour résultat de saper la foi et la volonté révolutionnaires chez les cadres et les militants et d'en faire de simples exécutants de leur « réalisme révolutionnaire », lequel signifiait, en réalité, l'opposition à la révolution tout court.

De leur côté, Messali et ses amis ne s'avouaient pas vaincus, après le congrès d'avril 1953. Ils engageaient la lutte au nom des principes révolutionnaires, mais surtout pour reprendre leurs positions au sein des organismes dirigeants. Ayant constaté que ses partisans se trouvaient minoritaires dans le comité central et exclus pratiquement de la direction du parti, il accusa la direction de déviation, retira sa confiance au secrétaire général (Youcef Ben Khadda, en place depuis quelques mois) et demanda les pleins pouvoirs.

Cette demande se heurta à la désapprobation du comité central qui « se trouvait ainsi, avant même d'avoir commencé la mission dont il avait été chargé par le XIe Congrès, devant une exigence absurde que rien ne justifiait. Les critiques formulées à l'appui des pleins pouvoirs portaient sur des faits antérieurs au Congrès et ne pouvaient être opposées - même si elles étaient justes — à un comité central et à une direction qui venaient d'être constitués, du reste, avec la participation effective de Messali ».

Dans la résolution votée après un débat au cours duquel seuls Mezerna et Marbah Moulay osèrent soutenir la position de Messali, le comité central « émettait le souhait de voir le

Président du parti retirer sa demande des pleins pouvoirs » (9). Après ce refus, le comité central, conciliant, désigna une commission pour tenter de convaincre Messali de renoncer à réclamer les pleins pouvoirs. Etant donné la gravité du différend et la cristallisation des positions cette tentative connut un échec. Le conflit prenait des proportions désastreuses pour le Parti. Chacune des deux tendances s'efforçait, par des manœuvres, de s'assurer le contrôle sur l'organisation en vue de la scission désormais inévitable, à moins d'un miracle.

Au mois de décembre 1953, le Comité central du M.T.L.D. lançait un appel (10) pour un Congrès national algérien, signé par Hocine Lahouel, Ben Youcef Benkhadda et Abderrahmane Kiouane. Cet appel était assorti d'un programme d'action et s'adressait à toutes les couches du peuple algérien, à tous les « partis, les organisations culturelles, sociales, économiques, les personnalités démocratiques indépendantes et à tous les Algériens sans distinction qui ont à cœur de relever l'Algérie ».

## Messali demande les pleins pouvoirs

Bien que le principe de l'Union nationale fut inscrit dans la résolution votée au dernier congrès, cet appel pour un Congrès national apparaissait comme une opération politique dirigée contre Messali (et d'autres). C'est ainsi qu'il a dû être interprété par le leader qui adressa au Comité central réuni le 1er janvier, un rapport dénonçant avec force, la « déviation » de la direction et retirant sa « confiance non seulement au secrétaire général mais à toute la direction et réclamant impérativement les ''pleins pouvoirs'' ».

La riposte de Messali, dans cette course de vitesse laissait le Comité central devant un dilemme : se soumettre ou se démettre. Il essaya néanmoins de composer sur la base de la convocation d'un Congrès extraordinaire et dépêcha une deuxième commission pour présenter cette proposition au chef national qui ne daigna pas la recevoir. Il accentua au contraire son action pour prendre tout le parti en main et notamment la base militante.

Le 28 mars 1954, le Comité central (voyant la situation lui échapper complètement), délégua « une partie de ses pouvoirs à Messali pour préparer le Congrès et assurer l'expédi-

(9) *Nation algérienne*, 3 septembre 1954.
(10) *Algérie Libre*, 11 décembre 1953.

tion des affaires courantes... dans le souci de maintenir l'unité du Parti et de permettre que toutes les tendances s'étant manifestées durant la crise puissent confronter leurs points de vue, dans un Congrès démocratique et vraiment représentatif... » (11).

Les partisans du C.C. découvraient trop tard les vertus de la démocratie et de la représentativité que les Messalistes allaient également fouler aux pieds. La délégation constituée pour préparer le Congrès extraordinaire, dominée par les partisans de Messali, entreprit, à son tour, « le nettoyage » du parti. Sous prétexte de lutter contre le réformisme, elle élimina tout militant (des postes de responsabilité) qui ne se conformait pas aux critères de « l'adhésion inconditionnelle ». Toutes ces tractations, en dépit des allégations des deux tendances, accéléraient le processus de décomposition du parti. Elles avaient pour effet de détourner l'attention des militants de leurs tâches principales (la lutte pour la libération) vers des activités sectaires négatives. Cette entreprise d'autodestruction parvint à son point culminant au mois de juillet (du 13 au 15) 1954, lorsque les partisans de Messali se réunirent en Congrès à Hornu (Belgique). Les congressistes eurent à se prononcer sur le rapport de Messali. Celui-ci reprenait les critiques (formulées avant lui par de nombreux militants) contre la direction et notamment contre Hocine Lahouel, Abderrahmane Kiouane et Sid Ali Abdel-hamid. Il passait en revue les principales phases traversées par le parti et les erreurs commises par les dirigeants. Le réquisitoire dressé contre ces derniers esquivait cependant la propre responsablité de Messali. Car s'il a souvent souffert de la répression et vu ses activités réduites de ce fait, le leader disposait quand même de pouvoirs et de moyens suffisants pour empêcher la déviation. Il eut maintes occasions soit aux séances du comité central (auxquelles il a assisté), au Comité directeur, soit en définissant une politique révolutionnaire sans ambiguïté, de sauver l'unité du parti. En passionnant le débat, en escamotant les véritables problèmes, il a, tout comme les autres dirigeants, contribué à l'éclatement de ce dernier.

La question de confiance que Messali posait aux congressistes, acquis d'avance à sa position, ne changeait rien à cette réalité ; bien au contraire, elle la consacrait. Les résolutions votées par ce congrès condamnaient la politique de déviation et de collaboration avec le néo-colonialisme. Elles se traduisaient par les décisions suivantes :

(11) *Nation Algérienne*, 3 septembre 1954.

« — 1) la dissolution du Comité central ;
— 2) l'exclusion de principe des responsables de la politique de déviation et de collaboration avec le néo-colonialisme ;
— 3) la remise des fonds et des biens du parti détenus par l'ancienne direction instigatrice de la politique sus-indiquée. Le congrès accorda "à l'unanimité, la présidence à vie du parti à Hadj Messali" ainsi que la confiance totale et les pleins pouvoirs pour le redressement et la réorganisation du parti. »

Il opta également pour :
— 1) Le retour aux principes révolutionnaires qui ont toujours animé le mouvement depuis la création de l'Étoile nord-africaine, et du parti du peuple algérien.
— 2) La suppression de la routine bureaucratique qui s'est implantée dans le parti depuis l'avènement de certains dirigeants.
— 3) La solidarité effective et agissante avec les peuples frères de la Tunisie et du Maroc (12).

Tous ces points constituent les principales critiques adressées par les cadres et les militants à toute la direction (y compris Messali), depuis plusieurs années.

### Le congrès organisé par le comité central

Les membres du Comité central ainsi condamnés étaient absents du Congrès, bien que : « une invitation pour y assister leur a été faite verbalement et par écrit lors d'une réunion du Comité central convoquée régulièrement par le Président du parti le 27 juin 1954 ». Pour eux, cette invitation signifiait la comparution devant le tribunal dont le verdict était connu à l'avance : leur condamnation sans rémission.

Ils s'étaient donc abstenus d'assister à cette « assemblée fractionniste », préférant se préparer à la contre-attaque en érigeant leur propre tribunal. En effet, un mois après leur « exclusion » du parti, les « centralistes » organisèrent le « véritable congrès extraordinaire » à Alger (du 13 au 16 août 1954) et se prononcèrent pour :

1) Le rejet de l'accusation de déviation formulée par Messali ;
2) La confirmation de la politique tracée par le IIe Congrès (av. 1953) ;
3) La déchéance de Messali, Mezerna et Merbah Moulay de toutes les fonctions que le parti leur avait confiées ;

(12) *Algérie Libre* du 19 septembre 1954.

4) La dénonciation de l'assemblée fractionnelle de Belgique qualifiée de congrès et que Messali n'avait plus le droit de tenir.

Ainsi la scission était définitivement consommée. Elle plongea les militants et les cadres conscients dans la tristesse de voir la lutte fratricide à laquelle se livraient les deux tendances au mépris de la volonté unitaire de la base.

Partisans des « principes révolutionnaires », (Messalites) et adeptes du « réalisme révolutionnaire » (Centralistes » s'acharnaient à disperser le seul et précieux potentiel révolutionnaire du pays.

Le P.P.A.-M.T.L.D., instrument et espoir de libération nationale, édifiée grâce à un effort gigantesque, aux innombrables sacrifices, à l'abnégation de dizaines de milliers de militants, au cours de longues années, était détruit. Ce que n'avait pu atteindre le colonialisme par la violence et la répression, les dirigeants devenus impuissants et aveuglés l'ont accompli au-delà de toutes les espérances de ce dernier. Après avoir conduit ce parti au seuil de la phase finale, celle de l'action directe, à laquelle les militants et les masses s'étaient préparés, ils se montrèrent incapables de franchir le dernier pas. Ils se perdirent dans les manœuvres stériles, les querelles et les luttes d'influence, sans rapport avec les aspirations de la base. Celle-ci risquait de voir ses forces se diviser entre les deux tendances et se retourner les unes contre les autres, au lieu de se diriger contre les forces coloniales. Cette lutte fraticide connaissait déjà quelques exemples d'échauffourées (13) entre les militants acquis, les uns à Messali, les autres aux « centralistes ». En se développant, elle substituait aux préoccupations révolutionnaires celles des responsables qui s'étaient disqualifiés et qui, néanmoins, s'accrochaient aux lambeaux du « pouvoir ».

## Position de la base

La raison d'être, le mérite et l'intérêt du P.P.A. — M.T.L.D. résidaient dans le fait essentiel qu'il remplissait la fonction révolutionnaire dans tout le mouvement national. A partir du moment où il abandonnait cette fonction (ce qui était un fait depuis 1948), il sombrait dans les contradictions et la

(13) La presse coloniale a relaté plusieurs faits de ce genre (*La Dépêche* du 5-6 septembre 1954 et le *Journal d'Alger* de la même date, entre autres).

confusion. Son éclatement s'inscrivait dans la logique de cet abandon. Malgré les explications, les justifications des centralistes et des Messalistes, ni les uns ni les autres ne se préoccupaient réellement de l'engagement dans le processus révolutionnaire. Alors qu'ils ont eu l'occasion (avant l'aggravation de la crise) et les possibilités de poser franchement ce problème, ils ont préféré biaiser et ruser entre eux et avec la base. Ils ont abandonné tous ensemble la ligne définie au congrès de 1947 en se laissant enfermer dans le truquage électoral de 1948 et des congrès suivants. Leur immobilisme a provoqué la destruction de l'O.S., sans réaction sérieuse de leur part. Tout leur souci a consisté à se protéger de la répression et pour cela ils ont sacrifié des centaines de militants aux tribunaux et à l'emprisonnement. Les centralistes, comme on l'a vu, évoluaient vers un réformisme que l'U.D.M.A. avec F. Abbas et les communistes, étaient mieux placés pour pratiquer. La « coopération » avec les « néo-colonialistes » reflétait bien leur choix politique en complète contradiction avec l'orientation révolutionnaire.

Messali qui jouissait d'un grand prestige auprès des militants et de la base n'a jamais utilisé ce capital pour renforcer l'organisation révolutionnaire. Il employait le langage révolutionnaire pour défendre sa position lorsqu'elle était menacée. Parmi les militants et les cadres, personne ne contestait le rôle essentiel qu'il a joué dans la formation du mouvement national ni sa personnalité de leader national. Mais après plusieurs expériences, certains pouvaient émettre des doutes quant à sa capacité de diriger seul le parti et réprouvaient l'instauration du pouvoir personnel. Comme cela s'est avéré plus tard, il éprouvait une crainte exagérée d'être dépassé au sein du parti. Ce qui l'amenait souvent à faire le choix de collaborateurs, parmi les inconditionnels que rien ne différenciait fondamentalement des responsables contre lesquels il nourissait de l'aversion et qu'il accusait de réformisme (Moulay Merbah, Mezerna, etc.).

Au moment de la crise en 1953 (avant la tenue des deux congrès), plusieurs délégations tentèrent de convaincre Messali d'éviter la division en cherchant d'autres solutions et en se plaçant lui-même au-dessus de la « mêlée ». Les forces qu'il pouvait susciter et appuyer, par un appel révolutionnaire, étaient aptes à remettre le parti dans sa voie naturelle et à en extirper les germes du réformisme. Il fit preuve d'égocentrisme et ne manifesta aucune confiance aux militants révolutionnaires

(14) (notamment aux membres de l'O.S. avec Ben Boulaïd entre autres). Il réclamait la confiance pour lui-même et exigeait l'inconditionnalité d'autrui. De nombreux cadres qui ne montraient aucune hostilité à Messali dont ils partageaient certaines critiques contre les « centralistes », jugèrent son attitude et ses méthodes contraires aux exigences de la nouvelle situation et inaptes à promouvoir la révolution. Le courant d'opposition qui s'était formé, notamment après l'affaire de l'O.S., et qui n'avait cessé de lutter contre la position réformiste de la direction se renforçait. Les mots d'ordre d'unité révolutionnaire à la base, la dénonciation des pratiques déviationnistes et des jeux stériles des « politiciens » trouvaient crédit auprès des militants et des cadres. Ceux-ci, soumis aux sollicitations et aux pressions des émissaires des « Messalistes » et des « Centralistes », répugnaient à la division dont ils pressentaient les dangers. L'action du courant révolutionnaire les aidait à résister et à tenter de sauvegarder l'unité chèrement acquise. Des Daïras et des Kasmas entières ne s'engageaient pas et adoptaient la position du « blocage », c'est-à-dire qu'elles rompaient provisoirement les liens organiques et administratifs avec les deux tendances. Leurs responsables tentaient aussi par ce moyen de s'informer et d'excercer des pressions sur les « scissionnistes » (Messalistes et Centralistes) encouragés en cela par les éléments du courant d'opposition. Mais les personnalités dirigeantes des deux côtés et principalement Messali, bénéficiant de l'affectivité d'une bonne partie de la base, créaient un véritable dilemme chez les militants mal informés de la situation. Les moyens dont disposaient les Messalistes et les centralistes mis au service de la démagogie rendaient difficile la tâche des éléments qui faisaient appel à la raison et à la réflexion de la base.

Ce fut donc l'éclatement du Mouvement national algérien et la destruction du P.P.A.-M.T.L.D. L'aveuglement de certains et la priorité qu'ils accordaient aux luttes pour le pouvoir au sein de parti, allaient faire éclater des contradictions décisives. Celles-ci aboutiront à une clarificaion des positions et des méthodes.

(14) Un groupe dont faisait partie l'auteur, ayant fait la même démarche auprès du leader, s'est vu proposer l'engagement inconditionnel.

# 13. UNE MUTATION QUALITATIVE DU MOUVEMENT RADICAL

## *Le Comité révolutionnaire pour l'unité et l'action (C.R.U.A.)*

### Formation de la troisième tendance

La division du parti consommée, les deux tendances s'engageaient dans la lutte pour tenter de s'emparer de la base militante en grande partie désemparée. De nombreux cadres et militants rejetaient le nouveau clivage entre « messalistes » et « centralistes ». Dans toutes les régions d'Algérie et en France, ils déployèrent de grands efforts pour maintenir l'unité à la base. Des initiatives étaient prises au sein de l'Organisation dans ce but, c'est ainsi que dès le début de 1954, un groupe (du courant révolutionnaire d'opposition) composé de militants et de cadres O.S.-O.P. (l'auteur, Radjef, Boudissa, etc.) constatant le danger des conflits au sommet et ses conséquences sur le moral d'une base désorientée et déchirée, lança (de Paris) le premier tract intitulé « Appel à la raison ». Dans cet écrit, le groupe rejetait la responsabilité de la division du parti sur toute la direction, y compris Messali. Il appelait tous les militants à adopter une attitude de neutralité positive (1) entre les Messalistes et les centralistes, à préserver l'unité de la base, et à s'organiser en vue de l'action efficace. Ce fut la première prise de position pour une véritable continuité révolutionnaire indépendante des deux tendances (Messaliste et centraliste).

(1) En effet, de nombreux militants s'étaient opposés à la ligne de la direction avant et après l'affaire de l'O.S. Mais ils ont choisi de se maintenir au sein de l'organisation pour éviter l'exclusion tout en essayant de lutter pour développer le courant révolutionnaire. De ce fait, ils étaient davantage mis à l'index par la direction et plus éloignés des postes de responsabilités. Lorsque le C.R.U.A. prendra naissance, il ne comprendra qu'une partie de ces militants, c'est-à-dire la plupart de ceux qui se trouvaient dans l'appareil organique au moment de la scission et qui avaient plus de facilités de déplacement.

Par la suite, les éléments de l'O.S. et de l'O.P. élargirent leurs contacts et leurs concertations. La plupart de ces éléments (à des degrés divers) s'opposaient depuis plusieurs années à la ligne politique de la direction. Les uns se trouvaient intégrés directement comme responsables dans l'organisation, les autres davantage en butte à la méfiance de la direction ne remplissaient pas de fonctions importantes. Ils militaient dans les organismes annexes du parti ou dans sa représentation à l'étranger. Si tous étaient d'accord sur le fond, c'est-à-dire la nécessité d'un regroupement indépendant, les attitudes différaient selon la situation et le point de vue de chacun. La démarcation vis-à-vis des tendances (Messalistes et centralistes) n'était pas appréciée de la même manière (par exemple Boudiaf qui exerçait la responsabilité à l'organisation dans la Fédération de France et qui, à ce titre, avait été malmené par les Messalistes, manifestait à l'encontre de ceux-ci une certaine rancune, ce qui l'amenait à se rapprocher des centralistes). L'auteur, qui travaillait au sein de la commission de presse de la Fédération, optait pour une démarcation à égale distance des mêmes tendances. En effet le regroupement ne pouvait connaître de succès qu'en évitant d'être assimilé soit aux centralistes, soit aux Messalistes. Ben Bella, au Caire, partageait le même point de vue que de nombreux cadres et militants en Algérie. C'est à cette condition qu'il serait crédible auprès de la base et qu'il pourrait en mobiliser les éléments les plus résolus. Certains désaccords apparurent à ce sujet lors de la première réunion pour constituer le nouveau groupement (à Paris au début de 1954). Ils portèrent sur la présence de cadres centralistes trop marqués comme Yazid. Leur présence fut jugée indésirable et la réunion se dispersa sans résultat.

Les contacts se poursuivirent, néanmoins, entre tous les éléments en accord sur les idées essentielles, sur la nécessité de créer un nouveau groupement en vue de l'action directe (2) et ce le plus rapidement possible. Il fallait éviter que les clivages issus de l'éclatement du parti ne soient cristallisés, les forces complètement divisées et démobilisées. Car si les éléments de l'O.S. prenaient souvent les initiatives, d'autres cadres et militants du parti recherchaient également une solution. L'organisation comme dans la région de Constantine ne

(2) Une rencontre eut lieu à Paris entre Didouche, Mahsas et Boudiaf, avant que celui-ci ne rentre à Alger avec la permission de la Fédération de France du M.T.L.D. et dans le but de contacter les anciens éléments de l'O.S. Les dirigeants (centralistes) pensaient empêcher ainsi ces derniers de rejoindre la tendance de Messali.

prenait parti pour aucune des tendances. Il en était de même un peu partout en Algérie, à Alger, en Kabylie où les responsables comme Krim et Ouamrane maintenaient des contacts avec les deux tendances, sans engagement réel (3). Des groupes de l'O.S. dans l'Aurès avec Mustapha Ben Boulaïd et dans la région de Souk Ahras avec Badji Mokhatar s'étaient reconstitués. Dans la dernière région, ils entraient en activité et soutenaient les groupes armés tunisiens près de la frontière (4).

Le mouvement qui se dessinait au sein des militants contre la scission et les deux principales tendances qui se disputaient le patrimoine du parti débordait les contours de l'O.S. dont certains membres d'ailleurs rejoignaient les Messalistes, comme par exemple Maroc Mohamed (ancien membre de l'état-major et responsable du réseau de transmission dans le service général de l'O.S.). Réguimi Djillali (responsable d'Alger) se retira des activités politiques. Bel Hadj Djillali, depuis sa défaillance au procès de Blida, s'était retiré du parti ainsi que Ould Hamouda, responsable de Kabylie. A peu près les mêmes clivages s'étaient formés à la base. Des anciens responsables, Ben Bella et Aït Ahmed et Mohamed Khider, se trouvaient au Caire, tandis que Boutlélis Hamou (ancien chef de l'Oranie) et M'Hamed Yousfi (chef du service général) purgeaient encore leurs peines de prison.

La création du Comité révolutionnaire d'Unité et d'Action (C.R.U.A.) en mars 1954 devait répondre au besoin de canaliser ce mouvement, d'en faire une force indépendante des deux tendances et d'empêcher ainsi la division et la dispersion des énergies dans les querelles partisanes surgies entre les deux directions. Il devenait urgent de constituer une alternative révolutionnaire.

## Tentative de récupération

Il faut noter à cet égard que la composition de ce premier comité souleva quelques contestations au sein du courant révolutionnaire. En effet, des quatre membres composant le Comité (Ben Boulaïd, Boudiaf, Dakhli et Bouchebouba), les deux derniers étaient plus ou moins acquis aux thèses du comité central. Sous son autorité, ils exerçaient respectivement au sein du P.P.A.-M.T.L.D. les fonctions de responsable et de contrô-

(3) Dans la première période de scission, ils penchèrent plutôt vers Messali.
(4) Ces groupes s'étaient constitués bien avant la naissance du C.R.U.A.

leur de l'organisation, sur le plan national. La présence de ces deux éléments (sans que leur intégrité soit mise en doute) risquait de faire apparaître le C.R.U.A. comme une émanation des « centralistes ». Ceux-ci cherchaient effectivement à récupérer ce nouveau courant et à l'utiliser contre Messali. Cette promiscuité, même considérée sous l'angle tactique (5), offrait alors aux Messalistes l'argument pour dénoncer le C.R.U.A. (par démagogie), devant leurs militants galvanisés, comme une organisation d'obédience centraliste. Ce qui lui auraient fait perdre son caractère de nouveauté, sa « neutralité positive » entre les deux tendances, et en même temps sa crédibilité et sa raison d'être. Cette position du C.R.U.A. se reflétait dans son organe « le Patriote » (6) où la critique était dirigée principalement contre les Messalistes. Elle soulevait des craintes légitimes, au sein du courant révolutionnaire, de voir le C.R.U.A. s'égarer et tomber sous l'emprise des « centralistes ». Des militants attirèrent l'attention sur ce fait, mais le C.R.U.A. ne corrigeait pas son orientation. Ceci devait amener l'auteur à réaffirmer par lettre circulaire ce que devrait être la ligne du C.R.U.A. pour répondre aux aspirations des militants (non engagés avec les deux tendances) et traduire leur volonté de s'affirmer en tant que force autonome. Il en appela (par lettre) à Ben Bella et à la délégation du Caire pour intervenir dans le même sens. Sous la pression de nombreux éléments dont Ben M'hidi et Didouche Mourad, cette erreur tactique fut corrigée.

Les Messalistes (à Alger) exploitaient déjà cette confusion, soulevaient leurs militants contre les centralistes et les membres du C.R.U.A. (7) qui les côtoyaient. Cette petite erreur de parcours dépassée, le C.R.U.A. reprit ses distances vis-à-vis des deux tendances et son action contribua à clarifier la situation et à tracer une nouvelle voie attendue par de nombreux militants et cadres. Sa position politique et morale en fut renforcée et il put ainsi, au moment de la crise, mobiliser des énergies et opérer la transformation qualitative du courant révolutionnaire pour le porter au niveau exigé par la situation

(5) Cette tactique consistait, après accord avec les centralistes, à se procurer auprès d'eux une aide financière et avoir la possibilité d'utiliser leur infrastructure et recruter des militants.

(6) C'est peut-être cette position qui fit apparaître le C.R.U.A. à un certain nombre de militants comme inféodé aux centralistes, ce qui suscita leur réserve.

(7) Boudiaf fut lui-même victime d'agression de la part des Messalistes qui le confondaient avec les membres du Comité Central. Il en garda un certain ressentiment, non seulement contre les Messalistes, mais également contre les militants qui ont dénoncé sa « fausse manœuvre » avec les centralistes.

intérieure et extérieure. Il jetait les bases de la transformation de tout le mouvement national et de la solution du problème de la direction révolutionnaire. Celle-ci consistant moins à organiser une direction rigide qu'à détacher les forces nouvelles de l'emprise des structures politiques inefficaces et leur permettre d'agir sans entraves. La formation de la direction obéissait ainsi à la nature, aux nécessités de l'action, aux nouvelles conditions de lutte et non pas à des considérations subjectives de hiérarchie.

## Les messalistes, le comité central et le C.R.U.A.

La défaillance de l'ancienne direction à une période cruciale du processus de libération nationale a mis ainsi en évidence la tâche primordiale de réorganisation du courant révolutionnaire. Celui-ci, formé au cours de plusieurs phases, au sein du Mouvement national, a connu son apogée au Congrès de 1947 et notamment après la création de l'O.S. A cette époque, le P.P.A.-M.T.L.D. constituait un authentique mouvement révolutionnaire. Sans la défaillance d'une direction partagée entre le verbiage radical et les subtilités intellectualisantes sur la tactique et la stratégie de l'action, ce dernier aurait pu atteindre d'emblée le niveau qualitatif exigé par l'action directe. L'O.S. en constituait l'avant-garde la plus évoluée et en quelque sorte la structure d'accueil au stade du déclenchement. Mais la direction fit alors fausse route et sombra dans une politique électoraliste sans perspective aggravée par les dissensions. Elle s'est ainsi détachée de la base et a provoqué sa propre destruction et celle de l'instrument le plus apte à réaliser la volonté révolutionnaire de tout le parti.

Après l'éclatement de cette direction et la division du parti en trois tendances, les dirigeants s'avisaient de nouveau de faire appel à la base, s'efforçant de la gagner à leur cause partisane. Ils reprenaient parfois le langage révolutionnaire (selon l'intérêt des auditeurs), mais se gardaient d'en développer la portée pratique. Messali demandait uniquement qu'on lui « fasse confiance » pour retrouver les « principes révolutionnaires ». Les « centralistes » se réfugiaient dans « les conditions préalables dictées par le « réalisme révolutionnaire » dont on ne voyait pas poindre l'existence à l'horizon et ce d'autant moins que ce « réalisme » se trouvait contredit par une orientation et des comportements politiques réformistes.

Par contre, le C.R.U.A. fit appel à la base pour qu'elle prenne elle-même la responsabilité et l'initiative de l'engage-

ment dans la voie qui lui était proposée, la seule à dépasser la crise. Il ne s'agissait pas d'une vague velléité révolutionnaire, mais d'une volonté d'action dont la réalisation se situait dans une période rapprochée et précise. Cet avantage assurait à la tendance C.R.U.A. la confiance des éléments décidés à passer à l'action alors qu'une telle résolution manquait à ses adversaires (Messalistes et centralistes). Pendant que ceux-ci se lançaient dans de vaines querelles, les éléments du C.R.U.A. accentuaient le travail de clarification politique et d'organisation. L'évolution de la situation nécessitait en effet de modifier l'organisation de la tendance révolutionnaire. Pour cette fin, une réunion restreinte des principaux cadres de l'O.S. disponibles fut convoquée à Alger au mois de juin. Les 22 membres qui y participèrent jouèrent le rôle d'un petit Congrès et débattirent de toutes les questions ayant trait à la position à adopter vis-à-vis des centralistes et à l'action armée et de sa préparation rapide, humaine et matérielle. Les difficultés de cette préparation n'étaient pas minces.

Le C.R.U.A. disposait de peu de moyens et bien que les idées qu'il propageait gagnaient du terrain et trouvaient une audience favorable auprès de la base militante, celle-ci dans sa grande majorité échappait à son contrôle. Elle adoptait une position d'attente ou subissait plus ou moins les influences contradictoires et les pressions de la tendance messaliste et dans une moindre mesure de « centralistes ». Après avoir échoué dans leur tentative de récupérer le C.R.U.A. certains de ces derniers n'hésitèrent pas, par la suite, à mener une campagne tendant à décourager les militants d'y adhérer. Ils propageaient le défaitisme en insistant sur le caractère « suicidaire de toute action armée ». Les Messalistes s'efforçaient par des promesses démagogiques de gagner une base partagée entre ses sentiments révolutionnaires et le prestige de Messali et troublée profondément par la crise de son parti. Les clivages qui résultaient de ces multiples volontés aux « sommets » avaient pour effet d'opposer des militants (à la base) acquis les uns et les autres à la même nécessité du passage à l'action. Ils suscitaient également chez beaucoup de l'hésitation, de l'attentisme et rendaient difficile l'engagement clair et le choix de la meilleure voie.

Parmi les éléments du courant révolutionnaire (8), seuls Ben Boulaïd, Ben Bella, Khyder, Aït Hocine et l'auteur

(8) Boudiaf, Didouche, Ben M'Hidi, Krim, Bitat, tous permanents, occupèrent des postes de responsabilité au niveau régional pour ne parler que des militants les plus en vue dans le nouveau courant.

avaient fait partie du comité central du P.P.A. Astreints à l'activité clandestine, ils ne jouissaient pas d'une notoriété nationale, comme les dirigeants messalistes et centralistes. Si leurs idées atteignaient les cercles militants les plus larges, leur influence politique se trouvait limitée et leur possibilité de recrutement ne dépassait pas un cercle restreint de militants et de cadres les plus avancés notamment de l'O.S. De plus, la plupart d'entre eux étaient recherchés par la police ce qui était un sérieux handicap. Il y avait donc un potentiel révolutionnaire important de militants immobilisés ou mal orientés dont une faible partie seulement se dégageait pour une organisation indépendante. D'autre part, cette immobilisation des forces militantes bloquait à son tour le mouvement des masses populaires qui soutenait jusque-là le P.P.A.-M.T.L.D. et qui s'identifiait à lui. Tant au niveau des masses qu'à celui des militants non intégrés au C.R.U.A., on croyait peu, dans l'immédiat, à la possibilité de l'action armée, étant donné la division du parti et les conflits qui le déchiraient. L'administration elle-même se réjouissait de cette situation, n'accordait aucune importance au courant révolutionnaire et encore bien moins à sa capacité d'action. Pour elle, les grands dirigeants du parti, opposés dans une lutte stérile, conservaient tout de même le contrôle de leur base. Elle pensait que celle-ci se trouvait dans un état de démoralisation excluant toute volonté de combat sérieux. La paix régnait en Algérie, comme le déclarait F. Mitterrand, ministre de l'Intérieur au cours de sa tournée en Algérie (1954).

## Les conditions de la révolution armée

Pour tous les milieux politiques, de l'administration aux communistes et aux nationalistes de toutes tendances, les conditions dans lesquelles évoluaient l'Algérie et le Mouvement national étaient loin de celles qu'exigeait la révolution armée. Elles marquaient au contraire une période de régression. En effet, selon les idées établies sur la révolution armée, rien ne laissait prévoir un développement quelconque de cette dernière dans une telle situation. Les courants modérés réformistes (U.D.M.A., Oulémas, P.C.A.) étaient en pratique et en théorie loin de cette éventualité. Quant au P.P.A.-M.T.L.D., le seul qui a lutté pour l'indépendance et préparé ses militants et les masses populaires à l'épreuve de force armée, ses dirigeants ayant failli à leur rôle au moment décisif, il était disqualifié. Les luttes que se livraient les tendances (Messalistes et centra-

listes) renvoyaient les préoccupations révolutionnaires à une période hypothétique.

Les éléments du C.R. avaient acquis ainsi la conviction que les dirigeants, leurs pensées, la structure de ce parti, après la crise, n'offraient plus aucune possibilité de transformation du potentiel existant en forces de combat. Instruits par une longue pratique auprès des militants et des masses populaires, ils partageaient par contre la quasi-certitude sur l'aptitude de ces derniers à se libérer des influences paralysantes et à s'engager dans la lutte armée. Pour cela, il était indispensable d'apporter des modifications profondes sur le plan de la conception de lutte, de l'organisation, de la direction, de la stratégie et de la tactique.

Il n'était plus nécessaire d'attendre l'organisation d'un grand nombre de militants et des masses, considérée auparavant comme un préalable. Une minorité (9) décidée et bien organisée suffisait, dans la première phase, étant donné le niveau général, à amorcer le processus de la lutte. Cette minorité constituait elle-même la direction et disposait, dans l'indépendance complète, du pouvoir politique et de l'initiative dans tous les domaines. Elle éliminait du même coup la contradiction surgie entre les dirigeants, évoluant vers le réformisme, et une base croyant à la révolution, considérée uniquement comme instrument des buts politiques propres aux dirigeants. Le rôle de cette direction consistait à coordonner, orienter, animer les forces de base auxquelles elle s'identifiait, par la volonté commune de réaliser le même projet. La direction devait être collective et décentralisée autant que le permettaient les tâches à accomplir, les conditions du combat et la conduite des opérations.

Une telle organisation devait s'étendre rapidement, après avoir joué le rôle de détonateur et libéré les énergies, à l'ensemble des forces nationales. La minorité deviendrait, d'abord au sein des forces du P.P.A.-M.T.L.D., puis au sein des autres formations, l'expression majoritaire de la base (militants et peuple). Dans ce but, les anciennes formations devaient être éliminées en tant que telles et leurs adhérents appelés à s'aligner et à s'intégrer, sur des bases nouvelles, au nouveau mouvement. La transformation (10) du Mouvement

(9) Il ne s'agissait pas là d'une « minorité agissante » condamnée à rester comme telle par sa différenciation idéologique excessive avec les masses, mais d'une minorité au sein des courants dirigeants du Mouvement national. Elle représentait objectivement la majorité des militants et des masses populaires dont elle exprimait au mieux les aspirations et les préoccupations.

(10) Les « centralistes » avaient préconisé la politique de l'Union nationale sous

national, à l'encontre de la théorie soutenue par les anciens dirigeants, n'était plus un préalable mais une résultante du déclenchement de l'action armée. C'est sur cette base et en fonction de son renforcement que devait s'opérer cette transformation. L'effet de surprise du déclenchement donnerait à cette organisation l'initiative de l'action et une étape d'avance qui devait être constamment maintenue et mise à profit pour organiser dans le mouvement les forces révolutionnaires et le peuple. Il était de la plus haute importance de gagner rapidement la sympathie et l'engagement de ce dernier et d'y enraciner solidement les structures révolutionnaires. Car les forces armées colonialistes chercheraient, tout en essayant de neutraliser les groupes armés, à décourager par la répression et la terreur le peuple afin d'isoler le mouvement révolutionnaire et le détruire. Les opérations militaires (11) projetées viseraient dans l'immédiat à créer un choc psychologique au sein du peuple et de la masse des militants. Elles ouvriraient la voie à une nouvelle situation, caractérisée par la division entre formations, la stagnation, les querelles stériles, il fallait susbtituer celle de l'unité de toutes les forces nationales mobilisées pour l'objectif concret de la libération nationale. Le peuple algérien, entraîné malgré lui dans les querelles stériles et dans des factions, devait retrouver sa place fondamentale dans les préoccupations politiques. Son intérêt devait prévaloir sur toutes les autres considérations et sa volonté de lutte disposer des instruments adéquats. Devant l'impératif de la libération nationale et de l'indépendance, ce peuple n'avait plus aucun intérêt à voir encore exister des partis qui ont démontré leur incapacité à résoudre ce problème vital. Pour mettre fin à la domination et à l'exploitation de l'ennemi colonialiste, toutes les forces étaient appelées à se mobiliser pour un dur et long combat. Les clivages sociaux et politiques s'estompaient devant les nécessités de l'organisation de ce combat. Toutefois, l'effort constant était de développer l'initiative de la base, la structuration des masses populaires et d'assurer leur émergence comme

la forme du Congrès national algérien qui, par nature, s'éloigne de la révolution. Les Messalistes voulaient d'abord « nettoyer le parti » et revenir aux « principes révolutionnaires » dont on ne voyait aucune réalisation concrète. Ces deux tendances posaient des préalables à la transformation du Mouvement national dans le sens de la régression.

(11) Ce fut là une contribution importante à l'action révolutionnaire apportée par le mouvement du 1er novembre 1954. Celui-ci devant la faillite des états-majors politiques, a su trouver la formule adéquate pour organiser l'insurrection à la base (militants et masses populaires). D'autre part, l'action militaire obéissait à un impératif politique et ne fut jamais considérée exclusivement comme solution. Celle-ci devait être le résultat de la volonté et de la lutte de tout le peuple.

volonté et direction politiques. Aussi, parallèlement à l'action contre les forces colonialistes, un travail de clarification s'opérait à tous les niveaux. Il visait à éliminer les causes qui ont amené le Mouvement national à l'impasse et à empêcher la résurgence des idées et des conceptions ayant conduit à pareille situation. Toutes ces idées étaient partagées, à divers degrés, par les éléments du courant révolutionnaire. Le mérite de celui-ci est d'avoir pris la responsabilité et l'initiative d'accélérer un processus de libération dangereusement ralenti (du fait de la crise du P.P.A.-M.T.L.D.) au cours des dernières années précédant le 1er novembre 1954. En toute justice il faut souligner la contribution irremplaçable du P.P.A-M.T.L.D. (et de ses dirigeants de toutes tendances jusqu'à la déviation) à la formation de la conscience nationale révolutionnaire au niveau populaire, sans laquelle aucun groupe politique aussi engagé fût-il, n'aurait pu envisager, avec quelque chance de succès, de passer à l'action armée.

Il faut également porter à son actif la préparation et l'éducation d'un très grand nombre de militants, rompus à la pratique de la lutte et de l'organisation des masses. En l'absence de ce potentiel objectivement révolutionnaire, la plus résolue des minorités n'aurait pu non plus constituer, en l'espace de quelques mois, ce soubassement indispensable au développement du mouvement révolutionnaire (il ne s'agissait pas de lancer quelques actions armées dans le genre de celles que font des groupes isolés des masses, mais de créer les conditions d'une véritable guerre populaire). Il faut souligner aussi que la lutte armée au Maroc, en Tunisie, au Viêt-nam, la révolution nassérienne, constituaient autant de facteurs positifs et encourageants, dans l'évaluation de la situation et comme contexte favorable à la prise de décision. Ces facteurs étant requis, ils formaient l'environnement dans lequel s'opérait la préparation technique. Pour des hommes décidés, bénéficiant de l'expérience militante et de la formation technique essentielle dans l'O.S., cette tâche n'était pas insurmontable.

## La mise en place de l'organisation

Après la réunion dite des « 22 » (du C.R.) la mise en place de l'organisation était entreprise avec rapidité à l'échelle nationale et extérieure pour exploiter la conjoncture la plus propice. La forme de cette organisation découlait des principes de la guerre révolutionnaire populaire basée sur l'unité de l'action politico-militaire et la capacité de mobilisation des

masses. Du dosage et de l'équilibre des deux aspects de l'action dépendaient le développement et l'efficacité de la révolution. La « guérilla » nécessite en effet une identification très poussée des masses populaires sans laquelle elle ne peut se développer et durer aussi longtemps pour réaliser les objectifs de lutte.

Les militants qui menaient activement les préparatifs du jour « J », connaissaient les nécessités et les exigences de cette forme de lutte pour les avoir apprises au sein de l'O.S. par leurs propres expériences et celles qu'ils ont tirées des mouvements similaires étrangers. Ils divisèrent l'Algérie en zones : la zone 1 : Aurès Némenchas fut confiée à Mustapha Ben Boulaïd ; la zone 2 : Nord constantinois à Didouche Mourad ; la zone 3 Kabylie à Krim Belkacem ; la zone 4 : Algérois à Bitat Rabah ; et la zone 5 : Oranie à Larbi Ben M'Hidi. Mohamed Boudiaf reçut la mission d'assurer la coordination entre les zones de l'intérieur et l'organisation extérieure, c'est-à-dire avec la délégation du Caire composée de Ben Bella, Khyder et Aït Ahmed, et l'émigration en France (où sera créée la Fédération F.L.N. dirigée dans la première phase par l'auteur (12).

Dès le départ, l'organisation fut conçue dans un esprit collectif grâce auquel des éléments s'adonnaient à leur tâche avec le maximum de sérieux et d'abnégation. Il n'y avait de clivages autres que ceux de l'engagement et de l'action. Chacun comprenait la nécessité d'établir un équilibre, entre toutes les activités, les personnes, et de le respecter. La « direction collégiale » s'imposait d'elle-même après les constatations de l'évolution des dirigeants vers le pouvoir personnel ou la bureaucratie (mais non comme l'écrivent de nombreux auteurs qui poursuivent un but de division, l'attribuant à la mentalité des militants de telle région). Bien que la primauté revînt à l'intérieur, il n'y avait pas de discrimination entre « extérieur et intérieur », entre politiques et militaires (ces notions sont apparues plus tard comme des déviations, produits de la lutte pour le pouvoir). La révolution exigeait des activités multiples dans tous les domaines. Chaque militant, en fonction de ses qualités et des conditions de lutte, pouvait être amené à agir indistinctement à l'intérieur ou à l'extérieur, dans les villes ou dans les campagnes.

(12) L'auteur reçut la mission d'organiser l'émigration en France, bien que n'ayant pas fait partie nominalement du C.R.U.A. Cela était dû à des considérations subjectives de certains éléments qu'il n'est pas opportun d'expliquer dans ce travail. Comme beaucoup d'autres militants, il accordait la priorité, dans ses préoccupations, au lancement du Mouvement.

Les postes de responsabilité signifiaient des fonctions indispensables et difficiles qui devaient être assumées avant tout dans l'intérêt de la révolution et autant que possible dans l'anonymat de l'effort. L'action d'un adjoint de chef de zone, d'un chef de région, de secteur ou de groupe était aussi importante que celle des responsables jouissant d'une certaine notoriété. De même que le travail d'un « moussebil » (13), d'un militant urbain, d'un collecteur de fonds ou d'armes, d'un ravitailleur était indispensable à l'action révolutionnaire. L'organisateur des réseaux et de la propagande remplissait un rôle qui ne le cédait en rien à celui qui prenait les armes. La spécialisation des tâches était d'ailleurs toute relative. Une grande fluidité au sein des structures polyvalentes (comme cela fut démontré au cours des événements) facilitait la permutation des activités et des postes de responsabilité.

Le rôle important du dirigeant consistait à avoir une vue globale et la capacité d'organiser les activités multiples, de les coordonner en fonction des objectifs de lutte. Mais ce travail, comme il fallait le prévoir, ne pouvait s'effectuer à chaque instant étant donné les difficultés de contact. Aussi une large autonomie était laissée aux zones et aux régions, dans le cadre du plan général et des buts fixés à long terme. La centralisation indispensable à la cohésion de l'ensemble reposait bien plus sur l'intégration idéologique et politique, que sur les structures proprement dites. Un tel édifice, imposé par les conditions du moment, offrait des avantages et des inconvénients. Il permettait de déployer le maximum d'initiatives, de mobiliser des hommes, d'élever leur conscience dans tous les domaines. Il contenait aussi, potentiellement, des risques d'anarchie ou de déviation étant donné l'apport massif d'éléments n'ayant pas atteint le même niveau de conscience des réalités de la révolution. Mais ces risques n'étaient pas encore imminents et ne constituaient pas les préoccupations essentielles bien que le travail de clarification politique visait à les éliminer. Le but immédiat : le déclenchement de l'insurrection requérait tous les efforts et polarisait les attentions.

Des réunions se succédaient en Algérie ayant pour but d'installer les nouvelles structures, de répartir les armes, d'élaborer la stratégie et la tactique de la lutte armée. Les contacts se poursuivaient avec la délégation extérieure (Ben Bella, Khyder, Aït) qui, de son côté, préparait les conditions politiques, diplomatiques, logistiques propices au déclenchement.

(13) Volontaire de l'attentat individuel.

Déjà en 1953, lors du passage de Ben Bella à Paris (14), il fut envisagé entre Ben Bella, Boudiaf et l'auteur, de prospecter les possibilités de soutien dans ces trois domaines de la révolution. Ben Bella réussit à faire valoir le point de vue du courant O.S. au sein de la délégation et convainquit les autorités du Caire et notamment Nasser d'appuyer la nouvelle tendance en formation. Il s'efforçait de faire valoir au mieux la ligne politique qui tentait de s'opposer à la déviation du parti. Il s'attachait, au sein de la délégation, à la préparation des moyens de soutien de l'action armée. Avec l'aide de quelques Algériens résidant en Libye (Bachir El Gadi) et en Egypte, il jeta les bases d'un réseau logistique. Il rencontra Mustapha Ben Boulaïd à Tripoli une première fois en 1954.

Dans la même année, plusieurs rencontres ont lieu en Suisse entre la délégation extérieure et une délégation d'Algérie, au mois de juillet. Ben Bella, Boudiaf, Ben Boulaïd, Didouche Mourad se réunissent à Berne pour coordonner les activités

Le 10 octobre 1954 les cinq chefs de zones (Ben Boulaïd, Didouche Mourad, Krim Bel Kacem, Rabah Bitat et Larbi Ben M'Hidi) se réunissent avec Boudiaf pour mettre la dernière main à la création de l'A.L.N.-F.L.N. et élaborer les textes des déclarations (15) (après l'accord de tous sur les grandes lignes) et confirmer le jour J au premier novembre 1954 à 0 heure (ce jour fut fixé initialement au 15 octobre 1954, une indiscrétion le fit reporter). Ils se rencontraient de nouveau le 25 octobre 1954 afin de vérifier les décisions précédentes et les tout derniers détails. Après cette ultime réunion, Boudiaf qui était chargé d'assurer la coordination entre les chefs de zone et l'extérieur, partit pour le Caire où il parvint le 2 novembre 1954 (il devait revenir en Algérie sitôt sa mission accomplie, mais fut contraint de demeurer à l'extérieur) (16).

(14) Après l'évasion de la prison de Blida, étant donné le désaccord surgi avec la direction du parti, celle-ci insista pour que Ben Bella et Mahsas se réfugient en Egypte alors qu'ils ne voulaient pas quitter l'Algérie. Il fut finalement convenu que Mahsas gagne la France et Ben Bella l'Egypte. Le caractère clandestin de ces déplacements rendait difficile les rencontres que ne favorisaient guère les responsables dans le but d'étouffer l'opposition interne. Au cours de ces contacts à Paris, on se mit d'accord pour agir dans le sens du renforcement du courant révolutionnaire au sein du parti. De nombreux contacts eurent lieu en Algérie notamment entre les militants, en désaccord avec la ligne suivie par la direction du Parti.

(15) C'est au cours de la tentative de la deuxième rencontre que Ben Boulaïd fut blessé par la police dans le sud tunisien. On ne dira jamais assez de bien de cet homme, de sa valeur et du rôle primordial qu'il joua dans la préparation du 1er novembre.

(16) La raison avancée est qu'après le déclenchement des opérations du 1er novembre 1954, les contacts furent rompus entre les zones.

## Dernière tentative d'unité

Mais auparavant, la délégation extérieure avec Ben Bella, Khyder et Aït Ahmed s'était efforcée de convaincre les « Messalistes » et les « centralistes » de renoncer aux divisions et d'accepter l'unité d'action armée, dans le cadre de la nouvelle formule du mouvement national : celle du F.L.N.-A.L.N. Elle proposa, par des garanties aux uns et aux autres, de mobiliser ainsi toutes les forces du P.P.A.-M.T.L.D. Quant aux personnalités, telles que Messali, elles devaient rejoindre l'extérieur. Les deux tendances évoquant des prétextes sans rapport avec leurs responsabilités et la gravité de la situation, refusèrent ces propositions. Une dernière tentative fut faite à la veille du déclenchement, c'est ce qui explique la présence de Lahouel et Yazid (centralistes) et Fillali M'Barek et Mezerna (Messalistes) au Caire, dans les premiers jours de novembre.

Pendant la période qui précédait le 1er novembre 1954 et malgré les luttes fractionnelles, les contacts entre les dirigeants des trois tendances issues de l'éclatement du P.P.A.-M.T.L.D. (courant révolutionnaire O.S., centralistes, Messalistes) n'étaient pas complètement rompus. Ils se poursuivaient aussi à la base, entre les militants et les cadres. Un débat politique important était engagé entre ces tendances autour du problème des voies et des moyens de la libération. Au delà des accusations que se lançaient les Messalistes et les centralistes, la base cherchait plus ou moins clairement une autre voie. La grande masse des militants, déchirée par les divisions, sollicitée par les uns et les autres, attendait pour s'engager de voir à l'œuvre la première des tendances qui se distinguerait des autres, en prenant l'initiative de l'action directe.

Pour la majorité des militants, c'est là le critère et la condition de tout engagement sérieux. Cette voie constituait à leurs yeux la seule pour sortir le Mouvement national de l'impasse où l'avait conduit d'une part les directions réformistes (U.D.M.A., Oulémas, P.C.A.) et, de l'autre, la direction du P.P.A.-M.T.L.D.. Celui-ci portait une responsabilité proportionnelle à son engagement pour l'indépendance nationale, à l'orientation révolutionnaire de ses militants et l'audience acquise auprès des masses populaires. Sa défaillance portait un coup grave au Mouvement national et risquait de le laisser sans défense face au colonialisme.

Quant aux autres formations politiques (U.D.M.A., Oulémas, P.C.A.) elles suivaient des lignes politiques qui les situaient en dehors du débat sur les formes d'action. La crise et la division du P.P.A.-M.T.L.D. donnaient l'espoir aux dirigeants de ces formations d'occuper le terrain perdu par ce dernier et de renforcer la tendance réformiste. Tout livrés aux préoccupations et aux spéculations partisanes à courte vue, ils seront totalement surpris par le lancement de la lutte armée. Ils seront obligés après quelques moments d'hésitation et d'attentisme de soutenir ou de s'intégrer, à des degrés divers, à la nouvelle formule du Mouvement national basée sur la révolution armée. Si l'Association des Oulémas et l'U.D.M.A. acceptèrent le principe de leur dissolution et l'intégration de leurs membres individuellement dans les structures du F.L.N.-A.L.N., le parti communiste refusa cette fusion comme d'ailleurs les « Messalistes ».

A la différence du P.C.A. dont la force politique n'était pas importante, le « Messalisme » représentait encore le courant le plus fort. Ses militants de base, induits en erreur par la propagande de la direction messaliste, constituaient un potentiel révolutionnaire sérieux. Leur détournement à des fins sectaires risquait de causer un grave obstacle au développement de la révolution au moment où celle-ci serait aux prises avec les forces colonialistes. Aussi, une campagne d'explication était menée auprès de ces militants pour les convaincre de rejoindre le F.L.N.-A.L.N. grâce aux rapports personnels des militants et à la persuasion. Cette campagne de clarification à la base permit à de nombreux militants sincères de rompre avec l'esprit de clan et de renforcer les rangs du F.L.N.-A.L.N. Son succès mit dans l'obligation les dirigeants messalistes de faire de la surenchère révolutionnaire (afin de garder leurs militants). Ils n'hésiteront pas à affirmer que la révolution armée fut déclenchée par Messali. Et usant de la confusion, ils tenteront de s'approprier un mouvement dont ils avaient tenté d'empêcher la formation(17). Ils ne reculèrent pas, lorsqu'ils furent acculés, à recourir aux moyens violents contre les militants du F.L.N.. Néanmoins ce travail de clarification continuait inlassablement pendant que l'A.L.N. livrait, au cours des premiers mois, les combats décisifs pour l'avenir de la révolution.

(17) Le courant de Messali s'apprêtait à lancer une campagne de propagande pour la libération du leader, à la veille du déclenchement.

Pour se développer, celle-ci avait à combattre, d'une part le système colonialiste, ses forces militaires et politiques, et de l'autre, les courants politiques traditionnels. Ceux-ci étaient avant tout soucieux de leur propre existence. Ils refusaient de se fondre dans un mouvement issu de leur propre impuissance et de leur faillite à lutter efficacement contre le colonialisme dans la nouvelle phase. Malgré leur constat d'échec, les courants traditionnels n'entendaient pas se plier aux conditions de la nouvelle situation et réagissaient contre l'effort entrepris par le courant révolutionnaire. Ce dernier apportait des solutions adéquates au Mouvement national tant au niveau de la lutte armée qu'à celui de l'édification de nouvelles structures politiques et du rôle des masses populaires dans le combat de libération nationale. C'est ce souci qui a conduit les éléments initiateurs de l'action révolutionnaire à la lutte contre les courants qui s'opposaient à cet objectif (qui apparaît à la lecture de la « Charte » diffusée après le 1er novembre 1954) (18). La refonte et la réorientation du Mouvement national et la modification des rapports de forces s'opéraient dans l'action et grâce à l'action. La direction unifiée devait nécessairement émaner des forces politico-militaires qui menaient le combat. Il était considéré comme une importance vitale d'empêcher une juxtaposition de « directions » que se proposaient d'exercer les tendances les plus récalcitrantes à la fusion dans le F.L.N.-A.L.N., comme le M.N.A. de Messali et le P.C.A. L'impératif du combat multiforme contre un ennemi puissant imposait l'unité de l'organisation, de la stratégie et de la direction (19). Car si le F.L.N.-A.L.N. n'était pas conçu comme un parti classique, il ne constituait pas non plus un front formé de plusieurs organisations. Il rassemblait des militants algériens en dehors de toute appartenance de partis ou de tendances. La cohésion et la communauté de vue que requérait l'organisation étaient dictées par les nécessités et les conditions de combat. Et c'est le noyau initial qui devait en assurer la réalisation et l'efficience. On comprendra ainsi que l'organisation interne du F.L.N.-A.L.N. était une tâche ardue et nécessitait une vigilance permanente. Elle ne se présentait pas sous le caractère

(18) Voici l'annexe 1 de cet ouvrage ; texte intégral de la proclamation du F.L.N., pp. 000.

(19) Dans le cas de l'Algérie, l'absence d'une telle unité aurait ouvert la voie aux manœuvres du colonialisme, à la division des masses populaires et à l'inefficacité de la lutte. Si cette conception unitaire n'a pas prévenu tous ces risques, elle en a certainement diminué la fréquence et l'intensité. On constate par ailleurs, lorsque ces conditions sont absentes, quelles difficultés surgissent au sein des mouvements de libération.

de l'unité idyllique. La structuration des forces reposait essentiellement sur la dynamique de la lutte. Elle exigeait une intégration toujours plus forte des hommes venant de divers horizons politiques dans le cadre du F.L.N.-A.L.N. sur la base de ses idées, ses méthodes, sa stratégie et ses objectifs. Mais pour être complète, cette intégration devait trouver son identification dans le consensus populaire, support fondamental de toute organisation et de toute action révolutionnaire.

Les précautions prises pour éliminer les querelles, les discordes, les divergences précédentes, ne constituaient pas une garantie suffisante pour empêcher la reproduction des mêmes phénomènes dans le F.L.N.-A.L.N., mais lorsque ces phénomènes surgiront au cours de nouvelles situations, ils seront d'une autre nature. Le mouvement de 1954, tout en héritant des acquis positifs du Mouvement national et notamment du P.P.A.-M.T.L.D. dont il est issu, visait à la transformation radicale de la situation politique. Celle-ci était marquée par l'incapacité des partis à formuler un projet précis d'envergure nationale et à promouvoir une politique réellement révolutionnaire.

L'absence d'un tel projet et surtout de la volonté pour le réaliser, à une période décisive, rendait inutile l'existence de partis, car ils constituaient objectivement un obstacle au développement du processus révolutionnaire et à son corollaire, la mobilisation de tout le peuple.

La tâche principale du nouveau courant était donc de créer les conditions favorables permettant à l'ensemble du Mouvement national de dépasser ses contradictions et de parvenir à la phase supérieure et ultime de la lutte armée. Le choix d'une telle forme de lutte, la mise en place de structures politico-militaires adéquates, rendaient possible la mobilisation des énergies nationales sur grande échelle et redonnaient l'initiative et la responsabilité, dans la lutte, aux masses populaires. Il créait la véritable dynamique de la libération nationale, en dépit de l'opposition systématique et multiforme du pouvoir colonial.

# CONCLUSION

On s'était habitué, depuis la fin des insurrections armées, à considérer l'Algérie comme un pays définitivement annexé et ses ressorts de résistance brisés. L'instauration de l'ordre colonial par la force des armes, la marginalisation du peuple algérien qui en est résultée, sur les plans politique, culturel, économique et social, privèrent en effet ce dernier de liberté et de toute expression nationale. Bien que son esprit de résistance demeurât encore vivace, il ne se manifestait plus qu'à divers paliers, en profondeur. Atteint dans ses structures, désorganisé, il ne parvenait ni à faire entendre sa voix, ni à traduire sa volonté en action d'envergure.

L'Algérie paraissait détachée de l'ensemble arabo-musulman, dont elle fait pourtant partie intégrante, qui, lui, entrait dans une période de renouveau et de lutte pour la libération. La propagande coloniale accentuait cette impression en valorisant son « œuvre civilisatrice et les bienfaits apportés aux Algériens ». Une minorité de ces derniers, au service de l'administration coloniale, devait symboliser la francisation de tout le peuple algérien. Elle représentait en quelque sorte le prototype du progrès, de l'homme nouveau de la colonisation.

En réalité, le peuple algérien, soumis aux dures lois de la domination et de l'exploitation, était absent de la scène. Celle-ci était occupée, au cours de la période de transition (avant la renaissance du Mouvement National) par des hommes dont la politisation (naissante) se distinguait par un conformisme à toute épreuve. Il n'est pas étonnant qu'aux yeux des observateurs non avertis, l'Algérie apparaisse dans la fausse image de l'idéologie coloniale comme un pays tranquille. Mais déjà s'amorçait un mouvement ascendant, animé par des hommes et des courants, les futures composantes du Mouvement National, et qui allait placer l'Algérie au diapason du Mouvement Mondial de Libération des peuples dominés.

La variété de ces courants (et de leurs mots d'ordre) n'a pas toujours permis de coordonner la lutte politique contre la colonisation. Elle a engendré aussi des luttes internes entre ces courants qui ont retardé l'organisation du Mouvement Natio-

nal. Les clivages qui différenciaient ces derniers, reposaient sur leurs conceptions divergentes, dans les domaines, politique, culturel et stratégique.

Auparavant, les « Jeunes Algériens » étaient divisés sur le contenu de la revendication « des droits français ». Les uns réclamaient ces droits avec le maintien du « Statut musulman », les autres préféraient l'abandonner au profit de la naturalisation.

La Fédération des Elus Algériens ne reconnaissait pas, contrairement aux Oulama, le fait national algérien. Ceux-ci, bien que militant pour la personnalité algérienne culturelle, rejoignaient les partisans de la Fédération sur le plan tactique, pour revendiquer l'intégration politique de l'Algérie dans le cadre français.

L'Etoile Nord-Africaine (puis le P.P.A.) réclamait dès ses débuts, l'indépendance de l'Algérie, en tant que Nation Souveraine. Cette organisation se distinguait par ses options sans ambiguïté et son engagement contre toutes les formes de la politique coloniale, ce qui lui conférait déjà, par rapport aux autres formations, un caractère révolutionnaire.

Ces clivages faisaient clairement ressortir, au sein du Mouvement national, deux tendances, l'une réformiste et l'autre révolutionnaire.

La lutte politique interne était l'expression de la volonté de ces deux forces en présence et avait pour enjeu le contenu et la stratégie de libération.

Etant donné la nature de la colonisation et sa politique tendant, par tous les moyens, à s'opposer au fait national, il s'est avéré que le réformisme, sous toutes ses formes, ne constituait pas une solution. Indépendamment du mérite, de la valeur et de la sincérité de ses partisans, il a montré au cours de la lutte, les limites de sa capacité opérationnelle.

Le courant révolutionnaire a assumé le fait national dans sa totalité et exprimé les aspirations les plus profondes du peuple algérien. Il a, certes, choisi la voie la plus difficile, mais aussi la seule susceptible de conduire ce dernier à recouvrir ses droits légitimes et sa souveraineté. Il est parvenu progressivement, à force de persévérance, à opérer la synthèse politique et idéologique des principales formations, en un Mouvement national authentique et radical. Ce caractère radical provenait autant de l'intégration des valeurs de la résistance traditionnelle que de celles qui sont exigées par la lutte révolutionnaire moderne.

Contrairement aux autres formations, il s'est fondé avant sur la réalité du peuple algérien et le postulat que ce peuple

était potentiellement capable de se mobiliser et de se libérer par ses propres moyens. Mais pour cela il fallait lui proposer des objectifs clairs, une organisation adéquate à ses aspirations et au combat qu'il devait mener par un engagement de nature différente.

En dépit des défaillances survenues au cours de la lutte, ces conditions furent peu à peu réunies. Les idées révolutionnaires se diffusèrent au sein des masses et l'organisation se construisit sous les coups des appareils répressifs du pouvoir colonial. C'est essentiellement dans la pratique que s'est formé le mouvement révolutionnaire algérien. S'il est redevable pour une certaine part à d'autres expériences, il n'est pas pour autant le produit de théories préconçues. Il est issu directement de la situation historique de la société algérienne, de ses expériences et de ses aspirations. Il s'est développé dans des conditions politiques, socio-économiques et culturelles spécifiques, non seulement à l'Algérie, mais également à tous les pays de civilisation arabo-islamique.

Son engagement nationaliste ne l'empêche pas d'être pleinement solidaire avec ces pays et les mouvements de libération des peuples colonisés et sous domination.

Ce nationalisme ne s'identifie point au concept classique, souvent synonyme de chauvinisme et parfois de racisme. Il a été rendu nécessaire par la défense de la nationalité et constitue l'alternative obligatoire à la doctrine colonialiste « de l'Algérie française ».

Si, par ailleurs, le mouvement révolutionnaire se distingue du mouvement communiste et du parti qui le représente en Algérie (ou en France), ce n'est pas qu'il est composé de la « petite bourgeoisie » ou parce qu'il occulte les différenciations économiques. Il s'en sépare sur la conception de la société, sur sa nature, sur les modalités de sa libération et les perspectives de son évolution. En plus de la divergence sur le plan philosophique, il est en désaccord sur le plan stratégique, c'est-à-dire sur les positions historiques réelles du P.C.A., face au problème concret de la libération nationale.

Ces dernières expliquent, selon nous, le fait qu'il n'y a pas eu d'unité entre les deux mouvements, ni même d'alliance durable. Bien au contraire, leurs rapports ont été marqués par l'hostilité permanente, sinon par l'antagonisme.

L'objectif du mouvement révolutionnaire algérien était non seulement l'indépendance, mais la reprise de l'identité culturelle dans le cadre de la civilisation arabo-islamique. Un tel objectif présupposait la radicalisation de l'ensemble du Mouve-

ment national sur les valeurs fondamentales du pays. Le P.C.A. pratiquait une sorte de patriotisme de Parti, lié aux partis communistes français et soviétiques, et un internationalisme qui subordonnait l'intérêt de l'Algérie aux intérêts idéologiques et stratégiques étrangers. C'est ce qui l'a amené à soutenir les projets d'assimilation, celui de l'Union française et à être toujours en retrait par rapport à la question nationale.

Certes, le pays devait être modernisé, mais sans renoncer à sa personnalité. Il ne pouvait s'en remettre, pour cette tâche, aux modèles de « gauche » ou de « droite » qui ne tendaient à rien qu'à son « occidentalisation ». Celle-ci contient des éléments positifs de valeur universelle parmi lesquels il faut savoir distinguer librement ceux qui conviennent à l'édification et ceux qui la contrarient.

Le problème de l'authenticité et de la modernisation a toujours été au centre du débat. Une certaine couche « d'évolués » préconisait l'abandon de l'ensemble culturel, jugé archaïque, sans se soucier outre mesure des conséquences que comportait un tel abandon pour l'avenir du peuple algérien.

Cette forme d'aliénation n'était pas rare à une certaine époque de l'histoire de l'Algérie. La modernisation ne nécessite nullement le reniement du passé (et de soi-même), mais au contraire, sa réactualisation. Une société qui a été l'objet, comme la société algérienne, d'une politique de dépersonnalisation, éprouvait un besoin vital de réintégrer ses valeurs, afin de se restructurer et de mieux rebâtir son avenir. C'est pourquoi le Mouvement national et son aile révolutionnaire, ont lutté constamment contre l'aliénation coloniale. Ils ont exalté le patrimoine de civilisation afin de rendre à l'homme algérien sa fierté, sa dignité, la confiance dans ses valeurs et le courage indispensable au combat libérateur.

C'est en effet dans les épreuves et l'intensité de ce combat que s'impose l'alternative révolutionnaire face à l'état colonial. Elle n'était donc pas un choix arbitraire effectué par un groupe « extrêmiste » ayant le goût des solutions violentes. La stratégie de la révolution devient nécessaire par la dialectique de changement fondamental des rapports entre un peuple dominé et un système imposant sa domination par la violence. L'exérience a effectivement montré que ce système n'était perméable à aucun changement de nature à le remettre en cause. Il ne permettait d'entrevoir aucune voie qui aurait conduit par des réformes successives, à une véritable libération nationale. Les seuls amendements opérés servaient surtout à réadapter son efficacité. Ainsi, il posait lui-même le problème de la libé-

ration en termes de violence et rendait inéluctable l'affrontement.

Les courants politiques réformistes n'ont pas tiré la conclusion logique d'une telle réalité. Ils continuaient à pratiquer une politique modérée et suivaient une voie sans issue. Cette carence provenait autant des erreurs d'analyse que de l'incapacité d'engagement à assumer leur responsabilité historique.

En réalité, la répression exercée par le pouvoir colonial, la politique des promesses et des menaces, provoquaient un effet dissuasif assez important auprès d'une partie de la classe politique. Celle-ci est contrainte alors, soit d'emprunter la voie de la prudence, soit de chercher des justifications théoriques ou pratiques (faiblesse du peuple, force matérielle de la puissance coloniale, etc...) à son manque d'engagement.

Ces milieux politiques partageaient ainsi des conceptions qui impliquaient l'infériorisation du potentiel du peuple algérien et qui sous-estimaient sa capacité de lutte. Aussi, lorsque les conditions adéquates seront enfin réunies, la mobilisation populaire apportera un cinglant démenti à ces conceptions. Mais pour cela, il aura fallu de longues années de combat, d'expériences, de mâturation politique et de préparation organique.

Plus d'une génération fut nécessaire pour élever la conscience nationale, intérioriser la notion d'indépendance, améliorer les méthodes, la tactique et la stratégie de combat. Si le courant révolutionnaire joua le rôle déterminant dans ce changement, la contribution des autres formations du Mouvement national n'est pas à négliger. C'est grâce à l'action globale de ce mouvement que les Algériens purent entrevoir, collectivement et individuellement, la possibilité de détruire les structures coloniales. Leur action concentrée devint le phénomène social d'où a surgi la conscience de la Révolution.

Cette phase importante n'en parait que plus significative si l'on considère le fait que vers 1920 les revendications les plus audacieuses des groupes politiques algériens ne dépassaient pas le cadre des « droits français avec maintien du statut musulman ». Le peuple algérien se préparait à nouveau, par sa volonté, à assurer la continuité de son histoire (à travers les discontinuités) et entrer dans une ère nouvelle, celle du F.L.N.-A.L.N. et de la lutte armée.

Paris, le 15 mars 1979.

# ANNEXES

# TEXTE INTEGRAL DE LA PROCLAMATION DU F.L.N.
## diffusée le 1er nov. 1954

« Peuple algérien, Militants de la cause nationale,

« A vous qui êtes appelés à nous juger (le premier d'une façon générale, les seconds tout particulièrement), notre souci en diffusant la présente proclamation est de vous éclairer sur les raisons profondes qui nous ont poussés à agir en vous exposant notre programme, le sens de notre action, le bien-fondé de nos vues dont le but demeure l'*Indépendance nationale dans le cadre nord-africain*. Notre désir aussi est de vous éviter la confusion que pourraient entretenir l'impérialisme et ses agents : et autres politicailleurs véreux.

« Nous considérons avant tout qu'après des décades de lutte, le *Mouvement national atteint sa phase finale de réalisation*. En effet le but d'un mouvement révolutionnaire étant de créer toutes les conditions d'une action libératrice, nous estimons que, sous ses aspects internes, le *peuple est uni derrière le mot d'ordre d'indépendance* et d'action et, sous les aspects extérieurs, le climat de détente est favorable pour les règlements des problèmes mineurs, dont le nôtre, avec surtout l'appui diplomatique de nos frères arabo-musulmans. Les *événements du Maroc et de Tunisie sont à* ce sujet significatifs et marquent profondément le processus de la lutte de libération de l'Afrique du Nord. A noter dans ce domaine que nous avons depuis fort longtemps été les précurseurs de l'unité dans l'action, malheureusement jamais réalisée entre les trois pays.

« Aujourd'hui les uns et les autres sont engagés résolument dans cette voie, et nous, relégués à l'arrière, nous subissons le sort de ceux qui sont dépassés. C'est que notre mouvement national, terrassé par des années d'immobilisme et de routine, mal orienté, privé du soutien indispensable de l'opinion populaire, dépassé par les événements, se désagrège progressivement à la grande satisfaction du colonialisme qui croit avoir remporté la plus grande victoire de sa lutte contre l'avant-garde algérienne — l'heure est grave !

« Devant cette situation qui risque de devenir irréparable, une équipe de jeunes responsables et militants conscients, ralliant autour d'elle la majorité des éléments encore sains et décidés, a jugé le moment venu de sortir le mouvement national de l'impasse où l'ont

acculé des luttes de personnes et d'influences, pour le lancer aux côtés des frères marocain et tunisien dans la véritable lutte révolutionnaire.

« Nous tenons à cet effet à préciser que nous sommes indépendants de deux clans qui se disputent le pouvoir. Plaçant l'intérêt national au-dessus de toutes les considérations mesquines et erronées de personnes et de prestige, conformément aux principes révolutionnaires, notre action est dirigée uniquement contre le colonialisme, seul ennemi et aveugle, qui s'est toujours refusé à accorder la moindre liberté par des moyens de lutte pacifique.

« Ce sont là, nous pensons, des raisons suffisantes qui font que notre mouvement de rénovation se présente sous l'étiquette de Front de libération nationale, se dégageant ainsi de toutes les compromissions possibles et offrant la possibilité à tous les patriotes algériens de toutes les couches sociales, de tous les partis et mouvements purement algériens de s'intégrer dans la lutte de libération sans aucune autre considération.

« Pour préciser, nous retraçons ci-après les grandes lignes de notre programme politique :

*But* : L'indépendance nationale par :

1 — La Restauration de l'Etat algérien souverain démocratique et social dans le cadre des principes islamiques.

2 — Le respect de toutes les libertés fondamentales sans distinction de race et de confession.

*Objectifs intérieurs :*

1 — Assainissement politique par la remise du mouvement national révolutionnaire dans sa véritable voie et par l'anéantissement de tous les vestiges de corruption et de réformisme, causes de notre régression actuelle.

2 — Rassemblement et organisation de toutes les énergies saines du peuple algérien pour la liquidation du système colonial.

*Objectifs extérieurs :*

— Internationalisation du problème algérien.

— *Réalisation de l'Unité Nord-Africaine dans son cadre naturel arabo-musulman.*

— Dans le cadre de la Charte des Nations Unies, affirmation de notre sympathie à l'égard de toutes les nations qui appuiraient notre action libératrice.

*Moyens de lutte :*

« Conformément aux principes révolutionnaires et compte tenu des situations intérieures et extérieures, la continuation de la lutte par tous les moyens jusqu'à la réalisation de notre but.

« Pour parvenir à ces fins le Front de libération nationale aura deux tâches essentielles à mener de front et simultanément : une action intérieure tant sur le plan politique que sur le plan de l'action

propre, et une action extérieure en vue de faire du problème algérien une réalité pour le monde entier avec l'appui de tous nos alliés naturels.

« C'est là une tâche écrasante qui nécessite la mobilisation de toutes les énergies et toutes les ressources nationales. Il est vrai, la lutte sera longue, mais l'issue est certaine.

« En dernier lieu, afin d'éviter les fausses interprétations et les faux-fuyants, pour prouver notre désir réel de paix, limiter les pertes en vies humaines et les effusions de sang, nous avançons une plateforme honorable de discussions aux autorités françaises si ces dernières sont animées de bonne foi et reconnaissent une fois pour toutes aux peuples qu'elles subjuguent le droit de disposer d'eux-mêmes.

1 — La reconnaissance de la nationalité algérienne par une déclaration officielle abrogeant les édits, décrets et lois faisant de l'Algérie une terre française en déni de l'histoire, de la géographie, de la langue, de la religion et des mœurs du peuple algérien.

2 — L'ouverture des négociations avec les porte-parole autorisés du peuple algérien sur les bases de la reconnaissance de la souveraineté algérienne, unie et indivisible.

3 — La création d'un climat de confiance par la libération de tous les détenus politiques, la levée de toutes les mesures d'exception et l'arrêt de toute poursuite contre les forces combattantes.

*En contrepartie :*

1 — Les intérêts français, culturels et économiques, honnêtement acquis, seront respectés ainsi que les personnes et les familles.

2 — Tous les Français désirant rester en Algérie auront le choix entre la nationalité d'origine et seront de ce fait considérés comme étrangers vis-à-vis des lois en vigueur ou opteront pour la nationalité algérienne et dans ce cas seront considérés comme tels en droit et en devoirs.

3 — Les liens entre la France et l'Algérie seront définis et feront l'objet d'un accord entre les deux puissances sur la base de l'égalité et du respect de chacun.

« Algérien ! Nous t'invitons à méditer notre charte ci-dessus. Ton devoir est de t'y associer pour sauver notre pays et lui rendre sa liberté. Le Front de libération nationale est ton front, sa victoire est la tienne.

« Quant à nous, résolus à poursuivre la lutte, sûrs de tes sentiments anti-impérialistes, nous donnons le meilleur de nous-mêmes à la Patrie ».

1er novembre 1954

*Le Secrétariat*

# L'ENSEIGNEMENT ET LA CULTURE EN ALGÉRIE PENDANT LA PÉRIODE COLONIALE

*L'histoire du mouvement révolutionnaire en Algérie pourrait être complétée par des séries d'annexes portant par exemple sur l'économie. Nous avons retenu ici quelques pages portant sur les dimensions culturelles de ce mouvement. A la domination culturelle exercée par la colonisation (école, idéologie diffusée...) a répondu une résistance ancrée sur les valeurs de l'histoire du peuple algérien (langue, religion, liens avec le monde arabe...). Les pages suivantes posent les données de ce problème culturel, qui continue d'exister dans la période suivante et encore aujourd'hui.*

Au point de vue culturel, la politique coloniale a consisté à « effacer les traits distinctifs de la société algérienne ». Elle s'est attaquée d'une manière particulière à la culture arabo-islamique dans laquelle elle voyait la principale force de résistance à son entreprise de dépersonnalisation. L'acharnement mis à la détruire, directement ou indirectement, procédait de la même volonté de faire table rase de cette société et de transformer l'Algérie en province française. Mais cette déculturation visant à l'étouffement de la langue arabe, parfois à des tentatives de désislamisation et surtout à la déformation de l'Islam, n'allait pas de pair avec un enseignement conséquent de la culture française, comme on aurait pu logiquement le supposer. Elle répondait principalement à la nécessité de lutter contre l'identité algérienne. La diffusion de la culture française, conçue dans le même esprit, ne fut assuré qu'au compte goutte ; car on a toujours pensé que la même culture française dispensée largement à la population, constituait un danger pour la colonisation. En fait, on a pratiqué une véritable politique d'obscurantisme. Les Algériens étaient mis dans l'obligation d'abandonner leur propre culture et on les empêchait en même temps d'accéder, à égalité avec les Européens, à la culture de la puissance coloniale.

Cette politique a eu certainement les conséquences les plus négatives sur le développement historique de l'Algérie. Elle est l'une des causes essentielles, là où elle fut appliquée, du retard, des contradictions et du déséquilibre dans le développement des sociétés coloniales.

Elle a contribué, plus que l'exploitation économique, à l'aliénation (1) « des élites », à l'arriération et à l'appauvrissement des masses. Ses effets surdéterminants ont pesé sur les mouvements nationaux eux-mêmes qui, souvent ont éprouvé de nombreuses difficultés lors de la phase de la restructuration de l'identité nationale. Ces effets surdéterminants négatifs se feront sentir encore, à divers degrés, après la période de l'accession à l'indépendance nationale.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il faille occulter les causes internes qui ont pu freiner l'évolution de la société concernée, ni rendre le colonialisme exclusivement responsable de tous ses maux. Il en est qui sont antérieures à l'avènement de ce dernier ; les nier serait ôter à une société sa volonté et sa propre responsabilité à déterminer son histoire. Mais il n'en demeure pas moins que la capacité de cette société à surmonter ses contradictions fut entravée par l'invasion étrangère. Celle-ci a provoqué une rupture profonde dans le processus d'évolution et à introduit de graves contradictions culturelles, qui se sont traduites, notamment par la réduction de la capacité de créativité autonome et dans une certaine mesure par l'imitation sans discernement des modèles étrangers.

Ce qui est recusé, ce n'est point la culture française qui contient comme toutes les cultures une part d'universalité (2). L'emprunt à une culture fait partie des échanges humains et toutes les sociétés y ont eu recours dans l'histoire, directement ou non. Quelle culture peut prétendre à une création sans emprunt ou à un développement totalement autarcique ?

Ce qui est mis en cause c'est l'idéologie d'un système qui se pare de cette culture pour des fins de domination et d'exploitation. La francisation s'imposait comme une arme de destruction de la culture arabo-islamique non parce que celle-ci était inapte à promouvoir le progrès, mais pour la raison qu'elle s'opposait fermement et efficacement à la réalisation du projet colonialiste.

Dans ce cadre, les rapports entre les deux cultures ne pouvaient être qu'antagonistes et dépourvus de tout esprit d'échange et d'enrichissement réciproque. C'est pourquoi les Algériens dès le début de l'occupation, s'attachèrent avec force à leurs valeurs culturelles et les défendirent âprement. Ils s'opposèrent à la déculturation et refusèrent (3) longtemps d'envoyer leurs enfants dans les écoles françaises contre lesquelles ils restèrent réservés et méfiants (4). Et quand ils furent

(1) Abdellah MAZOUNI, *Culture et enseignement en Algérie et au Maghreb*, Ed. Maspero, Paris, 1969, p. 176. « L'aliénation résulte toujours d'un divorce, d'une contradiction. »

(2) L'aspect de la littérature engagée, les expériences des luttes, la pensée scientifique et humaniste, l'apport technique dans tous les domaines, etc.

(3) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 36.

(4) Yvonne TURIN, *Affrontements culturels dans l'Algérie Coloniale* (écoles, méde-

contraints par les nécessités à rechercher les connaissances utiles à la vie pratique, les enfants fréquentèrent les établissements français, mais s'efforcèrent de préserver leur identité. Ceci ne concernait de toute évidence que la minorité scolarisée, étant donné le nombre restreint des écoles, par rapport à l'effectif des enfants d'âge scolaire. C'est dans une culture nationale agressée et amoindrie que les Algériens cherchaient à protéger leur intégrité morale. Les mosquées marginalisées et surveillées furent néanmoins d'un grand apport pour le maintien de l'enseignement du Coran et de rudiments de la langue arabe.

Ainsi, comme le souligne A. Mazouni, la « langue prit valeur de symbole et de manifestation d'une manière d'être, face au colonisateur décrétant l'annexion et prêchant l'assimilation. L'arabophonie devint un refuge presque inexpugnable contre toutes les négations dont les Algériens étaient victimes. Elle se transforme à son tour, en une vivante négation, immédiatement saisie par tous et à chaque instant renouvelée des prétentions de l'occupant de nous dissoudre dans la francité et surtout le néant » (5).

« Il n'est donc pas surprenant que ''tous les mouvements culturels et politiques nationaux lui ont fait (à l'arabité linguistique) une place plus ou moins grande dans leurs programmes et leurs propagandes » (6). Aux yeux du peuple et du mouvement national c'était là un principe fondamental sur lequel s'articulait toute l'action politique, la langue et la religion constituaient des éléments d'opposition efficaces « pour une communauté nationale privée de sa souveraineté », face à la colonisation disposant de tous les leviers des pouvoirs politiques et économiques. Ces deux éléments, quelle que soit l'idée qu'on s'en fait, formaient les catalyseurs de base de la résistance populaire contre l'oppression politique, la déculturation et l'exploitation économique. Ils jouèrent objectivement un rôle social éminent en maintenant une certaine intégration, une cohésion de la société, contre la culture dissociatrice de l'occupant. Ce défi permanent relevé avec des fortunes diverses par une culture infériorisée face à une culture dominante,

cine, religion 1830-1880), Ed. Maspero, 1971, p. 63-64. D'après l'auteur même les familles influentes refusèrent d'envoyer leurs enfants dans ce fameux collège à Paris. Il est vrai que celui-ci n'est pas autre qu'un lieu pour la « garde d'otages » des enfants de ces familles pour en faire des intermédiaires. L'idée d'otages ressort bien de la note reproduite ainsi : « Si l'état de civilisation auquel est parvenu notre époque... permettait de faire entrer en ligne de compte les avantages politiques que la France peut se permettre en gardant, en quelque sorte comme otages les fils des indigènes. » Lorsque l'arrêté du 11 mai 1839 mit le collège à la charge des corporations religieuses, les quelques Arabes présents à l'école à Alger, disparurent. Une véritable alerte se propagea à travers toute l'Algérie pour la sauvegarde des enfants « indigènes » par les parents.

(5) Abdellah MAZOUNI, *op. cit.*, p. 59.

(6) *Ibid.*

devait revêtir un caractère antagoniste dans la situation coloniale. Cela n'implique d'ailleurs pas un jugement de valeur quelconque sur les mérites des deux cultures. L'intérêt portait sur le rôle dévolu à l'une et l'autre dans le conflit aigu qui opposait la communauté algérienne au colonialisme. Ce conflit qu'on retrouve dans tous les domaines, fut constant tout au long de l'occupation coloniale.

Il débuta par la violation de la convention de 1830 dont l'une des clauses stipulait que : « ... l'exercice de la religion ''mahometane'' restera libre », la législation française fut appliquée aux cultes célébrés en Algérie, dans un sens nettement restrictif, ramenant l'Islam à un simple rituel vidé de son contenu : la liberté consistait en la prière, l'organisation des cérémonies et le recrutement du personnel du culte. De plus, la religion « est présentée comme désuète, se confondant avec le fanatisme, en voie de disparition... » écrit C. Bontemps (7). L'action des missionnaires tendant à gagner le pays à la foi catholique se conjugait à celle du gouvernement pour réduire la religion à sa plus simple expression.

On mettait à profit l'occasion de chaque insurrection organisée par les musulmans pour aggraver la répression et accaparer sans distinction les biens particuliers et ceux appartenant aux établissements religieux (habous, etc.).

L'Islam était dépossédé ainsi d'une grande partie de son infrastructure culturelle. Selon Ismaël Urbain, cité par C. Bontemps, « Alger renfermait en 1830 : 13 grandes mosquées, 109 petites mosquées, 32 ''chapelles'' et 12 zaouyia. En 1862, seules 4 grandes mosquées, 8 petites et 9 chapelles étaient encore affectées au culte musulman » (8). Mais d'après Bontemps, « il subsiste 48 établissements dont seuls 21 sont consacrés au culte musulman ». Cette politique était appliquée à l'échelle de tout le pays et il en résultait une dégradation de la religion qui ne fut compensée que par la foi individuelle et collective des Algériens. Quant à l'enseignement, il « était au moins aussi répandu dans la régence turque qu'en France à la même époque » (9) et « qu'entre 1836 et 1848, les écoles disparais-

(7) Claude Bontemps, *op. cit.*, p. 96-97.

(8) Claude Bontemps, *op. cit.*, p. 501. Y. Turin *(op. cit.*, p. 45) parle de « 80 écoles avant la conquête ». Pour Tlemcen par exemple, il y avait dans la ville, pour 12 à 14 000 âmes, 3 collèges et 50 écoles. Dans la province, pour 12 500 âmes environ, 30 zaouiya plus ou moins *célèbres* et dans chaque douar une école, 2 000 élèves recevaient l'instruction secondaire, 600 faisaient leurs hautes études, chaque établissement avait sa bibliothèque. Aussi l'instruction était aux frais des familles, le reste assuré par des fondations. La main de l'Etat musulman ne se montrait nulle part (Lamoriciere cité par Y. Turin, *op. cit.*, p. 131).

(9) Ch.-R. Ageron, *op. cit.*, p. 35-36. L'auteur cite Pellisier de Raynaud (annales, t. 1, p. 303) qui écrit : « L'instruction élémentaire en 1835 est pour le moins aussi répandue chez eux (les Algériens) que chez nous. Il y a des écoles de lecture et d'écriture dans la plupart des villages et des douars. » La confiscation des immeubles

sent progressivement (...) ; la moitié des établissements a cessé de fonctionner » (10) écrit le même auteur, qui se base sur de nombreux témoignages. On a pris pour prétexte la qualité insuffisante de cet enseignement pour le saborder au profit de celui des congrégations et de leur prosélytisme. Celles-ci comptaient en 1850, 17 établissements alors que le nombre de m'cids (école arabe) tombait à 15. Le but de l'administration française consistait à façonner les jeunes musulmans (une minorité) dans « un moule français » et à en faire des « prototypes d'une civilisation future... » (11). Pour ce faire, elle créait des écoles arabes-françaises destinées au rapprochement des esprits (12).

Les esprits restèrent fort éloignés, ces écoles ayant échoué dans leur mission. Toute la politique de l'enseignement a obéi à la préoccupation essentielle : la maîtrise des esprits. Pour la même raison l'enseignement algérien fut condamné à la régression. On le privait de ses ressources vitales et on provoquait la dispersion du corps enseignant dont les membres furent soit réduits à la misère, soit contraints à l'exil ou soumis aux tracasseries des prêtres catholiques. Après la révolution de 1848, des commissions furent mises sur pied ayant pour objet l'étude de l'enseignement des musulmans, leurs travaux s'inspiraient de la préoccupation précédente : un enseignement pour les besoins de la pacification. C'est ce qui ressort du rapport accompagnant le décret présidentiel du 14 juillet 1850, cite par C. Bontemp, « ...un des moyens les plus efficaces pour arriver à la complète pacification de l'Algérie doit être de propager et de vulgariser, parmi les populations indigènes, la connaissance de la langue française » (13).

C'est ainsi que furent restaurées les medersas (écoles supérieures à Médéa, Tlemcen et Constantine). L'enseignement dispensé en arabe et en français servait désormais surtout à former des fonctionnaires et agents des « bureaux arabes ». L'enseignement (primaire comme le secondaire) était fortement réglementé et placé sous le contrôle des

appartenant aux mosquées tarit spécialement les ressources de l'enseignement donné dans les « madrassa » qui était suivi par deux à trois mille jeunes gens par province. » « Six à huit cents par province arrivaient jusqu'à l'étude des sciences, du droit (fikh) et de la théologie » ; ils recevaient le titre « d'ulama ».

(10) C. BONTEMPS, *op. cit.*, p. 505. Il s'agit « des témoignages concordants de A. de Tocqueville, Rap., *op. cit.*, p. 323 ; Bedeau, rapport du 12 février 1847, arch. Ministère-guerre Alg. n° 235 ; XXII bis + 1.P.303.

(11) *Ibid.*, p. 507.

(12) Sur l'origine et les péripéties de ces collèges et écoles arabes-français, Y. TURIN, *op. cit.* tout le 1er chapitre et le 5e ; 4 refus scolaires p. 251. Au début de l'occupation on pensait nécessaire d'enseigner l'arabe et le français dans le but de concurrencer l'enseignement autochtone par la « séduction », primes consenties aux familles, etc., puis par la compétition. Il fallait vider les écoles coraniques, foyers de résistance culturelle ; devant l'échec dû aux refus des autochtones, on recourut à l'enseignement parallèle.

(13) C. BONTEMPS, *op. cit.*, p. 508.

« bureaux arabes » militaires. La scolarisation en 1861 touchait « un centième de la population » (2 140 écoles indigènes accueillaient 26 499 élèves).

Aussi limitée qu'elle fût et bien qu'elle s'inspirât d'un réel esprit colonial, la scolarisation des indigènes rencontra l'opposition du colonat et a été combattue ou sabotée à toutes les époques. La plupart des auteurs notent cette attitude constante des colons face à l'instruction des indigènes. Faut-il pour autant leur imputer l'échec de l'enseignement dans « les cadres français » ? Nous ne le croyons pas, car cette politique trouvait son impulsion au cœur même du système colonial, dans sa nature fondamentale. C. Bontemps note avec raison, que « sous sa forme francisée, l'éducation est l'objet de la sollicitude des autorités gouvernementales et administratives, mais les efforts se bornent à la création d'une petite élite coloniale destinée et façonnée, à servir de courroie de transmission entre le nouveau pouvoir politique et les masses musulmanes, à devenir les propagandistes d'une domination et d'une culture étrangère. Mais même à ce stade, ces tentatives étaient vouées à l'échec ; elles se heurtaient à l'incompréhension irréductible des colons qui ne voyaient pas pourquoi un effort financier devait être fait en faveur d'une population considérée comme vaincue » (14).

Il faut ajouter qu'à cette époque (avant 1872), pouvoir central et colons, forts du complexe de vainqueur, croyaient possible l'amenuisement progressif de la population « indigène » (15). La déculturation faisait partie d'un ensemble de moyens pour accélérer ce processus et permettre à la colonisation de s'installer sans crainte. Car celle-ci aussi contradictoire que cela puisse paraître, minait profondément les colons au moment où ils affichaient leur superbe face aux « vaincus ».

« Le thème de vaincu » suscite chez le colon, peut-être plus que chez l'autochtone, un autre thème, celui de la peur. Il sera d'autant plus tenace chez le premier qui sent que le « vaincu » dans son pro-

(14) C. Bontemps, *op. cit.*, p. 513.

(15) La guerre, les insurrections la répression, les famines et les épidémies ont eu pour effet un fléchissement démographique dangereux, le peuple algérien aurait été réduit de plusieurs centaines de milliers d'âmes, sinon de quelques millions — cette question a suscité une vive controverse entre les auteurs à propos des affirmations de Habart *(Histoire d'un parjure,* Ed. Minuit, Paris, 1961) selon lesquelles le peuple algérien aurait perdu 5 millions de ses enfants au cours de la résistance à l'occupation. Abadallah Laroui *(L'Histoire du Maghreb,* Ed Maspero, 1970 p. 283) abonde dans le même sens, de même que Mustapha Lachraf *(Algérie, Nation et société,* Ed Maspero) d'une tentative d'extermination. Jean-Claude Vatin *(L'Algérie politique, histoire et société,* Fondation Nationale des sciences politiques. Ed. A. Colin, Paris, 1974, p. 152-154) conteste ce point de vue en avançant des arguments d'ordre économique ; selon lui, la colonisation ayant besoin de main-d'œuvre, n'avait pas intérêt à exterminer le peuple algérien, ce qui ne paraît pas très convaincant.

fond sentiment ne s'avoue pas comme tel (16). Ainsi s'explique chez le vainqueur la recherche de sa propre sécurité par l'infériorisation et la déchéance du vaincu. Mesures de coercition, de répression, l'usage de la force dans tous les rapports, régime de l'inégalité et de l'exception constitueront le système de protection du colonisateur. Celui-ci ayant acquis des privilèges au détriment du colonisé, n'admettra jamais de véritable égalité et encore moins de liberté pour ce dernier. C'est toujours sous la contrainte conjoncturelle qu'il consentira de minimes concessions qu'il s'efforcera de récupérer par la suite. Il en a été de même dans le domaine de l'enseignement comme dans les autres domaines. De ce point de vue, le système colonial, malgré les apparences, présente une grande et permanente cohérence.

La progression constatée dans l'enseignement des indigènes des premières décennies jusqu'au centenaire et au-delà, se présente comme une adaptation rendue nécessaire par la dialectique de l'évolution sous la poussée de la société autochtone face au système colonial.

Au-delà des péripéties des changements des régimes et des politiques en France et leurs effets secondaires, la situation en Algérie était déterminée en profondeur par les rapports dualistes des forces en présence. La « conquête morale » des Algériens que voulait réaliser la IIIe République par la politique de scolarisation sera aussi infructueuse que les tentatives précédentes. Ch.-R. Ageron mentionne qu'en « 1870 fonctionnaient 36 écoles primaires arabes-français (1 300 écoliers musulmans) deux collèges arabes-français, trois médersas. Mais les Républicains d'Algérie firent fermer les écoles et collèges arabes et laissèrent végéter les médersas ; en 1882 ne subsistaient plus que 16 écoles primaires... » (17), et lorsqu'en 1883 Jules Ferry voulut

(16) Y. TURIN, *op. cit.*, p. 139-141. Ce sentiment a été partagé par les Algériens (plus ou moins) pendant toute l'occupation comme il est décrit ci-après : l'immense majorité des Algériens ne considérait pas la victoire française comme définitive. Si le sort des armes leur a été à un moment défavorable, les choses pourraient changer car « la victoire vient de Dieu, il fait, s'il veut, triompher le faible et abat le fort ». D'autre part, les confréries orchestraient une véritable guerre psychologique pour maintenir l'esprit de résistance et minimiser les succès Français. Ceux-ci étaient vus comme la conséquence d'une volonté transcendante où les français ne jouaient que le rôle d'instrument. Leur présence en Algérie devait prendre fin tôt ou tard, lorsqu'apparaîtra Moul-Es Saâ (l'homme de l'heure). En dépit de sa faiblesse « le peuple arabe se croit d'abord le peuple le plus important de la terre, non pas parce qu'il pense en effet être le plus puissant, le plus riche ou le plus nombreux (...), mais parce qu'il se croit le plus agréable à Dieu ; il possède la vraie religion, tous les autres sont impies. Telle apparaissait aux occupants, dans sa plus extrême simplification, l'idéologie de la résistance du peuple autochtone ».

En réalité le peuple algérien avait une conscience aiguë d'appartenir à une grande civilisation et de posséder une riche culture. Cette « idéologie de la résistance » fut la réponse à l'idéologie ethnocentriste que sous-tendait le système colonial.

(17) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 69-70.

faire appliquer à l'Algérie la nouvelle législation scolaire française et « créer un réseau de 15 écoles ministérielles financées pour les trois quarts par Paris, il provoqua un cri général d'indignation ». « Les communes françaises se refusèrent dans leur ensemble à cette coûteuse et dangereuse expérience ». L'opinion était qu'il ne fallait pas construire des écoles pour « cette foule de gueux ». Et que « si l'instruction se généralisait, le cri unanime des indigènes serait : l'Algérie aux Arabes ! » (18). C'était l'arme absolue de dissuasion que les Européens d'Algérie brandissaient à l'encontre du pouvoir central, chaque fois que ce dernier jugeait utile d'apporter quelques aménagements dans l'intérêt bien compris du système colonial.

Sur ce fond d'opposition permanente, entre les deux principaux courants de l'idéologie coloniale (celui qui tendait à la formation française d'une petite élite indigène et l'autre qui considérait toute instruction de l'indigène nuisible), l'enseignement progressait lentement.

En 1890 la scolarisation dans le cycle primaire concernait 1,73 % de l'effectif des enfants algériens scolarisables, soit 10 000. Après 1900, elle passait à 4,3 % (33 397). En 1917-1918, 49 000 enfants d'âge scolaire sur 850 000 (5,7 %) fréquentaient les écoles. A la veille du centenaire (1929), il y avait 60 644 enfants scolarisés sur un nombre de 900 000 (6 %) (19). Il a donc fallu 40 années pour assurer une scolarisation à 6 %. Ce rythme, tout en s'élevant légèrement par la suite, sera encore trop lent pour que chaque année une énorme population d'âge scolaire condamnée à l'analphabétisme.

Dans l'enseignement secondaire la situation n'était pas meilleure : 84 élèves algériens avant 1900, et 150 avant 1914, y trouvaient place. A cette année, la faculté d'Alger avait délivré en tout et pour tout, des diplômes à 34 bacheliers et 12 licenciés (20).

Ces chiffres cités à titre de simple exemple, illustrent le caractère restrictif de la politique de scolarisation pratiquée en Algérie en ce qui concerne les enfants autochtones. Bien que « les parents de ces derniers furent longtemps réticents vis-à-vis de l'école du ''baylik'' (gouvernement) », leur attitude n'explique pas entièrement cette politique. Plus tard, lorsque les Algériens évolués inscrirent l'école dans les programmes de leurs revendications, la situation ne changea pas très sensiblement jusqu'à la révolution de 1954.

La lenteur de la scolarisation des jeunes Algériens ressort des chiffres suivants :

| | |
|---|---|
| 1920 : 42 269 | 1934 : 87 458 |
| 1924 : 54 150 | 1939 : 114 117 |
| 1929 : 62 908 | |

(18) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 70.

(19) Ch.-R. AGERON, *Les musulmans algériens et la France*, t. II, p. 950.

(20) Chiffres cités par Ch.-R. AGERON, *Histoire de l'Algérie contemporaine, op. cit.*, p. 70.

Il y eut même une régression à partir de 1940, comme on le constate ci-après :

| | |
|---|---|
| 1939 : 114 117 | 1942 : 115 257 |
| 1940 : 117 585 | 1943 : 108 805 |
| 1941 : 117 155 | 1944 : 110 686 |

L'effectif des élèves descend de 114 117 en 1939 à 110 686 en 1944, situation due en partie à la période de guerre. Mais le budget de 1938 reflète la réalité de la politique coloniale en matière d'éducation :

| *Dépenses ordinaires* | *Crédits votés* | *Dépenses effectives* |
|---|---|---|
| 1. Education nationale « française » | 153 367 176 | 150 453 473 |
| 2. Education nationale « algérienne » | 42 920 794 | 39 838 397 |
| 3. Enseignement technique et professionnel élémentaire | 5 539 211 | 5 168 802 |
| 4. Service pénitentiaire et éducation surveillée | 24 262 774 | 18 000 000 |
| 5. Sécurité générale | 12 469 978 | 11 000 000 |
| 6. Gendarmerie, garde républicaine | 60 300 424 | 61 000 000 |
| 7. Police d'Etat | 43 245 452 | 37 000 000 |
| *Dépenses extraordinaires* | | |
| 8. Education nationale | 17 000 000 | 18 000 000 |
| 9. Education professionnelle « algériens » | 250 000 | |
| 10. Construction casernes gardes mobiles | 30 000 000 | |
| *Dépenses totales du budget...* | 2 173 787 238 | |

On retient qu'en 1938 la part du budget de l'enseignement des Algériens équivaut à moins du quart de celle allouée aux Français ; L'ensemble des crédits servant à l'éducation des Algériens ne constituent que le quart des crédits dont bénéficient les organismes de sécurité et de répression (police, gendarmerie, garde républicaine, services pénitentiaires) et le cinquantième du budget total de l'Algérie.

En 1944 nous avons les chiffres suivants :

| Éléments ethniques | Scolarisés | Budget consacré | Ecoles |
|---|---|---|---|
| Algériens | 110 000 | 88 millions | 699 |
| Français | 200 000 | 339 millions | 1 400 |

*(Source : Annuaire statistique de l'Algérie)*

On remarque la disparité existant entre le nombre des enfants scolarisés des deux ethnies (double au profit des Français) et la part du budget qui leur est consacrée (près du quadruple).

En 1944, le gouvernement français tenta de planifier la scolarisation des Algériens, répondant ainsi partiellement aux revendications de plus en plus fortes du mouvement national. Par exemple, ce plan, échelonné sur 20 ans, visait à la construction de 20 000 classes nouvelles afin de scolariser un million d'élèves (Algériens) à la fin de 1965.

Malgré cet effort, le plan laissait en marge plus d'un million d'enfants non scolarisés en 1944. En outre, il n'épousait pas la cadence du mouvement démographique (près de 300 000 nouveau-nés par an). Dans l'hypothèse où la mortalité emporterait le tiers de ces enfants, on aurait eu un solde de 1 500 000 enfants non scolarisés.

En dépit de ses insuffisances, ce plan fut saboté dans les faits. Par exemple, en 1948 les crédits contenus dans le budget se répartissaient ainsi :

— enseignement primaire et secondaire = 2 988 151 000
— police d'Etat sécurité générale, service pénitentiaire = 1 678 521 000

(non compris les corps de gendarmes et de gardes mobiles).

Les crédits alloués à la police représentent plus de la moitié de ceux de l'enseignement.

En 1950, l'Algérie compte 2 068 établissements primaires (8 035 classes) avec 130 000 élèves français et 177 000 élèves algériens. La scolarisation des premiers est de 16 enfants pour 100 habitants, celle des seconds est de 2 enfants pour 100 habitants. De plus, les enfants français bénéficient d'établissement de qualité et de meilleures conditions (20 à 35 élèves par classe). Les établissements indigènes sont souvent vétustes et les classes surchargées ou à mi-temps (souvent 40 élèves et plus). A cette époque plus de 1 500 000 garçons d'âge scolaire ne fréquentent pas l'école.

Quant à l'enseignement secondaire et supérieur, les algériens n'étaient pas mieux lotis, toujours à la même époque, il y avait (en Algérie) 17 lycées et collèges classiques, 27 collèges modernes fréquentés par 23 000 élèves.

Dans le secondaire (21), la progression des effectifs se présentait ainsi :
— en 1939-1940 = 18 129 élèves dont 16 771 Français et 1 358 Algériens.
— en 1943-1944 = 17 666 élèves dont 16 457 Français et 1 209 Algériens.
— en 1949-1950 = 23 392 élèves dont 20 658 Français et 2 734 Algériens.

On constate que la proportion des Algériens dans les établissements est de 1 à 10. Elle s'explique par de multiples causes parmi lesquelles :

*a)* les difficultés d'accès dues au concours d'entrée en 6[e] avec une limite d'âge de 12 ans. Les Algériens sont désavantagés par leur scolarisation tardive (en moyenne à 7 ans) et par les conditions de l'enseignement (classe à mi-temps, classes surchargées). Cet enseignement les oriente surtout vers les cours complémentaires destinés à former des instituteurs ou des fonctionnaires subalternes.

*b)* les difficultés financières : la pension annuelle (internat) s'élevait à 40 000 et 50 000 anciens francs, à laquelle il faut ajouter les frais divers, habillement, etc. qui ne sont à la porte que d'une infime minorité de familles de propriétaires, de commerçants aisés et de fonctionnaires. Les bourses d'un nombre insignifiant vont principalement aux familles de notables.

La situation était pire dans l'enseignement supérieur dispensé par une seule université pour toute l'Afrique du Nord (Alger) ; les étudiants algériens n'y représentaient que le quinzième en 1950 de l'ensemble de l'effectif, comme le montrent les chiffres suivants (22) :

| Années | Algériens | Français | Total |
|---|---|---|---|
| 1939-1940 | 89 | 1 777 | 1 866 |
| 1944-1945 | 228 | 3 287 | 3 476 |
| 1949-1950 | 306 | 4 280 | 4 586 |

(21) Rapport Langier, Gouvernement général de l'Algérie, commission de réformes musulmanes, t. II 1[er] vol., p. 99-100.

Note : Statistiques publiées par le gouvernement général d'Algérie, citées in Le problème algérien, Commission centrale d'information et de documentation, Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques. Alger, 1951.

(22) *Le problème algérien, op. cit.*

Sur ces 306 étudiants, une trentaine font partie de l'Institut d'Etudes Supérieures Islamiques (assimilé normalement aux établissements du second degré, leur diplôme n'équivaut pas au baccalauréat). A ce chiffre s'ajoutent les 250 étudiants qui fréquentent les universités de France. Donc les étudiants arrivés à l'enseignement supérieur est le résultat de la politique coloniale qui, comme dans les autres domaines, tentait malgré ses prétentions, à limiter l'enseignement supérieur à une petite minorité. Les difficultés matérielles ne sont pas non plus négligeables, lorsqu'on sait que la pension complète de l'étudiant revenait à 14 000 francs anciens par mois. Là aussi les conditions économiques des Algériens ne permettaient qu'à une minorité de consentir de tels efforts financiers.

L'enseignement technique présente les mêmes disparités et les Algériens n'ont pu y accéder, en petit nombre, que tardivement. La politique suivie consistait à éloigner les indigènes de la technique et à maintenir une main-d'œuvre à bon marché. Il est en effet plus malaisé d'exploiter un technicien ou un ouvrier spécialisé. De plus, les besoins en techniciens de l'Algérie restaient limités étant donné le faible niveau d'industrialisation. Les Français d'Algérie et souvent de France, répondaient à ces besoins réduits. Aussi, l'enseignement technique et professionnel était peu diffusé et les Algériens n'y occupaient qu'une place extrêmement resteinte comme cela apparaît dans l'exemple suivant dans l'enseignement agricole (23).

| Années | Etablissements | Français | Algériens | Total |
|---|---|---|---|---|
| | • Ecole nationale d'agriculture | 74 | 0 | 74 |
| | • Ecole régionale de Bel-Abbès | 72 | 3 | 75 |
| | • Ecoles d'agriculture (Philippeville, Ain Témouchent, Guelma) | 103 | 26 | 129 |
| | • Centres d'apprentissage agricole | 11 | 43 | 54 |
| | • Ecoles ménagères agricoles | 116 | 5 | 121 |
| | TOTAUX .......... | 376 | 77 | 453 |

(23) *Le problème algérien, op. cit.*

On aura remarqué qu'il n'y avait aucun Algérien à l'école nationale d'agriculture. Les Algériens diplômés de ces établissements ne trouvaient pas facilement des emplois. On leur préférait les Français en priorité.

L'enseignement professionnel ou technique du 1er degré, quasi insignifiant, formait un petit nombre d'ouvriers et de demi-ouvriers. Pour l'année 1949-1950, il était dispensé dans les cours professionnels à 869 Français et à 1 206 Algériens et dans les sections professionnelles (dans les collèges modernes, à 164 Français et 11 Algériens).

| *Années* | *Etablissements* | *Français* | *Algériens* | *Total* |
|---|---|---|---|---|
| 1949-50 | • Institut industriel de Maison carrée | 73 | 2 | 75 |
| | • Ecole d'Industrie de Dellys | 145 | 7 | 152 |
| | • Collèges Techniques d'Alger | 1 456 | 260 | 1 716 |
| | • Section technique dans les collèges modernes | 28 | 2 | 30 |
| | TOTAUX .......... | 1 702 | 271 | 1 973 |

Il faut ajouter également que les Ecoles nationales françaises qui ne voulaient pas perdre les débouchés pour leur diplômés, ne favorisaient pas l'enseignement technique et professionnel en Algérie.

Quant à la langue arabe (assimilée pratiquement à une langue étrangère) son enseignement officiel était réduit à la part congrue.

## L'enseignement officiel de la langue arabe

Pour les raisons que nous avons indiquées plus haut, l'enseignement de la langue arabe n'a été maintenu et d'une manière insignifiante, que dans les trois médersas (Alger, Constantine et Tlemcen) auxquelles s'est ajouté l'Institut d'Etudes Supérieures Islamiques (créé par décret du 5 juillet 1946). Bien que la langue arabe ait été combattue tout au long de la période coloniale, ces établissements, assimi-

lés au second degré du français, continuaient à former le personnel strictement nécessaire aux besoins de l'administration.

L'évolution de la situation, après la 2e guerre mondiale, le renforcement du mouvement national et ses revendications pour l'enseignement de la langue arabe ont amené le pouvoir colonial à instituer l'enseignement préparatoire de cette langue (après le vote de loi du 20 septembre 1947 portant sur le statut organique de l'Algérie).

Mais ce n'était là qu'une caricature de l'enseignement tant au point de vue quantitatif qu'à celui de la qualité, il était loin de répondre aux besoins les plus élémentaires d'un peuple de près de 9 000 000 de personnes.

En 1950, 289 élèves fréquentaient les trois médersas et 49 seulement l'Institut dont 29 pour la section pédagogique, 8 pour la section traditionnelle et 4 pour la section administrative.

Quant au contenu de l'enseignement dispensé dans ces établissements, on constate une nette infériorisation de la langue arabe et des matières musulmanes : « ... certaines de ces disciplines sont enseignées en langue arabe, d'autres en langue française ; les unes sont sanctionnées par l'examen de sortie, d'autres ne le sont pas. Le nombre de professeurs algériens est bien inférieur à celui de leurs collègues français. La langue et les matières françaises sont prédominantes... ». Sur les sept matières enseignées en langue arabe par huit professeurs algériens, quatre seulement font l'objet d'une épreuve à l'examen de sortie... Les matières enseignées en langue française par seize professeurs français détachés des facultés sont au nombre de quinze dont treize sont sanctionnées par l'examen... Par ailleurs, en raison de l'esprit qui a présidé à l'élaboration des programmes, nos futurs magistrats modernes parviennent au terme de leurs études sans pouvoir acquérir une culture solide, ni une formation complète... La langue arabe se meurt à l'Institut : deux heures par semaine lui sont réservées » (24).

En résumé, il convient de noter que ces établissements n'étaient pas conçus pour dispenser un enseignement réellement arabe. L'enseignement de cette langue dans les écoles primaires et secondaires comporte les mêmes flagrantes insuffisances. L'effectif du corps enseignant y a atteint 111 pour l'année scolaire 1950-1951. Ce nombre apparaît comme plus dérisoire lorsqu'on le compare à celui des 10 000 instituteurs de l'enseignement français qui ne parviennent pas à scolariser le dixième des enfants algériens. Les crédits de 37 585 000 francs alloués à l'enseignement de l'arabe montrent tout le sérieux que lui accorde l'administration (la construction de la pis-

(24) Voir *Le Problème algérien, Politique d'obscurantisme*. Brochure éditée par la commission centrale d'information du M.T.L.D., Algérie, 1951.

cine de la consolation, près d'Alger, a nécessité des crédits plus importants).

Cet enseignement doit se borner uniquement à l'étude d'un vocabulaire essentiellement concret et aux principes les plus élémentaires de la grammaire (circulaire de l'inspection académique de Constantine en date du 25 septembre 1950, conforme à l'arrêté ministériel du 22 mars 1949 (25). Dans les faits, il fut insignifiant aussi bien par le temps qui lui était consacré (deux heures par semaine à partir du cours élémentaire, le cours préparatoire est sacrifié) que par son contenu.

Les enseignants, nommés à titre précaire et révocable, placés sous l'entière discrétion de MM. les Recteurs et l'Inspecteur général, n'étant protégés par aucun statut et de ce fait mal rémunérés, rendaient cet enseignement aléatoire. De plus, l'enseignement de la langue arabe comme celui des langues étrangères (dans les cours complémentaires, les lycées et collèges) était facultatif et les élèves n'étaient tenus par aucune obligation d'assister aux cours.

## L'enseignement « traditionnel »

Ainsi, l'enseignement de la langue arabe après avoir été démantelé, continuait néanmoins à végéter. Infériorisé, surveillé, limité, il appartenait à l'initiative privée. Il survécut grâce à l'attachement indéfectible que manifestaient les masses populaires pour le Coran et à leur culture en général. Il fallait connaître le respect qu'inspirait tout écrit arabe pour comprendre toute la valeur que représentait l'enseignement du Coran et de l'arabe confondus dans le même symbole ; pour les Algériens cet attachement avait quelque chose de pathétique ; leur communauté sentait consciemment ou inconsciemment que sa propre survie était directement liée à celle de sa culture représentée par le couple Coran-Arabe. Cette valeur l'animait dans sa résistance, sa lutte permanente, lui conférait le pouvoir et l'énergie pour dépasser les difficultés quotidiennes. Grâce à elle, la société maintenait sa conscience d'appartenir à une plus vaste communauté avec laquelle elle participait aux vicissitudes de l'histoire. Au moment où elle avait tout perdu sur le plan matériel, elle gardait intacte cette conscience historique (même lorsque celle-ci était confuse). Elle y puisait par compensation la force spirituelle pour parer aux altérations irrémédiables que tentaient de provoquer le pouvoir colonial.

Dans sa grande majorité, la société algérienne, confrontée dans la guerre avec ce dernier, ressentait l'instruction française comme une

(25) Le problème algérien, *op. cit.*

atteinte à sa personnalité. Elle refusa cette instruction même lorsqu'elle devint obligatoire. Mais, réduite de plus en plus à la survie, la société algérienne l'acceptera comme un moyen nécessaire « pour résoudre les questions « d'ici-bas » sans pour autant renoncer à sa propre culture considérée désormais comme le moyen transcendantal (26).

Bien que les confrèries fussent décriées par la suite, elles jouèrent alors un rôle important dans la continuité de l'enseignement, de même que les zaouias, les mosquées et les multitudes de petites écoles coraniques privées. Elles permirent à une minorité d'enfants algériens de chaque génération d'acquérir un savoir, certes rudimentaire mais combien précieux et vital pour perpétuer la tradition. Les « tolbas » (étudiants) aussi limité que fut leur savoir, rendirent un immense service à la société à l'époque où celle-ci subissait l'assaut du colonisateur.

Disséminés au sein de cette société, ils en animaient les structures, concourraient à en vivifier les valeurs traditionnelles et assuraient ainsi ce minimum de fonction intellectuelle. Une autre catégorie, infime il est vrai, a contribué à cette fonction : c'est celle des Algériens qui purent par leurs propres moyens, aller faire leurs études à Fès, Tunis, Le Caire ou au Proche-Orient. Cette activité intellectuelle reproduite d'âge en âge, assurait une vie culturelle réduite, mais dans une certaine mesure efficace pour la défense et le maintien de la société.

Après la Première Guerre mondiale, cet enseignement connut un nouvel essor avec le mouvement réformiste des Oulama. Le renouveau introduit par ces derniers, basé sur l'enseignement de la langue arabe et le retour à l'Islam authentique, suscite une véritable émulation avec les « traditionnalistes » des confréries. Il en résulta (27) un

(26) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 70. Cette résistance insuffisamment étudiée à notre sens, reflétait le rapport de contradiction fondamental entre l'idéologie populaire et celle du colonisateur, et une conscience profonde des Algériens des nécessités contradictoires de leur devenir. Après le refus, s'instaura une sorte de tactique. L'instruction française servant comme pis aller aux choses secondaires de la vie, l'arabe et le coran restant du domaine de l'essentiel, du supérieur, de l'authentique. Ce compromis apparaissait très souvent dans les recommandations faites aux enfants fréquentant les écoles françaises, par leurs parents : « N'oublie pas ton origine, ne te laisse pas induire en erreur, apprend seulement ce qui est nécessaire à la vie pratique, n'abandonne pas la religion. » Ces recommandations parmi d'autres, n'étaient pas celles spécialement des gens « lettrés », mais étaient courantes au niveau populaire et notamment chez les paysans les plus modestes. Ce comportement pourrait surprendre à première vue, mais il était tout à fait normal de la part d'une société en résistance permanente et qui savait déjà identifier les dangers qui la guettaient de toutes parts. Quoi qu'en pense J.-C. VATIN, *op. cit.*, p. 220, « elle découvrait dès cette époque et bien avant, son ennemi » en dépit des conditions sociales et économiques. Et même si elle se préoccupait de subsistance, elle n'en était moins soucieuse des droits et des libertés théoriques.

(27) J.-C. VATIN, *op. cit.*, p. 189, donne 300 000 affiliés en 1910, 200 000 en

progrès important pour la réactualisation du problème de l'enseignement.

Par la parole et l'écrit, les populations se sensibilisèrent davantage à ce dernier. Les médersas libres furent créées et diffusèrent un savoir plus moderne, ce qui amena les zaouias à suivre bon gré, mal gré, le nouveau courant. Malgré les entraves et les interdits de l'administration, l'enseignement de la langue arabe se répandait progressivement. Une jonction s'opérait, non sans conflit, entre le « réformisme moderniste » et le « traditionalisme » conservateur. Celui-ci contrôlé étroitement par le pouvoir colonial qui l'utilisait contre le premier, allait perdre de plus en plus la partie engagée, sans pour autant disparaître entièrement. Ses chefs les plus compromis avec ce pouvoir, se discréditaient et perdaient leur prestige. Cependant, ces « tourouqyounes » (25) maintinrent leur opposition (attisée par l'administration sur le plan religieux aux « moslihounes » (29), mais essayaient en même temps de moderniser l'enseignement de la langue.

Le mouvement de renouveau de l'enseignement arabe s'amorçait conjointement avec le mouvement national dont il fut d'ailleurs partie intégrante. Il ne faut cependant pas exagérer la portée de cet enseignement, ni sur le plan de la quantité, ni sur celui de la qualité. Apprécié par rapport aux besoins de la population globale, il était nettement insuffisant. Il ne pouvait se substituer à une éducation

1934 (d'après séminaire des confréries...). Ch.-A. JULIEN, *op. cit.*, p. 94. Selon l'auteur, les confréries ne comprenaient plus en 1930 que 256 086. La Rahmanya de Kabylie, la plus importante fondée en 1770, en aurait a elle seule 133 102 membres. Selon d'autres estimations, en 1939 il y aurait eu 400 000 affiliés par moitié dans le sud. L'auteur émet des réserves sur ces chiffres.

Voir également Y. TURIN, *op. cit.*, p. 234 et suiv. et le tableau d'implantation des zaouia. L'auteur semble lier la cause de la décadence de ces zaouia aux fluctuations des récoltes et la précocité de l'économie indigène autre obstacle à l'instruction officielle. Elle est en réalité le résultat d'une politique délibérée, tendant à leur appauvrissement par l'accaparement des biens habous, la répression violente lors des bouleversements. L'auteur ne fait pas ressortir suffisamment l'ambiance répressive générale. Les zaouia resteront malgré tout « les centres où se forment dans l'orbite des confréries religieuses et comme avant la conquête, les tolbas ». Les confréries religieuses et les zaouia constituèrent la vraie ossature de la résistance dans tous les domaines avant de les condamner, il faut reconnaître le rôle qu'elles ont joué. C'est leur opposition efficace à la conquête, militaire et psychologique, qui les a désignés par la suite comme la cible du pouvoir colonial dont elles furent les victimes comme les autres institutions. De même une attention particulière devra être accordée aux tolbas (étudiants) et aux khouan (frères) qui furent les plus fervents et les plus sincères adversaires de la colonisation malgré les conditons matérielles précaires dans lesquelles ils continuaient à remplir leurs fonctions.

(28) Les adeptes des confréries religieuses.

(29) Les réformistes (Oulamas). Voir aussi Yvonne TURIN pour le rôle des zaouias et des tolbas, *op. cit.*, p. 109-141.

nationale. Ses moyens n'étaient pas en mesure de rivaliser avec ceux de l'administration quant à l'enseignement du français (30).

Le nombre des établissements primaires et secondaires privés de l'enseignement de l'arabe était de 90 en 1947 et 181 en 1954 dont 58 médersas (secondaire) fréquentés par 40 000 élèves environ (31). Il s'agit des écoles créées par l'initiative de la population et entretenues complètement à ses frais. Si l'Association des oulamas jouait un rôle dominant, tout le mouvement national était concerné. Le P.P.A.-M.T.L.D. participait activement à l'arabisation et de nombreux établissements relevaient de son obédience. Mais cet enseignement ne dépassait pas le niveau du secondaire, il rencontrait l'opposition et la tracasserie administrative. Des établissement étaient souvent fermés pour cause de propagande nationaliste.

Il était quasiment impossible de créer des établissements de niveau universitaire (sauf Constantine avec Ben Badis). Aussi, pour accéder au niveau supérieur, les Algériens (petite minorité) allaient compléter leur formation dans les universités arabo-islamiques.

C'est ainsi qu'à la veille de 1954 on dénombrait 1 000 étudiants à l'université de la Zitouna (Tunisie), 120 à El Karaouyyne (Maroc) et 150 à El Azhar (Egypte), pour ne citer que les plus importantes concentrations. L'ensemble de ces étudiants (1270) formait un effectif deux fois plus important que celui des Algériens (589) fréquentant les universités françaises.

### Bilan de l'enseignement en 1954

Pour la même période (1954), l'enseignement officiel français atteignait les résultats suivant :

| *Algériens scolarisés* | *Primaire* | *Secondaire* | *Supérieur* |
|---|---|---|---|
| 1954 (32) | 302 000 | 6 260 | 589 |
| | | *Technique* | *Professionnel* |
| 1954-1955 (33) | 322 700 | 515 | 5 187 |

Environ moins d'un enfant algérien sur dix fréquentait l'école, mais en réalité un garçon sur cinq et une fille sur seize. Dans les

(30) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 89.
(31) Robert ARON, *op. cit.*, p. 297.
(32) Ch.-R. AGERON, *op. cit.*, p. 85-86.
(33) Robert ARON, *op. cit.*, p. 201.

campagnes cette proportion n'est que de un sur 50 ou 70, dans certaines contrées.

Cette politique de scolarisation, malgré un certain effort et une progression, avait pour résultat un pourcentage extrêmement élevé d'illettrés en langue française : 94 % chez les hommes et 98 % chez les femmes. Quant à la formation de « l'élite », elle a donné les chiffres ci-après :

| | | |
|---|---|---|
| • Elite algérienne de formation française (34) | = 354 | avocats ou avoués |
| | 28 | ingénieurs ou assimilés |
| | 185 | professeurs du secondaire |
| | 165 | médecins, pharmaciens et dentistes |

Selon un autre auteur (35) :

| | | |
|---|---|---|
| • Professions libérales et enseignement | = | 300 personnes |
| • Fonctionnaires et cadres supérieurs | = | 20 à 25 personnes |
| • Ingénieurs, ... (dont 2 polytechniciens) | = | 12 personnes |
| • Officiers, ... (environ) | = | 100 personnes |
| • Magistrats, ... | = | 6 personnes |

### Inefficacité et contradictions de l'enseignement

L'enseignement en Algérie présentait donc un caractère dualiste d'opposition et non de complémentarité, entre le français et l'arabe. Son inadaptation, tant sur le plan du contenu que sur celui de la quantité pour les deux types d'enseignement, était évidente. Il ne correspondait pas aux besoins d'un véritable enseignement auquel aspirait la communauté nationale.

L'école française apportait certes une certaine ouverture sur l'extérieur et un élément de technicité, mais cet apport se trouvait fortement déformé par l'idéologie de l'assimilation. On se proposait de former un sujet francisé, déraciné culturellement (36), ne se reconnaissant plus dans la société dominée et n'ayant pas le même

(34) Ces chiffres sont cités par AGERON.

(35) Ces chiffres sont cités par Robert ARON, *op. cit.*

(36) J. BERQUE (in *Normes et valeurs dans l'Islam contemporain)* (ouvrage collectif) et J.-R. CHARNAY, Ed. Payot, Paris, 1966, p. 178. L'auteur écrit : « Je ne fais pas allusion — je voudrais qu'ils n'y ait pas d'ambiguïté sur ce point — à une volonté délibérée du corps enseignant français, de déraciner les autochtones — je dis et c'est peut-être plus grave et plus dur — que l'enseignement exclusivement français et laïque en pays colonisés, a pour effet de provoquer le déracinement. » Evidemment nous ne mettons pas en cause les enseignants dont la plupart furent de grande valeur, mais la politique délibérée qui visait, elle, à ce déracinement.

statut que le dominateur. Ce type d'homme dans sa version la plus « évoluée », formait une partie de la nouvelle «intelligentsia », comme les « Jeunes algériens » et plus tard la formation politique des « Elus ». Mises à part quelques individualités, telles que l'Emir Khaled, la plupart de ces intellectuels demeuraient longtemps influencés par l'éducation reçue dans les établissements français. Malgré leurs efforts sincères, ils ne parvenaient pas à exprimer une sensibilité nationale réelle et encore moins une politique traduisant les aspirations de leur communauté d'origine. Le rôle des intellectuels étant de précéder, d'exprimer ces aspirations et non de les ignorer, pour ensuite les prendre en compte, lorsqu'elles seront devenues évidentes. L'influence de l'enseignement français fut ainsi indéniable en Algérie. Mais il a contribué aussi au retard de la formation nationale en lui opposant une pseudo-formation technique, elle-même nettement insuffisante. Celle-ci était dispensée comme moyen de francisation et d'orientation d'une minorité de la jeunesse dans le sens anti-national. Ce n'est que par la suite que cette dernière se dégagea en partie et progressivement de l'idéologie que véhiculait le savoir technique.

Car, dans les milieux intellectuels algériens, on partageait généralement l'opinion que l'acquisition des connaissances dans une langue étrangère (dans la situation coloniale) n'engendrait pas d'effets déterminants sur le plan culturel. On sait que l'apprentissage d'une langue n'est pas uniquement l'apprentissage d'un parler, mais aussi, à un certain degré, celle d'une manière de penser. Ainsi les connaissances acquises induisent des comportements culturels ; perçus comme une modernisation, ils conduisaient en réalité à une « occidentalisation » (37). C'est bien cette forme idéologique de la politique d'assimilation qui s'oppose à l'idéologie nationale. Quant aux connaissances intrinsèques, leur intérêt n'est pas discutable ; elles doivent être, néanmoins, absorbées par le tissu culturel national.

(37) L'occidentalisation se présentait comme centre exclusif de la modernisation à laquelle elle se confondait dans l'esprit de ses partisans. Il n'est pas constestable que les pays d'Occident se trouvent depuis quelques siècles à la tête du progrès scientifique et technique. Mais ce fait ne saurait être érigés en dogme définitif de leur supériorité, alors que l'histoire enseigne qu'aucune civilisation, aucun peuple ou ensemble de peuples n'ont pu assurer d'une manière permanente et exclusive leur suprématie. On constate au contraire la multiplicité des aires de civilisation, les changements des centres d'hégémonie et des foyers de progrès. On peut affirmer que le niveau actuel le plus avancé de ce dernier est dû directement ou non à la contribution de tous ces foyers, même les plus lointains dans le temps et l'espace. Ce sont les expériences et les inventions cumulés de toute l'humanité qui ont permis a une partie de cette dernière, dans une période déterminée de se développer, de prendre la tête, d'imposer sa suprématie et de tenter de la maintenir sur le reste du monde. Cependant cette puissance est contestée radicalement, sous sa forme impérialiste par les peuples dominés ou opprimés. Ceux-ci réémergent au niveau de l'histoire et rejettent toutes les « suprématies », tous en reconnaissant la valeur de l'apport occidental, à la civilisation et au patrimoine commun de l'humanité.

Cette question insuffisamment étudiée constituera une contradiction sérieuse et ne sera pas entièrement résolue même après l'ère de l'indépendance.

Quant à l'école arabe, nous en avons souligné le précieux apport pour maintenir la personnalité de base de la société tout au long de l'occupation, qu'elle fût de type traditionnel ou réformiste. Cependant, l'enseignement qui y était dispensé constituait surtout une défense pour le premier et une ébauche culturelle moderne pour le second. A l'étape de l'action dans un contexte moderne, la conservation d'un acquis amoindri ou le retour au passé même interprêté à la lumière des progrès n'étaient pas synonymes de l'authenticité efficace.

Si les deux courants (réformistes et conservateurs) sensibilisaient chacun pour sa part une partie des masses, ils ne constituaient cependant pas un système de pensée capable d'orienter l'effort national vers un changement qualitatif devenant de plus en plus impératif au cours du processus de libération (38).

Le courant traditionnel qui avait joué un rôle mobilisateur lors des insurrections armées, devenait désormais impuissant. Quant à celui « de la Nahdha » (39) il procédait d'un réel mouvement de rénovation commun à l'ensemble du monde arabo-islamique. Mais ce mouvement qui portait les prémisses d'un changement dans l'authenticité, s'est avéré impuissant, après avoir opéré un renouveau culturel certain, à se développer et à atteindre le vrai niveau opérationnel. Tout en continuant à jouer un rôle positif dans la revalorisation de la culture nationale, il fut dépassé par les courants axés davantage sur l'orientation politique.

En effet, la domination étrangère, les structures imposées au pays dans tous les domaines ne permettaient pas au « réformiste islamique » de la Nahdha, d'aller jusqu'au bout de sa logique. D'autre part, ce réformisme était limité par son propre contenu face aux pro-

(38) Jean Paul CHARNAY (in*Normes et valeurs..., op. cit.*, p. 227-228) remarque que les « réformistes ne réussirent pas à présenter une doctrine ferme qui aurait pu servir de base à un enseignement et à une évolution des mœurs ». La difficulté, entre autres, est que leurs idées « consistaient davantage à des emprunts doctrinaux ou législatifs « plaqués » sur les mœurs ambiantes, réalisant seulement la juxtaposition et non l'harmonisation de quelques idées étrangères et d'un Islam décapé ». L'échec à ce nouveau type de « réformisme oriental » a été aussi celui des Oulamas en Algérie, malgré le renouveau moral introduit par eux et la lutte contre les déformations de l'Islam. Et bien que « l'Islam est capable si on l'interroge avec soin, de se restaurer, de recouvrer sa spécificité agissante et de fonder ainsi le devenir des Etats et l'action des individus musulmans », les Oulamas réformistes du Machrek ou du Maghreb n'ont réussi que partiellement à apporter une réponse à cette question. Celle-ci s'élabore dans la pratique sociale en corrélation avec les besoins contradictoires de l'évolution de la communauté islamique.

(39) Voir notamment Cheikh ABDOU, *Rissalat Al TAWHID,* Exposé de la religion musulmane par B. Michel et le Cheikh Moustapha Abdel RAZIK, Lib. orientaliste Paul Geuthners. S.A., 1965.

blèmes complexes posés par le monde moderne. L'interprétation de l'Islam qui est celle de la Nahdha (et ses variantes), constituait certes un progrès, mais elle restait en deçà des impératifs de la libération nationale. Celle-ci exigeait une interprétation plus radicale et plus dynamique, exprimée (sans négliger l'enseignement et l'éducation) en priorité, au niveau de l'organisation et de l'action politique. Le mouvement de rénovation véritable ne pouvait s'opérer, sans celui de la révolution politique avec lequel il se confondait dans la réalité sociale.

Cette vision politique et la dimension de l'action qu'elle impliquait faisait défaut dans une certaine mesure aux partisans de la Nahdha. Ceci provient en partie du système d'enseignement qui se voulait certes moderne, mais qui n'en restait pas moins marqué par la période de semi-léthargie. L'autre insuffisance découlait du niveau général de la culture dans tous les pays arabo-islamiques. La création culturelle ne s'était pas encore substituée à l'apologétique par laquelle on glorifiait le passé. Ce dernier aspect apparaissait comme un phénomène conséquent à l'état de faiblesse et parfois d'humiliation, quand ce n'était pas la pure négation d'une identité (comme en Algérie). Si une certaine forme apologétique est légitime et constitue une réponse à cette négation, une réaffirmation de soi, elle ne doit pas néanmoins, avoir pour effet de déformer les problèmes concrets du présent et la vision du futur. Ce reproche peut s'adresser au réformisme algérien (Oulamas) dont l'enseignement culturel, aussi précieux par ailleurs, ne remplissait pas toutes les conditions requises pour être le moule de transformation de la société dans tous les domaines.

Comme nous avons tenté de le montrer dans cette étude (par l'exemple de l'enseignement), les caractéristiques culturelles ne favorisaient guère l'action révolutionnaire. Elles étaient marqués par l'affrontement entre un enseignement français visant à la « dénationalisation » et l'enseignement arabe encore insuffisamment adéquat. Ces contradictions, reflets de la situation coloniale, c'est-à-dire d'une culture étrangère et diffusion sciemment limitée et d'une culture nationale infériorisée et réduite, constituaient un sérieux handicap au pays et à l'ensemble du mouvement national.

Etant donné la nature de la colonisation totale et des tensions qu'elle produisait dans tous les domaines, ces contradictions ne pouvaient être provisoirement dépassées que par l'engagement révolutionnaire. Celui-ci s'avérait seul susceptible par l'intensification des valeurs nationales, d'opérer la synthèse de ce faible et contradictoire potentiel culturel acquis et de l'intégrer au fond culturel populaire, pour en faire l'arme idéologique du combat.

C'est en effet dans l'action que les valeurs culturelles s'éprouvent, acquièrent leur pleine signification et se modifient afin d'assurer

à la fonction politique son efficacité et à la société la maîtrise d'elle-même .

Mais les rapports culturels contradictoires développés au cours de la période coloniale, s'ils ont été dépassés par l'engagement révolutionnaire, ressurgiront sous d'autres formes, aux phases ultérieures, comme des « surdéterminants », en général négatifs. Devant la nécessité des échanges culturels entre pays de niveau de développement différent, ils apparaîtront souvent sous l'aspect de l'impérialisme culturel.

# BIBLIOGRAPHIE

## PRINCIPAUX OUVRAGES UTILISÉS


ABBAS (F.), *Révolution en Algérie, Nuit Coloniale,* t. 1, Editions Julliard, Paris, 1962.

ABDELMALEK (A.), *Le centenaire du Capital* (tiré à part), Editions Mouton.

AGERON (R.-Ch.), *Les Algériens musulmans et la France, 1871-1919,* t. 2, Editions P.U.F., Paris, 1968.

AGERON (R.-Ch.), *in Etudes Maghrébines,* Editions P.U.F., Paris, 1964.

AGERON (R.-Ch.), *Histoire de l'Algérie contemporaine,* Editions P.U.F., Paris, 1970.

AGERON (R.-Ch.), *Politiques coloniales au Maghreb,* Editions P.U.F., Paris, 1973.

ARON (R.), *Les origines de la guerre d'Algérie,* Editions Fayard, Paris, 1962.

BALANDIER, *Sociologie actuelle de l'Afrique noire,* Editions P.U.F., Paris, 1971.

BENNIGSEN (A.) et LEMERCIER (C.), *L'Islam en Union soviétique,* Editions Payot, Paris, 1968.

BERQUE (J.), *Le Maghreb entre deux guerres,* Editions du Seuil, Paris, 1962.

BERQUE (J.), *L'Orient Second,* Editions Gallimard, Paris, 1970.

BONTEMS (C.), *Manuel des Institutions algériennes,* t. 1, La domination turque et le régime militaire, 1518-1870, Editions Cujas, Paris, 1976.

CHEVALLIER (J.), *Nous algériens,* Editions Calman-Lévy, Paris, 1958.

COHEN (C.), *L'Islam des origines...,* Histoire universelle (14), Editions Bordas, Paris, 1970.

COLLOT (Cl.) et HENRY (J.-R.), *Le Mouvement national algérien,* Textes 1912-1954, L'Harmattan, Paris, 1978.

FAVROD (Ch.), *La révolution algérienne,* Editions Plon, Paris, 1959.

FLORY (M.) et MANTRAN (R.), *Les régimes politiques des pays arabes,* Editions P.U.F., Paris, 1968.

GURVITCH (G.), *Traité de sociologie,* t. 2, Editions P.U.F.
JULIEN (Ch.-A.) *Afrique du Nord en marche,* Nationalismes musulmans et souveraineté française, 3e édition, Julliard, Paris, 1972.
JULIEN (Ch.-A.), *Histoire de l'Afrique du Nord,* Editions Payothèque, Paris, 1978.
JURQUET (J.), *La révolution nationale algérienne et le Parti communiste français,* Editions du Centenaire, t. 2, Paris, 1974.
KADDACHE (M.), *La vie politique à Alger de 1919 à 1939,* Editions S.N.E.D., Alger, 1970.
LACHERAF (M.), *L'Algérie, Nation et Société,* Editions Maspero, Cahiers libres 71-72, Paris, 1965.
LAROUI (A.), *L'histoire du Maghreb,* Editions Maspero, Paris, 1970.
LENINE, *Quel héritage renions-nous ?* Ed. de Moscou, t. I, p. 98 à 116.
LEFEBVRE (H.), *De l'Etat,* t. 1, Union générale d'éditions, Paris, 1975.
MADANI (T.), *Mémoires,* t. 2, Éditions S.N.E.D., Alger, n° 77/687.
MAO TSE-TOUNG, *Les transformations de la révolution,* Union générale d'éditions, 20-28, Paris, 1970.
MARX et ENGELS, *Le Manifeste Communiste.*
MERAD (A.), *Le réformisme musulman en Algérie de 1925 à 1940.* Édition Mouton et Cie, Paris, 1967.
MONETA (J.), *Le P.C.F. et la question coloniale,* Éditions Maspero.
NOUSCHI (A.), *La naissance du nationalisme algérien,* 1914-1954, Éditions de Minuit, Paris, 1962.
OPPERMANN (T.), *Le problème algérien,* Éditions Maspero, Paris, 1961.
PAPAIANNOU (K.), *Les marxistes,* Éditions « J'ai lu », Librairie Flammarion, Paris, 1965.
*Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques,* 1972, n° 4 ; 1974, n° 4.
ROCHER (G.), *Introduction à la sociologie générale,* t. 3, Changement Social, Éditions H.M.H., 1970.
RODINSON (M.), *Marxisme et Monde musulman,* Éditions Seuil, Paris, 1972.
SIVAN (EMM.), *Communisme et Nationalisme en Algérie, 1920-1962* Édition Fondation Nationale des Sciences politiques, Paris, 1976.
STALINE (J.), *Le marxisme et la question coloniale,* Éditions

Sociales, Paris, 1949. Réédition Normat Bethune, Paris, 1974.
TILLON (J.), *Les ennemis complémentaires,* Éditions de Minuit, Paris, 1957.
VATIN (J.-C.), *L'Algérie, politique, histoire et société,* Fondation Nationale des Sciences Politiques, Éditions A. Colin, Paris, 1974.
VIOLETTE (M.), *L'Algérie vivra-t-elle ?* Éditions Alcan, Paris, 1931.
WISNER (S.), *L'Algérie dans l'impasse,* Ed. Spartacus, Cahiers mensuels, 2e s., n° 9, oct-nov. 1948.

## PRESSE ET PUBLICATIONS NATIONALISTES

*Algérie libre* (L') du 11/12/1953 (Organe du M.T.L.D.).
*Algérie libre (L')* du 19/10/1954.
*Bulletin communistes,* n° 23, 11-18 janvier 1923 — Le communiste dans l'Afrique du Nord (projet de programme d'action, présenté au Congrès fédéral d'Alger, 14 janvier 1923).
*Cahiers algériens,* n° 3, oct-nov. 1950 (Revue du M.T.L.D.).
*Cahiers du bolchevisme (Les),* n° 7 du 2/1/1925.
*Cahiers du bolchevisme (Les),* n° spécial, mai 1933, sur le VIIe Congrè du Parti Communiste français.
*Cahiers du bolchevisme (Les),* n° 4, avril 1930.
*Cahiers du bolchevisme (Les),* n° 5, mars 1932.
*Cahiers du communisme,* n° 2, février 1947.
*Défense (La)* Organe de la Jeunesse du Congrès, proche des Oulama, dirigé par Lamine Lamoudi, du 23/7/1937.
*Défense (La)* du 24/10/1937.
*Défense (La)* du 16/3/1938.
*Entente (L'),* décembre 1937.
*Journal d'Alger (Le)* du 5-6 sept. 1954.
*Justice (La)* du 7/3/1938.
*Leon Feix* Quelques vues sur le problème algérien, septembre 1947.
*Lutte sociale (La),* Journal du Parti communiste algérien), du 13/7/1937.
*Lutte sociale (La)* du 19/2/1938.
*Manifeste de la république algérienne (Le)* — Document de l'U.D.M.A.

*Nation algérienne (La)* du 3/10/1954. Organe de l'E.N.A. et du P.P.A.
*Parlement algérien (Le)* du 18/5/1939. Organe du P.P.A.
*Problème algérien (Le)* — Le Mouvement National algérien — Série de brochures éditées par la Commission Centrale d'information et de documentation du M.T.L.D. (1951), S.E.D.I.C., Paris.
*Problème algérien (Le)* — Atteintes aux droits de l'homme — Brochure n° 3, éditée par le M.T.L.D. (1951).
*Problème algérien (Le)* — Violation de la liberté de vote, décembre 1951, Alger.
*Rapport Tubert (Le)* — Document de la Commision d'enquête sur les événements de mai 1945, en Algérie, dirigée par le Général Tubert.
*République algérienne (La)* — Journal de l'Union démocratique du Manifeste algérien, n° du 24/12/1948.
*Défense (La)* du 4/1/1938.
*Depêche algérienne (La)* du 5-6 sept. 1954 (Journal de la colonisation).
*Deuxième congrès national du M.T.L.D.* — Document.
*Ech chaab* (Le Peuple, journal en arabe, proche du P.P.A.), du 15/9/1937.
*Ech chihab* (Organe en arabe de l'Association des Oulama), avril-juin 1935.
*Ech chihab* novembre 1937.
*Echo d'Alger (L')* (Journal de la colonisation) du 25/10/1937.
*Echo de la presse musulmane* du 5/9/1936.
*El bassair* (Organe de l'Association des Oulama), mai 1937.
*El Oumma* (La Nation, organe en français de l'Etoile Nord-Africaine et du Parti du Peuple algérien) du 10/4/1937.
*El Oumma,* du 10/5/1937.
*El Oumma,* octobre 1937.
*El Oumma,* novembre 1937.
*El Oumma,* décembre 1937.
*El Oumma,* du 12/1/1938.
*El Oumma,* du 11/3/1938.
*El Oumma,* du 22/4/1938.
*El Oumma,* sept-oct. 1936.
*Entente (L')* du 27/4/1938.
*Révolution socialiste (1972-1973),* Revue du Parti d'avant-garde socialiste (dénomination nouvelle, après 1968, du Parti Communiste algérien).

# TABLE DES MATIÈRES

**Introduction** .......................... 5

## I. ORIGINE ET FORMATION DU MOUVEMENT NATIONAL

### 1. Origines et réalités nationales

— Spécificité de l'État algérien .......................... 18
— L'invasion française, la destruction de l'État algérien et la résistance armée .......................... 25
— L'organisation de l'État et la guerre de libération nationale .......................... 27
— La résistance et les insurrections populaires .......................... 30
— Les « Jeunes Algériens » et la politique d'assimilation .... 34
— L'exemple des réformes de 1919 .......................... 40
— Gestation du Mouvement National moderne : l'action de l'émir Khaled et ses limites .......................... 42

### 2. Renaissance et courants formateurs du mouvement national

— La fédération des élus indigènes d'Algérie .......................... 49
— *L'Étoile Nord-Africaine* (E.N.A.) : origine et contexte de sa formation .......................... 51
— Situation spécifique et libération .......................... 62
— Orientation révolutionnaire de l'E.N.A .......................... 70
— La première dissolution de l'E.N.A .......................... 75

### 3. La situation au centenaire (1930)

— La célébration du « centenaire » et les clivages politiques . . 84
— Les « élus administratifs » .......................... 86
— La politique dite d'« assimilation », le réformisme et la mobilisation des masses .......................... 89
— L'Étoile Nord-Africaine dans le mouvement national ..... 96
— Les clivages au sein du mouvement national .......................... 102
— L'E.N.A. en Algérie, le meeting du 2 août 1936 ....... 106

— L'incapacité du Front populaire, la répression ........... 108
— Création du Parti du Peuple Algérien (P.P.A.) et participation électorale ................................ 111

**4. Luttes, changements politiques et électoralisme**
— La première campagne électorale du P.P.A. (juin 1937) .. 117
— Le deuxième congrès (juillet 1937)................... 119
— L'arrestation de Messali......................... 125
— Les rapports entre le P.P.A. et le P.C.A................ 127
— Les élections cantonales d'octobre 1937................ 128
— Le procès de Messali et les élections municipales de 1938 ......................................... 131

**5. L'échec de la politique du Congrès et l'affirmation du courant révolutionnaire**
— Rôle du P.P.A.................................. 136
— Succès du P.P.A. à l'élection cantonale de 1938 ........ 139
— La controverse P.P.A.-P.C.A....................... 141
— L'affirmation de la ligne révolutionnaire du P.P.A., le P.C.F. et la libération nationale...................... 145
— Le courant communiste : l'hégémonie et la politique de l'assimilation................................... 149
— L'échec du réformisme et la montée du courant révolutionnaire ...................................... 153

II. TRANSFORMATION DU MOUVEMENT NATIONAL PENDANT LA IIe GUERRE MONDIALE

**6. Evolution du Mouvement National de 1939 à 1945**
— Le procès de Messali ............................ 159
— L'initiative de F. Abbas.......................... 161
— Le débarquement anglo-américain .................. 162
— F. Abbas abandonne la politique d'assimilation .......... 163
— Le manifeste du peuple algérien..................... 165

**7. Les Amis du Manifeste et de la Liberté (A.M.L.)**
— Le P.P.A. animateur des masses..................... 173
— Les amis du manifeste et de la liberté................ 175
— Position du P.P.A............................... 177
— Position du P.C.A............................... 181
— La lutte de tendances ............................ 183
— Contexte général et évolution de la situation extérieure ... 185

**8. Congrès et radicalisation des Amis du Manifeste et de la Liberté**

— Echec de la révolution par la loi ........................ 194
— La répression et le front colonialiste ........................ 195
— Les événements de mai 1945 ........................ 196
— Position des communistes (P.C.F.-P.P.A.) ........................ 204
— Les objectifs de la provocation et de la répression ........ 207
— La cause véritable : la politique coloniale ........................ 210
— Les élections ........................ 212

**9. Contradictions et divisions des A.M.L.**

— Causes de la désunion ........................ 218
— Le point de vue du P.P.A. et la politique de l'*Union Démocratique du Manifeste Algérien* (U.D.M.A.) ....... 220
— Les élections de la 2e Assemblée constituante française ... 222
— L'échec du réformisme et le P.P.A. ........................ 224
— Evolution et maturation du courant révolutionnaire ...... 226
— Les manœuvres de l'administration et l'électoralisme du P.P.A. ........................ 228
— Tentative de constitution du front national ............ 229
— L'action multiforme du P.P.A.-M.T.L.D. ............ 231

## III. APOGÉE, DÉCLIN ET MUTATION QUALITATIVE DU MOUVEMENT NATIONAL RÉVOLUTIONNAIRE

**10. Apogée du P.P.A.-M.T.L.D. : orientation, structure et puissance**

— Le congrès de 1947 (P.P.A.) ........................ 242
— Structuration et fonctionnement ........................ 245
— Le P.P.A., rôle, composition et stratégie ............ 248
— Organisation territoriale ........................ 252
— *L'organisation spéciale :* fer de lance de l'action ......... 254

**11. Contradictions et déclin du P.P.A.-M.T.L.D.**

— L'Assemblée algérienne ........................ 260
— Campagne électorale, truquages et répression........... 263
— L'attentisme ........................ 266
— Contradictions sommet-base ........................ 268
— Les luttes au sein de la direction ........................ 270
— Evolution du contexte extérieur ........................ 272
— L'erreur d'analyse de la direction ........................ 275
— L'affaire de l'O.S., dite du « complot », comme révélateur de la déviation ........................ 276

— La destruction de l'O.S. : sa signification ................ 279
— La ligne modérée et le cycle des crises ................ 280

**12. Les clivages politiques et les congrès de la scission**

— La réaction de Messali et son éloignement ................ 287
— Le néo-colonialisme ................ 293
— La crise et le premier congrès ................ 296
— Messali demande les pleins pouvoirs ................ 300
— Le congrès organisé par le comité central ................ 302
— Position de la base ................ 303

**13. Une mutation qualitative du mouvement radical : le Comité Révolutionnaire pour l'Unité et l'Action (C.R.U.A.)**

— Formation de la troisième tendance ................ 306
— Tentative de récupération ................ 308
— Les messalistes, le comité central et le C.R.U.A. ........ 310
— Les conditions de la révolution armée ................ 312
— La mise en place de l'organisation ................ 315
— Positions des formations politiques ................ 320

Conclusion ................ 323

ANNEXES

— **Texte intégral de la proclamation du F.L.N.,** diffusée le 1er novembre 1954 ................ 330
— **L'enseignement et la culture en Algérie pendant la période coloniale** ................ 333

**Bibliographie** ................ 356

## Afrique et océan Indien

Roland Pichon, *Le drame rhodésien, Résurgence de Zimbabwe.*
Sylvain Urfer, *Socialisme et Église en Tanzanie.*
Robert Archer, *Madagascar depuis 1972, La Marche d'une révolution.*
Ph. Leveau et J.-L. Paillet, *L'alimentation en eau de Caesarea de Maurétanie.*
H.G. Pflaum, *L'Afrique romaine* (Études épigraphiques).
Daniel Boukman, *Et jusqu'à la dernière pulsation de nos veines.*
Patrick Mérand, *La vie quotidienne en Afrique noire à partir de la littérature africaine d'expression française.*
Samora Machel, *Le processus de la révolution démocratique populaire au Mozambique.*
Collectif, *Palestine et Liban, promesses et mensonges de l'Occident.*
Cléophas Kamitatu-Massamba, *Zaïre : le pouvoir à la portée du peuple.*
Collectif, *Dossier Zimbabwe.*
*Le troisième congrès du Frelimo (3-7 février 1977)* (3 brochures).
Dominique M'Fouilou, *La soumission* (roman congolais).
J.-Cl. Andréini et M.L. Lambert, *La Guinée-Bissau sur la lancée d'Amilcar Cabral : La reconstruction nationale.*
Hervé Derriennic, *Famines et dominations en Afrique noire : paysans et éleveurs du Sahel sous le joug.*
Julius Nyéréré, *La déclaration d'Arusha dix ans après.*
Oumar Ba, *Le Foûta Tôro au carrefour des cultures* (Peuls du Sénégal et de la Mauritanie).
Gérard Meyer, *Devinettes bambara.*
J.-M. Ducroz et M.-Cl. Charles, *Lexique songay-français.*
H. Schissel et B. Cohen, *L'Afrique australe de Kissinger à Carter.* (Le rapport Kissinger sur l'Afrique australe et ses prolongements français.)
Collectif, *La France et l'apartheid en Afrique du Sud.*
Yves Emmanuel Dogbe, *Fables africaines.*
J. Audouin et R. Deniel, *L'Islam en Haute-Volta à l'époque coloniale.*
Collectif, *Sahara occidental, un peuple et ses droits.*

Cl. Collot et J.-R. Henry, *Le mouvement national algérien* (Textes : 1912-1954).
Benoît Verhaegen, *L'enseignement universitaire au Zaïre. De Lavanium à l'Unaza (1958-1978).*
Collectif, *Zaïre, le dossier de la recolonisation.*
Buana Kabue, *Citoyen Président. Lettre ouverte au Président Mobutu Sese Seko et aux autres.*
Wen Saa Yagla, *L'édification de la nation togolaise.*
Dominique Desjeux, *La question paysanne à Madagascar.*
Louis Molet, *La conception malgache du monde,* du surnaturel et de l'homme (2 tomes).
Abdelkebir Khatibi, *Le Prophète voilé.*
Cyriaque Yavoucko, *Crépuscule et défi* (román centrafricain).
Eduardo Mondlane, *Mozambique : de la colonisation portugaise à la libération nationale.*
Jean-Claude Ganga, *Combats pour un sport africain.*
Collectif, *Jeunes ruraux du Sahel.*
Guy Bellonde, *Le Chemin des villages* (Formation des hommes et développement rural en Afrique).
*Jeunes ruraux du Sahel,* une expérience de formation au Mali présentée par Guy Bellonde.
Robert Dubois, *Olombelona,* essai sur l'existence personnelle et collective à Madagascar.
Max Liniger-Goumaz, *La Guinée équatoriale, un pays méconnu.*
Kum'a N'dumbe III, *Hitler voulait l'Afrique.*
Abdallah Baroudi, *Le Maroc ou la mémoire d'exil.*
Maria-Edy Chonchol, *Guide bibliographique du Mozambique.*
M. Aghali Zakara et J. Drouin, *Traditions touarègues nigériennes.*

**Amérique du Sud**

Charles Condamines, *Chili : L'Église catholique, 1958-1976. Complicité ou résistance ?*
Georges Fischer, *Les États-Unis et le canal de Panama.*
Michel Lanney, *Introduction à la langue et à la littérature aztéques* (tome 1 : grammaire).
Gerald Taylor, *Diccionario normalizado y comparativo quechua : chachapoyas-lamas.*
Atahnalpa Yupanqui, *Airs indiens.*
André Jacques, *Nicaragua, la Victoire d'un peuple.*

## Asie

Marcel Roger, *Timor Oriental, hier la colonisation portugaise, aujourd'hui la résistance à l'agression indonésienne.*
D. Van der Weid et G. Poitevin, *Inde, les parias de l'espoir.*
S. et J. Cattori, *Asie du Sud-Est : l'enjeu thaïlandais.*
Alain Forest, *Le Cambodge et la colonisation française (1897-1920).*

## Antilles, Réunion...

Collectif, *La traite silencieuse, les émigrés des D.O.M.*
Alain Lorraine, *Tienbo le rein et beaux visages cafrines sous la lampe.*
Dany Bébel-Gisler et Laënnec Hurbon, *Cultures et pouvoir dans la Caraïbe.*
Michel Robert, *La Réunion, combats pour l'autonomie.*
Collectif, *Djibouti, Antilles, Guyane, Mayotte, Tahiti... Encore la France coloniale.*
Dany Bébel-Gisler, *Le créole, force jugulée.*
Axel Gauvin, *Défense de la langue réunionnaise : du créole opprimé au créole libéré.*
Anne Cheynet, *Les Muselés* (roman réunionnais).
Joseph Polius, *Martinique debout* (poésie antillaise).
Claude Souffrant, *Une négritude socialiste, religion et développement chez Roumain, Alexis et Hughes.*
Germain Saint-Ruf, *L'épopée Delgres, la Guadeloupe sous la Révolution française (1789-1802).*
Roselène Dousset-Leenhardt, *Colonialisme et contradictions en Nouvelle-Calédonie*, Les causes de l'insurrection de 1878.
L.-Ch. William, *Le Foliloque en ou dièze mineur* (récit antillais).
Collectif, *Quel avenir pour les D.O.M. ?* (Guadeloupe, Martinique, Réunion, Guyane).
H.A. Seitu, *Agodôme-dachine* (roman martiniquais).
Dani Bébèl-Jislé, *Kèk prinsip pou ékri kréyòl.*
Françoise Ega, *Lettres à une Noire.*
Max Jeanne, *Western, ciné-poème guadeloupéen.*
Maryse Condé, *La civilisation du Bossale.*
Rosan-Girard, *Pour un sursaut guadeloupéen dans l'unité.*
Serge Patient, *Le Nègre du gouverneur.*
Marcel Leguen, *Histoire de l'île de la Réunion.*
Oruno Lara, *La Guadeloupe* (réédition, avril 1979).

Collectif, *L'émigration travailleuse guadeloupéenne en France.*
Collectif, *Rapport sur la jeunesse guadeloupéenne.*
Maryse Condé, *La parole des femmes,* essai sur des romancières des Antilles de langue française.
Jerôme Kanapa, *En l'autre bord* et *Toutes les Joséphine ne sont pas impératrices* (ciné-dossier Antilles).
Kern Delince, *Armée et politique en Haïti.*
Laënnec Hurbon, *Culture et dictature en Haïti.*
Claudie Beauvue-Fougeyrolles, *Les femmes antillaises.*

---

## Quatre-vents

---

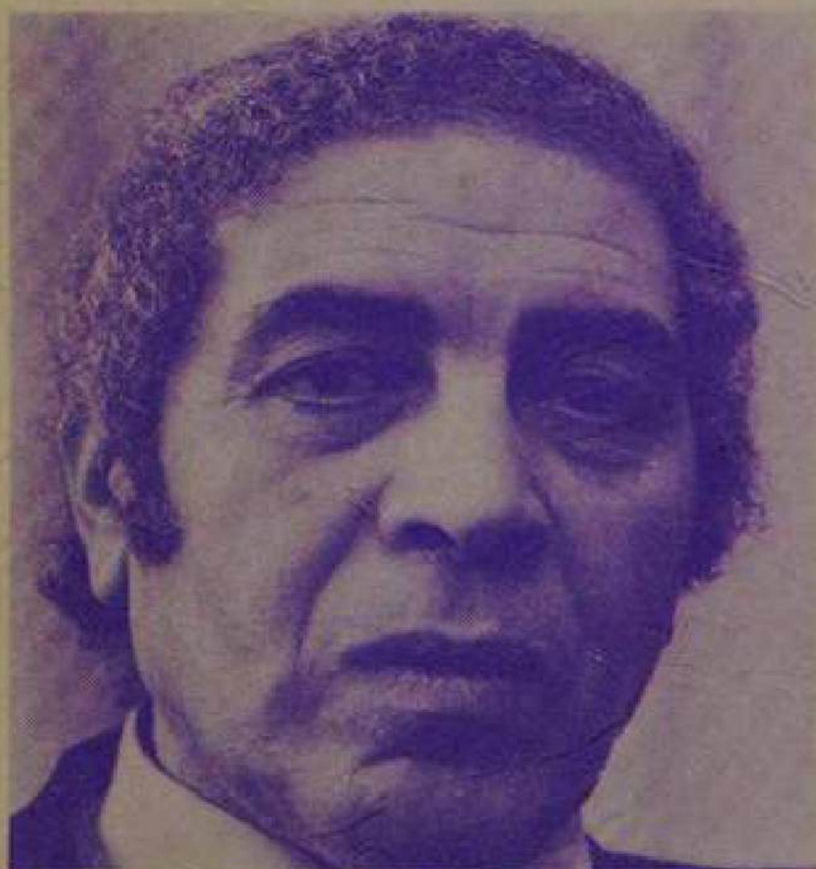
Charles Foubert, *Portugal 1974-1975, les années de l'espoir.*
M. Rocard, A.-P. Lentin, G. Arroyo, *Les dominations socio-politiques dans le monde.*
Colette Humbert, *Conscientisation.*
Michel Séguier, *Critique institutionnelle et créativité collective.*
Collectif, *Des femmes immigrées parlent.*
Pierre Erny, *L'enseignement dans les pays pauvres, modèles et propositions.*
Michel Clévenot, *L'almanach des hommes sans nom.*
René Bureau, *Péril blanc, propos d'un ethnologue sur l'Occident.*
Collectif, *Marxisme vivant, pratiques et réflexions de militants.*
Bertrand Hervieu et Nicole Eizner, *Anciens paysans, nouveaux ouvriers dans l'ouest de la France.*
Agnès Verlet, *Yseult et Tristan (Théâtre en France).*
Jean-Pierre Ader, *Le beau monde,* Album de 88 dessins.
Elie Maakaroun, *Terre qui brûle* (poésie libanaise).
Léon Mazzella, *L'aube froissée* (poésie).
Collectif, *Rêves d'en France. Des Africains parlent.*

**Pour plus de précisions sur les titres et les collections des éditions L'HARMATTAN, demandez le catalogue.**

La lutte pour la libération de l'Algérie s'est échelonnée sur plusieurs décennies. Ponctuée d'événements parfois dramatiques et de changements en profondeur, elle a souvent déconcerté les observateurs et faussé les prévisions. Aussi a-t-elle suscité l'intérêt de nombreux auteurs dont les travaux ont contribué à une meilleure connaissance du phénomène de libération. Sans pour autant s'y substituer, le présent ouvrage se présente néanmoins selon une perspective différente. Résultat de l'expérience vécue, de l'analyse et de la réflexion d'un acteur, il éclaire de l'intérieur les réalités du système colonial, de la société algérienne ainsi que leurs rapports dialectiques.

Ce livre couvre principalement la période située entre la 1re Guerre mondiale et 1954, période qui fut décisive pour la transformation révolutionnaire du Mouvement national. C'est au cours de ces années que furent mises à l'épreuve de la praxis les idéologies, les politiques et les stratégies des organisations nationales. L'intensité de la lutte et de son corollaire, la répression, a eu pour effet d'intérioriser l'objectif de l'indépendance dans la conscience populaire et de clarifier la question des moyens pour la réaliser.

Grâce aux forces politiques et sociales mobilisées et organisées durant cette période cruciale, le peuple algérien disposait d'un potentiel précieux. Il rendit possible le déclenchement du mouvement armé du 1er novembre 1954 (FLN-ALN).



Originaire de Boudouaou (ex-Alma, près d'Alger), Ahmed Mahsas, né en 1923, s'intéressa très tôt au sort de son pays. Il commença à militer, après 1940, au sein de l'organisation clandestine du P.P.A. à Belcourt (Alger). Plusieurs fois emprisonné pour activités politiques, il occupa de hautes responsabilités dans ce parti. Membre du Comité central, il participa au travail d'organisation à l'échelle territoriale et notamment à la création de *l'Organisation Spéciale* dont il fut membre à l'état-major national. Arrêté en 1950, lors de l'affaire dite du « Complot », il s'évade en compagnie de Ben Bella de la prison de Blida. Vivant dans la clandestinité (de 1946 à 1962), il fait partie de l'aile militante radicale. Lors de l'éclatement du P.P.A. en 1954, il lutte pour affirmer la ligue révolutionnaire.

Il est le premier responsable à jeter les bases du F.L.N. en France. Puis il est délégué politico-militaire pour les zones de l'Est algérien et membre du Conseil National de la Révolution algérienne.

Il est ministre de l'Agriculture et de la réforme agraire de 1963 à 1966, membre du Bureau Politique, puis du Conseil de la Révolution. Il prend volontairement en 1966 le chemin de l'exil et, depuis, il vit en France. A. Mahsas est diplômé de l'École Pratique des Hautes Études et docteur en sociologie.

**Librairie - Éditions L'Harmattan**
**18, rue des Quatre-Vents**
**75006 PARIS**

ISBN : 2-85802-135-X